



**Appui à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation  
d'évaluations sur la mise en œuvre et les impacts du  
PDRG, comprenant des enquêtes auprès des bénéficiaires  
ainsi que des propositions d'amélioration pour  
l'implémentation du PDRG 2023-2027  
Lot 1 et Lot 2**

**Rapport final**

**version 28 juillet 2022**



## Table des matières

<b>1.</b>	<b>Introduction méthodologique</b>	<b>10</b>
1.1.	La commande de l'évaluation	10
1.2.	La méthodologie d'évaluation	12
1.3.	L'avancement de la mise en œuvre de l'évaluation	13
<b>2.</b>	<b>Présentation du programme</b>	<b>14</b>
2.1.	Le cadre réglementaire et son application en Guyane	14
2.2.	La maquette et son évolution	15
2.2.1.	Le budget par domaine prioritaire	15
2.2.2.	La maquette décomposée par mesures et domaines prioritaires	17
2.3.	La logique d'action générale	20
2.3.1.	Réponses aux besoins spécifiques de la Guyane des domaines prioritaires	20
2.3.2.	Mobilisation des mesures pour atteindre les objectifs des domaines prioritaires	27
2.4.	Périmètre d'évaluation	28
2.5.	Évolution de l'agriculture et de l'agroalimentaire	31
2.5.1.	Évolution des indicateurs de diagnostic du PDRG	31
2.5.2.	Approche territoriale	35
<b>3.</b>	<b>Bilan de réalisation du programme</b>	<b>37</b>
3.1.	Réalisation à mai 2022	37
3.2.	Modifications apportées au programme	39
3.3.	Synthèse des éléments d'évaluation des RAMO 2017 et 2019	39
<b>4.</b>	<b>Évaluation des mesures et types d'opération</b>	<b>40</b>
4.1.	Mesure 1 - Transfert de connaissances et actions d'information	40
4.1.1.	Présentation de la mesure	40
4.1.2.	TO 111 - Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière	46
4.1.3.	TO 121 - Diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles	53
4.1.4.	TO 122 - Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles et forestières	62
4.2.	Mesure 4 – Investissements physiques	72
4.2.1.	Présentation de la mesure	72
4.2.2.	TO 411 – Modernisation des exploitations agricoles	78
4.2.3.	TO 421 - Transformation et commercialisation des produits agricoles	101
4.2.4.	TO 431 - Gestion et aménagement du foncier agricole	115
4.2.5.	TO 433 - Desserte forestière	126
4.2.6.	TO 441 - Investissements agricoles non productifs	133
4.3.	Mesure 6 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises	141
4.3.1.	Présentation de la mesure	141
4.3.2.	TO 611 - Dotation Jeunes agriculteurs (DJA)	144
4.3.3.	TO 631 - Aide au démarrage des petites exploitations agricoles (DPA)	167
4.3.4.	TO 641 - Aides aux entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse	177
4.4.	Mesure 7	184

4.4.1. Présentation de la mesure	184
4.4.2. TO 711 - Plans et schéma de développement des zones rurales	191
4.4.3. TO 712 - Plans de gestion forestière durable	196
4.4.4. TO 721 - Adduction en eau potable en zone rurale	202
4.4.5. TO 722 - Assainissement en zone rurale	207
4.4.6. TO 723 - Voiries rurales	211
4.4.7. TO 724 - Electrification en zone rurale	216
4.4.8. TO 725 - Gestion des déchets en zone rurale	221
4.4.9. TO 726 - Équipements sociaux et médico-sociaux en zone rurale	225
<b>5. Thématiques transversales</b>	<b>229</b>
5.1. Egalité Femmes-Hommes	229
5.2. Ingénierie financière	233
5.2.1. Les avances	233
5.2.2. Les cessions de créances	233
5.2.3. Les interventions des opérateurs	234
5.3. Cohérence entre POSEI (1 <sup>er</sup> pilier de la PAC) et PDRG (2 <sup>ème</sup> pilier)	237
5.3.1. L'analyse de la complémentarité prévue dans le PDRG	237
5.3.2. Le poids relatif du POSEI 1 <sup>er</sup> pilier de la PAC en Guyane	238
<b>6. Conclusion</b>	<b>240</b>
6.1. Analyse des résultats, points forts et faibles de la programmation	240
6.1.1. Analyse globale de la réalisation	240
6.1.2. Le développement des connaissances, l'innovation et la coopération	241
6.1.3. La modernisation de l'agriculture	242
6.1.4. La modernisation de la filière alimentaire	243
6.1.5. La création des exploitations	244
6.1.6. La petite agriculture	245
6.1.7. La gestion durable de la forêt et sa valorisation	246
6.1.8. Le développement des territoires ruraux	247
6.2. Les pistes de progrès pour la prochaine programmation	248
6.2.1. La mise en œuvre du programme	249
6.2.2. L'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base	256
6.2.3. La modernisation de l'agriculture et de la filière alimentaire	262
6.2.4. La création d'exploitations agricoles	264
6.2.5. La professionnalisation de la petite agriculture	267
6.2.6. La gestion durable de la forêt et sa valorisation	271
6.2.7. Le développement des territoires ruraux	274
<b>7. Annexes</b>	<b>277</b>
7.1. Synthèse des éléments d'évaluation des RAMO 2017 et 2019	277
7.2. Les outils d'enquêtes	290
7.3. Les comptes rendus des ateliers	302
7.4. La liste des documents et sources utilisés	312
7.5. La liste des acteurs ayant participé	314

## Table des illustrations

Tableau 1 - Répartition de la gestion des grands types d'interventions entre État et autorités de gestion régionales .....	11
Tableau 2 - Organisation État Régions dans la rédaction du PSN .....	11
Tableau 3 - Objectifs de dépenses publiques totales pour les priorités .....	16
Tableau 4 - Affectation des dépenses publiques totales de chaque mesure dans les différents domaines prioritaires (en M€).....	17
Tableau 5 - Contribution des mesures aux domaines prioritaires (dépenses publiques en M€ PDRG V13) .....	18
Tableau 6 – Évolution des contributions des mesures dans les différents DP impactés (dépenses publiques en M€) .....	19
Tableau 7 – Indicateurs cibles 2014-2022 des domaines prioritaires .....	27
Tableau 8 – Indicateurs concernant la population .....	31
Tableau 9 - Indicateurs concernant les exploitations agricoles .....	31
Tableau 10 – Répartition des exploitations selon la taille.....	31
Tableau 11 – Indicateurs concernant la surface agricole .....	32
Tableau 12 - Typologie des exploitations agricoles selon leur orientation technicoéconomique .....	33
Tableau 13 - Évolution de l'aide POSEI à la production animale de 2012 à 2020.....	33
Tableau 14 – Évolution de l'aide POSEI à la structuration de l'élevage de 2012 à 2020 .....	34
Tableau 15 - Tableau de l'agriculture par communauté de communes.....	35
Tableau 16 – Réalisations par mesure, dépenses publiques, FEADER programmé et payé .....	37
Tableau 17 – Feader de la maquette, programmé, engagé et payé par mesure.....	38
Tableau 18 – Réalisations FEADER de la Mesure 1.....	41
Tableau 19 – Évolution de la maquette FEADER de la mesure 1 .....	43
Tableau 20 – Réalisation FEADER en regard de la maquette de la mesure 1.....	43
Tableau 21 – Indicateurs de réalisation du DP1A.....	45
Tableau 22 - Indicateur spécifique de la mesure 1 : dépenses publiques.....	46
Tableau 23 - Indicateur spécifique de la mesure 1 : nombre de participants .....	46
Tableau 24 – Évolution de la réalisation du TO 111 .....	48
Tableau 25 - Dépenses publiques programmées par bénéficiaire et action du TO 111 .....	49
Tableau 26 – Évolution de la réalisation du TO 121 (en millions d'euros) .....	55
Tableau 27 - Dépenses publiques programmées par bénéficiaire et action du TO 121 (en millions d'euros) ..	56
Tableau 28 – Évolution de la réalisation du TO 122 (en millions d'euros).....	64
Tableau 29 - Dépenses publiques programmées par bénéficiaire et action du TO 122 (en millions d'euros) ..	65
Tableau 30 – Réalisation en regard de la maquette des mesures contribuant au DP1 .....	69
Tableau 31 – Évolution de la réalisation de la mesure 4 (en millions d'euros) .....	74
Tableau 32 – Évolution de la réalisation du TO 411 .....	81
Tableau 33 – taux de réalisation du FEADER en regard de la maquette du TO 411 .....	81
Tableau 34 – Indicateurs de réalisation du TO 411 .....	84
Tableau 35 – Dépenses par dossier et bénéficiaire de l'APP Biosécurité et Bien-être animal (TO 411) .....	96
Tableau 36 – Évolution de la réalisation du TO 421 .....	103
Tableau 37 – Réalisation du FEADER en regard de la maquette du TO 421 .....	103
Tableau 38 – Indicateurs de réalisation du TO 421 .....	106
Tableau 39 – Évolution de la réalisation du TO 431 .....	117
Tableau 40 – Indicateur de réalisation du TO 431.....	119
Tableau 41 – Évolution de la réalisation du TO 431 .....	128
Tableau 42 – Indicateurs du TO 433 .....	130
Tableau 43 – Évolution de la réalisation du TO 441 .....	135

Tableau 44 – Indicateurs du TO 441 .....	138
Tableau 45 – Évolution de la réalisation de la mesure 6 .....	142
Tableau 46 – Évolution de la réalisation du TO 611 .....	148
Tableau 47 – Réalisation de la mesure 6 en regard de la maquette.....	148
Tableau 48 – Indicateurs du TO 611 .....	151
Tableau 49 – Évolution de la réalisation du TO 631 .....	170
Tableau 50 – Taux de réalisation du TO 631 en regard de la maquette .....	170
Tableau 51 – Indicateurs du TO 631 .....	173
Tableau 52 – Évolution de la réalisation du TO 641 .....	179
Tableau 53 – Indicateurs du TO 641 .....	180
Tableau 54 – Évolution de la réalisation de la mesure 7 .....	185
Tableau 55 – Taux de réalisation FEADER en regard de la maquette de la mesure 7 .....	186
Tableau 56 – Modifications successives apportées à la maquette de la mesure 7 .....	186
Tableau 57 – Indicateurs de réalisation de la mesure 7 relatifs au DP2C+ .....	188
Tableau 58 – Indicateurs de réalisation de la mesure 7 relatifs au DP6B .....	189
Tableau 59 – Indicateurs spécifiques de la mesure 7 relatifs au DP6B .....	191
Tableau 60 – Évolution de la réalisation du TO 711 .....	192
Tableau 61 – Dossiers et bénéficiaires du TO 711.....	193
Tableau 62 – Lien entre schéma (TO 711) et opération TO 721 ou 722 .....	194
Tableau 63 – Évolution de la réalisation du TO 712 .....	197
Tableau 64 – Taux de réalisation FEADER en regard de la maquette du TO 712 .....	198
Tableau 65 – Dossiers et bénéficiaire du TO 712 .....	198
Tableau 66 – Taux de réalisation des mesures contribuant au DP2C+ (forêt) .....	200
Tableau 67 – Évolution de la réalisation du TO 721 .....	203
Tableau 68 – Taux de réalisation FEADER du TO 721 en regard de la maquette .....	203
Tableau 69 – Dossiers et bénéficiaires du TO 721.....	204
Tableau 70 – Interventions du FEDER relatives à l'eau potable et l'assainissement.....	205
Tableau 71 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724 .....	206
Tableau 72 – Évolution de la réalisation du TO 722 .....	208
Tableau 73 – Taux de réalisation FEADER du TO 722 en regard de la maquette .....	208
Tableau 74 – Dossiers et bénéficiaires du TO 722.....	209
Tableau 75 – Interventions du FEDER relatives à l'eau potable et l'assainissement.....	210
Tableau 76 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724 .....	211
Tableau 77 – Évolution de la réalisation du TO 723 .....	213
Tableau 78 – Taux de réalisation FEADER du TO 723 en regard de la maquette .....	213
Tableau 79 – Dossiers et bénéficiaires du TO 723.....	214
Tableau 80- Opération spécifique 11 du FEDER – financement de voiries .....	215
Tableau 81 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724 .....	215
Tableau 82 – Évolution de la réalisation du TO 724 .....	217
Tableau 83 – Taux de réalisation FEADER du TO 724 en regard de la maquette .....	218
Tableau 84 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724 .....	221
Tableau 85 – Évolution de la réalisation du TO 725 .....	222
Tableau 86 – Taux de réalisation FEADER du TO 725 en regard de la maquette .....	223
Tableau 87 – Dossiers FEDER de l'OS08 concernant les déchets .....	224
Tableau 88 – Évolution de la réalisation du TO 725 .....	226
Tableau 89 – Taux de réalisation FEADER du TO 726 en regard de la maquette .....	227
Tableau 90 - Répartition du budget POSEI par mesure en 2019.....	238

Figure 1 – Poids des contributions des mesures sur les domaines prioritaires.....	28
Figure 2 – La logique d’intervention du PDRG dans les domaines prioritaires 2A, 2B et 3A .....	29
Figure 3 – La logique d’intervention du PDRG dans le domaine prioritaire 6B.....	29
Figure 4 – La logique d’intervention du PDRG dans le domaine prioritaire 2C+ .....	30
Figure 5 – Répartition du nombre des exploitations par EPCI.....	36
Figure 6 – Répartition du FEADER programmé par mesure (en millions d’euros et pourcentage).....	37
Figure 7 – Évolution de la réalisation de la Mesure 1 .....	42
Figure 8 – Évolution du nombre des opérations de la mesure 1 .....	42
Figure 9 – Répartition du FEADER programmé par territoire EPCI .....	44
Figure 10 – Évolution de la réalisation du TO 111.....	48
Figure 11 – Évolution du nombre de dossiers du TO 111 .....	49
Figure 12 – Évolution de la réalisation du TO 121.....	55
Figure 13 – Évolution du nombre des dossiers TO 721.....	56
Figure 14 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 122 .....	64
Figure 15 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers de la mesure 4 .....	74
Figure 16 – Répartition du FEADER de la mesure 4 par territoire EPCI.....	74
Figure 17 – Délai moyen d’instruction de la mesure 4 (en jours) .....	75
Figure 18 – Évolution du délai d’engagement de la mesure 4 (en jours par en année) .....	76
Figure 19 – Évolution du délai de premier paiement après engagement de la mesure 4 .....	76
Figure 20 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 411 .....	80
Figure 21 – Poids du nombre et du montant des dossiers rapporté à la SAU des communes .....	81
Figure 22 – Poids du montant et du nombre de dossiers par commune .....	82
Figure 23 – Évolution du nombre de dossiers programmés du T0411.....	82
Figure 24 – Répartition des dossiers par tranche de coût total.....	83
Figure 25 – Répartition des répondants selon le genre et l’âge .....	89
Figure 26 – Répartition géographique des répondants TO 411 .....	90
Figure 27 – Répartition des productions dominantes des répondants TO 411 .....	90
Figure 28 – Répartition des types d’investissements du TO 411 .....	91
Figure 29 – Achèvement des projets d’investissements du TO 411.....	91
Figure 30 – Types d’accompagnement des bénéficiaires du TO 411 .....	92
Figure 31 – Impacts et gain environnemental des investissements du TO 411 .....	92
Figure 32 – Difficultés d’autofinancement rencontrées par les répondants TO 411.....	93
Figure 33 – Niveau d’information des répondants TO 411.....	93
Figure 34 – Voies d’amélioration selon les répondants TO 411.....	94
Figure 35 – Taux de satisfaction des répondants TO 411 .....	94
Figure 36 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 421 .....	103
Figure 37 – Évolution du nombre de dossiers programmés du TO 421 .....	104
Figure 38 – Répartition des dossiers du TO 421 selon leur poids financier.....	105
Figure 39 – Répartition des dossiers selon le secteur d’activité des répondants TO 421.....	109
Figure 40 – Répartition des répondants selon le type d’investissements TO 421.....	109
Figure 41 – Répartition des répondants selon le type de résultats de l’investissement TO 421 .....	110
Figure 42 – Répartition des répondants selon les voies d’amélioration TO 421 .....	111
Figure 43 – Satisfaction des répondants TO 421 .....	111
Figure 44 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 431 .....	117
Figure 45 – Répartition des dossiers du TO 431 selon la SAU des EPCI.....	117
Figure 46 – Répartition des dossiers du TO 431 selon le nombre des exploitations des EPCI .....	118

Figure 47 – Évolution du nombre de dossiers programmés TO 431 .....	118
Figure 48 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 433 .....	127
Figure 49 - Répartition des dossiers selon la SAU de l'EPCI .....	128
Figure 50 – Évolution du nombre de dossiers TO 433 .....	129
Figure 51 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 441 .....	135
Figure 52 – Répartition des dossiers TO 411 selon la SAU des communes .....	136
Figure 53 – Répartition des dossiers TO 441 selon le nombre d'exploitation des communes .....	136
Figure 54 – Évolution du nombre de dossiers TO 441 .....	137
Figure 55 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers de la mesure 6 .....	142
Figure 56 – Répartition du FEADER programmé de la mesure 6 selon l'EPCI.....	143
Figure 57 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers TO 611 .....	147
Figure 58 – Répartition des dossiers du TO 611 selon la SAU de la commune.....	148
Figure 59 – Répartition des dossiers du TO 611 selon le nombre d'exploitations des EPCI .....	149
Figure 60 – Évolution du nombre de dossiers TO 611 .....	149
Figure 61 – Évolution du délai d'engagement des dossiers du TO 611 .....	150
Figure 62 - L'âge des demandeurs TO 611 .....	152
Figure 63 - Nature de l'installation du TO 611 .....	153
Figure 64 - Type d'installation du TO 611 .....	153
Figure 65 - Revenu affiché dans le plan d'entreprise du TO 611 .....	153
Figure 66 - Modulations appliquées aux dossiers DJA (TO 611) .....	154
Figure 67 - Genre de l'exploitant – TO 611 .....	156
Figure 68 - Age de l'exploitant – TO 611 .....	156
Figure 69 - Répartition géographique TO 611 .....	157
Figure 70 - Les filières des installés TO 611 .....	157
Figure 71 - Les types d'installations TO 611 .....	158
Figure 72 - Les montants d'aide et leur perception TO 611.....	158
Figure 73 - L'atteinte des objectifs des répondants TOT611 .....	159
Figure 74 - Réalisation du plan d'entreprise .....	159
Figure 75 - L'accompagnement des exploitations bénéficiaires du TO 611 .....	160
Figure 76 - Les principales difficultés rencontrées dans le processus d'installation TO 611 .....	160
Figure 77 - L'impact de la DJA sur l'emploi TO 611 .....	161
Figure 78 - Le délai de traitement des dossiers TO 611.....	161
Figure 79 - Les voies d'amélioration identifiées TO 611.....	161
Figure 80 - Le taux de satisfaction du dispositif TO 611 .....	162
Figure 81 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 631 .....	169
Figure 82 – Répartition des dossiers TO 631 selon la SAU de la commune.....	170
Figure 83 – Répartition des dossiers selon le nombre d'exploitations de la commune .....	171
Figure 84 – Évolution du nombre de dossiers TO 631 .....	171
Figure 85 – Évolution du délai d'engagement des dossiers du TO 631 .....	172
Figure 86 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 641 .....	179
Figure 87 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers de la mesure 7 .....	185
Figure 88 – Répartition de la mesure 7 selon l'EPCI.....	187
Figure 89 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 711 .....	193
Figure 90 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 712 .....	197
Figure 91 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 721 .....	203
Figure 92 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 722 .....	208
Figure 93 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 723 .....	213



Figure 94 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 724 .....	218
Figure 95 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 725 .....	223
Figure 96 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 726 .....	227
Figure 97 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 411 - investissements productifs .....	229
Figure 98 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 441 – Investissements non productifs ....	229
Figure 99 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 611 DJA .....	230
Figure 100 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 631 DPA.....	230
Figure 101 – Répartition des bénéficiaires de cession de créances selon les TO de la mesure 4 .....	233

## GLOSSAIRE

AAP Appel à Projet	DGF Dotation Globale de Fonctionnement
ADMCA Aide au développement et au maintien du cheptel allaitant	DJA dotation aux jeunes agriculteurs
AFOM Atout Force Opportunité Menace	DP domaine prioritaire
AG Autorité de Gestion	DPA dotation à la petite agriculture
Agreste Statistiques Agricoles	DPT Dépenses publiques totales
AMEXA Assurance Maladie des Exploitants Agricoles	DTS Diagnostic Territorial Stratégique
AMI Appel à Manifestation d'Interêt	EFI Exploitation à faible impact
ASP Agence de Services et de Paiements	EnR Energie Renouvelable
CACL Communauté d'agglomération du centre littoral	EPCI Etablissement Public
CPA Certification d'Aptitude Professionnelle Agricole	EPFAG Etablissement Public Foncier et d'Aménagement de la Guyane
CCDS Communauté de communes des savanes	EPLEFPA Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole
CCEG Communauté de communes de l'est guyanais	ETP Equivalent Temps Plein
CCOG Communauté de communes de l'ouest guyanais	FEADER Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
CFPPA Centre de Formation Professionnelle Agricole	FEAGA Fonds Européen Agricole de Garantie
COPIL Comité de pilotage	FEAMP Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et de la Pêche
Cotech Comité technique	FEDER Fonds Européen de Développement Régional
CTG Collectivité Territoriale de Guyane	FOGAP Fonds de Garantie en faveur de l'Agriculture et de la Pêche
CUMA Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole	FSE Fonds Social Européen
DAAF- DEAAF Direction de l'Agriculture, de l'Alimentation de la Forêt	GAL Groupe d'Action Locale
DETR Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux	GES Gaz à effet de serre
	GIEE Groupement d'Intérêt Economique et Environnement
	Ha Hectare



Hab Habitant	Rural de Guyane
ICHN Indemnité de Compensation aux Handicaps Naturels	PLIE Plan Local d'insertion et d'Emploi
IEDOM / IEADOM Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer	PME Petite et Moyenne Entreprise
INSEE Institut National des Statistiques et Etudes Economiques	POSEI Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité
K€ Mille Euros	PPR Prime Petit Ruminant
LEADER Liaison entre Actions de Développement de l'Economie Rurale	PRAD Plan Régional d'Agriculture Durable
M€ Million d'Euros	PSN Programme Stratégique National
MAEC Mesure Agro-Environnementale et Climatique	R&D Recherche et Développement
MFR Maison Familiale Rurale	RAE Rapport Annuel d'Exécution
OCAPIAT Opérateur de Compétences des entreprises et des exploitations agricoles, des acteurs du territoire, des entreprises du secteur alimentaire.	RAMO Rapport Annuel de Mise en Œuvre
OF Organisme de Formation	RGA Recensement Général Agricole
ONF Office Nationale de la Forêt	RGP Recensement Général de la Population
OPA Organisation Professionnelle Agricole	RITA Réseaux d'innovation et de Transfert Agricole
OTEX Orientation technique de l'exploitation	SAR Schéma d'Aménagement Rural
PAB Prime à l'abattage Bovin	SAU Surface Agricole Utile
PAC Politique Agricole Commune	SIGC Système intégré de Gestion et de Contrôle
PAE Pole des Affaires Européennes	SIRET Système d'identification du répertoire des établissements
PAOG Plateforme Agroalimentaire de l'Ouest guyanais	SMIC Salaire Minimum de Croissance
PDE Plan d'entreprise installation agricole	STH Surface Toujours en herbe
PDRG Programme de Développement	TO Type d'opération
	UE Union européenne
	UGB Unité de Gros Bétail
	VIVEA développeur de compétences du secteur agricole

# 1. Introduction méthodologique

---

## 1.1. La commande de l'évaluation

---

La Collectivité Territoriale de Guyane est autorité de gestion sur le Programme de Développement Rural de la Guyane pour la période 2014-2022.

Ce programme, financé par le FEADER, est orienté vers la recherche de résultats quantitatifs et qualitatifs déterminés par la Commission européenne au sein des règlements et de l'autorité de gestion pour ce qui concerne les indicateurs spécifiques.

Pour le développement rural, le système de suivi et d'évaluation est établi par le règlement portant dispositions communes (Règlement (UE) N° 1303/2013) qui définit les éléments communs de suivi et d'évaluation pour les Fonds structurels et d'investissement européens et le règlement relatif au développement rural (Règlement (UE) N° 1305/2013) qui aborde les spécificités des programmes de développement rural.

### **Une programmation FEADER 2023-2027 en cours de co-construction avec l'État**

La programmation FEADER 2014-2020 a été prolongée de deux années supplémentaires (2021 et 2022) pour permettre d'opérer une transition avec la programmation suivante qui couvrira les années 2023 à 2027.

Cette dernière fera l'objet d'un cadrage national sous la forme d'un Plan Stratégique National unique (PSN PAC), établissant la stratégie d'intervention de la France à la fois pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> piliers de la PAC, financés respectivement par le FEAGA et le FEADER en métropole.

L'État français a acté très tôt un partage des compétences entre l'État et les actuelles autorités de gestion du FEADER sur le périmètre du 2<sup>nd</sup> pilier de la PAC. Celui-ci a abouti, après de nombreuses négociations, à attribuer la gestion des mesures surfaciques aux services de l'État. Les autres mesures resteront sous la responsabilité des régions en tant qu'autorités de gestion déléguées. Les mesures du 1<sup>er</sup> pilier continueront quant à elle d'être gérées intégralement par l'État. Le tableau ci-contre récapitule cette répartition sur le second pilier.

La nouvelle répartition de la gestion des mesures entre État et régions et la mise en place d'un PSN PAC unique au niveau de chaque État membre ont imposé un nouveau mode de fonctionnement pour l'élaboration de la prochaine programmation. Un PSN unique étant demandé par la Commission européenne, celui-ci viendra fixer une stratégie d'intervention et un cadre de mise en œuvre des interventions commun à toutes les régions. Selon leurs spécificités et enjeux, chaque région pourra ensuite établir les modalités de mise en œuvre des interventions propres à son territoire. La construction du cadre commun à toutes les régions a débuté dès 2020 avec l'élaboration d'un diagnostic territorial stratégique (DTS) commun, compilant les DTS élaborés par les différentes régions fin 2019.

Il s'est ensuite poursuivi, principalement en 2021, par l'élaboration d'une stratégie d'intervention commune (partie 2 du PSN) puis par l'élaboration de fiches interventions communes qui décrivent les modalités de mise en œuvre des interventions sur lesquelles se sont accordées les régions (partie 5 du PSN).

**Tableau 1 - Répartition de la gestion des grands types d'interventions entre État et autorités de gestion régionales**

Grands types d'interventions gérés par l'État	Grands types d'interventions dont la gestion a été déléguée aux Régions par l'État
Mesures agroenvironnementales et climatiques	Mesures agroenvironnementales et climatiques non surfaciques
Agriculture biologique	Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels (Corse)
Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels	Investissements (hors prédation)
Contraintes naturelles - spécifiques	Installation
Investissements dédiés à la prédation	Gestion des risques (ISR Betterave)
Gestion des risques (assurances et fonds de mutualisation)	Coopération
	Connaissances

**Tableau 2 - Organisation État Régions dans la rédaction du PSN**

Parties du PSN	Contenu	Attentes vis-à-vis des Régions
Résumé Citoyen		
Partie 1. Résumé stratégique	Vue d'ensemble de la stratégie de la PAC	Relecture
Partie 2. Stratégie d'intervention	A rédiger pour chaque objectif spécifique (OS)	Relecture
Partie 3. Cohérence de la stratégie	3.1 Une vue d'ensemble des interventions qui contribueront à garantir une approche cohérente et intégrée de la gestion des risques 3.2 Une vue d'ensemble de l'architecture environnementale et climatique du PSN 3.3 Une vue d'ensemble des interventions par secteur	Relecture
Partie 4. Description des éléments communs à plusieurs interventions	4.1 Les définitions, ainsi que les conditions minimales afférentes aux interventions sous la forme de paiements directs découplés 4.2 Une description du système de conditionnalité 4.3 Paiements directs 4.4 Une description de l'utilisation de l'assistance technique 4.5 Réseau de la PAC 4.6 Un aperçu de la coordination, de la délimitation et des complémentarités entre le FEADER et d'autres Fonds de l'Union actifs dans les zones rurales.	Echanges et relecture
Partie 5. Description des interventions	5.A FEAGA & 5.B FEADER Une fiche par intervention	Rédaction principale
Partie 6. Plan cible et plan financier	6.1 Le plan cible 6.2 Le plan financier	Contribution (via dataplan) Contribution (via dataplan)
Partie 7. Description du système de gouvernance et de coordination	7.1 Identification de tous les organismes de gouvernance 7.2 Description de la structure de suivi et de rédaction des rapports de la performance 7.3 Informations sur les systèmes de contrôle et les sanctions	Relecture Relecture
Partie 8. Modernisation & simplification	8.1 Modernisation et numérisation (digital technologies) 8.2 Description des éléments liés à la simplification et à la réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires finaux	Relecture Contribution Contribution

La V1 du PSN envoyée par la France à la Commission européenne a fait l'objet de la part de cette dernière fin mars 2022 d'une série d'observations qui sont en cours de traitement au niveau national et régional.

L'évaluation envisagée par la Collectivité Territoriale de Guyane se situe clairement dans la perspective des travaux du PSN 2023-2027, devant aboutir à l'élaboration des interventions régionalisées.

La déclinaison du PSN en règlements d'intervention doit répondre à plusieurs enjeux :

- Être finalisée au cours du second semestre 2022 et être ainsi opérationnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2023, date de début de la nouvelle période de programmation FEADER ;
- Permettre de décliner les orientations politiques sur les grands enjeux agricoles du territoire guyanais, en concertation avec les organisations professionnelles, avec un budget fort ;
- Proposer pour tous les types de systèmes de productions et tous les types de porteurs en création et développement, un accompagnement pour des projets viables d'entreprise et répondant aux enjeux de la transition agroécologique ;

- Permettre un saut réel dans la transformation des systèmes agricoles vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement en mettant en place des actions cohérentes avec les stratégies de filière, de territoire et d'entreprises ;
- Simplifier la mise en œuvre et la gestion des dispositifs pour la future programmation ;
- Pour le volet transition agroécologique, s'articuler avec les mesures du premier pilier (écoschémas) et les mesures du second pilier gérées par l'État (ICHN, MAEC).

## **1.2. La méthodologie d'évaluation**

---

**Focaliser l'évaluation sur les 4 mesures majeures, sur les causes de l'atteinte ou non des objectifs de réalisation et de résultat (effets) et par là expliciter l'atteinte ou non des objectifs d'impacts sur les domaines prioritaires tels que prévus.**

Le RAMO rend compte des résultats obtenus au niveau des domaines prioritaires en prenant comme grille de lecture, le tableau des incidences des mesures sur les domaines prioritaires, en se servant des indicateurs communs définis pour le FEADER. L'évaluation de la mise en œuvre des 4 mesures principales du PDRG (hors M19 Leader) permettra d'expliquer pourquoi les résultats obtenus et comment les objectifs ont été atteints ou non. Le cas échéant, elle permettra aussi de renseigner certains indicateurs de résultats qui n'ont pu l'être in itinere faute de système adéquat de collecte de données.

**Expliciter les contraintes, limites de réalisation du PDRG : la Covid et ses incidences, mais aussi les spécificités structurelles de la Guyane, région ultramarine au contexte territorial particulier (structuration des filières, distances, isolement, climat, immigration sous contrôle limité...) afin d'envisager la mise en œuvre de la prochaine programmation en prenant en compte le contexte spécifique de la Guyane.**

Au-delà de l'analyse AFOM pour la prochaine programmation, il s'agit d'identifier les adaptations nécessaires pour mieux atteindre les bénéficiaires cibles et accompagner la réalisation des actions aidées afin d'obtenir les meilleurs résultats des mesures (performance).

**Collecter l'information sur la réalisation et les résultats des différentes mesures auprès des acteurs (bénéficiaires directs et acteurs relais) pour évaluer de façon la plus qualitative, mais aussi quantitative la mise en œuvre des 4 mesures évaluées.**

Et extrapoler la mesure du résultat sur les bénéficiaires directs, mais aussi, sur les bénéficiaires indirects (population impactée) dans le cas où la cible est la population.

**Restituer les résultats de l'évaluation et en particulier les conclusions concernant les conditions de meilleure réussite de la poursuite des mesures dans la prochaine programmation.**

Au-delà du rapport d'évaluation qui doit être dans le format demandé par le FEADER pour être remis par l'Autorité de Gestion (la CTG) une fois celui-ci validé par le comité de pilotage du PDRG, les conclusions de l'évaluation peuvent faire l'objet d'une restitution spécifique, en cohérence avec le rapport d'évaluation, pour répondre à la demande de l'AG et à destination des partenaires et acteurs principaux, bénéficiaires ou acteurs relais.

### 1.3. L'avancement de la mise en œuvre de l'évaluation

Semaine	Lundi	Tâches	
6	31/01/2022	Échanges avec le PAE, Cotech1 Collecte des données et documents disponibles	Cotech1
7	07/02/2022	Analyse documentaire Élaboration note de cadrage	
8	14/02/2022	Entretiens avec les acteurs partenaires (DAAF, ONF...) Échange avec PAE, Cotech2, COPIL1	Cotech2 COPIL1
9	21/02/2022	Entretiens complémentaires avec les acteurs partenaires et relais des différentes mesures en distanciel	
10	28/02/2022	Lot 1 - M1 : entretiens auprès d'un panel d'organismes bénéficiaires Lot 1 - M7 : entretiens auprès d'un panel d'organismes ou collectivités bénéficiaires Lot 2 - M4 : Enquête auprès d'un panel représentatif des bénéficiaires Lot 2 - M6 : Enquête auprès d'un panel représentatif des bénéficiaires	
11	07/03/2022		
12	14/03/2022		
13	21/03/2022		
14	28/03/2022		
15	04/04/2022	Enquête territorialisée en présentiel Entretiens acteurs et partenaires relais	Cotech3 Copil2
16	11/04/2022		
17	18/04/2022	Enquêtes complémentaires en distanciel - finalisation des enquêtes Analyse évaluative, réponses au questionnaire évaluatif, renseignement des indicateurs Échanges avec le PAE pour statuer sur les points d'évaluation restés en suspens Entretiens acteurs et partenaires relais	
18	25/04/2022		
19	02/05/2022		
20	09/05/2022		
21	16/05/2022	3 réunions de bilan évaluatif Échanges avec le PAE	Cotech4 Copil3
22	23/05/2022	Élaboration rapport final en cabinet	
23	30/05/2022		Cotech6
24	06/06/2022	Finalisation des livrables	
25	13/06/2022	Validation du rapport final - en distanciel	Copil final

En couleur ocre : les semaines de mission en Guyane

## 2. Présentation du programme

### 2.1. Le cadre réglementaire et son application en Guyane

Le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural est régi par deux règlements européens principaux :

- Le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Depuis la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la gestion des fonds européens est confiée aux régions pour une grande partie.

C'est ainsi que la Guyane est depuis 2014 Autorité de Gestion des fonds européens sur son territoire (FEDER, FSE, FEADER).

En ce qui concerne spécifiquement le FEADER, les dispositions communautaires sont déclinées via le Programme de Développement Rural de la Guyane (PDRG), dont la première version a été adoptée par la Commission européenne le 24 novembre 2015.

Sa gestion locale est encadrée par deux conventions :

- La convention relative à la mise en œuvre des dispositions du R(UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Guyane. Cette convention signée par la Région, le ministère de l'Agriculture et l'ASP en tant qu'organisme payeur le 13 mai 2015, vise à organiser la gestion opérationnelle du PDRG 2014-2020.

Elle détermine le partage de compétence entre la Région et l'État pour ce qui concerne la fonction de guichet unique et d'instruction des dossiers de demandes d'aide.

Ainsi, les services du ministère de l'Agriculture seront en charge de la réception et de l'instruction des dossiers relevant des dispositifs suivants :

Mesure 2 : Services de conseil

Mesure 3 : Systèmes de qualité

Mesure 4 : Investissements physiques

Mesure 6 : Développement des exploitations agricoles et des entreprises

Mesure 8 : Investissement dans le développement des zones forestières

Mesure 10 : MAEC

Mesure 16 : Coopération

La DAAF est par ailleurs guichet unique et service instructeur des dossiers relevant du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), à savoir :

Mesure 10 : MAEC

Mesure 11 : Agriculture biologique



### Mesure 13 : Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels (ICHN)

Pour toutes les autres mesures, la région Guyane est Guichet Unique – Service Instructeur :

- La convention relative à la délégation de tâches de l'autorité de gestion du Programme de Développement Rural à la DAAF pour la période de programmation 2014-2020 signée le 16 novembre 2016 vient préciser les circuits de gestion des différents dispositifs.

Au niveau opérationnel, la gestion des fonds européens et du FEADER en particulier est opérée par le Pôle des Affaires Européennes (PAE) de la Collectivité Territoriale de Guyane qui est par ailleurs, en charge de la gestion et du pilotage du FEDER, du FSE et du FEAMP.

Le PAE est organisé autour de trois directions :

- La direction du pilotage : 2 chargées de mission sont dédiées au pilotage du FEADER. L'évaluation et la communication sur les programmes européens sont rattachées à cette direction.
- La direction instruction : 6 agents sont dédiés au FEADER au sein de cette direction (dont l'instruction des dossiers LEADER).
- La direction gestion : 3 agents sont dédiés au FEADER en charge de fonctions transversales (Qualité, contrôles et systèmes d'information).

## 2.2. La maquette et son évolution

### 2.2.1. Le budget par domaine prioritaire

Le PDR est construit sur le principe d'atteinte des objectifs de résultats sur une sélection de domaines prioritaires définis dans le règlement européen du FEADER.

Chaque mesure et chaque type d'opération (TO) impacte de façon directe un domaine prioritaire en première instance, étant entendu qu'ils impactent de façon indirecte plusieurs domaines prioritaires.

Pour l'analyse des résultats sur les domaines prioritaires, il ne sera retenu que l'effet direct qui est défini dans le programme. Lorsque la cible est la population (cas des aménagements territoriaux de la mesure 7), l'impact sur la population est mesuré en prenant évaluant la population concernée par l'aménagement financé.

Ainsi la contribution financière des mesures aux différents domaines prioritaires correspond à l'affectation décomposée du budget de chaque mesure aux différents domaines, le total correspondant au budget global alloué à chaque mesure.

Cela permet d'avoir une décomposition du budget global pour les différents domaines prioritaires dans le tableau 3 ci-après.

Le domaine prioritaire 1 ne correspond pas à des résultats, mais à des moyens mobilisés pour atteindre les résultats dans les autres domaines. Aussi la contribution financière des mesures 1, 2 et 16 qui impactent le DP1 est en quelque sorte comptée deux fois : une première fois pour mesurer la contribution aux résultats constituant le DP1, et une deuxième fois pour mesurer la contribution aux résultats des autres domaines.



**Tableau 3 - Objectifs de dépenses publiques totales pour les priorités**

Domaines prioritaires	Domaines prioritaires retenus dans le PDR de Guyane	Budget initial (en M€)	Budget V13 (en M€)
DP 1 : favoriser l'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base	1A) favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales.	15,07	20,66
	1B) renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement.		
	1C) favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie.		
DP 2 : améliorer la compétitivité et renforcer la viabilité des exploitations agricoles.	2A) améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole.	28,44	37,86
	2B) faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations.	14,69	22,68
	2C+) améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts.	19,54	34,08
DP 3 : mieux organiser la chaîne alimentaire et mieux gérer les risques liés à l'agriculture.	3A) améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles	7,26	9,02
DP 4 : restaurer et préserver des écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie.	4A) restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens.	7,83	14,48
	4B) améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides.		
	4C) prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols.		
DP 5 : utiliser plus efficacement des ressources face aux changements climatiques.	5C) faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie.	7,07	3,12
	5E) promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie.	1,09	0,08
DP 6 : promouvoir l'inclusion sociale, la lutte contre la pauvreté et le développement économique en milieu rural.	6B) promouvoir le développement local dans les zones rurales.	82,12	64,42
Budget global	<i>La DP1 n'est comptabilisée dans le total, car les contributions de mesures impactant le DP1 sont affectées aux autres DP. L'assistance technique n'est pas comptée.</i>	168,03	185,75

## 2.2.2. La maquette décomposée par mesures et domaines prioritaires

Chaque type d'opération des différentes mesures est affecté à un domaine prioritaire en première instance. Ainsi il est possible de décomposer le budget au niveau des mesures en distinguant la part de chaque mesure affectée aux différents domaines prioritaires impactés par les types d'opérations qui la composent.

### a/ Maquette initiale

**Tableau 4 - Affectation des dépenses publiques totales de chaque mesure dans les différents domaines prioritaires (en M€)**

Mesures	2A	2B	2C+	3A	4A-B-C	5C	5E	6B	Total	Répart. Me-sures
M01 - Transfert de connaissances et actions d'information	6,196		0,635	0,891	0,088				7,810	4,65%
M02 - Services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation	1,585	0,436	0,290	0,195	0,195				2,701	1,61%
M03 – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires				0,105					0,105	0,06%
M04 - Investissements physiques	11,971	10,701	11,324	5,670	0,200	2,071	0,040		41,977	24,98%
M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises	1,398	3,550				4,300			9,248	5,50%
M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales								69,928	69,928	41,62%
M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts			3,760				0,730		4,490	2,67%
M10 – Mesures agroenvironnementales et climatique					1,087		0,324		1,411	0,84%
M11 – Agriculture biologique					1,290				1,290	0,77%
M13 – Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques					4,790				4,790	2,85%
M16 - Coopération	7,289		3,529	0,395	0,176	0,700			12,089	7,19%
M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux)								12,192	12,192	7,26%
M21 - Soutien temporaire exceptionnel en faveur des agriculteurs et des PME particulièrement touchés par la crise de la COVID-19									0,000	0,00%
<b>TOTAL (hors Assistance technique)</b>	<b>28,439</b>	<b>14,687</b>	<b>19,538</b>	<b>7,256</b>	<b>7,826</b>	<b>7,071</b>	<b>1,094</b>	<b>82,120</b>	<b>168,031</b>	100,00%
Répartition domaines prioritaires	16,92%	8,74%	11,63%	4,32%	4,66%	4,21%	0,65%	48,87%	100%	

Source : Tableau 11.2 p572 du PDRG présentant les dépenses prévues par mesure et par domaine prioritaire. (V1.2) – en millions d'euros

NOTA : l'assistance technique n'est pas comptabilisée dans le budget quand il s'agit d'évaluer les résultats prévus et les dépenses prévues par mesure et par domaine prioritaire. Aussi dans l'évaluation elle n'est pas prise en compte, d'autant que la présente évaluation focalise l'analyse sur les 4 mesures 1, 4, 6 et 7, et ne porte pas sur l'efficacité globale du PDRG.

Les objectifs du PDRG en termes de réalisation (dépenses publiques) sont définis globalement au niveau des domaines prioritaires.

**b/ La maquette en 2022 (V13)**

Au fur et à mesure des adaptations du PDRG, le budget a été modifié d'une part par les abondements qui ont été affectés à certains types d'opérations, mais aussi par la réaffectation budgétaire d'un type d'opération à un autre.

Faisant suite à la promulgation du règlement 2020/2220 sur la transition, le PRDG est prolongé de deux années de transition 2021-2022, deux enveloppes ont été prévues : 1) le FEADER socle pour répondre aux besoins durant la période de transition en attendant la mise en œuvre du nouveau PSN 23-27 ; 2) FEADER relance (i.e Fonds EURI) afin de soutenir les Autorités de gestion dans la mise en place de mesures pour faire face aux effets de la crise de la COVID-19 et à ses répercussions sur le secteur agricole et les zones rurales.

Ainsi, entre la version initiale et la V13, les dépenses publiques totales sont passées de 168,03 M€ à 185,75 M€, hors assistance technique, du fait d'une part à la réallocation de budget entre les mesures, mais aussi du fait de l'allocation du crédit supplémentaire (crédit transition) de 27,62 M€ dans les mesures qui ont été identifiées comme ayant le plus de besoins jusqu'à fin 2022.

**Tableau 5 - Contribution des mesures aux domaines prioritaires (dépenses publiques en M€ PDRG V13)**

Mesures	2A	2B	2C+	3A	4A-B-C	5C	5E	6B	Total	Répart. Mesures
M01 - Transfert de connaissances et actions d'information	9,072								9,072	4,88%
M02 - Services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation	2,147								2,147	1,16%
M03 – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires				0,150					0,150	0,08%
M04 - Investissements physiques	16,114	18,471	19,911	8,872	0,508				63,876	34,39%
M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises	0,612	4,211				2,827			7,650	4,12%
M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales			6,318					48,455	54,773	29,49%
M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts			6,647						6,647	3,58%
M10 – Mesures agroenvironnementales et climatiques					4,045		0,083		4,128	2,22%
M11 – Agriculture biologique					2,999				2,999	1,61%
M13 – Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques					6,548				6,548	3,53%
M16 – Coopération	7,566		1,206		0,375	0,294			9,441	5,08%
M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux)								15,969	15,969	8,60%
M21 - Soutien temporaire exceptionnel en faveur des agriculteurs et des PME particulièrement touchés par la crise de la COVID-19	2,350								2,350	1,27%
<b>TOTAL (hors Assistance technique)</b>	<b>37,861</b>	<b>22,682</b>	<b>34,082</b>	<b>9,022</b>	<b>14,475</b>	<b>3,121</b>	<b>0,083</b>	<b>64,424</b>	<b>185,750</b>	<b>100,00%</b>
Répartition domaines prioritaires	20,38%	12,21%	18,35%	4,86%	7,79%	1,68%	0,04%	34,68%	100%	

Source : Extrait du Tableau 11.2 p634 du PDRG présentant les dépenses prévues par mesure et par domaine prioritaire. (v13) - En millions d'euros

### c/ Principales modifications apportées sur la maquette du PDRG

**Tableau 6 – Évolution des contributions des mesures dans les différents DP impactés (dépenses publiques en M€)**

Mesures	2A	2B	2C+	3A	4A-B-C	5C	5E	6B	Total
M01 - Transfert de connaissances et actions d'information	2,876		-0,635	-0,891	-0,088				1,262
M02 - Services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation	0,562	-0,436	-0,290	-0,195	-0,195				-0,554
M03 – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires				0,045					0,045
M04 - Investissements physiques	4,143	7,770	8,587	3,202	0,308	-2,071	-0,040		21,899
M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises	-0,786	0,661				-1,473	0,000		-1,598
M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales			6,318			0,000	0,000	-21,473	-15,155
M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts			2,887				-0,730		2,157
M10 – Mesures agroenvironnementales et climatiques					2,958		-0,241		2,717
M11 – Agriculture biologique					1,709				1,709
M13 – Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques					1,758				1,758
M16 - Coopération	0,277		-2,323	-0,395	0,199	-0,406			-2,648
M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux)								3,778	3,778
M21 - Soutien temporaire exceptionnel en faveur des agriculteurs et des PME particulièrement touchés par la crise de la COVID-19	2,350								2,350
<b>TOTAL (hors Assistance technique)</b>	<b>9,422</b>	<b>7,995</b>	<b>14,544</b>	<b>1,766</b>	<b>6,649</b>	<b>-3,950</b>	<b>-1,011</b>	<b>-17,696</b>	<b>17,720</b>

#### Modification 2018 :

Suppression du type d'opération 434 dédié à la desserte bois énergie. Les crédits sont alors transférés sur le TO 433 dédié à la desserte forestière.

La fermeture du DP 5C qui réaffecte les contributions des mesures 1, 4, 6 et 7.

#### Modification 2019 :

L'examen de performance conduit à une révision de maquette du PDRG qui affecte la mesure 16 – DP 3A, mesure 10 – DP 5E, mesure 10 – DP 4 et mesure 11 – DP 4.

#### Modification 2020 :

La crise COVID amène un certain nombre de modifications du programme qui ont un impact sur la maquette du PDRG qui concerne les mesures 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 16, 19 et 21.

Une seconde modification d'importance a lieu en 2020 suite à la création d'une nouvelle mesure COVID dédiée au soutien des agriculteurs impactés par la crise COVID.

#### Modification 2021 :

Le règlement transition conduit enfin à modifier la maquette du PDRG sur les mesures 1, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 16, 19 et 20.

## 2.3. La logique d'action générale

---

### 2.3.1. Réponses aux besoins spécifiques de la Guyane des domaines prioritaires

#### DP 1 : favoriser l'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base

##### 1A) favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales

Les mesures 1, 2 et 16 sont mobilisées de manière transversale pour répondre aux besoins identifiés en termes d'innovation et de développement de pratiques agricoles et de gestion durable de la forêt adaptés aux contextes tropicaux locaux, qui est un besoin identifié fort en Guyane. Elles soutiennent notamment :

- Les expérimentations, l'adaptation des pratiques et des itinéraires techniques innovants et la construction de savoirs et savoir-faire en agriculture, notamment menés dans le cadre du RITA ;
- Les actions collectives d'information, de démonstration et de diffusion de connaissances à destination des agriculteurs, des futurs agriculteurs et des acteurs de la filière bois ;
- L'accompagnement des porteurs de projets innovants avant la mise en œuvre des projets et au cours de la mise en œuvre.

Par ailleurs, les mesures 1, 2 et 16 s'adressent également aux acteurs de l'agrotransformation au travers de formations, d'actions d'information, d'accompagnement technico-économique afin d'appuyer l'acquisition de nouveaux savoirs et techniques innovantes au sein des filières agricoles locales.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 39. Soutien à l'élaboration et la diffusion de pratiques agricoles adaptées au contexte local

Besoin 38. Soutien à l'élaboration et la diffusion de pratiques de gestion durable adaptées aux systèmes forestiers tropicaux

Besoin 29. Renforcement du lien entre les acteurs du territoire pour accompagner la valorisation de la biomasse forestière et agricole

##### 1B) renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement

Pour améliorer la compétitivité des filières agricoles et forestières, il est nécessaire d'établir des ponts entre les exploitations agricoles et forestières, la recherche et l'innovation. Ainsi, l'analyse AFOM a permis de souligner en Guyane la faiblesse des synergies entre les dispositifs de formation, les centres de recherche et les enjeux de l'agriculture locale.

La mesure 16 contribuera directement à cet objectif en soutenant les projets collaboratifs horizontaux et verticaux, ainsi que les projets pilotes rapprochant les acteurs de la recherche et ceux des zones rurales. Elle permettra également de financer l'animation et la structuration de nouvelles filières innovantes en sensibilisant les différentes catégories d'acteurs autour du développement des filières Bois-Energie et Biomasse-Energie des secteurs agricole et forestier, ainsi que des circuits d'approvisionnement courts mettant en relation acteurs de

l'agriculture et de l'agroalimentaire. Les initiatives soutenues au titre de la mesure 16 viendront s'inscrire en réponse aux problématiques environnementales (filières d'approvisionnement durables, en cohérence avec les priorités du PRAD, actions collectives pour le déploiement des MAEC et la mise en œuvre de GIEE...).

Les mesures de transfert de connaissance (mesures 1 et 2 du PDR) participeront indirectement à la création et au renforcement des liens entre acteurs des secteurs agricoles et forestiers d'une part et ceux de la recherche et l'innovation d'autre part.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 26 – Renforcement de l'accompagnement, du suivi et du conseil technico-économique des agriculteurs

Besoin 01 – Accompagnement, suivi et conseil en termes d'ingénierie financière des acteurs du monde rural

### **1C) favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

Le PDR permettra de répondre au déficit de l'offre en formations destinées aux acteurs des secteurs agricole et forestier en déployant un ensemble d'outils facilitant le transfert de connaissances et l'innovation dans les exploitations. Ainsi, la mesure 1 du PDR est destinée à renforcer l'offre locale en formations techniques continues (besoin 28) et permettre la mise en œuvre d'actions d'information à destination des acteurs des secteurs agricole, agroalimentaire et forestier, pour leur permettre de gagner en compétences et par conséquent, d'améliorer la performance de leur entreprise (besoin 4). L'objectif est d'accompagner le développement de secteurs agricoles et forestiers compétitifs et performants d'un point de vue économique et environnemental.

En outre, cette mesure joue aussi un rôle dans la promotion de l'inclusion sociale, de la réduction de la pauvreté et du développement économique en accompagnant la professionnalisation des actifs des petites exploitations agricoles. La mesure 2 « services de conseil » viendra contribuer de manière indirecte à ce domaine prioritaire.

Les formations initiales, qualifiantes et professionnelles transversales sont quant à elles exclues du PDR et prises en charge par le FSE.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 04 – Amélioration de la formation technico-économique des exploitations agricoles et forestières

Besoin 28 – Renforcement de l'offre locale en formations de base et continue dans les secteurs agricoles et forestiers

## **DP 2 : améliorer la compétitivité et renforcer la viabilité des exploitations agricoles**

### **2A) améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

La mesure 4 (TO 411) vise à aider les investissements dans les exploitations agricoles.

La mesure 6 (TO 631) vise à professionnaliser les petits agriculteurs par l'octroi d'une dotation forfaitaire leur permettant de passer un cap dans la formalisation de leur activité agricole.

Les mesures 1, 2 et 16 sont mobilisées pour accompagner et former les porteurs des



opérations bénéficiaires des aides.

En outre la mesure sera activée en 2020 pour un soutien temporaire exceptionnel en faveur des agriculteurs et des PME particulièrement touchés par la crise de la COVID-19.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

- Besoin 20. Modernisation des exploitations agricoles orientées vers le marché
- Besoin 32. Soutien au développement et à la diversification de la production agricole
- Besoin 05. Amélioration du positionnement sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires

## **2B) faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations**

La mesure 6 (TO 611 DJA) est dédiée à l'aide à l'installation de jeunes agriculteurs.

La mesure 4 (TO 431) : aide à la défriche, au bornage et aménagement agricole (voirie)

Les mesures 1, 2 sont mobilisées pour accompagner les jeunes agriculteurs.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

- Besoin 08. Création de S.A.U.
- Besoin 36. Soutien et accompagnement de l'installation des agriculteurs, principalement de jeunes agriculteurs.

## **2C+) améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts**

La mesure 8 – TO 861 aide à la modernisation des exploitations forestières

La mesure 4 – TO 433 les dessertes forestières

La mesure 6 – TO 641 développement de l'exploitation de bois énergie

La mesure 7 – TO 712 plans de gestion

Les mesures 1, 2 sont mobilisées pour accompagner et former. La mesure 16 est mobilisée pour financer des actions de coopération avec les centres techniques et à l'animation de l'interprofession.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

- Besoin 21. Modernisation des exploitations forestières de bois d'œuvre
- Besoin 22. Poursuite de la gestion durable des forêts et développement de la desserte forestière
- Besoin 40. Soutien à la diversification de la production forestière, notamment vers l'exploitation de la biomasse.

## **DP 3 : mieux organiser la chaîne alimentaire et mieux gérer les risques liés à l'agriculture**

### **3A) améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

La mesure 3 vise à soutenir les agriculteurs et groupements d'agriculteurs s'engageant dans des démarches de qualité.



La mesure 4 (TO 421) a pour objectif d'aider aux investissements pour le développement de nouvelles activités de transformation de produits agricoles et la mise en place de nouveaux circuits de commercialisation.

Les mesures 1, 2 et 16 sont mobilisées pour accompagner et former les porteurs des opérations bénéficiaires des aides.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 33. Soutien et accompagnement au développement de la transformation des produits agricoles locaux

Besoin 41. Structuration et développement des filières agricoles afin de répondre aux attentes des marchés locaux

Besoin 05. Amélioration du positionnement sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires

#### **DP 4 : restaurer et préserver des écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie**

##### **4A) restaurer, préserver et renforcer la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et les zones agricoles à haute valeur naturelle, ainsi que les paysages européens**

La mesure 4 (TO 441) finance les investissements non productifs.

La mesure 10 a l'objectif de préserver l'exceptionnelle biodiversité guyanaise, un éventail de mesures agroenvironnementales est proposé aux agriculteurs (mesure 10), afin de compenser les surcoûts liés aux changements ou au maintien de pratiques plus vertueuses en termes environnementaux.

La mesure 11 en finançant le développement de l'agriculture biologique participe également à faire évoluer les pratiques agricoles en faveur de la biodiversité.

La mesure 13 finance les mesures compensatoires pour aider les exploitants agricoles à surmonter leurs handicaps naturels et à rationaliser le potentiel naturel des terres agricoles (ICHN).

Les mesures 1, 2 sont mobilisées pour accompagner et former les porteurs des opérations bénéficiaires des aides.

La mesure 16 vise à la mise en place d'approches collectives en faveur des projets environnementaux, en soutenant notamment le déploiement sur le territoire des MAEC et en encourageant l'élaboration de GIEE.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 7. Conservation et mise en valeur du patrimoine naturel et culturel

Besoin 9. Diminution des contraintes liées aux handicaps naturels

Besoin 17. Maintien et développement de pratiques agricoles respectueuses de la biodiversité et des paysages

Besoin 18. Maintien et développement de pratiques forestières respectueuses de la biodiversité

##### **4B) améliorer la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides**

La mesure 4 (TO 441) finance les investissements non productifs liés à la mise en œuvre de ces MAEC destinées à préserver la qualité de l'eau.

La mesure 10 prévoit un ensemble de MAEC pour la suppression des traitements phytosanitaires en arboriculture.

La mesure 11 en finançant l'agriculture biologique participe également à la préservation de la qualité de l'eau en interdisant le recours aux produits phytosanitaires chimiques de synthèse.

La mesure 1 est mobilisée pour accompagner et former les porteurs des opérations bénéficiaires des aides.

La mesure 16 pour la mise en place d'approches collectives en faveur des projets environnementaux, permettra d'appuyer le déploiement sur le territoire des MAEC et les initiatives collectives en faveur d'une meilleure gestion de l'eau et des intrants agricoles.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 24. Rationalisation de l'usage des intrants agricoles et amélioration de la gestion des effluents d'élevage

#### **4C) prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols**

La mesure 4 soutient les investissements non productifs, en lien avec les MAEC.

La mesure 10 finance des MAEC qui visent à promouvoir des pratiques agricoles alternatives, lors de la défriche ou de la valorisation des sols, pour préserver et améliorer la fertilité des sols agricoles.

La mesure 11 en soutenant l'agriculture biologique favorise l'adoption de ces pratiques agricoles alternatives.

Les mesures 1, 2 sont mobilisées pour accompagner et former les porteurs des opérations bénéficiaires des aides.

La mesure 16 contribue à cette priorité en permettant le soutien aux projets environnementaux collectifs, notamment via l'animation des MAEC répondant aux enjeux d'amélioration de la gestion des sols et de réduction de l'érosion.

Dans les zones forestières, la mesure 16 est activée pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion durables par les acteurs de la filière bois, ces derniers garantissant des modes de gestion peu intrusifs. La mesure 8 pour l'amélioration de la viabilité des forêts permettra de financer le matériel d'exploitation garantissant la mise en œuvre optimale de l'exploitation à faible impact (EFI).

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 19. Maintien et développement de pratiques forestières respectueuses des sols

Besoin 23. Préservation et amélioration de la qualité des sols agricoles

### **DP 5 : utiliser plus efficacement des ressources face aux changements climatiques**

#### **5C) faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie**

Pour concourir aux développements des filières bois-énergie et biomasse-énergie, le PDR propose de soutenir la création de dessertes dédiées à l'exploitation de bois mixte (mesure 4), de financer l'animation de ces deux filières (mesure 16).

La mesure 6 (TO 641) vise à favoriser les investissements dans les entreprises rurales d'exploitation de bois-énergie et de biomasse.

La valorisation à des fins organiques (compostage, etc.) sera également encouragée par

l'amélioration des itinéraires techniques de mise en valeur des terres agricoles et l'équipement des entreprises de mise en valeur des terres agricoles (mesure 6).

La mesure 16 est mobilisée pour accompagner l'innovation.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

- Besoin 42. Valorisation agricole des déchets organiques et minéraux
- Besoin 43. Valorisation de la biomasse issue de défriches agricoles
- Besoin 44. Valorisation des produits forestiers hors bois d'œuvre

### **5E) promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

Les principaux puits de carbone sont les forêts et les prairies. L'amélioration des stocks de carbone est favorisée par la mise en place d'une MAEC incitant la séquestration de carbone dans les prairies par l'introduction de légumineuses (mesure 10) et l'appui aux investissements non productifs nécessaires à la mise en place de cette MAEC (mesure 11). Le PDR soutient également le développement de systèmes agroforestiers en complément de l'exploitation durable de la forêt guyanaise (mesure 8).

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

- Besoin 03. Amélioration de la conservation des stocks de carbone dans les prairies
- Besoin 06. Conservation des stocks de carbone et séquestration de carbone forestier

## **DP 6 : promouvoir l'inclusion sociale, la lutte contre la pauvreté et le développement économique en milieu rural**

### **6B) promouvoir le développement local dans les zones rurales**

Le programme LEADER (mesure 19) offre la possibilité de renforcer la capacité des territoires à innover et à expérimenter en mettant en réseau les différents acteurs des territoires pour définir une stratégie locale de développement pertinente au regard des besoins d'un territoire infrarégional. Cette mesure est donc mobilisée pour renforcer l'animation territoriale et favoriser le développement économique des zones rurales grâce à sa mise en œuvre par les GALS. La mesure LEADER est rattachée exclusivement à ce domaine prioritaire, mais contribue de manière indirecte et transversale aux autres priorités et domaines prioritaires du développement rural, notamment le 2A.

La mesure 7 soutiendra le développement local en zone rurale en finançant :

- L'alimentation en eau potable dans les zones rurales.
- Le développement des équipements et services d'assainissement des eaux usées dans les zones rurales.
- Le développement des voiries rurales des communes pour répondre à l'enjeu majeur de désenclavement des populations rurales.
- L'approvisionnement en électricité via l'extension des réseaux, le renforcement des installations existantes et la création d'unités autonomes valorisant les énergies renouvelables en zones rurales.
- Des équipements sociaux et médico-sociaux dans les zones rurales.
- Les équipements de gestion des déchets (mise aux normes des décharges autorisées, installations de collecte, de traitement, de stockage) dans les zones rurales.

Ce domaine prioritaire répond aux besoins :

Besoin 11. Désenclavement physique des zones rurales

Besoin 12. Développement de l'accès à l'eau potable et l'assainissement

Besoin 13. Développement des actions visant à maîtriser la production et le stockage des déchets

Besoin 14. Développement des services de base et amélioration de l'attractivité des territoires

Besoin 25. Renforcement de l'autonomie énergétique des zones rurales, en favorisant notamment les EnR

Besoin 27. Renforcement de l'animation et de l'ingénierie territoriale

### 2.3.2. Mobilisation des mesures pour atteindre les objectifs des domaines prioritaires

Comme déjà exposé au chapitre 2.2 les objectifs en termes de dépenses sont définis au niveau des domaines prioritaires auxquels contribuent les différentes mesures. À l'exception de la priorité 1 qui correspond aux mesures 1, 2 et 16, les contributions des différentes mesures sont réparties entre les différents domaines prioritaires.

**Tableau 7 – Indicateurs cibles 2014-2022 des domaines prioritaires**

Domaine prioritaire	Nom de l'indicateur d'objectif	Valeur cible 2023	Dépenses prévues M€	Combinaison de mesures
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR	11,13%	20,66	M01, M02, M16
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...)	98		M16
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013	1 098		M01
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	6,01%	37,86	M01, M02, M04, M06, M16, M21
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR	1,67%	22,68	M04, M06
2C+	Investissements totaux en faveur d'une gestion efficace, multifonctionnelle et durable des forêts (€)	19,91 M€	34,08	M04, M07, M08, M16
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs	0,58%	9,02	M03, M04
3A	Nombre d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	35		
4A (agri)	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages	14,60%	14,48	M04, M10, M11, M13, M16
4B (agri)	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau	31,16%		
4B (agri)	Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	7 900 ha		
4C (agri)	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols	31,16 %		
4C (agri)	Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	7 900 ha		
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable	2,83 M€	3,12	M06, M16
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone	0,01%	0,08	M04, M08, M10
5E	Terres agricoles et forestières (ha) sous contrats de gestion visant à promouvoir la séquestration/conservation du carbone (DP5E)	566		
6B	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local	88,73%	64,42	M07, M19
6B	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures	88,73%		
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader)	35		

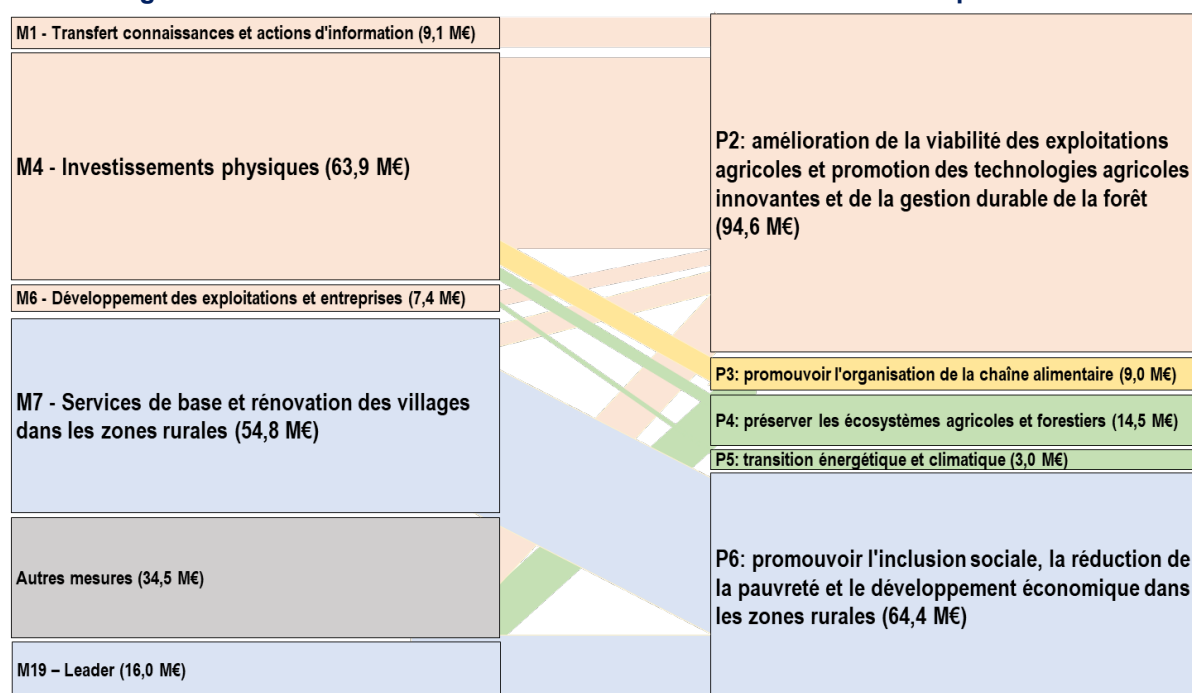
**Surligné ocre** : les mesures évaluées.

Les objectifs de dépenses publiques correspondent à la maquette du PDRG V13.

Source : PDRG V13 - 11.1 Plan des indicateurs

## 2.4. Périmètre d'évaluation

**Figure 1 – Poids des contributions des mesures sur les domaines prioritaires**



L'évaluation porte sur les mesures 1, 4, 6 et 7, qui constituent 73% du budget global.

Ces mesures impactent les domaines prioritaires 2, 3, 4, 5 et 6. Les seuls P2 et P6 représentent 86% du budget global.

L'évaluation porte donc sur les contributions des mesures 1, 4, 6 et 7 sur les domaines prioritaires :

- DP1A favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales (M1)
- DP1C favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie (M1)
- DP2A améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole (M1, M4, M6)
- DP2B faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations (M4, M6)
- DP2C+ améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts (M4, M7)
- DP3A améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles (M4)
- DP5C faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à

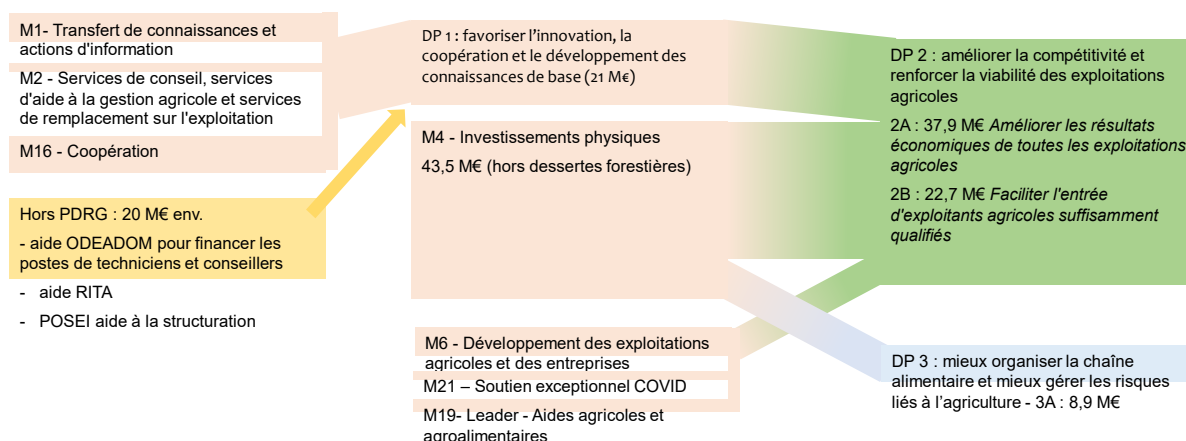
des fins de bioéconomie (M6)

- DP6B promouvoir le développement local dans les zones rurales (M7).

L'évaluation doit également s'intéresser à la cohérence et la complémentarité des autres mesures contribuant directement ou plus indirectement à ces quatre domaines prioritaires.

La mesure 1 en complémentarité avec les mesures 2 et 16 contribue au domaine prioritaire 1 qui est transversal à l'ensemble du programme. Néanmoins, la contribution du domaine prioritaire a été fléchée dans le PDRG V13 principalement sur le DP2, car les réalisations concernent pour l'essentiel des opérations concernant la modernisation de l'agriculture (2A), l'entrée d'exploitants agricoles (2B) ou le développement de l'exploitation forestière (2C+)

**Figure 2 - La logique d'intervention du PDRG dans les domaines prioritaires 2A, 2B et 3A**



La plus grosse contribution au DP2A et B (60,6 M€) est celle de la mesure 4 pour 43,5 M€ (72% du DP) en excluant le financement des dessertes forestières (TO 433) qui contribue au DP2C+.

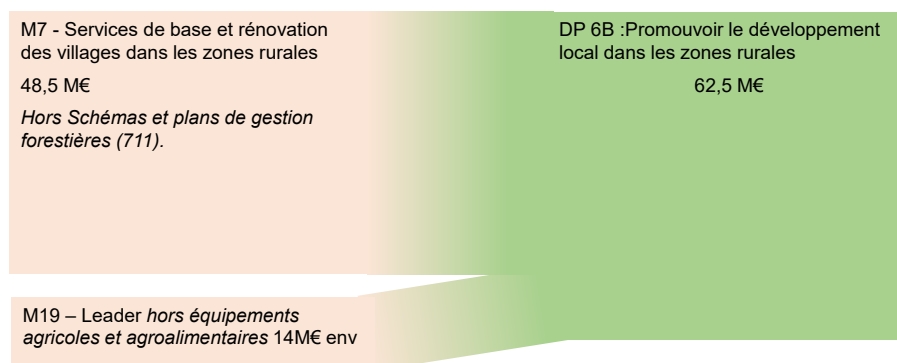
La contribution au DP2 des mesures 1, 2 et 16 réunies dans le DP1 est en comparaison loin d'être négligeable avec 21 M€.

Les mesures 6 (TO611 et TO631), la mesure 21 (soutien COVID) ainsi qu'une partie de la mesure 19 (Leader) contribue également au DP2A et B.

Une partie de la mesure 4 (le TO 421) contribue au DP3.

Hors PDRG, des dispositifs complémentaires (Rita, Odeadom, Posei) contribuent au DP1, pour un budget du même ordre de grandeur que les mesures 1, 2 et 16. Cette contribution n'est pas additionnée au budget consacré au DP2 A et B.

**Figure 3 – La logique d'intervention du PDRG dans le domaine prioritaire 6B**



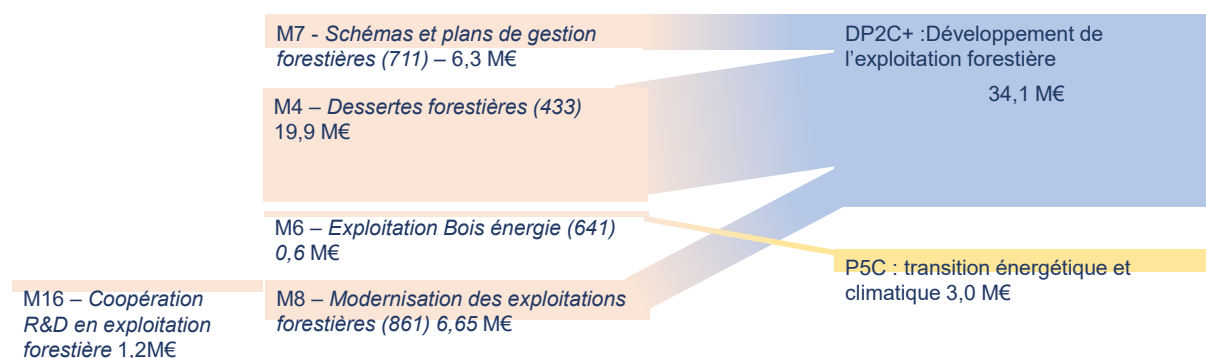


Avec un raisonnement similaire, le DP6B, premier domaine prioritaire du PDR en termes budgétaires avec 62,5 M€, est impacté par les résultats des mesures 7 et 19.

La contribution au DP6B de la mesure 7, hormis le TO 712 qui contribue au DP2C+, est de 48,5 M€ soit près de 78% du budget du PDRG consacré au DP6B.

Les 22% restant représentent la contribution de la mesure 19 Leaders, à laquelle ont été exclues les actions concernant l'agriculture et l'agroalimentaire qui contribuent au DP2AetB.

**Figure 4 – La logique d'intervention du PDRG dans le domaine prioritaire 2C+**



Le budget du PDRG consacré au DP2C+ dédié à la forêt, est relativement conséquent avec 34,1 M€, troisième après le DP6B développement local et le DP2A&B développement agricole.

La plus grosse contribution est celle de la mesure 4 avec le TO 433 (19,9 M€, soit 58% du budget consacré au DP2C+) suivi de la mesure 7 avec le TO 711 (6,3 M€) et de la mesure 8 avec le TO 861 (6,65 M€).

La mesure 6 avec le TO 641 ne contribue pas au DP2C+, mais au DP5C de la transition énergétique.

La mesure 16 est prévue pour contribuer à la modernisation des exploitations forestières. Nous verrons que la réalisation est beaucoup plus modeste que le 1,2 M€ prévu.

## 2.5. Évolution de l'agriculture et de l'agroalimentaire

### 2.5.1. Évolution des indicateurs de diagnostic du PDRG

#### Évolution de la population

**Tableau 8 – Indicateurs concernant la population**

Indicateur	Valeur	Année	Valeur	Année
Population	239 450 hab	2012	281 678 hab	2019
Population des zones rurales	84 526 hab	2012	nd	-
Population des zones urbaines	154 924 hab	2012	nd	-

Source : INSEE

Dans cette configuration, la totalité du département est classée en zone rurale et y sont soustraites seulement les zones urbaines des villes moyennes au sens de l'INSEE, que sont Cayenne (en totalité), Rémire-Montjoly (en totalité), Matoury, Kourou et Saint-Laurent du Maroni. La zone urbaine est composée du centre-ville et de tous les espaces urbanisés, urbanisables et zones d'activités des documents d'urbanisme en continuité avec celui-ci. Le décompte de la population en zone urbaine et par déduction celle de la zone rurale n'est pas disponible. L'évolution démographique apparaît à la hausse entre 2012 et 2019, de façon un peu plus marquée dans les petites communes (+20%) que dans les 5 villes moyennes (+14%) (source INSEE).

#### Évolution du nombre des exploitations agricoles

**Tableau 9 - Indicateurs concernant les exploitations agricoles**

Indicateur	Valeur	Année	Valeur	Année
Nombre des exploitations agricoles	5 983	2010	6 135	2020
Part des exploitations AB	0,1%	2010	0,8%	2020
Part des exploitations sous autre SIQO	0,0%	2010	0,1%	2020

Source : Agreste 2022 sur la base des RGA 2010 et 2020

**Tableau 10 – Répartition des exploitations selon la taille**

Taille économique	2010	2020
	nombre	
Micro	4 399	4 477
Petites	1 378	1 227
Moyennes	155	290
Grandes	51	141

Source : Agreste 2022 sur la base des RGA 2010 et 2020

L'agriculture professionnelle qui peut être définie comme celle qui relève de l'économie formelle quand l'activité économique est déclarée et que l'exploitant est conduit à payer les charges fiscales et sociales, correspond à l'ensemble des exploitations moyennes et grandes. Ces exploitations passent de 206 en 2010 à 431 en 2020, soit une remarquable augmentation de +230 en 10 ans (+115%).

Par ailleurs, le nombre des exploitations effectuant leur déclaration (annuelle) de surface ne cesse d'augmenter pendant la programmation.

En 2021, 635 déclarations de surface ont été enregistrées. Les moyennes et grandes

exploitations sont enregistrées. Il y a donc parmi les petites exploitations, un nombre de plus en plus grand d'exploitations qui effectuent une déclaration, et ce faisant entament un parcours de professionnalisation. On peut estimer qu'au moins 200 exploitations sont dans ce cas. C'est relativement peu comparer au 5700 petites et micro-exploitations, mais le nombre est en augmentation.

On peut estimer que le nombre des exploitations éligibles aux différentes mesures du PDRG correspond au nombre des déclarations de surface, soit environ 635 en 2021. Le nombre des déclarations des surfaces a augmenté durant la programmation du fait de la mobilisation des services de l'État et des conseillers de proximité de la Chambre d'Agriculture pour informer et aider les producteurs à effectuer leur déclaration de surfaces. Quasiment tous les exploitants agricoles professionnels font leur déclaration de surfaces, car elle permet de déclencher éventuellement des aides surfaciques. La déclaration de surfaces n'est néanmoins pas suffisante pour être éligible aux aides des mesures 4 ou 6, qui exigent d'être en règle vis-à-vis de l'AMEXA et des Impôts. A contrario, des petits agriculteurs ou des jeunes agriculteurs qui s'installent en passe de bénéficier de la DPA ou de la DJA peuvent ne pas avoir encore fait leur déclaration de surfaces. C'est pourquoi 635 apparaît comme une estimation du nombre des exploitations éligibles valable en première approximation.

### Évolution de la surface agricole

**Tableau 11 – Indicateurs concernant la surface agricole**

Indicateur	Valeur	Année	Valeur	Année
SAU totale	25 350 ha	2010	36 400 ha	2020
Surface en AB	1 140 ha	2010		
Terres irriguées	700 ha	2010		
Forêts et autres terres boisées	8 138 000 ha	2010		
Terres arables	49,1%	2010		
Prairies (artificielles, permanentes et pâturage)	37,3%	2010	49,3%	2020
Cultures permanentes	14,5%	2010	22,7%	2020
SAU moyenne par exploitation	4,24 ha	2010	5,93 ha	2020

Source : Agreste 2022 sur la base des RGA 2010 et 2020

La différence de surface moyenne peut provenir du décomptage du nombre des exploitations qui comporte une part d'incertitude du fait de l'importance de l'agriculture informelle.

Mais l'évolution à la hausse indique également que l'augmentation de la SAU provient de nouvelles terres défrichées allouées par lot relativement important selon le projet agricole des nouveaux installés, le projet devant correspondre à une activité agricole viable à temps plein.

L'augmentation de la SAU correspond aussi à une plus grande valorisation des terres agricoles pour les exploitations déjà installées. Demeure une difficulté d'interprétation des statistiques sur la SAU dans la mesure où la surface agricole qui peut être définie comme la surface dévolue à l'agriculture et qui le plus souvent correspond à des surfaces forestières qui ont été défrichées à cet effet, ne correspond pas à la surface agricole utile, et encore moins à la surface agricole utilisée. En outre, selon le recensement, des surfaces agricoles sous forêt (communes isolées de l'intérieur) peuvent être sous-estimées. De même des surfaces

agricoles utilisées de façon illégales sur le littoral pourront ne pas être comptabilisées.

**Tableau 12 - Typologie des exploitations agricoles selon leur orientation technicoéconomique**

Otex	Exploitations (nombre)		Évolution 2020/2010 en niveau
	2020	2010	
Fruits	1493	920	573
Horticulture, maraîchage	98	58	40
Porcins, volailles	61	114	-53
Ovins, caprins, autres herbivores	38	17	21
Polyculture, polyélevage	2627	1103	1524
Bovins viande	118	91	27
Grandes cultures	1687	3608	-1921
Exploitations non classées	13	72	-59
<b>Ensemble</b>	<b>6135</b>	<b>5983</b>	<b>152</b>

Source : Agreste 2022 sur la base des RGA 2010 et 2020

La définition de l'OTEX pour les petites et micro-exploitations est délicate. Il est tout à fait possible de cataloguer une microentreprise en polyculture-élevage comme en grandes cultures, selon que l'on puisse recenser la présence de quelques arbres fruitiers ou de quelques animaux d'élevage (mini-atelier porc, volaille, chèvre ou vache) : dans tous les cas la petite ou micro-exploitation relève de la production vivrière de subsistance, avec une production commercialisée très faible qui correspond pour l'essentiel à de l'excédent de production.

Il conviendrait d'additionner les deux types d'OTEX pour avoir une évolution finalement négative de -397, le nombre des exploitations passant de 4711 en 2010 à 4314 en 2020.

Les autres OTEX correspondent plutôt aux exploitations moyennes à grandes, même si quelques grandes exploitations peuvent avoir plusieurs spéculations (élevage bovin, élevage porcin ou volaille, arboriculture) et relever de la polyculture-élevage.

L'OTEX « fruits » qui compte quelques 1500 exploitations avec une augmentation en 10 ans de +60% relève pour la plus grande partie de la micro-exploitation de polyculture-élevage proche de l'agriculture de subsistance. Il demeure que le nombre de petite exploitation orientée principalement sur la production fruitière arbustive (verger) est en croissance, et que l'augmentation de cet OTEX correspond à l'abandon d'une production strictement vivrière pour le démarrage d'une production pouvant être commercialisée. Cela peut être l'indice d'une possible professionnalisation de la petite agriculture basée sur la production fruitière.

Si l'on additionne les trois OTEX correspond pour l'essentiel à la petite agriculture : fruits, polyculture-polyélevage et fruits, l'effectif serait de 5804 en 2020, on retrouve l'effectif de la petite agriculture.

**Tableau 13 - Évolution de l'aide POSEI à la production animale de 2012 à 2020**

Guyane	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Évolution tendancielle annuelle 2012-2020
Montants versés (M€)	2,91	2,83	2,72	2,76	2,97	2,87	3,03	2,94	3,10	+1,10%
ADMCA	2,57	2,45	2,32	2,32	2,52	2,37	2,51	2,35	2,44	-0,30%
PAB	0,29	0,33	0,33	0,37	0,39	0,44	0,44	0,49	0,57	+7,70%
PPR	0,04	0,05	0,07	0,07	0,06	0,06	0,07	0,10	0,10	+9,90%

Nombre de têtes primées	11 384	11 578	13 606	13 508	13 582	11 988	12 793	13 026	13 722	+1,40%
ADMCA	8 707	8 560	8 430	8 124	8 440	8 022	8 501	7 791	8 091	-1,00%
PAB	1 341	1 639	2 814	3 164	3 301	1 982	2 092	2 303	2 653	+3,30%
PPR	1 336	1 379	2 362	2 220	1 841	1 984	2 200	2 932	2 978	+8,30%
Nombre de bénéficiaires	175	173	155	173	167	159	170	175	168	-0,10%
ADMCA	105	105	84	98	94	82	85	82	78	-3,50%
PAB	47	42	46	48	49	51	54	61	62	+4,40%
PPR	23	26	25	27	24	26	31	32	28	+3,00%
Structuration élevage (M€)	1,54	1,81	2,30	2,64	2,68	3,15	3,61	3,98	3,32	10,00%

Source : RAE 2020 POSEI - ODEADOM

Le nombre des bénéficiaires des primes animales a tendance à diminuer très légèrement depuis une dizaine d'année, la forte baisse des bénéficiaires de l'ADMCA : l'aide au développement et au maintien du cheptel allaitant, étant compensé par la hausse du nombre de bénéficiaires de la prime à l'abattage bovin (PAB) et des bénéficiaires de la prime aux petits ruminants.

Le nombre des bénéficiaires ne correspond pas à l'addition, car les bénéficiaires de la PAB sont également bénéficiaires de l'ADMCA. Aussi faut-il seulement additionner les bénéficiaires de l'ADMCA et de la PPR, soit un nombre de bénéficiaires des primes animales de 128 exploitations en 2012 et 116 en 2022, soit une diminution des bénéficiaires.

Cela ne correspond pas à l'évolution du cheptel primé qui augmente, ce qui correspond à une augmentation de la production par élevage bénéficiaire. En particulier, il est à noter la forte augmentation du nombre de têtes de bétail bénéficiaires de la prime à l'abattage.

**Tableau 14 – Évolution de l'aide POSEI à la structuration de l'élevage de 2012 à 2020**

Guyane	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Évolution tendancielle annuelle 2012-2020
Structuration élevage (M€)	1,54	1,81	2,30	2,64	2,68	3,15	3,61	3,98	3,32	+10,00%
Nombre de bénéficiaires	68	nd	nd	115	129	122	135	148	135	+7,20%
Abattages (t.e.c.) bovin	363	414	124	462	498	529	565	594	633	+7,70%
Abattages (t.e.c.) porcin	359	375	424	404	459	433	510	577	535	+9,90%
Abattages (t.e.c.) ovin caprin	4	3	5	6	8	12	16	14	13	+1,40%
Abattages (t.e.c.) volaille	nd	nd	nd	53	55	47	140	460	520	-1,00%

Source : RAE 2020 POSEI- ODEADOM

Les aides à la structuration de l'élevage sont complémentaires et sont versées via les organisations de producteurs au prorata de l'abattage des adhérents aux organisations.

Cela donne une indication de la structuration de la filière animale qui compte de 130 à 150 bénéficiaires de POSEI, avec une nette tendance à la hausse tant du nombre d'éleveurs concernés que du tonnage abattu. Sans compter la production d'œufs qui couvre les besoins de la Guyane, car aucun œuf n'est importé, soit 24 millions d'œufs, avec une production en hausse constante, le volume total de l'abattage organisé et contrôlé est en hausse moyenne annuelle de +12,3% depuis 2012, passant de 925 t.e.c. en 2015 à 1701 t.e.c. en 2020.

### ***La production végétale de diversification aidée par POSEI***

Le bilan des aides POSEI en faveur de la production végétale indique que la filière végétale organisée susceptible de bénéficier des aides est restée embryonnaire.

Depuis l'arrêt de la production de riz qui bénéficiait de la plus grande partie de l'aide POSEI en 2015, le montant global de l'aide oscille autour de 0,1 M€ par an. Ainsi l'aide à la commercialisation des productions locales a pu bénéficier à près de 53 producteurs en 2017 pour un volume aidé de fruits et légumes de 160 tonnes pour être réduit à 2 bénéficiaires pour un volume de 59 et 46 tonnes respectivement en 2019 et 2020.

L'aide à la transformation n'a qu'un seul bénéficiaire depuis 10 ans pour un volume aidé qui oscille entre 29 et 62 tonnes selon les années. Les aides au transport et au conditionnement n'ont pas été mobilisées.

2021 et 2022 devraient indiquer une reprise de l'activité des organisations de producteurs, au sortir de la crise de la Covid.

## 2.5.2. Approche territoriale

### Communes isolées

Les « Zones spéciales » définies pour l'éligibilité de la mesure 7, sont à distinguer entre :

- **zones éloignées**, qui englobent les espaces accessibles par voie terrestre (routes, voiries rurales, pistes, chemins) de certaines communes distantes du centre économique de l'île de Cayenne, à savoir Sinnamary, Iracoubo, Mana, Awala-Yalimapo, Saint-Laurent du Maroni, Apatou, Régina et Saint-Georges ;
- **zones isolées**, qui concernent les espaces non accessibles par voie terrestre des communes de Maripasoula, Papaïchton, Saint-Elie, Saül, Grand-Santi, Camopi, Ouanary, Apatou, Régina et Saint-Georges.

En première approche, en ne prenant en compte que les communes qui sont pour l'essentiel de leur territoire et de leur population en zone isolée, à savoir Maripasoula, Papaïchton, Saint-Elie, Saül, Grand-Santi, Camopi, Ouanary, Apatou, l'on obtient :

- Population concernée : 38123 (INSEE RGP 2019) soit 14% de la population de Guyane
- Nombre d'exploitants : 3123 (Agreste RGA 2020) soit 52% des exploitants agricoles de Guyane
- SAU concernée : 4148 ha (Agreste RGA 2020) soit 11% de la SAU de Guyane

La très petite agriculture, pour l'essentiel vivrière de subsistance est concentrée dans les communes dites isolées (de l'intérieur) occupant une petite part SAU, avec une moyenne de 1,3 ha par exploitation contre 11 ha par exploitation en moyenne dans les autres communes.

### Les territoires des communautés de commune

Tableau 15 - Tableau de l'agriculture par communauté de communes

	CACL	CCEG	CCOG	CCDS	Guyane
Exploitations (nombre)	851	386	4 553	345	6 135
dont spécialisation végétale	627	191	2 249	211	3 278
dont spécialisation animale	104	5	40	68	217
dont mixtes (polyculture, polyélevage)	119	189	2 255	64	2 627
Exploitations sous statut individuel (nombre)	802	383	4 545	327	6 057
Exploitations vendant en circuit court (nombre)	735	350	4 329	237	5 651
Chefs d'exploitation, coexploitants et associés actifs (nombre)	856	386	4 555	348	6 145

	CACL	CCEG	CCOG	CCDS	Guyane
dont_ayant_60_ans_et_plus_(nombre)	217	61	668	107	1 053
dont_femmes_(nombre)	252	121	2 741	94	3 208
Travail agricole (nombre d'ETP)	1 155	633	10 366	505	12 659
SAU totale (ha)	12 940	2 742	13 598	7 150	36 429
dont STH et fourrages	8 101	1 585	2 147	5 494	17 327
dont tubercules	408	346	3 242	74	4 070
dont fruits	2 920	552	3 689	1 031	8 192
dont légumes	149	22	279	53	503
SAU moyenne (ha)	15,2	7,1	3,0	20,7	5,9
Cheptel (nombre d'UGB)	7 480	687	3 168	5 693	17 028

1. Fleurs et plantes exclues en 2010. 2. Hors prestations de service (ETA, Cuma...). 3. Y compris exploitations sans SAU.

CACL : Communauté d'agglomération du centre littoral.

CCDS : Communauté de communes des savanes.

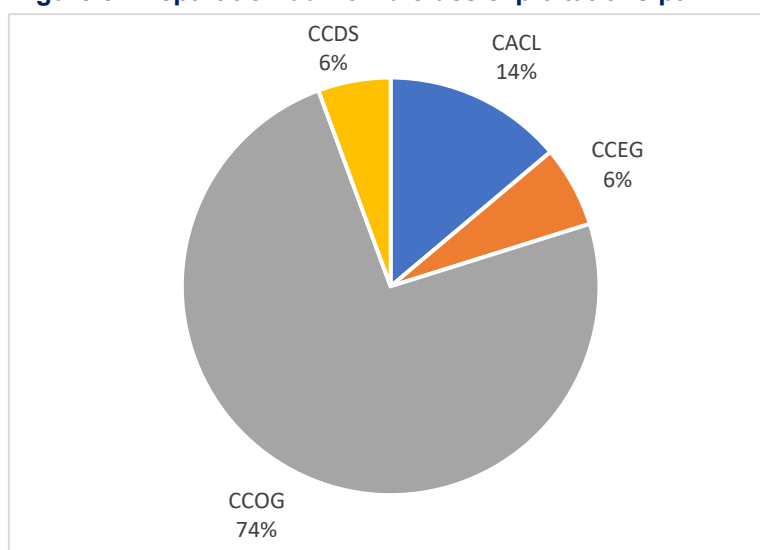
CCEG : Communauté de communes de l'Est guyanais.

CCOG : Communauté de communes de l'Ouest guyanais.

Champ : Guyane, hors structures gérant des pacages collectifs.

Source : Agreste - Recensement agricole 2020 (résultats provisoires)

**Figure 5 - Répartition du nombre des exploitations par EPCI**



Source : Agreste - Recensement agricole 2020 (résultats provisoires)



### 3. Bilan de réalisation du programme

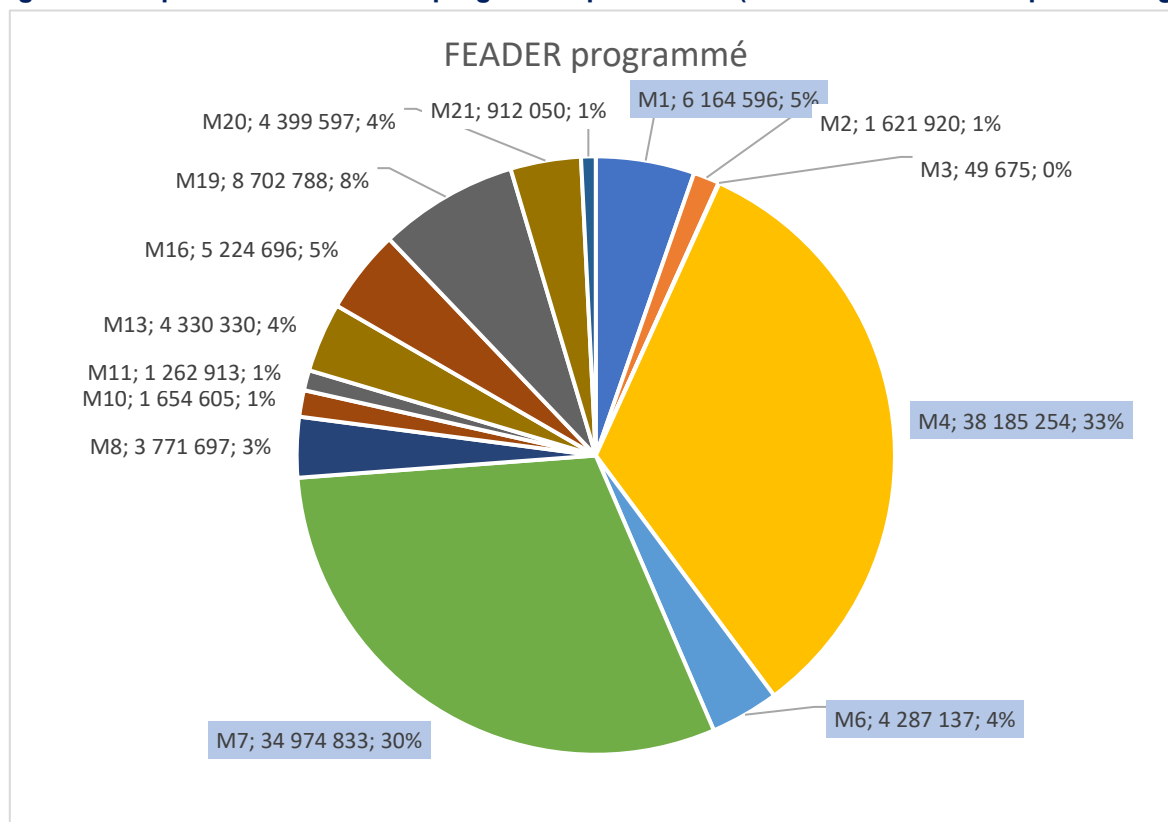
#### 3.1. Réalisation à mai 2022

Tableau 16 – Réalisations par mesure, dépenses publiques, FEADER programmé et payé

Mesures	Nombre dossiers	Dépenses éligibles	Dépenses publiques totales	Répartition	DPT % DE	FEADER programmé	UE % DPT	FEADER payé
M1	70	7 253 307	7 249 738	5%	100%	6 164 596	85%	2 945 459
M2	28	1 908 142	1 908 141	1%	100%	1 621 920	85%	551 033
M3	19	58 441	58 441	0%	100%	49 675	85%	13 839
M4	330	53 732 686	45 998 104	31%	86%	38 185 254	83%	19 797 763
M6	84	5 290 632	5 067 132	3%	96%	4 287 137	85%	2 419 532
M7	65	56 635 349	51 596 438	34%	91%	34 974 833	68%	20 668 027
M8	13	5 902 769	4 475 682	3%	76%	3 771 697	84%	3 461 258
M10	622	1 946 595	1 946 595	1%	100%	1 654 605	85%	882 574
M11	361	1 485 780	1 485 780	1%	100%	1 262 913	85%	927 660
M13	1331	4 979 300	4 979 300	3%	100%	4 330 330	87%	4 330 330
M16	28	7 647 078	7 647 078	5%	100%	5 224 696	68%	2 708 040
M19	177	11 895 079	11 058 780	7%	93%	8 702 788	79%	4 452 451
M20	7	5 221 823	5 036 563	3%	96%	4 399 597	87%	3 063 385
M21	335	1 073 001	1 073 001	1%	100%	912 050	85%	904 400
<b>Total général</b>	<b>3470</b>	<b>165 029 981</b>	<b>149 580 772</b>	<b>100%</b>	<b>91%</b>	<b>115 542 091</b>	<b>77%</b>	<b>67 125 750</b>
<b>1-4-6-7</b>	<b>549</b>	<b>122 911 973</b>	<b>109 911 412</b>	<b>73%</b>	<b>89%</b>	<b>83 611 820</b>	<b>76%</b>	<b>45 830 781</b>
<b>Autres</b>	<b>2921</b>	<b>42 118 008</b>	<b>39 669 360</b>	<b>27%</b>	<b>94%</b>	<b>31 930 271</b>	<b>80%</b>	<b>21 294 969</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Figure 6 – Répartition du FEADER programmé par mesure (en millions d'euros et pourcentage)



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Les mesures évaluées (M1,M4, M6 et M7) représentent 73% des dépenses publiques totales. Les dépenses publiques totales représentent globalement 91% des dépenses éligibles. Les dépenses publiques totales des mesures évaluées représentent 89% des dépenses éligibles contre 94% pour les autres mesures. La différence s'explique par le fait que la mesure 4 qui représente 33% des dépenses publiques totales ne subventionne les dépenses éligibles qu'à hauteur de 86%, les 14% restant étant autofinancés par les bénéficiaires.

La part du FEADER (financement Union européenne) dans les dépenses publiques totales est en moyenne de 77%. Le reste correspond au financement public correspondant à la contrepartie nationale.

**Tableau 17 – Feader de la maquette, programmé, engagé et payé par mesure**

Mesures	FEADER Maquette V13	FEADER Programmé	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
M1	7 706 719	5 526 486	4 354 446	57%	2 945 459	38%
M2	1 824 700	1 167 379	968 753	53%	551 033	30%
M3	127 253	47 545	46 675	37%	13 839	11%
M4	50 850 658	37 833 037	35 595 743	70%	19 797 763	39%
M6	6 002 000	4 242 556	3 206 834	53%	2 419 532	40%
M7	34 136 351	34 974 833	31 952 796	94%	20 668 027	61%
M8	4 415 000	3 771 697	3 581 864	81%	3 461 258	78%
M10	1 723 114	1 654 605	1 654 605	96%	882 574	51%
M11	2 548 981	1 262 913	1 262 913	50%	927 660	36%
M13	5 565 703	4 330 330	4 330 330	78%	4 330 330	78%
M16	6 924 555	5 224 696	4 927 551	71%	2 708 040	39%
M19	10 670 000	8 702 788	6 435 938	60%	4 452 451	42%
M20	5 249 709	4 399 597	3 063 385	58%	3 063 385	58%
M21	2 000 000	912 050	912 050	46%	904 400	45%
<b>Total général</b>	<b>139 744 742</b>	<b>114 050 511</b>	<b>102 293 881</b>	<b>73%</b>	<b>67 125 750</b>	<b>48%</b>
<b>1-4-6-7</b>	<b>98 695 728</b>	<b>82 576 911</b>	<b>75 109 819</b>	<b>76%</b>	<b>45 830 781</b>	<b>46%</b>
<b>Autres</b>	<b>41 049 014</b>	<b>31 473 600</b>	<b>27 184 063</b>	<b>66%</b>	<b>21 294 969</b>	<b>52%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Le taux de réalisation en termes de FEADER effectivement payé au 2 mai 2022 est de 48% pour l'ensemble des mesures. Il est légèrement inférieur pour les mesures évaluées, avec un taux de 46%.

Le taux de réalisation en termes de FEADER engagé est de 73% pour l'ensemble des mesures. Il est légèrement supérieur pour les mesures évaluées avec un taux de 76%.

L'écart entre le FEADER payé et le FEADER engagé s'explique par le délai de réalisation des actions financées, délai qui peut être particulièrement long dans le cas d'investissement (Mesure 4 et Mesure 7), ou d'installation de jeunes agriculteurs (Mesure 6), mais aussi pour les opérations de la Mesure 1 qui sont programmées pour plusieurs années.

### **3.2. Modifications apportées au programme**

---

Le programme de Développement Rural de Guyane a fait l'objet de douze modifications entre son adoption le 24 novembre 2015 et sa version n° 13, adoptée par la Commission européenne le 21 juillet 2021.

*Sont retracées au sein de l'analyse de chaque Type d'Opération des mesures évaluées, les évolutions ayant marquées le programme.*

### **3.3. Synthèse des éléments d'évaluation des RAMO 2017 et 2019**

---

#### **Analyse des RAMO :**

Deux RAMO ont une importance considérable sur la période de programmation 2014-2020.

Il s'agit d'une part du RAMO 2017 portant sur l'année 2016 et qui a permis une première analyse des questions évaluatives communes aux programmes de développement rural.

Le RAMO 2019, portant sur l'année 2018 a été l'occasion de reprendre ces questions évaluatives et d'en approfondir l'analyse.

D'autre part le RAMO 2019 portant sur l'année 2018 reprend les éléments relatifs à l'atteinte des cibles intermédiaires du cadre de performance.

*Ces éléments sont retracés en Annexe 7.1.*

## 4. Évaluation des mesures et types d'opération

### 4.1. Mesure 1 - Transfert de connaissances et actions d'information

#### 4.1.1. Présentation de la mesure

##### a/ Les TO et les DP impactés

La mesure 1 est décomposée en 3 types d'opérations :

- TO 111 - Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière
- TO 121 - Diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles
- TO 122 - Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles et forestières.

La mesure impacte le domaine prioritaire 1 qui est de favoriser l'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base :

- 1A) favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales
- 1B) renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement
- 1C) favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie.

Ce domaine prioritaire est impacté concurremment avec la mesure 1, par les mesures 2 et 16. Le domaine prioritaire 1 est transversal, les mesures 1, 2 et 16 contribuant aux résultats des autres domaines prioritaires, en particulier le domaine prioritaire 2.

La contribution de la mesure 1 au domaine prioritaire 1 est prévue dans le budget (V13) à hauteur de 9,07 M€ alors que celle de M2 est de 2,15 M€ et celle de M16 de 9,44 M€.

Les résultats attendus visent à répondre aux besoins spécifiques de la Guyane :

- Besoin 4. Amélioration de la formation technico-économique des exploitants agricoles, agroalimentaires
- Besoin 17. Maintien et développement de pratiques agricoles respectueuses de la biodiversité et des paysages
- Besoin 24. Rationalisation de l'usage des intrants agricoles et amélioration de la gestion des effluents d'élevage
- Besoin 28. Renforcement de l'offre locale en formations de base et continue dans les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier
- Besoin 32. Soutien au développement et à la diversification de la production agricole
- Besoin 33. Soutien et accompagnement au développement de la transformation des produits agricoles locaux
- Besoin 39. Soutien à l'élaboration et la diffusion de pratiques agricoles adaptées au contexte local
- Besoin 41. Structuration et développement des filières agricoles

En ce qui concerne les résultats attendus, le PDRG a défini que la mesure 1 n'impacte directement que la priorité P2 - améliorer la compétitivité et renforcer la viabilité des exploitations agricoles, et plus particulièrement le DP2A - améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en

vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole, soit une contribution financière de 9,07 M€. Cette contribution de la mesure 1 correspond à 19% des 46,9 M€ de dépenses publiques affectées au DP2A (maquette V13). Cela est justifié par le besoin impérieux de formation et d'accompagnement des exploitants agricoles, afin de moderniser des exploitations, d'adopter de nouvelles pratiques de cultures et d'élevage ainsi que de commercialisation sans oublier la professionnalisation de la petite agriculture qui constitue la grande majorité du secteur agricole.

De façon indirecte, comme on pourra le voir dans l'analyse, la mesure 1 impacte aussi d'autres priorités, mais de façon marginale :

- Le domaine prioritaire 3 : mieux organiser la chaîne alimentaire et mieux gérer les risques liés à l'agriculture
- Le domaine prioritaire 4 : restaurer et préserver des écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie.

## b/ Bilan global de réalisation de la mesure 1

*Le taux d'atteinte de la cible de la mesure 1 est de 38% au niveau des paiements et de 71% au niveau du FEADER programmé. Les objectifs de dépenses ont été largement majorés entre la maquette initiale et la maquette actuelle, passant de 5,53 M€ à 7,70 M€. Sans cette augmentation d'objectif, le taux de programmation serait déjà presque de 100%.*

*Globalement on constate une relative constance dans le dépôt des dossiers, avec un décrochage en 2017 correspond à la crise sociale, et un ralentissement de la programmation en 2020-21 du fait de la pandémie.*

*Le territoire de la CACL est majoritaire, car la plupart des organisations professionnelles, la Chambre d'Agriculture et l'EPLFPA ont leur siège dans la CACL tout en menant des opérations dans toute la Guyane. Si l'on replace les opérations sur les lieux de réalisation, ce serait alors le territoire de la CCOG qui serait majoritaire, celui-ci étant celui qui concentre 74% des exploitations agricoles (Agreste RGA 2020).*

### Taux de réalisation

Au 2 mai 2022, 2,945 M€ de FEADER avait été payés, ce qui correspond à un taux de paiement de 53% du FEADER programmé à cette date.

Cet écart correspond pour l'essentiel au fait que les opérations sont programmées sur une deux ans, avec une prorogation d'un an pour les opérations de 2019 et 2020 du fait de la Covid.

**Tableau 18 – Réalisations FEADER de la Mesure 1**

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	1 051 410	893 699	893 699	100%	0	0%
2017	1 967 039	1 516 392	1 516 392	100%	460 435	30%
2018	2 930 153	2 175 707	2 093 975	96%	554 112	25%
2019	4 107 451	3 176 411	2 710 168	85%	1 700 309	54%

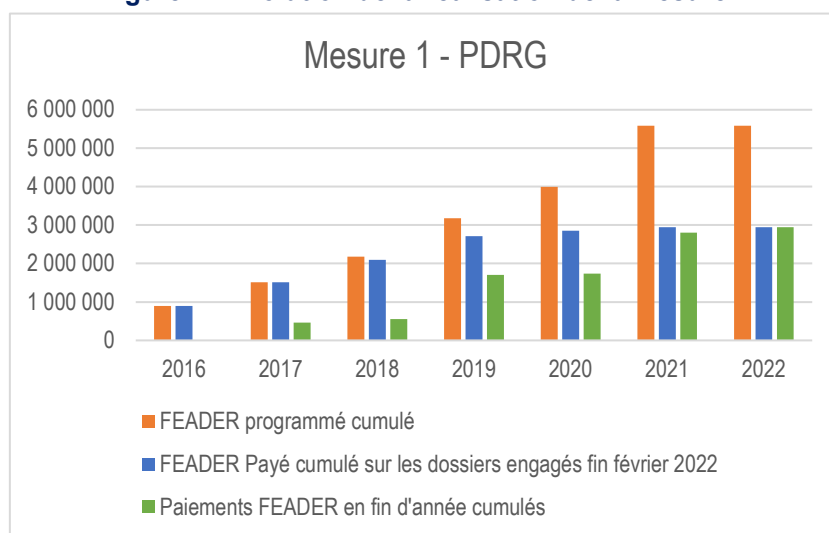
Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques to- tales cumu- lées	FEADER pro- grammé cu- mulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cu- mulés	Taux réalisation sur engagement global
2020	5 064 961	3 990 294	2 849 678	71%	1 737 831	44%
2021	7 249 738	5 584 120	2 945 459	53%	2 805 835	50%
2022	7 249 738	5 584 120	2 945 459	53%	2 945 459	53%
<b>Mesure 1</b>	<b>7 249 738</b>	<b>5 584 120</b>	<b>2 945 459</b>	<b>53%</b>	<b>2 945 459</b>	<b>53%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Il demeure que les opérations ne sont le plus souvent pas réalisées à 100%. Le taux de réalisation des dossiers engagés des années 2016 et 2017 apparaît à 100% car une fois soldé, le reliquat non payé est déduit du FEADER programmé de façon à pouvoir programmer ce reliquat sur les opérations à venir.

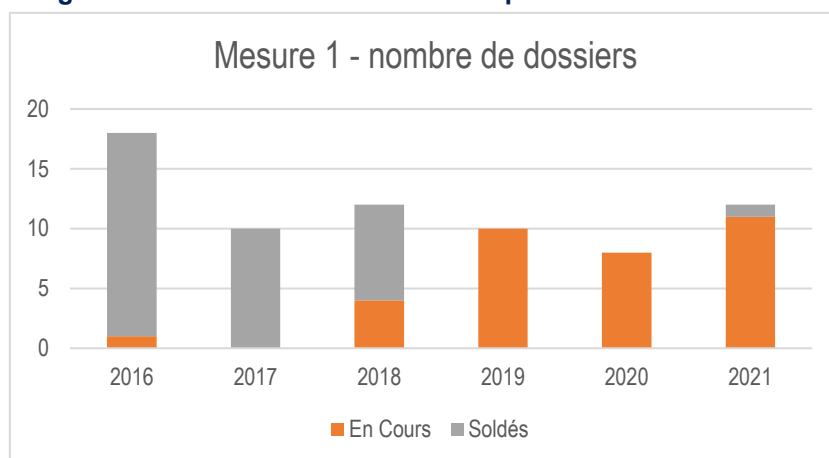
Le relatif ralentissement dans les paiements en 2020 et 2021 s'explique par le ralentissement dans la mise en œuvre des opérations dans la période de pandémie en 2020.

**Figure 7 - Évolution de la réalisation de la Mesure 1**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

**Figure 8 - Évolution du nombre des opérations de la mesure 1**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Globalement on constate une relative constance dans le dépôt des dossiers.

La baisse en 2017 s'explique par la « crise sociale » de 2017 qui a affecté l'organisation

professionnelle agricole, alors que celle-ci était couplée avec la césure entre les deux cycles de programmation des fonds européens. Les organisations professionnelles, mais aussi les organismes de formation professionnelle agricole sont très dépendantes des subventions pour financer leurs techniciens qui sont précisément ceux qui mettent en œuvre les opérations de la mesure 1.

L'effet Covid avec la prorogation des conventions sur 2021, explique la baisse relative du nombre de dossiers en 2020.

### Augmentation des objectifs de programmation

Il demeure que la mesure 1 correspond à un fort besoin et l'importance des dépôts de dossiers en 2018 et 2019, ceux-ci étant bisannuels, a incité à augmenter les objectifs budgétaires, mais c'est surtout le report de la mesure 2 sur la mesure 1 qui explique l'augmentation substantielle de l'objectif de la mesure 1. Les opérations de la mesure 2 qui répondent au très fort besoin d'accompagnement technique des agriculteurs et avaient du mal à être mis en œuvre dans le cadre d'intervention de la mesure 2, ont pu mieux être réalisées dans le cadre d'intervention du TO 122 de la mesure.

**Tableau 19 – Évolution de la maquette FEADER de la mesure 1**

Maquette FEADER	PDRG V1.2	PDRG V13
Total M1	5,54	7,70

Source : PRDG V1.2 et PDRG V13

Aussi au 2 mai 2022, le FEADER programmé n'atteint que 71% du budget prévu dans la maquette (V13) alors que sans cette augmentation d'objectif le taux de programmation serait presque de 100%.

**Tableau 20 – Réalisation FEADER en regard de la maquette de la mesure 1**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
TO 111	1,06	0,76	72%	0,61	57%	0,43	40%
TO 121	3,34	2,19	65%	1,55	46%	1,11	33%
TO 122	3,30	2,55	77%	2,19	66%	1,42	43%
M1	7,70	5,51	71%	4,35	57%	2,95	38%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

La programmation n'est pas encore terminée et un appel à projet est déjà prévu pour juin 2022.

Il faut toutefois prévoir une décote des réalisations entre le montant programmé et celui correspondant à la demande de paiement au moment du solde. Sur les dossiers soldés, cette décote a été de l'ordre de 15%, reliquat qui a alors été « réintégré » dans le budget restant à programmer.

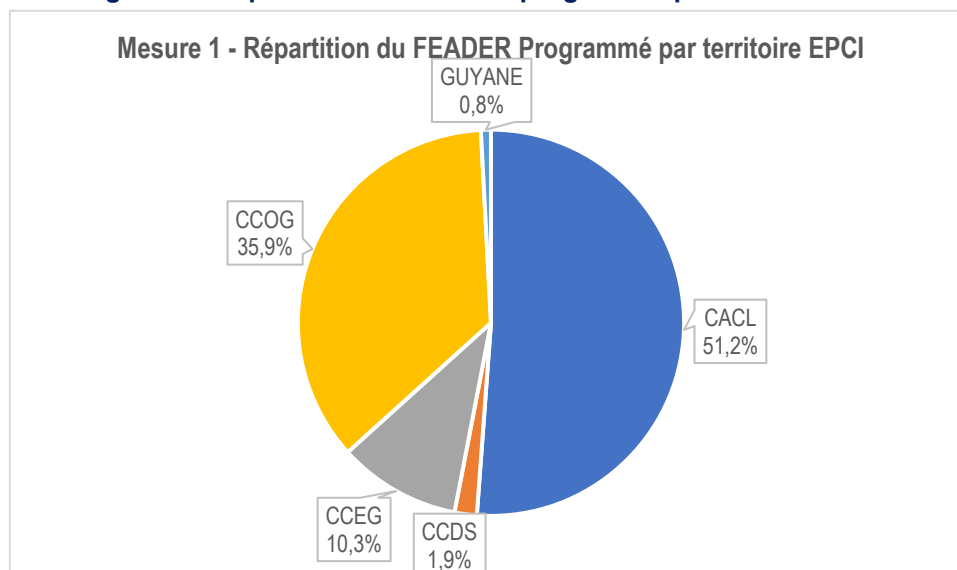
Même si des demandes d'aide devraient être faites pour 2022-23, surtout dans la poursuite des opérations qui avaient été prolongées dans le cadre du Covid et qui arrivent maintenant à échéance, une sous-consommation de la mesure 1 est à prévoir.

### Distribution territoriale

La répartition des opérations par territoire ne correspond pas à la répartition de l'ensemble des exploitations agricoles de toute taille.



**Figure 9 – Répartition du FEADER programmé par territoire EPCI**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Le territoire de la CACL est majoritaire, car la plupart des organisations professionnelles, la Chambre d'Agriculture et l'EPEFPA ont leur siège dans la CACL tout en menant des opérations dans toute la Guyane. Si l'on replace les opérations sur les lieux de réalisation ce serait alors le territoire de la CCOG qui serait majoritaire, celui-ci étant celui qui concentre 74% des exploitations agricoles (Agreste RGA 2020).

### **c/ Évaluation in itinere et adaptations de la mesure en cours de programmation**

*Les adaptations en cours de programmation ont visé à assouplir l'éligibilité des porteurs de projet et des actions à réaliser. Ces adaptations ont conduit à déporter les opérations de la mesure 2 (conseil) sur la mesure 1 (formation-accompagnement). Cet assouplissement a permis d'élargir les possibilités d'action, le budget a été abondé en conséquence.*

#### **PDRG V2 (février 2016)**

TO 122 : la modification a permis de rendre éligible les organismes ne bénéficiant pas de l'agrément « prestataires de formation professionnelle ».

#### **PDRG V6 (mai 2018)**

T0111, 121 et 122 : le nombre minimum de stagiaires par actions ainsi que le terme « formation collective » ont été supprimés et seront précisés dans le cahier des charges des appels à projets. Cette suppression vise à répondre au respect des conditions de sécurité pour des formations spécifiques, mais aussi à donner la possibilité d'activer des formations individuelles dans le cadre de dispositifs intégrés (formation couplée à des aides à l'investissement).

TO 111 : la modification a conduit à la suppression du nombre minimum de jours de formation par action

### PDRG V11 (juillet 2020)

L'Autorité de gestion a souhaité ouvrir la possibilité de procéder à une sélection périodique en vue de la fin de programmation, pour gagner en souplesse et rapidité d'administration.

M1 – DP 2A : + 500 000 € soit un nouveau montant de 5 535 000 €

Pour cette fin de programmation, l'enjeu était de favoriser les projets de structuration de la filière et de formation des acteurs en couplant de la formation sur la mesure 1 avec de l'investissement sur la mesure 4 pour les filières animales et végétales.

### PDRG V13 (juillet 2021)

La section 10 « Plan de financement » a été modifiée à la suite de transfert entre la mesure 2 et la mesure 1 comme suit : M01 – DP2A : + 2 171 719 € soit un nouveau montant de 7 706 719 €.

## d/ Indicateurs du PDRG

*La réalisation de la mesure 1 est en retrait par rapport à l'ensemble du programme. En tenant compte des dossiers en cours de paiement, l'atteinte potentielle de la cible 2025 est de 70,8% pour la mesure et de 77,7% pour l'ensemble du PDR.*

*En termes de participants aux formations, la cible qui est potentiellement atteinte au 2 mai 2022 à 93,8%, sera sans doute dépassée en prenant en compte les nouvelles actions qui devraient prochainement être programmées.*

Le DP1A est le résultat de la contribution des mesures dites transversales M1, M2 et M16.

**Tableau 21 – Indicateurs de réalisation du DP1A**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte (paiements)	Pourcentage d'atteinte de la cible	Dossiers en cours de paiement	Cible potentielle-ment atteinte	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
T1: pourcentage des dépenses dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	11,13%	8,48%	76,2%	13,5%	10,37%	93,1%
Total des dépenses publiques prévues au titre du PDR (V13)	185 582 151	87 934 187	47,4%	53 046 245	140 980 432	77,7%
Dépenses publiques (domaine prioritaire 1A)	20 659 839	7 456 798	36,1%	7 158 564	14 615 362	70,8%

Clé de lecture :

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

La réalisation moyenne du DP1A est de 36,1%, nettement plus faible que la réalisation moyenne sur l'ensemble du PDRG.. En anticipant les paiements du solde sur les dossiers engagés non soldés, l'atteinte potentielle de la cible remonte à 70,8% pour 77,7% pour l'ensemble du PDR.

L'objectif est de dépenser 11,13% du budget global avec les opérations de la mesure 1. Les paiements effectués au 2 mai 2022 au titre de la mesure 1 ne représentent que 8,48% de l'ensemble des paiements effectués sur le PDR. Du fait que la proportion de dossiers non soldés est particulièrement plus forte dans la mesure 1 que dans les autres mesures, une fois ces dossiers soldés, la cible de pourcentage de dépenses dans le total des dépenses au titre du PDR atteindra 10,37% soit un pourcentage d'atteinte potentielle de la cible de 93,9%.

**Tableau 22 - Indicateur spécifique de la mesure 1 : dépenses publiques**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte (paiements)	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible	Dossiers en cours de paiement	Cible potentiellement atteinte avec les dossiers engagés	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
Total des dépenses publiques (en €) (formations, échanges d'exploitations, démonstrations) (1.1 à 1.3)	9 071 728.24	3 462 518	38,2%	3 104 564	6 567 082	72,4%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Le taux de réalisation est légèrement meilleur que celui de la DP1A qui intègre la mesure 16 qui a un taux de réalisation moindre, les opérations de cette mesure ayant été particulièrement affectées par la restructuration de l'organisation agricole en début de programmation puis par la covid.

En ce qui concerne le nombre de participants aux opérations (bénéficiaires finaux des actions), le taux d'atteinte de la cible est proche de 93,8% et pourra aisément dépasser 100% avec les opérations qui restent à solder sans compter celles qui pourront encore être programmées.

**Tableau 23 - Indicateur spécifique de la mesure 1 : nombre de participants**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte (dossiers engagés)	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	1 098	1 030	93,8%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur cible pour 2025	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte (dossiers engagés)	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
M01 - Transfert de connaissances et actions d'information (article 14)	Formation/Acquisition des compétences (1.1) - Nombre de participants aux formations	1 098	-	1 030	93,8%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Notons que les multi-bénéficiaires, ayant assisté à plusieurs actions d'une ou plusieurs opérations (dossiers), peuvent être décomptés plusieurs fois. Le nombre des bénéficiaires de la mesure est de ce fait inférieur au nombre cumulé des participants aux différentes formations.

## 4.1.2. TO 111 - Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière

### a/ Cadre d'intervention du TO 111

L'aide est destinée à financer des actions de formation professionnelle spécifiques aux domaines agricoles, agroalimentaires et forestiers, à visée certifiante ou non, à destination des actifs investis dans un projet de création ou de développement d'une entreprise.

L'Autorité de Gestion lance des appels à projets ou les dossiers sont déposés en continu (dépôt au fil de l'eau) visant une ou plusieurs thématiques de développement agricole et agroalimentaire au bénéfice de publics cibles actifs salariés ou non-salariés de ces secteurs. Les éléments sur lesquels porteront les formations seront déterminés dans le cadre d'études d'expression des besoins des

destinataires des formations. En réponse à ces appels à projets, peuvent être présentées des actions de formation ponctuelles ainsi que des programmes de formation (ensemble prévisionnel d'actions de formation cohérent).

**Bénéficiaires :**

Les organismes collecteurs agréés par l'État pour la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF) peuvent répondre à ces appels à projets ou déposent des dossiers de manière continue, au même titre que d'autres prestataires de formation que sont les organismes de formation.

Les destinataires des actions de formations sont :

- les exploitants, conjoints d'exploitants travaillant sur l'exploitation et aides familiales,
- les salariés des exploitations, entreprises ou coopératives agricoles, agroalimentaires.

**Coûts admissibles :**

L'aide concerne les coûts liés à l'opération :

- Les coûts directs : les dépenses directement et exclusivement rattachées aux actions de formation, aux coûts d'organisation de la formation (conception, location de salles, matériel de formation, support pédagogique, intervention des formateurs, frais de déplacement et de restauration sur site des formateurs et intervenants, prestations de service d'organismes de formation et d'intervenants).
- Les coûts indirects selon un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles (art. 68-1- b du RUE 1303/2013). Ces dépenses incluent notamment les frais administratifs de la structure tels que les dépenses de fonctionnement courant de la structure bénéficiaire et/ou les rémunérations des personnels administratifs pour lesquels on ne peut déterminer directement avec précision le montant des dépenses rattachées à l'opération cofinancée.

Coûts inéligibles :

- Les frais supportés par les stagiaires destinataires de la formation (frais de repas, d'hébergement, de déplacement et de remplacement des stagiaires).
- Les dépenses liées à l'ingénierie de formation des OPCA/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation) les acteurs, la logique d'intervention, les modalités d'intervention et les évolutions du programme.

**Conditions principales de l'aide :**

Pour être sélectionnés, les organismes de formation doivent mettre en évidence la qualification appropriée des formateurs mobilisés au regard de l'action de formation proposée.

**Critères de sélection :**

Deux modes de sélection sont mis en œuvre:

- la sélection a lieu périodiquement sur la base de critères de sélection. Le dépôt de dossiers se fait de façon continue. Les dates de sélection par les comités techniques sont précisées sur le site internet de la CTG ;
- la sélection peut également se faire dans le cadre d'appels à projets qui précisent les thématiques retenues, et qui sont organisés périodiquement par l'autorité de gestion.

**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique est de 100%.

## b/ Bilan de réalisation du TO 111

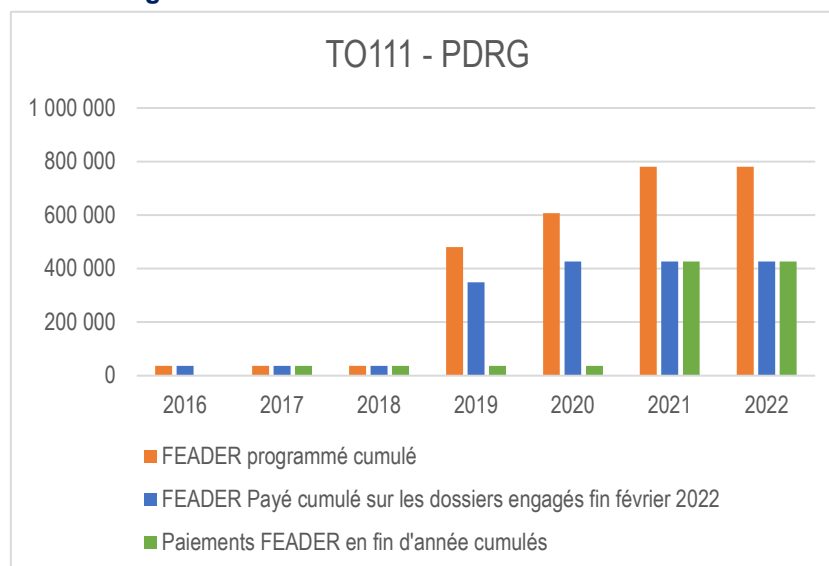
*Les actions de formations du TO 111 ont commencé à démarrer seulement à partir de 2019, après avoir ouvert l'éligibilité à des organisations professionnelles non nécessairement organismes de formation agréées, puis en permettant la réalisation de session de formation avec 3 formés. Ces adaptations nécessaires ont permis le lancement du TO, mais la programmation, mais aussi la réalisation des actions engagées ont été rapidement ralenties par la survenue de la COVID en 2020. Aussi le taux de réalisation des dossiers engagés n'est que de 55%, les dossiers engagés ayant prorogés d'un an du fait de la pandémie.*

**Tableau 24 – Évolution de la réalisation du TO 111**

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	42 975	36 528	36 528	100%	0	0%
2017	42 975	36 528	36 528	100%	36 528	100%
2018	42 975	36 528	36 528	100%	36 528	100%
2019	565 007	480 256	348 634	73%	36 528	8%
2020	714 573	607 387	426 454	70%	36 528	6%
2021	917 567	779 932	426 454	55%	426 454	55%
2022	917 567	779 932	426 454	55%	426 454	55%
<b>TO 111</b>	<b>917 567</b>	<b>779 932</b>	<b>426 454</b>	<b>55%</b>	<b>426 454</b>	<b>55%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 10 – Évolution de la réalisation du TO 111**

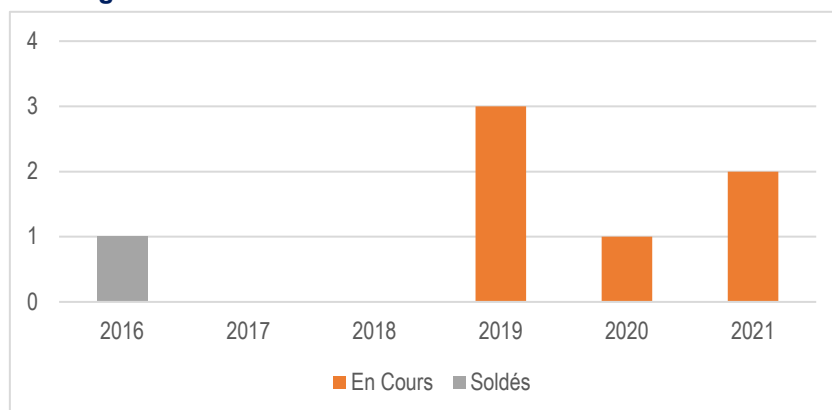


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le TO n'a démarré qu'à partir de 2019, lorsque les critères d'éligibilité ont permis à des organismes professionnels de postuler sans pour autant avoir l'agrément d'organisme de formation. L'assouplissement donné sur le nombre minimal de stagiaires présents dans les actions de formation a permis également aux organismes d'envisager des opérations, dans la

mesure où il est évidemment très difficile de réunir plus de 3 stagiaires dans le contexte guyanais (dispersion d'un nombre relativement petit d'agriculteurs dans un grand territoire).

**Figure 11 – Évolution du nombre de dossiers du TO 111**



Il a fallu que les organisations professionnelles, mais aussi le CFPPA passent la « crise » de 2016-2017 induite par la césure entre les deux programmations européennes, aggravée par la crise sociale de 2017. Cette crise a conduit à un débauchage de personnel.

Le « démarrage » du TO en 2019 a immédiatement été bloqué par l'arrivée de la Covid qui a interdit dès le printemps 2020 la tenue des réunions de formation.

Ainsi d'une part les actions ont dû être prolongées, mais le niveau de réalisation des actions a été difficilement atteint. Ainsi fin 2021, aucune des opérations initiées en 2019 n'est soldée et le niveau de programmation des années suivantes a été très bas.

### c/ Évaluation des résultats du TO 111

*Les actions de formation sont principalement réalisées par le CFPPA (EPLEFPA de Guyane) (43% du budget du TO), les autres actions étant réalisées par les organisations professionnelles agricoles : horticulture, maraîchage sous serres et élevage de gibiers.*

*Ainsi les principaux bénéficiaires ont été les petits agriculteurs d'un côté dans le cadre de leur professionnalisation et de l'autre, minoritairement, les producteurs de fruits et légumes en modernisation ou en diversification.*

**Tableau 25 - Dépenses publiques programmées par bénéficiaire et action du TO 111**

111	7 dossiers – 5 bénéficiaires	917 567
<b>AGRONOMIE SERVICES SAS</b>	Accompagnement technique des maraîchers serristes	149 566
<b>Association des Maraîchers Serristes de Guyane</b>	Accompagnement technique des maraîchers serristes de Guyane	107 299
<b>EPLEFPA</b>	Projet de professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Ouest	287 206
	Projet de professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Ouest	65 308
	Projet de professionnalisation du CFPPA - Zone Ouest	42 975
<b>La ferme tropicale de Guyane</b>	Formation d'éleveurs de gibiers de Guyane	127 528
<b>Vegetech</b>	Accompagnement technique des agriculteurs en production végétale	137 686

Les OPCA/FAF que sont VIVEA pour les agriculteurs et OCAPAT pour les salariés des

entreprises agricoles, des coopératives et des industries alimentaires qui étaient éligibles n'ont pas candidaté pour la mesure.

Deux sous-types d'opérations avec des cibles différentes ont été mis en œuvre.

Le premier sous-type correspond aux actions menées depuis de nombreuses années par le CFPPA du Lycée agricole de Guyane qui a été le seul organisme de formation continue à répondre. Il a d'ailleurs conventionné pour 43% du financement du TO au niveau de la programmation.

La cible est la petite agriculture concentrée dans la zone Ouest de la Guyane. L'opération est assez similaire à ce qui est fait dans le cadre du TO 121 auquel le CFFPA a également répondu, mais pour des actions menées dans les communes isolées (de l'intérieur) avec des objectifs pédagogiques plus souples et adaptés aux réalités de l'agriculture en forêt.

Le second sous-type correspond aux actions de formation plus techniques réalisées par les organisations professionnelles et les prestataires-conseils associés à la filière végétale (Végétech et Agronomie services).

Les cibles de formation sont les petits agriculteurs déjà professionnalisés ou en cours d'installation avec un projet d'investissement :

- Le maraîchage sous serre
- La production végétale notamment arboricole fruitière
- L'élevage de petits gibiers.

L'action de formation au maraîchage sous serre a été couplée avec l'investissement financé dans le cadre du TO 411.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

---

*La formation mise en œuvre dans le TO111 ne correspond pas à toute la formation agricole qui peut être délivrée, notamment celle à destination des jeunes demandeurs d'emploi ou étudiants délivrée par le CFPPA ou les MFR avec des financements État ou CTG.*

*L'accompagnement-formation pour les agriculteurs qui est important correspond plus aux actions des TO121 et TO122.*

*Deux types de formation relèvent du TO111. Le premier type de formation principalement à destination des petits agriculteurs est très proche des formations délivrées dans le TO121, avec peut-être une distinction faire par le CFPPA qui réalisent les deux, pour les formations du TO111 visant une certification alors que cela n'est pas le cas pour le TO121. Le deuxième type de formation qui vise à accompagner les agriculteurs dans le perfectionnement de leurs pratiques agricoles ne vise pas à une certification, mais la réalisation d'un projet de modernisation ou de diversification bien précis. Et dans le cas des serristes, cette formation a pu être couplée à une aide à l'investissement (TO411). Les modalités pédagogiques*

---

Le besoin de formation est différent selon les types de bénéficiaires.

La formation pour les jeunes agriculteurs qui visent à s'installer est prise en charge par d'autres dispositifs (État et CTG). Il en est de même pour former les jeunes demandeurs d'emploi qui



peuvent être intéressés (ils sont plutôt rares) à être salariés agricoles.

Après il y a fondamentalement deux besoins :

- Un besoin de professionnalisation pour le petit agriculteur qui produit dans le cadre informel et souvent en double activité,
- Un besoin de perfectionnement pour l'agriculteur installé qui veut investir pour améliorer sa production actuelle ou se diversifier dans une nouvelle spéculation.

La formation mise en place par le CFPPA répond au premier besoin.

Il apparaît que le besoin correspond plus à une formation individualisée pour parfois travailler sur les fondamentaux (écrire, lire le français, utiliser l'informatique) et en pratique à un accompagnement pour passer de l'économie informelle à une économie plus formelle. Il n'est pas véritablement sujet d'acquérir des connaissances techniques agricoles.

La formation mise en œuvre par les autres organismes que le CFPPA, répond au second besoin.

Là aussi, la formation nécessite une certaine personnalisation et un accompagnement parfois très pratique quand il s'agit d'aider à formaliser un projet. L'acquisition de savoirs techniques est néanmoins présente notamment dans le cas d'une diversification, mais aussi dans la recherche d'une amélioration de la performance technicoéconomique. Étant donné qu'il s'agit de développer une agriculture en milieu tropical humide, la recherche ou en tout cas l'agriculture comparée doit être mobilisée pour trouver les pratiques les plus adaptées au contexte de l'agriculture de Guyane. Il semble que cela a été le cas pour les formations à destination des serristes, des arboriculteurs fruitiers (agrumes) et des éleveurs de gibiers.

Pour les serristes, quand la formation a pu être couplée avec l'aide à l'investissement, on a effectivement une acquisition de connaissances techniques qui constitue une véritable innovation pour l'exploitation qui investit dans une nouvelle spéculation avec tous les aléas que cela peut comporter en Guyane où le maraîchage sous serre est balbutiant avec de multiples incertitudes agronomiques.

Les thématiques de formation couvertes par le TO 111 demeurent toutefois limitées et ne couvrent pas l'ensemble des thématiques agricoles de Guyane : élevage bovin, petits ruminants, élevage porcin, élevage avicole, maraîchage de pleins champs, grandes cultures fourragères, agrotransformation, production agricole non alimentaire, exploitation forestière... toutes les activités agricoles qui sont le plus souvent innovantes pour la Guyane et comportent de nombreux aléas et incertitudes technico-économiques, aléas aggravés dans le contexte nouveau du changement climatique et des difficultés accrues d'approvisionnement en équipements et intrants.

## **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La complémentarité entre la Mesure 4 et la Mesure 6 est réelle, mais elle pourrait être plus importante en augmentant les thèmes et les modalités de participation aux actions de formation. Ce faisant, les modalités pédagogiques et organisationnelles des formations se rapprocheraient encore plus de celles d'actions des TO121 et 122.*

---

La formation pour les serristes a été couplée avec l'aide à l'investissement (TO 411) dans le cadre d'un appel à projets spécifique initié par la CTG.

La formation à la professionnalisation de la petite agriculture a pu déboucher (semble-t-il très rarement) sur une demande de DPA (TO 631) voire d'investissement dans du petit matériel (TO 411 ou TO 421). À cet égard les actions du TO 121 sont sans doute plus adaptées, car elles permettent une plus grande personnalisation de la formation.

Il a sans aucun doute pu paraître plus cohérent et plus souple pour les opérateurs de la formation et de l'accompagnement-conseil d'envisager la transmission des connaissances dans le cadre des TO 121 et TO 122.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Le besoin de développement des compétences des agriculteurs est très important, mais très hétérogène tant dans les thématiques que dans les niveaux et les objectifs pédagogiques ou les publics.*

*Par son ampleur, tant en termes budgétaires qu'en nombre de participants, le TO111 a sans aucun doute répondu à la forte demande, avec toutefois une forte focalisation sur la professionnalisation des petits agriculteurs, cible également des actions du TO121.*

*De fait l'offre de formation correspond à une palette d'actions de formation pour répondre aux différents grands besoins, où il est possible pour un bénéficiaire de suivre un parcours avec des actions de formations plus formelles correspondant au TO111 et plus souples correspondant au TO121 (petits agriculteurs) et TO122 (agriculteurs professionnels) :*

- formation des petits agriculteurs dans le cadre d'un parcours (TO111 et TO121)*
- formation technique liée à un investissement spécifique (ex. TO111 serres)*
- formation plus technique pour des producteurs adhérents à des organisations de producteurs (TO122).*

*La gestion de la formation dans une logique de parcours n'a été organisée durant la programmation.*

---

Les actions financées dans le cadre du TO 111 correspondent à un réel besoin des agriculteurs. L'assouplissement de l'éligibilité et du critère du nombre minimum de participants a été déterminant pour avoir des actions.

Il demeure que pour répondre aux multiples besoins de formation (professionnalisation, accompagnement de projet, acquisition de nouvelles pratiques agricoles...), il est apparu aux organismes de la formation agricole et aux organisations professionnelles agricoles plus pertinent de monter des opérations dans le cadre des TO 121 et TO 122.

Il semble néanmoins pertinent, avec la souplesse suffisante de préserver le principe d'action de formation conçue comme tel : un objectif pédagogique, une méthode d'acquisition des savoirs, une temporalité et une possibilité d'évaluation des acquis. Toutefois, pour être véritablement efficace, une action menée avec le formalisme de la formation doit s'inscrire dans un cadre élargi du développement des compétences couplé avec le tandem recherche-développement qui est absolument indispensable à mettre en action pour développer l'agriculture en Guyane.

Plusieurs pistes de progrès peuvent être ainsi envisagées pour améliorer l'efficacité des actions de formation-accompagnement telles qu'elles ont été réalisées dans le cadre du PDRG :

1/ concevoir les actions de formation pour la professionnalisation des petits agriculteurs (jeunes et moins jeunes) dans un parcours, où l'enjeu est à la fois le développement des compétences (connaissances de base, connaissances agronomiques, connaissances de gestion) que la transition de l'activité informelle vers l'entrepreneuriat professionnel (déclaration de surface, régularisation sociale et fiscale, bancarisation, adhésion éventuelle à un groupement de producteurs, accession aux aides publiques ...) ; 2/ Coupler les aides à l'investissement avec un accompagnement technique qui peut éventuellement être formalisé sous forme d'action de formation, dans la mesure où la personnalisation de la formation est possible ; 3/ Favoriser les actions de formation collective sous forme de formation-action qui permette au collectif d'apprendre des uns des autres, de mutualiser les expériences et de capitaliser les savoirs. Cette modalité de formation relève de ce qui est appelé « l'apprentissage collectif ». Ce type de formation peut se concevoir avec une relative personnalisation, mais sur une thématique relativement précise avec un objectif économique tangible en fin d'action. L'action peut s'inscrire dans un parcours qui peut durer 2 ans où plusieurs modalités peuvent être mises en œuvre. L'action peut aussi être accompagnée d'expérimentation, les participants étant en charge par exemple d'expérimenter une pratique d'élevage ou de culture, ou une race animale ou une variété végétale, expérimentation s'inscrivant dans un programme de recherche-développement mené par l'organisation professionnelle en partenariat avec un centre technique (éventuellement financé par le FEADER). L'action de formation-expérimentation doit aboutir à l'élaboration d'un référentiel technique. Ce type d'action de formation peut parfaitement s'envisager dans le réseau des fermes de référence (élevage bovin et élevage porcin) qui s'est mis en place dans les outre-mers, ce qui permettrait l'animation des producteurs impliqués dans le réseau et de produire ensemble les fiches techniques et les références technicoéconomiques, tout en explorant les pistes d'amélioration des pratiques d'élevage.

4/ Favoriser les actions de formation directement à l'issue d'action d'expérimentation (recherche-développement) éventuellement à l'issue d'une action de formation collective du type 3. Il s'agit certes de divulguer le référentiel technique, mais aussi de favoriser le transfert d'expérience des quelques producteurs associés à l'expérimentation vers les autres. Une telle action peut s'inscrire dans la durée avec plusieurs modalités, avec un objectif d'accompagnement de la mise en pratique du référentiel technique et une mutualisation de l'expérience entre les stagiaires.

#### **4.1.3. TO 121 - Diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles**

##### **a/ Cadre d'intervention du TO 121**

L'aide vise à favoriser l'amélioration et l'acquisition de connaissances nécessaires à la montée en compétences des personnes exerçant une agriculture de subsistance et intégrées dans une démarche volontaire de professionnalisation afin de leur permettre d'améliorer leur rendement et de s'inscrire dans les circuits de l'économie formelle.

Sont exclus :

- Les travaux de prospection, de diagnostics et études technico-économiques, d'opportunité ou de faisabilité déconnectées d'un programme d'accompagnement à mettre en œuvre
- Les actions de formation diplômante
- Les actions d'information et de diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles n'étant pas en transition vers la professionnalisation dans le domaine agricole
- Les actions d'accompagnement à destination de personnes n'exerçant pas encore une activité de production agricole

Complémentarité : les actions visant l'acquisition des savoirs de base et compétences clefs (alphabétisation, apprentissage du français langue étrangère, etc.) peuvent être cofinancées par le FSE.

**Bénéficiaires :**

Les destinataires des actions d'information et diffusion de connaissances sont les petites exploitations agricoles qui sont en transition vers la professionnalisation.

Les bénéficiaires de l'aide sont les organisateurs de l'activité de transfert de connaissances :

- Collectivités et leurs groupements
- Chambre d'Agriculture
- Associations et organisations professionnelles ayant compétence dans le domaine
- Organismes de formation professionnelle continue publics ou privés déclarés
- Associations à but non lucratif ayant compétence dans les sujets traités
- Entreprises ayant compétence dans les sujets traités.

**Coûts admissibles :**

- Les coûts directs : les dépenses directement et exclusivement rattachées aux actions d'information et aux actions nécessaires à leur préparation, et leur mise en œuvre (dépenses de personnel, prestations de services, déplacements, restauration, logistique, édition communication)
- Les coûts indirects selon un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles (art. 68-1-b du RUE 1303/2013). Ces dépenses incluent notamment les frais administratifs de la structure tels que les dépenses de fonctionnement courant de la structure bénéficiaire et/ou les rémunérations des personnels administratifs pour lesquels on ne peut déterminer directement avec précision le montant des dépenses rattachées à l'opération cofinancée.

**Conditions principales de l'aide :**

- Les programmes doivent reposer sur un argumentaire complet permettant à l'autorité de gestion d'en apprécier l'opportunité, la faisabilité, les objectifs, les modalités et les publics cibles
- Les bénéficiaires de l'aide doivent disposer des capacités appropriées en termes de qualification du personnel et de formation régulière pour mener à bien ces tâches
- Les bénéficiaires de l'aide doivent apporter la preuve d'un personnel qualifié suffisant par rapport à l'ampleur des actions de formation

**Critères de sélection :**

Deux modes de sélection peuvent être mis en œuvre :

- La sélection a lieu périodiquement sur la base de critères de sélection. Le dépôt de dossiers se fait de façon continue. Les dates de sélection par les comités techniques sont précisées

sur le site internet de la CTG ;

- La sélection peut également se faire dans le cadre d'appels à projets qui précisent les thématiques retenues, et qui sont organisés périodiquement par l'autorité de gestion.

**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique sera de 100%.

## b/ Bilan de réalisation du TO 121

*Le dispositif a pu démarrer assez rapidement, mais ralentie dans sa réalisation par la pandémie, ce qui a conduit à prolonger les conventions. Aussi le taux de réalisation des dossiers engagés est de 50% à ce jour.*

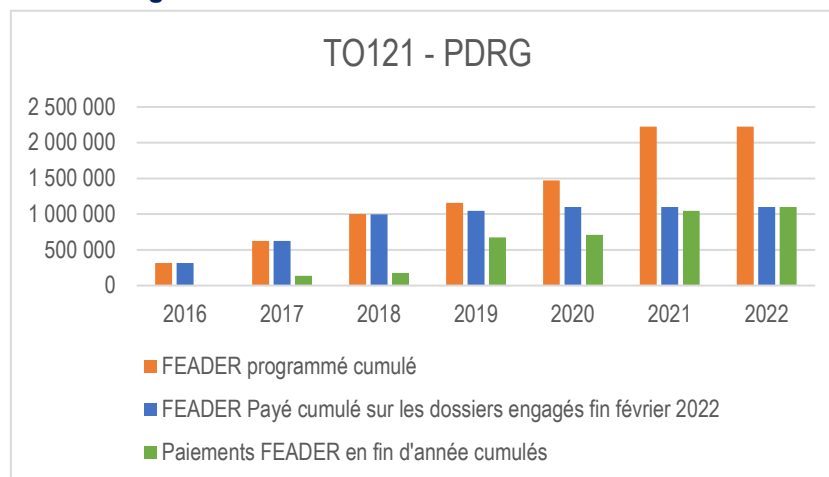
**Tableau 26 – Évolution de la réalisation du TO 121 (en millions d'euros)**

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	368 896	313 562	313 562	100%	0	0%
2017	734 258	624 119	624 119	100%	138 484	22%
2018	1 326 766	1 001 605	998 626	100%	177 352	18%
2019	1 511 333	1 158 486	1 045 946	90%	673 258	58%
2020	1 877 431	1 469 670	1 101 330	75%	710 780	48%
2021	2 763 619	2 222 929	1 101 330	50%	1 045 946	47%
2022	2 763 619	2 222 929	1 101 330	50%	1 101 330	50%
<b>TO 121</b>	<b>2 763 619</b>	<b>2 222 929</b>	<b>1 101 330</b>	<b>50%</b>	<b>1 101 330</b>	<b>50%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

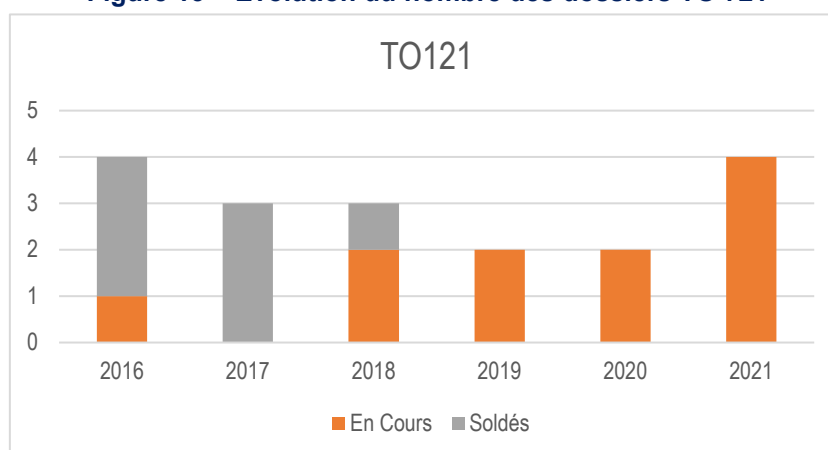
Le niveau de réalisation du TO est plutôt élevé en comparaison avec le niveau de programmation du TO 111. Le niveau de paiement n'est que de 50% au 2 mai 2022, ce qui est en grande partie dû à la prorogation des conventions suite à la Covid qui a retardée d'un an les demandes finales de paiement.

**Figure 12 - Évolution de la réalisation du TO 121**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 13 – Évolution du nombre des dossiers TO 721**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La demande est relativement importante, chaque dossier étant constitué en général d'un programme d'actions de formation sur 2 ans. Elle s'amplifie en 2021 et la programmation devrait se poursuivre en 2022.

### c/ Évaluation des résultats du TO 121

*Les quatre organismes de formation agricole de Guyane (le CFPPA et les MFR) se sont investis dans le programme en menant des actions durant toute la programmation. Ils mobilisent 75% du budget. Quatre organisations de producteurs ont mis en œuvre également des actions dès le début de la programmation jusqu'à maintenant, en mobilisant 25% du budget. Le résultat à attendre de ces actions de formation qui accompagnent les petits agriculteurs dans leur démarche de professionnalisation, ne peut être l'obtention de la DPA, car peu l'ont obtenu, mais plutôt le fait d'engager précisément une démarche de professionnalisation et d'être accompagné pour ce faire.*

**Tableau 27 - Dépenses publiques programmées par bénéficiaire et action du TO 121 (en millions d'euros)**

TO 121	17 dossiers – 8 bénéficiaires	2 521 253
APIGUY	Poursuite du programme de développement de la filière apicole 2019/2020	200 203
BELNATI	Le dispositif BELNATI Démarche de progrès	123 732
GDA de Mana	Projet d'information et de diffusion de connaissances à destination des adhérents du GDA de Mana sur la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017	45 728
	Projet d'information et de diffusion de connaissances à destination des adhérents du GDA de Mana sur la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020	74 856
	Projet d'information et diffusion de connaissances à destination des adhérents du GDA de Mana, année 2016	8 943
GDA d'Apatou	Projet d'appui au renforcement des capacités des petits exploitants agricoles d'Apatou (PARC-PEA)	186 667

<b>4 OPA</b>	<b>6 dossiers</b>	<b>640 129</b>
<b>EPLEFPA</b>	Projet de Professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Haut Maroni	202 293
	Projet de Professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Haut-Maroni	228 702
	Projet de Professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Ouest formation	408 693
	Projet de professionnalisation du CFPPA - Zone Sud	81 323
<b>MFR d'Apatou</b>	Information et diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles	171 836
<b>MFR des fleuves de l'Est</b>	Formation des acteurs de l'agriculture familiale dans l'Est guyanais	484 848
<b>MFR Luc Georges du Littoral Ouest</b>	Information et diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles	303 427
<b>4 OF</b>	<b>7 dossiers</b>	<b>1 881 122</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Deux sous-types d'opérations ont été mis en œuvre.

Le **premier sous-type d'opération** correspond au dispositif de formation-accompagnement mis en œuvre par les organismes de formation de Guyane : le CFPPA et les MFR. Le budget consacré a été de 1,88 M€ soit près de 75% des dépenses totales du TO.

Pour ce qui concerne le CFPPA, l'action est complémentaire à celle mise en œuvre dans le cadre du TO 111, mais centrée ici sur les communes isolées (de l'intérieur).

Il s'agit d'accompagner des petits agriculteurs, ayant déjà une activité agricole et souhaitant se professionnaliser, c'est-à-dire, entrer dans le cadre formel d'une activité économique : être déclaré du point de vue social et fiscal. Pour beaucoup, il s'agit d'entreprendre la démarche aboutissant à l'obtention d'une DPA, ce qui nécessite d'une part d'être à jour de ses déclarations fiscales et sociales et d'autre part d'avoir suivi une formation. Ainsi le cycle de formation proposé par les organismes de formation permet d'entreprendre cette démarche, mais il permet également d'acquérir des savoirs de base notamment en matière de gestion, utile dans le cadre de la professionnalisation.

Le nombre d'agriculteurs ayant pu obtenir une DPA à l'issue des actions de formation est toutefois très limité. Par exemple dans l'Ouest, il y a eu jusqu'à 70 petits agriculteurs dans les formations mises en œuvre par les MFR sans qu'un seul n'obtienne une DPA à leur issue.

Seule la MFR de l'Est a pu accompagner des petits agriculteurs jusqu'à la DPA, mais cela reste l'exception dans leur accompagnement.

L'opération de la MFR de l'Est a permis de réaliser 100 jours de formation réunissant à chaque session au moins 3 personnes. Des petits agriculteurs de la zone Est avec quelques demandes périphériques émanant de Cacao ou même Cayenne. Les thématiques sont centrées sur la production végétale (fruits et légumes) et la petite agrotransformation. Les besoins de formation sont techniques, variés et nécessitant d'être très pratiques, d'où le projet de parcelle de démonstration. Les besoins sont également très basiques du fait notamment du e-illettrisme, ce conduit à pratiquer une personnalisation notamment quand le stagiaire entre concrètement dans le parcours de la professionnalisation, d'un montage de projet avec au bout une éventuelle demande d'aide européenne. La formatrice (ingénieur agronome) a pu ainsi suivre une douzaine de demandes de DPA. La MFR a pu ainsi former et accompagner dans leur parcours de professionnalisation, 80 stagiaires sur l'opération 2019-2020 et 70 stagiaires sur l'opération 2021-2022 qui n'est pas encore terminée. Résultat également à mettre au crédit de l'opération, l'accompagnement dans la création de 3 associations de producteurs, 1 à Régina et 2 à Saint-Georges.



Le **deuxième sous-type d'opération** correspond aux dispositifs mis en œuvre par certaines organisations de producteurs, et en particulier les GDA de Mana et d'Apatou localisés dans l'Ouest de la Guyane qui a une forte densité de petits agriculteurs dont beaucoup sont à la marge de l'économie formelle et désireux de se professionnaliser. La démarche peut également viser à obtenir une DPA. L'action relève plus de l'accompagnement individuel que de la formation, mais le résultat est le même. Les connaissances acquises ne sont pas techniques, mais plutôt dans le domaine de la gestion, à l'exception notable de l'action mise en œuvre par l'APIGUY qui vise à accompagner le développement de l'apiculture auprès de petits agriculteurs.

L'association Belnati a mené une action similaire à ce que les GDA de l'Ouest ont réalisé, mais dans le centre littoral, sans plus de succès en ce qui concerne l'obtention de DPA.

En pratique, il y a peu de différence entre les deux sous-types d'opération réalisés par les organismes de formation ou par les associations de producteurs. Chaque organisation dédie un technicien-ingénieur à l'opération qui organise un programme d'action de formation ouverte aux petits agriculteurs, ceux-ci n'étant pas nécessairement adhérent aux associations, tout comme ils ne sont pas issus des formations menées par ailleurs par l'EPLEFPA ou les MFR.

Le seul résultat à attendre de ces actions ne peut être le fait d'obtenir une DPA. Il faudrait alors faire une sélection sur l'éligibilité des postulants (attestations foncière, sociale, fiscale...), ce qui limiterait considérablement le nombre de participants. Ne faut-il pas plutôt considérer comme résultat à attendre, le fait d'avoir des petits agriculteurs qui s'engagent dans un parcours accompagné de professionnalisation, celui-ci pouvant éventuellement comporter l'obtention d'un DPA ou pas.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

---

*Parmi le nombre très important des agriculteurs et agricultrices qui produisent pour eux-mêmes (agriculture de subsistance) et vendent un surplus sans être déclarés comme producteurs agricoles, il apparaît qu'entre 500 et 1000 seraient susceptibles d'être en démarche de professionnalisation. Même si le décompte des participants aux actions n'en excluant pas les participations multiples surestime le nombre effectif des agriculteurs bénéficiaires, le dispositif a touché un nombre non dérisoire de petits agriculteurs. Le dispositif est à l'évidence une nécessité pour la Guyane, à la condition de le concevoir comme un dispositif d'accompagnement avec certes une dimension pédagogique indispensable, mais dont la finalité est l'aboutissement du parcours de professionnalisation, où plusieurs actions doivent être proposées dans la durée.*

---

Le nombre d'exploitations agricoles est très important en Guyane pour une SAU relativement limitée, avec une moyenne de près de 6 ha selon le recensement agricole de 2020.

Sur les 6135 exploitations recensées, seulement 831 ont fait une déclaration de surfaces en 2021. Parmi ceux-ci, le nombre d'exploitations à jour de leur cotisation sociale (AMEXA) ou fiscale est au grand maximum de 500, ce qui permet d'estimer que le nombre de petits agriculteurs restant à se professionnaliser est d'au moins 5 600, beaucoup exerçant une double activité, l'agriculture n'étant qu'une activité familiale de subsistance. Néanmoins, nombre de petits agriculteurs notamment sur le littoral et en relative proximité d'une ville

(Cayenne, Kourou, Saint-Laurent) peuvent commercialiser une part de leur production vivrière en circuit court ou via des collecteurs (commerçants forains ou même agrotransformateur industriel). Ces petits agriculteurs peuvent être intéressés à développer cette activité avec éventuellement un projet individuel ou collectif de petite agrotransformation et/ou de commercialisation de proximité.

C'est cette petite agriculture qui cherche à se professionnaliser et pouvoir accéder aux aides agricoles européennes (POSEI, FEADER) pour investir, mieux valoriser leur production, gagner en productivité, etc. Combien de personnes cela représente-t-il ? Une bonne part des 5600, peut-être 1000, 2000, ou plus ?

Cette professionnalisation est de fait un parcours avec des motivations multiples. La DPA peut être considérée comme un bout du chemin, avec à la clé des aides à l'investissement. Mais le processus est long, car il faut régulariser un certain nombre de prérequis : attestation foncière, attestation sociale, attestation fiscale, domiciliation bancaire, qualification agricole minimale... avant de pouvoir monter un projet débouchant sur une dotation ou une aide à l'investissement. Il s'agit par ailleurs d'un parcours au cours duquel une formation et un accompagnement sont nécessaires :

- 1) pour certifier de la qualification minimale ;
- 2) pour gérer ne serait-ce que dans sa dimension administrative les différentes régularisations ;
- 3) pour monter le projet agricole selon le format demandé par les bailleurs de fonds.

D'où tout l'intérêt des actions de formation et formation-accompagnement proposées dans le cadre des TO 111 et TO 121, en particulier les actions menées dans le cadre du TO 121 soit par les organismes de formation soit par les OPA.

Il n'est pas exclu, sans que l'on puisse actuellement le tracer, que des bénéficiaires aient pu participer à des actions relevant de différentes opérations menées dans le cadre du TO 111 ou du TO 121.

Le fait que la plupart des opérations aient été réalisées dans la zone Ouest (soit directement par un organisme basé dans l'Ouest, soit via le CFPPA qui porte l'opération menée dans l'Ouest), tant d'ailleurs pour le TO 111 que le TO 121 s'explique par l'importance de la petite agriculture dans l'Ouest qui compte 75% des exploitations agricoles, 85% des femmes exploitantes sur une SAU moyenne de 3,0ha et un cheptel moyen de 0,7 UGB. Les exploitations dans l'Ouest commercialisent pour 95% d'entre elles en circuit court, selon les différents acteurs rencontrés durant l'évaluation.

Les autres zones n'ont pas pour autant été délaissées. La petite agriculture susceptible de se professionnaliser est présente dans toute la Guyane, sur le littoral comme dans les communes isolées.

Si l'on se fie au nombre de participants fourni dans l'indicateur spécifique de la mesure 1, on aurait 1 030 participants (un participant pouvant participer à plusieurs actions ou sessions), pour le total des 6 135 exploitants, dont on pourrait retirer 200 participants (un maximum) pour le TO 122 qui cible les 500 exploitants environ ne relevant pas de la petite agriculture en voie de professionnalisation. On peut estimer la participation à plus de 800 petits agriculteurs parmi 5 600 petits agriculteurs recensés, soit un taux de pénétration d'environ 14%. On doit largement minorer le nombre des participants en déduisant les multibénéficiaires, mais on peut aussi resserrer la cible des petits agriculteurs potentiellement intéressés pour opérer un

parcours de professionnalisation, qui ne peut être de 5600, mais vraisemblablement autour de 1000 à 2000. On obtient, quel que soit le mode de calcul, un taux de pénétration de la cible loin d'être dérisoire.

En tout état de cause, les actions menées dans le cadre du TO 121 sont indéniablement pertinentes dans le contexte spécifique de l'agriculture de Guyane. On peut en revanche chercher à avoir une plus grande efficacité en termes d'aboutissement des parcours.

Le témoignage de plusieurs bénéficiaires (4 femmes) exploitantes dans l'Ouest en périphérie de Saint-Laurent, encore dans l'informel, mais désireuses de se professionnaliser et pouvoir avoir quelques aides pour investir dans des petits équipements et mieux valoriser leur production a été recueilli. Elles ont suivi une action (TO 121) pendant 1 an auprès de la MFR. Elles ont pu étudier leur projet individuel, mais aussi collectif, car elles ont monté une association de producteurs. Elles se sont déclarées très satisfaites de l'accompagnement de la part du formateur même si aucun des quatre n'a abouti son projet au point de pouvoir obtenir une DPA, faute d'avoir obtenu toutes les attestations nécessaires, notamment l'attestation foncière.

## **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La formation-accompagnement gagnerait en pertinence et efficacité en s'inscrivant dans un parcours de professionnalisation des petits agriculteurs où plusieurs actions peuvent se suivre ou se combiner. Cela peut être la demande d'une DPA (TO631), mais aussi d'une aide à l'investissement (individuel ou collectif) (TO411 ou Leader) ou encore la participation des actions de formations plus techniques liées à l'activité agricole que le bénéficiaire veut développer (TO122).*

---

La question de l'obtention de tous les documents nécessaires (problématique pour le foncier, mais aussi pour le fisc) est posée. Faut-il ouvrir autant les actions quand finalement si peu de participants ne peuvent aller jusqu'au bout du parcours qui serait d'obtenir une subvention ?

Les formateurs en charge des actions se pose légitimement cette question, car il peut sembler vain de faire tant d'efforts pour un résultat qui peut sembler bien dérisoire.

Il faut sans doute prendre plus de recul, et voir l'action d'une part dans une perspective historique qui dépasse le temps de la programmation. Il est certain que les temps de crise notamment dus à la césure entre deux programmations et au turn-over très important des formateurs-ingénieurs, brisent la dynamique. Mais il y a une dynamique. Le nombre de projets collectifs et d'associations qui ont émergé pendant cette programmation, ou qui se sont confortés après avoir émergé pendant la programmation précédente est loin d'être négligeable. Les associations comme BELNATI ou les GDA de Mana ou Apatou, et d'autres à Régina, Maripasoula, Saint-Georges, Saint-Laurent... indiquent que l'accompagnement à la professionnalisation menée par les formateurs-ingénieurs dans le cadre des actions du CFPPA, des MFR, du Parc Amazonien (ancienne programmation) et GDA porte des fruits qui ne sont pas immédiatement comptabilisables en nombre de dossiers de la mesure 4 ou de la mesure 6. Le Leader a pu d'ailleurs mieux répondre aux besoins de façon plus immédiate : les GALS de l'Est et du Centre Littoral ont financé des équipements agricoles ou d'agrotransformation, et le GAL de l'Ouest a financé des actions du pôle d'agrotransformation (financé par la CCOG) qui accompagne plusieurs projets portés par des petits agriculteurs.

La professionnalisation doit aussi correspondre pour ceux des petits agriculteurs qui veulent atteindre un certain niveau technico-économique pour leur exploitation, à l'intégration dans une organisation de producteur ou de pouvoir bénéficier des conseils techniques et des innovations agronomiques développées dans les filières (Recherche-Développement), c'est-à-dire à minima pouvoir participer aux actions (TO 122) mises en œuvre par les filières.

## **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*L'évaluation du TO121 montre qu'il a été mis en œuvre avec un certain succès quant à l'atteinte de la cible en termes budgétaires et en nombre de bénéficiaires, surtout si l'on complète le TO121 avec l'essentiel des actions du TO111 qui visaient également la professionnalisation des petits agriculteurs. Les entretiens avec les organismes de formation et des stagiaires indiquent que des points d'amélioration permettraient de gagner en efficacité quant à l'aboutissement des parcours de professionnalisation des petits agriculteurs : suivre les parcours des bénéficiaires, améliorer le maillage*

*territorial de l'offre de formation, trouver des solutions plus souples pour aider à l'investissement plus adaptées aux petits agriculteurs.*

L'évaluation du TO 121 montre qu'il a été mis en œuvre avec un certain succès quant à l'atteinte de la cible, mais que des points d'amélioration permettraient de gagner en efficacité quant à l'aboutissement des parcours de professionnalisation des petits agriculteurs :

1/ Besoin de mieux suivre les participants dès la première action tout au long de leurs parcours en identifiant les éventuels écueils rencontrés par chacun des petits agriculteurs inscrits et pouvoir proposer des solutions ad hoc en réunissant les différents acteurs au niveau des territoires, à l'instar de ce qui s'est fait dans le cadre des Plans Locaux d'Insertion et d'Emploi (PLIE).

2/ Besoin de mieux harmoniser les actions menées, en maillant le territoire, sans doute en coopération avec la Chambre d'Agriculture qui peut assurer l'accompagnement administratif, mais aussi avec les organisations de producteurs et les filières pour que la professionnalisation puisse aussi permettre l'intégration dans les filières organisées. Cela peut correspondre à une recherche de collaboration et de mutualisation de moyens entre les organismes porteurs des actions.

3/ Besoin de trouver des solutions plus souples pour aider à l'investissement individuel ou collectif sans devoir passer par un formalisme (et un temps de traitement des dossiers) aussi lourd que celui de l'aide à l'investissement (TO 411) ou la nécessité d'être en CUMA dès lors que l'on veut simplement partager un petit équipement.

#### **4.1.4. TO 122 - Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles et forestières**

##### **a/ Cadre d'intervention du TO 122**

L'aide vise à améliorer les performances techniques, environnementales et économiques des entreprises des secteurs agricole, agroalimentaire et forestier. Les actions financées contribuent directement à l'élévation du niveau de compétences et de connaissances et à la réactualisation des savoir-faire des acteurs des filières agricole et agroalimentaire.

L'aide vise à soutenir :

- Des actions d'information et de diffusion de connaissances sous forme d'expositions, de réunions, de présentations ou de documents,
- Des actions de démonstration sous forme de séances de travaux pratiques dans le but d'expliquer des techniques, des technologies, l'utilisation de machines.
- Des visites d'entreprises ou de sites.

Ces actions pourraient porter sur les domaines suivants :

- Techniques,
- Gestion administrative et réglementaire,
- Gestion technico-économique,
- Commercialisation,
- Amélioration et changement des pratiques (mesures agroenvironnementales et climatiques, agroécologie, agriculture biologique, lutte intégrée, sécurité au travail, réduction des consommations d'énergie et optimisation des consommations d'eau).

Complémentarité :

Les actions visant l'acquisition des savoirs de base (alphabétisation, apprentissage du français

langue étrangère, etc.) sont financées via le FSE ;

Les actions de mise au point de nouvelles pratiques sont financées via le FEDER.

**Bénéficiaires :**

Les destinataires des actions d'information et diffusion de connaissances sont les petites exploitations agricoles qui sont en transition vers la professionnalisation.

Les bénéficiaires de l'aide sont les organisateurs de l'activité de transfert de connaissances :

- Établissements publics
- Collectivités et leurs groupements
- Chambre consulaire
- Associations à but non lucratif ayant compétence dans les sujets traités
- Entreprises ayant compétence dans les sujets traités.

Attention, ne sont pas prévus :

- Associations et organisations professionnelles ayant compétence dans le domaine
- Organismes de formation professionnelle continue publics ou privés déclarés.

**Coûts admissibles :**

- o Les coûts directs : les dépenses directement et exclusivement rattachées aux actions d'information et aux actions nécessaires à leur préparation, et leur mise en œuvre (dépenses de personnel, prestations de services, déplacements, restauration, logistique, édition communication)
- o Les coûts indirects selon un taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles (art. 68-1-b du RUE 1303/2013). Ces dépenses incluent notamment les frais administratifs de la structure tels que les dépenses de fonctionnement courant de la structure bénéficiaire et/ou les rémunérations des personnels administratifs pour lesquels on ne peut déterminer directement avec précision le montant des dépenses rattachées à l'opération cofinancée.

**Conditions principales de l'aide :**

- Les programmes doivent reposer sur un argumentaire complet permettant à l'autorité de gestion d'en apprécier l'opportunité, la faisabilité, les objectifs, les modalités et les publics cibles
- Les bénéficiaires de l'aide doivent disposer des capacités appropriées en termes de qualification du personnel et de formation régulière pour mener à bien ces tâches
- Les bénéficiaires de l'aide doivent apporter la preuve d'un personnel qualifié suffisant par rapport à l'ampleur des actions de formation

Sont exclues :

- Les actions de formation
- Les actions de conseil individuel
- Les actions relevant du plan de formation des entreprises et de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences

**Critères de sélection :**

Deux modes de sélection pourront être mis en œuvre :

- La sélection a lieu périodiquement sur la base de critères de sélection. Le dépôt de dossiers se fait de façon continue ;
- La sélection peut également se faire dans le cadre d'appels à projet.

**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique sera de 100%.

## b/ Bilan de réalisation du TO 122

*Le TO122 a rencontré un succès certain, comme le TO121 avec le même ralentissement dû à la pandémie, mais avec un renforcement de la programmation dû au transfert de la mesure 2 (conseil) sur le TO122 qui a été adapté en conséquence en permettant de la formation-accompagnement individualisée.*

*Comme les autres TO de la mesure 1, le taux de réalisation sur les dossiers engagés est relativement faible à 55% contre 73% pour l'ensemble du PDR.*

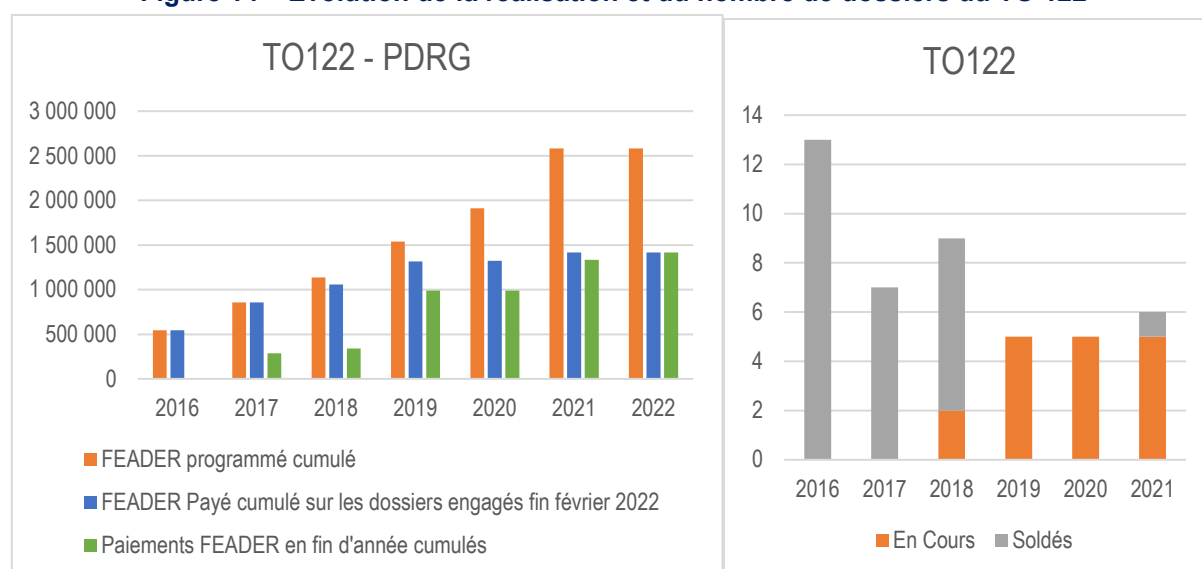
**Tableau 28 – Évolution de la réalisation du TO 122 (en millions d'euros)**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cu- mulé sur les dos- siers engagés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paie- ments FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisation sur engagement global
2016	639 539	543 608	543 608	100%	0	0%
2017	1 189 806	855 744	855 744	100%	285 423	33%
2018	1 560 412	1 137 574	1 058 820	93%	340 231	30%
2019	2 031 111	1 537 668	1 315 588	86%	990 522	64%
2020	2 472 957	1 913 237	1 321 894	69%	990 522	52%
2021	3 568 553	2 581 259	1 417 674	55%	1 333 435	52%
2022	3 568 553	2 581 259	1 417 674	55%	1 417 674	55%
<b>TO 122</b>	<b>3 568 553</b>	<b>2 581 259</b>	<b>1 417 674</b>	<b>55%</b>	<b>1 417 674</b>	<b>55%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

En termes de budget engagé, la TO 122 a obtenu un succès encore plus important que la TO 121.

**Figure 14 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 122**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les dossiers ont été déposés rapidement, dès 2016, avec une légère pause en 2017 correspondant à la crise sociale déjà évoquée. Puis le nombre de dossiers a pu être maintenu à un niveau relativement constant en dépit du ralentissement dans la réalisation dû à la Covid.



Il est vrai que le déport de la Mesure 2 sur la Mesure 1, en l'occurrence sur le TO 122 a permis de maintenir un niveau de demande relativement important.

### c/ Évaluation des résultats du TO 122

*La grande majorité des dossiers est portée par les organisations professionnelles agricoles, dont la chambre d'agriculture, soit 18 OPA mobilisant 69% du budget du TO. Les organismes de formation agricole (CFPPA et MFR) ont mobilisé 31% du budget pour des actions à destination des petits agriculteurs. Ainsi pour les petits agriculteurs, les organismes de formation ont mobilisé sur la mesure 1 (TO111, 121 et 122) un total de 3,87 M€.*

**Tableau 29 - Dépenses publiques programmées par bénéficiaire et action du TO 122 (en millions d'euros)**

TO 122	45 dossiers – 22 bénéficiaires	3 422 525
AGC Guyane	Information sur la fiscalité agricole et les aides européennes	19 320
AGRONOMIE SERVICES SAS	Itinéraires techniques intégrés solanacées	22 752
APFFLG	Professionnalisation des producteurs de fruits et légumes de la coopérative COP'FLEG	101 172
	Professionnalisation et structuration des producteurs de fruits et légumes de Javouhey	38 821
APIFIVEG	Voyages d'études Interprofessionnels des filières de diversification végétale de Guyane	22 721
APIGUY	Poursuite du programme de développement de la filière apicole	153 540
	Programme de développement de la filière apicole guyanaise	57 236
	Programme de développement de la filière apicole guyanaise - 2017/2018	143 167
	Voyage d'études pour le développement de la filière apicole 2019/2020	67 800
APOCAG	Amélioration technique et développement des élevages de petits ruminants	43 734
	Amélioration technique et développement des élevages de petits ruminants en Guyane française	320
APOGU	Professionnalisation : de la parcelle au bureau	149 520
BIO SAVANE	REAGI 2 : Réseau d'échange en Agroécologie Intertropical	36 873
	REAGI3	44 293
CCOG	Voyage d'étude en Guadeloupe : découverte de la valorisation des produits traditionnels par les agro-transformateurs	44 563
Chambre d'Agriculture de Guyane	Amélioration des performances économiques, sociales et environnementales des exploitations cannières par le transfert des innovations du dispositif DEPHY ferme - Canne à sucre de Martinique	20 947
	Amélioration des performances économiques, sociales et environnementales des exploitations en polyculture par le transfert des innovations des dispositifs Eco-phyto DEPHY ferme et Expe de Guadeloupe	37 963
	Information de connaissance et de pratiques agricoles	8 982
	Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles, agroalimentaires et agroenvironnementales	52 487
	Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles, agroalimentaires et agroenvironnementales	286 929
	Information et diffusion de connaissances et de pratiques agricoles, agroalimentaires et forestières	14 795

	Perfectionnement des agro transformateurs guyanais de la production à la commercialisation en Martinique	34 571
	Voyage de transfert des pratiques économes en produits phytosanitaires et méthodologie d'accompagnement au changement de pratique pour la mise en œuvre du réseau de ferme Dephy maraîchage	19 667
COP'FLEG	Professionnalisation des producteurs de fruits et légumes de la coopérative COP'FLEG	117 006
	Professionnalisation des producteurs de fruits et légumes de la coopérative COP'FLEG	180 371
Guyane Forest Initiative	Guyagroforesterie – Création de références pour des pratiques agricoles innovantes en Guyane, pour une meilleure gestion de la fertilité des sols et la promotion des pratiques agroécologiques – Action Transfert Rita 2	25 062
IFIVEG	Amélioration des connaissances des agriculteurs sur les organisations collectives	7 600
INTERVIG	Mission d'étude en France hexagonale pour consolider le projet économique de relance d'une filière de volailles de chair en Guyane (projet Volailles Qualité Péyi)	10 006
FDSEA	Comprendre le fonctionnement et les plus-values d'une fédération départementale de CUMA	29 131
Paysans de Guyane	Programme d'échange et d'étude support de l'amélioration des productions pour l'année 2018	15 531
SCEBOG	Appréhender la conduite fourragère et la finition des bovins	26 509
	Diffusion des connaissances et partage d'information auprès des éleveurs bovins et porcins sur les thématiques prioritaires pour une amélioration des performances des élevages	89 641
	Renforcer les connaissances pour une meilleure autonomie et rentabilité des exploitations d'élevages bovins et porcins	45 278
	Voyage d'études au SPACE de Rennes : conduite en élevages porcins : reproduction et conduite sanitaire d'élevages, approfondissement des connaissances sur la sélection des reproducteurs en élevages bovins	31 021
Vegetech	Améliorations technico-économiques et durabilité des exploitations en production maraîchère	354 094
18 OPA	<b>35 dossiers</b>	<b>2 353 423</b>
EPLEFPA	Projet de professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Est	56 629
	Projet de Professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Sud formation	280 174
	Projet de Professionnalisation des agriculteurs du CFPPA - Sud voyages d'études	55 631
	Projet de professionnalisation des forestiers-CFPPA	64 481
	Projet de professionnalisation du CFPPA - Zone Est	76 553
	Projet de professionnalisation du CFPPA - Zone Ouest	54 151
	Projets de professionnalisation des agriculteurs de l'Ouest et du Sud porté par le CFPPA - Voyages d'études	55 112
FDMFR	Dispositif d'Appui aux acteurs de la filière agrotransformation dans l'Ouest guyanais	19 442
MFR des fleuves de l'Est	Formation des acteurs de l'agriculture familiale dans l'Est guyanais	220 842
MFR Luc Georges du Littoral Ouest	Information et diffusion de connaissances à destination des actifs des petites exploitations agricoles	186 087
4 OF	10 dossiers	1 069 102

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Deux sous-types d'opération ont été réalisés :

**Le premier sous-type d'opération** correspond à de nombreuses opérations d'accompagnement technique réalisées par les différentes organisations professionnelles

agricoles et associations partenaires des OPA ainsi que la chambre d'agriculture. Cela a pu concerner à la marge des petits agriculteurs non adhérents aux organisations de producteurs, mais en général cela a concerné les adhérents des organisations, sachant qu'un adhérent d'une coopérative peut être un apporteur occasionnel. 18 OPA ont été bénéficiaires, certaines pour plusieurs dossiers, certains dossiers se succédant au fur et à mesure de la programmation.

Les thématiques des actions correspondent aux secteurs des OPA : maraîchage plein-champ et serres, agrumes, bovin, caprin, porc, volaille... Il s'agit le plus souvent de perfectionnement technique, visant à améliorer la performance technico-économique, mais aussi à réduire la consommation des intrants (pour les cultures ou l'élevage).

Les actions de la Chambre d'Agriculture sont les plus généralistes et notamment tournées sur les questions agroenvironnementales (ex. programme Ecophyto).

Le budget global des dépenses programmées est de 2,35 M€ soit 69% du budget du TO. Le taux de réalisation des actions programmées atteint difficilement 100% en dépit de la prolongation des opérations du fait de la pandémie, pour plusieurs raisons dont la pandémie mais aussi les difficultés de production (pluviométrie excessive depuis 2 ans), les difficultés d'approvisionnement qui impactent la réalisation des investissements et aussi les carences en ressources humaines dans les OPA (turn-over, difficultés de recrutement, manque de personnel, trésorerie limitée...).

**Le deuxième sous-type d'opération réalisé par les organismes de formation** est complémentaire aux actions de formation financées dans le cadre des TO 111 et 121. Il concerne pour l'essentiel de l'accompagnement-formation individualisé de petits agriculteurs. Le budget programmé de 1,07 M€ (31% du TO 122), qu'il faut ajouter aux 0,92 M€ (TO 111) et 1,88 M€ (TO 121), pour estimer l'engagement du PDRG dans l'accompagnement-formation des petits agriculteurs via les organismes de formation, soit un total de 3,87 M€. Même si tout n'est pas réalisé, cela constitue un budget conséquent dont le résultat concret en termes de nombre d'entrées effectives dans l'économie formelle, nombre difficile à estimer est donné par les opérateurs comme modeste, mais non dérisoire.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

---

*La pertinence de la TO122 est perçue comme une nécessité pour former-accompagner les agriculteurs professionnels lorsqu'ils investissent (modernisation, diversification) ou qu'ils veulent améliorer la performance technicoéconomique de leurs ateliers de production. L'implication des OPA comme de la Chambre d'agriculture est alors une évidence. La TO122 apparaît le seul moyen pour les filières pour accompagner techniquement les producteurs, la Mesure 2 n'ayant pas fonctionné comme prévu initialement pour développer le conseil.*

*La pertinence de la TO122 pour ce qui concerne la petite agriculture, s'inscrit dans une logique de parcours où les actions des TO111 et TO121 peuvent s'articuler pour accompagner au mieux la professionnalisation des petits agriculteurs.*

---

De l'avis de toutes les OPA et des interprofessions rencontrées, l'accompagnement technique est essentiel pour permettre aux producteurs d'investir et d'améliorer la performance

technicoéconomique de leurs ateliers de production, quelle que soit la spéculation.

La répartition des rôles apparaît relativement claire, mais encore en cours de stabilisation : entre la Chambre d'Agriculture qui a subi une restructuration en début de programmation, et les organisations de producteurs qui ont également été très fragilisées en début de programmation (césure entre les deux programmations, crise sociale de 2017) pour se consolider ces dernières années, alors que les filières ont souffert de la période de la pandémie puis maintenant de la pluviométrie excessive.

Notons qu'il n'y a pas eu d'opération spécifique concernant le secteur forestier. L'agroforesterie a été abordée, mais il s'agit d'agriculture, certes sous couvert forestier, mais il ne s'agit pas d'exploitation forestière, ni de sylviculture.

Pour ce qui relève de la formation-accompagnement des petits agriculteurs principalement mis en œuvre par les organismes de formation agricole, celle-ci apparaît une nécessité pour accompagner la professionnalisation dont la simple, mais non négligeable assistance aux démarches administratives.

## **e/ Analyse de la cohérence**

---

*Selon le public cible la question de la cohérence se pose différemment : pour les petits agriculteurs, les actions du TO122 se conçoivent en articulation avec les actions mises en œuvre dans le cadre des TO111 et TO121, le TO631 (DPA) et Leader ; pour les agriculteurs professionnels, selon leur projet, les actions du TO122 s'articulent avec le TO411 (investissement agricole), TO421 (investissement agroalimentaire) et le TO611 (installation JA), ainsi qu'avec les autres opérations contributives au domaine prioritaire 1, la mesure 2 que le TO122 (conseil) remplace et les TO1611 et TO161 relatives à la coopération en recherche-développement.*

---

On doit distinguer dans l'analyse deux cibles pour la formation qui induisent deux processus de formation différents.

La première cible est la petite agriculture pour laquelle il s'agit de formation-accompagner la professionnalisation, avec une dimension pédagogique peu technique allant jusqu'à l'assistance administrative et la formation aux compétences clés (français, utilisation de l'ordinateur...). La mobilisation des 3 TO de la mesure 1 est nécessaire avec sans doute une recherche d'efficacité dans une gestion des parcours des bénéficiaires.

La deuxième cible est constituée des agriculteurs professionnels avec des besoins différenciés selon le projet de l'agriculteur : installation, modernisation, amélioration des performances technico-économiques, diversification. Le TO 122 est principalement concerné, mais pour appréhender la cohérence du TO vis-à-vis de cette cible, il faut l'inscrire dans une approche plus globale du développement des compétences où les différentes mesures contributives au domaine prioritaire 1 jouent un rôle.

**Tableau 30 – Réalisation en regard de la maquette des mesures contribuant au DP1**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>M1</b>	<b>7,70</b>	<b>5,51</b>	<b>71%</b>	<b>4,35</b>	<b>57%</b>	<b>2,95</b>	<b>38%</b>
<b>M2</b>	1,82	1,17	64%	0,97	53%	0,55	30%
<b>TO 1611</b>	0,37	0,36	97%	0,36	97%	0,35	95%
<b>TO 1621</b>	4,96	3,34	67%	3,60	73%	2,14	43%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le conseil technique agricole est également dépendant du dispositif de recherche expérimentale, car l'agriculture de Guyane est bien spécifique (et l'on peut même distinguer plusieurs écosystèmes en Guyane entre la forêt, l'est, l'ouest...) et relativement jeune pour ne pas dire embryonnaire dans certains secteurs. Il y a un grand besoin de références techniques, de matériel génétique adapté, de produits phytosanitaires adaptés, d'intrants importés qu'il faudrait substituer etc. Or le dispositif de recherche (IKARE, CIRAD, CETIOM...) a été largement amputé durant la programmation, en dépit du maintien du dispositif RITA.

Des opérations de coopération financées dans le cadre de la mesure 16 ont participé au transfert technique à destination des conseillers techniques des OPA, mais le dispositif souffre de pérennité tant au niveau des ressources humaines qu'au niveau des dispositifs de R&D à déployer dans tous les secteurs. La Guyane souffre à cet égard d'être une petite région avec une grande diversité de spécialités agricoles et très peu d'opérateurs et de productions susceptibles de financer un tel dispositif. Cela étant dit, le nombre des opérations financées dans le cadre du TO 1621 est loin d'être négligeable et concerne de multiples aspects techniques de l'élevage et surtout des cultures. À ces actions de coopération de recherche-développement s'ajoutent les opérations concernant les fermes de référence (élevage) financées dans le cadre du POSEI.

Le besoin d'innovation dans les pratiques culturales et d'élevage ainsi que d'agrotransformation, est très important, compte tenu du niveau embryonnaire de nombreuses activités agricoles, du contexte pédoclimatique (tropical humide) très spécifique et du changement climatique qui semble déjà impactant. À cela s'ajoutent les difficultés d'approvisionnement en équipements et intrants qui conduisent à s'interroger fortement sur les modèles agronomiques importés et à chercher des solutions plus adaptées au contexte local et surtout plus autonomes. Cela est particulièrement vrai pour l'élevage porcin et avicole ou pour le maraîchage sous serre, mais concerne tous les élevages et toutes les cultures.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

*Le TO122 a répondu à des attentes et il y a eu une forte demande émanant de l'ensemble des organismes professionnels agricoles et des organismes de formation agricole. Le report de la mesure 2 sur le TO122 avec son assouplissement permettant l'individualisation des actions a permis de répondre aux besoins d'accompagnement technique plus personnalisé dont l'agriculture a besoin.*

*Pour gagner en efficacité, quelques pistes d'amélioration sont à explorer : 1) une meilleure complémentarité des actions de formation TO111, TO121 et TO122 à destination des petits agriculteurs, sans doute en établissant un suivi des parcours*

*de professionnalisation ; 2) un lien à établir ou renforcer selon les filières entre la recherche-développement et la formation technique de perfectionnement à destination des agriculteurs professionnels ; 3) pallier au turn-over des techniciens des OPA et même des OF en sécurisant la planification des actions de formation-accompagnement qui constituent le cœur de leur activité ; 4) sortir du schéma conventionnel de la formation dite « descendante » et promouvoir l'apprentissage collectif pour mieux capitaliser et mutualiser l'innovation technique réalisée au niveau des exploitations agricoles les plus en pointe.*

Le TO 122 a répondu à des attentes et il y a eu une forte demande émanant de l'ensemble des organismes professionnels agricoles et des organismes de formation agricole. Le report de la mesure 2 sur le TO 122 avec son assouplissement permettant l'individualisation des actions a permis de répondre aux besoins d'accompagnement technique plus personnalisé dont l'agriculture a besoin. La cible était plus particulièrement les agriculteurs déjà professionnels, mais les actions ont pu concerner les petits agriculteurs par les actions réalisées par les organismes de formation qui ont en parallèle réalisé des opérations relevant des TO 111 et TO 121 également ciblés sur les petits agriculteurs. Les actions de la chambre d'agriculture ont également concerné les petits agriculteurs avec des thématiques spécifiques et complémentaires comme Ecophyto.

La cible des autres actions portées par les OPA correspond plus aux producteurs adhérents aux différentes organisations, les OPA mobilisant leurs techniciens pour accompagner les adhérents dans leurs projets d'amélioration de leurs pratiques en vue d'améliorer la performance technicoéconomique de l'élevage ou des cultures. Cela a pu correspondre à un projet d'investissement et des actions en lien avec la coopération avec les centres techniques.

Quelques points d'amélioration pour gagner en efficacité pourraient être envisagés :

1/ on peut s'interroger sur la distinction entre TO 121 et TO 122 pour ce qui concerne les petits agriculteurs, si ce n'est le moindre formalisme de la formation-accompagnement de la TO 122. Il serait sans doute plus cohérent de limiter les actions de formation-accompagnement à destination des petits agriculteurs engagés dans un parcours de professionnalisation aux seules opérations du type TO 111 (plus formation basique) et TO 121.

2/ Les actions du type formation-accompagnement plus technique et spécialisée, plutôt destinée aux agriculteurs adhérents à une organisation de producteurs, doivent pouvoir être couplées aux actions relevant plus du type formation-expérimentation telle que cela a été évoqué pour le TO 111, de façon à impliquer des producteurs dans les expérimentations, à mutualiser les expériences, à capitaliser et développer les pratiques innovantes adaptées au contexte agronomique local, à développer ce que l'on appelle une compétence collective par des pratiques pédagogiques qui relève de l'intelligence collective.

3/ Pour permettre la capitalisation au niveau des filières, il est bien entendu nécessaire que le turn-over des techniciens-ingénieurs diminue fortement. Il serait sans aucun doute nécessaire d'inscrire sur une base pluriannuelle le triptyque formation-recherche-développement que chaque filière doit mettre en œuvre.

4/ Les modalités de formation-accompagnement du type TO 122 doivent pouvoir être multiples et délibérément sortir du schéma type de la formation en salle avec 1 formateur et des stagiaires (modèle conventionnel de la formation dite descendante ou encore appelée en



agriculture « vulgarisation »). On doit parler de parcours multimodal (formation mise en œuvre sous plusieurs modalités) où les échanges en situation dans les exploitations sont à privilégier et où les temps dans l'action puissent être individualisés (1 seul participant) dès lors que cela s'inscrit dans une démarche collective. Par exemple, cela peut être pour le technicien-ingénieur-formateur de travailler avec un agriculteur en charge de la mise en œuvre d'une expérimentation en préparation du travail collectif d'élaboration des fiches techniques (et référentiels) qui seront produites à l'issue de l'action de formation. En ce sens, la formation peut être qualifiée de formation-action R&D. Elle relève de ce qui se définit comme de *l'apprentissage collectif* ou encore de *l'intelligence collective* que les entreprises dites apprenantes essaient de mettre en œuvre dans leur stratégie de développement des compétences. Ces notions n'ont rien de révolutionnaire. Elles sont inscrites dans la Loi Avenir professionnel de 2018 et font l'objet de travaux tant à l'OCAPIAT l'opérateur des compétences de l'agriculture et de l'agroalimentaire qu'à VIVEA, le développeur des compétences du secteur agricole (pour les actifs agricoles non salariés).



## 4.2. Mesure 4 – Investissements physiques

### 4.2.1. Présentation de la mesure

#### a/ Les TO et les DP impactés

Cette mesure vise, via un soutien des acteurs agricoles et forestiers, à améliorer les performances économiques, environnementales et sociales de ces secteurs.

Elles se déclinent en 4 sous mesures :

- Sous mesure 4.1 : Investissements liés à la modernisation des exploitations agricoles
- Sous mesure 4.2 : Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles
- Sous mesure 4.3 : Opérations nécessaires à l'accès au foncier
- Sous mesure 4.4 : Investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs environnementaux

La mesure 4 vise à améliorer la performance économique et l'efficacité environnementale des exploitations agricoles en finançant :

- Les investissements qui ont un impact positif sur l'emploi, les conditions de travail, la préservation de l'environnement et le bien-être animal, les coûts de production, la gestion durable des ressources, une meilleure couverture des besoins locaux et qui concourent à la mise aux normes des exploitations (outils et méthodes de production, sécurité alimentaire ou sécurité au travail).
- Les investissements dédiés à la structuration et la diversification des filières agricoles, dans l'objectif d'accroître la valeur ajoutée des produits agricoles par des projets de transformation et de transformation-commercialisation, de soutenir la création ou le développement d'entreprises guyanaises compétitives et de créer des emplois.
- L'accès au foncier, la mise en valeur des terres agricoles, en garantissant une offre de foncier agricole aménagée adaptée aux projets agricoles, favorisant les projets d'agriculture durable, contribuant à la structuration des filières agricoles et, dans la mesure du possible, cohérent avec des politiques de valorisation de la biomasse.
- Les investissements en faveur des infrastructures contribuant à l'amélioration de la compétitivité des filières de bois d'œuvre et de bois énergie, en soutenant la création de dessertes forestières dans le cadre d'une gestion multifonctionnelle et durable des forêts.
- Les investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs agroenvironnementaux et climatiques (mesure 10) et la conversion ou le maintien en AB (mesure 11)

La contribution de la Mesure 4 en termes de dépenses publiques au DP2A pour 16.11 M€, et au DP2B pour 18.47 M€ et au DP2C pour 19.91 M€.

Elle constitue au global plus de 34% de la maquette

La mesure vient répondre aux domaines prioritaires et besoins suivants :

#### Domaine prioritaire 2A :

Besoin 12. Modernisation des exploitations agricoles orientées vers le marché

Besoin 21. Soutien au développement et à la diversification de la production agricole

Besoin 31. Amélioration du positionnement sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires

Domaine prioritaire 2B :

Besoin 5. Création de S.A.U

Besoin 22. Soutien et accompagnement de l'installation des agriculteurs, principalement de jeunes agriculteurs.

Domaine prioritaire 2C+ :

Besoin 13. Modernisation des exploitations forestières de bois d'œuvre

Besoin 14. Poursuite de la gestion durable des forêts et développement de la desserte forestière

Besoin 25. Soutien à la diversification de la production forestière, notamment vers l'exploitation de la biomasse.

Domaine prioritaire 3A :

Besoin 24. Soutien et accompagnement au développement de la transformation des produits agricoles locaux

Besoin 27. Structuration et développement des filières agricoles afin de répondre aux attentes des marchés locaux

Besoin 31. Amélioration du positionnement sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires

Domaine prioritaire 4A :

Besoin 9. Maintien et développement de pratiques agricoles respectueuses de la biodiversité et des paysages

Besoin 10. Maintien et développement de pratiques forestières respectueuses de la biodiversité

Domaine prioritaire 4C :

Besoin 11. Maintien et développement de pratiques forestières respectueuses des sols

Besoin 15. Préservation et amélioration de la qualité des sols agricoles

Domaine prioritaire 5E :

Besoin 2. Amélioration de la conservation des stocks de carbone dans les prairies

Besoin 4. Conservation des stocks de carbone et séquestration de carbone forestier

## **b/ Bilan global de réalisation de la mesure 4**

*Globalement, la mesure 4 présente un taux d'engagement de 74% proche des 73% du PDR dans son ensemble.*

*Le rythme de programmation global en budget et en nombre de dossiers montre une hausse régulière sur la période.*

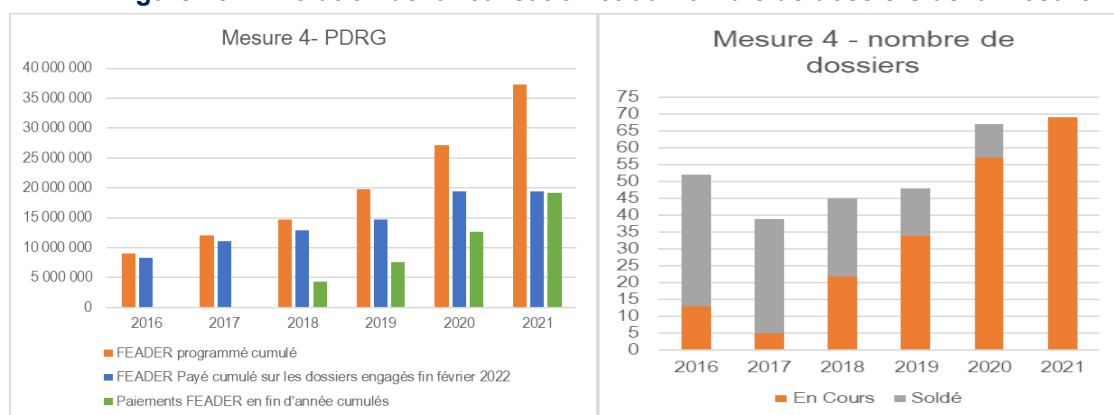
*Le taux de paiement global est de 52% sur les dossiers engagés ce qui est relativement faible, du fait de quelques dossiers anciens qui tardent à se finaliser.*

*Le délai global d'instruction relativement long tend à se réduire. Le délai d'engagement a considérablement été réduit sur la période. Il en est de même pour les délais de paiement.*

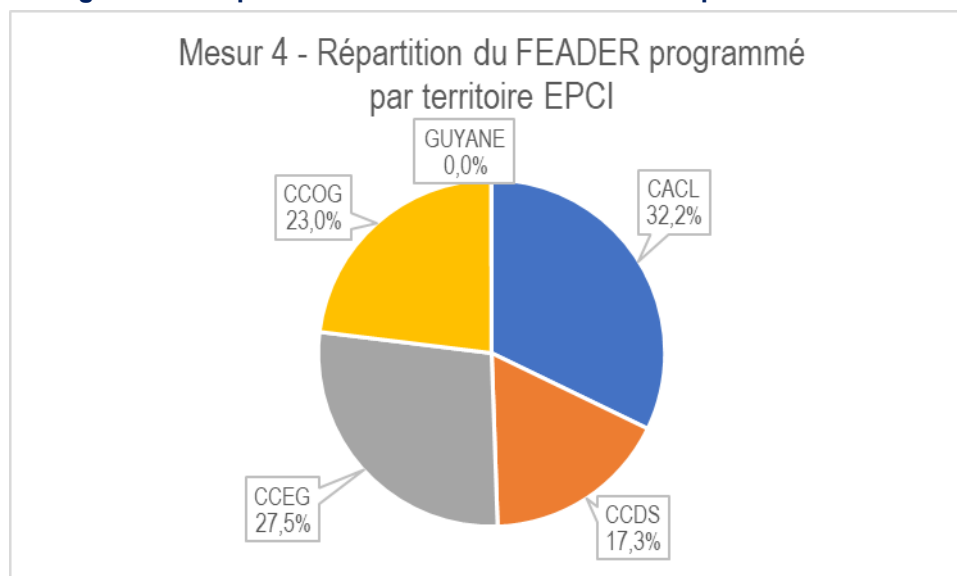
**Tableau 31 – Évolution de la réalisation de la mesure 4 (en millions d'euros)**

Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	10 753 978	9 141 923	8 309 353	91%	0	0%
2017	14 373 940	12 218 891	11 150 091	91%	65 420	1%
2018	17 586 319	14 949 413	12 961 123	87%	4 377 207	29%
2019	24 353 620	19 992 569	14 718 652	74%	7 489 189	37%
2020	32 868 240	27 442 707	19 672 769	72%	12 584 430	46%
2021	45 278 783	37 573 831	19 797 763	53%	18 970 467	50%
2022	45 998 104	38 185 254	19 797 763	52%	19 797 763	52%
<b>Mesure 4</b>	<b>45 998 104</b>	<b>38 185 254</b>	<b>19 797 763</b>	<b>52%</b>	<b>19 797 763</b>	<b>52%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 15 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers de la mesure 4**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 16 – Répartition du FEADER de la mesure 4 par territoire EPCI**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Globalement, la mesure 4 présente un taux d'engagement de 74%.

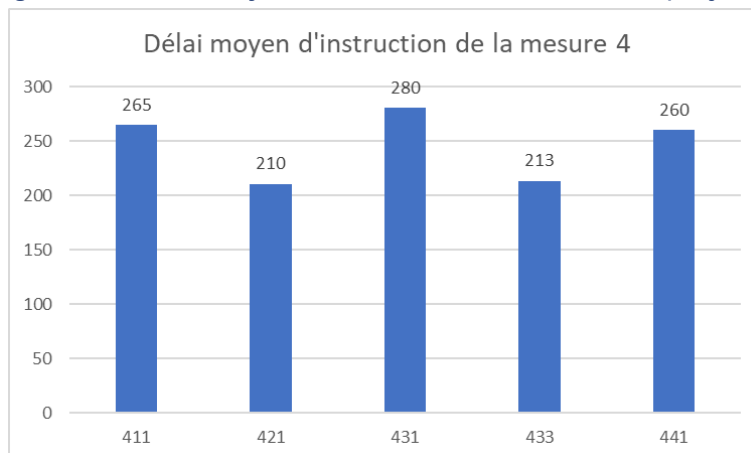
Le rythme de programmation global en budget et en nombre de dossiers montre une hausse régulière sur la période.

Le taux de paiement global est de 52% au 2 mai 2022, soit un pourcentage relativement faible du fait de quelques dossiers qui tardent à se finaliser, de nombreux dossiers anciens (2016 à 2019) n'étant toujours pas soldés à la date de l'évaluation.

La répartition territoriale des dépenses programmées ne reflète pas la répartition de l'ensemble des exploitations agricoles. La zone Ouest qui compte 75% des exploitations dont l'essentiel est constitué de petites exploitations, ne couvre que 23% des investissements financés, ce qui indique que la mesure 4 concerne peu la petite agriculture.

#### Le délai d'instruction global des dossiers de la mesure 4 :

**Figure 17 – Délai moyen d'instruction de la mesure 4 (en jours)**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Comme vu précédemment, le délai global d'instruction initiale des dossiers diminue sur la période 2014-2021.

Il reste en moyenne assez élevé, oscillant entre 210 et 280 jours selon les dispositifs.

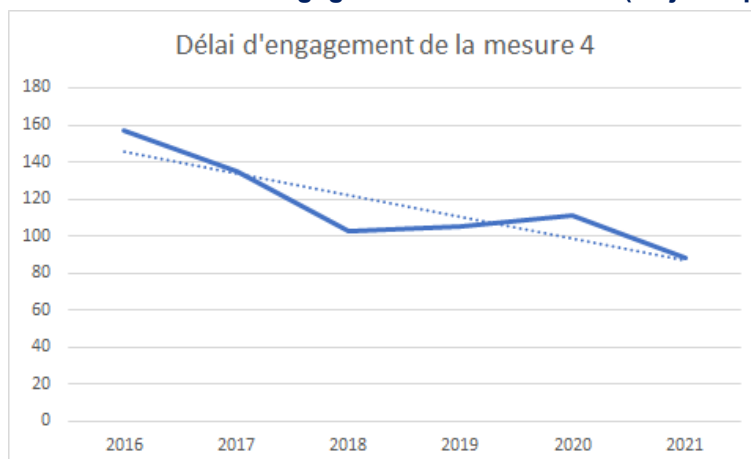
Les délais sont dus d'une part au temps nécessaire pour établir un dossier complet. Il est dans ce sens directement lié à la capacité des porteurs de projet ou des structures qui accompagnent les porteurs de projets, à produire un dossier de qualité et complet.

La situation sociale et fiscale des demandeurs d'aide est souvent le facteur bloquant de l'instruction et le facteur qui induit le plus de délais.

Une part des délais est due au turn-over important dans les services instructeurs.

## Le délai d'engagement global des dossiers de la mesure 4 :

**Figure 18 – Évolution du délai d'engagement de la mesure 4 (en jours par en année)**



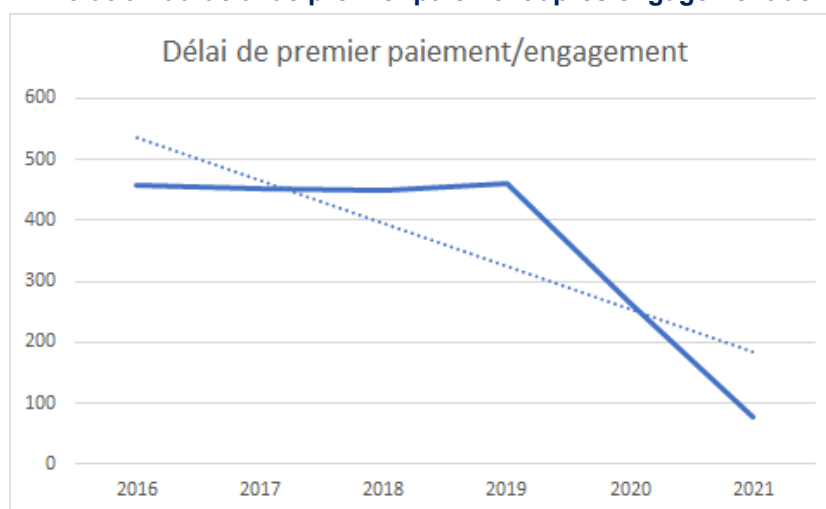
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

La courbe des délais d'engagement globaux sur la période 2016 – 2021 est très sensiblement décroissante, passant de 156 jours en 2016 à 88 jours en 2021.

Ceci est révélateur d'une montée en puissance, en compétences des équipes de la collectivité Territoriale de Guyane et de la DEAAF, dans la gestion des dossiers relevant de la mesure 4. Il reste que ce délai est très important et source de blocage dans le démarrage des projets et dans le financement bancaire notamment.

## Le délai de premier paiement des dossiers de la mesure 4 :

**Figure 19 – Évolution du délai de premier paiement après engagement de la mesure 4**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

La courbe du délai du premier paiement sur la mesure 4 est relativement stable jusqu'en 2019 puis baisse très largement sur 2020 et 2021.

Cette baisse ne doit pas être considérée comme révélatrice, 60% seulement des dossiers de 2020 ayant reçu un premier paiement et un seul sur 2021.

Ce graphique révèle d'une part le temps long (environ 450 jours) s'écoulant entre l'engagement et le premier paiement qui peut avoir plusieurs causes :

- D'une part la lenteur de mise en œuvre des projets de la part des bénéficiaires. Seuls

les dossiers du TO 433 semblent relativement épargnés par ces retards, affichant un délai de premier paiement à 223 jours.

- D'autre part, la lenteur dans le processus de paiement de l'autorité de gestion.

#### **c/ Évaluation in itinere et adaptations de la mesure en cours de programmation**

---

*Des adaptations de la mesure ont été effectuées concernant les différents TO au fur et à mesure de la programmation, pour l'essentiel pour élargir « à la marge » ou clarifier la liste des coûts admissibles, principalement en ce qui concerne le TO 411.*

---

##### **PDRG V2 (février 2016)**

###### **TO 411 :**

Réintroduction de l'acquisition de matériels et d'équipements agricoles, la construction, agrandissement, modernisation des bâtiments de stockage dans la liste des coûts admissibles dans la filière fruits et légumes.

##### **PDRG V3 (février 2017)**

###### **TO 411 :**

- Introduction du secteur horticole dans les investissements spécifiques éligibles
- Ajout de l'éligibilité des engins (pelles, bulls, ...) dès lors qu'ils sont portés par une CUMA agréée par le Haut Conseil de la Coopération agricole
- Modification de la grille de modulation des aides pour le critère "Investissement structurant" : "dimension collective" remplacée par "soutenu par une OPA" (4 points) ; "individuel" remplacé par "individuel à portée collective" (2 points)
- Ajout d'un principe de sélection par Appel à Projet avec un taux d'aide à 85%

##### **PDRG V5 (mai 2018)**

###### **TO 411 :**

- Complétude de la liste des coûts admissibles : Achat de semences fourragères autorisées (hors espèces annuelles) pour la mise en place de nouvelles pâtures
- Correction d'une erreur dans la liste des coûts admissibles : Remplacement de "Achat de plants (espèces pérennes et semi-pérennes) certifiés par un organisme agréé" par : "Achat de plants (espèces pérennes et semi-pérennes) provenant d'un pépiniériste reconnu et immatriculé par la DAAF".
- Suppression du terme "chair" dans la ligne dédiée aux volailles
- Ajout de l'"apiculture" dans la liste des coûts admissibles

##### **PDRG V6 (septembre 2018)**

###### **TO 411 :**

- Introduction de l'éligibilité des investissements liés aux installations de méthanisation initialement exclues

###### **TO 421 :**

- Ajout des activités de restauration dans les exclusions à l'éligibilité de la mesure

**TO 431 :**

- Suppression de la limite de 20% du total des dépenses éligibles pour ce qui concerne les études préalables

**TO 433 :**

- Suppression du TO 434 dédié à la production d'énergies renouvelables
- Suppression de l'association du DP 5C

**PDRG V8 (mai 2019)**

**TO 431 :**

- Suppression de la limite de 20% des dépenses immatérielles pour le TO 431 oublié dans la modification de 2018 au niveau des coûts éligibles

**PDRG V10 (juillet 2020)**

**TO 421 :**

- Modification permettant d'intégrer les frais d'études préalables dans la limite de 20% des dépenses éligibles

**PDRG V10 (juillet 2020)**

**TO 411 :**

Modification coûts éligibles :

- Le système de reconnaissance et d'immatriculation des pépinières n'est pas encore mis en place en Guyane. De ce fait l'AG retire la notion de « reconnue et agréée » pour les plants dans les coûts admissibles
- Dans le cadre de la mise en place du pacte biosécurité bien-être animal du plan France Relance l'AG ajoute « Tous les investissements éligibles au pacte biosécurité bien-être animal du plan France Relance » dans les coûts admissibles

**TO 441 :**

- Précision apportée sur le lien avec les mesures 10 et/ou 11
- Ouverture de la sélection par appel à projet pour la plantation de haies dans le cadre du plan de relance

## **4.2.2. TO 411 – Modernisation des exploitations agricoles**

### **a/ Cadre d'intervention du TO**

L'aide vise à soutenir les investissements physiques pour améliorer la viabilité des exploitations agricoles et leur compétitivité, afin d'assurer la mise sur le marché de produits à un prix et à un niveau de qualité acceptable pour le consommateur, de développer et d'améliorer la performance des secteurs agricoles de favoriser la diversification des activités de l'exploitation, dans un souci de respect de l'environnement et de généralisation de nouvelles pratiques culturales.

Les investissements ciblés doivent être réalisés dans le cadre d'un plan d'entreprise (PE) viable économiquement et réalisable par le porteur de projet.



**Bénéficiaires :**

Agriculteurs, Groupements d'agriculteurs et CUMA. Les Entreprises de travaux agricoles sont exclues du dispositif.

**Coûts admissibles :**

Investissements matériels définis spécifiquement pour chaque filières et frais généraux liés dans la limite de 20% du total éligible et plafonné à 1500 €.

**Conditions principales de l'aide :**

- Présentation d'un plan d'entreprise sur 4 années
- Disposer du foncier (titre, avis favorable du propriétaire, commission d'attribution foncière)
- Règles spécifiques liées à l'autoréalisation, à l'éligibilité d'investissements liés à la mise aux normes réglementaires, aux investissements hydrauliques
- Nécessité d'une preuve de dépôt d'un dossier de demande d'autorisation auprès des autorités compétentes pour les travaux soumis à déclaration ou autorisation.

**Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement, par appel à projets (AAP), procédure de marché public, appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur la base des critères de sélection.

**Priorité sera donnée aux dossiers :**

- Portés par les jeunes agriculteurs en cours d'installation, aux primodemandeurs, aux projets collectifs et en fonction de l'historique du montant des investissements subventionnés du porteur
- Mettant en œuvre des filières et modes de production prioritaires définis dans le PRAD
- Privilégiant une démarche entrepreneuriale globale au niveau de l'exploitation
- Permettant l'amélioration des performances énergétiques des exploitations
- Permettant une économie d'eau supérieure à 5 % sur les installations existantes
- Utilisant des pratiques environnementales plus vertueuses.

L'ensemble des éléments d'appréciation devra être présent dans les dossiers et en particulier ressortir clairement dans le PDE.

**Montant et taux d'aide :**

Taux d'aide publique : 30%.

Dans le cadre de la sélection périodique, l'aide sera modulée entre 30% et 75% en fonction du type d'investissements, du type de bénéficiaires et du coût total du projet.

Dans le cadre des AAP, l'aide sera portée à 85%.

Une grille d'analyse fixe les taux applicables.

**Indicateurs associés :**

TO 4.1.1 : Modernisation des exploitations agricoles	O1- Total des dépenses publiques		
	O2 - Total des investissements		
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues		
	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus		

## b/ Bilan de réalisation du TO

Le TO 411 présente un taux de programmation de 103% pour un taux d'engagement de 94%. Le rythme de programmation global est régulier sur la période. Le taux de paiement global est relativement faible à 56% sur les dossiers engagés, du fait de nombreux dossiers anciens (2016 à 2019) pas encore soldés début mai 2022.

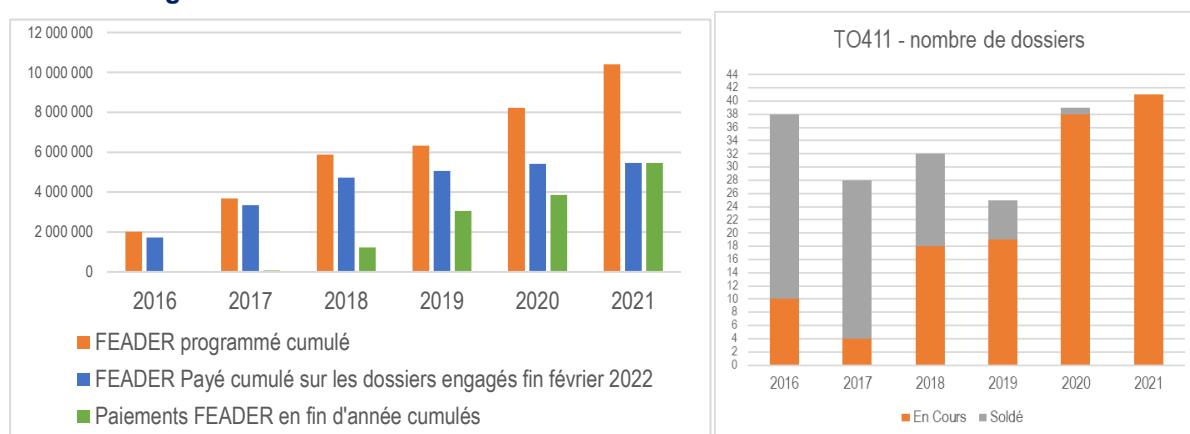
La répartition géographique des investissements, en nombre de dossiers et en montant d'aide, indique une certaine cohérence : les communes avec une grande SAU ou un grand nombre d'exploitants agricoles sont là où se concentrent les investissements aidés, avec deux communes bien que plus petites et avec moins d'exploitants agricoles, Montisinéry et Roura qui présentent un fort dynamisme.

Cinq communes isolées de l'intérieur (mais aussi du littoral) n'émargent pas au dispositif.

Les délais d'engagement puis de premier paiement après engagement sont particulièrement longs, atteignant en moyenne 18 mois en cumulé. L'explication est en partie imputable au temps de gestion administrative, mais aussi aux difficultés des bénéficiaires à mettre en œuvre leur projet et effectuer leur première demande de paiement. Pour certains dossiers, la réalisation totale du projet peut prendre beaucoup de temps, avec une incertitude sur son aboutissement.

L'essentiel des dossiers a un coût total (éligible) de 20k€ à 150k€. Le budget moyen est supérieur que prévu, dans la mesure où l'atteinte potentielle de la cible est de 85% en termes de dépenses publiques (montant de l'aide) et de seulement 60% en termes de nombre de bénéficiaires (179 pour une valeur cible de 300).

**Figure 20 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 411**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 32 – Évolution de la réalisation du TO 411**

Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	2 367 232	2 012 150	1 731 672	86%	0	0%
2017	4 336 539	3 686 061	3 342 072	91%	65 420	2%
2018	6 920 053	5 882 047	4 719 359	80%	1 225 518	21%
2019	8 284 789	6 333 024	5 059 790	80%	3 050 577	48%
2020	10 643 286	8 219 174	5 417 585	66%	3 854 819	47%
2021	13 667 270	10 409 142	5 466 314	53%	5 466 314	53%
<b>TO411</b>	<b>13 667 270</b>	<b>10 409 142</b>	<b>5 466 314</b>	<b>53%</b>	<b>5 466 314</b>	<b>53%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 33 – taux de réalisation du FEADER en regard de la maquette du TO 411**

Mesures (en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO411</b>	<b>10,39</b>	<b>10,65</b>	<b>103%</b>	<b>9,78</b>	<b>94%</b>	<b>5,79</b>	<b>56%</b>

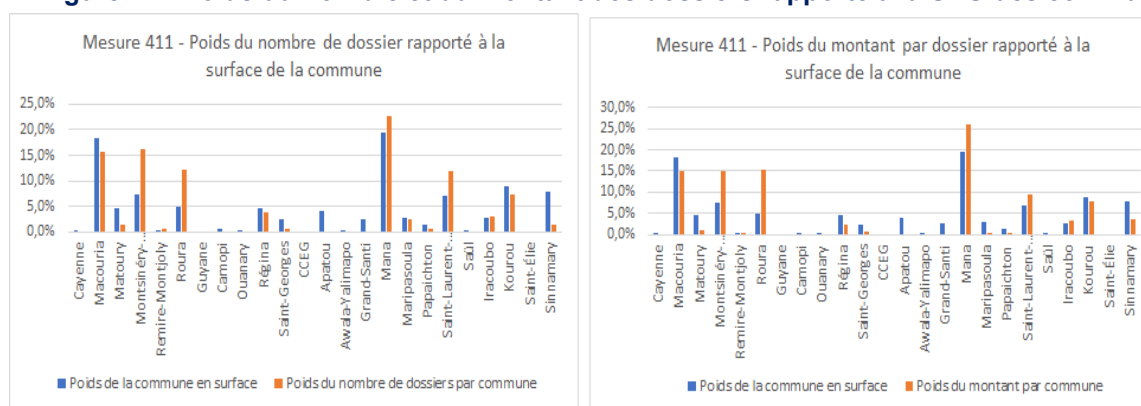
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Globalement, le TO 411 présente un taux de programmation de 103% pour un taux d'engagement de 94%.

Le rythme de programmation global est régulier sur la période.

Le taux de paiement global est de 56%, soit un pourcentage relativement faible, en particulier du fait que de nombreux dossiers anciens (2016 à 2019) ne sont pas soldés à la date de l'évaluation.

### La distribution des aides par communes (SAU) des communes :

**Figure 21 - Poids du nombre et du montant des dossiers rapporté à la SAU des communes**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

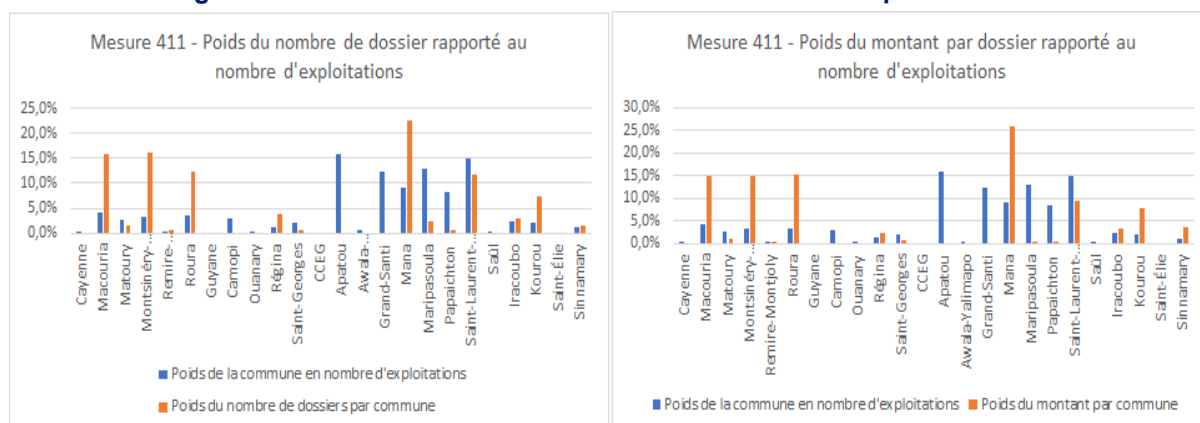
Les graphiques en nombre de dossiers et en montant sont très bien corrélés, les communes affichant les plus grandes surfaces agricoles utiles, totalisant le nombre de dossiers et les montants les plus importants (Mana, Macouria Kourou, Saint Laurent du Maroni).

Deux communes se distinguent par un dynamisme tant en termes de nombre de dossiers que de montant FEADER par dossier. Il s'agit de Montsinéry-Tonnégrande et Roura.

Cinq communes totalisant 3.3 % de la SAU du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif (Cayenne, Camopi, Ouanary, Awala – Yalimapo, Grand Santi).

### La distribution des aides rapportées au nombre d'exploitations par communes :

Figure 22 – Poids du montant et du nombre de dossiers par commune



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les graphiques en nombre de dossiers et en montant sont moins bien corrélés. Les communes affichant le plus grand nombre d'exploitations agricoles, totalisant le nombre de dossiers et les montants les plus importants sont Mana et Saint-Laurent-du-Maroni.

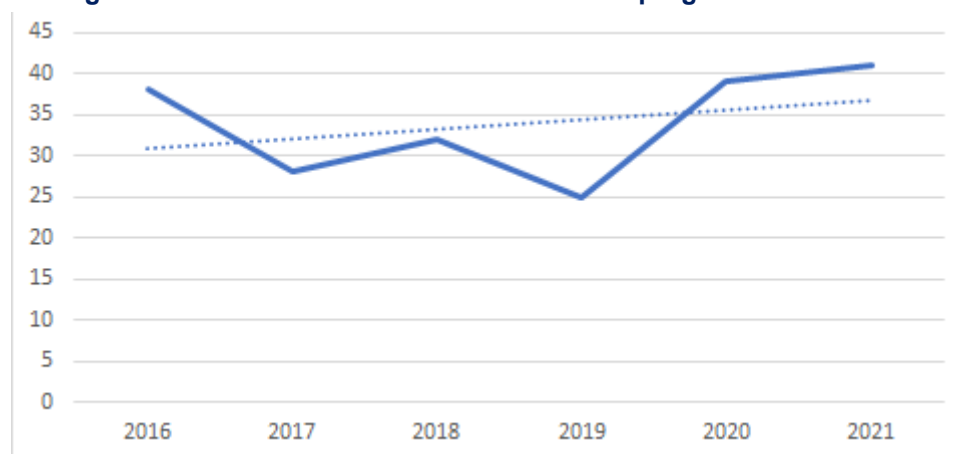
Les communes de Macouria, Montsinéry, Roura et Kourou, bien qu'affichant un nombre d'exploitations moins élevé, présentent un fort dynamisme en termes de dépôt de dossiers et de montants mobilisés.

Cinq communes totalisant 16.2 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif (Cayenne, Camopi, Ouanary, Awala – Yalimapo, Grand Santi).

Les communes de Camopi (174 exploitations) et Grand Santi (755 exploitations) apparaissent comme oubliées du dispositif.

### Le rythme de programmation :

Figure 23 – Évolution du nombre de dossiers programmés du T0411



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

La baisse du nombre de dossiers programmés sur 2017 pourrait être liée aux événements sociaux de 2017. Il en est de même de la baisse de 2019 susceptible de révéler un impact de la crise COVID sur le rythme de programmation.

Il reste que la courbe de tendance est croissante sur la période 2016 – 2021 révélant une montée en puissance du rythme programme sur la période.

### Le délai d'engagement :

- 186 dossiers ont été engagés sur les 203 dossiers programmés, soit 91.6%.
- Le délai moyen d'engagement est de 114 jours soit près de 4 mois.

### Le délai du premier paiement après engagement :

- 126 dossiers sur 203 ont reçu un premier paiement, soit 62%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 432 jours soit plus de 14 mois.

### Le paiement des dossiers soldés :

- 73 dossiers sur 203 sont soldés soit 36%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers soldés est de 98% (pour un minimum de 34% et un maximum de 100%).

### Le paiement des dossiers non soldés :

- 53 dossiers sont partiellement payés soit 26%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 65%.
- 3.77 M€ sont engagés pour 1.9 M€ de payés.

### Dossiers en cours sans demande de paiement :

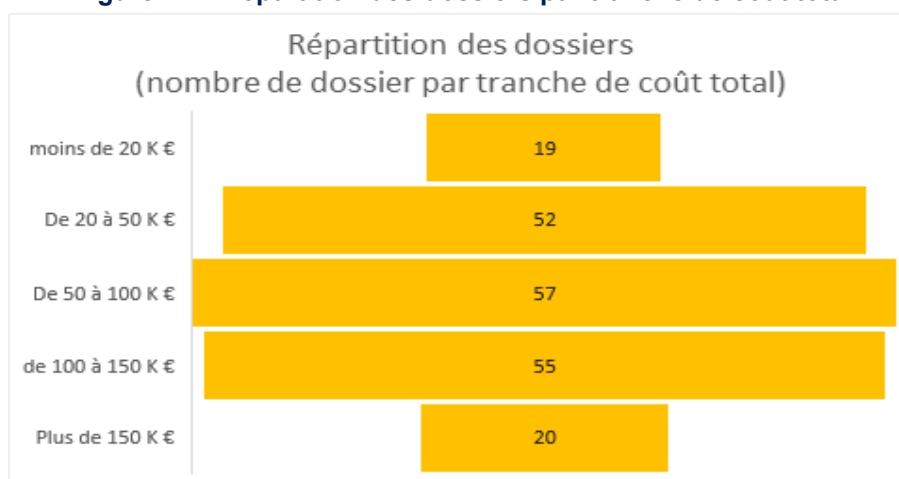
- 77 dossiers n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de paiement soit 38%.

### Au total en montants FEADER :

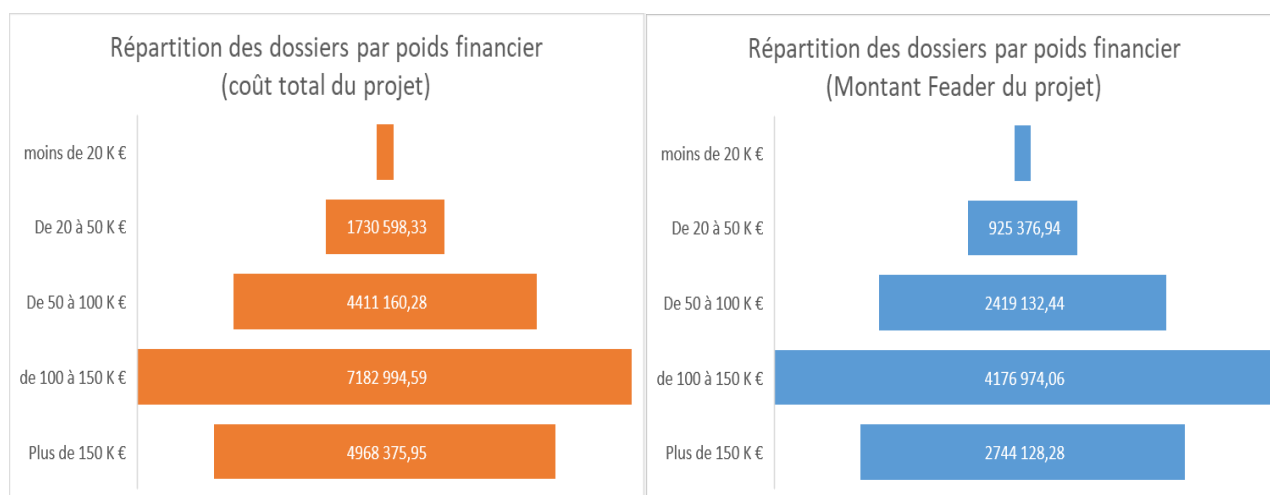
- Dossiers programmés : 10 649 180 €
- Dossiers engagés : 9 775 919 € (94 % des montants sont engagés).
- Dossiers payés : 5 786 631 € (54% des montants programmés sont payés).

### La répartition financière des dossiers :

**Figure 24 – Répartition des dossiers par tranche de coût total**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La très grande majorité des dossiers se concentrent sur une tranche de 20 à 150 k€.

Cela peut-être notamment expliqué par la limite fixée pour le premier dossier des bénéficiaires de la DJA à 150 k€.

La part des « gros dossiers », dont le montant coût total est supérieur à 150 k€ et de 10% en nombre de dossiers et de 26% en montant soit une part non négligeable.

Ils concernent principalement des dossiers d'investissements liés à l'élevage.

#### Les indicateurs :

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la date de l'évaluation.

**Tableau 34 – Indicateurs de réalisation du TO 411**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte (dossiers engagés)	Pourcentage d'atteinte de la cible
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation	6,0%	3,2%	53%
Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation	360	192	53%
Nom de l'indicateur contextuel	Valeur de l'année de base		
Exploitations agricoles (fermes) - nombre total	5 990		

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

La cible n'est pas encore atteinte.

L'indicateur est alimenté par le nombre d'exploitations bénéficiaires de la mesure 411, soit 179 exploitations et le nombre d'exploitations bénéficiaires de la mesure 631 (Dotation aux petites exploitations, soit 131 bénéficiaires).

Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte (dossiers engagés)	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
	Nombre d'exploitations bénéficiant du soutien à	300,00	30	179	60%

	l'investissement pour les exploitations agricoles (4.1)				
M04 - Investissements physiques (article 17)	Total des investissements (en €) (publics et privés)	25 178 044	1 671 242	18 546 579	74%
	Total des dépenses publiques (en €) (4.1)	16 113 948	1 671 242	13 667 270	85%
	Total des dépenses publiques (en €)	16 113 948	1 671 242	13 667 270	85%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

L'indicateur financier en dépenses publiques concernant le TO 411 est quant à lui atteint à un bon niveau (85%). En termes d'investissements il n'est que de 74%, car le taux moyen d'aide est supérieur à celui qui a été maqueté.

### c/ Évaluation des résultats du TO

*Les visites de terrain complétées d'une enquête quantitative, montrent en premier lieu que la profession agricole est fortement impactée par des grandes crises depuis 2017, la crise sociale de 2017, la crise COVID depuis 2020, les intempéries climatiques en particulier l'épisode très pluvieux depuis 2021 auxquels s'ajoutent les conséquences de la crise Ukrainienne qui amplifient les coûts des équipements et des intrants ainsi que les délais d'importation.*

*Le dispositif dédié à l'accompagnement de l'investissement dans les exploitations agricoles bénéficie d'un retour globalement satisfaisant des bénéficiaires. L'enquête quantitative indique 82% des bénéficiaires ont été accompagnés, majoritairement pas un cabinet privé. Cet accompagnement est toutefois limité au montage du dossier, et il est souligné la nécessité d'un meilleur accompagnement administratif et technique avant et après le montage du dossier pendant la réalisation du projet.*

*Les délais administratifs sont vécus comme longs, voire très longs, sur toute la chaîne de traitement des dossiers. Cela a des conséquences sur la mise en œuvre des projets, des difficultés financières accrues. Cet allongement dans la réalisation des projets, aggravé du fait des intempéries d'une part et des retards dans les importations, induit en retour des temps administratifs supplémentaires. Cela a conduit des agriculteurs à préférer d'autres dispositifs d'aide, moins avantageux, mais plus rapides comme la défiscalisation ou le crédit d'impôt.*

*L'enquête a également révélé des inquiétudes quant à la transition de la programmation 2014-2022 à 2023-2027.*

*Il a été également identifié un manque d'outils d'ingénierie financière, le secteur bancaire étant souvent inaccessible pour les bénéficiaires. 45% des bénéficiaires déclarent avoir eu des difficultés pour apporter leur part d'autofinancement.*

*Par ailleurs, des voies de simplification administrative sont souhaitées.*

*L'impact des investissements est donné comme principalement à 81% concernant les conditions de travail (mécanisation, équipements facilitant le travail...), à 55% visant la diversification, à 53% l'amélioration du revenu et à 44% l'environnement (principalement la réduction des intrants chimiques). Très peu d'embauche liée aux*



*investissements, et également très peu d'investissements en liés à l'agriculture biologique.*

*Soulignons qu'en dépit des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets financés, 76% des bénéficiaires répondants ont déclaré être satisfaits ou très satisfaits du dispositif. Il demeure 24% d'insatisfaits ou très insatisfaits...*

---

### **Les visites de terrain :**

18 exploitations agricoles ont fait l'objet d'une visite sur place au cours de l'évaluation.

Elles ont permis de rencontrer une variété de types d'exploitations :

- Exploitations maraîchères,
- Exploitations à dominante fruitière
- Exploitations spécialisées en productions animales (Poules pondeuses, ovins, porcins, bovins),
- Exploitations spécialisées dans des productions de niche (Miel, Cacao, Vanille).

**Les visites montrent en premier lieu que la profession agricole est fortement impactée par des grandes crises depuis 2017.**

### **La crise sociale de 2017 :**

Elle a paralysé l'activité économique pendant 5 semaines entre mars et avril 2017. Elle a fait chuter l'indicateur de climat des affaires de 20%, atteignant son plus bas niveau depuis 2001 (données IEADOM – Rapport annuel 2020).

Elle a débouché sur les accords de Guyane, signés par l'État, qui se déclinent notamment par :

- Le plan d'urgence pour la Guyane (1,085 milliard d'euros), dont la cession de 250 000 ha de foncier aux collectivités locales et 400 000 ha aux communautés amérindiennes).
- Des accords thématiques incluant 141 mesures ont permis d'assurer un certain volume d'activité aux entreprises, notamment agricoles.
- Le plan de convergence et de transformation est par ailleurs conçu comme un outil permettant de répondre aux enjeux de développement de la Guyane à l'horizon de 10 à 20 ans dans une dynamique de co-développement.

### **La crise COVID :**

La crise COVID a entraîné des conséquences importantes sur les revenus des exploitations agricoles et en particulier les exploitations fruits et légumes. En effet, la période de confinement a obligé les agriculteurs à réorganiser leurs circuits de production.

Le marché de Cayenne a été largement impacté, conduisant d'une part à réduire le nombre de places disponibles, d'autre part à diminuer le nombre de créneaux de vente offerts aux producteurs guyanais.

Bien que certains producteurs aient réussi à écouler leur production via le développement de circuits courts, tous n'ont pas réussi de la même manière à résister à cette brusque diminution d'activité.

En 2020, la CTG a mis en œuvre une mesure exceptionnelle dotée de 2 M€ pour faire face aux problèmes de liquidité des petites entreprises. Dotée de 2 millions d'euros, elle visait initialement 350 bénéficiaires via une aide forfaitaire de 3000 euros pour les agriculteurs.

L'intégralité des dossiers a été soldée.

### **Les intempéries :**

Les années 2021 et 2022 se révèlent être des années particulièrement humides sur des périodes dites « sèches ».

Le traditionnel « été de mars » n'a pas été ressenti sur ces deux années.

Les terrains ont été inondés dans de nombreux secteurs et notamment cacao.

L'impact sur les cultures légumières de plein champ est indéniable et a notamment conduit l'état à déclarer l'état de catastrophe naturelle en 2022 sur 14 communes (Apatou, Cayenne, Grand-Santi, Iracoubo, Mana, Maripasoula, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Papaïchton, Rémire-Montjoly, Roura Régina, Saint-Laurent, Sinnamary).

Ces trois crises peuvent expliquer à elles seules le climat très morose dans les campagnes guyanaises qui a été constaté pendant l'enquête.

La Guerre en Ukraine vient renforcer ce climat, compte tenu de l'augmentation des intrants et du prix des matériaux constatés depuis le conflit et les tensions qui apparaissent sur les délais de livraison de matériel en Guyane.

### **Le dispositif dédié à l'accompagnement de l'investissement dans les exploitations agricoles bénéficie d'un retour globalement satisfaisant des bénéficiaires :**

Le dispositif d'aide est jugé comme un élément indispensable à la compétitivité des entreprises agricoles.

Est relevé le fait que l'investissement serait très difficile voire impossible sans ce dispositif d'aide.

Les taux d'aide appliqués sont eux aussi jugés satisfaisants même si certains ajustements pourraient être opérés.

### **Il est néanmoins souligné la nécessité d'un meilleur accompagnement administratif et technique :**

Cette thématique est récurrente aux entretiens menés de manière quasi systématique par les bénéficiaires.

Le potentiel de développement de la production agricole est ressenti comme réel dans tous les types de production, mais se heurte à deux grandes problématiques :

- L'absence d'accompagnement administratif : de nombreuses exploitations sont très démunies devant les tâches administratives notamment liées à la mobilisation des aides ce qui explique pour partie le faible niveau d'accès aux aides dédiées à la modernisation des exploitations agricoles.
- Le manque d'accompagnement technique : est lui aussi largement pointé même s'il doit être relativisé compte tenu des mesures prises suite aux événements sociaux de 2017 et aux opérations menées dans le cadre des mesures 1 et 16 du PDRG. Il n'en demeure pas moins que le manque d'accompagnement est vécu comme une barrière au développement de la production guyanaise et qu'il apparaît comme un élément de complémentarité essentiel au dispositif de soutien aux investissements agricoles (voir analyse complète sur la mesure 1, dans le chapitre 4.1 ci-dessus).

**Les délais administratifs sont vécus comme longs voire très longs sur toute la chaîne de traitement des dossiers :**

- Le temps d'instruction initial des dossiers.
- Le temps d'établissement des conventions.
- Le temps de traitement des demandes de paiement.

Ces délais administratifs amènent des problématiques spécifiques :

- Un décalage important entre les devis présentés au moment du dépôt du dossier et les prix finaux pratiqués par les fournisseurs.
- Une perte de confiance des fournisseurs utilisant la cession de créance sur subvention susceptible de mettre en difficulté le dispositif. Les fournisseurs peuvent se retrouver en difficultés financières du fait des délais de paiement des subventions.
- La perte de vision à court et moyen termes des agriculteurs due à l'absence de visibilité sur l'état de traitement des dossiers
- Le décalage dans la mise en œuvre des plans d'entreprise susceptible d'entraîner des conséquences sur le montant de la Dotation aux Jeunes Agriculteurs. Sont en particulier pointées les modulations liées à l'emploi, les prévisions étant décalées dans le temps du fait du décalage dans la mise en œuvre des projets.
- Des retards dans la mise en œuvre des projets qui induisent en retour des temps administratifs supplémentaires liés à la nécessité de proroger les conventions (temps administratif lié aux avenants des conventions initiales). Il y a là un cercle vicieux, les délais administratifs entraînant d'autres délais administratifs.
- Des retards dans les investissements tributaires de la saison des pluies.
- Une stratégie de contournement des fonds européens est parfois opérée par les agriculteurs, préférant mobiliser la défiscalisation ou le crédit d'impôt qui, s'ils présentent l'inconvénient d'un taux d'intervention moins important que le FEADER, ont l'avantage de la rapidité de traitement.

**Des inquiétudes sur la transition de la programmation 2014-2022 à 2023-2027 :**

La perspective de la fin de la programmation et des bouleversements qui vont accompagner le futur cycle de programmation 2023-2027 est source d'inquiétude de la part des agriculteurs. Le transfert de la gestion des mesures non surfaciques des services de l'État à la Collectivité Territoriale de Guyane est ainsi vécu comme présentant un nouveau risque de retard dans le début de la programmation et des délais supplémentaires dans la gestion des dossiers de demande d'aide.

**Un manque d'outils d'ingénierie financière dédiés ou accessibles aux agriculteurs :**

- Le secteur bancaire apparaît comme souvent inaccessible aux agriculteurs, nonobstant l'existence du FOGAP.
- La possibilité de recourir aux avances est perçue comme une solution qui pourrait permettre d'accélérer la mise en œuvre des projets.

**Des voies de simplification souhaitées :**

Si les voies de simplifications ne sont souvent pas identifiées, elles sont cependant souhaitées notamment en matière de délais administratifs et d'accompagnement administratif et

technique des agriculteurs et de simplification des procédures.

### Des pistes sont néanmoins dessinées concernant :

- La nécessité de mieux accompagner les structures collectives de type CUMA en termes de taux d'aide.
- La nécessité de mieux accompagner les filières de niche en termes de taux d'aide.
- La simplification des obligations liées à la présentation des devis (adaptation des seuils aux réalités ultramarines).

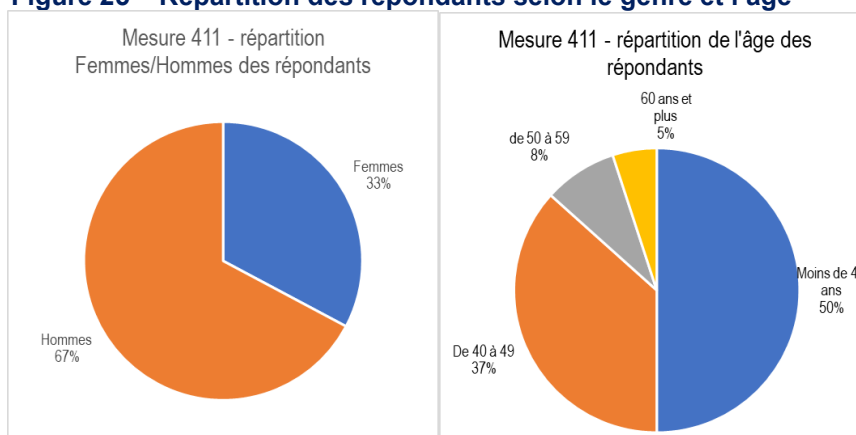
### L'enquête en ligne :

L'enquête en ligne a reçu 62 réponses pour 203 dossiers analysés soit 30.5%.

Les réponses faites en ligne par les bénéficiaires ont pu être complétées par les visites sur place des exploitations.

### La répartition des répondants à l'enquête concernant le TO 411:

**Figure 25 – Répartition des répondants selon le genre et l'âge**

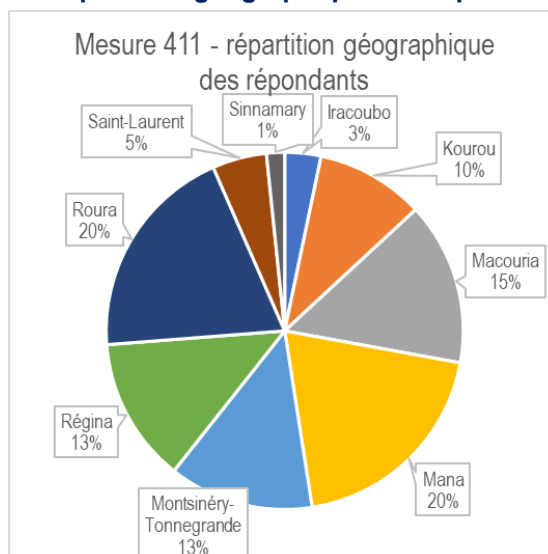


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

Les femmes qui représentent 52 % des exploitations guyanaises (recensement 2020) sont sous représentées dans les réponses à l'enquête, ce qui s'explique par le fait que les femmes sont plus souvent présentes dans la petite agriculture, à l'image de la répartition des femmes parmi les bénéficiaires du TO 411, soit 35%.

87% des répondants ont moins de 50 ans et 82% sont des exploitations individuelles.

**Figure 26 – Répartition géographique des répondants TO 411**



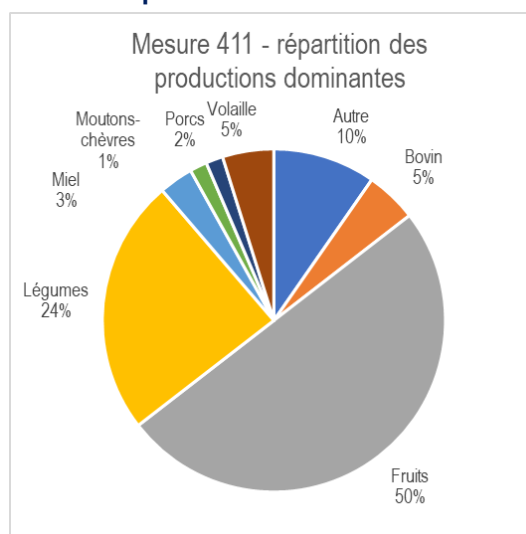
Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

La répartition géographique des répondants reprend la géographie agricole dominante de la Guyane.

Cependant, seules 9 communes sont représentées, les communes isolées étant absentes.

#### Les filières :

**Figure 27 – Répartition des productions dominantes des répondants TO 411**



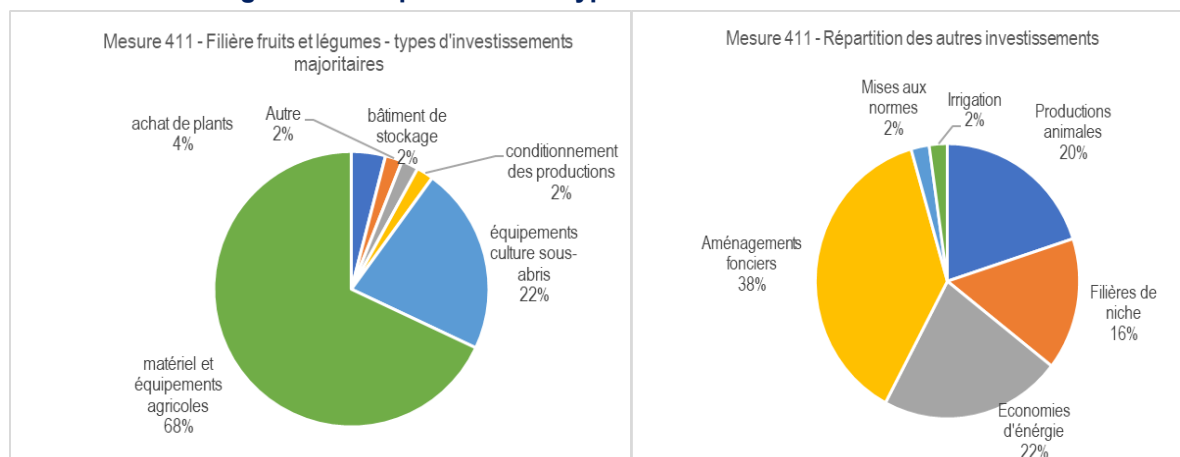
Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

L'ensemble des filières de production guyanaise est représenté, avec une dominante fruits et légumes.

Les exploitations spécialisées en production végétales représentent 53.4 % en 2020, les exploitations mixtes 42.8 % (recensement agricole 2020).

## Répartition des investissements :

**Figure 28 – Répartition des types d'investissements du TO 411**



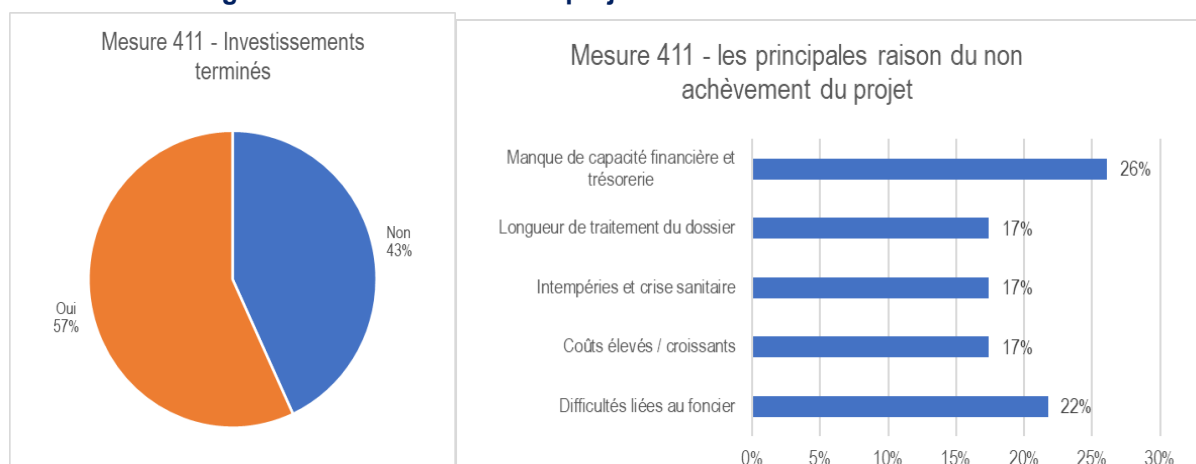
Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

Le matériel agricole et les équipements sous serre constituent la majorité des investissements réalisés dans la filière fruits et légumes.

Les aménagements fonciers, les investissements liés aux économies d'énergie ainsi que les filières de niche occupent une place importante dans les dossiers portés dans les autres filières.

## Niveau d'avancement des projets d'investissement :

**Figure 29 – Achèvement des projets d'investissements du TO 411**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

57% des répondants affirment avoir terminé leur investissement, taux supérieur au taux de dossiers soldés (36%).

Les cinq raisons majoritaires des retards dans les projets sont conformes aux difficultés relevées lors de visites d'exploitations.

## Les taux d'aide :

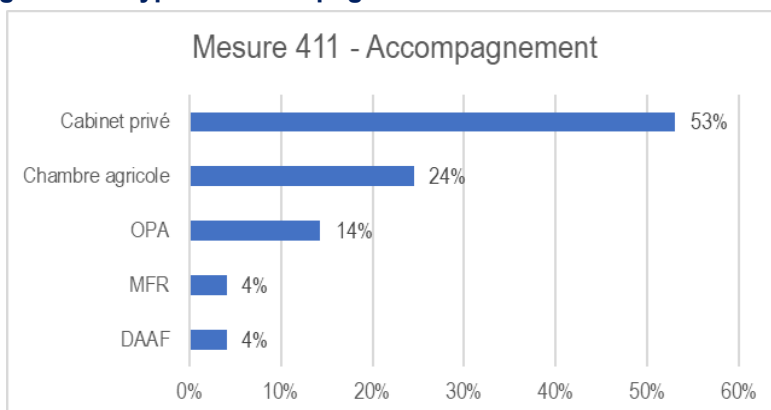
86% des dossiers ont bénéficié du taux d'aide de 75%.

3% ont bénéficié d'un taux majoré à 85%.

72 % des répondants considèrent que le taux d'aide appliqué est satisfaisant.

## L'accompagnement des exploitations :

**Figure 30 – Types d'accompagnement des bénéficiaires du TO 411**



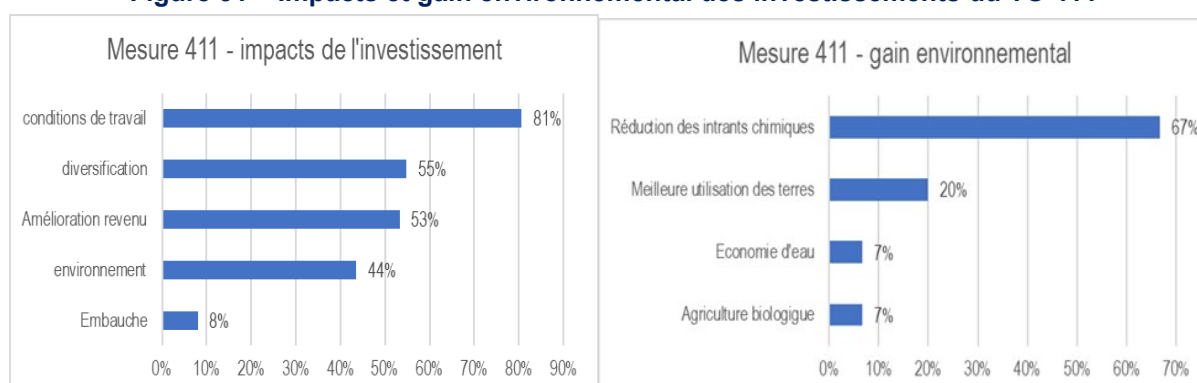
Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

82% des répondants ont été accompagnés, majoritairement par un cabinet privé.

Le fléchage de la DAAF comme accompagnant provient des conseils donnés par les agents de la DAAF, mais ne constituent pas un accompagnement en tant que tel.

## L'impact des investissements :

**Figure 31 – Impacts et gain environnemental des investissements du TO 411**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

L'impact majoritaire des investissements concerne l'amélioration des conditions de travail.

L'impact sur l'emploi semble très réduit (8%).

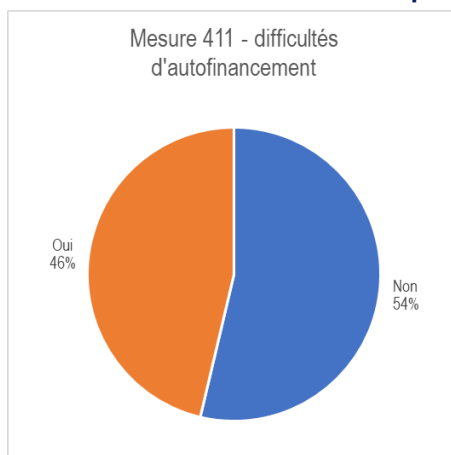
Le gain environnemental est principalement orienté vers la réduction des intrants chimiques et l'amélioration de l'utilisation des terres. Les investissements dédiés concernent principalement des équipements de gestion de l'enherbement.

Les gains liés à l'agriculture biologique apparaissent pour 7%.



## L'autofinancement des investissements :

**Figure 32 – Difficultés d'autofinancement rencontrées par les répondants TO 411**

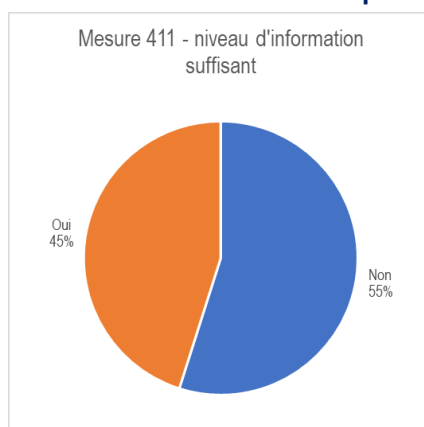


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

La problématique de l'autofinancement reste un sujet bien que 54% des répondant affirment ne pas avoir rencontrer de problème pour le constituer.

## L'information sur les fonds européens :

**Figure 33 – Niveau d'information des répondants TO 411**

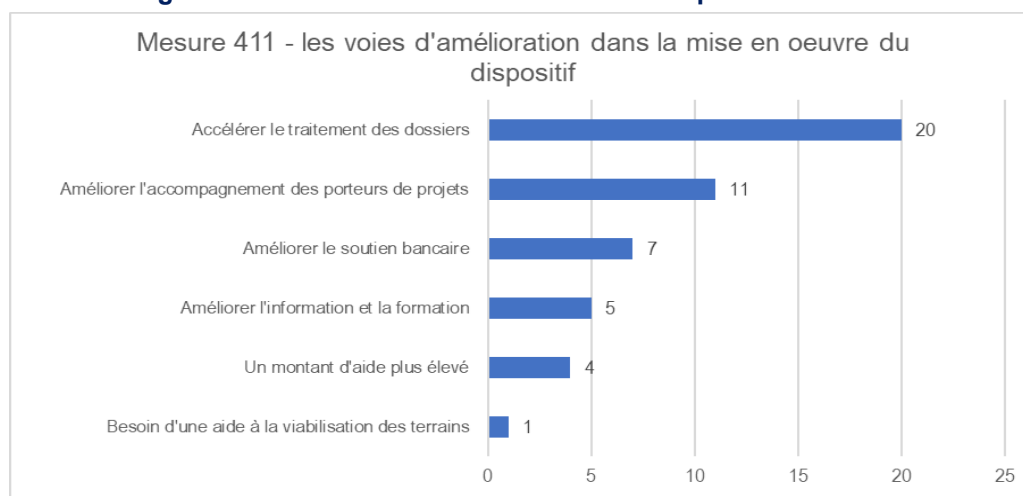


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

Le retour des bénéficiaires indique la nécessité de poursuivre les efforts d'accompagnement et d'information sur les fonds européens auprès des agriculteurs.

## Les voies d'amélioration identifiées :

**Figure 34 – Voies d'amélioration selon les répondants TO 411**

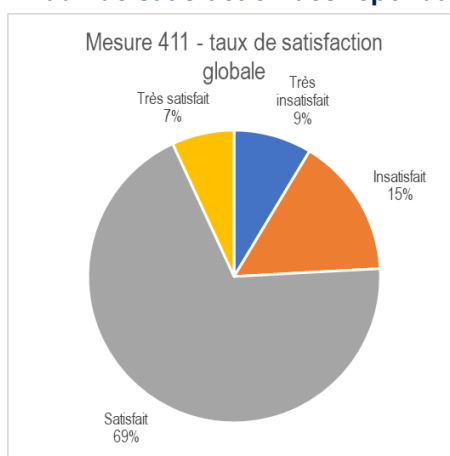


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

Des voies d'amélioration qui passent principalement par la rapidité de traitement des dossiers ainsi qu'un meilleur accompagnement des porteurs de projets.

## Le taux de satisfaction du dispositif :

**Figure 35 – Taux de satisfaction des répondants TO 411**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires mars-avril 2022

76% des répondants se considèrent comme satisfaits ou très satisfaits du dispositif.

## d/ Analyse de la pertinence

*L'analyse de deux appels à projets récents et ciblés donnent plusieurs indications intéressantes :*

- *le couplage de l'octroi de l'aide avec une formation technique lié à l'investissement est un gage de réussite dans la réalisation de l'opération, mais dans la pérennité des projets financés*
- *le besoin d'aide à l'investissement est important, mais au final le nombre de*

*dossiers éligibles puis retenus subit une forte décote ; 57 dossiers ont été reçus dans l'AMI Serres et au final seulement 12 ont pu être programmés.*

*- en dépit de la mobilisation des OPA et de l'accompagnement, les retards pris dans le traitement des dossiers ont conduit à une augmentation des devis qui a fait réduire l'objectif des projets en nombre de serres.*

*- l'APP lié au plan de relance sur une thématique ciblée « amélioration des conditions d'élevage » a pu plutôt rapidement intéresser 6 éleveurs pour des projets plutôt conséquents (150 k€ en moyenne) ; le taux d'aide à 85% était incitatif, cela indique néanmoins le besoin important d'aide à l'investissement.*

*De façon plus globale, le TO 411 bien qu'ayant atteint ses objectifs en termes budgétaires, n'a pu bénéficier qu'à un peu moins de 200 exploitations. En regard des quelque 6000 exploitations agricoles de Guyane, cela fait très peu. Mais toutes les exploitations guyanaises ne sont éligibles, très sûrement en deçà des 835 agriculteurs ayant fait une déclaration de surface en 2021. Cela indiquerait que sur la seule cible des exploitations professionnelles, le taux de couverture de la TO 411 serait d'au moins de 25%, ce qui est loin d'être dérisoire.*

*Aussi le TO 411 qui visait à aider à la modernisation des exploitations agricoles orientées vers le marché (besoin 12) et le soutien au développement et à la diversification (besoin 21) répond bien à ses besoins, mais l'impact sur l'agriculture guyanaise dans son ensemble aurait été plus important si les 85% des petits agriculteurs non éligibles avaient pu être touchés ou du moins la partie d'entre eux, précisément en voie de professionnalisation.*

---

### **Analyse de deux appels à projets récents**

#### **1. AMI Serres :**

Un appel à manifestation d'intérêt relatif à l'acquisition de serres équipées en matériel d'irrigation a été lancé le 22/07/2019 avec une date de clôture prévue au 10/09/2019.

Compte tenu de la crise sanitaire, la date de clôture a été repoussée au 07 juillet 2020.

Doté d'un budget prévisionnel de 400 000 €, il avait pour objectif de contribuer au financement des investissements réalisés sur les exploitations agricoles ou leurs regroupements en vue de contribuer à :

- Augmenter les capacités de production des maraîchers,
- Augmenter le taux de couverture des légumes sur le marché local,
- Améliorer les performances économiques des exploitations.

Il était destiné à financer au maximum trois serres par exploitation, au taux majoré de financement de 85%.

Il a été accompagné d'un appel à projet destiné à l'accompagnement technique et acquisition de compétences en maraîchage sous serres », lancé le 29/11/2019 au sein du type d'opération 1.1.1 – Formation professionnelle spécifique agricole, agroalimentaire et forestière du PDRG.

La cible de cet appel à projets était constituée des agriculteurs sélectionnés dans le cadre de l'AMI précédent pour un budget global de 150 k€ avec un taux de financement de 100%.

Un dossier a été retenu, porté par la société Agronomie Services SAS, programmé en avril 2020.

Concernant l'AMI Serres, 57 dossiers ont été reçus dont seuls 14 ont été retenus au final.

Seuls 12 dossiers ont été programmés pour un total de dépenses éligibles de 321 270 €.

Deux dossiers n'ont pu remplir les conditions finales d'éligibilité leur permettant d'être programmés.

Le couplage de la mesure 4 avec la mesure 1 apparaît comme un gage de réussite et de pérennité des projets financés.

Les délais de traitement ont néanmoins entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets. L'augmentation des devis conduit à réduire l'objectif initial de financement de trois serres à deux.

## 2. AAP pacte de biosécurité et bien-être animal :

Lancé en avril 2021 avec une date de clôture au 25/06/2021, cet appel à projets avait pour objectif de permettre aux éleveurs d'investir pour renforcer la prévention des maladies animales et améliorer les conditions d'élevage pour accroître le bien-être animal.

Cet appel à projets fait partie du plan de relance et bénéficie d'un taux d'aide majoré à 85%.

6 dossiers ont été programmés sur cet appel à projets pour un montant de dépenses totales prévisionnelles de 939 873 €.

**Tableau 35 – Dépenses par dossier et bénéficiaire de l'APP Biosécurité et Bien-être animal (TO 411)**

NOM	Dépôt	Type	Détails projet	Montant total	Montant aide FEADER	Montant aide MAA
SAS LA CABRIOLE	02-août	1	Bâtiments caprins	259 106,94 €	44 032,88 €	176 220,51 €
PAYET	09-sept	3	Equipement porcherie	98 868,79 €	16 467,94 €	65 870,53 €
Dolor Stéphane	20-juil	3	cloture, abreuvement, plantation	44 549,41 €	7 596,05 €	30 270,88 €
DEMBA Ludovic	24-juin	2	balances, ruches, cuve, laminoire	18 946,00 €	3 230,00 €	12 873,54 €
JOSEPH FRANCOIS Ronald	25-juin	1	poulaillers et piste	93 402,00 €	15 878,77 €	63 513,43 €
EPLEFPA	16-juil	1	porcherie	425 000,00 €	210 012,96 €	151 251,11 €
			<b>TOTAL</b>	<b>939 873 €</b>	<b>297 219 €</b>	<b>500 000 €</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

L'impact financier de cet appel à projets est globalement important même si le nombre de bénéficiaires reste finalement faible.

Le montage financier conduit à mobiliser le FEADER très faiblement (20% du montant d'aide publique). L'effet levier du FEADER est donc faible sur ce type d'opération.

### **Atteinte des cibles et impact sur l'agriculture**

Au global sur le dispositif 411, les cibles financières fixées au sein du PDRG semblent cohérentes avec les résultats atteints début 2022. Elles se situent autour de 85% de la cible fixée.

La cible en nombre d'exploitations touchées par le dispositif 411 n'est pas atteinte. Le nombre de bénéficiaires du dispositif n'est que de 53%, soit moins de 200 exploitations agricoles pour une cible de 360.

Nous touchons la une des grandes limites du PDRG. En effet, le nombre d'exploitations agricoles sur le territoire est de 6 135 (Source dernier recensement agricole) en augmentation constante (tout comme la SAU). La plupart sont des petits agriculteurs qui peinent à se professionnaliser et à mobiliser les aides.

Aussi faut-il considérer la cible réelle du TO 411. Seulement 835 producteurs sont considérés comme des professionnels et déposent une déclaration surface. Et parmi ceux-ci nombre d'entre eux ne sont pas éligibles n'étant pas à jour d'un point de vue fiscal ou social. En outre nombreux sont aussi ceux qui n'ont pas la taille économique pour envisager et financer des investissements conséquents, correspondant à minima à une activité agricole à temps plein.

Si on limite la cible qu'aux seules exploitations professionnelles, le taux de couverture serait d'au moins 25%, ce qui est loin d'être dérisoire.

Mais la mesure 411 était destinée de façon globale pour l'agriculture à couvrir deux types de besoins principaux :

- Besoin 12 : Modernisation des exploitations agricoles orientées vers le marché
- Besoins 21 : Soutien au développement et à la diversification agricole

Ces deux besoins apparaissent comme bien couverts par la mesure, mais son impact pourrait être bien plus important si la mesure pouvait toucher les 85 % des producteurs guyanais (la petite agriculture informelle ou non professionnelle) qui ne bénéficient pas des aides, au moins pour la partie d'entre eux qui sont en voie de professionnalisation.

### **e/ Analyse de la cohérence**

*La complémentarité est forte avec le TO 61 puisque tous les dossiers DJA ont bénéficié d'un dossier TO 411, mais aussi avec TO 631, 8 dossiers d'investissements sur les 13 DPA.*

*Un couplage des appels à projets avec la mesure 1 montre une dynamique vertueuse.*

*Des aides à l'investissement agricole ont été accordées dans certains GALs. Il serait utile de s'assurer de la complémentarité et bien définir la ligne de partage entre les deux dispositifs.*

Le couplage des appels à projets de la mesure 4 avec la mesure 1 apparaît comme une dynamique vertueuse à poursuivre. Elle répond réellement à la forte demande des bénéficiaires du dispositif d'être accompagnés sur les plans administratifs et techniques. Elle est gage de pérennité des projets et de montée en compétence des bénéficiaires.

**La cohérence du TO 411 est aussi forte :**

- Avec la mesure 611 puisque tous les dossiers DJA bénéficient d'un dossier d'investissement.
- Avec la mesure 631 puisque 8 des 13 dossiers de dotation à la petite agriculture bénéficient d'un dossier investissement.

**Une cohérence est à rechercher avec le dispositif LEADER.**

En effet, sans en évaluer l'impact, il apparaît que certains dossiers pour près de 200 k€ de FEADER auraient pu être financés via le TO 411.

Bien qu'il s'agisse de petits projets dont le montant est inférieur à 30 k€ de FEADER, il paraît pertinent de clarifier les lignes de partage des deux dispositifs.

---

**f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Le TO 411 a bien eu une action très positive sur la modernisation des exploitations agricoles tant bien même que celui-ci reste difficile à quantifier compte tenu de l'absence d'indicateurs technico-économique développé et suivi.*

*Cependant, le dispositif peine à élargir sa cible qui reste principalement constituée des exploitations bien organisées, solides administrativement et techniquement ou qui ont la capacité de s'entourer de ces compétences, à se faire accompagner par un cabinet privé dans l'élaboration de leurs demandes de financement.*

*Les diverses introductions de l'éligibilité des divers investissements en cours de programmation apparaissent comme utiles, voire nécessaires, même si l'analyse des dossiers ne permet de statuer sur toutes les introductions.*

*L'introduction en 2019 de pouvoir sélectionner les projets par un appel à manifestation d'intérêt couplé à une aide à la formation, a montré que cela pouvait créer une dynamique vertueuse tant pour la programmation que pour la pérennité des investissements réalisés.*

---

Le type d'opération 411 est fléché sur le domaine prioritaire 2A. Nous récapitulons l'évaluation en répondant aux questions évaluatives associées au DP2A et aux questions évaluatives spécifiques au TO 411 portant sur l'efficacité des modifications apportées au programme.

**Question associée au DP2A :**

**Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle permis l'amélioration des résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et restructuration - modernisation des exploitations agricoles, participation et orientation vers le marché, diversification agricole ?**

Le type d'opération a bien eu une action très positive sur la modernisation des exploitations agricoles tant bien même que celui-ci reste difficile à quantifier compte tenu de l'absence d'indicateurs technico-économiques développés et suivis.

L'enquête révèle notamment que la vision des bénéficiaires sur l'amélioration des résultats de leur entreprise est réelle.

Cependant, le dispositif peine à élargir sa cible qui reste principalement constituée des exploitations bien organisées, solides administrativement et techniquement ou qui ont la capacité de

s'entourer de ces compétences, à se faire accompagner par un cabinet privé dans l'élaboration de leurs demandes de financement.

Par ailleurs, les synergies développées entre le TO 411 et le TO 111 dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt dédié au développement des cultures sous serres sont de nature améliorer l'efficacité du dispositif.

D'autres synergies pourraient être développées avec d'autres mesures du PRDG comme la mesure 16, la mesure 2 les mesures dédiées au soutien à l'agriculture biologique et/ou les MAEC.

Une concurrence du dispositif a été détectée avec les dossiers financés dans le cadre du LEADER.

Il conviendrait de mieux définir les lignes de partage entre le programme général et les actions susceptibles d'être financées via le LEADER.

### **Questions spécifiques portant sur l'efficacité des modifications apportées au programme :**

#### **Question évaluative n° 2 : La réintroduction de l'éligibilité des investissements dans la filière fruits et légumes en 2016 a-t-elle conduit à financer les entreprises de cette filière ?**

Il s'agissait là de la correction d'une erreur manifeste dans la rédaction initiale du programme. La filière fruits et légumes est le principal bénéficiaire des aides du TO 411.

64% des bénéficiaires (base enquête) appartiennent à la filière fruits et légumes.

#### **Question évaluative n° 3 : L'introduction de l'éligibilité des investissements dans la filière horticole en 2017 a-t-elle conduit à financer les entreprises de cette filière ?**

La filière horticole constitue une filière de niche.

Un seul dossier est identifié dans la filière horticole pour un coût total de 64 380 € suite à la modification du programme.

Cette modification avait donc bien sa raison d'être même si son impact est réduit.

#### **Question évaluative n° 4 : L'introduction de l'éligibilité des engins (pelles, bulls ...) dès lors qu'ils sont portés par une CUMA agréée par le Haut Conseil de la Coopération Agricole en 2017 a-t-elle conduit à dynamiser les projets collectifs portés par ces structures ?**

Un seul dossier a été porté par une CUMA sur cette période de programmation. Le dossier financé (programmé en 2021 comporte une pelle mécanique).

Cette modification avait donc bien sa raison d'être.

Les dynamiques collectives sont peu présentes sur le territoire guyanais.

Une possibilité pourrait être d'augmenter le taux d'intervention pour les dossiers portés par des structures collectives du type CUMA.

#### **Question évaluative n° 5 : L'introduction du principe de sélection par appels à projets à taux de financement de 85% a-t-il conduit à dynamiser la programmation de la mesure ?**

Seuls deux appels à projets ont été lancés sur la période de programmation.

Il s'agit de l'AMI Serres, doté d'un budget de 400 K et de l'appel à projets lancé dans le cadre du plan de relance et dédié au bien-être des animaux (768 000 € programmés).

Les appels à projets ont pu être mis en place en fin de programmation, mais ont permis de dynamiser la programmation du TO 411.

La programmation totale représente près de 10% de la maquette du TO 411.



**Question évaluative n° 6 : L'introduction de l'éligibilité de l'achat de semences fourragères autorisées (hors espèces annuelles) pour la mise en place de nouvelles pâtures en 2018 a-t-il conduit à dynamiser le financement de ce type d'opération ?**

L'analyse des dossiers n'a pas permis d'identifier des dossiers présentant ce type de dépenses.

**Question évaluative n° 7 : L'introduction de l'éligibilité des investissements liés aux volailles hors volailles de chair en 2018 a-t-il conduit à dynamiser le financement de ce type d'opération ?**

L'analyse des dossiers n'a pas permis d'identifier des dossiers présentant ce type de dépenses.

**Question évaluative n° 8 : L'introduction de l'éligibilité des investissements liés à l'apiculture en 2018 a-t-il conduit à dynamiser le financement de ce type d'opération ?**

Cette modification a permis de financer une miellerie en 2018 (49 000 €). L'apiculture est un secteur de niche en développement en Guyane. Sans qu'ils constituent une part majoritaire, les investissements dédiés à l'apiculture apparaissent dans les dossiers de demande d'aide.

L'éligibilité des investissements dédiés apparaît comme l'élément de complémentarité indispensable à la MAEC dédiée.

**Question évaluative n° 9 : L'introduction de l'éligibilité des investissements liés à la méthanisation en 2018 a-t-il conduit à dynamiser le financement de ce type d'opération ?**

L'analyse des dossiers n'a pas permis d'identifier des dossiers présentant ce type de dépenses.

**Question évaluative n° 10 : L'introduction de la possibilité de sélection des projets par appel à manifestation d'intérêt couplé à une aide à la formation en 2019 a-t-elle permis de développer cette dynamique avec succès ?**

L'AMI dédié au financement de la pratique de la culture sous serre couplée à un appel à projets dédié à l'accompagnement des bénéficiaires de cet AMI est de nature à avoir un effet très bénéfique sur la production et sur les capacités techniques des agriculteurs.

Il s'agit là d'une pratique très vertueuse qu'il s'agira d'évaluer dans un premier temps, de reconduire et systématiser dans le cadre des futurs appels à projets lancés, lorsque la combinaison des deux dispositifs s'avère possible. Cela signifie sans aucun doute une mobilisation de la filière et des organisations de producteurs concernés pour inciter les producteurs éligibles à se lancer dans un projet d'investissement, puis pour les accompagner dans la démarche de dépôt de dossier et de mise en œuvre des projets et ensuite les accompagner par une formation technique pour développer l'activité agricole bénéficiaire de l'investissement. En pratique, un tel dispositif correspond à un projet de filière. Dans le cadre d'un plan de recherche-développement, comme cela est le cas pour développement du maraîchage sous serres, pouvoir mobiliser le TO 411 couplé au TO 11 s'impose aux professionnels, sachant qu'ils ont par ailleurs former-accompagner des producteurs dans le cadre des TO 121 et TO 122. Il ne manque aux organisations de producteurs réunissant les serristes d'avoir actions de recherche-développement dans le cadre de la mesure 16.

**Question évaluative n° 11 : L'introduction de l'éligibilité de tous les investissements liés au pacte de biosécurité bien-être animal du plan de relance en 2021 a-t-elle permis de faire émerger des dossiers FEADER avec contrepartie nationale du plan de relance ?**

L'appel à projets a permis de retenir 6 dossiers pour 768 k€ de coût total programmé. Le taux d'aide publique appliqué sur ces dossiers a été majoré à 85%. Cependant l'impact relatif à la consommation du FEADER reste réduit, le FEADER n'étant mobilisé qu'à hauteur de 20%.

#### **4.2.3. TO 421 - Transformation et commercialisation des produits agricoles**

##### **a/ Cadre d'intervention du TO**

L'aide vise à développer le secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles afin de créer de la valeur ajoutée et des emplois locaux, de remplacer une partie des produits importés, et de créer de nouveaux débouchés répondant à la demande des consommateurs (guyanais, métropolitains et internationaux).

Création de nouvelles activités

Soutenir le développement de nouveaux circuits de commercialisation.

Elle doit répondre aux objectifs suivants et explicités dans le PE :

Mise en place d'une activité de transformation de produits agricoles,

Amélioration et réorientation de l'activité,

Amélioration de la qualité des produits,

Réduction des coûts de production,

Amélioration des conditions de travail,

Amélioration de l'environnement naturel.

**Bénéficiaires :**

Agriculteurs ou groupements d'agriculteurs ;

Associations à but non lucratif du secteur de la production, transformation et commercialisation de produits agricoles ;

Entreprises du secteur de la transformation de produits agricoles ;

Entreprises de commercialisation de produits agricoles ;

Collectivités locales et leurs groupements ;

Établissements publics.

**Coûts admissibles :**

Investissements matériels et frais généraux liés dans la limite de 20% du total éligible et plafonné à 1500 €.

**Conditions principales de l'aide :**

Présentation d'un plan d'entreprise sur 4 années

Opérations limitées à 1.5 M€ de coût total

Nécessité d'une preuve de dépôt d'un dossier de demande d'autorisation auprès des autorités compétentes pour les travaux soumis à déclaration ou autorisation

**Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement sur la base des critères de sélection.

**Priorité sera donnée aux dossiers :**

- Présentant un caractère innovant au regard du contexte guyanais
- Visant à conquérir de nouveaux marchés
- Structurant pour le développement des filières agricoles locales (en premier lieu les filières prioritaires identifiées dans le PRAD)
- Améliorant les conditions de travail et l'aspect social (création d'emploi, handicap ...)
- Présentant un projet de bonne qualité environnementale.

**Montant et taux d'aide :**

- Montant plafond de 1.5 M€ de coût total du projet
- Taux d'aide publique de 75% hors taux spécifique en cas d'application d'un régime d'aide d'état.

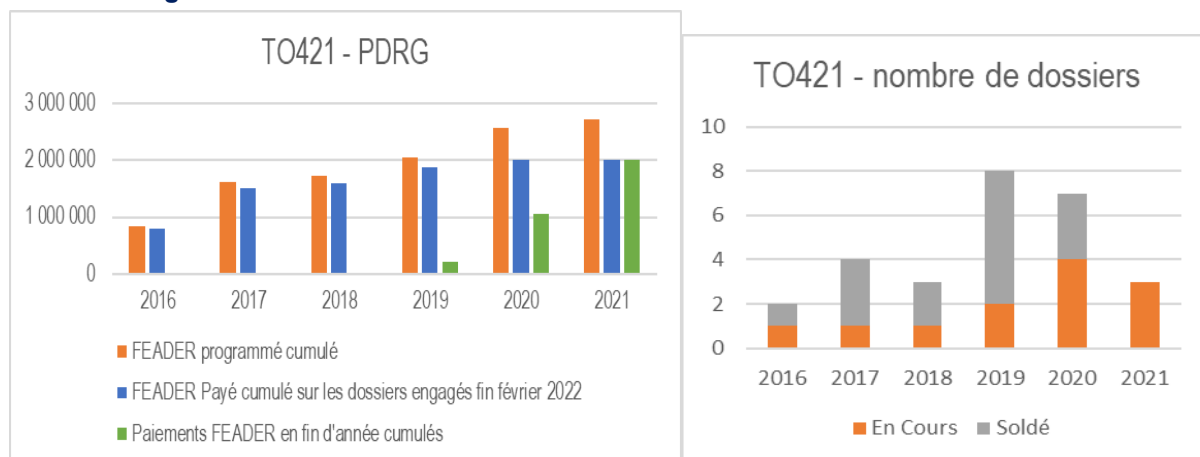
**Indicateurs associés :**

TO 4.2.1 : Transformation et commercialisation de produits agricoles	O1- Total des dépenses publiques		
	O2 - Total des investissements		
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues		
	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus		

## b/ Bilan de réalisation du TO

*Le taux de programmation du TO est très faible, à 36% de la maquette. Le rythme de programmation global est cependant régulier sur la période. De nombreux dossiers anciens (2016 à 2019) ne sont pas soldés à la date de l'évaluation. Toutefois sur l'ensemble des dossiers 75% des montants programmés sont payés. Les délais d'engagement puis de paiement sont longs, près de 18 mois cumulés en moyenne.*

*Bien que n'ayant pas atteint la cible en termes budgétaires (36%), le TO a presque atteint la cible en nombre d'opérations financées (27 pour une cible de 30). De fait, un nombre relativement important de petits projets ont émergé dans des filières de niche, mais aussi pour de la petite transformation de fruits et légumes. Ainsi deux types de projets ont été financés : 30% des dossiers avec une aide moyenne de 267k€ et 70M avec une aide moyenne de 55 k€.*

**Figure 36 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 421**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 36 – Évolution de la réalisation du TO 421**

Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	984 336	836 686	797 446		0	
2017	1 898 741	1 613 930	1 518 847	94%	0	0%
2018	2 028 270	1 724 029	1 590 256	92%	27 691	2%
2019	2 408 091	2 046 878	1 879 080	92%	219 787	11%
2020	3 035 551	2 580 218	2 020 854	78%	1 063 461	41%
2021	3 206 064	2 725 154	2 020 854	74%	2 020 854	74%
<b>TO421</b>	<b>3 206 064</b>	<b>2 725 154</b>	<b>2 020 854</b>	<b>74%</b>	<b>2 020 854</b>	<b>74%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 37 – Réalisation du FEADER en regard de la maquette du TO 421**

Mesures (en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO421</b>	<b>7,47</b>	<b>2,71</b>	<b>36%</b>	<b>2,67</b>	<b>36%</b>	<b>2,03</b>	<b>27%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs.

Globalement, le TO 421 présente un taux de programmation très faible de 36% pour un taux d'engagement de 36%.

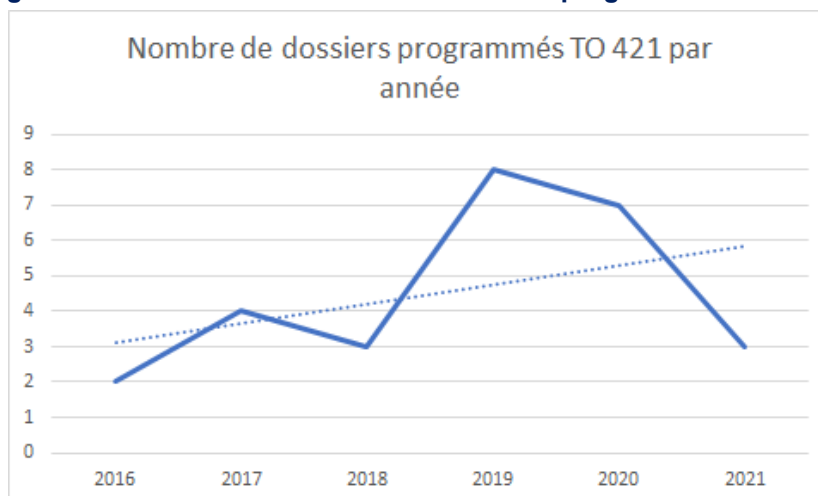
Le rythme de programmation global est cependant régulier sur la période.

Le taux de paiement global est de 27%, soit un pourcentage lui aussi faible.

On note que de nombreux dossiers anciens (2016 à 2019) ne sont pas soldés à la date de l'évaluation.

## Le rythme de programmation :

Figure 37 – Évolution du nombre de dossiers programmés du TO 421



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022

Le rythme de programmation ne semble pas corrélé à la crise de 2017 ou à la crise COVID. La courbe de tendance est croissante sur la période 2016 – 2021 révélant une montée en puissance du programme sur la période.

## Les délais d'engagement :

- 25 dossiers ont été engagés sur les 27 dossiers programmés, soit 93%.
- Le délai moyen d'engagement est de 136 jours soit près de 4.5 mois

## Le délai du premier paiement après engagement :

- 20 dossiers sur 27 ont reçu un premier paiement, soit 74%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 393 jours soit plus de 13 mois.

## Le paiement des dossiers soldés :

- 15 dossiers sur 27 sont soldés soit 56%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers soldés est de 99% (pour un minimum de 96% et un maximum de 100%).

## Le paiement des dossiers non soldés :

- 4 dossiers sont partiellement payés soit 15%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 75%.
- 803 k€ sont engagés pour 605k€ payés.

## Dossiers en cours sans demande de paiement :

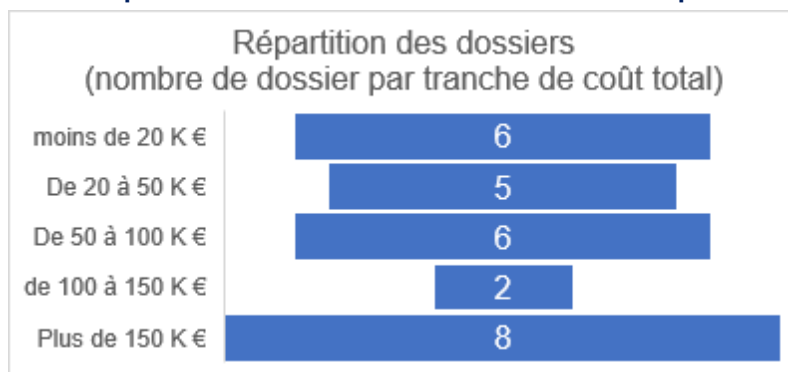
- 8 dossiers n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de paiement soit 30%.

## Au total :

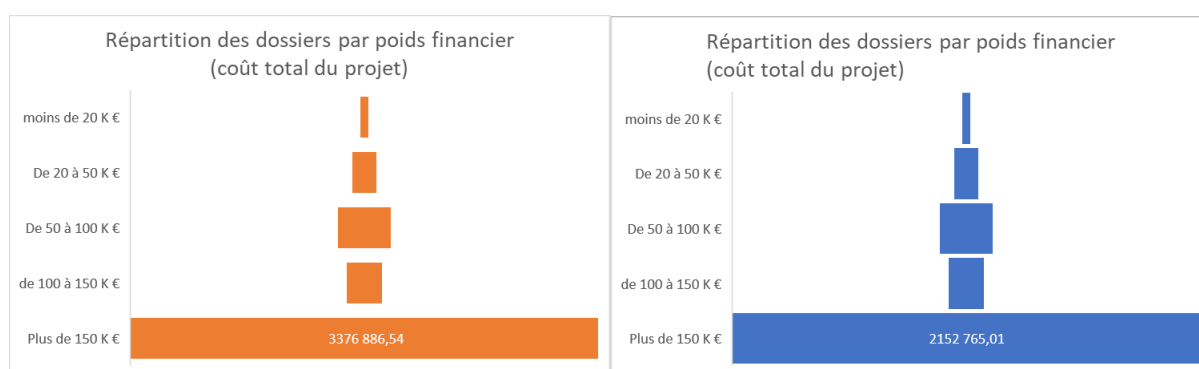
- Dossiers programmés : 2 706 801 €
- Dossiers engagés : 2 671 478 € (**99 % des montants sont engagés**).
- Dossiers payés : 2 033 420 € (**75% des montants programmés sont payés**).

## La répartition financière des dossiers :

**Figure 38 – Répartition des dossiers du TO 421 selon leur poids financier**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

30% des dossiers présentent un coût total supérieur à 150 k€, qui représentent plus de 67% du budget total. Le montant moyen d'aide de ces 30% de « gros dossiers » est de 267 k€ alors qu'il n'est que 55k€.

Il apparaît deux types de projets plutôt bien différenciés par leur taille budgétaire.

Deux filières sont très représentées dans les dossiers :

- La filière de production d'œufs qui représente 30% des dossiers en valeur.
- La filière de commercialisation/transformation de fruits qui totalise 46% des dossiers en valeur.

Les filières de niche, tels le cacao et la vanille sont représentées dans les dossiers financés.

Les filières « viande » sont peu représentées dans les dossiers financés (un seul dossier identifié pour 175 k€).

## Les indicateurs :

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la date de l'évaluation.

**Tableau 38 – Indicateurs de réalisation du TO 421**

Indicateurs de réalisation prévus 2014-2022					
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
M04 - Investissements physiques (article 17)	Nombre d'opérations bénéficiant d'un soutien à l'investissement (pour les exploitations agricoles, la transformation et la commercialisation des produits agricoles par exemple) (4.1 et 4.2)	30,00	-	27,00	90%
	Total des investissements (en €) (publics et privés)	11 829 019,61	-	4 274 752,25	36%
	Total des dépenses publiques (en €)	8 871 764,71	-	3 206 063,59	36%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Bien qu'ayant connu un début de programmation lent, la mesure 421 a connu une accélération à partir de 2018.

Le règlement de transition a induit une augmentation significative de l'enveloppe dédiée à ce type d'opération ce qui conduit aujourd'hui à un niveau d'atteinte des cibles financières relativement éloigné des objectifs.

Ces faibles résultats sont aussi dus à la concurrence qu'a opéré le plan de relance sur le dispositif.

### c/ Évaluation des résultats du TO

*L'enquête qualitative de terrain auprès des bénéficiaires indiquent plusieurs problématiques :*

*Tout comme les agriculteurs, les transformateurs agroalimentaires ont subi les multiples crises depuis 2017, ils expriment la nécessité d'un meilleur accompagnement administratif et technique, les délais administratifs sont trop longs sur toute la chaîne de traitement des dossiers, ils manquent des outils d'ingénierie financière dédiés ou accessibles.*

*Par ailleurs il apparaît que sur la dernière année, le plan de relance piloté par l'État sans recourir aux fonds européens, a été très concurrentiel pour nombre de transformateurs. Par ailleurs, la défiscalisation ou le crédit d'impôt ont pu être mobilisés en dépit d'un taux d'aide bien inférieur, du fait de plus grande simplicité et rapidité.*

#### **Les visites de terrain :**

5 bénéficiaires du dispositif ont fait l'objet d'une visite sur place au cours de l'évaluation.

Elles ont permis de rencontrer une diversité d'entreprises de transformation :

- Industriel de la transformation de fruits,
- Structures de commercialisation en circuit court,



- Exploitations agricoles développant la production et la commercialisation de produits de niche (cacao, miel vanille).

**Ces visites ont permis de dégager les grandes problématiques suivantes :**

**Des bénéficiaires impactés par les grandes crises depuis 2017 :**

La crise sociale de 2017, La crise COVID, et les problématiques liées aux intempéries développées sur le TO 4.1.1 (P 82 et suivantes) valent aussi ici.

Les intempéries :

**Un dispositif dédié à l'accompagnement de l'investissement dans la transformation / commercialisation qui bénéficie d'un retour globalement satisfaisant des bénéficiaires :**

Le dispositif d'aide est jugé comme un élément indispensable à la compétitivité des entreprises agricoles. Est relevé le fait que l'investissement serait très difficile voire impossible sans ce dispositif d'aide.

Les taux d'aide appliqués sont eux aussi jugés satisfaisant même si certains ajustements pourraient être opérés.

**La nécessité d'un meilleur accompagnement administratif et technique :**

Cette thématique est récurrente aux entretiens menés et remontée de manière quasi systématique par les bénéficiaires.

- Le potentiel de développement de la transformation agricole est ressenti comme réel dans tous les types de production, mais se heurte à deux grandes problématiques :
- L'absence d'accompagnement administratif : les entreprises agricoles sont très démunies devant les tâches administratives notamment liées à la mobilisation des aides ce qui explique pour partie le faible niveau d'accès aux aides dédiées à la modernisation des exploitations agricoles.
- Le manque d'accompagnement technique : Il est lui aussi largement pointé.
- Un manque de structuration des acteurs de la commercialisation – transformation sur le territoire guyanais

**Des délais administratifs vécus comme longs voire très long sur toute la chaîne de traitement des dossiers :**

- Le temps d'instruction initiale des dossiers.
- Le temps d'établissement des conventions.
- Le temps de traitement des demandes de paiement.

Ces temps administratifs amènent des problématiques spécifiques :

- Un décalage important entre les devis présentés au moment du dépôt du dossier et les prix finaux pratiqués par les fournisseurs.
- Une perte de confiance des fournisseurs utilisant la cession de créance sur subvention susceptible de mettre en difficulté le dispositif. Les fournisseurs peuvent se retrouver en difficulté financières du fait des délais de paiement des subventions.
- La perte de vision à court et moyen termes des agriculteurs et industriel due à l'absence de visibilité sur le stade de traitement des dossiers
- Des retards dans la mise en œuvre des projets qui induisent en retour des temps

administratifs supplémentaires liés à la nécessité de proroger les conventions (temps administratif lié aux avenants des conventions initiales). Il y a là un cercle vicieux, les délais administratifs entraînant d'autres délais administratifs.

- Une stratégie de contournement des fonds européens est parfois opérée par les industriels et agriculteurs, préférant mobiliser la défiscalisation ou le crédit d'impôt qui, s'ils présentent l'inconvénient d'un taux d'intervention moins important que le FEADER, ont l'avantage de la rapidité de traitement.

### **Des inquiétudes sur la transition de la programmation 2014-2023 à 2023-2027**

La perspective de la fin de la programmation et des bouleversements qui vont accompagner le futur cycle de programmation 2023-2027 est source d'inquiétude de la part des producteurs et industriels.

Le transfert de la gestion des mesures non surfaciques à la Collectivité Territoriale de Guyane est ainsi vécu comme présentant un nouveau risque de retard dans le début de la programmation et des délais supplémentaires dans la gestion des dossiers de demande d'aide.

### **Un manque d'outils d'ingénierie financière dédiés ou accessibles.**

- Le secteur bancaire apparaît comme souvent inaccessible aux agriculteurs, nonobstant l'existence du FOGAP.
- La possibilité de recourir aux avances est perçue comme une solution qui pourrait permettre d'accélérer la mise en œuvre des projets.

### **Une concurrence avec le plan de relance piloté par l'État :**

Il a été constaté que l'État avait financé des projets de développement industriels sur la Guyane sans intervention de fonds européens, ni FEADER, ni FEDER.

Sans que l'étude ait pu permettre de quantifier l'apport du plan de relance au développement des industries agroalimentaires guyanaïses, il semble que les montants soient importants et auraient pu être mobilisés en complémentarité avec les fonds FEADER.

### **Des voies de simplification souhaitées :**

Si les voies de simplifications ne sont souvent pas identifiées, elles sont cependant souhaitées notamment en matière de délais administratifs et d'accompagnement administratif et technique des agriculteurs.

### **Des pistes sont néanmoins dessinées concernant :**

- La nécessité de mieux accompagner les filières de niche en termes de taux d'aide.
- La simplification des obligations liées à la présentation des devis (adaptation des seuils aux réalités ultramarines).

### **L'enquête en ligne :**

L'enquête en ligne a reçu 6 réponses pour 27 dossiers analysés soit 22%.

Les réponses faites en ligne par les bénéficiaires ont pu être complétées par les visites sur place des entreprises. *Voir en annexe le questionnaire.*

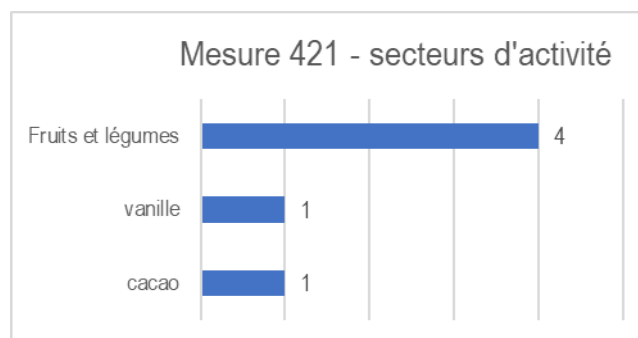
### **La répartition géographique des répondants :**

Les réponses sont réparties sur les communes suivantes :

- Saint Laurent
- Roura
- Rémire-Montjoly
- Régina
- Kourou
- Cayenne

#### Les secteurs d'activité :

**Figure 39 – Répartition des dossiers selon le secteur d'activité des répondants TO 421**



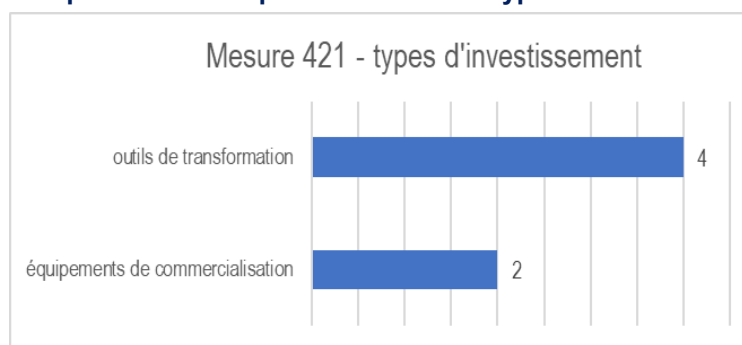
Les réponses sont caractéristiques du secteur agroalimentaire guyanais dominé par la filière fruits et légumes dans les réponses.

Les produits de niche apparaissent comme un secteur d'avenir.

La filière animale bien qu'importante (œuf, bovin, porcin, volaille) avec abattoirs publics et privés, découpe, bouchers-traiteurs n'apparaît pas dans les réponses.

#### Répartition des investissements :

**Figure 40 – Répartition des répondants selon le type d'investissements TO 421**



Les équipements liés à la transformation des produits sont dominants dans les dossiers portés.

#### Niveau d'avancement des projets d'investissement :

4 dossiers sur 6 affirment avoir terminé leur investissement.

Les deux autres dossiers ont rencontré un blocage au niveau de la signature de la convention ; pour le second, l'investissement initial n'a pas été réalisé en totalité.

#### Les taux d'aide :

Les dossiers ont bénéficié d'un taux d'aide de 75%.

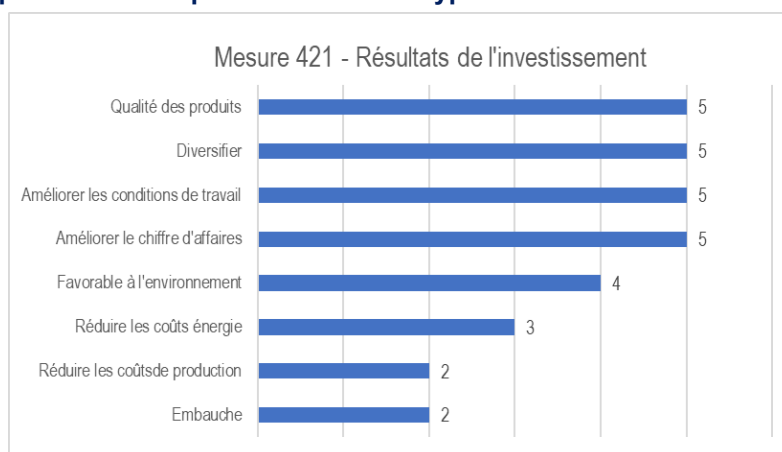
4 répondants sur 6 considèrent le taux comme suffisant.

### L'accompagnement des exploitations :

50% des répondants ont été accompagnés. Deux par un cabinet privé, le troisième par la chambre d'agriculture.

### L'impact des investissements :

**Figure 41 – Répartition des répondants selon le type de résultats de l'investissement TO 421**



Les impacts majoritaires des investissements concernent :

- L'amélioration de la qualité des produits
- La diversification des productions
- L'amélioration des conditions de travail.
- L'amélioration du chiffre d'affaires de la société

L'impact sur l'emploi est très réduit.

La moitié des répondants affichent un gain environnemental lié à leur projet.

Ce gain environnemental est principalement dû à :

- L'achat d'équipement moins énergivores
- Des investissements liés à la mise en place de circuits courts
- Des investissements liés à l'agriculture biologique

### L'autofinancement des investissements :

La problématique de l'autofinancement est un sujet important pour 5 des répondants qui affirment avoir rencontrés des problèmes pour le constituer.

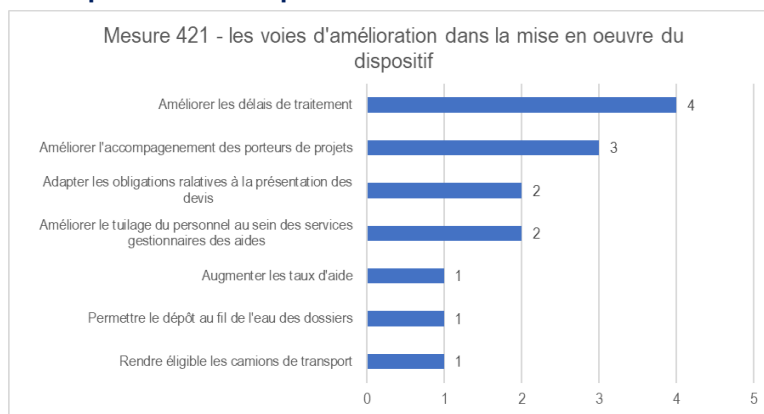
### L'information sur les fonds européens :

Trois répondants sur 6 affirment n'être pas assez informés sur les fonds européens.

Le retour des bénéficiaires indique la nécessité de poursuivre les efforts d'accompagnement et d'information sur les fonds européens auprès des agriculteurs.

## Les voies d'amélioration identifiées :

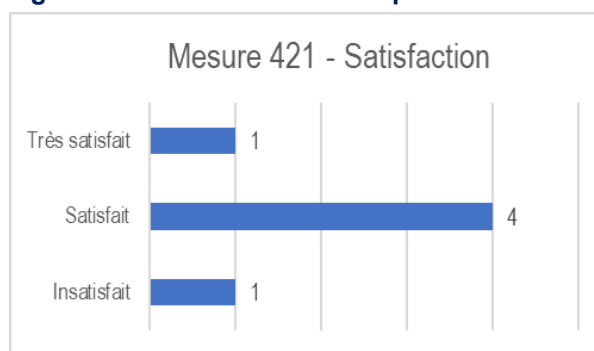
**Figure 42 – Répartition des répondants selon les voies d'amélioration TO 421**



Des voies d'amélioration qui passent principalement par la rapidité de traitement des dossiers ainsi qu'un meilleur accompagnement des porteurs de projets.

## Le taux de satisfaction du dispositif :

**Figure 43 – Satisfaction des répondants TO 421**



5 répondants sur 6 se considèrent comme satisfaits ou très satisfaits du dispositif.

## d/ Analyse de la pertinence

*Le besoin lié au soutien et à l'accompagnement au développement de la transformation des produits agricoles locaux apparaît comme bien couvert par le dispositif. En revanche la structuration et le développement des filières agricole afin de répondre aux attentes des marchés locaux a été plutôt faible, alors que le potentiel de développement est très fort. Les projets de la part des opérateurs privés ou des OPA, ont manqué, le TO 421 étant plutôt bien adapté, mais sa mobilisation avec des délais de mise en œuvre trop longs étant sans doute peut favorable. L'accompagnement technique et administratif a pu également manqué.*

La mesure 421 était destinée à couvrir trois types de besoins principaux :

- Besoin 24. Soutien et accompagnement au développement de la transformation des produits agricoles locaux
- Besoin 27. Structuration et développement des filières agricoles afin de répondre aux attentes des marchés locaux

- Besoin 31. Amélioration du positionnement sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires

Le besoin lié au soutien et à l'accompagnement au développement de la transformation des produits agricoles locaux apparaît comme bien couvert par le dispositif.

Ont été financés des projets de transformation liés au développement de la commercialisation en circuits courts (fruits et légumes, viande), ainsi que des projets liés au développement de productions de niche à forte valeur ajoutée (Caco, vanille, miel).

Le développement des circuits courts

En revanche peu de dossiers structurants visant au développement des filières agricoles. Les organisations de producteurs ont surtout travaillé à la survie des filières dans le contexte des crises successives. Les projets de modernisation ou de développement de nouveaux produits ont émané des transformateurs déjà établis ou bien des producteurs dans une logique de transformation à la ferme.

Il demeure un gros besoin d'amélioration du positionnement des acteurs sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires, que soit le marché de proximité ou le marché de la restauration collective ou celui de la GMS. La démographie guyanaise en constante hausse, alors que les prix des produits alimentaires importés sont également en forte hausse, offre un gros potentiel de développement aux filières alimentaires de Guyane. L'enjeu fort est de structurer les filières avec des outils de transformation et de conditionnement permettant de répondre aux critères qualitatifs et quantitatifs exigés par la restauration collective et la grande distribution. Le TO 421 n'a que très partiellement répondu à cet enjeu, plutôt par la carence de projets que par l'inadéquation de la mesure.

## **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La complémentarité avec la mesure 1 (formation-accompagnement technique) n'est pas apparente bien que les bénéficiaires du TO 421 aient signifié le besoin d'un accompagnement.*

*Des projets de transformation, individuels ou collectifs, ont été financés dans le cadre de Leader. Une ligne de partage est sans doute à bien déterminé pour faciliter l'émergence et l'accompagnement des projets dans les circuits des aides et des financements. Cela indique néanmoins la nécessité de faciliter l'accès du TO 421 pour les porteurs de petits projets qui trouvent actuellement le financement Leader plus accessible. Le déficit de projet émanant d'opérateur privé déjà installé, est à chercher également dans la concurrence avec les autres dispositifs d'aide à l'investissement que sont la défiscalisation ou le crédit d'impôt, beaucoup moins avantageux en termes financiers, mais beaucoup plus simples et rapides à mobiliser.*

La mesure 1 dans ses composantes n'a pas été mobilisée pour accompagner les filières agroalimentaires. Sans que cela soit apparent, dans le cadre des actions du TO 421, des petits agriculteurs en voie de professionnalisation ont bénéficié d'un accompagnement qui les ont conduits à des projets de transformation agroalimentaire, individuels ou collectifs, en circuit court. Ces projets ont alors plutôt bénéficié d'un financement Leader plutôt que du TO 421.

Le développement de la petite transformation a été accompagné dans l'Ouest de la Guyane, via le financement du PAOG dans le cadre du LEADER. Une clarification est en cours afin que le PAOG émerge sur la mesure 1 pour une meilleure cohérence et complémentarité des dispositifs dans la future programmation.

La mesure 3 dédiée au système de qualité (SIQO, AB) a été très peu mobilisée sur la période. En effet, son taux de programmation est de 37% pour un taux de paiement de 11% (par rapport à la maquette). Ce dispositif, complémentaire du TO 421, pourrait être dynamisé.

Concernant le LEADER, il a été constaté que 20 dossiers susceptibles d'émarger sur le TO 421 avaient été financés via le LEADER.

Outre, les dossiers du PAOG qui représente 38% de ces dossiers en montants, apparaissent des dossiers avec des montants importants, y compris portés par des agriculteurs qui émarginent par ailleurs sur le TO 421.

Il apparaît nécessaire de clarifier les lignes de partage entre les dispositifs afin d'en améliorer l'efficacité.

Il faut aussi évoquer la concurrence avec les autres dispositifs d'aide à l'investissement que sont la défiscalisation ou le crédit d'impôt, beaucoup moins avantageux en termes financiers, mais beaucoup plus simples et rapides à mobiliser. Il semble que les opérateurs privés déjà installés ont privilégié ces aides plutôt que de mobiliser les fonds européens. Il n'y a pas de données disponibles pour montrer l'ampleur du phénomène, mais les acteurs rencontrés l'ont largement évoqué.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Le TO 421 contribue le domaine 3A Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles.*

*Il en est même le principal contributeur et les autres mesures contributrices ayant peu été mobilisées à cet effet, voire pas du tout (Mesures 1, 2, 3 et 16).*

*La mesure 19 (Leader) qui n'était pas fléchée a priori sur ce domaine prioritaire s'avère avoir finalement plus contribué que les autres.*

*Aussi face à l'enjeu très fort de structuration et de développement de la filière alimentaire de Guyane, le TO 421 peut être un dispositif d'aide indispensable, à la condition d'en améliorer sa performance, avec un plus grand accompagnement administratif et technique et de l'ingénierie financière, une accélération du processus de gestion administrative, un assouplissement éventuel avec la recherche d'une ligne de partage avec Leader pour aider la petite transformation alimentaire.*

---

Le type d'opération 421 est fléché sur le domaine prioritaire 3A.



### **Question évaluative associée au DP3A**

***Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle permis d'améliorer la compétitivité des producteurs primaires, l'intégration dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, la valeur ajoutée des produits agricoles, la promotion sur les marchés locaux et circuits d'approvisionnement courts, des groupements et des organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles ?***

Si le dispositif semble bien adapté aux besoins des filières de commercialisation et de transformation des produits agricoles guyanais, l'articulation avec les autres dispositifs permettant de dynamiser la filière pourrait être améliorée en :

- Permettant la structuration des filières via le TO 16.4.1
- Dynamisant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité via le TO 3.1.1 peu mobilisé sur la période 2014-2020 (14 bénéficiaires pour un montant total programmé de 47 545 € de FEADER)
- Améliorant l'accompagnement des bénéficiaires potentiels, notamment par de l'accompagnement technique sur les filières de niche et par l'amélioration des compétences des conseillers, via le TO 2.3.1 dédié.
- Clarifiant les lignes de partage entre le TO 421 et le LEADER.

***Les modifications du programme sur la période 2014-2020 amènent des questions évaluatives spécifiques :***

***Question évaluative n° 2 : L'introduction de l'éligibilité des frais d'étude préalables dans la limite de 20% des dépenses éligibles en 2020 a-t-elle conduit à financer ce type de dossier et dynamiser ainsi la filière agroalimentaire guyanaise ?***

Sans qu'une analyse ait pu être menée dans chaque dossier, cette modification est de nature à améliorer la maturation des dossiers des demandes d'aide et ainsi favoriser l'émergence de projets solides.

#### 4.2.4. TO 431 - Gestion et aménagement du foncier agricole

##### a/ Cadre d'intervention du TO

L'aide vise à

- Améliorer les connaissances et les méthodes d'identification des zones potentielles agricoles afin de pouvoir optimiser l'offre de foncier agricole. La structuration de cette offre doit répondre aux objectifs de développement d'une agriculture durable et, si possible en cohérence avec les politiques de valorisation de la biomasse tels que précisés dans le Plan Régional d'Agriculture Durable.
- Assurer l'ensemble des aménagements collectifs garantissant une offre de foncier agricole aménagée, accessible et adaptée aux projets agricoles limitant l'impact sur les milieux naturels et la consommation d'espace. Les actions peuvent couvrir la création de parcellaires et la création et le renforcement de voiries et réseaux.

Les opérations doivent permettre de :

- Prioriser et phaser les ouvertures de zones agricoles
- Identifier les filières prioritaires pour chaque secteur géographique
- Conduire les procédures administratives de sélection des agriculteurs, de suivi des attributions et des modalités d'occupation pour préserver le foncier agricole contre tout détournement de sa vocation productive (Mise à jour de l'observatoire foncier agricole de Guyane)

**Bénéficiaires :**

Collectivités locales et leurs groupements  
Établissements publics  
Association Syndicale Autorisée (ASA)  
Société d'Economie Mixte (SEM)  
Les chambres consulaires  
Groupement Foncier Agricole (GFA)

Les porteurs individuels sont exclus.

**Coûts admissibles :**

- Frais généraux liés à l'investissement tels que les rémunérations d'ingénieurs et de consultants, les études de faisabilité, de diagnostic en lien avec les investissements visés.
- Les investissements matériels directement rattachés aux actions suivantes :
  - création des parcellaires collectifs (bornage et mise en valeur)
  - création et renforcement de voiries, talus et fossés,
  - investissements d'hydraulique collective

**Conditions principales de l'aide :**

Projet s'inscrivant dans des démarches collectives d'installations d'agriculteurs, intégrées dans une approche globale d'attribution, d'ouverture et d'aménagement d'un nouvel espace agricole

- Pour le financement de la mise en valeur, respect d'un cahier des charges de pratiques durables
- Pour le financement des voiries agricoles, adéquation avec les documents de planification et intégration de la gestion des eaux pluviales

- Pour les travaux et ouvrages nécessitant une déclaration ou une autorisation au titre du code de l'environnement ou toute autre législation : preuve du dépôt d'un dossier auprès des autorités compétentes pour leurs instructions
- Pour les investissements d'hydraulique collective, respect des conditions précisées en section 8.1

**Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement sur la base des critères de sélection.

Priorité sera donnée aux dossiers :

- Respectant le zonage agricole du SAR
- Présentant une étude de projet intégrant la non-exploitation des habitats patrimoniaux, des zones humides, pentues, faible qualité agronomique
- De création ou réfection lorsque le potentiel productif existe (l'objectif est d'optimiser les aménagements agricoles existants avant d'ouvrir de nouvelles zones)
- Desservant des agriculteurs ayant bénéficié de procédures d'attribution pour les opérations visant la création et le renforcement de voiries, talus et fossés,
- Dédiées à un aménagement agricole parallèlement au développement des énergies issues de la biomasse-défriche agricole,
- S'inscrivant dans la stratégie du PRAD

**Montant et taux d'aide :**

Taux d'aide publique de 100%.

**Indicateurs associés :**

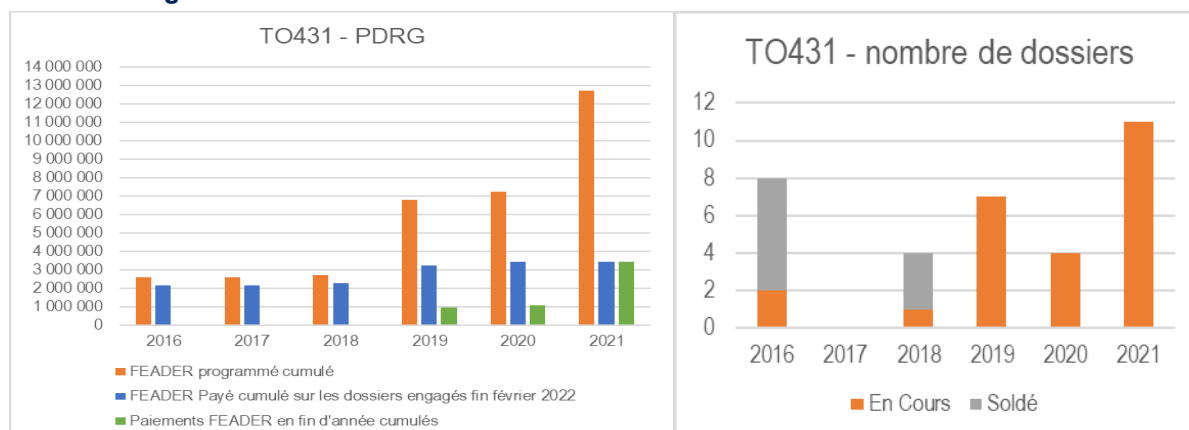
TO 43.1 : Gestion et aménagement du foncier agricole	O1- Total des dépenses publiques		
	O2 - Total des investissements		
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues		
	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus		
	IS 24 - surface agricole délimitée ou étudiée		
	IS 25 - Linéaire de pistes créés		
	IS 26 - Linéaire de pistes renforcées et/ou remises en état		

## b/ Bilan de réalisation du TO

Globalement, le TO 431 présente un taux de programmation élevé de 81% pour un taux d'engagement de 94%. Le rythme de programmation global est en forte augmentation sur la fin de période, mais le taux de paiement global est de 22%, soit un pourcentage faible, ce qui s'explique par le nombre important de dossiers déposés ces trois dernières années qui ne sont pas encore soldés.

Compte tenu de la programmation en augmentation en fin de période, alors que le taux d'atteinte potentielle de la cible est déjà à 85%, on peut s'attendre atteindre la cible de 18,5 M€ de dépenses publiques.

Bien que la zone Ouest soit le territoire qui a eu le plus de dossiers et financement, elle apparaît moins dynamique si l'on considère la SAU ou le nombre des exploitants agricoles de l'EPCI.

**Figure 44 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 431**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 39 – Évolution de la réalisation du TO 431**

Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	3 058 186	2 599 458	2 159 735	83%	0	0%
2017	3 058 186	2 599 458	2 159 735	83%	0	0%
2018	3 214 712	2 732 505	2 279 617	83%	15 193	1%
2019	8 028 720	6 824 412	3 228 060	47%	942 148	14%
2020	8 521 697	7 243 443	3 426 856	47%	1 062 030	15%
2021	15 030 560	12 739 202	3 426 856	27%	3 426 856	27%
<b>TO431</b>	<b>15 030 560</b>	<b>12 739 202</b>	<b>3 426 856</b>	<b>27%</b>	<b>3 426 856</b>	<b>27%</b>

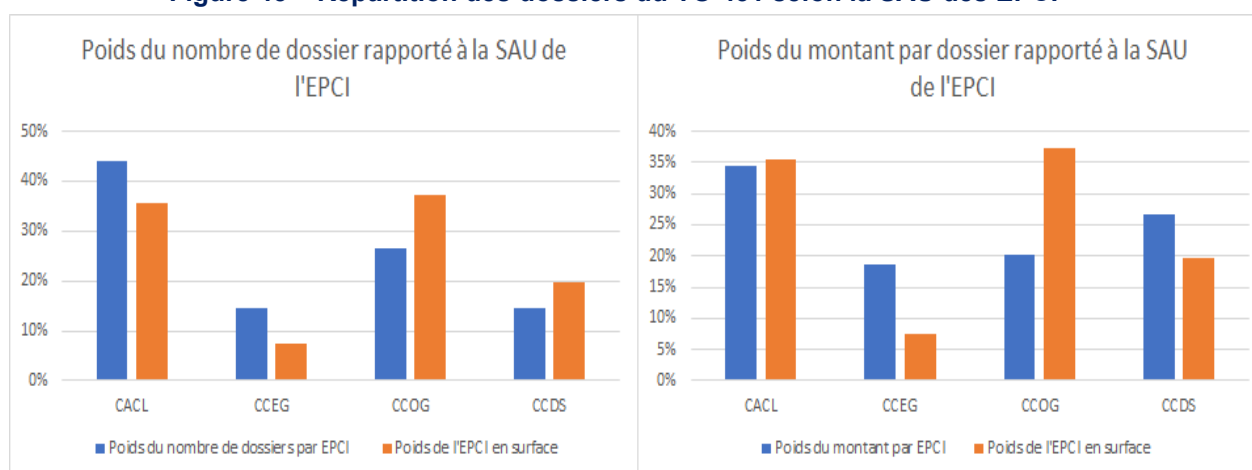
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs.

Globalement, le TO 431 présente un taux de programmation élevé de 81% pour un taux d'engagement de 94%.

Le rythme de programmation global est en forte augmentation sur la fin de période.

Le taux de paiement global est de 22%, soit un pourcentage faible.

**La distribution des aides par Surface agricole utile des communautés de commune :**

**Figure 45 – Répartition des dossiers du TO 431 selon la SAU des EPCI**


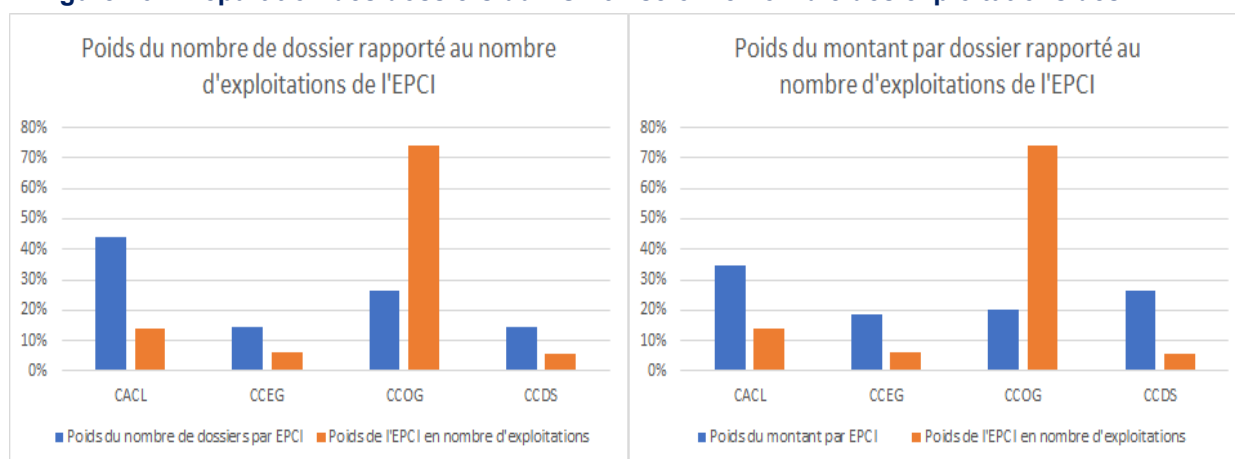
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les graphiques en nombre de dossiers et en montant sont très bien corrélés, les EPCI affichant les plus grandes surfaces agricoles utiles, totalisant le nombre de dossiers et les montants les plus importants.

La CCOG se distingue par un dynamisme tant en termes de nombre de dossiers que de montant FEADER, mais qu'il faut relativiser si l'on prend en compte la SAU des EPCI. La zone Ouest où se concentre une grande part de l'agriculture apparaît alors moins dynamique (barres bleues inférieures aux barres rouges).

#### La distribution des aides rapportées au nombre d'exploitations par communauté de communes :

**Figure 46 – Répartition des dossiers du TO 431 selon le nombre des exploitations des EPCI**

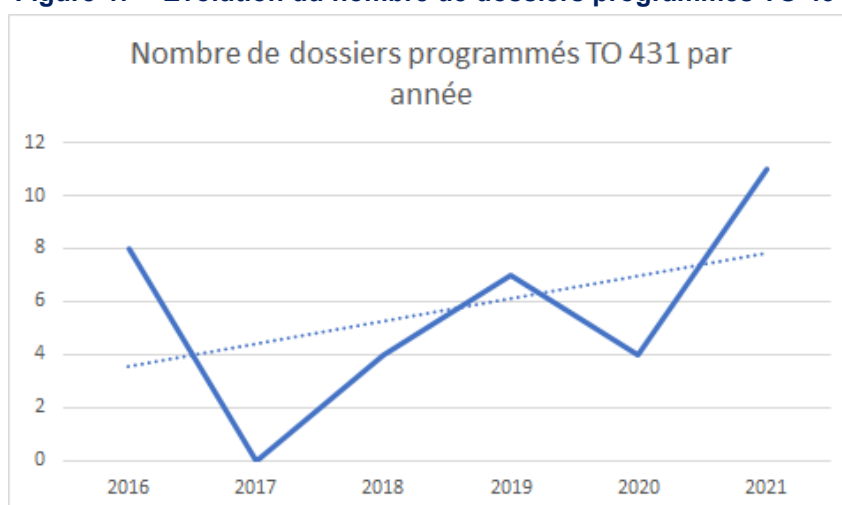


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le constat est le même si l'on considère le nombre des exploitants agricoles des EPCI. La zone Ouest où se concentrent près de 70% des agriculteurs apparaît alors moins dynamique (barres bleues très inférieures aux barres rouges).

#### Le rythme de programmation :

**Figure 47 – Évolution du nombre de dossiers programmés TO 431**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La baisse du nombre de dossiers programmés sur 2017 pourrait être liée aux événements sociaux de 2017. Il en est de même de la baisse de 2020 susceptible de révéler un impact de

la crise COVID sur le rythme de programmation.

La courbe de tendance est néanmoins croissante sur la période 2016 – 2021 et révèle une montée en puissance du programme sur la période.

#### Les délais d'engagement :

- 23 dossiers ont été engagés sur les 34 dossiers programmés, soit 68%.
- Le délai moyen d'engagement est de 175 jours soit près de 6 mois

#### Le délai du premier paiement après engagement :

- 20 dossiers sur 34 ont reçu un premier paiement, soit 59%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 536 jours soit plus de 18 mois.

#### Le paiement des dossiers soldés :

- 13 dossiers sur 34 sont soldés soit 38%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers soldés est de 99% (pour un minimum de 81% et un maximum de 100%).

#### Le paiement des dossiers non soldés :

- 7 dossiers sont partiellement payés soit 21%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 80%.
- 2.952 M€ sont engagés pour 2.376 M€ de payés.

#### Dossiers en cours sans demande de paiement :

- 14 dossiers n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de paiement soit 41%.

#### Au total :

- Dossiers programmés : 12 723 632 €
- Dossiers engagés : 11 946 944 € (94 % des montants sont engagés).
- Dossiers payés : 3 426 855 € (27% des montants programmés sont payés).

#### Les indicateurs :

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la date de l'évaluation.

**Tableau 40 – Indicateur de réalisation du TO 431**

Nom de l'indicateur	Valeur cible 2025	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte (paiements)	Pourcentage d'atteinte de la cible	Valeur atteinte incluant les dossiers engagés	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
Total des investissements (en €) (publics et privés) - TO 431	18 470 588	-	3 426 856	19%	15 098 067	82%
Total des dépenses publiques (en €) - TO 431	18 470 588	-	3 426 856	19%	15 030 560	81%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Les cibles de réalisations du TO 431 sont bonnes et devraient dépasser le seuil de 85% en fin de programmation.

## **c/ Évaluation des résultats du TO**

---

*Les bénéficiaires sont les collectivités en charge de l'aménagement foncier agricole, à savoir l'EPFAG, la CTG et 3 communes. Le TO 431 a permis de financer des opérations de bornage (CTG), de mise en valeur des terres (Jeunes Agriculteurs) (CTG), d'aménagement des périmètres (EPFAG) et de création des dessertes (EPFAG) puis d'entretien des voiries (Communes).*

*Outre la lenteur et la complexité du processus d'aménagement puis d'attribution des parcelles aux agriculteurs et enfin rétrocession aux communes de la propriété foncière des périmètres y compris les VRD, l'épisode pluvieux que subit la Guyane depuis 2021 a ralenti encore le processus. Ces délais rallongés dans la mise à disposition des terres agricoles impactent fortement la mise en œuvre des projets d'installation des jeunes agriculteurs.*

---

### **Les visites de terrain :**

Trois bénéficiaires ont fait l'objet d'un entretien au cours de l'évaluation.

Il s'agit de la Collectivité Territoriale de Guyane qui a porté 26 dossiers pour plus de 2 M€, de l'EPFAG qui a porté 4 dossiers pour 6.2 M€ et de la commune de Régina qui a porté un dossier dédié au renforcement, reprofilage, sécurisation des voies communales et des chemins ruraux de Corossony et d'Inéry pour un coût total de 750 k€.

Les trois autres dossiers sont portés par des communes pour 6.8 M€ : Apatou, Maripasoula, Kourou.

**Ces visites ont permis de dégager les grandes problématiques suivantes :**

#### **Concernant les dossiers portés par la CTG :**

La majeure partie des dossiers concerne le bornage des parcelles hors DJA et la mise en valeur des terres pour les jeunes agriculteurs.

Le bilan de la CTG pour ce qui concerne le bornage sur 2014-2020 fait état de 26 dossiers programmés pour des bornages au bénéfice de 306 exploitants agricoles.

Ils représentent une surface totale de 4 106 ha.

La plus grande problématique rencontrée par la CTG provient du temps d'intervention des géomètres et de la coordination des interventions des géomètres qui est source de délai de manière incidente pour le démarrage des projets des agriculteurs.

Ces délais sont principalement dus au fait que seul un géomètre peut intervenir à la fois sur une zone.

Il avait été un temps proposé de diviser les parcelles en amont de l'intervention des géomètres afin de démultiplier leur intervention. Cette proposition pourrait être reprise.

#### **Concernant les dossiers portés par l'EPFAG :**

La mission de l'EPFAG s'articule autour de trois axes :

- Faire la ville amazonienne durable, dans le cadre de sa mission d'établissement public d'aménagement ;
- Maîtriser le foncier pour les projets publics de demain dans le cadre de sa mission



d'établissement public foncier ;

- Contribuer au développement agricole de la Guyane par l'aménagement des terres.

L'EPFAG a la double qualité d'EPA et d'EPF ainsi que des missions d'aménagement agricole. L'EPFAG a élaboré document stratégique sur la période 2014-2020, intégrant ses missions d'aménagement en faveur de l'agriculture, avec la volonté de définir sa politique d'intervention et de lancer de nouvelles opérations pour satisfaire à la demande de terres agricoles (estimée à 22.000 ha).

Cette stratégie a cependant été élaborée sans référence aux capacités de l'établissement à la mettre en œuvre. Ceci a été confirmé par un bilan à mi-parcours réalisé en 2018.

Le programme a néanmoins contribué au renforcement de la culture de l'aménagement et permis de faire émerger de nombreux projets.

Depuis 1996, L'EPFAG a conduit des projets sur plus de 7 000 hectares dans des secteurs variés, répondant à des enjeux multiples, mais à un objectif commun : le développement durable de l'agriculture guyanaise. Les derniers aménagements en dates sont Cacao 300 sur la commune de Roura et Bassin Mine d'Or sur la commune de Mana, avec l'attribution de 1490 ha entre 2018 et 2020. De nouvelles opérations vont prochainement être lancées à travers le territoire, aussi bien dans l'Est avec Yaoni à Roura et Landau à Régina, que dans l'Ouest, avec la suite de Bassin Mine d'Or à Mana, Iracoubo ou encore Crique Margot à Saint-Laurent-du-Maroni et Crique Toussaint à Sinnamary.

Les attributions de foncier agricole pour une opération sont faites par un appel à candidatures publié sur le site de l'EPFA Guyane [www.epfag.fr](http://www.epfag.fr) et communiqué aux différentes institutions, organisations professionnelles et syndicales agricoles.

Entre 2013 et 2018, l'EPFA est l'auteur de 37 % des attributions de foncier agricole en Guyane, soit 4 400 ha, le reste étant attribué par l'État.

Environ 1 000 ha/an sont aménagés par EPFAG.

Le patrimoine agricole de l'EPFAG représente en 2020 environ 7 000 ha soit environ 20 % de la Surface agricole utile de la Guyane.

Depuis les années 2000 l'EPFAG a été bénéficiaire de 30% du foncier agricole de l'État, et celui-ci a représenté 60% de l'augmentation de la surface de la surface agricole utile (SAU) Guyanaise, ce qui démontre l'intérêt d'aménagements groupés.

Les infrastructures de base telles que les voiries, sont ensuite cédées aux communes ou aux riverains.

Sur la période 2021-2026, un nouveau plan stratégique de développement qui rassemble les 3 domaines d'interventions de l'EPFA Guyane a été élaboré :

- un Plan Pluriannuel d'Intervention (PPI) pour les missions foncières,
- un Plan Stratégique Opérationnel (PSO) pour les missions d'aménagement urbaines notamment l'opération d'intérêt national - OIN Guyane,
- un Plan Pluriannuel d'Activités agricoles (PPA) pour les missions agricoles.

#### ***Les principaux projets agricoles ont concerné :***

L'aménagement des secteurs : Yaoni (Roura/Cacao) - Landau (Régina) ainsi que plusieurs périmètres à Iracoubo. Il doit permettre l'installation d'une centaine d'agriculteurs sur environ 7 000 ha, ainsi que l'approvisionnement d'usines biomasse à partir de la défriche agricole.

L'EPFAG préfinance elle-même les opérations qu'elle porte, mais souligne que le taux de financement de 100% est une condition sine qua non de la mise en œuvre des opérations.

Est pointé le fait que les opérations ne sont finalement pas couvertes à 100% par le financement européen. Les fonctions support, telles que la communication, l'administration des baux, le contentieux, etc., ne sont pas retenues dans l'assiette éligible des projets.

Ces dépenses qui représentent entre 200 et 800 k€ par an sont mutualisées au sein de l'établissement.

Cette problématique pourrait peut-être être réglée via la mise en place de coûts forfaitaires, la structure disposant d'une comptabilité analytique.

Cette solution permettrait par ailleurs de simplifier l'instruction des demandes d'aide et l'instruction des demandes de paiement ; de manière incidente, de réduire les délais d'instruction et d'améliorer l'efficacité du dispositif.

### ***La problématique de la cession des voiries :***

Les dossiers comportent inévitablement la réalisation de voiries d'accès.

Il est prévu la rétrocession de ces voiries à la fin de l'aménagement, au profit des communes.

Devant les charges induites d'entretien des voiries, les communes sont très réticentes à les récupérer et utiliser leur DGF et/ou DETR pour leur entretien.

Les communes prennent une délibération avant réalisation de l'aménagement par l'EPFAG pour s'engager à reprendre les voiries. Dans les faits, les communes prennent beaucoup de temps pour mettre en place cette rétrocession. À titre d'exemple, il a fallu plus de 10 ans sur la zone de Wayabo avant que la rétrocession à la commune ne soit effective.

Il s'agit-là d'un enjeu essentiel au développement de l'agriculture sur les zones aménagées.

L'absence de voies d'accès implique l'absence de production agricole et/ou des zones délaissées par les agriculteurs au profit de zones plus facilement accessibles.

Les intempéries des deux dernières années viennent renforcer le constat d'un réel besoin de gestion de cette problématique, de nombreuses voies étant très dégradées.

Il semble nécessaire d'avoir une vision prospective de cette problématique en réunissant tous les acteurs concernés (communes, communautés de communes, associations d'usagers, État et Collectivité territoriale de Guyane), afin d'assurer le financement du renforcement, du reprofilage, de la sécurisation des voies communales et des chemins ruraux.

### ***Des conflits d'usage avec la stratégie d'approvisionnement de la filière biomasse :***

Le développement de la filière biomasse induit l'exploitation forestière des zones agricoles cédées. Malheureusement, les routes et ouvrages n'ont pas été calibrés pour le passage de grutiers très chargés qui contribuent fortement à la détérioration des routes agricoles.

Les besoins de l'aménageur et de l'opérateur forestier peinent à se rencontrer.

Il y a là aussi un chantier important de discussion et d'élaboration d'un schéma d'aménagement qui soit compatible avec les deux usages induits par la stratégie de territoire sur l'ouverture de zones agricoles et le développement de la filière biomasse sur ces mêmes zones.

### ***La nécessité, mais aussi la difficulté pour les petites communes de réaliser les travaux de voirie***

La visite auprès d'une petite commune (Régina) bénéficiaire de la mesure a été aidée pour

renforcer, reprofiler et sécuriser une voirie rurale qui dessert la zone agricole de Corossony, relate bien des difficultés que rencontrent les petites communes. Il était essentiel de refaire cette voie d'accès pour desservir la zone qui comprend de nombreux agriculteurs (fruits et légumes) installés depuis de longtemps, mais aussi les familles des agriculteurs qui résident sur place.

L'aide a été essentielle pour mener les travaux. Mais aléa malheureusement fréquent en Guyane, les récentes pluies ont détruit à nouveau la route, au niveau d'un pont, ce qui met la commune dans l'obligation de refaire les travaux. La question qui se pose est alors de pouvoir bénéficier à nouveau de l'aide pour réaliser les travaux comme il le faut pour durer. La problématique est aggravée par le fait que les coûts des travaux ont considérablement augmenté. Se pose d'ailleurs derrière cet événement qui doit sans aucun doute être récurrent dans les communes rurales, la question du type de voirie qui doit être faite, pour résister aux intempéries tropicales, mais aussi pour pouvoir être plus aisément réparée et entretenue par les services techniques communaux voire par les agriculteurs concernés par la desserte.

Autre problème pour la petite commune, avoir un minimum de moyen technique (équipement léger) pour faire l'entretien de la voirie et réaliser le cas échéant les premiers travaux de sécurisation quand il y a une dégradation (et avec la pluviométrie excessive de ces temps, l'occasion ne manque pas).

#### **d/ Analyse de la pertinence**

---

*Le TO 431 répond bien au besoin de création de SAU. La CTG a pu ainsi border 4 106 ha pendant la programmation et l'EPFAG aménager 1 000 ha par an. L'accès à de nouvelles terres est bien entendu favorable à l'installation. Le TO 421 a d'ailleurs financé 10 jeunes agriculteurs pour mettre en valeur leur terrain (défrichage).*

---

La mesure 431 était destinée à couvrir deux types de besoins principaux :

- Besoin 5. Création de S.A.U,
- Besoin 22. Soutien et accompagnement de l'installation des agriculteurs, principalement de jeunes agriculteurs.

En ce qui concerne la création de SAU, la mesure semble bien adaptée puisqu'elle a permis :

- Pour les dossiers portés par la collectivité, de border 4 106 hectares au profit de 306 agriculteurs, ainsi que l'accompagnement de 10 jeunes agriculteurs dans la mise en valeur de leur exploitation.
- Pour ce qui concerne l'EPFAG, ce sont 1 000 ha qui sont aménagés annuellement.

L'impact sur la SAU est donc important et a contribué à l'augmentation de la SAU entre 2010 et 2020 (36 400 ha en 10 ans – source recensement agricole 2020).

L'installation des jeunes est par ailleurs favorisée par ces actions de mise en valeur des terres.

#### **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La principale complémentarité du TO431 est avec le TO 611 de l'aide à l'installation de jeunes agriculteurs. 16 jeunes agriculteurs auraient ainsi bénéficié de l'ouverture*

---

*de nouvelle SAU sur la période (sur 36 hectares). L'impact du TO 431 qui concerne environ 5 000 hectares de nouvelles surfaces agricoles (la surface des périmètres aménagés relève du foncier agricole, est classé comme zone agricole, mais n'en pas pour autant de la SAU surface agricole utile) est bien plus considérable pour le développement de l'agriculture, sans que l'on puisse mesurer l'intégration des nouvelles exploitations ou de l'extension des exploitations existantes, dans les filières organisées et professionnelles.*

*Un questionnement est posé par les acteurs sur la nécessité d'ouvrir de nouveaux espaces agricoles alors que les espaces déjà ouverts sont pas ou mal utilisés par l'agriculture. Se pose alors la question plus globale de la gestion du foncier agricole et de l'aménagement des espaces agricoles.*

---

L'installation des jeunes est favorisée par ces actions de mise en valeur des terres décrite précédemment, mais aussi grâce à l'action de la Collectivité Territoriale de Guyane, via le TO 431 destiné à l'aménagement primaire des parcelles agricoles des jeunes agriculteurs.

Il a bénéficié à 16 agriculteurs sur la période sur 38 hectares.

L'impact du TO 431 qui concerne environ 5 000 hectares de nouvelles surfaces agricoles (la surface des périmètres aménagés relève du foncier agricole, est classé comme zone agricole, mais n'en pas pour autant de la SAU surface agricole utile) est bien plus considérable pour le développement de l'agriculture, que les seules installations de jeunes agriculteurs. Il n'est pas possible de mesurer l'intégration des nouvelles exploitations ou de l'extension des exploitations existantes, dans les filières organisées et professionnelles. L'augmentation de la SAU recensée entre 2010 et 2020 trouve son origine dans l'ouverture des nouveaux périmètres de foncier agricole, mais l'on doit prendre en compte que toutes les surfaces ouvertes ne sont pas devenues de la SAU, et de même, des espaces déjà ouverts (déforestés) ont pu avoir une utilisation différenciée, vers plus ou moins de SAU. D'ailleurs la question se pose de l'optimisation des espaces déjà ouverts pour augmenter la SAU, et pour poursuivre le raisonnement, pour également mieux valoriser la SAU existante (ex. optimisation des espaces pâturés).

Dans cette perspective, il s'agit alors d'aider les exploitations existantes à se développer et à améliorer la performance technico-économique de leur SAU. On peut aussi s'intéresser au développement de la production de biomasse sur la SAU ou dans les espaces ouverts non utilisés. Cela devra sans aucun doute devenir un besoin fort compte tenu de la nécessité d'améliorer l'autonomie alimentaire des élevages de Guyane et de tendre vers une autonomie énergétique en développant la bioénergie. Des espaces ouverts non utilisés pourraient même être convertis à la production photovoltaïque, à laquelle peut être associé de l'agriculture ou de l'élevage.

Tous des développements mobiliseraient les autres mesures du PDR (cela n'a pas été le cas dans le PDRG 2014-2022) : M1, M4, M8, M16 voire M19.

De tels développements d'optimisation des espaces déjà ouverts, surface agricole utilisée ou non, seraient une alternative à l'ouverture de nouveaux espaces déforestés pour obtenir la SAU nécessaire au développement agricole.

Tout ce questionnement se pose dans une problématique plus globale de la gestion du foncier agricole y compris la question de la voirie agricole et l'aménagement du territoire qui permette

d'accéder aux terres et de faire vivre et travailler les exploitants agricoles. Le questionnaire est repris dans l'évaluation de la mesure 7.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Bien que le TO 431 fait écho à d'autres enjeux et participent indirectement à plusieurs domaines prioritaires (DP2A, DP2C+, DP6), sa contribution aux priorités du PDR est fléchée sur le DP2B le renouvellement des exploitations.*

*À cet égard, le TO413 contribue de façon effective à l'installation des jeunes agriculteurs. En dehors de cette contribution, il est difficile de mesurer la pertinence et la cohérence de l'ouverture de nouveaux espaces agricoles, ni même de savoir si l'offre de foncier agricole aménagée, accessible et adaptée aux projets agricoles limitant l'impact sur les milieux naturels et la consommation d'espace.*

*La question reste entière et renvoie sur la problématique complexe et politiquement sensible de la gestion du foncier agricole.*

---

Le type d'opération 431 est fléché dur le domaine prioritaire 2B.

#### **Questions évaluatives associées au DP2B**

##### **Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle contribué à l'entrée d'exploitants suffisamment qualifiés et le renouvellement des générations ?**

Le TO 431, via la mise à disposition de terres, notamment au profit des jeunes agriculteurs, contribue de manière importante à l'atteinte des objectifs en matière d'entrée de nouveaux agriculteurs. Les cessions d'exploitations étant rares, la mise à disposition reste aujourd'hui le moyen majoritaire de l'entrée des jeunes agriculteurs.

##### **Question évaluative n° 2 : La mesure a-t-elle contribué à améliorer les connaissances et les méthodes d'identification des zones potentielles agricoles afin de pouvoir optimiser l'offre de foncier agricole ?**

L'évaluation n'a pas permis d'identifier de dossier spécifiquement dédié à l'amélioration des connaissances et des méthodes d'identification des zones potentielles agricoles.

##### **Question évaluative n° 3 : La mesure a-t-elle contribué à assurer l'ensemble des aménagements collectifs garantissant une offre de foncier agricole aménagée, accessible et adaptée aux projets agricoles limitant l'impact sur les milieux naturels et la consommation d'espace ?**

La mesure du fait du parti pris de valoriser les aménagements collectifs contribue efficacement à construire une offre adaptée aux projets agricoles en limitant l'impact sur les milieux et la consommation d'espaces.

Cela étant dit, les acteurs posent la question plus globale de la gestion du foncier agricole, de l'optimisation des surfaces agricoles et aussi, de l'entretien des aménagements dont la voirie qui est essentielle pour accéder aux terres. Cette question globale peut aller jusqu'à s'interroger sur la pertinence d'ouvrir d'aménager de nouveaux périmètres, parfois éloignés ou difficilement accessibles, alors que des périmètres déjà ouverts sont sous-utilisés.

## 4.2.5. TO 433 - Desserte forestière

### a/ Cadre d'intervention du TO

L'aide vise à soutenir la création d'infrastructures programmées dans le cadre d'une gestion multifonctionnelle et durable des forêts et/ou dans le but d'améliorer la compétitivité de la filière bois.

La desserte forestière est assurée par :

- Des pistes principales répondant aux objectifs de connaissance de la ressource (en permettant son accès), de contrôle de cette ressource et de son utilisation (atténuation des risques d'exploitation illégale) ont une durée de vie illimitée.
- Des pistes secondaires et de fin de réseau permettent l'accès aux parcelles d'exploitation forestière raisonnée.

Les projets de création de pistes devront faire l'objet d'une étude d'évaluation des impacts sur l'environnement lorsque la réglementation relative aux études d'impact l'exige.

#### **Bénéficiaires :**

Propriétaires de forêts publiques et gestionnaires de forêts publiques selon le code forestier.

#### **Coûts admissibles :**

- Frais généraux liés à l'investissement tels que les études, rémunérations d'ingénieurs, assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre directement liées à la réalisation de l'opération.
- Ces dépenses sont éligibles dans la limite de 20 % du total des dépenses éligibles.
- Les investissements matériels liés à l'investissement

#### **Conditions principales de l'aide :**

- Les voiries visant la desserte doivent faire l'objet d'un plan de gestion forestière
- Pour les travaux et ouvrages nécessitant une déclaration ou une autorisation au titre du code de l'environnement ou toute autre législation : preuve du dépôt d'un dossier auprès des autorités compétentes pour leurs instructions
- Les investissements doivent tenir compte des enjeux définis dans le SRCE en termes de conservation et restauration de continuités écologiques en dehors du Domaine Forestier Permanent soumis au régime forestier

#### **Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement sur la base des critères de sélection.

Priorité sera donnée aux dossiers :

- S'inscrivant dans le programme d'investissements de l'année en cours du document de planification

#### **Montant et taux d'aide :**

Taux d'aide publique de 100%, hors projets relevant de régimes d'aide d'état.

#### **Indicateurs associés :**



TO 4.3.3 : Dessertes forestières bois énergie et bois d'œuvre	O1- Total des dépenses publiques	
	O2 - Total des investissements	
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues	
	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	
	IS 25 - Linéaire de pistes créés	
	IS 26 - Linéaire de pistes renforcées et/ou remises en état	
	IS 27- Surface forestière rendue accessible	
	IS28 -Volume de grumes directement rendu accessible	

## b/ Bilan de réalisation du TO

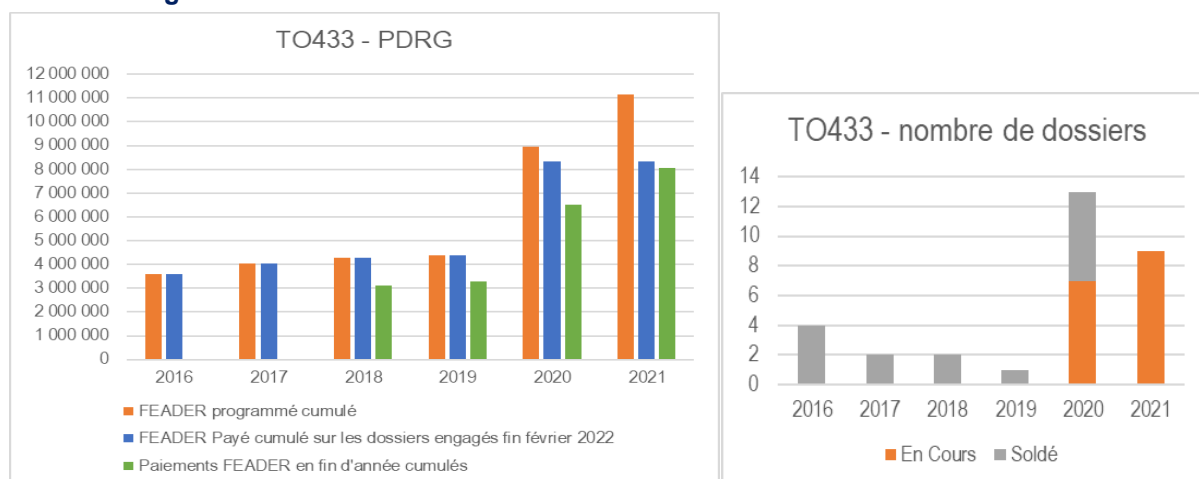
Globalement, le TO 433 présente un taux de programmation élevé de 68% pour un taux d'engagement de 95%.

Le rythme de programmation global est en forte augmentation sur la fin de période. Le taux de paiement global est de 49% est faible précisément parce que la plus grande partie des opérations ont été engagées en 2020 et 2021, alors que les travaux dans la forêt ont été ralentis du fait de la pluviométrie excessive. Le taux de réalisation (paiement) sur les dossiers engagés est de 75%, ce qui est relativement important, malgré l'importance des dossiers non soldés.

L'exploitation forestière est fortement concentrée dans la zone Est de la Guyane, d'où l'importance relative du financement affecté à ce territoire.

Du fait de n'avoir qu'un seul opérateur et qu'une seule modalité de dossier, le temps de traitement des dossiers de l'engagement au premier paiement plus court que pour les autres TO de la mesure 4, soit 303 jours en moyenne (10 mois).

Figure 48 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 433



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs



**Tableau 41 – Évolution de la réalisation du TO 431**

Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	4 237 230	3 602 685	3 602 685	100%	0	0%
2017	4 770 977	4 056 370	4 056 370	100%	0	0%
2018	5 017 341	4 265 780	4 265 780	100%	3 108 805	73%
2019	5 153 349	4 381 386	4 381 386	100%	3 271 508	75%
2020	10 134 756	8 948 520	8 348 671	93%	6 510 573	73%
2021	12 724 880	11 149 479	8 348 671	75%	8 045 150	72%
2022	12 724 880	11 149 479	8 348 671	75%	8 348 671	75%
<b>TO433</b>	<b>12 724 880</b>	<b>11 149 479</b>	<b>8 348 671</b>	<b>75%</b>	<b>8 348 671</b>	<b>75%</b>

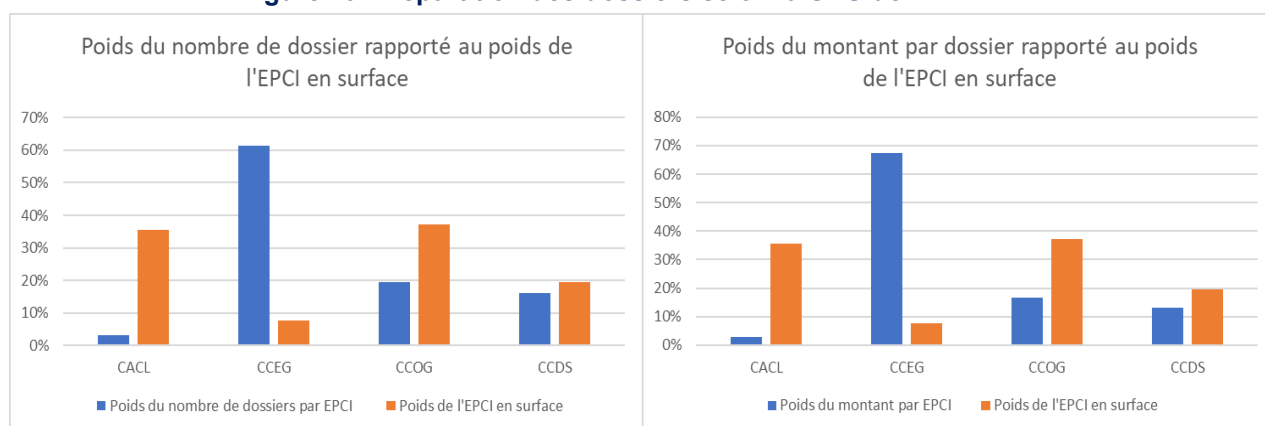
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs.

Globalement, le TO 433 présente un taux de programmation élevé de 68% pour un taux d'engagement de 95%.

Le rythme de programmation global est en forte augmentation sur la fin de période.

Le taux de paiement global est de 49%, soit un pourcentage faible.

#### La distribution des aides par communautés de commune :

**Figure 49 - Répartition des dossiers selon la SAU de l'EPCI**


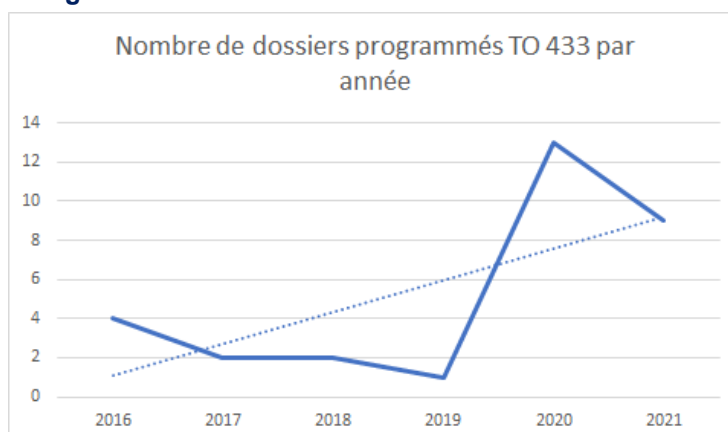
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Nombre de dossiers et poids des aides ne sont pas corrélés sur les quatre territoires.

On constate une dynamique d'aménagement forte sur la zone CCEG

## Le rythme de programmation :

**Figure 50 – Évolution du nombre de dossiers TO 433**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La courbe montre un début de programmation difficile puis un développement fort en 2019. La courbe de tendance est croissante sur la période 2016 – 2021 révèle une montée en puissance du programme sur la période.

## Les délais d'engagement :

- 31 dossiers ont été engagés sur les 31 dossiers programmés, soit 100%.
- Le délai moyen d'engagement est de 80 jours soit près de 3 mois

## Le délai du premier paiement après engagement :

- 22 dossiers sur 31 ont reçu un premier paiement, soit 71%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 223 jours soit plus de 7.5 mois.

## Le paiement des dossiers soldés :

- 17 dossiers sur 31 sont soldés soit 55%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers soldés est de 96% (pour un minimum de 72% et un maximum de 100%).

## Le paiement des dossiers non soldés :

- 5 dossiers sont partiellement payés soit 16%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 79%.
- 1.663 M€ sont engagés pour 1.314 M€ de payés.

## Dossiers en cours sans demande de paiement :

- 9 dossiers n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de paiement soit 29%.

Au total :

- Dossiers programmés : 11 461 802 €
- Dossiers engagés : 11 937 508 € (95 % des montants sont engagés).
- Dossiers payés : 8 348 671 € (73% des montants programmés sont payés).

## Les indicateurs :

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la

date de l'évaluation.

**Tableau 42 – Indicateurs du TO 433**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible	Dossiers en cours de paiement (instruction demande de paiement)	Cible potentiellement atteinte	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
Investissements totaux en faveur d'une gestion efficace, multifonctionnelle et durable des forêts	19 910 853	9 473 439	48%	3 404 682	12 878 121	64,7%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Le taux d'attente potentielle de la valeur cible financière est de 65%.

### c/ Évaluation des résultats du TO

*Le seul opérateur est l'ONF qui mène les actions d'ouverture des périmètres d'exploitation puis l'ouverture des dessertes allant aux parcelles destinées à l'exploitation forestière. Les opérations sont menées sur la base d'un plan de gestion quinquennal glissant. La gestion de l'exploitation est conçue pour préserver durablement la forêt, aussi les aménagements ne sont pas pérennes, et 75% des voies ont vocation à être refermées.*

*Les forêts sont plus productives et diversifiées d'une part dans l'Est, d'autre part, l'exploitation dans l'Est bénéficie d'une organisation plus propice à l'exploitation. Aussi le volume des dessertes financées est plus important dans l'Est que dans tout le reste de la Guyane.*

Le seul bénéficiaire de ce TO est l'ONF qui a fait l'objet d'un entretien.

Les opérations sont menées sur la base d'un plan quinquennal décliné annuellement. Le plan est glissant et fonction de la capacité de l'ONF à le mettre en œuvre.

La mise en œuvre des projets est très saisonnière.

Les projets consistent en l'ouverture de voies destinées à l'exploitation forestière.

25% sont des routes qui sont structurelles donc pérennes, tandis que 75% sont des voies qui ont vocation à être refermées lorsque l'exploitation est terminée.

Il s'agit d'une spécificité guyanaise qui doit être reconnue au niveau du programme.

On constate une dynamique de développement des voies forestières dans l'Est guyanais.

Les forêts sont plus productives et diversifiées d'une part dans l'Est, d'autre part, l'exploitation bénéficie d'une organisation dans l'Est plus propice à l'exploitation.

Le tissu économique n'est pas encore prêt à l'ouest et la structuration de la filière reste une priorité.

Les deux dernières années marquées par de fortes intempéries ne sont pas sans effet sur la performance relative de ce TO, les travaux étant très perturbés y compris en saison traditionnellement sèche.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

---

*Le TO 433 finançant les dessertes forestières est la clé pour l'exploitation forestière en Guyane. Le besoin de financement est donc dépendant de la capacité d'exploitation de la forêt. Il est prévu une augmentation des volumes à extraire qui devraient passer de 70 000 m<sup>3</sup> à 210 000 m<sup>3</sup> selon le Programme régional. Ce volume n'est pas encore atteint, compte tenu d'une part de la pluviométrie des deux dernières années, et d'autre part de la capacité des sociétés d'exploitation à extraire et des scieries à gérer un tel volume. Si la production de bois-énergie comme sous-produit de l'exploitation forestière se développe, cela pourrait impacter le besoin de financement, car les dessertes devront être formatées de façon à supporter les flux supplémentaires, ce qui générera des surcoûts.*

---

La mesure 433 était destinée à couvrir trois types de besoins principaux :

- Besoin 13. Modernisation des exploitations forestières de bois d'œuvre
- Besoin 14. Poursuite de la gestion durable des forêts et développement de la desserte forestière
- Besoin 25. Soutien à la diversification de la production forestière, notamment vers l'exploitation de la biomasse.

Le type d'opération 433 est considéré comme étant la mesure essentielle à l'exploitation forestière sur le territoire. En effet, comme le TO 431 permet, par l'ouverture de zones agricoles, le développement de l'activité, la mesure 433 permet, par l'ouverture de voies d'accès, l'exploitation forestière. « *Pas de voies, pas d'exploitation* ».

Elle permet dans le cadre très strict du Programme régional forêt-bois 2019-2029 de viser l'objectif d'une production de 210 000 m<sup>3</sup> par an contre 70 000 m<sup>3</sup> actuellement.

Le développement de la production électrique à partir de la biomasse (bois énergie) complexifie la programmation des dessertes forestières, car dans l'hypothèse où des concessions pourraient être accordées pour retirer les « tiges » (bois d'œuvre), mais aussi de la bio masse (bois énergie), les dessertes principales et secondaires devront être formatées à cet effet, de façon à supporter un tonnage plus important sur une durée plus longue.

#### **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La desserte forestière est directement issue du plan de gestion forestière durable réalisé par l'ONF (TO 721) et son plan d'aménagement qui en découle. Au fur et à mesure de l'ouverture des zones d'exploitation, des dessertes principales sont créées pour réaliser le parcellaire mis en concession auprès des sociétés d'exploitation forestière, puis les dessertes secondaires qui conduisent jusqu'aux parcelles où le prélèvement des bois s'opère. Les dessertes sont conçues pour ne durer que le temps de l'exploitation.*

*Le TO 433 s'articule également avec les mesures d'investissement dédiées à la filière bois, par le fait que l'exploitation forestière produit du bois qui doit pouvoir être*

---

---

*valorisé par les entreprises de l'aval, pour la valorisation en bois d'œuvre, mais aussi, nouveauté de la programmation, pour la valorisation en bois énergie : TO 641, TO861 et TO1671.*

---

La desserte forestière est directement issue du plan de gestion forestière durable réalisé par l'ONF (TO 721) et son plan d'aménagement qui en découle. Au fur et à mesure de l'ouverture des zones d'exploitation, des dessertes principales sont créées pour réaliser le parcellaire mis en concession auprès des sociétés d'exploitation forestière, puis les dessertes secondaires qui conduisent jusqu'aux parcelles où le prélèvement des bois s'opère. Les dessertes sont conçues pour ne durer que le temps de l'exploitation.

Le TO 433 s'articule également avec les mesures d'investissement dédiées à la filière bois, par le fait que l'exploitation forestière produit du bois qui doit pouvoir être valorisé par les entreprises de l'aval, pour la valorisation en bois d'œuvre, mais aussi, nouveauté de la programmation, pour la valorisation en bois énergie :

- Le TO 641 qui finance les investissements matériels en faveur de la filière biomasse.
- Le TO 861 qui finance les investissements matériels en faveur de l'exploitation forestière – bois d'œuvre.
- Le TO 1671 qui permet de financer l'organisation de la filière via l'interprofession bois, interprofession encore jeune.

Le développement de la filière bois-énergie n'a pas encore eu lieu ; peu d'investissements ont été financés.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Le TO 433 contribue de manière efficace à la performance des exploitations forestières via l'ouverture de voies qui permettent de développer l'exploitation forestière de bois d'œuvre, mais aussi de bois destiné à la production d'énergie. Toutefois la mise en route du plan quinquennal assez tardive suivie par la pandémie et la pluviométrie excessive, n'a pas permis le développement durable de l'exploitation forestière, et les crises ont même entamé la performance des sociétés d'exploitation ainsi que des scieries en aval.*

---

Le type d'opération 433 est fléché sur le domaine prioritaire 2C.

#### **Questions évaluatives associées au DP2C**

##### **Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle contribué la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts ?**

La contribution de la mesure à la performance économique des exploitations forestières est relative, car les dessertes forestières constituent l'élément indispensable de l'exploitation forestière, et le fait qu'elles soient réalisées par l'ONF dans le cadre d'un plan de gestion durable des forêts, est un gage que les dessertes sont correctement formatées tant pour la meilleure exploitation que pour la préservation de la forêt. Aussi le TO 433 permet effectivement la performance économique tout en garantissant la gestion durable.

Cela étant dit, le développement de l'exploitation de la forêt n'a pas eu lieu comme prévu, et même a été ralenti par la pandémie suivie par une pluviométrie excessive depuis plus de 2

ans. Et ces retards pèsent sur la performance économique des sociétés d'exploitation qui ne peuvent travailler correctement. Aussi durant la programmation 2014-2020, on ne peut conclure sur la réalité de la contribution du TO 433 au développement durable de l'exploitation forestière.

***Question évaluative n° 2 : La mesure a-t-elle contribué à soutenir la création d'infrastructures programmées dans le cadre d'une gestion multifonctionnelle et durable des forêts et/ou dans le but d'améliorer la compétitivité de la filière bois ?***

Le TO 433 contribue de manière efficace à la performance des exploitations forestières via l'ouverture de voies qui permettent de développer l'exploitation forestière de bois d'œuvre, mais aussi de bois destiné à la production d'énergie.

Le TO initialement destiné à l'ouverture de voie destinées à la biomasse (DP 5C) a été supprimé et fondu avec le TO 433.

Les routes créées servent donc à la fois à l'exploitation forestière de bois d'œuvre et à l'extraction à destination de la filière bois énergie.

***Question évaluative n° 3 : La mesure a-t-elle permis la création de pistes principales, répondant aux objectifs de connaissance de la ressource, de son contrôle et de son utilisation ?***

***La mesure a-t-elle permis la création de pistes secondaires et de fin de réseau permettant l'accès aux parcelles d'exploitation forestière ?***

Le TO 433 permet de créer des pistes principales quasi permanentes qui servent parfois aussi à d'autres usages (agricoles notamment), mais aussi des routes et pistes secondaires, dites de fin de réseau, qui permettent d'accéder à la ressource, à l'unité de gestion qui est aussi l'unité de vente du bois.

La création de pistes permet par ailleurs d'améliorer la connaissance de la forêt dans le sens où l'accès permet notamment la mise en œuvre des inventaires forestiers.

Le TO 433 s'articule par ailleurs avec le TO 712 notamment dédié aux plans de gestion forestière.

## 4.2.6. TO 441 - Investissements agricoles non productifs

### a/ Cadre d'intervention du TO

L'aide vise à soutenir les investissements non productifs dans les exploitations agricoles, utiles à la mise en place ou la mise en œuvre des mesures agroenvironnementales et climatiques :

- Suppression des traitements phytosanitaires, enherbement et mise en place du paillage végétal par l'achat de matériel permettant de faire du mulch ou paillage sous la culture, et freiner ainsi l'apparition des adventices, dans le but de suspendre le désherbage chimique,
- Entretien des éléments topographiques (haies) par l'achat de matériel nécessaire à l'entretien de haies ou ripisylves sur l'exploitation agricole.
- Des actions visant à préserver la qualité de l'eau et des sols, à protéger la biodiversité ou à atténuer et à l'adaptation aux changements climatiques sont aussi soutenues (p. ex. mise en défens milieux sensibles).

### **Bénéficiaires :**

Personnes physiques et morales mettant en valeur une exploitation agricole et groupement (avec une personnalité morale propre) de personnes physiques et morales mettant en valeur des exploitations.

Les entreprises de travaux agricoles sont exclues

### **Coûts admissibles :**

- Frais généraux liés à l'investissement tels les études de faisabilité dans la limite de 1500 €.
- Les investissements matériels concourant à la protection de la ressource en eau, de la biodiversité, de la qualité des sols et des paysages.
- Matériel destiné à l'entretien de haies et ripisylves

Les investissements concernant le matériel forestier ne sont pas éligibles dans le cadre de cette mesure.

### **Conditions principales de l'aide :**

- Les investissements doivent s'inscrire dans le cadre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques prévus aux mesures 10 et 11, ou bien d'objectifs agroenvironnementaux autres.
- Pour les agriculteurs ayant souscrit un engagement au titre des mesures 10 et 11 ou non, la réalisation d'un diagnostic agroenvironnemental est obligatoire.

### **Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement par appel à projets, procédure de marché public, appel à manifestation d'intérêt, sur la base de critères de sélection.

La sélection peut aussi se faire par dépôt au fil de l'eau des dossiers.

Priorité sera donnée aux dossiers :

- Parcelle située dans une zone à enjeu environnemental : aires d'alimentation de captage, périmètres de protection de captage, zones humides, zones en bordure de cours d'eau, terrain du Conservatoire du Littoral ;
- Exploitations s'inscrivant dans une démarche collective à l'égard des projets environnementaux et des pratiques environnementales.

### **Montant et taux d'aide :**

Taux d'aide publique : 90%

L'aide sera modulée en fonction du type d'investissement : +10% pour les investissements paysagers.

### **Indicateurs associés :**

TO 4.4.1 : Investissements non productifs agricoles	O1- Total des dépenses publiques		
	O2 - Total des investissements		
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues		
	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus		

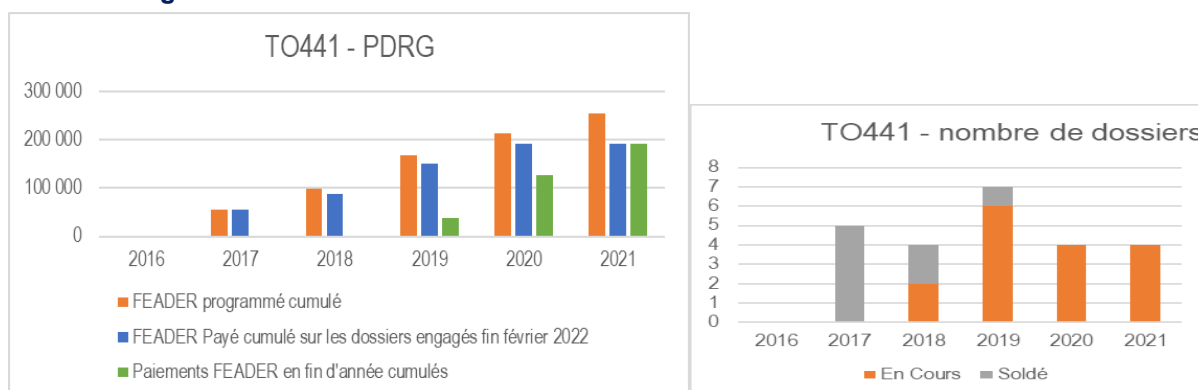


## b/ Bilan de réalisation du TO

Ce TO a un objectif cible très modeste en comparaison avec les autres TO de la mesure 4, cible qui a été potentiellement atteinte à 59% en termes financiers, mais à 104% en nombre d'opérations financées. La programmation a démarré dès 2017 avec une montée en puissance, qui semble se ralentir depuis 2020.

Comme pour le TO 411, le nombre de dossiers non soldés est relativement important, et les délais entre la programmation et le premier paiement sont longs, en moyenne de 19 mois.

**Figure 51 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 441**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs.

**Tableau 43 – Évolution de la réalisation du TO 441**

Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	0	0	0		0	
2017	65 003	55 253	55 253	100%	0	0%
2018	115 130	97 861	88 296	90%	0	0%
2019	198 377	168 620	150 221	89%	38 576	23%
2020	249 257	213 111	192 233	90%	126 954	60%
2021	298 854	255 269	192 233	75%	192 233	75%
<b>TO441</b>	<b>298 854</b>	<b>255 269</b>	<b>192 233</b>	<b>75%</b>	<b>192 233</b>	<b>75%</b>

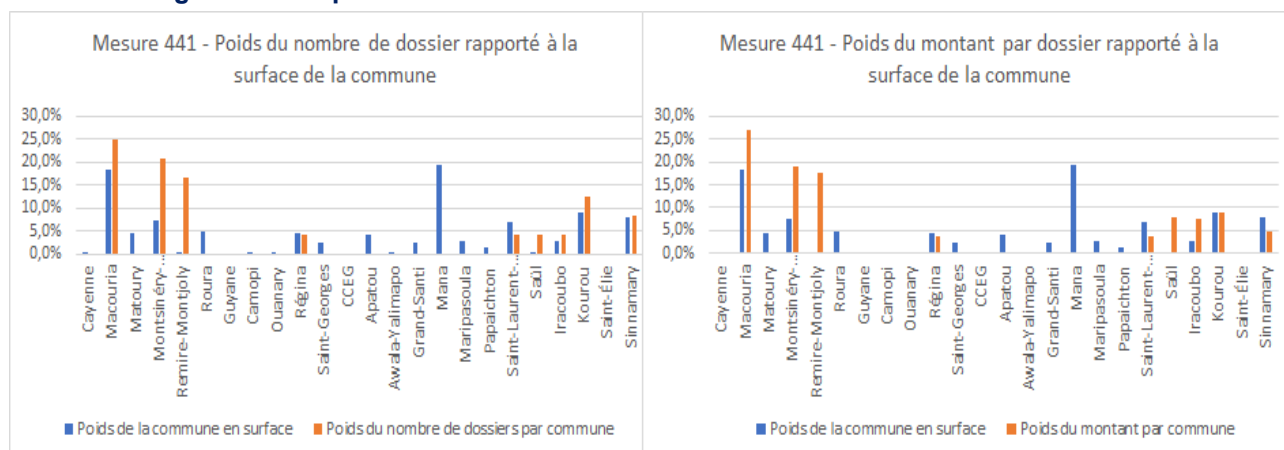
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs.

Globalement, le TO 441 présente un taux de programmation élevé de 76% pour un taux d'engagement de 90%.

Le taux de paiement global est de 53%, soit un pourcentage faible.

### La distribution des aides par communes (SAU) des communes :

Figure 52 – Répartition des dossiers TO 411 selon la SAU des communes



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les graphiques en nombre de dossiers et en montant sont bien corrélés.

Trois communes se distinguent par un dynamisme tant en termes de nombre de dossiers que de montant FEADER par dossier. Il s'agit de Montsinéry et Remire Montjoli et Macouria.

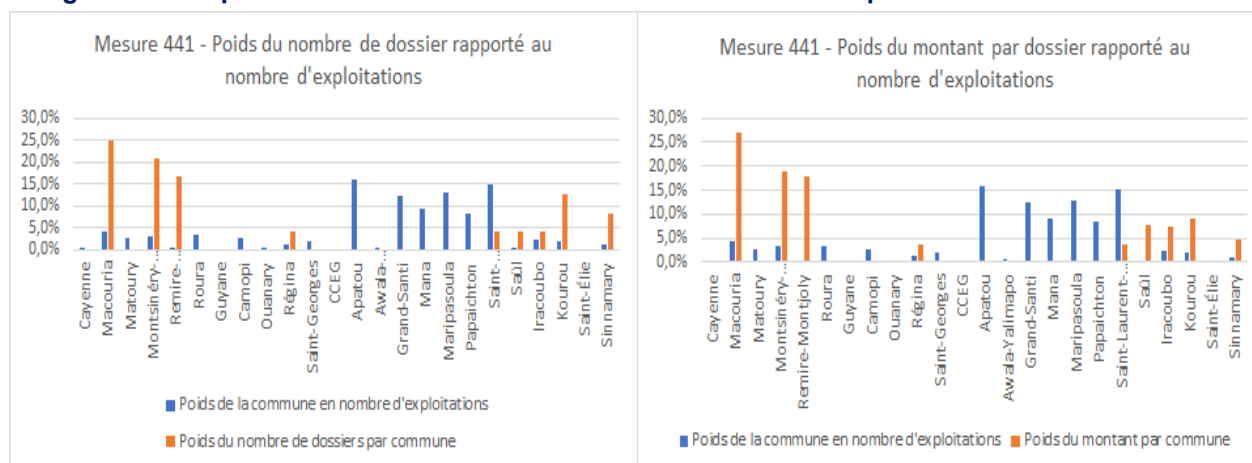
Seules 9 communes émergent au dispositif.

Treize communes totalisant 42.7 % de la SAU du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

Les communes telles que Mana, Apatou ou Roura ont peu de dossiers alors qu'elles ont une SAU importante.

### La distribution des aides rapportées au nombre d'exploitations par communes :

Figure 53 – Répartition des dossiers TO 441 selon le nombre d'exploitation des communes



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

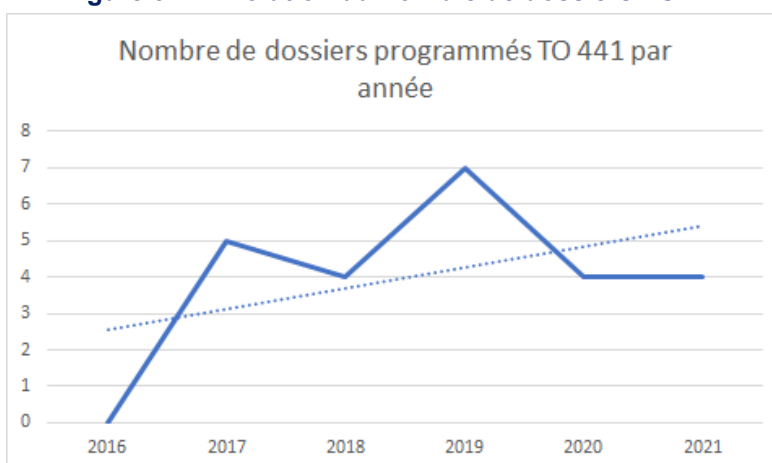
Les graphiques en nombre de dossiers et en montant sont moins bien corrélés.

Les communes de Macouria, Montsinéry, Remire Montjoli, bien qu'affichant un nombre d'exploitation moins élevé, présentent un fort dynamisme en termes de dépôt de dossiers et de montants mobilisés.

Treize commune, totalisant 70.4 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

### Le rythme de programmation :

Figure 54 – Évolution du nombre de dossiers TO 441



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La courbe de tendance est croissante sur la période 2016 – 2021 révélant une montée en puissance du programme sur la période.

### Les délais d'engagement :

- 24 dossiers ont été engagés sur les 24 dossiers programmés, soit 100%.
- Le délai moyen d'engagement est de 127 jours soit près de 4 mois

### Le délai du premier paiement après engagement :

- 16 dossiers sur 24 ont reçu un premier paiement, soit 67%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 451 jours soit plus de 15 mois.

### Le paiement des dossiers soldés :

- 15 dossiers sur 203 sont soldés soit 63%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers soldés est de 99.97% (pour un minimum de 99.9% et un maximum de 100%).

### Le paiement des dossiers non soldés :

- 1 dossiers est partiellement payé soit 4%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 93%.
- 13 230 € sont engagés pour 12 302 € payés.

### Dossiers en cours sans demande de paiement :

- 8 dossiers n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de paiement soit 33%.

Au total :

- Dossiers programmés : 291 622 €
- Dossiers engagés : 263 394 € (90 % des montants sont engagés).
- Dossiers payés : 202 185 € (69% des montants engagés sont payés).

**Les indicateurs : Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la date de l'évaluation.**

**Tableau 44 – Indicateurs du TO 441**

Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
M04 - Investissements physiques (article 17)	Nombre d'opérations de soutien à des investissements non productifs (4.4)	23,00	-	24,00	104%
	Total des investissements (en €) (publics et privés)	564 879,73	-	331 734,31	59%
	Total des dépenses publiques (en €)	508 391,76	-	298 853,83	59%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Le nombre d'opérations prévisionnelles est atteint à 104%. Il reste que la cible financière ne l'est qu'à 59%.

### c/ Évaluation des résultats du TO

*Il s'agit de petits investissements de 14 000 €. Le taux d'aide à 90% de l'investissement est très incitatif, mais les délais et le côté administratif dissuadent les agriculteurs qui pourront lui préférer la défiscalisation voire le crédit d'impôt.*

Le TO 441 atteint ces objectifs en nombre d'agriculteurs impactés.

Il s'agit en majorité de petits dossiers (moyenne de 14 000 € de coût total), ce qui amène un coût de traitement administratif important.

Il amène aussi un fort coût d'entrée dans le dispositif pour les agriculteurs qui hésitent à se lancer dans un dossier FEADER pour un faible montant.

### d/ Analyse de la pertinence

*La plupart des investissements réalisés concernent des équipements dédiés à l'entretien des parcelles. Le TO 441 répond aux besoins de développement de pratiques culturales respectueuses de la biodiversité, préservant et améliorant la qualité des sols, et même la conservation du stock de carbone dans les prairies.*

La mesure 441 était destinée à couvrir trois types de besoins principaux :

Besoin 9. Maintien et développement de pratiques agricoles respectueuses de la biodiversité et des paysages,

Besoin 15. Préservation et amélioration de la qualité des sols agricoles,

Besoin 2. Amélioration de la conservation des stocks de carbone dans les prairies.

La plupart des investissements réalisés concernent des équipements dédiés à l'entretien des parcelles. En ce sens, le TO répond de manière efficiente aux besoins ciblés dans le PDRG.

### e/ Analyse de la cohérence

*Le TO 441 apparaît comme un dispositif essentiel à la bonne mise en œuvre des mesures 10 et 11. A ce titre, il pourrait faire l'objet d'une communication ciblée*

---

*auprès des agriculteurs ayant contracté une MAEC ou engagés en agriculture biologique afin de la développer.*

---

La cohérence est à rechercher avec les dossiers des mesures 10 et 11.

Le TO 441 apparaît comme un dispositif essentiel à la bonne mise en œuvre des mesures 10 et 11. A ce titre, il pourrait faire l'objet d'une communication ciblée auprès des agriculteurs ayant contracté une MAEC ou engagés en agriculture biologique afin de la développer.

Par ailleurs, pourrait-être envisagé un portage collectif des dossiers du TO 441, via des associations, coopératives, ce qui permettrait de simplifier l'accès au dispositif pour les agriculteurs.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*La contribution du TO 441 sur les domaines prioritaires « environnementaux » 4A, 4B et 5E est certainement très modeste, mais le TO permet néanmoins d'accompagner une mise en œuvre efficace des mesures agroenvironnementales et climatiques et l'entrée et le maintien des exploitations en agriculture biologique. Avec 24 bénéficiaires, le TO 441 a dépassé son objectif cible de 23 bénéficiaires.*

---

Le type d'opération 441 est fléché sur les domaines prioritaires 4A, 4C, 5E.

#### **Questions évaluatives associées aux DP**

**Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle contribué à restaurer, préserver et renforcer la biodiversité A-t-elle contribué à prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols ?**

**A-t-elle contribué à la conservation et séquestration du carbone ?**

**A-t-elle participé à la suppression des traitements phytosanitaires, enherbement et mise en place du paillage végétal ?**

**À a-t-elle participé l'entretien des éléments topographiques, haies ou ripisylves sur les exploitations agricoles ?**

**A-t-elle participé à préserver la qualité de l'eau et des sols, à protéger la biodiversité ou à atténuer et à l'adaptation aux changements climatiques ?**

L'impact du TO 441 est difficile à évaluer en l'absence de suivi spécifique sur la nature des investissements des dossiers financés.

L'impact est vraisemblablement assez limité à l'échelle de la Guyane.

Il permet néanmoins d'accompagner une mise en œuvre efficace des mesures agroenvironnementales et climatiques et l'entrée et le maintien des exploitations en agriculture biologique.

**Les modifications du programme sur la période 2014-2020 amène des questions évaluatives spécifiques :**

**Question évaluative n° 2 : L'ouverture de la sélection par appel à projets pour la plantation de haies dans le cadre du plan de relance en 2021 a-t-elle permis de financer ce type d'opérations**

Un appel à projets a été lancé le 25/10/2021 avec une date de clôture au 26/08/2022.

Il est doté d'une enveloppe financière de 42 k€, dont 15 k€ issus du plan de relance.

Il vise à mettre en place des systèmes agroforestiers à l'origine de différents services : ombrage et affouragement pour les troupeaux, fixation d'azote, brise-vent ...

Il a été précédé d'un appel à projets « Animation » qui avait permis de sélectionner des structures pour accompagner les agriculteurs sur les plans techniques et administratifs dans leur projet de plantations de haies et d'arbres intraparcellaires, dans le cadre de la mesure 16.5.

Il s'agit là de pratiques vertueuses permettant de combiner l'animation et le développement des MAEC et des mesures dédiées à la production en agriculture biologique, aux opérations d'investissement non productif d'accompagnement de ces mêmes mesures.

## 4.3. Mesure 6 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises

### 4.3.1. Présentation de la mesure

#### a/ Les TO et les DP impactés

Cette mesure propose une aide au démarrage destinée aux exploitations agricoles ainsi qu'aux entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse. L'aide contribue à soutenir l'installation d'exploitations agricoles viables ainsi qu'au développement et à la diversification des activités économiques en zone rurale.

Elle se décline en 3 sous mesures :

- Sous mesure 6.1 : Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs
- Sous mesure 6.3 : Aide au démarrage de petites exploitations agricoles
- Sous mesure 6.4 : Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles.

La mesure 6 propose une aide au démarrage destinée aux exploitations agricoles ainsi qu'aux entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse. L'aide contribue à soutenir l'installation d'exploitations agricoles viables ainsi qu'au développement et à la diversification des activités économiques en zone rurale en finançant :

- Les exploitations agricoles orientées vers le marché et compétitives visées par l'aide à l'installation de jeunes agriculteurs. L'objectif de cette dotation est d'accompagner l'installation des agriculteurs en finançant leur trésorerie pendant les 5 premières années de la vie de l'exploitation.
- Les exploitations dont la production au démarrage de l'activité agricole est majoritairement orientée vers l'autoconsommation. L'objectif de l'aide est de favoriser le développement d'une commercialisation d'une partie de leur production pour approvisionner les marchés locaux.
- Les entreprises de bois énergie et de biomasse afin d'accompagner le développement de cette filière, dans la perspective de contribuer à l'enjeu du domaine prioritaire **5C**, en facilitant la mobilisation de biomasse à des fins notamment de production d'énergie et de compost.

La contribution de la Mesure 6 en termes de dépenses publiques au DP2A pour 4.2 M€, et au DP5C pour 2.82 M€.

Elle constitue au global plus de 4% de la maquette

Les résultats attendus visent à répondre aux besoins spécifiques de la Guyane :

- Dans le cadre du domaine prioritaire 2A :
  - Besoin 12. Modernisation des exploitations agricoles orientées vers le marché
  - Besoin 21. Soutien au développement et à la diversification de la production agricole
  - Besoin 31. Amélioration du positionnement sur tous les marchés des produits agricoles et agroalimentaires
- Dans le cadre du domaine prioritaire 2B :
  - Besoin 5. Création de S.A.U
  - Besoin 22. Soutien et accompagnement de l'installation des agriculteurs, principalement de jeunes agriculteurs.



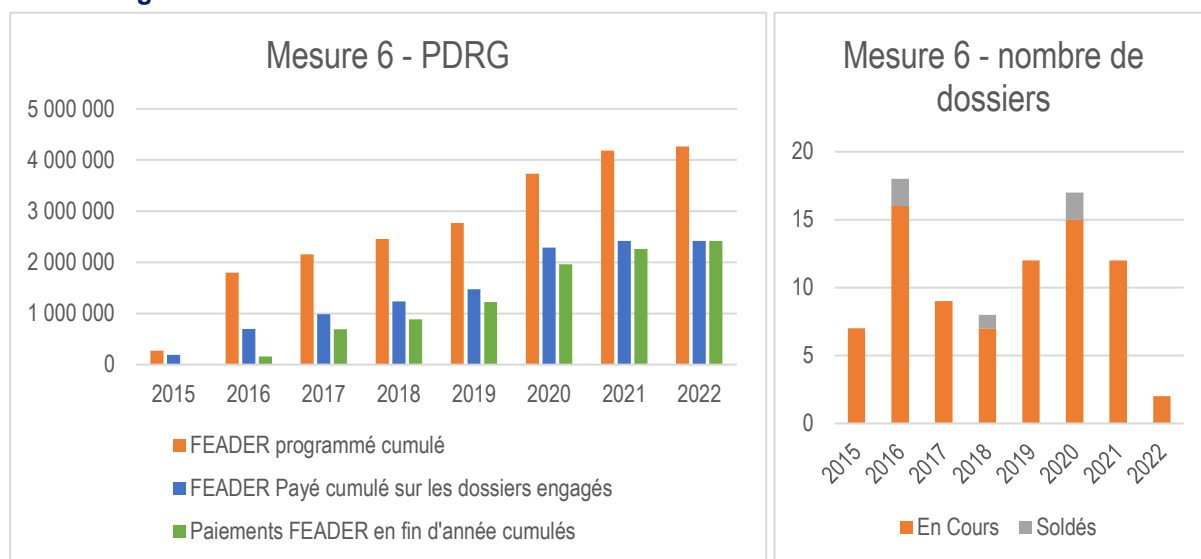
- Dans le cadre du domaine prioritaire 5C :  
 Besoin 28. Valorisation agricole des déchets organiques et minéraux  
 Besoin 29. Valorisation de la biomasse issue de défriches agricoles  
 Besoin 30. Valorisation des produits forestiers hors bois d'œuvre

## b/ Bilan global de réalisation de la mesure 6

*La mesure 6 a une programmation qui a démarré immédiatement en absorbant les dossiers déposés en fin de programmation précédente, puis a subi un premier ralentissement à la suite de la crise sociale de 2017 puis un second ralentissement en fin de programmation. Ce dernier ralentissement s'explique aussi, car les opérations financées s'inscrivent dans la durée. Ceci explique d'ailleurs pourquoi le taux de réalisation en termes de paiement des dossiers engagés n'est que de 57% alors qu'un premier paiement conséquent est assez rapidement effectué.*

*Les dossiers et par conséquent les financements ne sont pas répartis dans les territoires en proportion de la SAU ou du nombre des exploitations agricoles. Le territoire de la CACL apparaît particulièrement plus dynamique alors que celui de la CCOG l'est beaucoup moins, en fait à l'image du niveau de professionnalisation (ou dans la moyenne de SAU par exploitation) de l'agriculture dans ces deux territoires.*

**Figure 55 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers de la mesure 6**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 45 – Évolution de la réalisation de la mesure 6**

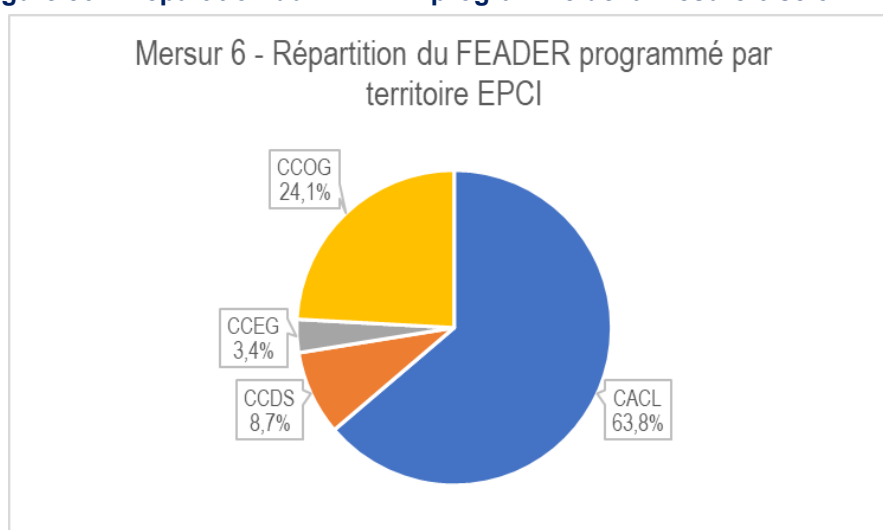
Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisa- tion sur FEADER Pro- grammé
2015	320 500	272 425	193 715	71%	0	0%
2016	2 127 845	1 798 298	699 057	39%	160 735	9%
2017	2 551 845	2 158 698	987 377	46%	692 937	32%
2018	2 913 845	2 457 898	1 233 537	50%	887 417	36%

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisa- tion sur FEADER Pro- grammé
2019	3 280 484	2 769 541	1 475 201	53%	1 223 337	44%
2020	4 435 834	3 731 663	2 291 149	61%	1 960 686	53%
2021	4 967 132	4 183 267	2 419 532	58%	2 262 197	54%
2022	5 067 132	4 268 267	2 419 532	57%	2 419 532	57%
<b>Mesure 6</b>	<b>5 067 132</b>	<b>4 268 267</b>	<b>2 419 532</b>	<b>57%</b>	<b>2 419 532</b>	<b>57%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le taux de réalisation sur le FEADER programmé est de 57% au 2 mai 2022. Cela se comprend compte tenu du fait que très peu de dossiers sont soldés, les bénéficiaires n'ayant reçu pour la plupart que l'avance.

**Figure 56 – Répartition du FEADER programmé de la mesure 6 selon l'EPCI**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La répartition des DJA dans les différents territoires (EPCI) ne reflète pas la répartition des exploitations ni celle de la SAU, la CACL étant surreprésentée et la CCOG très sous-représentée.

### c/ Évaluation in itinere et adaptations de la mesure en cours de programmation

*Les modifications apportées aux deux TO 611 et 631 ont consisté en des corrections d'erreur ou d'imprécision, mais aussi en vue d'assouplir l'éligibilité pour la DPA, sur le niveau d'étude exigé, sur le fait d'avoir un SIRET qui puisse encore en cours d'attribution.*

### PDRG V3 (février 2017)

#### TO 611 :

- Modification d'erreur ou imprécision concernant la justification du foncier. La disposition applicable devient : « Disposer d'un titre foncier (bail, concession, bail à la ferme, propriété) ou au minimum d'un avis favorable du propriétaire (si État : avis favorable de la CAF, si commune : délibération du conseil municipal, si EPAG : avis de la

commission locale, si propriétaire privé : promesse de vente) pour l'obtention d'un terrain au moment du dépôt de la demande d'aide"

- Précision sur la limite d'âge de 40 ans : la définition devient : "avoir moins de 40 ans révolus (c'est à dire moins de 41 ans)"

#### **TO 631 :**

- Modification du niveau d'étude exigé. Au-delà du niveau V exigé, est ajoutée une possibilité d'intégrer un dispositif de mise à niveau via le FSE.
- Remplacement de l'exigence de disposer d'un SIRET depuis moins d'un an par "disposer d'un SIRET (attribué ou en cours d'attribution)"
- Suppression du critère de sélection lié à la priorité donnée aux femmes, car jugée .

#### **PDRG V5 (mai 2018)**

#### **TO 631 :**

- Modification du niveau d'étude exigé. Au-delà du niveau V exigé et de la possibilité d'intégrer un dispositif de mise à niveau via le FSE est ajoutée : disposer au minimum d'une unité capitalisable professionnelle du diplôme de niveau V, à savoir la CPA (Certification d'Aptitude Professionnelle agricole).

#### **PDRG V6 (septembre 2018)**

- Reformulation du seuil de 40 ans (moins de 41 ans à la date de dépôt de la demande d'aide)
- Modification des cibles intermédiaires des P2, P5 et P6 suite à la crise sociale de 2017

#### **PDRG V12 (juillet 2021)**

- Suppression de l'obligation d'atteindre un revenu mini de 0.4 SMIC pour le versement du second acompte dans le cadre d'une installation progressive dans les conditions d'admissibilités.

### **4.3.2. TO 611 - Dotation Jeunes agriculteurs (DJA)**

#### **a/ Cadre d'intervention du TO**

L'aide vise à accompagner la création et la transmission d'exploitations dans un cadre familial et hors cadre familial.

Elle vise à :

- Favoriser le renouvellement des générations en agriculture et à encourager toutes formes d'installation
- Promouvoir le développement de toutes les formes d'agriculture en prenant en compte l'innovation, la diversification des productions, le développement dans les exploitations d'activités de transformation ...
- Inciter les agriculteurs à mettre en place des pratiques respectueuses de l'environnement en favorisant les projets agroécologiques ;
- Maintenir une répartition harmonieuse de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire.

Elle peut se réaliser :

à titre principal  
à titre secondaire  
dans le cadre d'un dispositif d'installation progressive

**Type de soutien :**

Une des particularités de la DJA tient dans son mode de versement qui est fractionné :

- 80% au constat de conformité de l'installation
- 20% à l'issue du plan d'entreprise après vérification de la bonne mise en œuvre du projet, et au cours de la cinquième année.

Dans le cas particulier des installations progressives,

- 50% au constat de conformité de l'installation
- 30% à partir de la 3ème année après vérification de la bonne mise en œuvre à mi-parcours et l'atteinte d'un revenu agricole minimal de 0.4 SMIC
- 20% à l'issue du plan d'entreprise après vérification de la bonne mise en œuvre du projet, et au cours de la cinquième année.

**Bénéficiaires :**

Toute personne qui n'est pas âgée de plus de 40 ans à la date de dépôt de la demande d'aides à l'installation, qui possède des connaissances et des compétences professionnelles suffisantes et qui s'installe pour la première fois dans une exploitation agricole comme chef d'exploitation à titre individuel ou en société.

**Coûts admissibles :**

Il s'agit d'une aide forfaitaire.

**Conditions principales de l'aide :**

- Ne pas être âgé de plus de 40 ans à la date du dépôt de la demande d'aide à l'installation, c'est-à-dire avant la date d'anniversaire des 41 ans.
- Être de nationalité française, ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, ou ressortissant de pays non membre de l'Union européenne en justifiant d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français (carte de résident) durant la durée des engagements.
- S'installer pour la première fois comme chef d'exploitation d'une exploitation à titre individuel ou comme associé-exploitant non salarié d'une société.
- S'installer dans une exploitation qui répond à la définition communautaire de micro ou petite entreprise.
- Justifier au dépôt de la demande d'aide de la capacité professionnelle agricole (CPA), attestée par la possession cumulée de deux éléments :
  - d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) validé. Le PPP, dont le contenu minimal est fixé au niveau national, a pour finalité de compléter les compétences du candidat à l'installation déjà conférées par le diplôme afin de se préparer au mieux à l'exercice de la fonction de chef d'exploitation. Le PPP est établi de façon personnalisée en fonction des capacités et compétences que le candidat a pu acquérir antérieurement par la formation et/ou l'expérience.
  - d'une capacité professionnelle agricole, un diplôme ou titre d'un niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole ou

titulaire d'un diplôme de niveau IV non agricole avec l'engagement à suivre une formation en vue d'acquérir le diplôme requis et à valider son PPP. Ce candidat s'inscrit alors dans le cadre d'une **acquisition progressive de la CPA** qui lui est accordée par le préfet. Lors du dépôt de sa demande, le candidat devra justifier de la condition de diplôme, d'un PPP agréé et de l'accord du préfet relatif à l'acquisition progressive de la CPA.

- Disposer d'un titre foncier (bail, concession, bail à ferme, propriété) ou au minimum d'un avis favorable du propriétaire (si État : avis favorable de la CAF, si commune : délibération du conseil municipal, si EPAG : avis de la commission locale, si propriétaire privé : promesse de vente) pour l'obtention d'un terrain au moment du dépôt de la demande d'aide;
- Présenter un plan d'entreprise (PE) qui va se réaliser sur une période de 4 ans. Ce plan d'entreprise devra proposer un projet viable de développement de l'exploitation permettant d'envisager un revenu prévisionnel agricole.
- Conformément à l'article 19.4 du règlement (UE) n°1305/2013, respecter le seuil plancher pour l'accès aux aides à l'installation, fixé à une taille économique de l'exploitation supérieure ou égale à 12 000 euros de potentiel de production brute standard (PBS) et le seuil plafond fixé à une taille économique de l'exploitation inférieure ou égale à 250 000 euros de potentiel de production brute standard par associé exploitant.
- Le jeune s'installant en société doit exercer un contrôle effectif et durable sur l'exploitation concernant les décisions en matière de gestion, de bénéfices et de risques financiers.

#### **Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement sur la base de critères de sélection.

- Les critères de sélection sont choisis en application des principes de sélection qui permettront de donner la priorité aux opérations :
- Le projet d'installation au regard (i) du type d'installation (installation à titre principal, installation progressive, installation à titre secondaire) et (ii) la nature de l'installation (à titre individuel ou en société) ;
- L'autonomie de l'exploitation agricole au regard, notamment, des moyens de production (bâtiments, surface et matériels) dont elle dispose ;
- L'effet levier de l'aide au démarrage ;
- Les modulations de la DJA sollicitées et le concours aux objectifs transversaux d'innovation, de protection de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques.

#### **Montant et taux d'aide :**

Le montant de base de la DJA est de 30 000 €.

L'aide est modulée positivement sur la base de trois critères nationaux déclinés régionalement :

Installation hors cadre familial  
Projet agroécologique  
Projet générateur de valeur ajoutée et d'emploi  
Éloignement du siège de l'exploitation  
Conditions d'exploitation difficile  
Type de production

Le montant plafond de l'aide est de 50 000 €.

Le montant de l'aide dans le cadre d'une installation à titre secondaire est de la moitié du montant

attribué pour une installation à titre principal.

**Indicateurs associés :**

TO 6.1.1.1 : Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA)

O1- Total des dépenses publiques
O2 - Total des investissements
O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues
O4- Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus
IS 29 - Nombre d'installations soutenues
IS 31 - Création d'emplois liée à l'opération (nombre d'emplois en ETP)

## b/ Bilan de réalisation du TO

*Le TO 611 a atteint potentiellement la cible en termes de nombre de bénéficiaires à 66% et de dépenses publiques à 73%.*

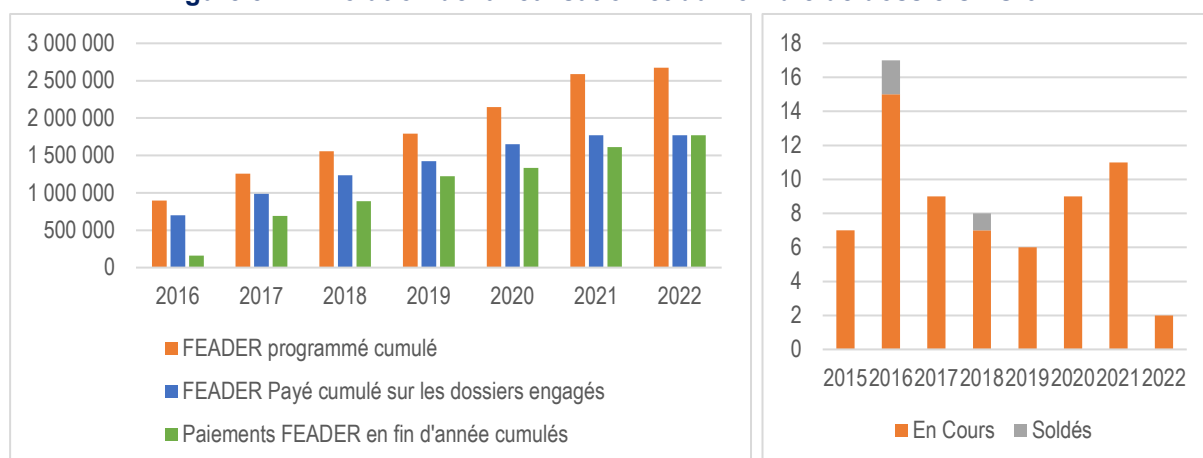
*La programmation a été relativement constante, avec une « pointe » en 2016 due à la césure entre les deux programmations.*

*Le délai entre la programmation et le premier paiement est relativement court (7 mois) du fait que la DJA consiste précisément dans un versement en début d'installation. Ce qui peut paraître long pour les bénéficiaires est le temps d'instruction, car il faut réunir tous les documents nécessaires.*

*En revanche, le projet d'installation durant 5 ans, aucun dossier n'est soldé en mai 2022. Aussi les paiements représentent 66% des engagements, ce qui indique que les premiers paiements ont été effectués, mais pas le paiement de solde.*

*La répartition géographique des installations de jeunes agriculteurs est inégale et ne correspond pas au nombre des exploitations ou à la SAU des communes. Ainsi 3 communes, Macouria, Montsinéry et Roura ont un nombre d'installations supérieur aux autres communes et 12 communes sur 22 n'ont eu aucune installation JA. Cela reflète de fait le niveau de professionnalisation agricole des communes.*

**Figure 57 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers TO 611**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 46 – Évolution de la réalisation du TO 611**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisation sur FEADER Programmé
2015	320 500	272 425	193 715	71%	0	0%
2016	1 067 900	897 345	699 057	78%	160 735	18%
2017	1 491 900	1 257 745	987 377	79%	692 937	55%
2018	1 853 900	1 556 945	1 233 537	79%	887 417	57%
2019	2 130 539	1 792 088	1 421 651	79%	1 223 337	68%
2020	2 550 389	2 148 960	1 648 924	77%	1 333 336	62%
2021	3 066 687	2 587 814	1 768 382	68%	1 611 047	62%
2022	3 166 687	2 672 814	1 768 382	66%	1 768 382	66%
<b>TO 611</b>	<b>3 166 687</b>	<b>2 672 814</b>	<b>1 768 382</b>	<b>66%</b>	<b>1 768 382</b>	<b>66%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 47 – Réalisation de la mesure 6 en regard de la maquette**

Mesures (en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO611</b>	<b>3,26</b>	<b>2,65</b>	<b>81%</b>	<b>2,51</b>	<b>77%</b>	<b>1,77</b>	<b>54%</b>

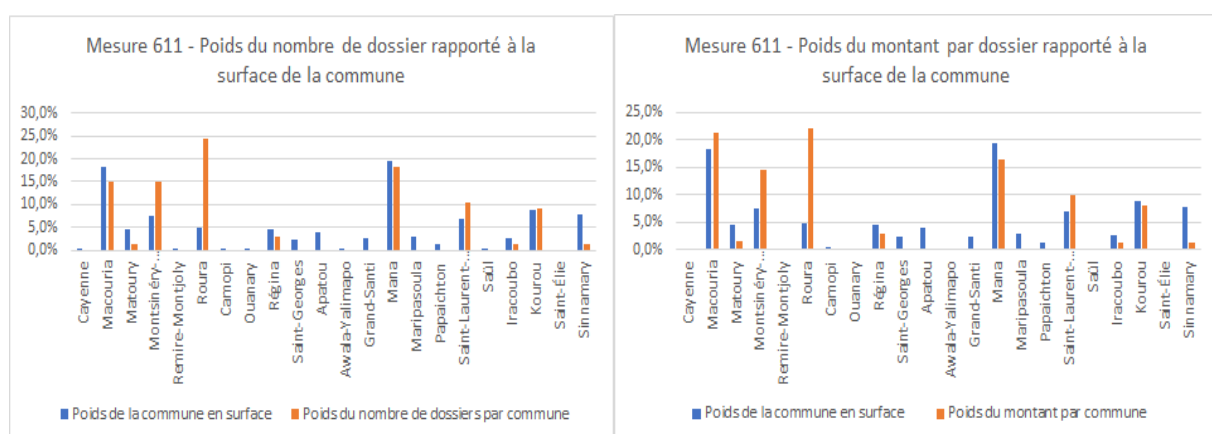
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Globalement, le TO 611 présente un taux de programmation élevé de 81% pour un taux d'engagement de 95%.

Le rythme de programmation global est en augmentation régulière sur la période.

Le taux de paiement global est de 54%, soit un pourcentage faible, mais est notamment expliqué par le découpage des tranches de paiement de la DJA.

### La distribution des aides par communes (SAU des communes) :

**Figure 58 – Répartition des dossiers du TO 611 selon la SAU de la commune**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les graphiques en nombre de dossiers et en montant sont bien corrélés.

Seules les communes de Macouria, Saint-Laurent-du-Maroni, Iracoubo, Kourou et Sinnamary sont relativement bien corrélées.

Une commune se distingue par un dynamisme tant en termes de nombre de dossiers que de



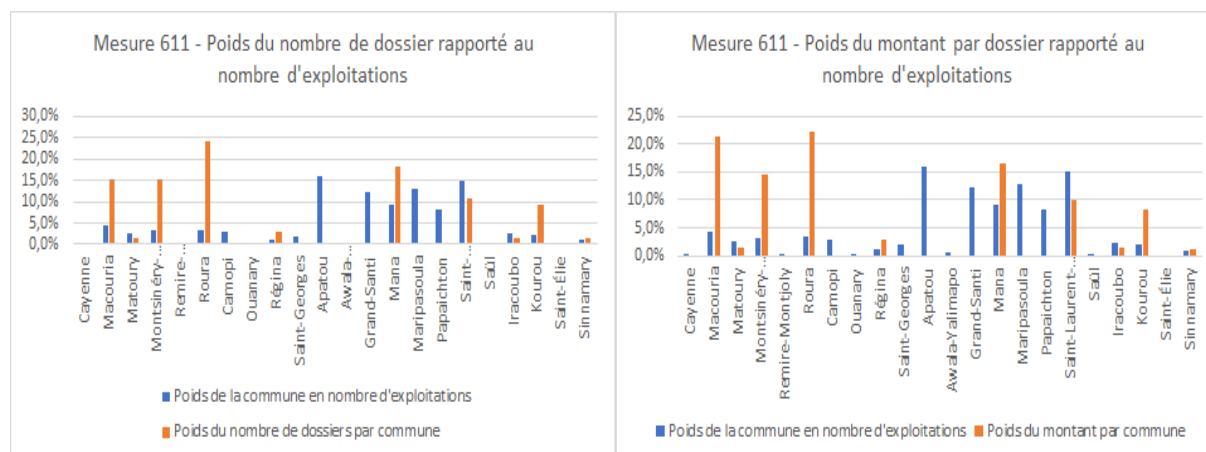
montant FEADER par dossier. Il s'agit de Roura.

Seules 10 communes émergent au dispositif d'aide à l'installation

Douze communes, totalisant 14.3 % de la SAU du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

### La distribution des aides rapportées au nombre d'exploitations par communes :

**Figure 59 – Répartition des dossiers du TO 611 selon le nombre d'exploitations des EPCI**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

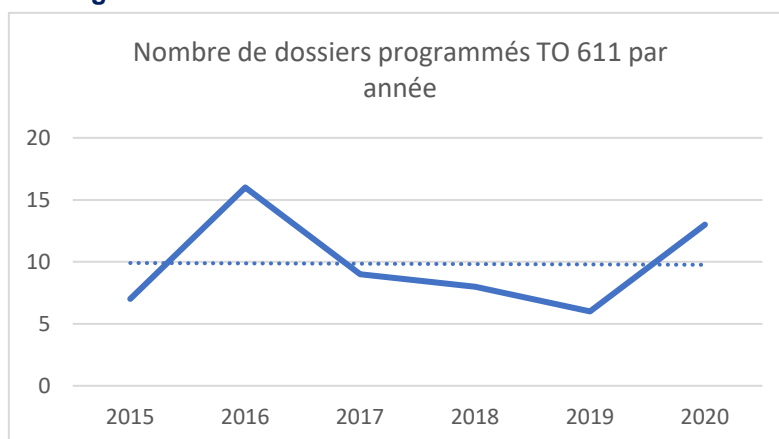
Les graphiques en nombre de dossiers et en montant présentent les mêmes caractéristiques que précédemment

Les communes de Macouria, Montsinéry, Roura, bien qu'affichant un nombre d'exploitations moins élevé, présentent un fort dynamisme en termes de dépôt de dossiers et de montants mobilisés.

Douze communes totalisant 55.4 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

### Le rythme de programmation :

**Figure 60 – Évolution du nombre de dossiers TO 611**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

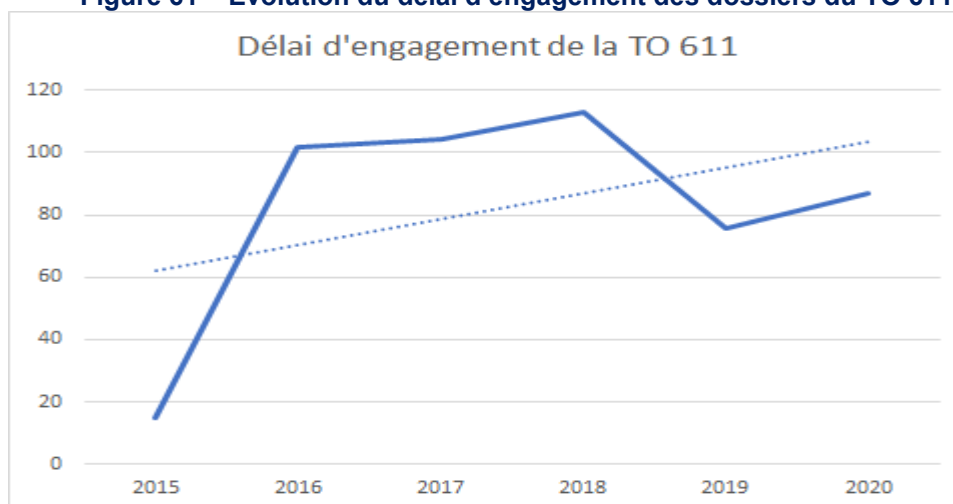
Le rythme de programmation des dossiers du type d'opération 611 est stable sur la période.

### Les délais d'engagement :

- 63 dossiers ont été engagés sur les 66 dossiers programmés, soit 95.4%.

- Le délai moyen d'engagement est de 83 jours soit près de 2.5 mois

**Figure 61 – Évolution du délai d'engagement des dossiers du TO 611**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La courbe de tendance est croissante sur la période 2019 – 2021 révélant une dégradation du rythme d'engagement sur la période.

#### **Le délai du premier paiement après engagement :**

- 57 dossiers sur 66 ont reçu un premier paiement, soit 86%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 131 jours soit plus de 4.5 mois.

#### **Le paiement des dossiers soldés :**

- Aucun des dossiers n'est à ce jour soldé. Le terme des cinq années arrivantes, les premiers dossiers vont être soldés sur 2022.

#### **Le paiement des dossiers non soldés :**

- 57 dossiers sont partiellement payés soit 86%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 77%.
- 2 480 033 € sont engagés pour 1 726 179 € payés.

#### **Dossiers en cours sans demande de paiement :**

- 9 dossiers n'ont pas encore fait l'objet d'une demande de paiement soit 14%.

Au total :

- Dossiers programmés : 2 647 103 €
- Dossiers engagés : 2 512 334 € (95 % des montants sont engagés).
- Dossiers payés : 1 768 382 € (67% des montants programmés sont payés).

#### **Les indicateurs :**

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la date de l'évaluation.

**Tableau 48 – Indicateurs du TO 611**

Indicateurs cible 2014-2022					
Nom de l'indicateur cible			Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)			1,67	1,1	66%
Nombre d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)			100,00	66,00	66%
Indicateurs de réalisation prévus 2014-2022					
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)	Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs (6.1)	100,00	-	66,00	66%
	Total des investissements (en €) (publics et privés)	4 211 168,06	-	3 066 686,50	73%
	Total des dépenses publiques (en €) (6.1)	4 211 168,06	-	3 066 686,50	73%
	Total des dépenses publiques (en €)	4 211 168,06	-	3 066 686,50	73%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

La cible en nombre de bénéficiaires est atteinte à 66%. Il reste un travail important pour favoriser et dynamiser l'installation des jeunes agriculteurs.

La cible financière est en conséquence en retrait par rapport aux objectifs et affiche un taux de réalisation de 73%.

À ce jour, 3 dossiers sont en instruction pour un potentiel d'aide de 140 k€ ce qui ferait remonter les indicateurs à 69% pour la cible relative au nombre de bénéficiaires.

### c/ Évaluation des résultats du TO

*L'enquête quantitative et qualitative a permis d'examiner la totalité des 66 dossiers programmés.*

- *Le modèle dominant est l'installation à titre principal qui représente 83% du nombre des installations.*
- *Les projets d'exploitation sont relativement modestes avec une moyenne des en prévision de 32.2 k€ ne permettant pas d'avoir de gros emprunts à rembourser.*
- *Les PDE comportent à 95% des productions végétales et à 29% des productions d'élevage, ce qui correspond à la nécessité de dégager du revenu assez rapidement avec du maraîchage avant de développer d'autres productions.*
- *L'installation se fait de manière très majoritaire hors cadre familial à 77%.*
- *65 % des dossiers affichent une modulation relative à la mise en place d'un projet agroécologique.*

- *L'adhésion à une démarche collective est affichée dans 26% des dossiers et l'adhésion à une démarche qualité dans 5% des dossiers.*
- *61% des JA sont des hommes, ce qui indique une sous-représentation des femmes qui représentent 52% des exploitations guyanaises (RGA 2020).*

*Même si les installations ne sont pas terminées, l'enquête auprès des bénéficiaires a permis de montrer les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre :*

- *50% des bénéficiaires jugent le montant d'aide insuffisant et l'atteinte des objectifs initiaux est problématique dans la majeure partie des dossiers.*
- *Les principales raisons invoquées sont liées aux intempéries sur le territoire, aux dépenses non prévues initialement dans le projet et à la longueur de traitement des dossiers.*
- *L'impact sur le respect du plan d'entreprise est important pour 46% des répondants qui affirment ne pas l'avoir réalisé totalement.*
- *L'accès au foncier reste la principale difficulté rencontrée par les candidats à l'installation.*
- *Le délai de traitement des dossiers est considéré à 67% comme trop long*
- *Seulement 61% des répondants ont déclaré être satisfaits du dispositif, et a contrario 39% insatisfaits ou très insatisfaits, ce qui reflète autant les difficultés de réalisation du projet d'installation que des insatisfactions liées à l'accompagnement ou du traitement du dossier de la DJA (délais).*

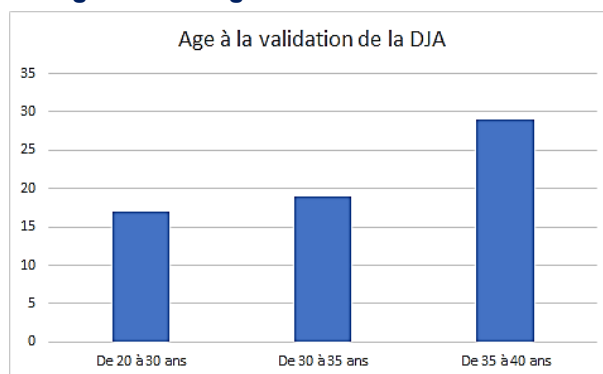
*Les enquêtes sur le terrain auprès des bénéficiaires confirment ces données de l'enquête quantitative. Il se dégage en outre un gros besoin d'accompagnement technique pendant l'installation, et pas seulement avant dans la formation ou au moment du montage du dossier.*

66 dossiers programmés à la date de l'évaluation ont été examinés.

#### ***L'analyse des rapports d'instruction :***

L'analyse de 65 rapports d'instruction fournis a permis de réaliser une monographie simplifiée des bénéficiaires du TO 611.

**Figure 62 - L'âge des demandeurs TO 611**

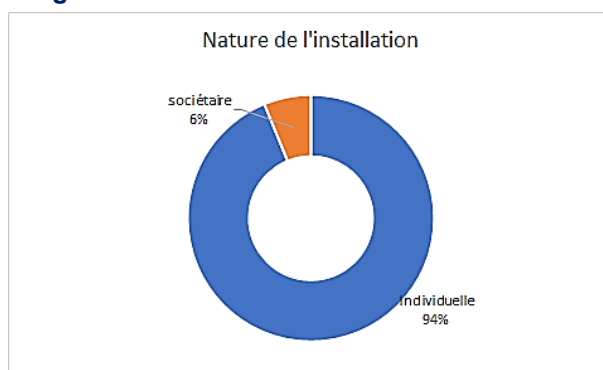


Source : Rapports d'instruction – traitement des évaluateurs

Même si près de la moitié des installations se fait entre 35 et 40 ans, une proportion

intéressante de très jeunes agriculteurs apparaît avec plus d'un quart de la population bénéficiaire ayant moins de 30 ans.

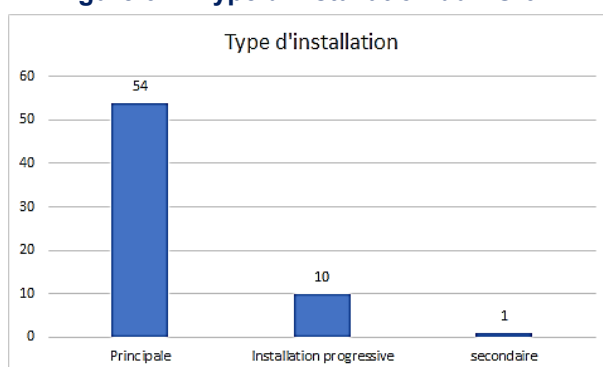
**Figure 63 - Nature de l'installation du TO 611**



Source : Rapports d'instruction – traitement des évaluateurs

Le modèle dominant est l'installation à titre individuelle.

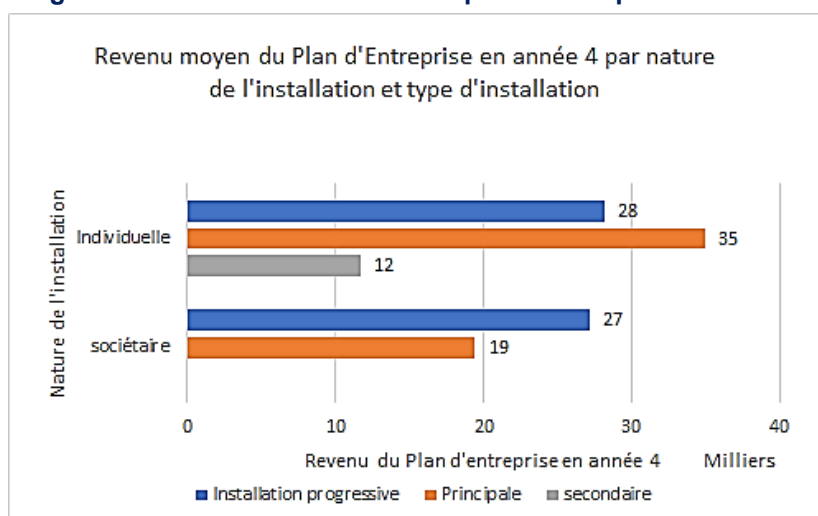
**Figure 64 - Type d'installation du TO 611**



Source : Rapports d'instruction – traitement des évaluateurs

Le modèle dominant est l'installation à titre principal qui représente 83% du nombre des installations, devant l'installation progressive pour 15%, l'installation à titre secondaire restant marginale pour les jeunes agriculteurs.

**Figure 65 - Revenu affiché dans le plan d'entreprise du TO 611**

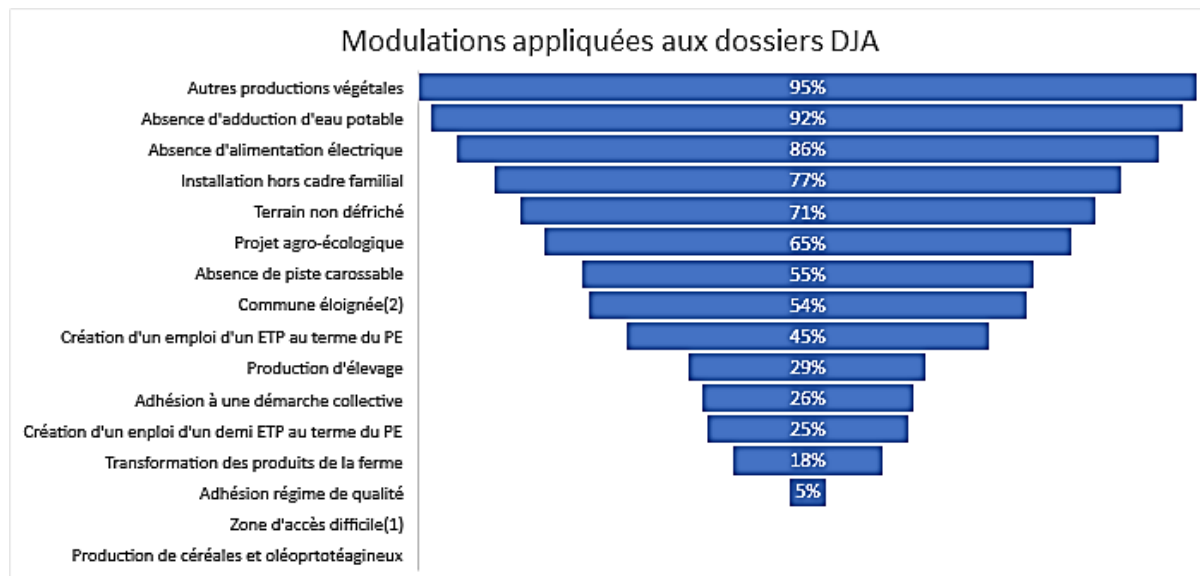


Source : Rapports d'instruction – traitement des évaluateurs

Les installations à titre principal portées par des agriculteurs individuels affichent les objectifs

de revenu dégagé au terme du plan d'entreprise les plus ambitieux avec 35 k€. La moyenne des prévisions est de 32.2 k€.

**Figure 66 - Modulations appliquées aux dossiers DJA (TO 611)**



Source : Rapports d'instruction – traitement des évaluateurs

Les enseignements principaux de l'analyse des modulations appliquées aux dossiers d'aide à l'installation :

- 95% des dossiers comportent des productions végétales. Les productions d'élevage sont néanmoins présentes dans 29% des dossiers.

Ceci est révélateur du type d'installation en Guyane où l'on développe généralement une production légumière permettant de dégager du revenu assez rapidement pour développer ensuite les autres productions.

- L'installation se fait de manière très majoritaire hors cadre familial à 77%. Ce facteur est lui aussi caractéristique de l'installation en Guyane où les reprises d'exploitations ou les cessions familiales restent rares.
- Les installations se font généralement dans des conditions techniques difficiles :
  - Absence d'eau potable dans 92% des dossiers,
  - Absence d'alimentation électrique dans 86% des dossiers,
  - Terrain non défriché dans 71% des dossiers.

Ces facteurs sont déterminants pour la réussite de l'installation et les modulations appliquées semblent bien calibrées.

- 65 % des dossiers affichent une modulation relative à la mise en place d'un projet agroécologiques.

Il s'agit de :

- \* convertir ou maintenir son exploitation en agriculture biologique ;
- \* contractualiser une MAEC ;
- \* ou adhérer à un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE).

L'installation a donc un impact potentiel intéressant sur la mutation des pratiques vers des systèmes plus respectueux de l'environnement.

Cet impact pourra être confirmé par une analyse plus poussée lors du contrôle de fin de PDE pour versement des soldes.

- L'absence de piste carrossable est attribuée dans 55% des dossiers. Il s'agit là aussi d'un facteur essentiel à la réussite de l'installation.
- 54% des dossiers concernent des projets dans des zones éloignées. Les communes concernées sont Saint-Laurent-du-Maroni, Awala Yalimapo, Mana, Iracoubo, Sinnamary, Saint Georges de l'Oyapock, Régina et Cacao.
- Aucun dossier n'est porté sur les communes classées en zone d'accès difficile que sont Grand Santi, Papaïchton, Maripasoula, Saint Elie, Saül, Camopi, Ouanary.

Cette situation peut être reliée au manque d'accompagnement spécifique à l'installation sur ces zones.

- Concernant l'emploi, 45% des dossiers affichent un objectif de création d'un emploi, 25% affichent l'objectif d'un demi-ETP à l'issue de la mise en œuvre du Plan d'Entreprise.

Potentiellement, ce sont plus de 37 emplois à temps plein susceptibles d'être créés via la DJA en dehors de l'emploi de la ou du chef d'exploitation.

La DJA aurait donc un impact non négligeable sur l'emploi en créant en moyenne un demi-ETP par DJA.

Ces données doivent cependant être relativisées:

- d'une part les crises successives ont fragilisé les installations,
- d'autre part, l'attribution d'une modulation de 5000 € peut paraître très tentante à l'élaboration du projet sans qu'elle soit confirmée au contrôle de fin de PDE.

L'impact sur l'emploi pourra être confirmé par une analyse plus poussée lors du contrôle de fin de PDE pour versement des soldes.

- L'adhésion à une démarche collective est affichée dans 26% des dossiers.
- La production à la ferme est affichée dans 18% des dossiers soit 12 dossiers, mais seuls 4 des agriculteurs présentent un dossier de la mesure 421 dédiée notamment à la transformation des produits.

L'impact sur la transformation à la ferme pourra être confirmé par une analyse plus poussée lors du contrôle de fin de PDE pour versement des soldes.

- L'adhésion à une démarche collective est affichée dans 26% des dossiers.  
Ce paramètre semble indiquer que ces dossiers intègrent un niveau élevé d'intégration aux filières susceptible de renforcer la solidité du processus d'installation.
- L'adhésion à une démarche qualité est affichée dans 5% des dossiers.  
Ce paramètre pourrait être mieux valorisé (1000 € actuellement) dans les critères de modulation des aides afin de faire progresser la profession agricole sur cette thématique et valoriser les filières de niche notamment.

### **La conformité de l'installation :**

75% des rapports d'instruction présentent un rapport de constat d'installation.

100% des rapports concluent à la conformité du constat de l'installation.



Une analyse plus poussée pourra être faite lorsque les contrôles de fin de PDE pour versement des soldes auront pu être effectués.

Au stade de l'évaluation, aucun solde n'avait encore été versé sur la période 2014-2020.

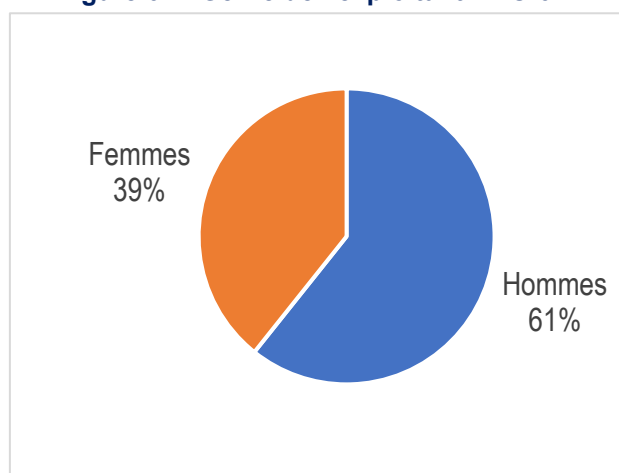
### ***L'enquête en ligne:***

L'enquête en ligne a reçu 28 réponses pour 66 dossiers analysés soit 42%.

Les réponses faites en ligne par les bénéficiaires ont pu être complétées par les visites sur place des exploitations.

### **Caractéristiques des répondants :**

**Figure 67 - Genre de l'exploitant – TO 611**

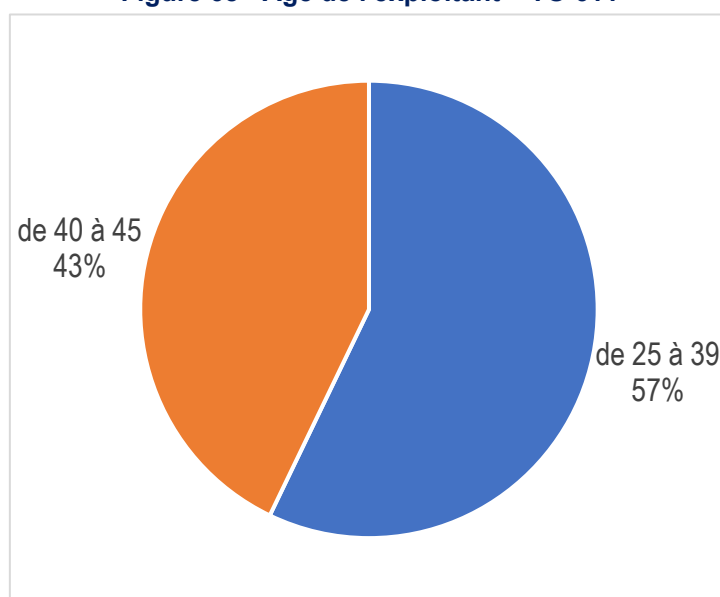


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

Les femmes qui représentent 52 % des exploitations guyanaises (recensement 2020) sont sous-représentées dans les réponses à l'enquête.

La répartition est cependant très proche de la part des femmes dans les dossiers programmés du TO 611, soit 36%.

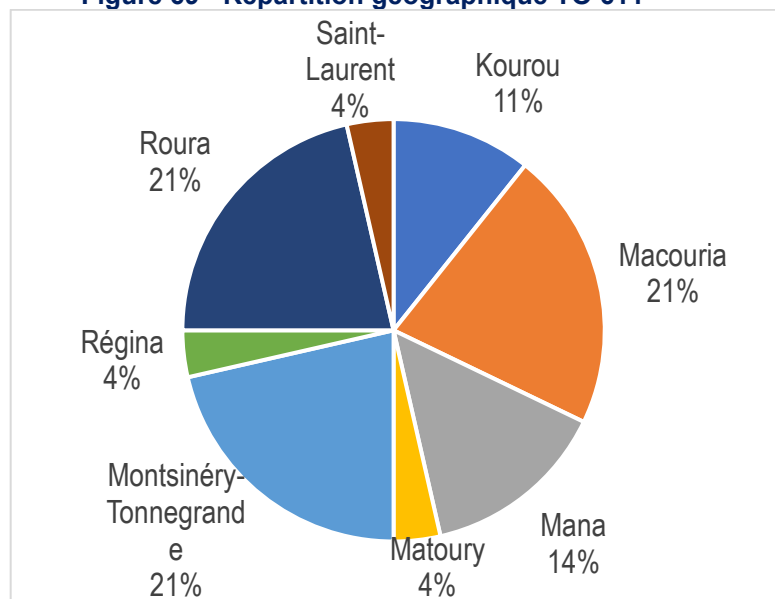
**Figure 68 - Age de l'exploitant – TO 611**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

57% des répondants ont moins de 40 ans.

**Figure 69 - Répartition géographique TO 611**

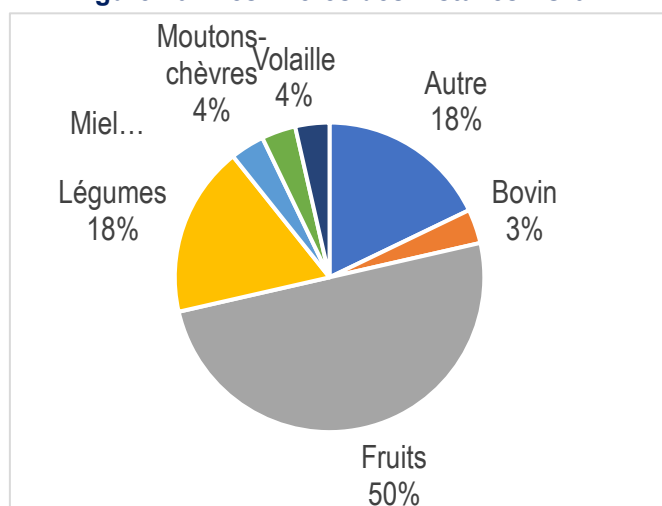


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

La répartition géographique des répondants reprend la géographie agricole dominante de la Guyane.

Cependant, seules 8 communes sont représentées, les communes isolées étant absentes.

**Figure 70 - Les filières des installés TO 611**



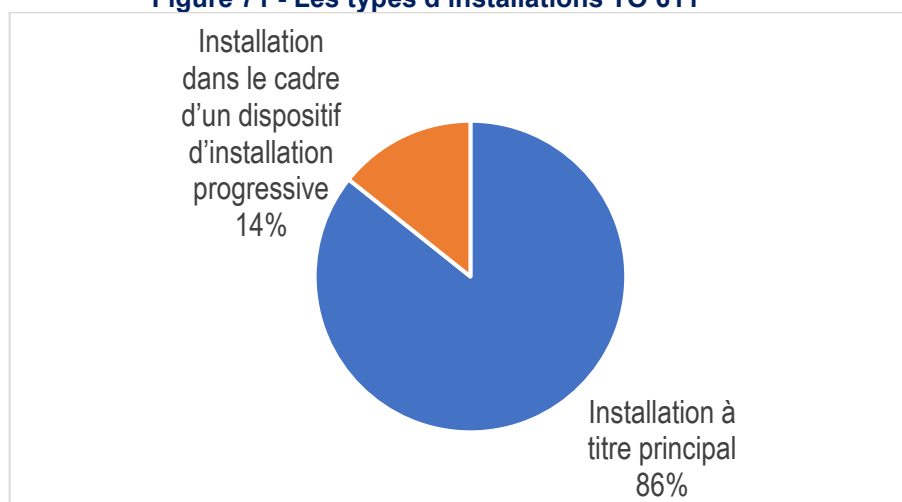
Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

L'ensemble des filières de production guyanaise est représenté, avec une dominante fruits et légumes.

Les exploitations spécialisées en production végétale représentent 53 % en 2020, les exploitations mixtes 42.8 % (recensement agricole 2020).

Les réponses sont très proches des réponses affichées dans l'enquête sur le TO 411.

**Figure 71 - Les types d'installations TO 611**

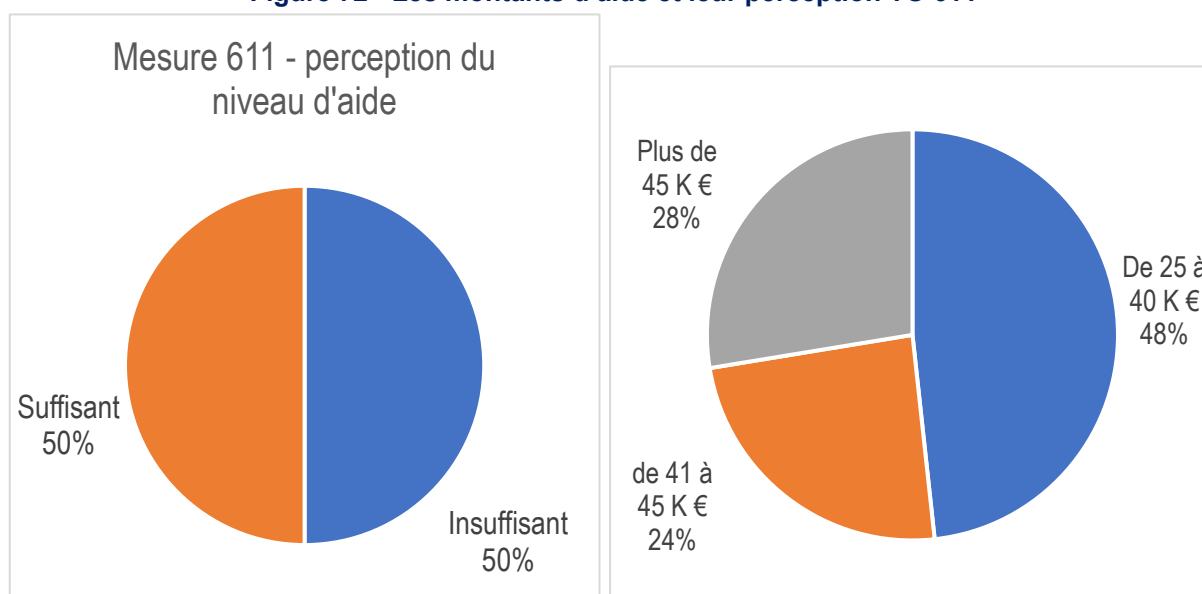


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

L'installation à titre principal est le modèle dominant en Guyane.

32% des répondants affirment avoir terminé leur installation.

**Figure 72 - Les montants d'aide et leur perception TO 611**

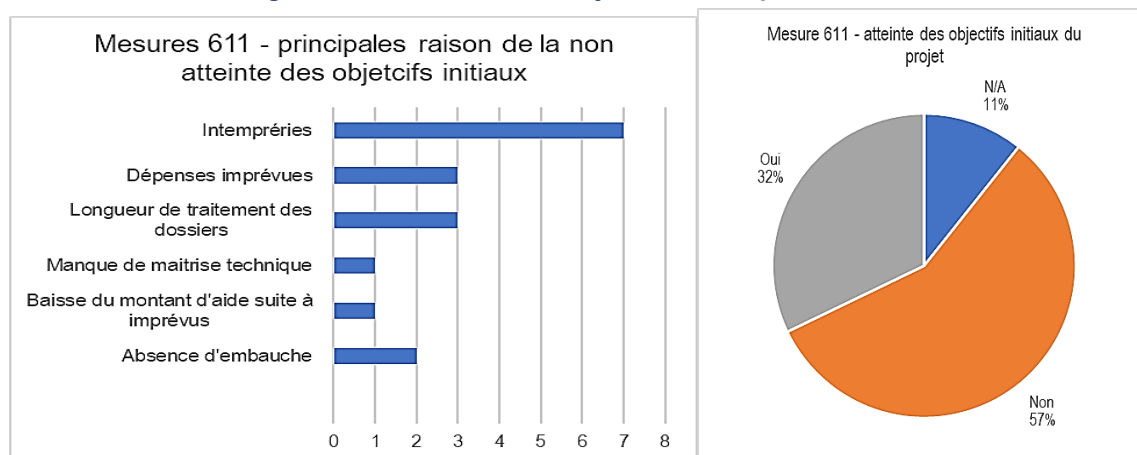


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

48% des dossiers bénéficient d'une aide inférieure à 40 k€.

50% des bénéficiaires jugent le montant d'aide insuffisant.

**Figure 73 - L'atteinte des objectifs des répondants TOT611**



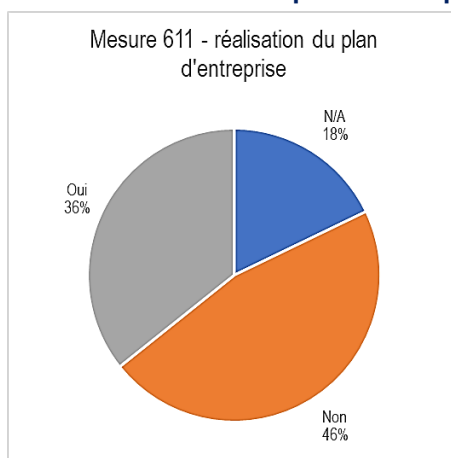
Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

L'atteinte des objectifs initiaux est problématique dans la majeure partie des dossiers.

Les principales raisons invoquées sont liées aux :

- Intempéries sur le territoire
- Des dépenses non prévues initialement dans le projet
- La longueur de traitement des dossiers

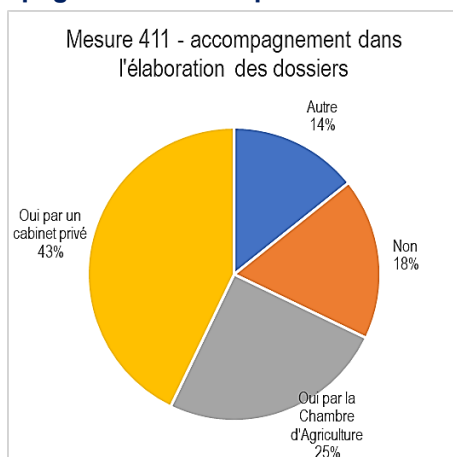
**Figure 74 - Réalisation du plan d'entreprise**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

L'impact sur le respect du plan d'entreprise est important pour 46% des répondants qui affirment ne pas l'avoir réalisé totalement.

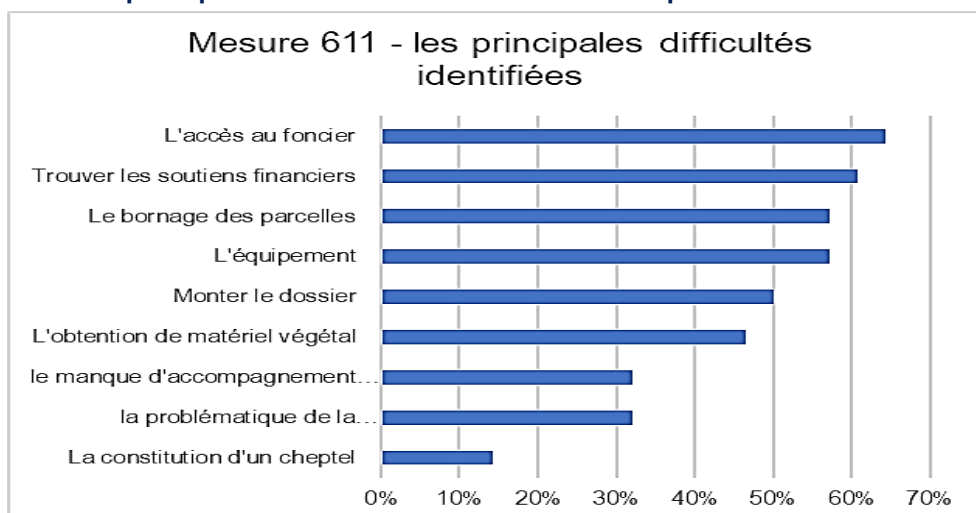
**Figure 75 - L'accompagnement des exploitations bénéficiaires du TO 611**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

82% des répondants ont été accompagnés, majoritairement par un cabinet privé, mais aussi par la chambre d'agriculture ou l'APAPAG.

**Figure 76 - Les principales difficultés rencontrées dans le processus d'installation TO 611**

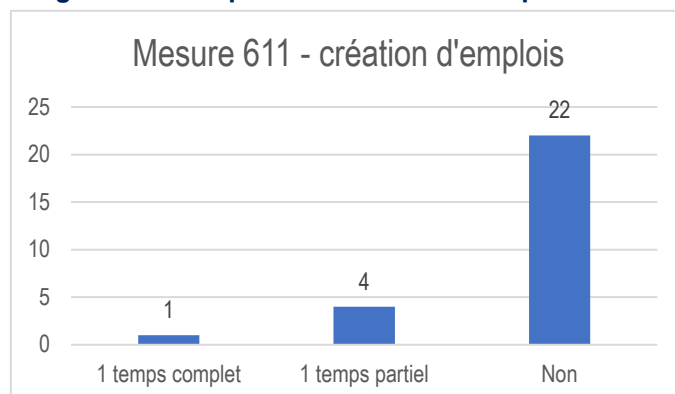


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

L'accès au foncier reste la principale difficulté rencontrée par les candidats à l'installation.

L'accès signifie d'une part l'acceptation de la demande de parcelles dans un périmètre d'aménagement foncier puis d'avoir réalisé le bornage qui permet d'obtenir l'attestation d'occupation et pouvoir commencer à défricher. Dans le même temps il s'agit d'obtenir des soutiens financiers pour préfinancer les travaux et investir, soutiens financiers qui ne seront accordés qu'une fois l'accès au foncier dûment attesté... Dans le même temps il faut monter le dossier d'aide à l'investissement ou de DJA, dont l'accord dépend de l'attestation de l'accès au foncier et de la capacité à apporter la part d'autofinancement (pour l'aide à l'investissement). C'est un processus qui peut s'avérer long. Les clés principales sont bien le foncier et l'obtention de soutiens financiers dont les aides (DJA et aide à l'investissement).

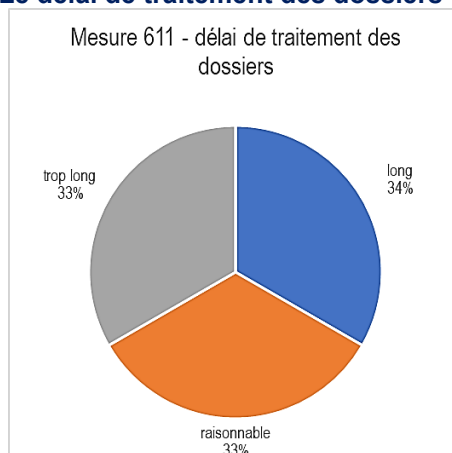
**Figure 77 - L'impact de la DJA sur l'emploi TO 611**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

L'impact de la DJA sur l'emploi est très faible en dehors de l'emploi du ou de la cheffe d'exploitation.

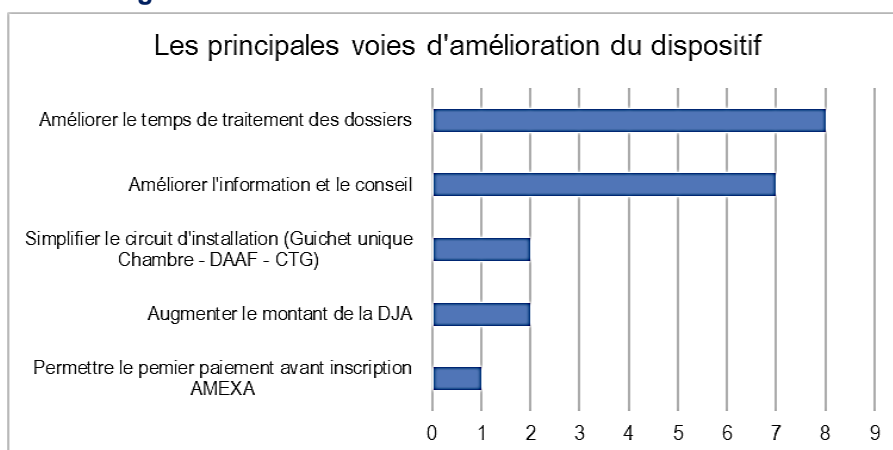
**Figure 78 - Le délai de traitement des dossiers TO 611**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

67% des répondants considèrent le délai de traitement des dossiers comme long ou très long.

**Figure 79 - Les voies d'amélioration identifiées TO 611**

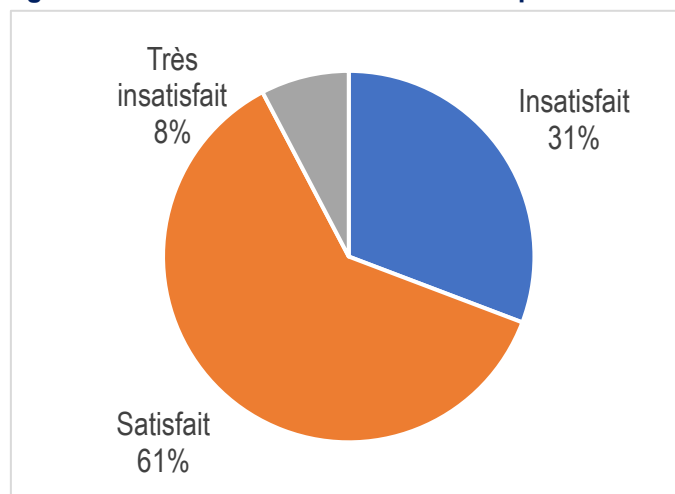


Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

Des voies d'amélioration qui passent principalement par la rapidité de traitement des dossiers

ainsi qu'un meilleur accompagnement des porteurs de projets.

**Figure 80 - Le taux de satisfaction du dispositif TO 611**



Source : Enquête en ligne auprès des bénéficiaires Mars-Avril 2022

61% des répondants se considèrent comme satisfaits du dispositif.

#### **Les visites de terrain :**

8 exploitations agricoles ont fait l'objet d'une visite sur place au cours de l'évaluation, soit 12% des bénéficiaires.

Elles ont permis de rencontrer une variété de types d'exploitations :

- Exploitations maraîchères
- Exploitations à dominante fruitière
- Exploitations en production animale (petits ruminants, bovins, porcins)
- Exploitations spécialisées dans des productions de niche (Miel, Cacao, Vanille, horticulture)

#### **Ces visites ont permis de dégager les grandes problématiques suivantes :**

Une profession agricole impactée par les grandes crises depuis 2017 :

- La crise sociale de 2017
- La crise COVID
- Les intempéries
- La guerre en Ukraine

Ces crises sont analysées dans la section consacrée à la mesure 4 (voir 4.2.1.).

- Le dispositif bénéficie d'un retour globalement satisfaisant de la part des bénéficiaires.

Il est jugé comme indispensable à l'installation des jeunes agriculteurs sur le territoire.

Les niveaux d'aide sont jugés satisfaisants.

- La nécessité d'un meilleur accompagnement administratif et technique.  
Cette thématique est récurrente aux entretiens menés et est remontée de manière quasi systématique par les bénéficiaires.
- L'absence d'accompagnement administratif : de nombreuses exploitations sont très



démunies devant les tâches administratives notamment liées à l'installation, mais aussi à la mobilisation des aides et tout simplement à la gestion de leur exploitation.

- Le manque d'accompagnement technique : il est lui aussi largement pointé même s'il doit être relativisé compte tenu des mesures prises suite aux événements sociaux de 2017 et aux opérations menées dans le cadre des mesures 1 et 16 du PDRG. Il reste que les bénéficiaires manquent d'accompagnement dès le départ, dans l'élaboration de leur projet, mais aussi tout au long de la mise en place du plan d'entreprise.
- Des délais administratifs vécus comme longs voire très longs sur toute la chaîne de traitement des dossiers :
  - Le temps d'instruction initial des dossiers.
  - Le temps d'établissement des conventions.
  - Le temps de traitement des demandes de paiement.

Ces temps administratifs amènent des problématiques spécifiques :

- La perte de vision à court et moyen termes des agriculteurs due à l'absence de visibilité sur le stade de traitement des dossiers,
- Le décalage dans la mise en œuvre des plans d'entreprise susceptible d'entraîner des conséquences sur le niveau de la Dotation aux Jeunes Agriculteurs. Sont en particulier pointées les modulations liées à l'emploi, les prévisions étant décalées dans le temps du fait du décalage dans la mise en œuvre des projets.
- Des retards dans la mise en œuvre des projets qui induisent en retour des temps administratifs supplémentaires liés à la nécessité de proroger les conventions (temps administratif lié aux avenants des conventions initiales). Il y a là un cercle vicieux, les délais administratifs entraînant d'autres délais administratifs.

### ***Des inquiétudes sur la transition de la programmation 2014-2023 à 2023-2027***

La perspective de la fin de la programmation et des bouleversements qui vont accompagner le futur cycle de programmation 2023-2027 est source d'inquiétude de la part des producteurs.

Le transfert de la gestion des mesures non surfaciques à la Collectivité Territoriale de Guyane est ainsi vécu comme présentant un nouveau risque de retard dans le début de la programmation et des délais supplémentaires dans la gestion des dossiers de demande d'aide et des demandes de paiement.

### ***Des voies de simplification souhaitées :***

Si les voies de simplification ne sont souvent pas identifiées, elles sont cependant souhaitées notamment en matière de délais administratifs et d'accompagnement administratif et technique des agriculteurs.

### ***Des pistes sont néanmoins dessinées concernant :***

- La nécessité de mieux accompagner les filières de niche en termes de taux d'aide.
- La levée du montant maximum du premier dossier de demande d'aide à l'investissement (150 000 €), qui est susceptible de « brider » certains dossiers nécessitant des investissements de départ importants.

## **d/ Analyse de la pertinence**

---

*Le TO 611 est destiné à couvrir deux types de besoins principaux : la création de SAU et le soutien et accompagnement de l'installation des agriculteurs, principalement de jeunes agriculteurs.*

*Ces besoins apparaissent comme bien couverts par le dispositif, bien qu'il soit difficile de connaître le nombre d'hectares créés dans le cadre de l'installation des Jeunes Agriculteurs. L'évaluation du TO 431 indique qu'il y a bien une complémentarité avec le TO 611, en particulier du fait de financer les travaux d'aménagement des parcelles des Jeunes Agriculteurs et qu'il y a eu des bénéficiaires de cette mesure.*

---

Les enjeux initiaux liés à l'installation des jeunes agriculteurs étaient notamment liés :

- Au vieillissement de la population agricole (moins de 25 % des chefs d'exploitations avaient moins de 35 ans en 2010),
- Au déficit de formation des actifs agricoles (moins de 5 % des chefs d'exploitation de moins de 35 ans possèdent une formation de base en agriculture),
- Aux difficultés structurelles du processus d'installation et notamment l'accès au foncier, attribution et la viabilisation des terres).

Les cibles financières fixées au sein du PDRG semblent cohérentes avec les résultats atteints début 2022. Elles se situent à 73% de la cible fixée.

Concernant la cible en nombre d'exploitations touchées par le dispositif 611, la cible de 100 est encore loin d'être atteinte avec 66 opérations programmées.

La mesure 611 était destinée à couvrir deux types de besoins principaux :

- Besoin 5. Création de S.A.U,
- Besoin 22. Soutien et accompagnement de l'installation des agriculteurs, principalement de jeunes agriculteurs.

Ces besoins apparaissent comme bien couverts par le dispositif.

Pour le premier besoin lié à la création cependant, aucune donnée ne nous permet de suivre le nombre d'hectares créés liés spécifiquement à la mesure.

On peut néanmoins relier le TO 611 au TO 431 analysé précédemment qui permet de confirmer l'impact des deux TO en termes d'accompagnement de l'installation, notamment des jeunes agriculteurs et de mise à disposition de SAU supplémentaire sur le territoire.

L'analyse territoriale montre une bonne corrélation de la DJA par rapport à la SAU des communes. Il y a cependant peu de corrélation entre la création d'entreprises agricoles et le nombre d'exploitations existantes sur les communes.

On note par ailleurs que douze communes totalisant 55.4 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif.

Le dispositif se concentre sur les zones traditionnellement à fort potentiel agricole sans réussir à pénétrer dans les zones moins structurées.

## **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La bonne mise en œuvre du TO 411 est une condition sine qua non de la réussite de l'installation. La DJA est en effet largement utilisée pour préfinancer le dossier d'investissement, même si ce n'est pas son objet premier.*

*Les retards éventuels dans le traitement du dossier investissement relevant du TO 411 entraînent très souvent des difficultés de préfinancement dans une situation où le préfinancement bancaire s'avère très difficile pour les nouveaux installés.*

*En revanche une fois la DJA obtenue, les jeunes agriculteurs se retrouvent seuls face de nombreuses difficultés et hormis ceux qui s'installent dans un cadre familial, les nouveaux producteurs ressentent un fort besoin d'accompagnement technique. Une synergie est à rechercher auprès des OPA en particulier pour participer à des actions de formation de perfectionnement voire à des actions d'expérimentation ou de démonstration. Ce rapprochement avec la production organisée pourrait également leur profiter dans la commercialisation de leur production.*

---

### **La synergie entre le TO 611 et le TO 411 :**

Une bonne synergie est constatée entre les deux dispositifs qui font l'objet d'une instruction conjointe.

La bonne mise en œuvre du TO 411 est une condition sine qua non de la réussite de l'installation. La DJA est en effet largement utilisée pour préfinancer le dossier d'investissement, même si ce n'est pas son objet premier.

Les retards éventuels dans le traitement du dossier investissement relevant du TO 411 entraînent très souvent des difficultés de préfinancement dans une situation où le préfinancement bancaire s'avère très difficile pour les nouveaux installés.

### **Une synergie à trouver avec les mesures 1, 2 et 16**

Une part des installations agricoles se fait sans aide. Il s'agit principalement de pluriactifs ou de retraités, sans que la population soit très bien connue ni suivie au niveau du territoire.

Le TO 611 contribue à la montée en compétence de la profession agricole via le niveau minimum exigé pour émarger au dispositif dans un contexte où la profession est peu professionnalisée en Guyane même si la tendance est à la professionnalisation.

Une meilleure synergie pourrait être trouvée avec les mesures 1 et 2 afin de former et conseiller les agriculteurs tout au long du processus d'installation, de l'élaboration du projet à la fin du PDE.

En outre, pourraient être développés des dispositifs de type « espaces tests agricoles » afin de faire entrer les jeunes dans une démarche d'installation progressive en agriculture de manière à structurer les projets et les compétences.

## **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Le TO 611 couplé au TO 411, constitue la principale contribution au domaine prioritaire 2B Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le*

---

---

*secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations.*

*Le TO 611 contribue à la montée en compétence de la profession agricole via le niveau minimum exigé pour émarger au dispositif.*

*La DJA reflète bien la diversité des types d'exploitations professionnelles présentes sur le territoire guyanais, ce qui indique que le TO contribue au renouvellement des générations.*

*Le TO 611 ne concerne que des jeunes agriculteurs qui ambitionne immédiatement une activité professionnelle, ce qui ne correspond pas la démarche des petits agriculteurs qui constitue la très grande majorité des exploitations agricoles, tout particulièrement dans l'ouest de la Guyane.*

---

Le type d'opération 611 est fléché sur les domaines prioritaires 2B.

### **Questions évaluatives associées au DP2B**

#### **Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle contribué à l'entrée d'exploitants suffisamment qualifiés et au renouvellement des générations ?**

Le TO 611 contribue à la montée en compétence de la profession agricole via le niveau minimum exigé pour émarger au dispositif dans un contexte où la profession est peu professionnalisée en Guyane même si la tendance est à l'amélioration en ce domaine.

En ce qui concerne le renouvellement des générations, nous n'avons pas trouvé de données concernant la compensation des départs par les nouveaux entrants.

Il convient néanmoins de noter, sur la base des premiers résultats du recensement 2020 que :

- Le nombre d'exploitations agricoles a augmenté de 2.5% entre 2010 et 2020 (+ 152 exploitations),
- Le nombre de chefs d'exploitation augmente lui aussi de 2.5% sur la même période (+151 chefs d'exploitations),
- La SAU a augmenté de 43.7% passant de 25 345 ha à 36 429 ha.
- La SAU moyenne par exploitation augmente de 40.5 %, passant de 4.2 à 5.9 ha

Sans être le seul moteur de ces évolutions, la DJA a un impact favorable indéniable sur l'évolution de la population agricole et des surfaces disponibles.

La pérennité des exploitations financées dans le cadre du TO 611 n'a pas pu être étudiée, les premiers PDE arrivant à échéance en 2022 et aucun dossier n'étant encore soldé.

#### **Question évaluative n° 2 : La mesure a-t-elle contribué à favoriser le renouvellement des générations en agriculture et à encourager toutes formes d'installation ?**

L'enquête et les visites d'exploitations et l'analyse des rapports d'instruction disponibles montrent que la DJA reflète bien la diversité des types d'exploitations présentes sur le territoire guyanais. Notons toutefois que l'élevage en particulier bovin est sous-représenté. Cela est dû au fait que l'installation ne peut s'entreprendre sur des ateliers demandant un temps long pour dégager un revenu, ainsi que des investissements importants. Et comme les installations ne concernent pas ou très rarement une reprise d'exploitation, l'élevage ainsi que les vergers ne peuvent être envisagés que dans un deuxième temps, en complément d'abord puis peut-être en principal dans un deuxième temps. C'est ainsi que le défrichage s'opère dans les parcelles

dans les nouveaux périmètres agricoles, avec des premiers hectares consacrés au maraîchage puis progressivement de nouveaux hectares pour la production fourragère, la pâture ou les arbres fruitiers. Le montage des ateliers d'élevage sera également progressif.

**Question évaluative n° 3 : La mesure a-t-elle contribué à promouvoir le développement de toutes les formes d'agriculture en prenant en compte l'innovation, la diversification des productions, le développement dans les exploitations d'activités de transformation ... ?**

Tous les types de productions sont représentés dans les dossiers d'aide à l'installation. Les dossiers liés à l'élevage sont néanmoins très minoritaires du fait du montant important des investissements difficiles à mobiliser en début d'installation.

Les bénéficiaires optent souvent pour une production mixte en développant au départ les productions végétales permettant de dégager des ressources pour monter un atelier d'élevage.

Par ailleurs, les dossiers analysés comportent une dimension liée à la transformation à la ferme dans 18% des cas.

L'innovation n'a pas été retenue dans les critères de sélection ou de modulation appliqués aux dossiers de DJA.

**Question évaluative n° 4 : La mesure a-t-elle participé à inciter les agriculteurs à mettre en place des pratiques respectueuses de l'environnement en favorisant les projets agroécologiques**

Les dossiers présentés au financement présentent une dimension agroécologique dans 65% des cas.

Cela amène les exploitations à :

- Convertir ou maintenir leur exploitation en agriculture biologique
- Contractualiser une MAEC
- Ou adhérer à un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE).

Le TO a donc bien un impact sur les pratiques.

**Question évaluative n° 5 : La mesure a-t-elle participé au maintien d'une répartition harmonieuse de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire ?**

Le dispositif se concentre sur les zones agricoles traditionnelles de la Guyane, mais il est à noter que douze communes totalisant 55.4 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif.

C'est l'une des limites du dispositif qui ne permet pas de soutenir les exploitations qui se trouvent en dehors des grandes zones agricoles ou en dehors des périmètres d'aménagement de zones agricoles financées dans le cadre du TO 431.

#### **4.3.3. TO 631 - Aide au démarrage des petites exploitations agricoles (DPA)**

##### **a/ Cadre d'intervention du TO**

L'aide vise à assurer un développement des petites exploitations agricoles situées notamment en zone isolée où la commercialisation est limitée et où la vocation actuelle de l'agriculture est l'autosubsistance et les échanges de proximité.

Elle se fixe comme objectif de soutenir les petites exploitations agricoles dont la production est au

départ orienté vers l'autoconsommation, à devenir des entreprises agricoles et à dégager un revenu agricole monétaire.

Cette catégorie d'exploitation revêt une forte importance identitaire et culturelle, elle permet aux personnes sans emploi salarié, d'assurer leur alimentation et celle de leur famille, et d'assurer un ancrage de la population sur leurs communes.

**Type de soutien :**

Dotation forfaitaire versée en 2 tranches :

Un premier versement de 70% sera effectué au démarrage,

Un second versement de 30% la 3ème année d'activité.

**Bénéficiaires :**

Petites exploitations

**Coûts admissibles :**

Il s'agit d'une aide au démarrage forfaitaire.

**Conditions principales de l'aide :**

- Disposer au minimum d'une unité capitalisable professionnelle du diplôme de niveau V, à savoir le CAP (Certification d'Aptitude Professionnelle) agricole ou intégrer un dispositif de mise à niveau FSE tel que le Service d'intérêt économique général (SIEG) ;
- Être citoyen de l'Union européenne ou ayant une carte de résident valide jusqu'à la fin de la période d'engagement ;
- Disposer d'un titre foncier (bail, concession, bail à ferme, propriété) ou au minimum d'avoir déposé une demande de terrain auprès du propriétaire (si État : accusé de réception de France Domaine) au moment du dépôt de la demande d'aide.
- Être sans aucune activité salariée ;
- Disposer d'un n° SIRET (attribué ou en cours d'attribution);
- Présenter un plan d'entreprise (PE) sur 4 ans. Ce plan d'entreprise devra proposer un projet viable et réalisable de l'exploitation permettant d'envisager un chiffre d'affaires monétaire minimum de 4 000 euros annuels en 4ème année du plan d'entreprise ;
- Exploiter en 1ère année une superficie supérieure à 0,7 ha de surface pondérée et un potentiel de production brute standard (PBS) inférieur à 11 999€ ;
- Intégrer un dispositif d'accompagnement financé sur les mesures 1 et/ou 2 (professionnalisation et/ou conseil).

**Critères de sélection :**

La sélection se fait périodiquement sur la base de critères de sélection.

Les critères de sélection sont choisis en application des principes de sélection qui permettront de donner la priorité aux opérations :

Portées par des agriculteurs installés en zone isolée ou éloignée ;

Portées par des jeunes agriculteurs ;

Portées par des agriculteurs qui s'inscrivent dans une démarche collective ;

Portées par des agriculteurs qui approvisionnent le marché local ;

Portées par des bénéficiaires ayant une formation agricole.

L'établissement d'un système de points lié aux critères de sélection permettra le classement des

dossiers et la fixation d'un seuil minimal pour l'accès au soutien afin de cibler les meilleurs projets.

#### Montant et taux d'aide :

Aide forfaitaire de 10 000 € (« forfait micro-projet »), versée en 2 fois :

- 1er versement : 70% au démarrage.
- 2ème versement : 30% à partir de la 3ème année d'activité selon la bonne mise en œuvre du PE sur la base de la comptabilité simplifiée

L'aide sera modulée en fonction de la mobilisation du TO 4.1.1 Modernisation des exploitations agricoles : +5 000 € forfait « microprojet plus » correspondant à un dossier mobilisant simultanément une demande d'aide à l'investissement (Type d'opération 4.1.1).

#### Indicateurs associés :

TO 6.3.1 : Aide au démarrage des petites exploitations agricoles (DPA)	O1- Total des dépenses publiques		
	O2 - Total des investissements		
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues		
	O4- Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus		
	IS 29 - Nombre d'installations soutenues		
	IS 31 - Création d'emplois liée à l'opération (nombre d'emplois en ETP)		

## b/ Bilan de réalisation du TO

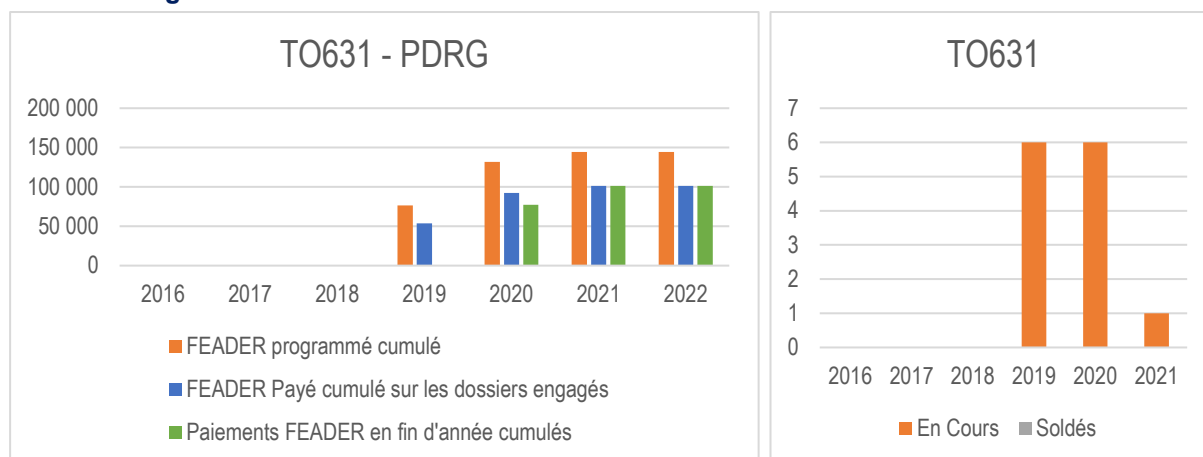
*Le budget du TO 631 consacré à l'aide à la professionnalisation de la petite agriculture est relativement modeste en regard du budget du TO 611 de la DJA.*

*Le taux d'atteinte de la cible est cependant très faible avec 19% en termes de paiements et 27% en termes d'engagement.*

*De fait, la programmation a subi un retard important et le nombre de dossiers est resté relativement faible, 13 dossiers en mai 2022 dont 8 dans la zone Ouest.*

*Un ralentissement dans la programmation a été constaté en 2021, la dizaine de dossiers en cours d'instruction devrait faire remonter le niveau de programmation en 2022.*

Figure 81 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 631



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs



**Tableau 49 – Évolution de la réalisation du TO 631**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisa- tion sur FEADER Pro- grammé
2016	0	0	0		0	
2017	0	0	0		0	
2018	0	0	0		0	
2019	90 000	76 500	53 550	70%	0	0%
2020	155 000	131 750	92 225	70%	77 350	59%
2021	170 000	144 500	101 150	70%	101 150	70%
2022	170 000	144 500	101 150	70%	101 150	70%
<b>TO 631</b>	<b>170 000</b>	<b>144 500</b>	<b>101 150</b>	<b>70%</b>	<b>101 150</b>	<b>70%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La réalisation (paiement) sur le programmé est de 70% correspondant au 1<sup>er</sup> versement de la DPA, aucun dossier n'étant soldé.

**Tableau 50 – Taux de réalisation du TO 631 en regard de la maquette**

Mesures (en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO631</b>	<b>0,52</b>	<b>0,14</b>	<b>27%</b>	<b>0,14</b>	<b>27%</b>	<b>0,10</b>	<b>19%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

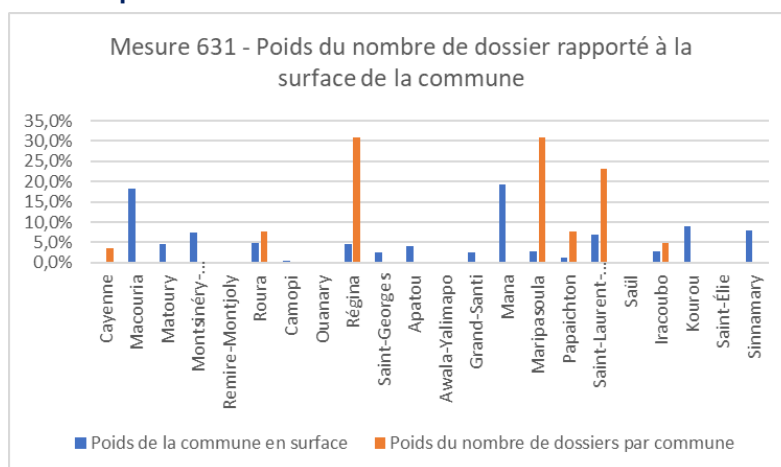
Globalement, le TO 631 présente un taux de programmation faible de 27% pour un taux d'engagement de 27%.

La programmation est concentrée sur 2 années 2019 et 2020.

Le TO 631 a connu un retard de début de programmation important, les premiers dossiers ayant pu être validés uniquement à partir de 2019.

Le taux de paiement global est de 10%, soit un pourcentage très faible, et notamment expliqué par le découpage des tranches de paiement de la DPA et à son démarrage tardif...

### La distribution des aides par communes (SAU des communes) :

**Figure 82 – Répartition des dossiers TO 631 selon la SAU de la commune**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le graphique en nombre de dossiers est peu corrélé à la surface des communes.

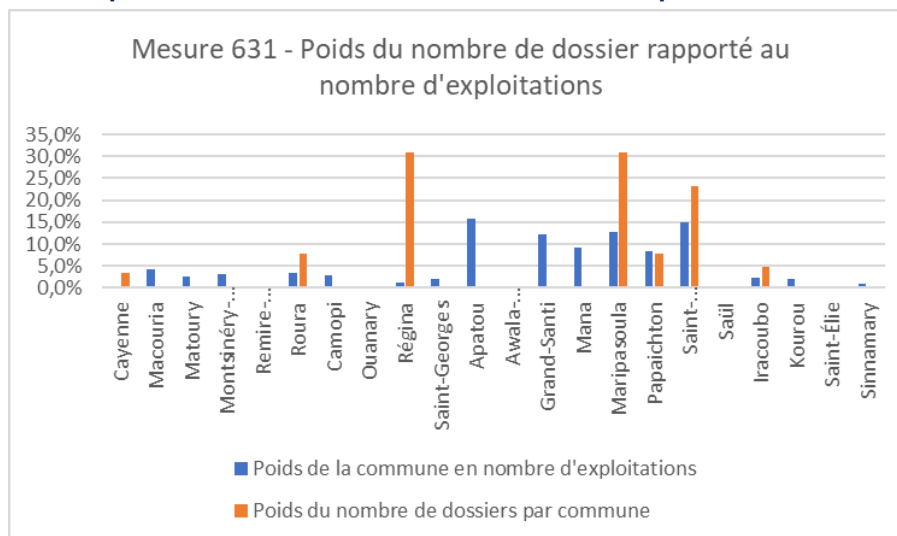
Quatre communes se distinguent par un dynamisme tant en termes de nombre de dossiers que de montant FEADER par dossier. Il s'agit de Régina, Mana, Maripasoula, Saint-Laurent-du-Maroni.

Seules 5 communes émergent au dispositif d'aide à la petite exploitation, dont trois sur le territoire de la CCOG totalisent 8 dossiers sur 13, soit 60% des dossiers.

Dix-sept communes totalisant 44.6 % de la SAU du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

### La distribution des aides rapportées au nombre d'exploitations par communes :

**Figure 83 – Répartition des dossiers selon le nombre d'exploitations de la commune**



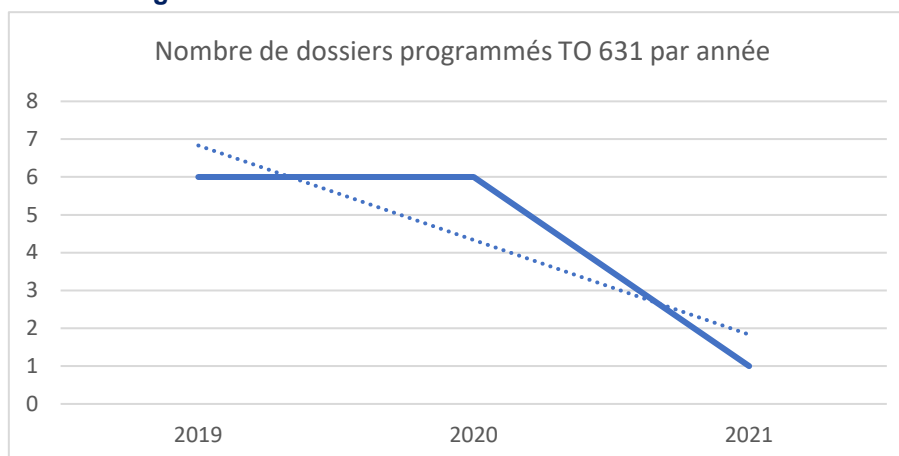
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le graphique en montant présente les mêmes caractéristiques que précédemment.

Dix-sept communes totalisant 65.5 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

### Le rythme de programmation :

**Figure 84 – Évolution du nombre de dossiers TO 631**



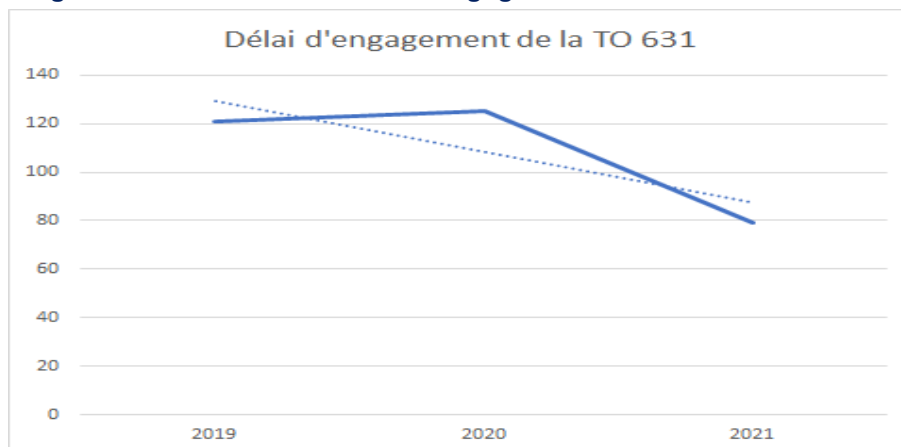
Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La dynamique de programmation est décroissante sur la période, constat qui doit être pondéré

du fait du faible nombre de dossiers programmés (13 dossiers) et le fait qu'un seul dossier ait été programmé en 2021.

### Les délais d'engagement :

**Figure 85 – Évolution du délai d'engagement des dossiers du TO 631**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La courbe de tendance est croissante sur la période 2019 – 2021 révélant une montée en puissance du programme sur la période.

- 13 dossiers ont été engagés sur les 13 dossiers programmés, soit 100%.
- Le délai moyen d'engagement est de 119 jours soit près de 4 mois

### Le délai du premier paiement après engagement :

- 13 dossiers sur 13 ont reçu un premier paiement, soit 100%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 172 jours soit près de 6 mois.

### Le paiement des dossiers soldés :

- Aucun des dossiers n'est à ce jour soldé. Les premiers dossiers ont été programmés en 2019. Le second versement (solde de 30%) devrait intervenir en 2022.

### Le paiement des dossiers non soldés :

- 13 dossiers sont partiellement payés soit 100%.
- Le taux moyen de réalisation des dossiers non soldés est de 70%, correspondant au paiement du premier versement de l'aide.
- 144 500 € sont engagés pour 101 500 € payés.

Dossiers en cours sans demande de paiement :

- Aucun dossier à ce stade.

Au total :

- Dossiers programmés : 144 500 €
- Dossiers engagés : 144 500 € (100 % des montants sont engagés).
- Dossiers payés : 101 500 € (70% des montants programmés sont payés).

### Les indicateurs :

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la

date de l'évaluation.

**Tableau 51 – Indicateurs du TO 631**

Indicateurs cible 2014-2022					
Nom de l'indicateur cible			Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)			6,01	3,2	53%
Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)			360,00	192,00	53%
Indicateurs de réalisation prévus 2014-2022					
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)	Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises pour le développement de petites exploitations (6.3)	60,00	-	13,00	22%
	Total des investissements (en €) (publics et privés)	611 764,71	-	170 000,00	28%
	Total des dépenses publiques (en €)	611 764,71	-	170 000,00	28%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Le TO 631 participe peu à la cible dédiée au nombre d'exploitations soutenues bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour les investissements dans la restructuration ou la modernisation. Celui-ci étant principalement alimenté par le TO 411 (voir plus haut).

Il reste que la cible sur la mesure 631 était de 60 sur les 360 au total.

Avec 13 opérations programmées, la cible est encore loin d'être atteinte.

En ce qui concerne l'indicateur de réalisation, le niveau est encore faible et dû à un démarrage tardif du dispositif d'une part ; d'autre part aux difficultés d'intégration de petits agriculteurs dans un circuit organisé (inscription à l'Amexa, déclaration de surfaces, formation...).

Au 5 mai 2022, 10 dossiers sont en instruction pour un potentiel d'aide de 145 k€ ce qui ferait remonter les indicateurs à 38% pour la cible relative au nombre de bénéficiaires et à 51% pour la cible financière.

## c/ Évaluation des résultats du TO

*Le nombre faible de bénéficiaires de la DPA indique que le TO 631 a eu peu de résultats et d'impact sur la professionnalisation de la petite agriculture.*

Une exploitation a fait l'objet d'une visite sur place.

Les problématiques spécifiques remontées à cette occasion concernant :

- La formation : même si elle est considérée comme très utile, elle est perçue comme trop rapide.
- L'accompagnement administratif et technique : comme pour les autres mesures, l'accompagnement est ressenti comme indispensable et cependant très peu présent.

- La nécessaire mutualisation : la mutualisation du matériel est pointée comme étant une solution au peu de trésoreries des petites exploitations telles celles qui sont bénéficiaires du TO 631.

L'enquête auprès des organismes de formation et des OPA qui ont mis en œuvre plusieurs actions de formation à destination des petits agriculteurs en voie de professionnalisation, montrent que la DPA peut éventuellement un objectif dans le parcours de professionnalisation, mais que les difficultés sont nombreuses pour être éligibles. Aussi de tous les bénéficiaires des actions de formation à la professionnalisation, que l'on peut chiffrer à plusieurs centaines sans pouvoir être très précis, seulement 13 auraient pu obtenir une DJA auxquels il faut ajouter la dizaine de dossiers en cours d'instruction. Tout au plus 10% des petits agriculteurs entamant un parcours de professionnalisation via les actions de la mesure 1 (TO 111 et TO 121) arrivent à obtenir une DPA.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

*Au vu de l'importance de la petite agriculture (plus de 5 500 agriculteurs), le besoin de professionnalisation est fort, mais le parcours n'est pas sans obstacle. Indéniablement la DPA est un atout pour passer un cap. La pertinence est certaine, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous.*

La pertinence de ce type d'opération ne peut être remise en cause dans le contexte guyanais où beaucoup d'exploitations sont encore dans un circuit informel et peinent à se structurer. Le dispositif apparaît comme essentiel pour permettre à des petites exploitations de se structurer, de régulariser leurs situations (AMEXA, titre foncier, etc.) et d'accéder à une formation de base.

Cependant, il s'agit d'une mesure qui nécessite un accompagnement très fort des potentiels demandeurs afin de les amener dans les conditions réglementaires minimums permettant d'accéder à l'aide.

Ainsi, la répartition spatiale des 13 dossiers montre que le territoire de la CCOG est le plus impacté par le dispositif ce qui semble lié à l'investissement fort d'un technicien sur cette zone.

Le lien avec la mesure 1 est essentiel pour permettre aux postulants de passer le pas de pouvoir émarger au dispositif. Il est demandé que le bénéficiaire ait intégré un dispositif d'accompagnement financé sur les mesures 1 et/ou 2 (professionnalisation et/ou conseil). Aussi sur le territoire, de nombreux petits agriculteurs, potentiels demandeurs à la DPA ont participé à des actions financées dans les cadres des TO111 (formation), TO 121 (formation-accompagnement à la professionnalisation) et même TO 122 (formation-accompagnement technique), proposées par les organismes de formation (CFPPA, MFR) et la Chambre d'Agriculture. Il y a eu ainsi plusieurs centaines de participants, certains suivant des opérations pouvant durer plusieurs mois, et d'autres participant à des actions relevant d'opérations différentes. L'effectif réel déduction faite des multiparticipations est difficile à estimer. Pour participer à ces actions visant à la professionnalisation, il n'était pas obligé de postuler à la DPA et de nombreux participants ne répondaient pas à tous les critères d'éligibilité à l'entrée ou à la sortie des parcours de formation. Aussi, le résultat des actions de professionnalisation financées dans le cadre de la mesure 1 est faible en regard du nombre de DPA obtenue. Il demeure que l'accompagnement offert dans ces actions est apprécié par les bénéficiaires de

DPA. La formation-accompagnement est également appréciée par les autres participants qui n'ont pu postuler à la DPA, mais la valeur ajoutée de l'action est moins tangible. Elle permet a minima aux petits agriculteurs d'entamer un parcours de professionnalisation qui pourra permettre le cas échéant, et quand tous les critères d'éligibilité pourront être remplis, aux participants de ces actions de formation-accompagnement de la Mesure 1, d'accéder aux différents dispositifs d'aide et de soutien à l'agriculture.

La mesure 631 était destinée à couvrir deux types de besoins principaux :

- Besoin 12 : Modernisation des exploitations agricoles orientées vers le marché,
- Besoins 21 : Soutien au développement et à la diversification agricole.

Ces deux besoins apparaissent comme bien couverts par la mesure, mais son impact pourrait être bien plus important si la cible pouvait être élargie.

En effet, 835 agriculteurs déposent une déclaration surface et moins de 200 déposent un dossier d'aide à l'investissement.

Le vivier, sans parler des 6135 exploitations recensées en Guyane, est ici très important pour faire de la DPA un vrai levier de montée en compétence et en professionnalisation des petites exploitations.

## **e/ Analyse de la cohérence**

*La DPA apparaît avoir un effet levier dans le parcours de professionnalisation en permettant au bénéficiaire d'investir, notamment grâce au TO 411. La formation-accompagnement dont le petit agriculteur a pu bénéficier dans son parcours en participant à des actions relevant du TO 111 ou TO 121, devrait pouvoir se poursuivre avec des actions de formation plus techniques relevant du TO 122. Notons que des actions Leader ont pu également bénéficier aux petits agriculteurs bénéficiaires d'une DPA.*

La cohérence du TO 411 est forte : En effet, 8 des 13 dossiers de dotation à la petite agriculture bénéficient d'un dossier investissement et de ce fait d'une aide majorée de 10 à 15 000 €.

La cohérence avec la mesure 1 est également très forte pour préparer et accompagner les petits agriculteurs dans leur parcours de professionnalisation, qui peut comporter si les conditions d'éligibilité peuvent être satisfaites, une DPA.

La mesure 1 peut également être mobilisée une fois la DPA obtenue pour accompagner techniquement les bénéficiaires dans la mise en œuvre de leur projet, d'autant que la DPA a pu leur permettre de financer des investissements.

L'articulation pourrait par ailleurs être recherchée avec la DJA pour les bénéficiaires de la DPA n'ayant pas atteint l'âge limite et qui pourraient en bénéficier à l'issue d'une première période de structuration de leur entreprise permise par la DPA.

Des actions relevant de leader ont également bénéficié à des petits agriculteurs, avant ou après l'obtention d'une DPA. On peut évoquer les actions Leader à Maripasoula, à Régina ou à Saint-Laurent où précisément des dossiers DPA ont été enregistrés.

## **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

*Le TO 631 contribue peu à l'amélioration des résultats économiques du secteur agricole compte tenu du faible nombre de dossier et du faible montant unitaire de l'aide, mais elle est un élément clé de la professionnalisation de la petite agriculture, notamment dans en zone isolée. Pour gagner en efficacité, il faut que le TO 631 puisse bénéficier à plus de petits agriculteurs, et pour cela une mobilisation synergique des mesures 1, 4 et 19 (Leader) sont nécessaires, avec l'idée d'accompagner sur la durée les parcours de professionnalisation en mobilisant au niveau des territoires tous les acteurs concernés. L'assouplissement des mesures est peut-être également à envisager, notamment au niveau des critères d'éligibilité.*

Le type d'opération 631 est fléché sur les domaines prioritaires 2A.

### **Questions évaluatives associées au DP2A**

#### **Question évaluative n°1 : La mesure a-t-elle contribué à l'amélioration des résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et la restructuration - modernisation des exploitations agricoles, la participation et l'orientation vers le marché, la diversification agricole ?**

Le TO 631 contribue peu à cette priorité compte tenu du faible nombre de dossiers et du faible montant unitaire de l'aide à l'amélioration des résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et la restructuration - modernisation des exploitations agricoles, la participation et l'orientation vers le marché, la diversification agricole.

Il a cependant un réel impact sur les quelques cibles touchées en ce qui concerne ces objectifs, via l'intégration des structures dans un circuit plus formel.

#### **Question évaluative n°2 : La mesure a-t-elle contribué à favoriser le développement des petites exploitations agricoles situées notamment en zone isolée ?**

La répartition géographique des exploitations aidées montre que les grandes zones traditionnelles agricoles sont les seules bénéficiaires du dispositif.

Seules 5 communes émergent au dispositif d'aide à la petite exploitation, dont trois sur le territoire de la CCOG qui totalise 8 dossiers sur 13, soit 60% des dossiers.

Dix-sept communes, totalisant 44.6 % de la SAU du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

Dix-sept communes, totalisant 65.5 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émergent pas au dispositif.

Il y a donc une réelle difficulté à aller chercher les bénéficiaires de cette aide dans toutes les communes de la Guyane et de manière significative, dans les zones isolées du territoire.

Il est néanmoins important de noter la présence d'un bénéficiaire sur la commune de Papaïchton et de deux bénéficiaires sur la commune de Maripasoula.

#### **Question évaluative n° 3 : La mesure a-t-elle contribué à soutenir les petites exploitations agricoles dont la production est au départ orienté vers l'autoconsommation, à devenir des entreprises agricoles et à dégager un revenu agricole monétaire ?**

L'absence de réponse à l'enquête de la population cible de cette aide n'a pas permis de



répondre à cette question. Il n'en demeure pas moins que de par la structuration qu'elle impose, l'aide permet une professionnalisation des petits exploitants et à terme, permet d'augmenter le revenu dégagé.

Les opérations n'étant pas soldées, il est difficile de juger de la mise en œuvre du plan d'entreprise par les bénéficiaires de l'aide.

**Question évaluative n° 4 : La mobilisation simultanée de la mesure 411 pour les investissements a-t-elle pu être mobilisée et a-t-elle permis d'améliorer les résultats économiques de l'exploitation ?**

8 dossiers sur les 13 programmés ont bénéficié d'une aide au titre de la mesure 411 dédiée aux investissements agricoles, pour un montant total de 290 k€ (dépenses totales).

La combinaison des deux mesures, comme pour la DJA semble donc fonctionner de manière satisfaisante, l'octroi de l'aide forfaitaire permettant de dégager de la trésorerie pour assurer la part d'autofinancement des dossiers d'investissement portés par ces bénéficiaires.

**Les modifications du programme sur la période 2014-2020 amène des questions évaluatives spécifiques :**

**Question évaluative n° 5 : Les simplifications du dispositif adoptée en 2017 (niveau d'étude, SIRET en cours d'attribution) a-t-il permis de dynamiser la mise en place du dispositif ?**

Aucun dossier n'avait été programmé avant 2019.

Cette modification a nécessairement eu un impact dans la facilitation de la mise en œuvre du dispositif.

Elle ne semble cependant pas suffisante compte tenu du peu de structuration des toutes petites exploitations cibles.

**Question évaluative n° 6 : L'obligation d'intégrer un dispositif de formation et / ou conseil intégré en 2018 a-t-il permis d'améliorer la mise en œuvre du dispositif et de professionnaliser les candidats ?**

Cette disposition est de nature à améliorer le niveau d'entrée des agriculteurs dans la professionnalisation nécessaire pour pouvoir à terme dégager un revenu de l'activité agricole. Il a cependant été constaté un mauvais ciblage des cibles des entrants en formation (via la mesure 1), ce qui a conduit à un faible nombre de dossiers éligibles portés par ces exploitants en formation (foncier non stabilisé, absence d'AMEXA...).

#### **4.3.4. TO 641 - Aides aux entreprises d'exploitation de bois-énergie et de biomasse**

##### **a/ Cadre d'intervention du TO**

L'aide vise à soutenir la mise en place et le développement d'entreprises pour l'exploitation de bois à vocation de production d'énergie renouvelable ainsi que la valorisation de biomasse à vocation énergétique issue de la mise en valeur agricole.

Elle vise par ailleurs à soutenir également la valorisation agricole de la biomasse ligneuse (broyage) en vue de préserver les sols mis en valeur pour l'agriculture.

**Bénéficiaires :**

Petites et microentreprises, en particulier les exploitants forestiers, les entreprises de travaux forestiers, les entreprises de travaux agricoles, situées en zone rurale.

**Coûts admissibles :**

- Frais généraux liés à l'investissement : études, prestations de maîtrise d'œuvre et études de faisabilité, rémunération d'ingénieurs. Ces dépenses sont éligibles dans la limite de 20% du total de dépenses éligibles.
- Les investissements matériels permettant l'exploitation du bois-énergie et l'exploitation de la biomasse issue de la mise en valeur agricole destinée à une valorisation énergétique :
  - Acquisition d'engins spécifiques à l'exploitation du bois énergie, y compris les engins de transport spécifique non routier (pas de chronotachygraphe)
  - Acquisition de matériels de production de plaquettes fixe et mobile
  - Mise en place de plate-forme de production et de stockage de plaquettes
  - Acquisition de broyeurs pour une valorisation agricole de la biomasse ligneuse

**Conditions principales de l'aide :**

L'exploitation forestière de bois énergie mise en œuvre dans le domaine forestier permanent est soumise au respect de la « charte d'exploitation forestière à faible impact » en vigueur (cahier des charges exploitant du label PEFC en Guyane).

La valorisation de la biomasse issue de la mise en place de nouvelles zones agricoles sera soumise au respect d'un cahier des charges « de défriche agricole raisonnée » en cours d'élaboration.

- Le matériel devra être compatible avec la charte d'exploitation forestière à faible impact ou le cahier des charges de défriche agricole raisonnée lorsqu'il existe.
- Pour les travaux et ouvrages nécessitant une déclaration ou une autorisation au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau, ICPE), ou du code de l'urbanisme : preuve du dépôt d'un dossier auprès des autorités compétentes pour leurs instructions.

Sont exclus :

- Les projets de valorisation de la biomasse portant sur les défriches urbaines
- Les investissements portant sur la transformation et le stockage des produits sur sites industriels.

**Critères de sélection :**

La sélection a lieu périodiquement sur la base des critères de sélection.

Le dépôt des dossiers se fait de façon continue.

Les dates de sélection par les comités techniques sont précisées sur le site internet Europe de la Collectivité Territoriale de Guyane.

La sélection peut également se faire dans le cadre d'appels à projets.

Les critères de sélection sont choisis en application des principes de sélection suivants :

Capacités financières de l'entreprise

Capacités techniques et moyens de l'entreprise

Investissements prioritaires pour la mise en œuvre d'une exploitation à faible impact / d'une défriche agricole raisonnée

L'établissement d'un système de points lié aux critères de sélection permet le classement des dossiers et la fixation d'un seuil minimal pour l'accès au soutien afin de cibler les meilleurs projets.

Cette sélection peut se faire en comité technique.

**Montant et taux d'aide :**

Taux d'aide publique de 70%, hors application d'un régime d'aide spécifique.

**Indicateurs associés :**

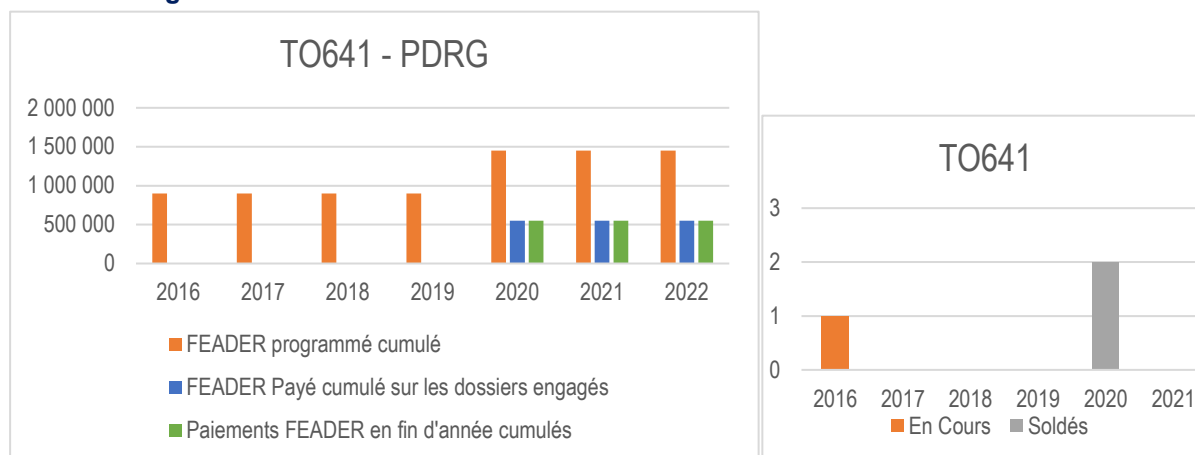
TO 6.4.1 : Aide aux entreprises d'exploitation de bois énergie et biomasse	O1- Total des dépenses publiques		
	O2 - Total des investissements		
	O3 - Nombre d'actions/ opérations soutenues		
	O4- Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus		
	IS 29 - Nombre d'installations soutenues		
	IS 30 - Volume supplémentaire de bois d'œuvre et de bois énergie exploité		
	IS 31 - Création d'emplois liée à l'opération (nombre d'emplois en ETP)		

**b/ Bilan de réalisation du TO**

*Seuls deux dossiers ont été engagés pour 550 k€ pour 1 même bénéficiaire.*

*La cible n'est atteinte qu'à 24% en termes budgétaires. La filière biomasse est embryonnaire.*

**Figure 86 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 641**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs.

Seuls trois dossiers portés par un seul bénéficiaire ont été programmés à ce stade.

Cependant, le dossier de 2016 n'a jamais été engagé.

Il convient donc de considérer que seuls deux dossiers sont engagés à ce stade pour 550 k€.

Ces deux dossiers sont soldés à la date de l'évaluation.

**Tableau 52 – Évolution de la réalisation du TO 641**

Tous dos-siers	Dépenses pu-bliques totales cumulées	FEADER pro-grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga-gés	Taux réalisa-tion des dos-siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumu-lés	Taux réalisation sur FEADER Programmé
2016	1 059 945	900 953	0		0	
2017	1 059 945	900 953	0		0	
2018	1 059 945	900 953	0		0	
2019	1 059 945	900 953	0		0	
2020	1 730 445	1 450 953	550 000	38%	550 000	38%
2021	1 730 445	1 450 953	550 000	38%	550 000	38%
2022	1 730 445	1 450 953	550 000	38%	550 000	38%

TO 641	1 730 445	1 450 953	550 000	38%	550 000	38%
--------	-----------	-----------	---------	-----	---------	-----

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le type d'opération connaît néanmoins une sous-consommation importante, seulement 25% de la maquette étant programmée, engagée et payée à la date de l'évaluation.

### Le rythme de programmation :

#### Les délais d'engagement :

- 2 dossiers ont été engagés sur les 2 dossiers programmés, soit 100%.
- Le délai moyen d'engagement est de 56 jours soit près de 2 mois

#### Le délai du premier paiement après engagement :

- 2 dossiers sur 2 ont reçu un premier paiement, soit 100%.
- Le délai moyen du premier paiement est de 186 jours soit plus de 6 mois.

### Les indicateurs :

Les données présentées ci-dessous sont issues des données communiquées par la CTG à la date de l'évaluation.

**Tableau 53 – Indicateurs du TO 641**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2 827 451	894 000	32%
Nom de l'indicateur	Valeur	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises/un soutien à l'investissement dans des activités non agricoles dans des zones rurales (6.2 et 6.4)	4	1	25%
Total des investissements (en €) (publics et privés)	2 827 451	894 000	32%
Nombre d'opérations	4	2	50%
Total des dépenses publiques (en €)	2 611 765	894 000	34%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Le TO 641 est le seul à impacter ces indicateurs.

Un seul bénéficiaire a pu émarger au dispositif pour deux dossiers amenant un taux d'atteinte de la cible de 50% en nombre de bénéficiaires et de 25% en total des investissements financés.

Ce TO fait face au manque de structuration de la filière biomasse et au faible nombre d'opérateurs en Guyane.

## c/ Évaluation des résultats du TO

*Le bénéficiaire a investi massivement dans la centrale biomasse électrique. L'aide du TO 641 représente concerne qu'une petite partie (15%) des investissements entre 2019 et 2021. Le problème majeur pour la filière biomasse qui est embryonnaire est l'accès à la ressource de bois-énergie.*

### **Entretien avec le bénéficiaire :**

Deux dossiers ont fait l'objet d'un financement dans le cadre du TO 641 :

- Acquisition d'un broyeur mobile thermique CBI pour répondre à la création de l'activité « bois énergie » pour un montant total de 824 000 €.
- Acquisition d'une tête Mulcher 4061 Tigercat pour répondre à l'accroissement d'activité en production de bois d'œuvre et à la création de bois énergie pour un montant de 70 000 €.

Ces investissements sont destinés à l'alimentation de la centrale biomasse de cacao en plaquettes de bois pour la production d'électricité, qui correspond à 50 à 75% de la production guyanaise.

Le développement de la filière biomasse a permis à la société bénéficiaire de faire passer son chiffre d'affaires de 3.7 M€ à 7 M€ via des investissements massifs pour la filière biomasse (7 M€ d'investissements entre 2019 et 2021).

Si les engins émergent au FEADER, les équipements de transport sont financés dans le cadre de crédit-bail.

Le FEDER n'a pas été mobilisé.

### Les grandes problématiques rencontrées concernent :

- L'accès aux parcelles : cet accès aux parcelles relève de l'ONF dans le cadre de la mesure 431 dédiée aux dessertes forestières (cf chapitre dédié). C'est ce qui conditionne les travaux des entreprises forestières.
- Le manque d'association des acteurs professionnels dans la planification et cela malgré la mise en place de l'interprofession bois en 2017.
- L'absence de développement de la mobilisation du bois de défriche agricole.
- Les délais de traitement des dossiers tant en programmation qu'en paiement.

## d/ Analyse de la pertinence

*Les besoins sont importants, mais la collecte de la biomasse (déchets organiques, bois-énergies issus des défriches agricoles ou de l'exploitation forestière) est encore peu importante, l'investissement dans les outils de valorisation de la biomasse est nécessairement limité.*

La mesure 641 était destinée à couvrir trois types de besoins principaux :

- Besoin 28. Valorisation agricole des déchets organiques et minéraux,
- Besoin 29. Valorisation de la biomasse issue de défriches agricoles,
- Besoin 30. Valorisation des produits forestiers hors bois d'œuvre.

Seul le besoin 30 est couvert par la mesure qui n'a eu à ce stade aucun impact en ce qui concerne la valorisation agricole des déchets organiques et minéraux ou la valorisation de la biomasse issue de défriches agricoles.

#### **e/ Analyse de la cohérence**

---

*Le TO 641 fonctionne en complémentarité avec le TO 861 qui finance la modernisation des exploitations forestières en bois d'œuvre.*

*La structuration de la filière bois via la mesure 16 reste une priorité afin de mobiliser la ressource bois énergie sur le territoire, via la diversification des acteurs, mais aussi via la diversification des ressources mobilisables.*

---

Le TO 641 fonctionne en complémentarité avec le TO 861 qui finance la modernisation des exploitations forestières en bois d'œuvre.

Le TO finance les investissements matériels relevant de la filière énergétique tandis que le TO 861 finance les investissements destinés à la mobilisation du bois d'œuvre.

La frontière est parfois difficile à établir. Le second dossier financé dans le cadre du TO 641 est d'ailleurs mixte aux deux filières.

Il convient de noter que le taux d'aide publique est le même pour les deux types d'opérations.

L'analyse de l'exécution du TO 861 nous montre que 10 dossiers ont été programmés pour un coût total de 5.88 M€ et un montant FEADER de 3.7 M€.

Les 10 dossiers sont au profit d'une seule et même société qui est la même société bénéficiaire du TO 641.

Cet état de fait est révélateur du manque de structuration de la filière bois, que ce soit pour ce qui concerne le bois d'œuvre ou le bois énergie.

Cette situation est susceptible de renforcer l'acteur incontournable de la mobilisation du bois sur le territoire, mais aussi d'aggraver une situation quasi monopolistique sur ce secteur.

La structuration de la filière bois via la mesure 16 reste une priorité afin de mobiliser la ressource bois énergie sur le territoire, via la diversification des acteurs, mais aussi via la diversification des ressources mobilisables.

Outre la ressource liée à la défriche agricole, il convient en effet, compte tenu des difficultés à mobiliser le bois énergie en parallèle du bois d'œuvre, d'essayer de mobiliser les ressources faciles telles celles liées aux travaux d'entretien sur tout le territoire guyanais.

Le besoin lié à la valorisation agricole des déchets organiques et minéraux semble devoir être questionné à l'occasion de la mise en œuvre de la nouvelle programmation et en complémentarité avec l'objectif de valorisation énergétique de la biomasse de défriche dont les objectifs semblent peu compatibles.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*Les besoins sont importants, et croissants avec les difficultés d'importation et l'augmentation des prix de l'énergie fossile, sans compter la nécessaire transition énergétique pour réduire les gaz à effets de serre.*

---

---

*Mais la filière biomasse est embryonnaire et la collecte de la biomasse encore très lacunaire. L'intérêt du TO 631 ne fait aucun doute, en lien avec le TO 861, mais les résultats sont très faibles sur la programmation faute d'opérateurs.*

---

Le type d'opération 631 est fléché sur les domaines prioritaires 5C.

#### **Questions évaluatives associées au DP5C**

##### **Question évaluative n° 1 : La mesure a-t-elle contribué à la fourniture et l'utilisation d'énergie renouvelable à des fins de bioéconomies ?**

Indéniablement, la mesure a eu un effet très favorable à la mobilisation du bois énergie sur le territoire.

Les données quantitatives n'ont néanmoins pas pu être obtenues concernant l'impact réel de la mesure

##### **Question évaluative n° 2 : La mesure a-t-elle contribué à soutenir la mise en place et le développement d'entreprises pour l'exploitation de bois à vocation de production d'énergie renouvelable ainsi que la valorisation de biomasse à vocation énergétique issue de la mise en valeur agricole ?**

La mesure n'a pas permis la mise en place de nouvelles entreprises dans le secteur de la valorisation énergétique du bois, mais a eu pour effet de développer une seule entreprise qui était déjà très active sur le secteur du bois d'œuvre et ainsi diversifier son activité et développer de manière très significative son chiffre d'affaires.

##### **Question évaluative n° 3 : La mesure a-t-elle contribué à soutenir également la valorisation agricole de la biomasse ligneuse (broyage) en vue de préserver les sols mis en valeur pour l'agriculture ?**

Aucune opération en direction de la valorisation de la biomasse ligneuse en vue de préserver les sols mis en valeur pour l'agriculture n'a été financée.



## 4.4. Mesure 7

### 4.4.1. Présentation de la mesure

#### a/ Les TO et les DP impactés

La mesure 7 est décomposée en 8 types d'opérations :

- TO 711 (Plans et schéma de développement des zones rurales)
- TO 712 (Plans de gestion forestière durable)
- TO 721 (Adduction en eau potable en zone rurale)
- TO 722 (Assainissement en zone rurale)
- TO 723 (Voiries rurales)
- TO 724 (Electrification en zone rurale)
- TO 725 (Gestion des déchets en zone rurale)
- TO 726 (Équipements sociaux et médico-sociaux en zone rurale)

La mesure impacte le domaine prioritaire 6 qui est de favoriser l'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base, et en particulier le DP6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales.

La mesure 7 soutient le développement local en zone rurale en finançant :

- L'alimentation en eau potable dans les zones rurales.
- Le développement des équipements et services d'assainissement des eaux usées dans les zones rurales.
- Le développement des voiries rurales des communes pour répondre à l'enjeu majeur de désenclavement des populations rurales.
- L'approvisionnement en électricité via l'extension des réseaux, le renforcement des installations existantes et la création d'unités autonomes valorisant les énergies renouvelables en zones rurales.
- Des équipements sociaux et médico-sociaux dans les zones rurales.
- Les équipements de gestion des déchets (mise aux normes des décharges autorisées, installations de collecte, de traitement, de stockage) dans les zones rurales.

Les résultats attendus de la mesure 7 visent à répondre aux besoins spécifiques de la Guyane :

11. Désenclavement physique des zones rurales
12. Développement de l'accès à l'eau potable et l'assainissement
13. Développement des actions visant à maîtriser la production et le stockage des déchets
14. Développement des services de base et amélioration de l'attractivité des territoires
25. Renforcement de l'autonomie énergétique des zones rurales, en favorisant notamment les énergies renouvelables

La contribution de la Mesure 7 en termes de dépenses publiques au DP6B pour 48,45 M€, la Mesure 19 (LEADER) concourant au DP6B pour 15,98 M€.

La mesure 7 impacte également le DP2C+ - Améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts via le financement des plans de gestion forestiers.

Le besoin spécifique auquel la mesure répond est le besoin 22 - Poursuite de la gestion durable des forêts et développement de la desserte forestière.

La contribution de la mesure en termes de dépenses publiques au DP2C+ pour 6,32 M€, les mesures 4, 8 et 16 concourant au DP2C+ respectivement pour 19,91, 6,65 et 1,21 M€.

## b/ Bilan global de réalisation de la mesure 7

La demande a été forte dans les 3 premières années de programmation puis elle a été fortement ralentie. Il demeure des dossiers non soldés des premières années de programmation.

Aussi le taux de réalisation atteint 61% en partie du fait du ralentissement de la programmation à partir de 2019 et très sensible en 2021.

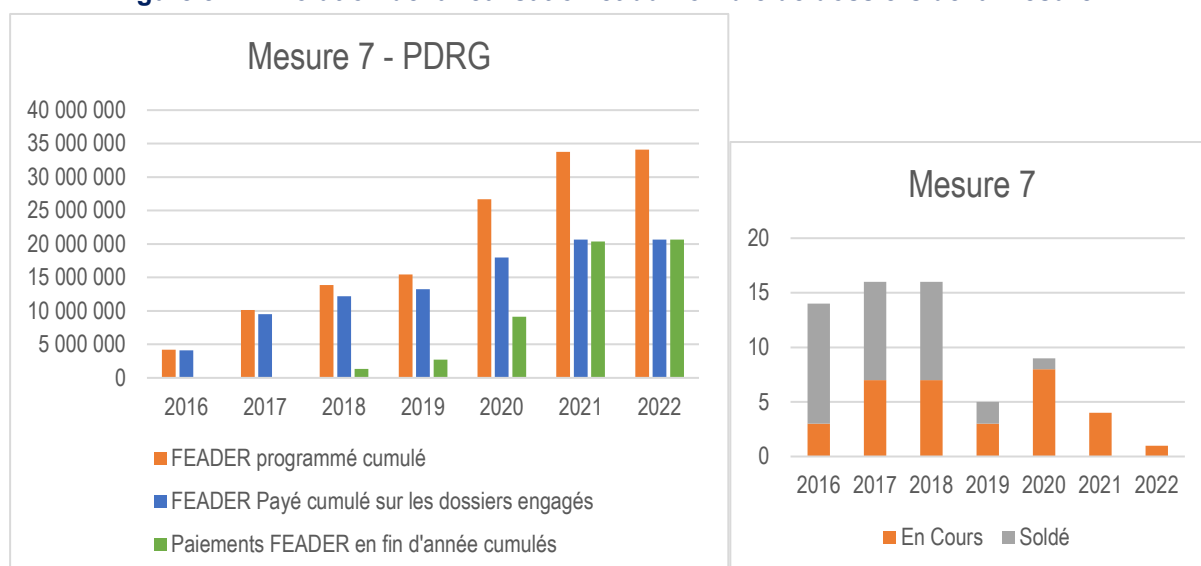
L'atteinte des objectifs au niveau de la programmation est proche de 100%, mais cela est en partie dû à la diminution en 2020 et 2021 de l'objectif à atteindre via la modification de la maquette avec un transfert de la mesure 7 vers d'autres mesures plus « consommatrices » (-7,6 M€).

Tableau 54 – Évolution de la réalisation de la mesure 7

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	8 599 171	4 194 554	4 117 756	98%	0	0%
2017	18 042 538	10 148 745	9 514 961	94%	0	0%
2018	25 333 810	13 879 804	12 173 595	88%	1 340 912	10%
2019	27 655 032	15 435 086	13 262 845	86%	2 703 581	18%
2020	41 959 310	26 678 262	17 991 457	67%	9 146 708	34%
2021	51 097 118	33 758 025	20 668 027	61%	20 352 681	60%
2022	51 596 438	34 118 645	20 668 027	61%	20 668 027	61%
<b>Mesure 7</b>	<b>51 596 438</b>	<b>34 118 645</b>	<b>20 668 027</b>	<b>61%</b>	<b>20 668 027</b>	<b>61%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Figure 87 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers de la mesure 7



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La demande a été forte dans les 3 premières années de programmation puis elle a été fortement ralentie. Il demeure des dossiers non soldés des premières années de programmation.

Aussi le taux de réalisation atteint 61% en partie du fait du ralentissement de la programmation

à partir de 2019 et très sensible en 2021.

**Tableau 55 – Taux de réalisation FEADER en regard de la maquette de la mesure 7**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
TO 711	0,60	0,31	51%	0,31	52%	0,15	25%
TO 712	5,37	4,66	87%	4,52	84%	2,72	51%
TO 721	8,70	8,12	93%	7,06	81%	4,78	55%
TO 722	5,00	5,04	101%	5,29	106%	3,91	78%
TO 723	8,26	10,98	133%	10,62	129%	6,36	77%
TO 724	4,99	4,01	80%	3,63	73%	2,44	49%
TO 725	0,43	0,03	7%	0,03	7%	0,03	7%
TO 726	5,41	0,49	9%	0,49	9%	0,28	5%
<b>M7</b>	<b>39,55</b>	<b>33,64</b>	<b>85%</b>	<b>31,95</b>	<b>81%</b>	<b>20,67</b>	<b>52%</b>
<b>M7 DP6</b>	<b>34,18</b>	<b>28,98</b>	<b>85%</b>	<b>27,43</b>	<b>80%</b>	<b>17,95</b>	<b>53%</b>
<b>M7 DP2C</b>	<b>5,37</b>	<b>4,66</b>	<b>87%</b>	<b>4,52</b>	<b>84%</b>	<b>2,72</b>	<b>51%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le taux de réalisation par rapport au budget prévu dans la maquette est de 52% au niveau des paiements et de 85% pour la programmation.

L'atteinte des objectifs au niveau de la programmation est proche de 100%, mais cela est en partie dû à la diminution en 2020 et 2021 de l'objectif à atteindre via la modification de la maquette avec un transfert de la mesure 7 vers d'autres mesures plus « consommatrices » (- 7,6 M€).

Le taux de réalisation est affaibli du fait du TO 726 dont l'objectif a été considérablement abondé avec le FEADER relance (+5,41M€) en vue de financer des maisons de santé à Maripasoula et Papaïchton. Ces projets sont récents et n'ont pas encore été programmés, mais devraient l'être incessamment.

**Tableau 56 – Modifications successives apportées à la maquette de la mesure 7**

(en M€)	M7 - DP2C+	M7 - DP6	Total M7
Maquette initiale	3,17	35,77	38,84
Modification V11	+ 1,00	-6,60	-5,60
Modification V12	-	-2,00	-2,00
Modification V13	+1,20	+1,60	+2,80
FEADER relance (TO 726)	-	+5,41	+5,41
TOTAL mai 2022	5,37	34,18	39,55

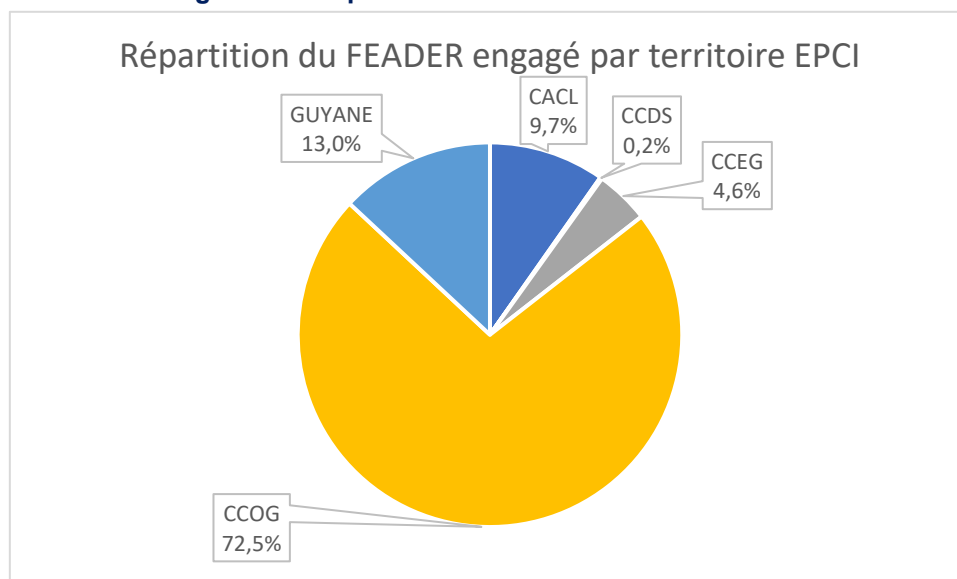
Sources : PDR V1.1 à V13

S'il n'y avait pas cet abondement très récent, le taux de réalisation aurait été nettement plus élevé, de 61% au niveau des paiements et près de 99% sur la programmation.

Il y a à anticiper une décote entre le programmé et le réalisé effectivement au moment du solde des dossiers. Cette décote ne sera pas très importante, car les opérations, dès lors qu'elles sont engagées, subissent certes des retards, mais des augmentations conséquentes de coûts des travaux, et donc une demande de paiement au maximum. Aussi en prenant en compte les programmations qui devraient être enregistrées en 2022 (en particulier TO 712 et

TO 726), il est à prévoir une augmentation des dépenses qui pourrait dépasser les objectifs de la maquette V13.

**Figure 88 - Répartition de la mesure 7 selon l'EPCI**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les collectivités de l'ouest sont très majoritairement bénéficiaires de la mesure 7.

### **C/ Adaptations de la mesure en cours de programmation**

*La principale modification a été l'amputation budgétaire de 7,67 M€ compte tenu du ralentissement de la programmation constatée en 2029 et 2020.*

#### **PDRG V5 (août 2017)**

La modification a permis des adaptations concernant les TO 724, 725 et 726 sans incidence sur la maquette.

#### **PDRG V11 (juillet 2020)**

Malgré les forts besoins du territoire remontés en matière d'équipements publics en zone rurale et les efforts de l'Autorité de Gestion pour favoriser l'émergence de projet, les collectivités locales ont fait face à une situation économique compliquée.

De plus, les dossiers de la mesure 7 nécessitent en général une étude de faisabilité avant la programmation des dossiers (en moyenne 2 ans).

Le montage et le suivi de plusieurs dossiers de manière simultanée pour les collectivités locales constituent parfois un vrai challenge, alors qu'elles font également face à un manque d'ingénierie – aussi bien en termes de commande publique que de gestion de projets européens.

Ces porteurs préfèrent parfois se positionner sur d'autres aides publiques, moins exigeantes, et ce même si le taux de financement est moins avantageux.

De plus, les actions éligibles sur ces sous-mesures sont généralement soumises à la saisonnalité : certains travaux ne peuvent se réaliser qu'en saison sèche. Les projets potentiels durent donc de trois à six mois de plus, en fonction des conditions météorologiques.

C'est pourquoi, et dans un souci de bonne gestion des crédits à l'approche de la fin de la programmation 2014-2020, il a semblé préférable de transférer une partie de l'enveloppe vers des priorités sous tension ou ayant des besoins clairement identifiés (712, 724 et mesures 4 et 8).

Enfin, la CTG est également l'Autorité de Gestion du FEDER en Guyane. Le PO FEDER-FSE 2014-2020 subventionne des projets dans les domaines de l'eau potable, l'assainissement et les déchets. Il y a donc une coordination FEDER/FEADER sur les territoires et thématiques concernés, ce qui permet de rééquilibrer le développement territorial au regard du transfert de cette enveloppe FEADER.

### PDRG V12 (septembre 2020)

La mesure 7 a été amputée de 2 000 000 € après concertation avec les services instructeurs pour répondre aux besoins de programmation d'ici la mise en place des mesures transitoires en 2021 (Mesure 21). Cependant, les enveloppes des années 2021 (et 2022) permettront la réalisation de ces opérations reportées de la mesure 7.

### PDRG V13 (juillet 2021)

La modification a conduit à modifier la maquette afin de poursuivre les actions de l'ONF pour la mise en place de plan de gestion forestière à faible impact environnemental (TO 712 Plans de gestion forestière) : + 1 200 000 €

M07 – DP6B : + 1 596 351 € soit un nouveau montant de 28 766 351 €

+ 5 412 232 € (FEADER EURI) soit un total de 39 548 583.03 €

## d/ Indicateurs de réalisations et de résultats des DP correspondant aux TO de la mesure 7

*La mesure 7 contribue à deux domaines prioritaires.*

*Le TO 721 contribue au DP2C++ Améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts. Le taux d'atteinte potentielle de la cible est de 84,2%.*

*Les autres TO contribuent au DP6B Promouvoir le développement local dans les zones rurales. Le taux d'atteinte potentielle de la cible est de 93%.*

### DP2C+ Améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts

**Tableau 57 – Indicateurs de réalisation de la mesure 7 relatifs au DP2C+**

Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible	Dossiers en cours de paiement (instruction demande de paiement)	Cible potentiellement atteinte	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
Nombre d'opérations - TO 712	13	-		0,0%	0	0	0,0%
Total des dépenses publiques (en €) - TO 712	6 317 647	-	3 196 707	50,6%	2 120 641	5 317 348	84,2%

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Les dépenses du TO 712 qui correspond à l'élaboration du plan de gestion des forêts devraient

atteindre l'objectif si l'on anticipe une demande en 2022 pour finir la programmation, alors que la valeur cible a considérablement évolué. En revanche, la mise en œuvre du plan de gestion induit la réalisation de dessertes forestières qui sont financées par le TO 433, et celle-ci n'ont pas été à la hauteur de ce qui était prévu alors que le budget avait été abondé, passant de 12,69 M€ à 19,91 M€ de dépenses publiques. Le retard pris dans l'exploitation forestière en grande partie dû à la pluviométrie excessive depuis près de 2 ans, ne sera pas rattrapé.

La mesure 8 qui finance les investissements dans les sociétés d'exploitation et les scieries a également un taux de réalisation bas, indiquant un manque de dynamisme de la filière bois.

### DP6B Promouvoir le développement local dans les zones rurales

**Tableau 58 – Indicateurs de réalisation de la mesure 7 relatifs au DP6B**

Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2025	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	88,73%	98,19%	110%
Population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	75 000		
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	88,73%	98,19%	110%
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	35,00		
Population nette bénéficiant de meilleurs services	75 000		

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Nom de l'indicateur contextuel	Valeur de l'année de base
Population - zones rurales	75 000
Population - zones intermédiaires	0
Population – totale	239 450

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financés par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible	Dossiers en cours de paiement	Pourcentage d'atteinte potentielle de la cible	Cible potentiellement atteinte
Nombre d'opérations soutenues visant l'établissement de plans de développement des villages et de plans de gestion des zones relevant de Natura 2000/à haute valeur naturelle (7.1)	12	0	2	17%	4	33%	50%
Nombre d'opérations soutenues concernant des investissements dans les infrastructures à petite échelle, notamment les investissements dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie (7.2)	83	2	22	27%	27	33%	59%
Population bénéficiant de meilleurs services /infrastructures (7.1, 7.2, 7.4, 7.5, 7.6, 7.7)	113 055	15 593		0%		0%	0%
Total des dépenses publiques (en €)	48 454 998	5 412 232	28 082 230	58%	16 942 619	35%	93%





Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

**Tableau 59 – Indicateurs spécifiques de la mesure 7 relatifs au DP6B**

Indicateurs spécifiques M7	7.1.1	7.1.2	7.2.1	7.2.2	7.2.3	7.2.4	7.2.5	7.2.6	Total
	Plans et schémas de développement des zones rurales	Plans de gestion forestière	Adduction en eau potable en zone rurale	Assainissement en zone rurale	Voiries rurales	Electrification en zone rurale	Gestion des déchets en zone rurale	Centres IOC social et médico-social (Camopi + Grand	
IS 1 - Schéma directeur actualisé et/ou validé (avec délibération communale)	4	7							11
IS 2 - Nombre d'ouvrage de traitement créé et/ou renforcé			0	0	1				1
IS 3- Nombre d'ouvrage de stockage créé et/ou renforcé			0		1				1
IS 4 - Nombre d'ouvrage de captage créé et/ou renforcé			2						2
IS 5 - Capacité de stockage créée et/ou renforcée			0		50				50
IS 6 - Linéaire de réseau de distribution créé			0		3890				3 890
IS 7 -Capacité de production créée et/ou renforcée			300		15				315
IS 8 -Linéaire de réseau de distribution créé et/ou renforcé			4755						4 755
IS 9 - Linéaire de réseau de collecte créé				0					-
IS 10 - Nombre d'ouvrage de collecte créé				0					-
IS 11 - Capacité épuratoire créée et/ou renforcée				0					-
IS 12 - Nombre de centrale de production créée et/ ou renforcée						2			2,00
IS 13 - Puissance de production thermique additionnelle						1050			1 050
IS 14 - Puissance installée EnR - Centrale EnR						0			-
IS 15 -Nombre de transformateurs créés						8			8,00
IS 16 - Linéaire de réseau électrique créé (Haute/Basse tension)						23470			23 470
IS 17 - Linéaire de voirie créé et/ou renforcé					473				473
IS 18 - Capacité de stockage de déchets réalisé							0		-
IS 19 - Equipements de valorisation créés							0		-
IS 20 - Infrastructure de santé créée								0	-

Source : PAE - Tableau de suivi des indicateurs au 2 mai 2022 – complété par les évaluateurs

#### 4.4.2. TO 711 - Plans et schéma de développement des zones rurales

##### a/ Cadre d'intervention du TO 711

L'aide vise à l'élaboration et l'actualisation des schémas directeurs et des documents de planification en zones rurales dans les domaines de l'alimentation en eau potable, l'assainissement des eaux usées et pluviales, la voirie, l'électrification, les déchets et la santé publique.

#### Bénéficiaires :

Les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les établissements publics ayant compétence dans les domaines cités ci-dessus.

#### Coûts admissibles :

L'aide concerne les coûts des études.

#### Conditions principales de l'aide :

- Présentation détaillée des besoins et des objectifs à travers un cahier des charges
- La totalité de l'opération d'élaboration ou d'actualisation de schémas directeurs et de documents de planification doit porter exclusivement sur la zone rurale

#### Critères de sélection :

Le dépôt des dossiers se fait de façon continue. Les dates de sélection par les comités techniques sont précisées sur le site internet Europe de la Collectivité Territoriale de Guyane.

Les critères de sélection sont choisis en application des principes de sélection qui permettront de donner la priorité aux opérations : i) permettant l'élaboration d'un schéma ou plan initial ; ii) permettant l'actualisation d'un schéma ou plan devenu insuffisant (insuffisance argumentée par le cahier des charges).

#### Montant et taux d'aide :

Le taux d'aide publique est de 80%.

+ 10% pour les interventions en zones isolées et éloignées

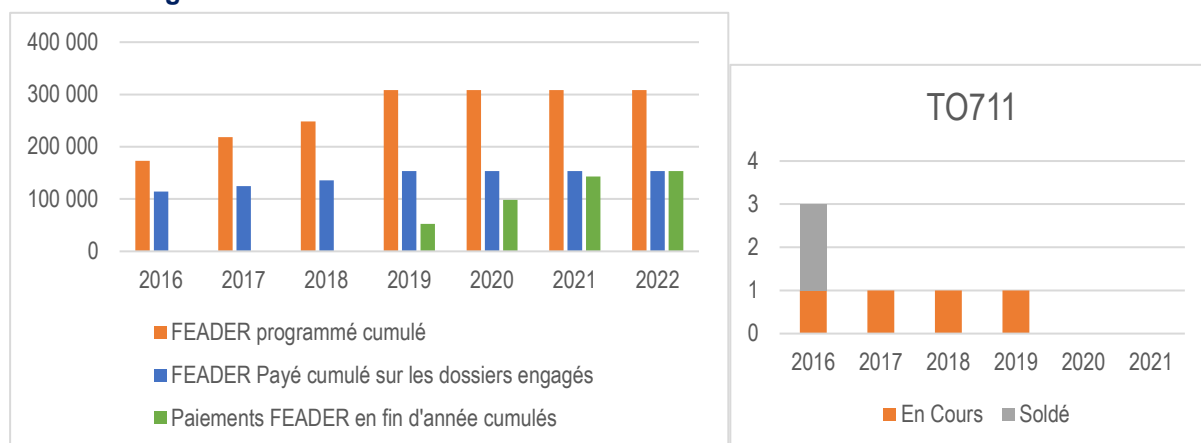
## b/ Bilan de réalisation du TO 711

*Le nombre d'opérations programmées est faible (2 soldées et 4 en cours) et ne correspond pas à la valeur cible qui est de 12. La programmation s'est arrêtée en 2019. Le taux de paiement sur l'engagement est de 50%.*

**Tableau 60 – Évolution de la réalisation du TO 711**

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	315 000	173 205	114 588	66%	0	0%
2017	450 000	218 205	124 982	57%	0	0%
2018	585 000	248 205	135 564	55%	0	0%
2019	675 000	308 205	153 565	50%	52 394	17%
2020	675 000	308 205	153 565	50%	98 599	32%
2021	675 000	308 205	153 565	50%	142 983	46%
2022	675 000	308 205	153 565	50%	153 565	50%
<b>TO 711</b>	<b>675 000</b>	<b>308 205</b>	<b>153 565</b>	<b>50%</b>	<b>153 565</b>	<b>50%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 89 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 711**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le nombre d'opérations programmées est faible (2 soldées et 4 en cours) et ne correspond pas à la valeur cible qui est de 12.

### c/ Évaluation des résultats du TO 711

*Seulement 5 communes sont bénéficiaires concernant l'eau potable et l'assainissement.*

**Tableau 61 – Dossiers et bénéficiaires du TO 711**

711	5 bénéficiaires – 6 dossiers	675 000	
Commune de Camopi	Élaboration du schéma directeur d'assainissement de Camopi	135 000	En cours
	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable de Camopi	135 000	En cours
Commune de Grand-Santi	Élaboration du schéma directeur d'alimentation en eau potable de Grand-Santi	135 000	En cours
Commune de Papaïchton	Réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable de PAPAICHTON	90 000	En cours
Commune de Saint-Georges	SDAEP phase 1 : Recherche en eau souterraine pour l'adduction en eau potable du bourg	72 000	Soldé
Commune de Sinnamary	Actualisation du schéma directeur d'assainissement	108 000	Soldé

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Il y a relativement peu de dossiers émanant de communes de taille et de localisation variées. Ils concernent pour 4 d'entre eux l'eau potable et 2 les eaux usées.

Le fait que des dossiers programmés en début de programmation ne soient toujours pas soldés trouve une explication dans les aléas des mises en œuvre des projets d'aménagement dont le changement de mandature au moment des élections locales de 2020.

On peut craindre que les dossiers qui n'ont pu avancer soient à déprogrammer in fine faute de moyens humains comme sans doute du manque de volonté de la part des communes pour élaborer des schémas dès lors qu'elles ne sont pas contraintes de le faire. Cela peut aussi venir d'une anticipation d'un prochain transfert de compétence vers la communauté de communes, qui réduit la nécessité d'élaborer un schéma.

**d/ Analyse de la pertinence**

*Si l'on perçoit bien le besoin de planifier l'aménagement, cette démarche apparaît dépasser les compétences des communes tant d'un point de vue de gestion technique que de finances.*

Le besoin d'aider les communes pour élaborer leur schéma d'aménagement dépend de la nécessité réglementaire, de l'anticipation d'un transfert de compétence ou non. Cela vient percuter la question des compétences techniques des collectivités pour d'une part établir une stratégie, mais aussi pour réaliser les programmes d'aménagement.

**e/ Analyse de la cohérence**

*Pour 3 communes sur les 5 bénéficiaires, le schéma a précédé un projet d'aménagement qui a l'objet d'un financement dans le cadre du TO 721 (eau potable).*

*S'il était nécessaire d'avoir un projet en conformité avec les schémas d'aménagement territoriaux (SDAGE pour les TO 721, 722 et 724, ou la PPE pour le TO 724), il n'était pas nécessaire d'avoir un schéma ou un plan de gestion au niveau communal. Il n'était par ailleurs pas prévu de majoration spécifique pour les communes ayant établi un schéma sauf à leur conférer une éventuelle priorité parmi d'autres critères.*

Pour 3 communes sur les 5 bénéficiaires, le schéma a précédé un projet d'aménagement qui a l'objet d'un financement dans le cadre du TO 721 (eau potable), pour lequel un des critères de priorisation pour la sélection de l'opération est de résulter d'un document de planification actualisé. Toutefois cela n'était pas obligatoire, cela n'a pu être réellement la motivation.

**Tableau 62 – Lien entre schéma (TO 711) et opération TO 721 ou 722**

Communes	Schéma (TO 711)	État réal.	Opération 721 ou 722	État réal.
Camopi	Schéma eau potable Schéma assainissement	En cours En cours	Pas d'opération	-
Grand-Santi	Schéma eau potable	En cours	Opération eau potable	Soldé
Papaïchton	Schéma eau potable	En cours	2 opérations eau potable	En cours
Saint-Georges	Schéma eau potable	Soldé	Opération eau potable	Soldé
Sinnamary	Schéma assainissement	Soldé	Pas d'opération	-

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le processus d'aménagement est long, avec au départ l'établissement d'un schéma puis la programmation comprenant : l'appel à projet, le montage financier, la demande d'aide, la réalisation des travaux, la réception et la demande des paiements. Ce processus prend du temps, plusieurs années, et chaque étape peut être retardée par des événements divers (temps de prise de décision de la collectivité, avec parfois un changement de mandature, difficultés financières variées, mauvaises surprises dans le chiffrage prévisionnel, augmentation des coûts qui nécessitent une révision du programme, aléas climatiques et

sanitaires...).

S'il était nécessaire d'avoir un projet en conformité avec les schémas d'aménagement territoriaux (SDAGE pour les TO 721, 722 et 724, ou la PPE pour le TO 724), il n'était pas nécessaire d'avoir un schéma ou un plan de gestion au niveau communal. Il n'était par ailleurs pas prévu de majoration spécifique pour les communes ayant établi un schéma sauf à leur conférer une éventuelle priorité parmi d'autres critères.

Si l'établissement d'un schéma n'est pas obligatoire, ou si cela ne constitue pas un critère de majoration du financement de l'aménagement, la motivation des communes est très réduite pour établir un schéma d'autant que la réalisation d'un programme d'aménagement est longue et laborieuse, nécessitant des ressources financières, administratives et techniques que les communes n'ont pas toujours. Etablir un schéma, programmer avec anticipation échappe à la temporalité politique d'une mandature, alors que des urgences nécessitent des réponses qui vont accaparer les ressources humaines et financières disponibles.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

*Etablir des schémas et des plans d'aménagement semble une nécessité, mais la mise en œuvre au niveau des communes est loin d'être aisée. Pour y arriver la concertation, l'animation voire la mutualisation des moyens techniques sont certainement aussi utiles que l'aide financière, d'autant que les sujets peuvent devenir vite très problématiques, comme par exemple la question des voiries rurales.*

Pour inciter les communes à établir des schémas, ce qui permettrait d'envisager une planification des besoins de financement à moyen et long terme, sans pour autant en faire une obligation, une majoration du financement des travaux d'aménagement pourrait être accordée aux opérations résultant d'un document de planification actualisé.

Cette planification pourrait être orchestrée à l'échelon des communautés de communes voire au niveau du territoire, afin d'établir dans la concertation un programme d'aménagement.

Pour ce qui concerne l'eau potable et l'assainissement, la planification existe déjà du fait de la réalisation des réseaux urbains interconnectés. La planification concertée concernerait surtout les zones rurales non interconnectées avec les réseaux urbains.

Pour ce qui concerne l'électrification, le PPE et l'interconnexion obligatoire avec le réseau ENEDIS induit déjà une planification pour connecter les zones rurales éloignées ou les quartiers des bourgs qui sont déjà électrifiés. La planification concertée peut néanmoins concerner les écarts et les îlots d'habitation trop éloignés pour être connectés au réseau, et pour lesquels des solutions de production d'électricité alternative (bioénergie et solaire) doivent être envisagées. Le PPE traite cette question.

C'est pour les aménagements des dessertes agricoles et forestières et des voiries rurales que la planification concertée est une réelle et forte nécessité. Or c'est une question très problématique pour les communes rurales de Guyane qui ont un vaste territoire avec une grande dispersion de l'habitat agricole et des contraintes techniques de création puis d'entretien des routes compte tenu du climat, mais aussi de l'isolement des communes, de leur accessibilité en ce qui concerne les communes de l'intérieur.

Si le sujet est tellement problématique que sans une dynamique mobilisatrice et une forte incitation, les communes ne se lanceront pas dans l'établissement d'un schéma des voiries

alors que précisément, c'est par une planification qu'il sera peut-être possible d'apporter des solutions au niveau de la Guyane en mobilisant pour ce faire les financements nécessaires (Europe, État, CTG). Il en va de la qualité de vie dans les zones rurales, mais aussi du développement économique (agriculture) et social (ramassage scolaire, etc.).

#### 4.4.3. TO 712 - Plans de gestion forestière durable

##### a/ Cadre d'intervention du TO 712

Ce type d'opération concerne l'élaboration des plans de gestion forestière tels que prévus dans la charte d'exploitation forestière à faible impact mise en œuvre par la filière forêt-bois en Guyane :

L'élaboration de plans de gestion des massifs forestiers intègre toutes les fonctions de la forêt (écologique, économique et sociale) sur la base notamment d'éléments cartographiques, de prospection terrain et de concertation des différents usagers et bénéficiaires. Les plans de gestion sont des documents de gestion durable des forêts qui regroupent les analyses des caractéristiques et des enjeux propres aux massifs forestiers concernés permettant de définir les grands objectifs (zonage en séries : production, intérêt écologique ou protection générale des milieux) et de découper ces séries en unité de desserte, puis en parcelles.

Ces plans de gestion forestiers sont déclinés au travers d'un volet opérationnel mené sur le terrain, appelé désignation, qui consiste à confirmer et détecter les zones d'intérêt patrimonial, les zones de forte pente et les zones tampons autour des cours d'eau à exclure de l'exploitation, à géolocaliser et marquer les tiges à exploiter en fonction des critères d'exploitabilité, à marquer les arbres d'avenir et des spécimens à préserver, etc.

Ces actions permettent une protection, une gestion et une exploitation durable de la forêt et de la ressource en bois tout en préservant les zones d'intérêt patrimonial, archéologique, d'ouverture au public et de maintenir des surfaces boisées ainsi que leur haute valeur naturelle.

##### **Bénéficiaires :**

Propriétaires et gestionnaires de forêts publiques et privées. Pour la Guyane, le seul bénéficiaire est l'ONF gestionnaire de la forêt publique qui constitue l'essentiel de la forêt.

##### **Coûts admissibles :**

Coûts d'établissement et de mise à jour des plans de gestion et leur volet opérationnel.

##### **Conditions principales de l'aide :**

L'opération doit porter sur l'élaboration ou la mise à jour des plans de gestion forestière.

##### **Critères de sélection :**

De facto, pas de sélection puisqu'il y a un seul opérateur.

##### **Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique est de 100 %.

##### b/ Bilan de réalisation du TO 712

*Le seul opérateur bénéficiaire est l'ONF. L'essentiel de la forêt appartient à l'État, et c'est l'ONF, établissement public national, qui a la charge de gérer son exploitation,*

*d'établir un plan de gestion et d'organiser l'exploitation forestière en concédant des concessions aux sociétés d'exploitation.*

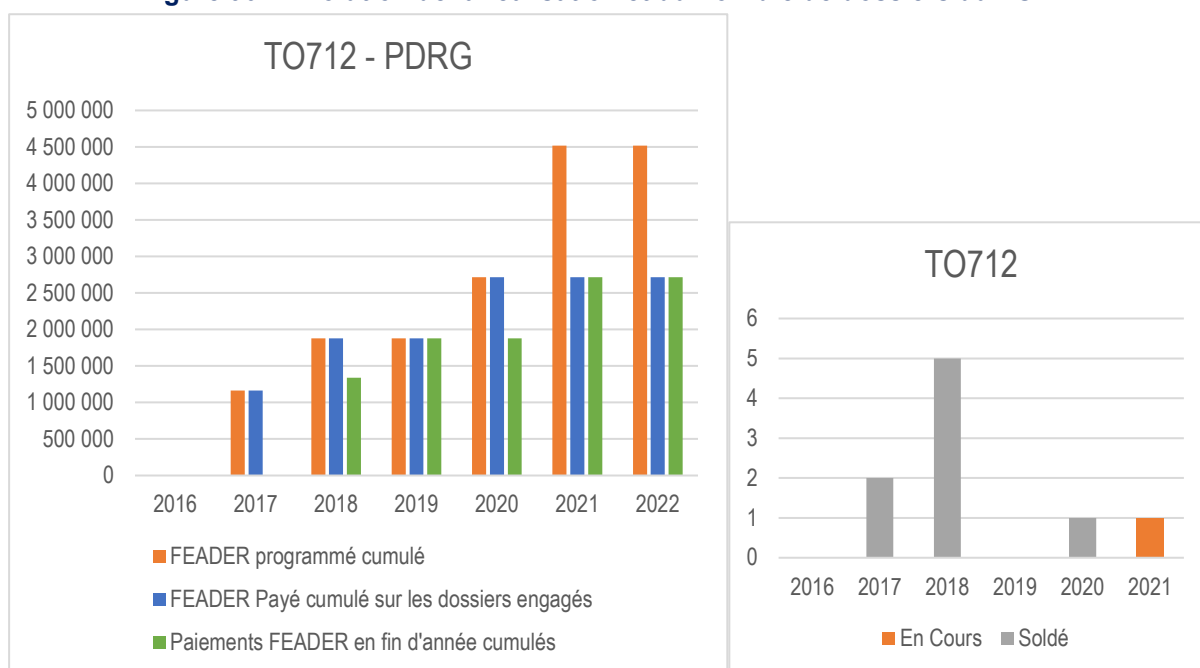
*L'objectif de dépenses a été considérablement revu à la hausse au cours de la programmation passant de 3,17 M€ à 5,37 M€ de FEADER dans la V13, en particulier du fait de l'allongement de la programmation.*

**Tableau 63 – Évolution de la réalisation du TO 712**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cu- mulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paie- ments FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisation sur engage- ment global
2016	0	0	0		0	
2017	1 370 741	1 165 130	1 165 130	100%	0	0%
2018	2 211 537	1 879 807	1 879 807	100%	1 340 912	71%
2019	2 211 537	1 879 807	1 879 807	100%	1 879 807	100%
2020	3 361 090	2 717 201	2 717 201	100%	1 879 807	69%
2021	5 481 731	4 519 746	2 717 201	60%	2 717 201	60%
2022	5 481 731	4 519 746	2 717 201	60%	2 717 201	60%
<b>TO 712</b>	<b>5 481 731</b>	<b>4 519 746</b>	<b>2 717 201</b>	<b>60%</b>	<b>2 717 201</b>	<b>60%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 90 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 712**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le seul opérateur bénéficiaire est l'ONF. L'essentiel de la forêt appartient à l'État, et c'est l'ONF, établissement public national, qui a la charge de gérer son exploitation, d'établir un plan de gestion et d'organiser l'exploitation forestière en concédant des concessions aux sociétés d'exploitation.

L'objectif de dépenses a été considérablement revu à la hausse au cours de la programmation passant de 3,17 M€ à 5,37 M€ de FEADER dans la V13, en particulier du fait de l'allongement de la programmation.



**Tableau 64 – Taux de réalisation FEADER en regard de la maquette du TO 712**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO 712</b>	<b>5,37</b>	<b>4,66</b>	<b>87%</b>	<b>4,52</b>	<b>84%</b>	<b>2,72</b>	<b>51%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le taux d'atteinte de la cible est de 87% au niveau de la programmation au 2 mai 2022, mais il est déjà anticipé le financement de l'établissement du schéma jusqu'à la fin de la programmation qui mobilisera le restant à programmer.

### c/ Évaluation des résultats du TO 712

*Deux nouveautés ont régi la programmation 2014-2020.*

*La première est l'établissement du Programme Régional Forêt Bois en 2018, à partir duquel, l'ONF établit un PRMV Plan Régional de Mise en Valeur de la forêt financé par le TO 712.*

*La deuxième nouveauté a été la mise en place du système d'information LIDAR.*

*La planification établie dans le cadre du TO détermine les dessertes forestières à faire pour permettre aux sociétés d'exploitation forestière concessionnaires à procéder à l'extraction de la ressource pour l'amener aux scieries*

**Tableau 65 – Dossiers et bénéficiaire du TO 712**

<b>712</b>	<b>1 bénéficiaire – 9 dossiers</b>	<b>5 481 731</b>
<b>Office National des forêts</b>	Aménagement 2015-2016	206 802
	Aménagements 2017	87 370
	Aménagements 2018	153 827
	Désignations 2018	365 390
	Inventaire et Lidar 2016-2017	715 056
	Inventaires 2015-2016	655 685
	Plan de gestion Maripasoula 2017	27 406
	Plans de gestion forestière 2018-2019	1 149 553
	Plans de gestion forestière durable 2020-2021	2 120 641

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Deux nouveautés ont régi la programmation 2014-2020.

La première est l'établissement du Programme Régional Forêt Bois en 2018 dont l'élaboration a été pilotée par la Commission Régionale de la Forêt et du Bois, coprésidée par le Président de la CTG et le préfet de Guyane. Le PRFB a été établi pour 10 ans, avec un financement conjoint de la CTG et de l'État (pour l'évaluation environnementale) sans recours aux fonds européens. A partir du PRFB, l'ONF établit un PRMV Plan Régional de Mise en Valeur de la forêt.

La nouveauté technique de la programmation a été la mise en place du système d'information LIDAR qui permet d'établir l'inventaire de désignation en 3D définissant les zones de production pouvant être mises en exploitation. Il est alors possible d'établir un plan de gestion forestière pluriannuel (5 ans).

Une fois établi l'inventaire de désignation, les dessertes forestières peuvent être réalisées,

dans un premier temps pour permettre l'accès aux techniciens pour effectuer le marquage des bois (identification fine de la ressource nécessaire pour mettre en concession l'exploitation) puis dans un deuxième temps pour permettre l'accès aux sociétés d'exploitations forestières concessionnaires.

L'enjeu est de procéder à une mise en exploitation de la forêt la moins intrusive (faible impact avec un niveau de prélèvement et une coupe sélective préservant le renouvellement). Le prélèvement du bois fait l'objet d'une traçabilité permettant l'obtention du label de gestion durable de la forêt.

La Guyane compte seulement 6 voire 7 scieries. Le premier problème est la faible taille de la filière avec des opérateurs qui peinent à augmenter leur capacité de sciage. Le deuxième problème est le fait de ne pouvoir réaliser les travaux de voirie puis d'exploitation forestière que pendant la saison sèche qui peut être particulièrement courte voire inexistante comme en 2021. Ainsi l'exploitation de la forêt plafonne à 80.000 m<sup>3</sup>.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

---

*Le besoin d'une planification permettant une exploitation durable de la forêt est patent. Le TO 712 permet son financement, élément clé pour une valorisation de la forêt. Le processus de planification glissante induit que le financement assuré par le TO 712 est de fait structurel, inhérent à l'exploitation forestière qui doit rester planifiée et parfaitement organisée.*

---

Le besoin est patent et essentiel pour la Guyane qui doit être en mesure de préserver sa forêt tout en permettant une valorisation strictement respectueuse de l'environnement.

Le financement du plan de gestion est assuré par le PDRG ce qui constitue un élément essentiel pour atteindre l'objectif du domaine prioritaire 2C+.

C'est un plan pluriannuel qui est actualisé chaque année, ce qui constitue de fait un financement à reconduire, en y incluant des innovations comme cela a été le cas avec la mise en place du système cartographique Lidar en début de programmation.

#### **e/ Analyse de la cohérence**

---

*Le TO 433 qui finance les dessertes forestières est indispensable pour mettre en œuvre le plan d'exploitation.*

*Le TO 861 qui finance la modernisation des exploitations forestières en bois d'œuvre est également indispensable si l'on veut être capable d'augmenter les prélèvements en bois de 70 000 m<sup>3</sup> à 200 000 m<sup>3</sup> comme le PRFB de 2018 le prévoit.*

*À cela s'ajoute le développement de la filière bois-énergie financé notamment par le TO 641.*

*A partir du TO 712 se décline de fait tout le développement de la filière bois.*

---

La gestion durable de la forêt dépend de plusieurs facteurs.

Le premier est le plan de gestion (5,31 M€ de dépenses publiques programmées au 2 mai 2022), mais ensuite il s'agit d'exploiter les ressources avec les investissements nécessaires (dessertes notamment, mais aussi l'équipement des exploitants forestiers, des scieries et des

entreprises de la filière bois).

Pour ce faire, la M4 (TO 433) est sollicitée pour financer les dessertes forestières mises en œuvre par l'ONF en vue de réaliser l'inventaire et la parcellisation (pistes principales) puis de concéder l'exploitation forestière des parcelles (pistes secondaires). L'ONF est seul bénéficiaire pour 12,88 M€ de dépenses publiques programmées.

Le TO 861 finance la modernisation des exploitations forestières en bois d'œuvre. 10 dossiers ont été engagés pour 4,48 M€ de dépenses publiques programmées. La modernisation de la filière au niveau de l'exploitation est effective. Demeure la question de la valorisation aval du bois d'œuvre qui n'est pas résolue, la valorisation actuelle ne permettant pas de différencier les bois selon leur qualité, le bois noble étant valorisé comme du bois tout venant à faible valeur. Se pose également l'incidence de la pluviométrie sur l'exploitation et donc la production des bois, la Guyane étant en déficit de dispositif de stockage permettant une mobilisation aisée et un tri des grumes. Cela joue sur la rentabilité des exploitations (et des scieries), mais aussi sur la possibilité de mieux valoriser le bois produit.

Durant la programmation a émergé la filière bois-énergie qui complexifie le dispositif d'exploitation, dans la mesure où les pistes secondaires doivent dorénavant être capables de supporter un passage d'un volume de bois beaucoup plus important, sur un temps d'exploitation plus long. Cela peut devenir vite problématique avec la pluviométrie de Guyane.

Le PDRG aide au développement de la filière bioénergie avec le TO 641 en aidant les sociétés d'exploitation à s'équiper. Une seule entreprise a déposé 2 dossiers pour un total de dépenses publiques de 0,67 M€.

La mesure 16 a contribué pour 0,3 M€ de dépenses publiques pour aider la filière bois à établir sa stratégie de la filière bois.

Par ailleurs, le FEDER finance les projets de centrales thermiques biomasse ce qui crée une demande en bois-énergie conséquente qui devra à l'avenir pouvoir être satisfaite pour faire tourner ces centrales. La question posée est de savoir si la ressource en biomasse peut être trouvée dans les parcelles en exploitation pour le bois d'œuvre (prélèvement des tiges), question à intégrer dans le plan de gestion, mais aussi au niveau du financement des dessertes forestières qui devront être formatées en conséquence, ainsi que dans l'aide aux sociétés d'exploitation pour qu'elles puissent s'équiper.

**Tableau 66 – Taux de réalisation des mesures contribuant au DP2C+ (forêt)**

Mesure	Objectif	Programmé au 2 mai 2022	Taux de réalisation
M04	19,91 M€	12,88 M€ (TO 433)	65%
M07	6,32 M€	5,31 M€ (TO 712)	84%
M06	2,61 M€	0,67 M€ (TO 641)	26%
M08	6,65 M€	4,48 M€ (TO861)	67%
M16	0,68 M€	0,19 M€ (TO 1661) 0,32 M€ (TO 1671)	75%
Total	36,17 M€	23,85 M€	66%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

## f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives

*Le démarrage de la programmation qui a été dynamisée par le PRFB de 2018, mais très vite ralentie par la pandémie puis par la pluviométrie excessive qui fortement*

*limité l'activité d'exploitation forestière, ne s'est pas traduit par un développement de la filière bois, que cela soit pour le débouché traditionnel de bois d'œuvre ou pour le nouveau débouché en bois-énergie.*

*Le dispositif en place est pertinent et cohérent. En se préparant à une reprise de l'activité de la filière et de l'exploitation forestière, il faut s'inquiéter de la capacité des opérateurs privés d'amont et d'aval à se moderniser et se développer.*

---

- On ne peut dissocier le financement du plan de gestion de celui des dessertes forestières pour exploiter. Cela porte à près de 20 M€ la contribution du PDRG à la mise à disposition des ressources forestières auxquels il faut ajouter 4,7 M€ d'aide à l'investissement dans les sociétés d'exploitation, ainsi que les projets de coopération (R&D).
- Il était prévu une contribution des différentes mesures au DP2C+ à hauteur de 34,09 M€ de dépenses publiques (sans compter la contribution du TO 641) :  
La contribution du PDRG au développement de l'exploitation forestière n'a pas été à la hauteur de ce qui était prévu, principalement par le manque d'investissement au niveau des sociétés d'exploitations forestières, mais aussi par le fait du raccourcissement des périodes sèches ces deux dernières années.
- De façon plus globale, l'enjeu du développement de l'exploitation forestière doit être mis en relation avec le développement de l'aval et d'une meilleure valorisation du bois d'œuvre, ainsi que d'une plus grande capacité à résister aux aléas climatiques (pluviométrie qui empêche d'accéder aux parcelles).
- On doit aussi s'interroger sur la potentialité de la forêt à fournir la biomasse qui serait nécessaire pour produire plus d'électricité, en prenant en considération la question du coût de l'enlèvement et d'acheminement de cette ressource dans les parcelles exploitées pour le bois d'œuvre ainsi que la question environnementale de l'appauvrissement du milieu forestier quand on augmente le prélèvement de biomasse.  
À cet égard, des opérations de coopération en matière de recherche-développement pourraient être financées, ou de réflexion stratégique au niveau de la filière, à l'instar du financement de l'élaboration de la stratégie bois au début de la programmation (mesure 16).

#### 4.4.4. TO 721 - Adduction en eau potable en zone rurale

##### a/ Cadre d'intervention du TO 721

L'aide concerne les investissements relatifs aux infrastructures de petite échelle. Elle vise à poursuivre le développement de l'alimentation en eau potable dans les zones rurales, en résorbant le retard actuel et en accompagnant la croissance démographique exceptionnelle de ces zones.

Il s'agit de répondre à un enjeu prioritaire de santé publique en garantissant un accès à un service d'eau potable de qualité (accessibilité, continuité, quantité) par :

- i) la mobilisation et la sécurisation de nouvelles ressources ;
- ii) l'amélioration et le développement de la desserte en eau des populations (zones actuellement mal desservies et/ou d'urbanisation future).

**Bénéficiaires :**

Collectivités territoriales et les entreprises privées concessionnaires ou en PPP.

**Coûts admissibles :**

Les frais généraux liés à l'investissement et les investissements matériels.

**Conditions principales de l'aide :**

L'investissement doit concerner une zone ou ouvrage non interconnecté avec le réseau AEP existant desservant les communes de Cayenne, Rémire-Montjoly, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Macouria, Kourou et Saint-Laurent).

**Critères de sélection :**

Sont retenues :

- Les opérations concernant de nouvelles infrastructures,
- Les opérations concernant des infrastructures existantes, si elles répondent : i) à un besoin de renforcement de la capacité de production ou de distribution de ces installations, rendu nécessaire par l'augmentation de la demande ; ii) à un besoin de sécurisation et de mise aux normes.

Les critères de sélection sont choisis en application des principes de sélection qui permettront de donner la priorité aux opérations :

- Répondant directement à un enjeu de santé publique majeur (alimentation en eau potable de personnes actuellement non raccordées, ou populations victimes de maladies d'origine hydrique, de façon chronique ou épidémique)
- Résultant d'un document de planification actualisé
- Permettant de sécuriser et garantir l'assainissement des eaux usées des groupements significatifs de population et les équipements publics structurants en accord avec les orientations du SAR
- Intégrant des actions d'informations, de sensibilisation, de conseil et d'accompagnement à la mise en place, à l'amélioration et au développement et à la pérennisation du service d'eau potable.

**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique est de 80%.

L'aide sera modulée en fonction de la zone géographique concernée et de l'enjeu de santé publique : + 10% pour les interventions en zones isolées et zones éloignées ; + 5% pour les opérations

représentant un enjeu de santé publique majeur.

## b/ Bilan de réalisation du TO 721

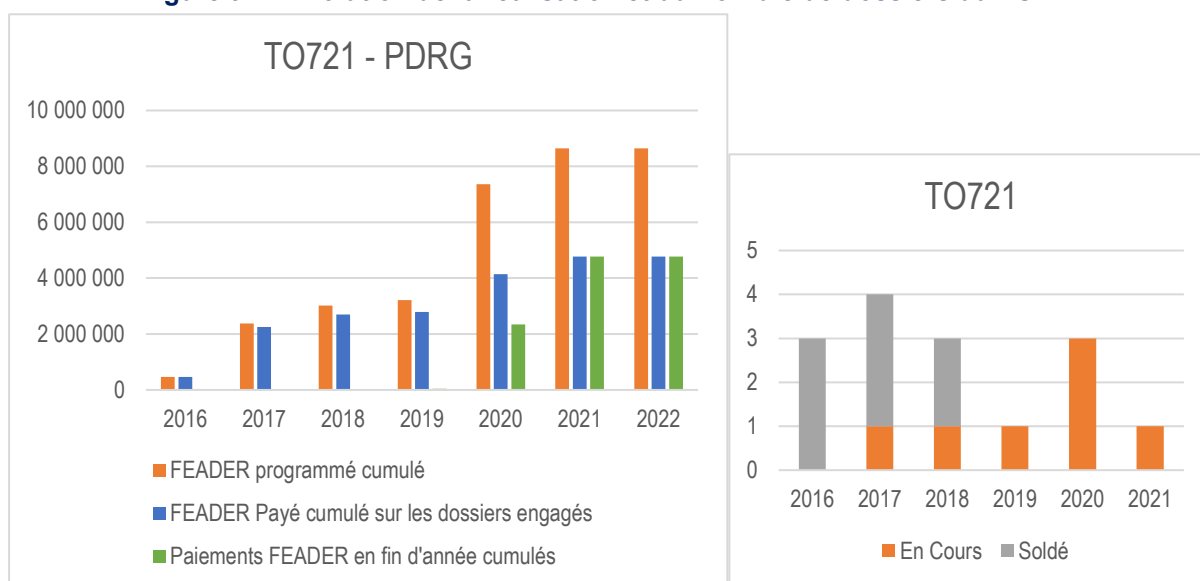
*La programmation a faibli en 2019 et 2021, mais l'objectif cible de la maquette V13 est atteint à 93% au niveau du FEADER programmé au 2 mai 2022.*

**Tableau 67 – Évolution de la réalisation du TO 721**

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	723 611	461 087	461 087	100%	0	0%
2017	3 402 742	2 384 036	2 257 392	95%	0	0%
2018	4 583 765	3 014 608	2 704 588	90%	0	0%
2019	5 006 515	3 214 858	2 790 080	87%	41 572	1%
2020	10 424 073	7 366 817	4 139 309	56%	2 346 304	32%
2021	12 730 617	8 640 005	4 775 904	55%	4 775 904	55%
2022	12 730 617	8 640 005	4 775 904	55%	4 775 904	55%
<b>TO 721</b>	<b>12 730 617</b>	<b>8 640 005</b>	<b>4 775 904</b>	<b>55%</b>	<b>4 775 904</b>	<b>55%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 91 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 721**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

La programmation a faibli en 2019 et 2021, mais l'objectif cible de la maquette V13 est presque atteint au niveau du FEADER programmé au 2 mai 2022.

**Tableau 68 – Taux de réalisation FEADER du TO 721 en regard de la maquette**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO 721</b>	8,70	8,12	93%	7,06	81%	4,78	55%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

L'atteinte potentielle de la cible en termes financiers est de 81% (Feader engagé).

**c/ Évaluation des résultats du TO 721**

*7 communes sont bénéficiaires pour 15 dossiers (en fait 11 aménagements en 1 ou plusieurs phases) concernant la ressource ou la distribution en eau potable.*

**Tableau 69 – Dossiers et bénéficiaires du TO 721**

721	7 bénéficiaires – 15 dossiers	13 708 877
Commune d'Apatou	Alimentation en eau potable des écarts Nord - Tranche 2	2 672 144
	Alimentation en eau potable des écarts Nord New Kampoe - Tranche 1.2	599 813
	Aménagement d'une zone de vie familiale sur Providence Alimentation en eau potable - Tranche 1	86 269
Commune de Grand-Santi	Amélioration de la capacité de production en eau potable	238 682
Commune de Mana	Alimentation en Eau potable du Tronçon CD n°10 CHARVEIN-JAVOUHEY 1er Tranche Secteur CHARVEIN	636 500
	Réalisation de 3 forages de reconnaissance et des tests hydrauliques au lieu-dit TIMANA	158 650
	Réalisation de forages de reconnaissance et de tests hydrauliques au village de Gotali, Bassin Mine d'Or et à Charvein	422 750
Commune de Maripasoula	Renforcement et sécurisation des ressources en eau du bourg de Maripasoula BW1B TF-Phase 2	2 306 544
	Renforcement et sécurisation des ressources en eau du bourg de Maripasoula-BW1bTF- Phase 1	2 816 558
Commune de Papaïchton	Alimentation en eau potable des villages de Kouakou et du Kaba	451 250
	Prospection hydrogéologique et Réalisation de forages de reconnaissances à Papaïchton	596 244
Commune de Saint-Georges	Travaux de réalisation des VRD des quartiers du village Martin - Phase 2 raccordements au réseau de distribution d'eau potable	73 566
Commune de Saint-Laurent du Maroni	Alimentation en eau potable du village Sparouine-Tranche 1	1 147 500
	Alimentation en eau potable du village Sparouine-Tranche 2	1 453 500
	Mise en place de pompes à motricité humaine sur les villages Bastien et Sparouine	48 908

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les travaux réalisés concernent des quartiers ou des écarts en zone rurale, souvent dans des communes isolées, mais pas seulement, touchant la ressource ou la distribution en eau potable.

Les travaux financés se déroulent le plus souvent par tranche pour en faciliter la gestion et le financement, car les programmes d'aménagement peuvent durer plusieurs années, surtout quand les travaux sont ralentis par les différents événements qu'a vécus la Guyane (Crise sociale, Covid, période électorale et changement de mandature, pluviométrie...).

**d/ Analyse de la pertinence**

*Les actions correspondent à des priorités, à l'initiative des communes qui déterminent leur choix parmi tous les aménagements de VRD à réaliser.*

Le besoin serait encore important pour que toutes les zones d'habitations soient alimentées en eau potable. Les actions correspondent à des priorités, à l'initiative des communes qui déterminent leur choix parmi tous les aménagements de VRD à réaliser. Elles ont permis la mise à niveau de l'alimentation en eau de quartiers de bourg « en réhabilitation » ou de villages ou écarts notamment dans les communes isolées.



L'ensemble des travaux d'aménagement qui incombent la commune ou la communauté de commune (selon les délégations) : eau potable, eau usée, voirie, électrification sans oublier la couverture télécom, sont indissociables dans la pratique, et sont en général gérés par le même service technique au niveau des mairies. Pour les aménagements couverts par la mesure 7, la CACL a été bénéficiaire pour l'assainissement et la CCOG pour l'électrification.

Des choix doivent être faits au niveau des communes et peuvent s'avérer compliqués du fait des contraintes budgétaires, mais aussi de trésorerie et de ressources humaines techniques limitées qui ne peuvent entreprendre trop de programmes à la fois. Les délais de mise en place puis de réalisation des projets d'aménagement peuvent vite être très allongés. Depuis peu, s'ajoute à la complexité de la programmation, l'augmentation des coûts des travaux qui peut conduire à une révision budgétaire qui peut mettre en péril le projet d'aménagement, ou en tout cas retarder la mise en œuvre.

Les projets financés semblent concerner particulièrement les situations les plus en urgence, « en rattrapage » dans les zones rurales le plus souvent isolées.

## e/ Analyse de la cohérence

*Le FEDER aide les collectivités sur des travaux eau potable (OS09). La ligne de partage est claire, le FEADER étant fléché sur les projets des zones rurales isolées ou en situation particulièrement dégradées.*

Pour financer les aménagements, les communes doivent compléter la Dotation Globale de Fonctionnement en recourant à la DETR Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (État) qui doit être complétée par des aides de la CTG, mais aussi les fonds européens FEDER et FEADER. Le FEADER est fléché prioritairement dans la limite de l'enveloppe disponible, pour les projets des zones rurales isolées en situation particulièrement dégradée.

**Tableau 70 – Interventions du FEDER relatives à l'eau potable et l'assainissement**

Mesures - bénéficiaires	Nombre dos- siers	FEDER
<b>OS09 - eau potable -assainissement</b>	<b>25</b>	<b>18 197 402</b>
CACL	17	11 788 637
Commune de Saint-Laurent du Maroni	8	6 408 765

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le FEDER, via l'OS9 « Accroître l'accès de la population à l'eau potable et à l'assainissement en milieu urbain », intervient :

- Pour les investissements concernant la zone interconnectée du réseau AEP desservant les communes de Cayenne, Rémire-Montjoly, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Macouria et les communes de Kourou et de Saint-Laurent du Maroni
- Pour les investissements concernant les ouvrages de traitement ou de collecte des eaux usées situés dans l'agglomération d'assainissement de l'île de Cayenne (Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly) et de Saint-Laurent du Maroni et la commune de Kourou.

Le FEADER intervient :

- Pour les opérations d'investissements situés en zone rurale concernant la zone non interconnectée du réseau AEP (TO 7.2.1 « Adduction en eau potable en zone rurale »

du PDRG 2).

- Pour les opérations d'investissements concernant les ouvrages de traitement ou de collecte des eaux usées situés en zone rurale (TO 7.2.2 « Assainissement en zone rurale » du PDRG 2).

Le FEDER soutient également les opérations concernant les eaux de ruissellement et les eaux de pluie Objectif Spécifique 11 « Améliorer les conditions d'accueil de la population en croissance ».

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

*La cible (revue à la baisse en 2020) est potentiellement atteinte sur des aménagements en zone rurale éloignée ou pour des quartiers en situation sanitaire dégradée. Un point de vigilance sur la fin de programmation, sur d'une part des opérations programmées qui n'aboutiraient pas, et d'autre part, avec un effet inverse, des opérations qui se réalisent avec des dépassements budgétaires importants dus au très fort renchérissement des coûts depuis 1 an.*

L'utilisation des TO finançant les infrastructures apparaît « avoir optimisé » en fonction des dossiers engagés. L'objectif de consommation de l'enveloppe alloué semble atteint.

**Tableau 71 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724**

	Dépenses publiques programmées	Nombre de bénéficiaires (*)	Nombre de dossiers
<b>Total TO 721-724</b>	<b>48,03 M€</b>	<b>14 (**)</b>	<b>47</b>
TO 721 – eau potable	13,71 M€	7	15
TO 722 - assainissement	10,98 M€	3	6
TO 723 – voirie	12,58 M€	6	7
TO 724 – électrification	10,76 M€	4	19

(\*) une collectivité peut avoir des dossiers dans plusieurs TO.

(\*\*) dont 2 communautés de communes pouvant mener des travaux dans plusieurs communes de son territoire.

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Un point de vigilance concernant en particulier le TO 721 : un certain nombre de dossiers ont pris du retard dans leur réalisation, ce qui peut laisser craindre une sous-réalisation compte tenu de la décote entre le programmé et le réalisé pour les dossiers soldés (ceux du début de programmation) particulièrement importante (25%).

En outre, le retard pris pour les dossiers programmés plus tardivement du fait de la pandémie puis de la pluviométrie, peut compliquer la réalisation, car les coûts des travaux ont augmenté sur la période récente, laissant craindre un dépassement important des devis. Cela pourra avoir pour effet une demande d'avenant pour rehausser la subvention en proportion de la hausse des coûts, ou de le temporiser s'il peut se réaliser en plusieurs phases.

#### 4.4.5. TO 722 - Assainissement en zone rurale

##### a/ Cadre d'intervention du TO 722

L'aide concerne les investissements relatifs aux infrastructures de petite échelle. Elle vise à poursuivre le développement des équipements et services d'assainissement des eaux usées dans les zones rurales, afin de résorber le retard actuel et en accompagnant la croissance démographique exceptionnelle de ces zones. Il s'agit de favoriser l'accès au service public de collecte et de traitement des eaux usées. Ce service a pour objet de répondre à deux enjeux que sont la santé publique et l'environnement.

**Bénéficiaires :**

Collectivités territoriales et les entreprises privées concessionnaires ou en PPP.

**Coûts admissibles :**

Les frais généraux liés à l'investissement et les investissements matériels.

**Conditions particulières de l'aide :**

L'investissement doit concerner un ouvrage de collecte ou de traitement des eaux usées situé hors des agglomérations d'assainissement, ensemble des stations de traitement qui traitent la continuité urbaine de l'île de Cayenne (Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly), de Kourou, et de Saint-Laurent du Maroni.

**Critères de sélection :**

Seront retenues :

- Les opérations concernant de nouvelles infrastructures,
- Les opérations concernant des infrastructures existantes, si elles répondent : i) à un besoin de renforcement de la capacité de collecte ou de traitement, rendu nécessaire par l'augmentation de la demande, ii) à un besoin de sécurisation et de mise aux normes,
- Sécurisation et de mise aux normes.

Les critères de sélection sont choisis en application des principes de sélection qui permettront de donner la priorité aux opérations :

- Répondant directement à un enjeu de santé publique majeur (collecte et ou traitement des eaux usées de personnes actuellement non raccordées, ou populations victimes de maladies d'origine hydrique, de façon chronique ou épidémique),
- Résultant d'un document de planification actualisé,
- Permettant de sécuriser et garantir l'assainissement des eaux usées des groupements significatifs de population et les équipements publics structurants en accord avec les orientations du SAR,
- Intégrant des actions d'informations, de sensibilisation, de conseil et d'accompagnement à la mise en place, à l'amélioration et au développement et à la pérennisation du service d'assainissement.

**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique est de 80%.

L'aide sera modulée en fonction de la zone géographique concernée et de l'enjeu de santé publique : + 10% pour les interventions en zones isolées et zones éloignées ; + 5% pour les opérations représentant un enjeu de santé publique majeur.

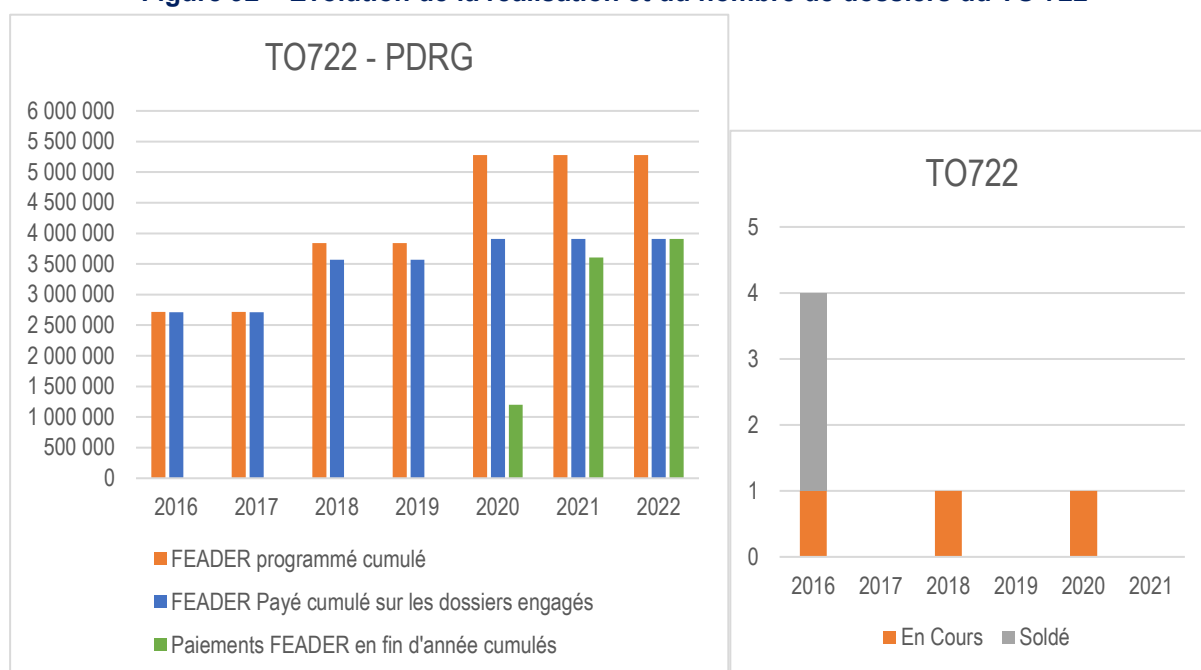
## b/ Bilan de réalisation du TO 722

*Seulement 2 communes (de l'intérieur) et la CACL sont bénéficiaires pour l'aménagement de 3 zones. La programmation a été précoce, mais la réalisation peut prendre du temps du fait des aléas de la programmation des aménagements dans les petites communes. Toutefois l'objectif cible de la maquette V13 est presque atteint au 2 mai 2022.*

**Tableau 72 – Évolution de la réalisation du TO 722**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paie- ments FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisation sur engagement global
2016	4 755 253	2 719 357	2 710 566	100%	0	0%
2017	4 755 253	2 719 357	2 710 566	100%	0	0%
2018	6 560 253	3 838 357	3 570 706	93%	0	0%
2019	6 560 253	3 838 357	3 570 706	93%	0	0%
2020	8 253 767	5 277 843	3 908 175	74%	1 200 000	23%
2021	8 253 767	5 277 843	3 908 175	74%	3 603 411	68%
2022	8 253 767	5 277 843	3 908 175	74%	3 908 175	74%
<b>TO 722</b>	<b>8 253 767</b>	<b>5 277 843</b>	<b>3 908 175</b>	<b>74%</b>	<b>3 908 175</b>	<b>74%</b>

**Figure 92 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 722**



Seulement 2 communes (de l'intérieur) et la CACL sont bénéficiaires pour l'aménagement de 3 zones. La programmation a été précoce, mais la réalisation peut prendre du temps du fait des aléas de la programmation des aménagements dans les petites communes. Toutefois l'objectif cible de la maquette V13 est presque atteint au 2 mai 2022.

**Tableau 73 – Taux de réalisation FEADER du TO 722 en regard de la maquette**

(en M€)	FEADER Ma- quette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO 722</b>	5,00	5,04	101%	5,29	106%	3,91	78%

## c/ Évaluation des résultats du TO 722

*Peu d'opérations, mais concernant des situations critiques, soit dans des quartiers présentant un enjeu de santé soit des communes isolées.*

**Tableau 74 – Dossiers et bénéficiaires du TO 722**

722	3 bénéficiaires – 6 dossiers	10 980 186
CACL	Réalisation d'une station de traitement des eaux usées de type filtre planté à Maillard	1 693 514
	Renforcement et extension du réseau d'assainissement EU Maillard	1 632 100
Commune d'Apatou	Aménagement d'une zone de vie familiale sur Providence Assainissement des eaux usées - Tranche 1	249 312
	Aménagement d'une zone de vie familiale sur Providence	1 330 260
	Construction d'une lagune d'assainissement de 400 EH sur providence	
Commune de Maripasoula	Extension des réseaux de collecte des eaux usées sur le bourg de Maripasoula - Tranche 1 et 3	1 900 000
	Extension des réseaux de collecte des eaux usées sur le bourg de MARIPASOULA Tranche 2 et 4	4 175 000

Les travaux d'aménagement concernent 3 quartiers, mais peuvent être très vite budgétairement conséquents.

Les opérations ont concerné des quartiers répondant à un enjeu de santé publique et pour 2 bénéficiaires, des communes isolées.

## d/ Analyse de la pertinence

*Les travaux à réaliser sont considérables dès lors qu'il s'agit de créer un réseau de collecte avec la réalisation d'une station de traitement des eaux.*

*Des choix doivent être faits au niveau des communes et peuvent s'avérer compliqués du fait des contraintes budgétaires, mais aussi de trésorerie et de ressources humaines techniques limitées qui ne peuvent entreprendre trop de programmes à la fois.*

*Les projets financés semblent concerner particulièrement les situations les plus en urgence, « en rattrapage » dans les zones rurales le plus souvent isolées.*

Le besoin d'extension du réseau d'assainissement existe dans les communes isolées et dans les écarts des communes rurales hors des agglomérations d'assainissement.

Les travaux à réaliser sont considérables dès lors qu'il s'agit de créer un réseau de collecte avec la réalisation d'une station de traitement des eaux.

La planification est difficile, car il y a rarement un schéma local d'aménagement. La question du transfert de la compétence de l'eau potable comme des eaux usées à la communauté de commune est posée, celle-ci devant à la fois gérer l'assainissement de l'agglomération et tous les réseaux non interconnectés nécessitant des stations spécifiques de traitement des eaux. La question est complexifiée par la pluviométrie très abondante qui peut conduire à des saturations des réseaux dès lors que les eaux pluviales n'ont pas un réseau de collecte spécifique séparé du réseau des eaux usées. La problématique de l'assainissement semble ne pas poser de problème sanitaire grave, ni porter d'atteinte grave à l'environnement, mais tous les problèmes ne sont pas réglés et peuvent difficilement l'être compte tenu de la

dispersion de l'habitat en particulier dans les zones rurales.

Des choix doivent être faits au niveau des communes et peuvent s'avérer compliqués du fait des contraintes budgétaires, mais aussi de trésorerie et de ressources humaines techniques limitées qui ne peuvent entreprendre trop de programmes à la fois. Les délais de mise en place puis après de réalisation des projets d'aménagement peuvent vite être très allongés. Depuis peu, s'ajoute à la complexité de la programmation, l'augmentation des coûts des travaux qui peut conduire à une révision budgétaire qui peut mettre en péril le projet d'aménagement, ou en tout cas retarder la mise en œuvre.

Les projets financés semblent concerner particulièrement les situations les plus en urgence, « en rattrapage » dans les zones rurales le plus souvent isolées.

## e/ Analyse de la cohérence

*Le FEDER aide les collectivités sur des travaux d'assainissement (OS09). La ligne de partage est claire, le FEADER étant fléché sur les projets des zones rurales isolées ou en situation particulièrement dégradées.*

Pour financer les aménagements, les communes doivent compléter la Dotation Globale de Fonctionnement en recourant à la DETR Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (État) qui doit être complétée par des aides de la CTG, mais aussi les fonds européens FEDER et FEADER. Le FEADER est fléché prioritairement dans la limite de l'enveloppe disponible, pour les projets des zones rurales isolées en situation particulièrement dégradée.

**Tableau 75 – Interventions du FEDER relatives à l'eau potable et l'assainissement**

Mesures - bénéficiaires	Nombre dos- siers	FEDER
<b>OS09 - eau potable -assainissement</b>	<b>25</b>	<b>18 197 402</b>
CACL	17	11 788 637
Commune de Saint-Laurent du Maroni	8	6 408 765

Le FEDER, via l'OS9 « Accroître l'accès de la population à l'eau potable et à l'assainissement en milieu urbain », intervient :

- Pour les investissements concernant la zone interconnectée du réseau AEP desservant les communes de Cayenne, Rémire-Montjoly, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Macouria et les communes de Kourou et de Saint-Laurent du Maroni
- Pour les investissements concernant les ouvrages de traitement ou de collecte des eaux usées situés dans l'agglomération d'assainissement de l'île de Cayenne (Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly) et de Saint-Laurent du Maroni et la commune de Kourou.

Le FEADER intervient :

- Pour les opérations d'investissements situés en zone rurale concernant la zone non interconnectée du réseau AEP (TO 7.2.1 « Adduction en eau potable en zone rurale » du PDRG 2).
- Pour les opérations d'investissements concernant les ouvrages de traitement ou de collecte des eaux usées situés en zone rurale (TO 7.2.2 « Assainissement en zone rurale » du PDRG 2).

Le FEDER soutient également les opérations concernant les eaux de ruissellement et les eaux de pluie. Objectif Spécifique 11 « Améliorer les conditions d'accueil de la population en croissance ».

#### f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives

*La cible (revue à la baisse en 2020) est potentiellement atteinte sur des aménagements en zone rurale éloignée ou pour des quartiers en situation sanitaire dégradée. Un point de vigilance sur la fin de programmation, concernant les opérations en cours de réalisation qui subissent des dépassements budgétaires importants dus au très fort renchérissement des coûts depuis 1 an.*

L'utilisation des TO finançant les infrastructures apparaît « avoir optimisé » en fonction des dossiers engagés. L'objectif de consommation de l'enveloppe allouée semble atteint même si les besoins sont potentiellement beaucoup plus importants. Se pose en tout cas, la question de la capacité des communes à gérer les travaux tant d'un point de vue technique, administratif que financier.

**Tableau 76 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724**

	Dépenses publiques programmées	Nombre de bénéficiaires (*)	Nombre de dossiers
<b>Total TO 721-724</b>	<b>48,03 M€</b>	<b>14 (**)</b>	<b>47</b>
TO 721 – eau potable	13,71 M€	7	15
TO 722 - assainissement	10,98 M€	3	6
TO 723 – voirie	12,58 M€	6	7
TO 724 – électrification	10,76 M€	4	19

(\*) une collectivité peut avoir des dossiers dans plusieurs TO.

(\*\*) dont 2 communautés de communes pouvant mener des travaux dans plusieurs communes de son territoire.

Le retard pris pour les dossiers programmés plus tardivement du fait de la pandémie puis de la pluviométrie peut compliquer la réalisation, car les coûts des travaux ont augmenté sur la période récente, laissant craindre un dépassement important des devis. Cela pourra avoir pour effet une demande d'avenant pour rehausser la subvention en proportion de la hausse des coûts, ou de le temporiser s'il peut se réaliser en plusieurs phases.

#### 4.4.6. TO 723 - Voiries rurales

##### a/ Cadre d'intervention du TO 723

L'aide concerne les investissements relatifs aux infrastructures de petite échelle. Elle vise à poursuivre le développement des voiries rurales des communes (hors-pistes à créer dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier agricole et forestier) pour répondre à l'enjeu majeur de désenclavement des populations des communes rurales de Guyane.

Les actions portent sur :

- Création, renforcement et extension des voiries rurales
- Création, renforcement et extension visant à améliorer l'évacuation, la collecte et le traitement des eaux pluviales et la création de bassins de rétention connexes à la voirie

Est concerné le maillage intracommunal (les voiries rurales hors dessertes agricoles (TO 431) et dessertes forestières (TO 433) pris en considération dans les domaines prioritaires 2A, 2B et 2C)



ainsi que la création ou l'amélioration des entreprises de transport inter et intrabourgs sont des besoins forts, notamment dans les bourgs et les écarts, pour réduire l'enclavement des communes rurales.

**Bénéficiaires :**

Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics ayant compétence.

Dans le PDRG V11 (juillet 2020), une adaptation a été introduite pour permettre aux services de l'État de réaliser la seconde phase de la route entre Maripasoula et Papaïchton, en élargissant le type de bénéficiaires éligibles.

**Coûts admissibles :**

Les frais généraux liés à l'investissement et les investissements matériels.

**Conditions particulières de l'aide :**

L'investissement doit concerner les voiries rurales (hors-pistes à créer dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier agricole et forestier),

**Critères de sélection :**

Sont retenus :

- Les opérations concernant de nouvelles infrastructures
- Les opérations concernant des infrastructures existantes, si elles répondent :
  1. à un besoin de renforcement rendu nécessaire par l'augmentation du trafic
  2. à un changement d'usage de la voirie
  3. à un besoin de sécurisation et de mise aux normes
  4. à un réaménagement intégrant l'évacuation des eaux pluviales

Lignes de partage : le financement des voiries et des dessertes est pris en charge par différents types d'opérations selon leur finalité :

- TO 431 Financement des voiries dans le cadre de l'aménagement du foncier agricole ;
- TO 433 Financement des voiries visant en priorité la desserte de zones forestières.

**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique est de 70%.

+ 20% pour les interventions en zones isolées et éloignées.

Les infrastructures de petites échelles correspondent aux investissements dont le coût total du projet est inférieur à 5M€.

## **b/ Bilan de réalisation du TO 723**

*La programmation est relativement constante avec 1 ou 2 dossiers par an.*

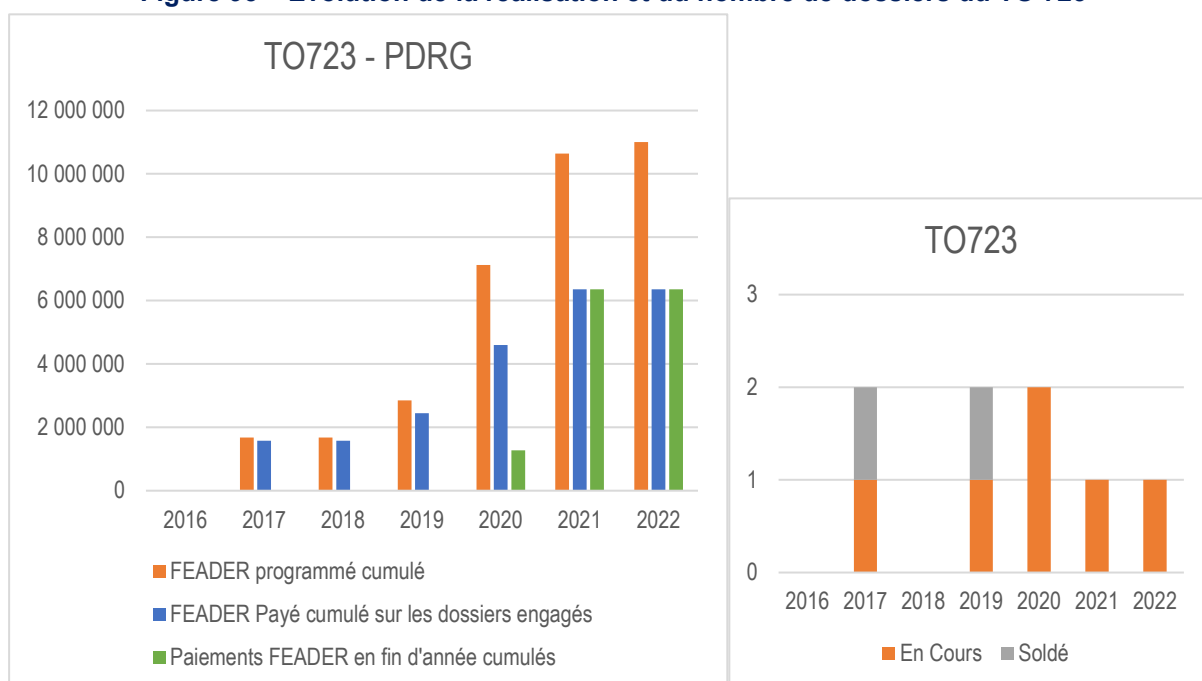
*Les budgets sont rapidement conséquents. Le taux de réalisation en termes de paiement sur les dossiers engagés est de 58% 6 dossiers sur 8 n'étant pas soldés, pour certains ayant été engagé au début de la programmation.*

*La cible est largement dépassée à 133% en termes de programmation par rapport à la maquette V13 de 2020.*

**Tableau 77 – Évolution de la réalisation du TO 723**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engage- ment global
2016	0	0	0		0	
2017	2 009 745	1 676 207	1 581 070	94%	0	0%
2018	2 009 745	1 676 207	1 581 070	94%	0	0%
2019	3 390 717	2 850 033	2 445 623	86%	0	0%
2020	8 424 441	7 128 699	4 601 012	65%	1 277 024	18%
2021	12 559 065	10 643 129	6 358 227	60%	6 358 227	60%
2022	13 058 385	11 003 749	6 358 227	58%	6 358 227	58%
<b>TO 723</b>	<b>13 058 385</b>	<b>11 003 749</b>	<b>6 358 227</b>	<b>58%</b>	<b>6 358 227</b>	<b>58%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 93 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 723**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Tableau 78 – Taux de réalisation FEADER du TO 723 en regard de la maquette**

(en M€)	FEADER Ma- quette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO 723</b>	8,26	10,98	133%	10,62	129%	6,36	77%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le nombre de dossiers est relativement limité, car chaque dossier est relativement volumineux. La demande est néanmoins assez importante en dépit d'un temps de programmation et de mise en œuvre des travaux d'aménagement plutôt long. Aussi la programmation a fortement dépassé l'objectif de la maquette.

### c/ Évaluation des résultats du TO 723

*6 bénéficiaires pour 8 dossiers dans 5 communes isolées. Les dépenses publiques*

*par dossier sont relativement élevées à 1,8 M€.*

**Tableau 79 – Dossiers et bénéficiaires du TO 723**

723	6 bénéficiaires – 7 dossiers	12 582 093
Commune d'Apatou	Mise en sécurité de l'ouvrage hydraulique la Forestière d'Apatou	1 513 521
	Renforcement des pistes campoes	4 134 623
Commune de Camopi	Renforcement depuis le bourg de la voirie d'accès à l'îlet Moulat	414 000
Commune de Macouria	Travaux de renforcement de la rue PAGAMONT	578 725
Commune de Maripasoula	Construction de passerelles à Cayodé et Taluhen- Haut Maroni	990 000
Commune de Ouanary	Projet de renforcement des voiries de Ouanary	496 224
Direction Générale des Terri- toires et de la Mer	Aménagement en liaison routière de la piste reliant Maripasoula-Pa- paichton du PK6,9 au PK12,9	4 455 000

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les besoins de réfection des voiries rurales sont très importants. Le FEADER est intervenu sur des projets permettant la liaison entre des écarts et des communes isolées considérées comme particulièrement prioritaires.

Le budget moyen des dépenses publiques d'une opération est relativement élevé à 1,8 M€.

#### **d/ Analyse de la pertinence**

*Les opérations qui ont pu être financées ne couvrent pas l'ensemble des zones agricoles ou territoires ruraux.*

*Tout particulièrement au sortir du long épisode pluvieux, le besoin de réfection voire de réhabilitation de la voirie rurale, jusqu'à la desserte des parcelles agricoles est très important, beaucoup trop important que les communes puissent le satisfaire avec des moyens techniques et financiers limités. Et l'enveloppe du TO 431 n'y suffirait évidemment pas. Pour l'instant l'enveloppe ne permet que de gérer l'urgence en souhaitant que les pluies ne dégradent pas exagérément le réseau existant.*

Les dessertes agricoles relèvent du TO 431, mais seulement dans le cadre de l'aménagement de nouveau périmètre foncier. Lorsque l'aménagement est terminé se pose alors la question de la passation de la compétence de l'aménageur (EFPAG) à la commune sur la voirie agricole qui a été créée, passation qui est prévue lors du lancement de l'aménagement, mais qui tarde à se faire tant les communes hésitent à récupérer la compétence. Se pose ensuite, la question pour la commune de réaliser l'entretien de l'ensemble de la voirie agricole de son (vaste) territoire. La question peut devenir vite complexe, car les périmètres agricoles deviennent rapidement des zones d'habitation pour lesquelles il convient d'assurer la desserte (par exemple le ramassage scolaire) ainsi que le raccordement pour l'eau potable, l'assainissement et l'électricité. La question de la voirie rurale est intimement liée à la question du développement du foncier agricole qui est intrinsèquement lié à l'extension de l'habitat et de l'urbanisation plus ou moins contrôlée voire plus ou moins illégale. La problématique dépasse rapidement la capacité financière et technique des petites communes rurales. Les municipalités en sont réduites à gérer les problèmes dans l'urgence, et sous la pression des administrés, avec une qualité de réalisation qui pose question (coûts des travaux, impact mal évalué sur le milieu, coût de l'entretien...).

## e/ Analyse de la cohérence

*Le FEDER contribue également à aménager la voirie avec comme ligne de partage non explicite que les aménagements ne concernent pas les zones rurales.*

Le FEDER dans son Objectif spécifique « Améliorer les conditions d'accueil de la population en croissance » peut financer de la voirie. Le PDRG n'évoque pas la complémentarité avec le FEADER.

**Tableau 80- Opération spécifique 11 du FEDER – financement de voiries**

Mesures - bénéficiaires	Nombre dos- siers	FEDER
<b>OS11 - voirie</b>	<b>13</b>	<b>31 980 063</b>
EPFAG	3	16 622 840
Mairie de Saint-Laurent du Maroni	2	2 848 500
SEMSAMAR	1	6 868 140
SENOG	4	2 634 103
SIMKO	3	3 006 480

Source : PAE – Suivi des opérations FEDER au 31 mai 2022

Il apparaît que les dossiers financés, relativement peu nombreux, mais relativement lourds financièrement (2,46 M€ en moyenne) ne concerne pas la voirie rurale et encore les dessertes agricoles.

## f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives

*Le TO 723 a répondu de façon satisfaisante aux besoins les plus pressants de réhabilitation de la voirie. La cible en termes budgétaires est atteinte. Mais les besoins considérables, surtout au sortir du long épisode pluvieux, le TO 723 dans son format actuel ne suffirait pas à les satisfaire. Une planification est nécessaire pour essayer de sortir de la gestion de l'urgence tout en cherchant des solutions techniques plus adaptées pour réduire les coûts des routes et chemins ruraux, y compris les coûts d'entretien, dans le contexte tropical (très) humide de la Guyane.*

L'utilisation des TO finançant les infrastructures apparaît « avoir optimisé » en fonction des dossiers engagés. L'objectif de consommation de l'enveloppe allouée semble atteint.

**Tableau 81 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724**

	Dépenses publiques programmées	Nombre de bénéficiaires (*)	Nombre de dossiers
<b>Total TO 721-724</b>	<b>48,03 M€</b>	<b>14 (**)</b>	<b>47</b>
TO 721 – eau potable	13,71 M€	7	15
TO 722 - assainissement	10,98 M€	3	6
TO 723 – voirie	12,58 M€	6	7
TO 724 – électrification	10,76 M€	4	19

(\*) une collectivité peut avoir des dossiers dans plusieurs TO.

(\*\*) dont 2 communautés de communes pouvant mener des travaux dans plusieurs communes de son territoire.

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Un point de vigilance : un certain nombre de dossiers ont pris du retard dans leur réalisation,

ce qui peut laisser craindre une sous-réalisation compte tenu de la décote entre le programmé et le réalisé pour les dossiers soldés (ceux du début de programmation).

En outre, le retard pris pour les dossiers programmés plus tardivement du fait de la pandémie puis de la pluviométrie, peut compliquer la réalisation, car les coûts des travaux ont augmenté sur la période récente, laissant craindre un dépassement important des devis. Cela pourra avoir pour effet une demande d'avenant pour rehausser la subvention en proportion de la hausse des coûts, ou de le temporiser s'il peut se réaliser en plusieurs phases.

Interroger le besoin d'améliorer la voirie rurale y compris les dessertes agricoles, conduit d'une part à poser la question de la gestion du foncier agricole et l'habitat dispersé agricole ou non et d'autre part à poser la question du type de voirie qu'il est souhaitable de construire, pour quels coûts au moment des travaux puis quels coûts d'entretien. Ces questions complexes dépassent sans doute la compétence technique et managériale des communes. Et pourtant, pour planifier les enveloppes budgétaires sur un moyen terme, il faut établir un minimum de planification au niveau des communes.

#### 4.4.7. TO 724 - Electrification en zone rurale

##### a/ Cadre d'intervention du TO 724

L'aide concerne les investissements relatifs aux infrastructures de petite échelle. Elle vise à poursuivre le développement de l'approvisionnement en électricité des zones rurales de Guyane en permettant à la fois :

- L'extension des réseaux, le renforcement et/ou la fiabilisation des installations existantes en zone rurale,
- Et la création d'unités autonomes de production utilisant totalement ou partiellement les énergies renouvelables en zone rurale non connectée au réseau électrique littoral.

##### **Bénéficiaires :**

- Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics ayant compétence en électrification ;
- Les Sociétés d'Economie Mixte et assimilés, lorsqu'elles interviennent pour le compte des collectivités, la convention les liant à la collectivité devant prévoir explicitement que la SEM est habilitée à percevoir directement la subvention ;
- Les entreprises privées œuvrant dans le cadre d'une concession d'une partie ou de la totalité du service public d'électricité d'une collectivité.

##### **Coûts admissibles :**

Les frais généraux liés à l'investissement et les investissements matériels.

##### **Conditions particulières de l'aide :**

L'investissement doit concerner une zone rurale non interconnectée au réseau électrique littoral pour ce qui concerne les unités de production.

##### **Critères de sélection :**

Seront retenues :

- Les opérations concernant de nouvelles infrastructures
- Les opérations concernant des infrastructures existantes, si elles répondent : i) à un besoin de renforcement de la capacité de production ou de distribution de ces installations, rendu

nécessaire par l'augmentation de la demande ; ii) à un besoin de sécurisation et de mise aux normes.

Sont exclues :

- Toutes les opérations de renouvellement, entretien, réhabilitation
- Les opérations de nouvelles unités de production thermique
- Les opérations de réalisation d'unités de production électrique interconnectée au réseau littoral

Dans le PDRG V5 (août 2017) a permis d'introduire une adaptation des conditions d'admissibilité : il sera vérifié la cohérence avec la PPE et non plus la SRCAE. En effet, la PPE est le nouvel outil structurant du pilotage de la politique énergétique régionale en fixant la feuille de route et les investissements nécessaires pour la réaliser à très court terme, mais aussi de manière prospective.

#### Montant et taux d'aide :

Le taux d'aide publique est de 80%

L'aide sera modulée en fonction du type d'actions financées et de la zone géographique concernée :

- +5% pour les opérations de renforcement ou d'extension de réseaux desservant les zones non interconnectées au réseau littoral et éloignées
- +10% pour les opérations de renforcement ou d'extension de réseaux desservant les zones non interconnectées au réseau littoral et isolées
- +5% pour les opérations de renforcement d'unités autonomes de production en zones éloignées ou isolées
- +10% pour les opérations de création d'unités autonomes de production utilisant totalement ou partiellement les énergies renouvelables et de renforcement en zones éloignées ou isolées.

## b/ Bilan de réalisation du TO 724

*Le cofinancement national est très important sur ce TO notamment grâce à la mobilisation du FACE, le fonds d'amortissement des charges d'électrification.*

*Il est à noter le quasi-arrêt de la programmation à partir de 2019 alors que le taux de réalisation n'est que de 80% par rapport de l'objectif prévu dans la maquette.*

*Il faut noter que les aménagements d'électrification s'inscrivent dans la durée, aussi de nombreux projets démarrés dès 2016 ne sont toujours pas soldés.*

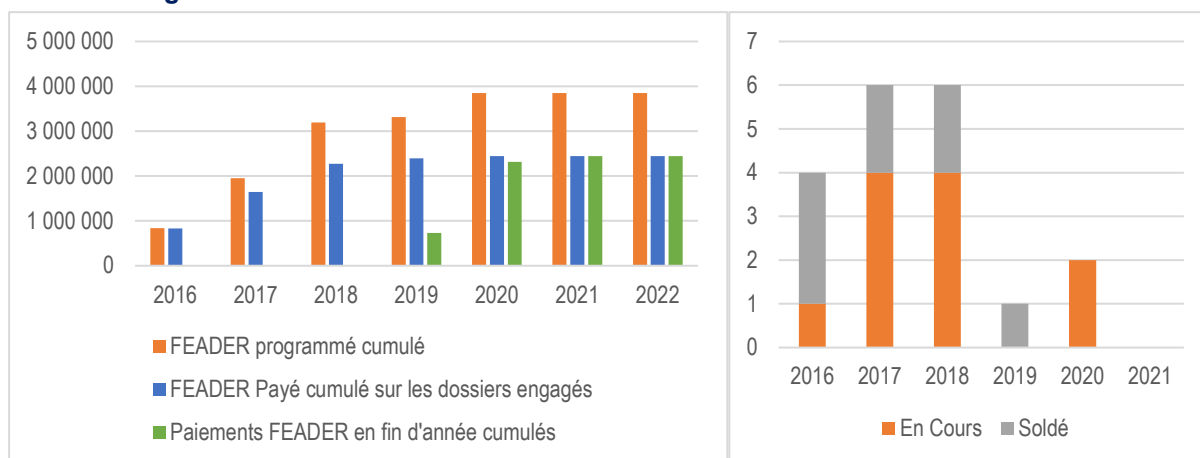
**Tableau 82 – Évolution de la réalisation du TO 724**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisation sur engagement global
2016	2 805 307	840 905	831 515	99%	0	0%
2017	5 982 057	1 954 309	1 644 321	84%	0	0%
2018	9 311 511	3 191 121	2 270 360	71%	0	0%
2019	9 739 010	3 312 326	2 391 565	72%	729 809	22%
2020	10 748 939	3 847 997	2 440 695	63%	2 313 475	60%
2021	10 748 939	3 847 997	2 440 695	63%	2 440 695	63%

2022	10 748 939	3 847 997	2 440 695	63%	2 440 695	63%
<b>TO 724</b>	<b>10 748 939</b>	<b>3 847 997</b>	<b>2 440 695</b>	<b>63%</b>	<b>2 440 695</b>	<b>63%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 94 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 724**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le cofinancement national est très important sur ce TO notamment grâce à la mobilisation du fonds d'amortissement des charges d'électrification (le FACE), compte d'affectation spéciale (CAS) du "Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale".

Il est à noter le quasi-arrêt de la programmation à partir de 2019 alors que le taux de réalisation n'est que de 80% par rapport de l'objectif prévu dans la maquette.

Il faut noter que les aménagements d'électrification s'inscrivent dans la durée, aussi de nombreux projets démarrés dès 2016 ne sont toujours pas soldés.

**Tableau 83 – Taux de réalisation FEADER du TO 724 en regard de la maquette**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO 724</b>	4,99	4,01	80%	3,63	73%	2,44	49%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

### c/ Évaluation des résultats du TO 724

*19 dossiers, mais seulement 4 bénéficiaires, car la CCOG a la délégation de communes pour l'électrification, et porte 14 dossiers pour 6 communes. Le budget moyen de 0,57 M€ est moins élevé que pour les autres opérations d'aménagement d'assainissement, d'eau potable ou de voirie.*

724	4 bénéficiaires – 19 dossiers	10 763 132
CCOG	Electrification des villages Sud du bourg de Grand Santi - Tranche 3	362 871
	Electrification du village d'Anacondé à Grand Santi	323 386
	Electrification du village de Sparouine de la Commune de SAINT LAURENT DU MARONI	510 201
	Extension des réseaux électriques de divers secteurs sur la commune de Mana - PK8 RD10, PK 189 RN1, PK 190,5 RN1	295 800
	Extension des réseaux électriques écarts de MARI-PASOULA	1 044 000
	Extension des réseaux électriques PK1RD8 Commune de mana	61 413



	Extension des réseaux électriques sur Mana Secteurs RD8 (PK8, PK10, PK12 et PK20/21) Secteur RD9 (PK17 à 20)	930 546
	Extension des réseaux HTA/BT sur les écarts Nord d'Apatou	547 400
	Extension du réseau basse tension et moyenne tension sur divers secteurs de la commune de Papaïchton	1 157 724
	Renforcement de la centrale de production autonome de production électrique de GRAND-SANTI	217 218
	Renforcement de la centrale de production de Maripasoula	798 150
	Renforcement du réseau électrique sur le secteur de Charvein - commune de Mana	52 445
	Travaux d'électrification du village de nouveau wacapou- Commune de Maripasoula	1 141 600
	Travaux d'extension sur divers secteurs d'Apatou-bourg-Mayman et villages nord	1 320 900
<b>Commune de Macouria</b>	Electrification rurale divers secteurs de la ville de Macouria secteur CD5 (village NORINO) – RN (PR 16 à PR 17) ELYSEE – PAGAMONT (Trésorca)	311 963
	Extension des réseaux HTA/BT sur divers secteurs de la commune- prog 2015	
	Extension des réseaux HTA et BT du village Kamuyeneh la ville de Macouria	135 568
<b>Commune de Régina</b>	Renforcement de la production électrique du bourg de Régina par l'installation d'un générateur supplémentaire de 400KVA	427 500
<b>Commune de Saint-Georges</b>	Extension du réseau électrique au quartier Périphérique SAVANE	948 516
	Travaux de réalisation des VRD du village Martin/Gabaret - Phase 1 Raccordement au réseau électrique	175 931

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le budget moyen des dossiers de 0,57 M€ est relativement élevé sans pour autant atteindre celui des voiries.

La CCOG ayant acquis la compétence de l'électrification gère les aménagements pour le compte des communes

Ce qui n'est pas le cas pour les autres EPCI. Les communes relevant de la CCDS n'a eu aucun dossier, alors que Macouria (CCAL), Régina et Saint-Georges (CEG) ont eu des dossiers.

Les projets correspondent à des extensions de réseaux dans les quartiers en périphérie des bourgs. Pour les communes isolées, les travaux ont permis aussi de renforcer la production électrique autonome, le raccordement au réseau principal n'étant pas envisageable.

Pour les habitations isolées, dont les exploitations agricoles dans les périmètres agricoles loin des bourgs ou du réseau d'alimentation reliant les bourgs des communes, il n'est pas envisagé de les relier au réseau, mais plutôt d'aider à l'équipement pour une production autonome d'électricité (panneaux solaires en alternative aux groupes électrogènes). Il n'y a pas d'aide spécifique prévue à cet effet dans le PDRG.

#### d/ Analyse de la pertinence

*Le besoin d'électrification des quartiers en situation dégradée ainsi que des écarts urbains est encore important. Le TO 724 permet financer l'électrification dans les cas les plus urgents. En revanche, il ne permet pas d'aider à l'électrification hors réseau, utilisant dans la mesure du possible des énergies renouvelables.*

Le besoin en électrification dans les zones rurales correspond en premier lieu à l'extension du réseau dans la limite du raisonnable quant au coût d'une ligne de basse ou moyenne tension qui devient relativement très élevé en Guyane compte tenu de l'immensité du territoire (très faible densité démographique) et de la relative dispersion de l'habitat agricole notamment.

Notons que dans les quartiers dégradés où l'habitat informel limite les possibilités de connexion au réseau ENEDIS, l'électrification jusqu'au compteur est problématique, et conduit la collectivité à mener en parallèle des opérations de régularisation de l'habitat.

En second lieu, se pose depuis quelques années la question de la production d'électricité avec des énergies alternatives aux énergies fossiles dont le prix a considérablement augmenté avec une préoccupation environnementale grandissante. Aussi la question de l'électrification est à lier avec la production d'électricité avec des énergies renouvelables : unités individuelles solaires, centrales thermiques biomasse ou bois-énergie, mais aussi mini centrales hydroélectriques.

L'ensemble des travaux d'aménagement qui incombent la commune ou la communauté de commune (selon les délégations) : eau potable, eau usée, voirie, électrification sans oublier la couverture télécom, sont indissociables dans la pratique, et sont en général gérés par le même service technique au niveau des mairies. Des choix doivent être faits au niveau des communes et peuvent s'avérer compliqués du fait des contraintes budgétaires, mais aussi de trésorerie et de ressources humaines techniques limitées qui ne peuvent entreprendre trop de programmes à la fois. Les délais de mise en place puis après de réalisation des projets d'aménagement peuvent vite être très allongés. Depuis peu, s'ajoute à la complexité de la programmation, l'augmentation des coûts des travaux qui peut conduire à une révision budgétaire qui peut mettre en péril le projet d'aménagement, ou en tout cas retarder la mise en œuvre.

Les projets financés semblent concerner particulièrement les situations les plus en urgence, « en rattrapage » dans les zones rurales le plus souvent isolées. Parmi tous les financements complémentaires à la Dotation Le PDRG est fléché prioritairement dans la limite de l'enveloppe disponible, pour les projets des zones rurales isolées en situation particulièrement dégradée.

#### **e/ Analyse de la cohérence**

*Une synergie pas encore explorée est de coupler le soutien au développement de production d'électricité à partir de la biomasse (bois-énergie pour l'essentiel) avec des opérations d'électrification d'écarts ou de petites zones d'habitation éloignées isolées du réseau ENEDIS.*

Le FEDER n'est pas mobilisé pour financer l'électrification. C'est de fait le rôle du FACE, financement national, sans avoir besoin des fonds européens. Le FEADER est alors utilisé pour les communes et les écarts les plus isolés.

Par ailleurs, le PDRG a été mobilisé pour augmenter la production de bois-énergie et de biomasse au niveau de l'exploitation forestière ou des défriches, en vue d'utiliser la biomasse pour produire de l'électricité. Les résultats demeurent limités, et il n'y a pas eu de connexion avec les projets du TO 724.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

*Le TO a permis de financer l'électrification de quartiers ou d'écarts en situation dégradée ou isolée. La programmation semble avoir atteint la cible, mais de*

*nombreux dossiers ne sont pas encore soldés, ce qui rend incertaine l'atteinte effective de la cible.*

L'utilisation des TO finançant les infrastructures apparaît « avoir optimisé » en fonction des dossiers engagés. L'objectif de consommation de l'enveloppe allouée semble atteint.

**Tableau 84 – Dépenses publiques et nombre de dossiers des TO 721, 722, 723 et 724**

	Dépenses publiques programmées	Nombre de bénéficiaires (*)	Nombre de dossiers
<b>Total TO 721-724</b>	<b>48,03 M€</b>	<b>14 (**)</b>	<b>47</b>
TO 721 – eau potable	13,71 M€	7	15
TO 722 - assainissement	10,98 M€	3	6
TO 723 – voirie	12,58 M€	6	7
TO 724 – électrification	10,76 M€	4	19

(\*) une collectivité peut avoir des dossiers dans plusieurs TO.

(\*\*) dont 2 communautés de communes pouvant mener des travaux dans plusieurs communes de son territoire.

Un point de vigilance : un certain nombre de dossiers ont pris du retard dans leur réalisation, ce qui peut laisser craindre une sous-réalisation compte tenu de la décote entre le programmé et le réalisé pour les dossiers soldés (ceux du début de programmation) particulièrement importante pour le TO 724 (33%).

En outre, le retard pris pour les dossiers programmés plus tardivement du fait de la pandémie puis de la pluviométrie, peut compliquer la réalisation, car les coûts des travaux ont augmenté sur la période récente, laissant craindre un dépassement important des devis.

#### **4.4.8. TO 725 - Gestion des déchets en zone rurale**

##### **a/ Cadre d'intervention du TO 725**

L'aide concerne les investissements relatifs aux infrastructures de petite échelle. Elle vise à poursuivre la réhabilitation des décharges et la mise aux normes de celles autorisées, avec un effort sur la prévention des déchets et la réalisation et la mise en œuvre d'installations de collecte, de traitement, de stockage dans les zones éloignées et isolées.

Les actions portent sur :

- Réhabilitation des décharges communales et gestion des flux historiques
- Création de centres de transfert
- Acquisition d'équipements en collecte de base
- Création de plateformes
- Création de déchetteries et plateformes de compostage simplifiées.

##### **Bénéficiaires :**

- Les collectivités territoriales, et leurs groupements ayant la compétence déchets
- Les établissements publics ayant la compétence déchets
- Les associations à but non lucratif agissant dans une perspective d'intérêt général dans le domaine des déchets
- Les entreprises agissant dans une perspective d'intérêt général dans le domaine des déchets

**Coûts admissibles :**

Les frais généraux liés à l'investissement et les investissements matériels.

Dans le PDRG V5 (août 2017) a été introduite la correction d'une erreur dans les coûts admissibles. La réhabilitation des décharges communales et gestion des flux historiques sont éligibles au TO : « Les coûts de fonctionnement et de réhabilitation ne sont pas éligibles ».

**Conditions principales de l'aide :**

Investissements en zone isolée pour les équipements de collecte

**Critères de sélection : sans objet**
**Montant et taux d'aide :**

Le taux d'aide publique est de 80% + 10% pour les interventions en zones isolées.

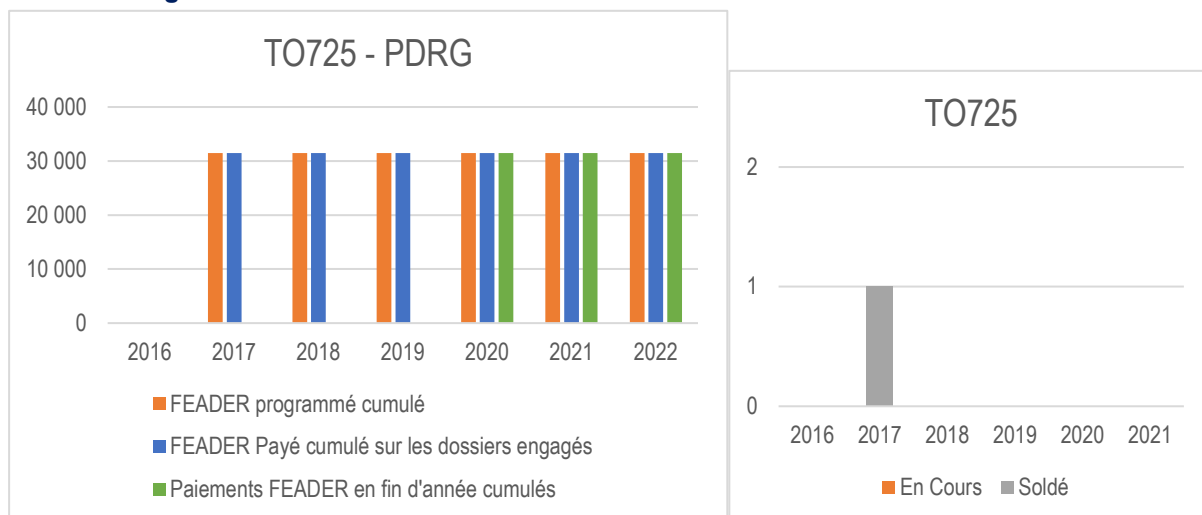
**b/ Bilan de réalisation du TO 725**

*Quasiment pas de programmation. Une seule opération qui comparée aux autres dossiers de la mesure 7 peut être considérée comme un microprojet. Bien que la cible a fini par être très limitée (480 k€), son atteinte potentielle devrait être de seulement 7%.*

**Tableau 85 – Évolution de la réalisation du TO 725**

Tous dos- siers	Dépenses pu- bliques totales cumulées	FEADER pro- grammé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers enga- gés	Taux réalisa- tion des dos- siers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumu- lés	Taux réalisa- tion sur enga- gement glo- bal
2016	0	0	0		0	
2017	72 000	31 500	31 500	100%	0	0%
2018	72 000	31 500	31 500	100%	0	0%
2019	72 000	31 500	31 500	100%	0	0%
2020	72 000	31 500	31 500	100%	31 500	100%
2021	72 000	31 500	31 500	100%	31 500	100%
2022	72 000	31 500	31 500	100%	31 500	100%
<b>TO 725</b>	<b>72 000</b>	<b>31 500</b>	<b>31 500</b>	<b>100%</b>	<b>31 500</b>	<b>100%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 95 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 725**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

1 seul dossier réalisé.

**Tableau 86 – Taux de réalisation FEADER du TO 725 en regard de la maquette**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
TO 725	0,43	0,03	7%	0,03	7%	0,03	7%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Il n'était pas prévu beaucoup d'opérations, et il n'y en a eu finalement qu'une seule.

### c/ Évaluation des résultats du TO 725

*1 seul mini-projet porté par une communauté de commune concernant un projet de valorisation des déchets verts pour alimenter une centrale thermique à biomasse.*

Un seul dossier qui concerne les déchets verts, 1 broyeur, qui s'inscrit dans la démarche de valoriser la biomasse produite par l'EPCI et les communes, ou les sociétés d'espaces verts prestataires, pour alimenter la centrale thermique à biomasse.

725	1 bénéficiaire – 1 dossier	72 000
CCEG	Acquisition d'un broyeur de déchets verts	72 000

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

### d/ Analyse de la pertinence

*La quasi-non-utilisation du TO conduit à s'interroger sur sa pertinence.*

*Dans la mesure où la valorisation de la biomasse devient une priorité pour limiter la pollution en GES, aider les collectivités locales à gérer les déchets verts serait un besoin d'avenir. Il ne l'a pas été pour le PDRG 2014-2020.*

*Les besoins de gestion des déchets dans les zones éloignées ou isolées sont également réels, mais les installations de traitement des déchets semblent ne pas être des aménagements parmi les plus prioritaires.*

La question des déchets dans les zones rurales isolées passe après les autres thèmes

d'aménagement. Ce qui ne veut pas dire qu'il y a une vraie problématique de limitation de la pollution notamment par les plastiques ou encore de valorisation des déchets verts, pour la production d'électricité ou de composts.

## e/ Analyse de la cohérence

*Le FEDER finance avec un budget beaucoup plus conséquent la gestion des déchets. Le FEADER est très modestement cantonné aux zones éloignées et isolées.*

**Tableau 87 – Dossiers FEDER de l'OS08 concernant les déchets**

Mesures - bénéficiaires	Nombre dossiers	FEDER
<b>OS08 - déchets</b>	<b>9</b>	<b>4 813 969</b>
CACL	4	641 500
CCDS	2	1 240 000
CCOG	1	1 467 000
Eco Emballages	1	165 469
SARL Govindin	1	1 300 000

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les déchets urbains et de structures intercommunales ainsi que les déchets industriels sont financés par le FEDER Objectif Spécifique 8 « Accroître la prévention et la gestion des déchets dans une optique de réduction et de valorisation économique » de l'Objectif Thématique 6 « Protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources ».

Les projets concernant les déchets et relevant de petites installations situées en zones éloignées et isolées (coût total éligible inférieur à 1 million d'euros) sont financés sur le TO 725.

## f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives

*L'utilisation du TO 724 a été très limitée pour un seul projet concernant la valorisation des déchets verts comme énergie renouvelable.*

*C'est précisément sur ce terrain que pourrait se situer à l'avenir le besoin le plus fort, et il pourrait concerner toutes les zones rurales et non plus seulement les communes éloignées et isolées.*

*Comme pour les autres aménagements, une concertation pour une planification serait utile pour anticiper les besoins. Une synergie peut même être recherchée avec les opérations relevant de la filière bois-énergie financées par d'autres mesures du PDRG.*

À l'avenir la question de la valorisation des déchets verts devrait être plus importante pour deux destinations :

- Pour la production de compostage dans la mesure où les intrants (importés) sont de plus en plus chers, et que la demande en produits issus de l'Agriculture biologique devrait augmenter,
- Pour la production d'électricité dans des centrales thermiques alimentées par de la biomasse ou du bois-énergie.

Pour répondre à cette demande, les collectivités doivent s'équiper en lieu de collecte et de traitement des déchets verts.

Il serait nécessaire pour mieux anticiper les besoins, que les communautés de communes établissent un schéma directeur de gestion des déchets, dont les déchets verts, mais aussi tous les autres, au niveau des bourgs comme des communes isolées ou encore des écarts et de l'habitat diffus. Il pourra être particulièrement cohérent que le FEADER soit mobilisable en priorité pour le traitement et la valorisation des déchets verts, mais aussi du traitement des déchets en général des communes isolées.

#### 4.4.9. TO 726 - Équipements sociaux et médico-sociaux en zone rurale

##### a/ Cadre d'intervention du TO 726

L'aide concerne les investissements relatifs aux infrastructures de petite échelle. Elle vise à financer en zone isolée ou en zone éloignée la construction et l'aménagement des équipements sociaux et médico-sociaux permettant d'assurer une équité de traitement des usagers et ainsi de les orienter vers des services spécifiques. Du fait de l'étendue du territoire, les structures sociales et médico-sociales sont en effet peu présentes en zone rurale alors que les besoins sont importants au vu de la croissance démographique et de la jeunesse de la population.

Les actions portent sur :

- Construction et aménagement de centres d'Information, d'Orientation et de Coordination à caractère social et médico-social
- Construction et aménagement de centres de Protection Maternelle Infantile (PMI)
- Construction et aménagement de maisons de santé, de maisons d'accueil familial, de centres sociaux

##### **Bénéficiaires :**

- Les établissements publics ayant la compétence dans les domaines sociaux et médico-sociaux
- Les collectivités territoriales et leurs groupements ayant la compétence dans les domaines sociaux et médico-sociaux
- Les associations à but non lucratif agissant dans une perspective d'intérêt général dans les domaines sociaux et médico-sociaux

##### **Coûts admissibles :**

Les frais généraux liés à l'investissement et les investissements matériels.

##### **Conditions principales de l'aide :**

- Localisation du projet en zone isolée ou en zone éloignée
- Investissements inférieurs à 2,5 millions d'euros
- Répondant directement à un enjeu majeur social et/ou de santé publique

Dans le PDRG V5 (août 2017) a permis d'apporter une précision dans les « conditions d'admissibilité » et dans les « informations spécifiques sur l'opération » : investissements inférieurs à 1,5 million d'euros.

##### **Critères de sélection :**

Les critères de sélection visent à donner la priorité aux opérations :



- Permettant de répondre aux besoins d'une population significative en accord avec les orientations du SAR
- Permettant de réduire l'impact sur l'environnement de l'infrastructure
- Prenant en compte l'intégration dans le contexte culturel.

#### Montant et taux d'aide :

Le taux d'aide publique est de 80% + 10% pour les interventions en zones isolées.

Dans le PDRG V11 (juillet 2020) une adaptation a été introduite pour permettre au CHC (Centre Hospitalier de Cayenne) ou la CTG de construire la Maison de Santé d'Apatou.

L'Autorité de gestion prévoit alors de subventionner un projet supplémentaire sur cette sous-mesure, pour la construction d'une maison de santé dans une commune de l'intérieur (Apatou), géographiquement et structurellement enclavée. Ce projet permettra de répondre aux besoins d'accès aux soins en site isolé, exacerbés par la crise sanitaire actuelle (liée au COVID-19).

Dans le PDRG V13 (juillet 2021), il est précisé que la crise sanitaire a montré l'importance des services de base en zone isolée ou éloignée. Il s'agit de poursuivre durant la période de transition la mise en place d'équipements publics pour la population rurale. De plus les services de santé ont été très touchés durant la crise sanitaire encore plus dans les communes isolées ou éloignées. C'est pourquoi le FEADER servira à la construction de 2 centres de santé (TO 726 Équipements médico-sociaux) : un à Apatou et l'autre à Papaïchton.

En conséquence les conditions d'admissibilité ont été modifiées : pour prendre en compte la hausse constante en raison de l'éloignement et de l'enclavement des zones concernées, le coût unitaire passe de 1,5 million d'euros à 2.5 millions d'euros.

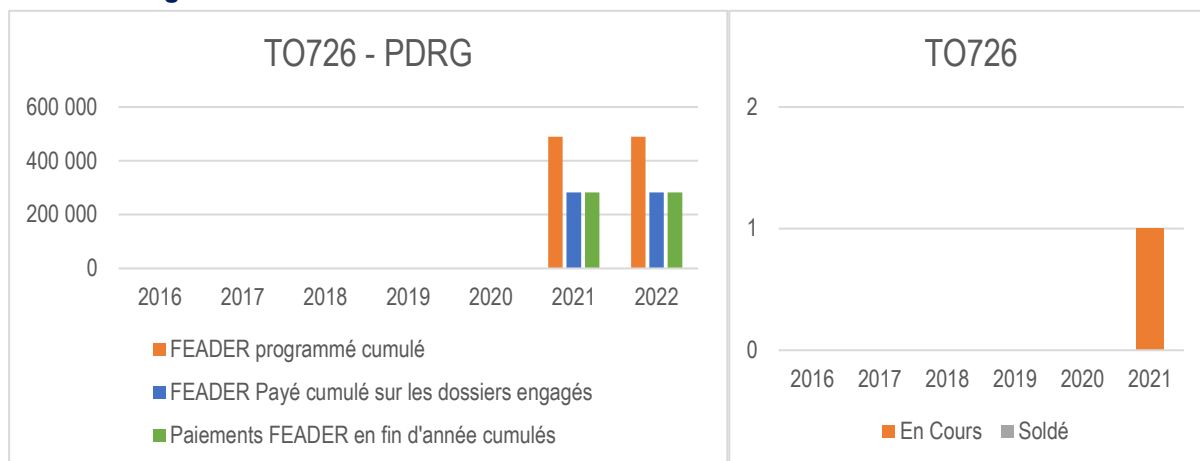
## b/ Bilan de réalisation du TO 726

*Ce TO a été réactivé en fin de programmation dans le cadre de la pandémie qui a révélé les besoins criants en centres de santé dans les communes éloignées et isolées.*

**Tableau 88 – Évolution de la réalisation du TO 725**

Tous dossiers	Dépenses publiques totales cumulées	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulés	Taux réalisation sur engagement global
2016	0	0	0		0	
2017	0	0	0		0	
2018	0	0	0		0	
2019	0	0	0		0	
2020	0	0	0		0	
2021	576 000	489 600	282 760	58%	282 760	58%
2022	576 000	489 600	282 760	58%	282 760	58%
<b>TO 726</b>	<b>576 000</b>	<b>489 600</b>	<b>282 760</b>	<b>58%</b>	<b>282 760</b>	<b>58%</b>

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

**Figure 96 – Évolution de la réalisation et du nombre de dossiers du TO 726**


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

1 seul dossier a été engagé en 2021. Deux autres dossiers sont en cours d’instruction pour un engagement prochain.

En prévision de ces projets, la limite d’éligibilité des dossiers à 2 M€ a été relevée dans la V13 du PDRG, en même temps qu’il a été affecté un abondement très conséquent du budget dans la maquette au titre du FEADER Relance à la suite de la pandémie.

**Tableau 89 – Taux de réalisation FEADER du TO 726 en regard de la maquette**

(en M€)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>TO 726</b>	6,20	0,49	8%	0,49	8%	0,28	5%

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Le taux de réalisation devrait être prochainement proche de 100% dans la mesure où l’abondement a été fait en prévision des deux projets en cours d’instruction.

### c/ Évaluation des résultats du TO 726

*Un premier projet de PMI est achevé. Deux autres projets de centre de santé, plus conséquent du point de vue budgétaire vont démarrer très prochainement.*

<b>726</b>	1 bénéficiaire – 1 dossier	<b>576 000</b>
<b>CTG</b>	Construction de la PMI de Grand-Santi	576 000

Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les projets ont commencé à être élaborés à la suite de la pandémie. Le PDRG dès 2020 a anticipé la construction de maison de santé dans les communes isolées. Au 2 mai 2022, les deux gros projets de maison de santé d’Apatou et de Papaïchton ne sont pas encore engagés, mais devraient l’être incessamment.

### d/ Analyse de la pertinence

*Le déploiement du dispositif sanitaire et médicosocial dans les communes isolées et éloignées rejoint la problématique générale en métropole comme en Guyane de l’offre de santé et de soins sur l’ensemble du territoire, mais la problématique est très aggravée dans les communes isolées et éloignées. Sa résolution est*

---

*protéiforme et ne saurait se limiter à la construction de lieux de soin ou de santé.*

---

Le besoin d'avoir des centres de santé dans les communes isolées est réel, mais il vient télescoper d'autres problématiques de la santé comme la disponibilité du personnel soignant ou encore le recours à la médecine conventionnelle, pas accessible à toute la population et à laquelle il peut être préféré en première instance la médecine traditionnelle, éventuellement plus accessible dans une économie informelle. S'ajoutent également les difficultés de construire, aménager et équiper des bâtiments publics dans les communes isolées.

#### **e/ Analyse de la cohérence**

---

*La contribution du PDRG à une meilleure offre de soin ou de santé est marginale.*

---

La cohérence de ce TO est externe au PDRG avec les autres financements du dispositif sanitaire et médicosocial, dans le cadre du SROS Schéma Régional d'Organisation des Soins qui définit entre autres choses l'offre sanitaire des professionnels de santé libéraux, des maisons de santé, des centres de santé. La contribution du PDRG dans cet ensemble est plutôt marginale et doit être arbitrée dans le cadre plus large du financement européen des infrastructures.

#### **f/ Récapitulatif des réponses aux questions évaluatives**

---

*La contribution du PDRG pour répondre au besoin de couverture de l'offre de santé sur l'ensemble du territoire Guyanais et dans les communes éloignées et isolées doit être appréhendée de façon globale.*

---

Le TO a été activé tardivement à l'occasion de la crise sanitaire. Une telle mesure s'inscrit de fait dans le schéma régional de la santé où la question des infrastructures doit être mise en cohérence avec l'offre de soins en général et dans les communes rurales isolées en particulier. La question de la présence du personnel soignant et médical est inévitablement posée. Des solutions nouvelles mobilisant la télémédecine en particulier sont à prendre en compte dans la mesure où elles peuvent résoudre la question de la présence des médecins notamment.

Pour rester dans la finalité du FEADER, on peut imaginer qu'il s'agirait de financer le surcoût du déploiement de l'offre de santé dans les zones rurales les plus éloignées ou isolées. Mais l'aide ne pourrait concerner que les investissements et non pas, ce qui est le plus coûteux les coûts de fonctionnement (personnel en particulier).

## 5. Thématiques transversales

### 5.1. Egalité Femmes-Hommes

L'égalité Femmes-Hommes est l'un des objectifs transversaux des politiques européennes et notamment des FESI.

#### a/ Analyse de la répartition Femmes-Hommes parmi les bénéficiaires du PDRG

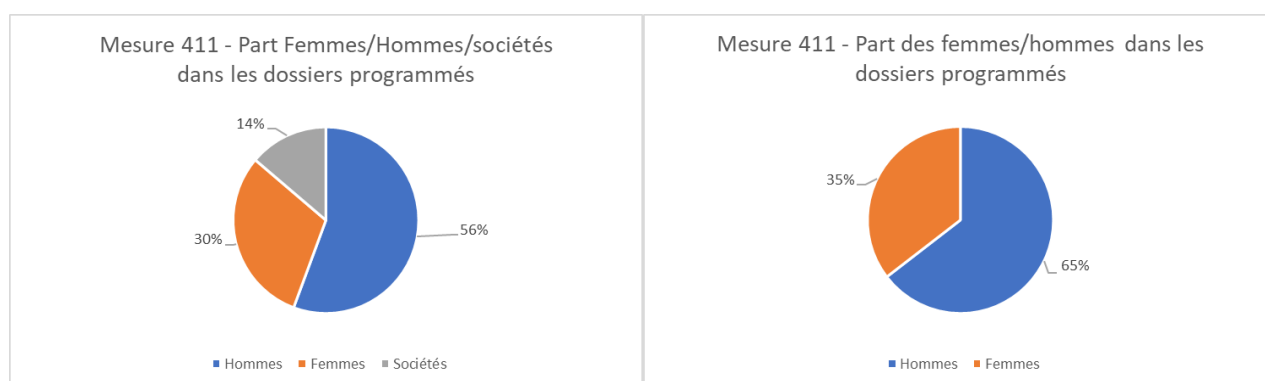
Une analyse a été effectuée sur quatre dispositifs représentatifs du PDRG afin de comparer la répartition des dossiers à la répartition Femmes-Hommes sur le territoire Guyanais.

#### *La répartition Femmes-Hommes sur le territoire Guyanais :*

Sur la base du recensement agricole de 2020, les femmes représentent, parmi les chefs d'exploitation, co-exploitants et associés actifs, 52%, en recul de 4% par rapport à 2010.

Par ailleurs, 98.7 % des exploitations sont sous statut individuel en 2020, en léger recul de 0.7% par rapport à 2010.

**Figure 97 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 411 - investissements productifs**

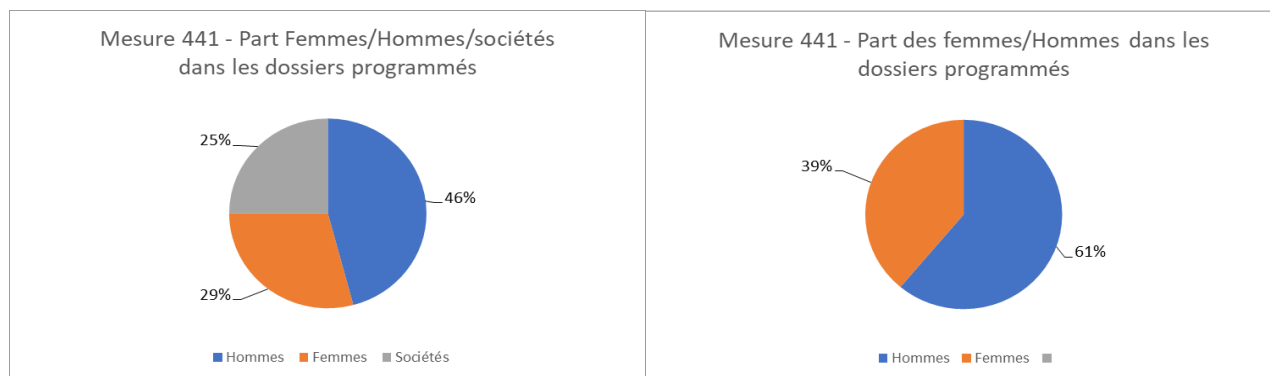


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

L'analyse montre qu'une part significative des dossiers est portée par des sociétés sur la mesure 411 (14%).

La proportion de dossiers portés par des femmes est de 17 % inférieure à la proportion de femmes cheffes d'exploitation.

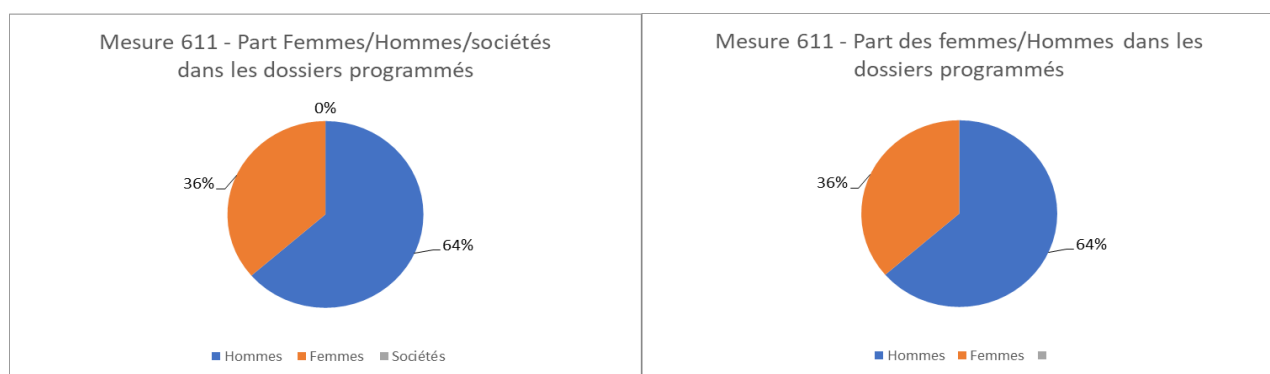
**Figure 98 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 441 – Investissements non productifs**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

De la même manière, les sociétés portent une part importante des dossiers (25%), tandis que les femmes sont sous-représentées sur le dispositif, la proportion de dossiers portés par des femmes étant de 13% inférieur à la proportion de femmes cheffes d'exploitation.

**Figure 99 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 611 DJA**

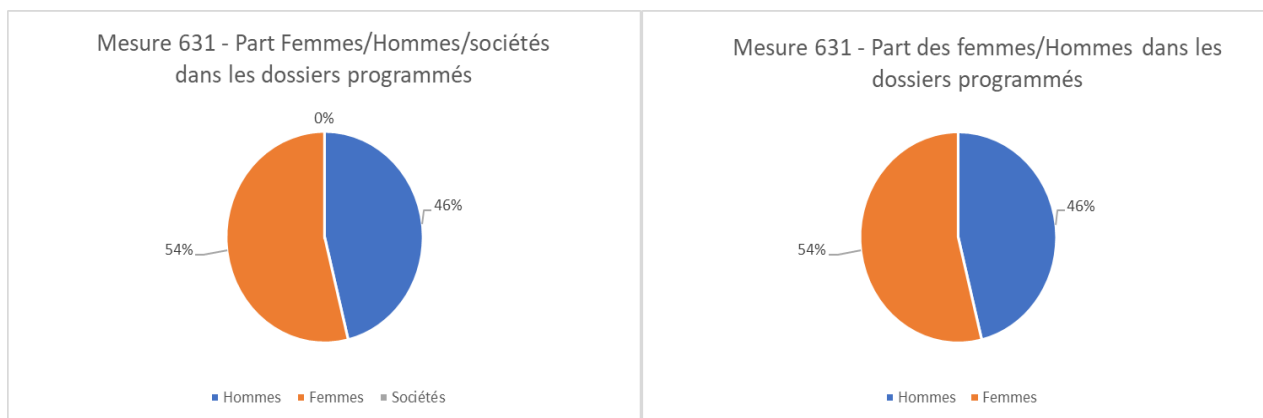


Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

En ce qui concerne l'installation des jeunes agriculteurs, on constate une absence de création en société, ainsi qu'une répartition des créations majoritairement au profit d'exploitants Hommes.

Les femmes ne sont que 36%, soit 16% de moins que leur poids dans le secteur agricole guyanais.

**Figure 100 - Répartition du genre des dossiers programmés du TO 631 DPA**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

En ce qui concerne la dotation aux petites exploitations, les sociétés ne sont pas représentées, ce qui est logique, celles-ci n'étant pas la cible du dispositif.

Les femmes prennent ici une place importante dans le dispositif puisqu'elles représentent 54% des dossiers programmés soit 2% de plus que leur poids dans le secteur agricole guyanais.

## b/ Conclusions

### *Part des sociétés dans les dossiers portés :*

Les sociétés sont surreprésentées dans les dossiers programmés.

Cela révèle le fait que les structures organisées, tant sur le plan administratif que sur le plan de la formation, sont plus à même de porter des dossiers.

### *Part des femmes dans les dossiers portés :*

Les femmes sont sous-représentées dans les dossiers portés alors que leur proportion est majoritaire dans le secteur agricole guyanais (52% des cheffes d'exploitation).

Elles trouvent une place correspondante à leur poids, uniquement sur la dotation aux petites exploitations.

Cela semble indiquer que les femmes sont majoritairement à la tête de petites unités et que l'accès aux aides leur est difficile.

Un travail pourrait être amorcé en faveur des femmes en agriculture via des initiatives directement orientées vers elles, en termes de :

- Formations,
- Accessibilité aux aides
- Installation en agriculture
- Développement de l'aide aux petites exploitations en faveur des femmes

Ce travail pourrait prendre plusieurs formes, notamment :

- Appels à projets ciblés
- Dispositif d'accompagnement fort et ciblé au profit des femmes en agriculture.

Tout en évitant toute discrimination.



## 5.2. Ingénierie financière

### 5.2.1. Les avances

Seule la mesure 7 est concernée. 6 communes et 2 Communautés de commune y ont eu recours pour 1 ou 2 dossiers. Le montant global de ces avances a été de 5,50 M€ (FEADER) soit 26,6% des paiements effectués.

Cette modalité est plutôt bien adaptée pour ces opérations qui génèrent souvent de nombreuses factures et qui s'inscrivent dans la durée. A défaut d'avance, les collectivités bénéficiaires peuvent aussi faire une demande de paiement intermédiaire sur la base des factures réglées. La demande d'une avance motivée par des dépenses engagées revient presque au même, mais dans un formalisme réglementaire plus simple.

### 5.2.2. Les cessions de créances

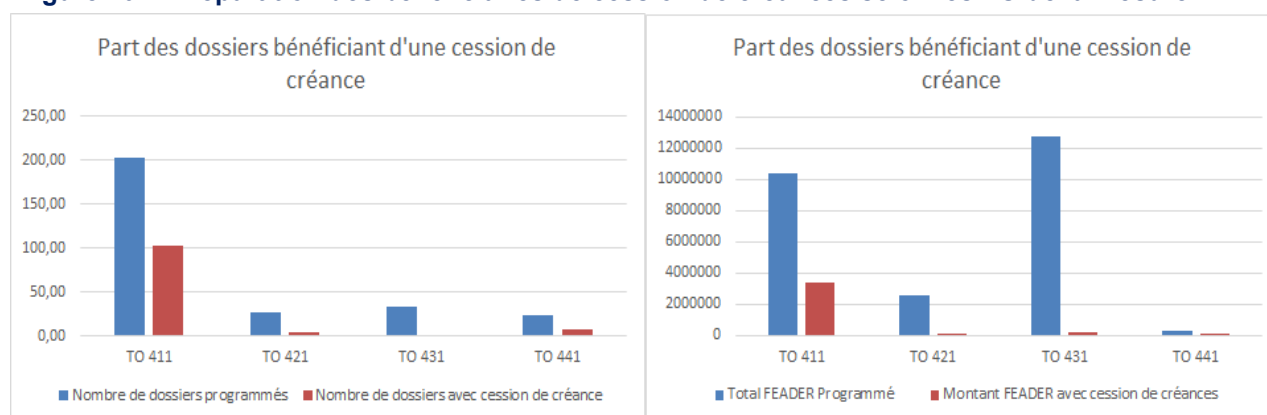
#### Mesure 1

Deux dossiers ont fait l'objet d'une cession de créances. Les opérations de la mesure 1 qui correspondent pour l'essentiel à des frais et charges internes aux opérateurs ne se prêtent pas à ce dispositif financier.

#### Mesure 4

114 dossiers ont bénéficié d'une cession de créances.

**Figure 101 – Répartition des bénéficiaires de cession de créances selon les TO de la mesure 4**



Source : PAE – V13 Tableau de suivi FEADER au 2 mai 2022 – traitement évaluateurs

Les cessions de créances sont principalement mobilisées sur les aides aux investissements.

Elles représentent pour la mesure 411 plus de 50% des dossiers programmés et correspondent à 32 % du montant programmé sur la mesure.

En ce qui concerne la mesure 441, elles représentent 29 % des dossiers programmés et 29 % des montants programmés sur la mesure.

Elles apparaissent comme peu mobilisées dans le champ des aides au profit des industries agroalimentaires (14% des dossiers et 4% en montant programmé) et marginales pour la mesure 431 portée par des structures publiques (une seule structure publique a mobilisé le dispositif).

Le dispositif de cessions de créances apparaît comme un outil important dans le financement des investissements productifs et non productifs.

Il pourrait utilement être démocratisé au profit des industries agroalimentaires, afin de faciliter la mise en œuvre des projets.

Il trouve néanmoins sa limite dans les délais de traitement des dossiers qui met en danger l'outil en fragilisant la trésorerie des fournisseurs d'équipements.

#### **Mesure 7 :**

Trois dossiers ont fait l'objet d'une cession de créances. Les opérations ne se prêtent pas à ce dispositif financier.

### **5.2.3. Les interventions des opérateurs**

#### **a/ L'intervention du Crédit Agricole sur le secteur agricole et agroalimentaire :**

Depuis 2014, le Crédit Agricole Martinique-Guyane a mis en place une réelle politique d'accompagnement des agriculteurs en Guyane, via notamment la création d'un poste de conseiller financier dédié.

Aujourd'hui, 90% des dossiers accompagnés concernent des dossiers investissement, souvent couplés à une DJA qui permet de couvrir les 25% d'autofinancement.

Le Crédit Agricole préfinance la subvention avec cession de créances fournisseur, ce qui permet par ailleurs de sécuriser la trésorerie des fournisseurs locaux.

Il limite son intervention à 80% de la subvention, le reste pouvant faire l'objet d'un prêt court terme.

Le dispositif s'adresse avant tout à des agriculteurs qui sont structurés et en capacité d'apporter une partie du financement.

Le Crédit Agricole demande au porteur 10 à 15% d'apport sur le projet ce qui permet de sécuriser le dispositif en cas de réalisation partielle du projet.

La grande problématique rencontrée par le Crédit Agricole concerne les délais administratifs liés à la signature des notifications et des conventions qui permettent de déclencher le paiement du préfinancement. Les notifications sont envoyées en même temps que les conventions et dans des délais longs suivant le comité de programmation, délais susceptibles d'induire une démotivation des porteurs de projets.

Le Crédit Agricole Martinique-Guyane est disposé à débloquer les dossiers sur la seule base des notifications d'attribution de subvention ce qui serait susceptible d'accélérer la mise en œuvre des projets.

#### **b/ L'intervention de la BRED sur le secteur agricole et agroalimentaire :**

La BRED est gestionnaire d'un fonds de préfinancement des subventions européennes (FPF) qui est alimenté par l'État et le CNES.

Il est doté d'une enveloppe de 3 M€ et intervient dans tous les secteurs économiques et tous les fonds européens. Il a été abondé de 2 M€ en 2017 pour le financement des investissements en agriculture dans le cadre du PDRG.

Il intervient à hauteur de 95% du montant de la subvention accordée et dans la limite de 250 k€.

Le mode de fonctionnement est le même que celui du Crédit Agricole, à savoir le préfinancement avec cession de créances sur la subvention.

## **C/ L'intervention de la Collectivité Territoriale de Guyane :**

### ***Les outils d'ingénierie financière prévus sur le programme 2021-2027 :***

La Collectivité Territoriale de Guyane, en amont de la validation des programmes européens 2021-2027, a lancé une étude en soutien à l'évaluation ex ante dédiée aux instruments financiers du Programme Opérationnel (PO) FEDER-FSE+ Guyane 2021-2027 et de la mobilisation de ressources FEADER et FEAMPA lors de la période 2023-2027.

Elle visait à évaluer l'offre et la demande de financement des Petites et Moyennes Entreprises en Guyane, et sur cette base, à proposer une stratégie d'investissement pour des instruments financiers dédiés. Elle comporte des focus sectoriels, notamment sur le secteur agricole.

Elle distinguait quatre sources principales de financement sur le territoire guyanais :

- Des prêts court-terme et moyen et long-terme octroyés par les banques commerciales notamment le Crédit Agricole : cette offre apparaît restreinte en raison des réticences de banques commerciales à financer la filière agricole ;
- Le FRAR dédié au secteur agricole dont le champ est limité aux organisations professionnelles agricoles ;
- Le FRAR dédié au secteur forestier dont le champ est limité aux petites entreprises artisanales de l'exploitation forestière et de la première transformation
- Le Fonds de préfinancement qui, en dépit d'une bonne représentativité des acteurs de l'agriculture parmi les bénéficiaires, a été considéré par certains acteurs comme peu attractif pour les acteurs de la filière agricole en raison de son taux d'intérêt élevé ;
- Le FOGAP qui intervient de façon limitée comme instrument de garantie.

Elle estimait la différence entre offre et besoin de financement pour ce qui est du secteur agricole pour 2022 à :

- Microfinance : 8.2 à 9.1 M€
- Prêts à court terme : 8.9 à 9.8 M€
- Prêts à moyen et long terme : 0.6 à 0.7 M€

Elle préconisait de manière transversale de :

- Améliorer l'accompagnement des PME guyanaises pour renforcer la robustesse des projets en amont du recours à l'ingénierie financière,
- Améliorer l'impact des instruments financiers existants grâce à une meilleure visibilité et une meilleure information des PME guyanaises.

Elle recommandait par ailleurs de :

- Renforcer l'offre de microfinance sur le territoire guyanais,
- Améliorer l'accès des PME au financement en renforçant l'utilisation des FRAR et du FPF,
- Améliorer l'accès des PME guyanaises au financement de leur BFR et de leurs investissements via la création d'un instrument de partage des risques (prêts ou garanties),
- Renforcer l'accès au financement pour les PME des secteurs stratégiques pour le territoire par la création d'un instrument de partage des risques dédié,

- Renforcer l'offre de financement en fonds propres et quasi-fonds propres pour les PME guyanaises.

### ***Proposition pour la stratégie 2021-2027***

Elle proposait finalement une stratégie pour 2021-2027 passant par :

- La mise en place de nouveaux instruments financiers, notamment microprêts et prêts d'honneur,
- Une meilleure articulation et gouvernance des instruments financiers,
- Un renforcement de l'accompagnement des PME guyanaises via :
  - Un accompagnement technique,
  - Un accès renforcé à l'information,
  - Un renforcement de l'offre de formation.

Le renforcement concerne également les structures qui accompagnent les porteurs de projet.

- Un renforcement des instruments financiers existants hors fonds en gestion partagée (FRAR, FPF).

Est ainsi proposé :

- L'augmentation du plafond (actuel de 50 k€) du FRAR et l'extension des bénéficiaires potentiels,
- La modification du taux d'intérêt du FPF vers un taux zéro.

Pour le secteur de l'agriculture, est proposée la mise en place d'un instrument de partage des risques octroyant des prêts (dont 1.5 M€ de fonds FEADER).

### ***Dispositif de la CTG en cours de validation***

Au niveau de la CTG, le dossier avec les options proposées est au niveau politique décisionnaire.

Le dispositif proposé est un fonds d'investissement territorial avec des prises de participation ainsi que des prêts participatifs ou des prêts à court terme sur des besoins de trésorerie d'investissement et de BFR.

Le FRAR sera pérennisé, mais à terme, toutes les filières pourront y avoir accès.

Pour les tout petits projets, la microfinance via l'ADIE garde son champ d'activité.

L'écart du ticket « région » pourra être comblé par du prêt bancaire.

Le modèle retenu est basé sur une structure de type société de capital investissement qui gèrerait les participations au capital.

La sélection sera opérée sur la base d'un AMI.

### ***Validation par la Commission en attente pour une mise en place du dispositif avant fin 2022***

Concernant l'avancée de la validation du PO FEDER par la Commission européenne, il devrait intervenir à la rentrée de septembre.

Il est prévu, dans le cadre des dernières négociations avec la Commission européenne, d'introduire les avancées en matière d'ingénierie financière dans le programme.

La mise en œuvre des outils pourrait dès lors débuter fin 2022.

#### **d/ L'intervention de l'AFD au profit des collectivités territoriales :**

L'AFD dispose d'un outil de préfinancement des subventions européennes avec cession de subvention, le PSEE.

Cet outil a été peu utilisé sur les dernières années. Seule la commune d'Apatou a pu en bénéficier pour quatre subventions (trois FEADER et une FEI), en relation avec la mise en sécurité d'un ouvrage hydraulique, le renforcement des voiries agricoles et l'alimentation en eau potable.

Cet outil performant et peu connu des collectivités territoriales malgré son intérêt pour les collectivités territoriales.

Il s'agit par ailleurs d'un outil très utilisé dans les autres DOM.

### **5.3. Cohérence entre POSEI (1<sup>er</sup> pilier de la PAC) et PDRG (2<sup>ème</sup> pilier)**

---

#### **5.3.1. L'analyse de la complémentarité prévue dans le PDRG**

Le POSEI intervient sous forme d'aides directes liées à la surface cultivée, ou aux volumes commercialisés ou transformés. Il n'intervient pas sur les investissements, mais il permet aux exploitations agricoles ou aux entreprises alimentaires de réduire leurs coûts et par là d'améliorer la rentabilité de leurs activités.

En ce qui concerne la priorité 1, « améliorer la compétitivité de l'agriculture et des industries agroalimentaires », le RSA (Régime Spécifique d'Approvisionnement) du POSEI permet de prendre en compte un allègement de coûts des matières premières (intrants) afin de rendre plus compétitives les industries de transformation et produit les mêmes effets en ce qui concerne l'importation des animaux vivants de haut potentiel pour améliorer les performances des élevages.

Le FEADER sur ce même axe prioritaire intervient davantage sur la modernisation des outils de production en termes d'infrastructures et de formation, de sorte que ces nouveaux investissements favorisent l'amélioration de la performance technique et de la qualité ;

En ce qui concerne la priorité 2, « consolider une agriculture de qualité au service du marché local », les aides du MFPA (Mesures en Faveur des Productions Agricoles locales) du POSEI visent à conforter le maintien d'exploitations viables et l'essor d'une production locale organisée (mesures d'organisation des interprofessions viande et élevage et éligibilité préférentielle à terme des aides aux agriculteurs regroupés en OP).

Les mesures du FEADER organisent le soutien à la diversification des activités hors production agricole comme sources supplémentaires de revenu ainsi que la valorisation du patrimoine et des territoires ;

En ce qui concerne la priorité 3, « tracer de nouvelles perspectives de diversification, de valeur ajoutée et d'exportation », le POSEI vise, au-delà du maintien des deux cultures pivot de la banane et de la canne à sucre (hors Guyane), le développement de productions permettant d'élargir la gamme des produits agricoles et de favoriser l'émergence de produits locaux de qualité dans le cadre d'un marché concurrentiel où la part des produits bas de gamme importés reste importante ;

La Guyane est peu concernée de par sa petite production de canne à sucre

transformée en rhum.

En ce qui concerne la priorité 4, « appuyer le caractère multifonctionnel de l'agriculture et poursuivre l'aménagement équilibré et durable du territoire rural », les actions du POSEI doivent permettre d'offrir aux exploitations agricoles des régions d'outre-mer les conditions d'incitation économique et d'organisation du marché le plus favorable au maintien d'une agriculture viable et agronomiquement durable et respectueuse de l'environnement. Les mesures se rapportant aux priorités 1 à 3 concourent à la réalisation de la priorité 4.

Les mesures des programmes de développement rural des RUP françaises sont destinées à maintenir des exploitations dans des zones difficiles et à les inciter à l'utilisation de pratiques agricoles adaptées à ces contextes (ICHN, MAE, reboisement...).

### 5.3.2. Le poids relatif du POSEI 1<sup>er</sup> pilier de la PAC en Guyane

Si la question de la complémentarité et du non-chevauchement des aides est réglée, il demeure que l'impact du POSEI dans la réussite du développement agricole et alimentaire n'est pas à négliger.

**Tableau 90 - Répartition du budget POSEI par mesure en 2019**

Animation et gestion des filières animales	160 880
Animation et gestion des filières végétales	70 077
Aide à la transformation de rhum agricole	143 224
Aide à la Tonne de Canne Livrée	32 772
Aide à la commercialisation locale des productions locales	19 737
Aide à la transformation	11 857
Aide à la commercialisation hors région de production	10 975
Aides à l'agriculture dans les communes isolées	25 500
Actions de promotion et communication	36 023
Aides d'accompagnement des filières	0
Primes animales (bovin, ovin)	3 473 306
Structuration de l'élevage de la Guyane Bovin	992 206
Structuration de l'élevage de la Guyane Ovin	306 756
Structuration de l'élevage de la Guyane Porcin	527 271
Structuration de l'élevage de la Guyane Avicole	54 181
Structuration de l'élevage de la Guyane Oeufs	284 086
RSA	1 931 000
<b>TOTAL POSEI en 2019</b>	<b>8 079 851</b>

En Guyane, POSEI pèse environ 8,0 M€ par an (2019) avec une certaine constance d'année en année. La seule filière animale bénéficie de 72% de l'enveloppe (5,8 M€ par an), le secteur alimentaire avec le RSA 24% (1,95 M€ par an), et la filière végétale seulement 4% (0,35 M€ par an). Cette répartition est spécifique à la Guyane, très différente de la répartition dans les Antilles ou à la Réunion où la canne et la banane bénéficient de la très grande part de l'enveloppe.

Le budget prévisionnel du PRDG est de 185 M€ pour 7 ans, soit une moyenne de 26 M€ par an, avec des variations annuelles fortes.

Alors que dans l'Hexagone, le poids du 1<sup>er</sup> pilier représente 75% du budget de la PAC, en Guyane le 1<sup>er</sup> pilier ne représente que 24% du budget de la PAC.

Si l'on compare POSEI avec le budget du PDRG visant au développement agricole et alimentaire qui est de 88 M€ (le reste étant dédié à la forêt ou au développement local), soit 12,5 M€ par an, POSEI représente alors 39% de la PAC consacrée directement à l'agriculture et à l'alimentaire. Sans pour autant atteindre le poids qu'a le 1<sup>er</sup> pilier en Hexagone (ou dans les autres outremer), la contribution est loin d'être neutre.

Mais ce soutien du 1<sup>er</sup> pilier est focalisé pour l'essentiel sur la filière animale.

Alors que le PDRG va plutôt aider au développement, à la modernisation ou à l'installation d'exploitation dont l'activité est principalement orientée sur la production végétale, Posei consacre 72% de son budget directement à la filière animale et en tout premier lieu l'élevage bovin tout particulièrement via les primes animales, mais aussi les aides à la structuration versées producteurs via leur organisation. Cela représente près de 4,0 M€ pour le seul élevage bovin. Cela devient un soutien structurel très puissant.

Le RGA de 2020 dénombrait 217 exploitations principalement orientées sur l'élevage, dont 118 en élevage bovin. Le nombre des bénéficiaires des primes animales donné par POSEI est d'environ 170 (avec des doublons, car un même éleveur peut bénéficier de deux voire trois types de primes). Par ailleurs POSEI donne le nombre des adhérents à une organisation de producteurs bénéficiant des aides à la structuration de l'élevage à environ 140, le nombre fluctuant, mais avec une tendance à la hausse.

On peut en déduire que le nombre d'éleveurs bénéficiant de POSEI est très proche du nombre des exploitations principalement orientées sur l'élevage, soit environ 200. La contribution de POSEI à l'élevage est d'environ 5,8 M€ ce qui fait une aide annuelle de 29000 € en moyenne. Si l'on ne considère que la filière bovine, les aides atteignent environ 4,3 M€ pour environ 120 éleveurs, cela donne une aide moyenne de 36 000 € par an. Par déduction l'aide moyenne pour les éleveurs des autres éleveurs est alors seulement de 15 000 € par an. L'impact sur le revenu n'est pas le même, car l'éleveur de porc ou de volaille a des coûts d'alimentation que n'a pas l'éleveur bovin ou de petits ruminants.

En regard des aides pour l'élevage, les aides pour la filière végétale sont très faibles, quasiment sans impact sauf pour la production de rhum qui bénéficie de près des 2/3 des 338.000 € de la filière végétale. Cela réduit encore plus la contribution du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC au reste de la filière végétale.

Outre le soutien à la production qui est couplé aux types de production, à la différence du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC dans l'hexagone qui est découplée et est liée à la SAU, POSEI agit aussi sur la structuration en versant des aides à la production versées aux seuls adhérents aux organisations de producteurs. Cela incite de fait les producteurs à adhérer à une organisation, et surtout à écouler leur production via la coopérative. Mais cela fonctionne très bien pour la filière animale où par ailleurs le passage à l'abattoir devient la règle. Cela marche moins bien dans les coopératives de fruits et légumes, parce que le montant des aides est faible, mais aussi parce que le circuit court est encore un débouché satisfaisant où le règlement est immédiat.



## 6. Conclusion

---

### 6.1. Analyse des résultats, points forts et faibles de la programmation

---

#### 6.1.1. Analyse globale de la réalisation

Le secteur agricole et alimentaire ainsi que le secteur forestier ont été fortement impactés par une succession de crises durant la programmation :

- La crise sociale de 2017
- La crise COVID depuis 2020
- Les intempéries depuis 2021
- La crise des prix des matières premières et des difficultés d'importations de matériel, aggravée.

En dépit du ralentissement des projets d'investissements de la part des différents publics cibles du PDRG, producteurs, organisations professionnelles, entreprises de transformation alimentaire ou collectivités locales, le taux de réalisation en termes de FEADER effectivement payé au 2 mai 2022 est de 48% pour l'ensemble des mesures, de 46% pour les mesures évaluées (M1,4,6 et 7) et en termes de FEADER engagé, de 73% pour l'ensemble des mesures, de 76% pour les mesures évaluées.

L'écart entre le FEADER payé et le FEADER engagé s'explique par le délai de réalisation des actions financées, délai qui peut être particulièrement long dans le cas d'investissement (Mesure 4 et Mesure 7), ou d'installation de jeunes agriculteurs (Mesure 6), mais aussi pour les opérations de la Mesure 1 qui sont programmées pour plusieurs années.

La programmation n'est pas terminée, aussi le PDRG 2014-2020 devrait se rapprocher de la cible. Cela est remarquable compte tenu du contexte, mais aussi des spécificités de la Guyane : organisation professionnelle fragile ou embryonnaire, une part dominante de la petite agriculture informelle, un vaste territoire pour une population active petite, des conditions climatiques peu favorables à l'agriculture ou l'élevage...

Si l'on considère les réalisations en termes de nombre de bénéficiaires, au niveau de chacun des domaines prioritaires, le PDRG peut afficher un satisfecit certain:

- DP1C) favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie (Mesure 1) :  
(T3) Nombre total de participants formés : 1030 soit **93,8% de la cible** fixé à 1098
- DP2A) améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole (TO411) :  
Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation : 192 soit **53% de la cible** fixé à 360.
- DP2B) faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations (TO611) :  
Nombre d'exploitations agricoles DJA : 66 soit **66% de la cible** fixé à 100.

- DP2C+) améliorer la performance économique des exploitations forestières dans le cadre d'une gestion durable des forêts : *pas d'indicateurs physiques*
- DP3A) améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles (TO421) :

Nombre d'opérations bénéficiant d'un soutien à investissement : 27 soit **90% de la cible** fixé à 30.

- DP6B) promouvoir le développement local dans les zones rurales (Mesure 7) :  
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local : 98,19% pour une valeur cible fixée à 88,73%  
Population rurale concernée par les stratégies de développement locale : 75 000  
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures : 98,19% pour une valeur cible fixée à 88,73% soit **110% de la cible**.

Pour mieux évaluer comment les réalisations des différentes mesures évaluées ont pu effectivement contribuer aux résultats attendus dans les différents domaines prioritaires, il nous faut aller plus dans le détail dans l'analyse des résultats au niveau de chaque TO. Il s'agit là de voir les points positifs du PDRG 2014-2020 mais aussi les points d'amélioration pour augmenter l'efficacité des mesures dans la perspective de la programmation à venir.

### 6.1.2. Le développement des connaissances, l'innovation et la coopération

#### Les points positifs :

- Une mobilisation du dispositif de formation agricole et des organisations professionnelles agricoles pour mettre en œuvre des actions dans le domaine de la formation-information (TO111) que de la formation-accompagnement (TO121 et 122) sur l'ensemble du territoire
- Gros besoin d'accompagnement des petits agriculteurs dans leur parcours de professionnalisation ou des jeunes agriculteurs dans leur parcours d'installation : offre importante de formation-accompagnement sur l'ensemble du territoire

#### Les points d'amélioration :

- Fragilité et dépendance de l'organisation professionnelle d'un financement exceptionnel d'État / précarité des postes de technicien / fort turnover
- Manque de références techniques et d'innovation (expérimentation-démonstration) dû à l'absence d'institut technique pour accompagner l'innovation et l'investissement
- Déficit d'accompagnement technique des jeunes agriculteurs (TO 611) ou des agriculteurs qui investissent (TO 411) dans la mise en œuvre de leur projet, sauf exception quand l'organisation de producteur à laquelle ils adhèrent a pu recruter un technicien.
- Maillage du territoire qui semble imparfait pour répondre aux différents niveaux de

besoin de formation–accompagnement (administratif, technique, ingénierie projet), besoins individuels et besoins collectifs, dans les différentes activités de filière animale et de la filière végétale, à destination de la petite agriculture et de l'agriculture plus organisée et professionnelle.

**Pistes d'amélioration :**

- Dans l'organisation d'une offre de formation-accompagnement technique articulant le triptyque de recherche-développement-formation, aux différents niveaux de besoin : installation des exploitations / professionnalisation des petites exploitations / modernisation des exploitations
- Dans la possibilité d'organiser et animer la mutualisation et la capitalisation les expériences pour améliorer les pratiques de chacun
- Dans la recherche d'un maillage efficace des opérateurs (formateurs-animateurs-conseillers techniques) dans les différents territoires et différentes filières agricoles
- Dans le suivi et accompagnement des bénéficiaires (jeunes, petits agriculteurs, administrateurs d'OP, agriculteurs installés en perfectionnement) dans leur parcours de formation-professionnalisation pouvant mobiliser plusieurs opérations sur plusieurs années

### **6.1.3. La modernisation de l'agriculture**

**Les points positifs :**

- Un taux de satisfaction globale très satisfaisant tant dans l'enquête en ligne que lors des visites d'exploitations (76%)
- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Des délais de traitement en amélioration sur la période
- De bons indicateurs financiers

**Les points d'amélioration :**

- Des délais administratifs qui restent longs
- Des paiements à accélérer
- Des exploitations difficiles à atteindre parmi les 6135 exploitations sur le territoire (831 déposent une déclaration de surface)
- Une répartition territoriale des bénéficiaires sur les grandes zones agricoles guyanaises, mais qui oublie les zones moins dynamiques
- Un manque d'ingénierie financière permettant d'amorcer les projets (autofinancement)
- La présence d'un dispositif parallèle de la défiscalisation

**Pistes d'amélioration :**

- Dans l'accompagnement des démarches collectives
- Dans l'accompagnement administratif et technique des bénéficiaires, pour le montage des dossiers puis dans la mise en œuvre des projets
- Dans l'innovation des pratiques agricoles, par une mobilisation du triptyque Formation-

#### Recherche-Développement au niveau des filières

- Dans le développement l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures « investissements » pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » des dispositifs et en particulier dans les zones isolées
- Dans l'ingénierie financière pour préfinancer les travaux
- Dans les ajustements techniques à opérer (taux, plafonds, accès des femmes aux aides, etc.)

### **6.1.4. La modernisation de la filière alimentaire**

#### **Les points positifs :**

- Un taux de satisfaction globale très satisfaisant tant dans l'enquête en ligne que lors des visites d'exploitations
- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Des délais de traitement en amélioration sur la période
- La cible de 30 opérations en voie d'être atteinte
- Un marché très porteur

#### **Les points d'amélioration :**

- Des délais administratifs qui restent longs
- Un manque d'ingénierie financière permettant d'amorcer les projets (autofinancement)
- Une complémentarité avec le plan de relance (État) qui impacte le taux de réalisation du TO (FEADER) en fin de programmation
- Une complémentarité avec LEADER à clarifier

#### **Pistes d'amélioration :**

- Dans l'accompagnement des filières pour le développement de la transformation : formation des opérateurs, accompagnement technique dans la mise en place des process
- Dans la clarification des lignes de partage, notamment LEADER
- Dans le développement l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures « investissements » pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » des dispositifs et en particulier dans les zones isolées
- Dans l'ingénierie financière pour préfinancer les travaux
- Dans les ajustements techniques à opérer (taux, plafonds, accès des femmes aux aides, etc.)

### **6.1.5. La création des exploitations**

#### **Les points positifs :**

- Un taux de satisfaction globale très satisfaisant tant dans l'enquête en ligne que lors des visites d'exploitations (61%)
- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Des délais de traitement en amélioration sur la période
- Une cible financière bien orientée
- Un dispositif qui contribue de manière efficace à l'entrée d'exploitants suffisamment qualifiés, au renouvellement des générations et à l'augmentation de la SAU sur le territoire guyanais

#### **Les points d'amélioration :**

- La cible de 100 opérations reste encore à atteindre
- Des délais administratifs qui restent longs
- Une répartition territoriale des bénéficiaires sur les grandes zones agricoles guyanaises, mais qui oublie les zones moins dynamiques

#### **Pistes d'amélioration :**

- Dans l'accompagnement administratif et technique des bénéficiaires tout au long du process d'installation, et pas seulement avant l'installation
- Dans la gestion des parcours d'installation en offrant des opportunités de démarrer par exemple dans le cadre d'espaces test
- Dans l'utilisation de l'alternance (contrat pro expérimental) pour offrir à quelques jeunes avec un projet d'installation d'avoir un travail rémunéré tout en se formant avec les professionnels.
- Dans le processus d'accès au foncier
- Dans l'application d'un plafond d'investissement différencié en fonction des filières
- Dans le développement de l'information, la communication et l'accompagnement pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » du dispositif et en particulier dans les zones isolées

### **6.1.6. La petite agriculture**

#### **Les points positifs :**

- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Une bonne articulation avec la mesure investissement (411) pour 8 dossiers sur 13
- Une forte mobilisation des organismes de formation agricole et des organisations professionnelles agricoles sur la thématique de la professionnalisation de la petite agriculture

#### **Les facteurs d'amélioration :**

- Une mesure qui a mis du temps à démarrer
- Une mesure qui nécessite un accompagnement territorial fort – quel acteur le plus approprié
- Un couplage à la mesure formation-accompagnement indispensable, à développer et surtout à rendre plus efficace quant à l'aboutissement des parcours de professionnalisation avec obtention d'une DPA
- La cible de 60 opérations encore loin d'être atteinte
- Une cible financière encore loin d'être atteinte
- Des délais administratifs qui restent longs
- Une répartition territoriale des bénéficiaires sur les grandes zones agricoles guyanaises, mais qui oublie les zones moins dynamiques

#### **Pistes d'amélioration :**

- Dans le suivi et l'accompagnement des petits agriculteurs dans leur parcours de professionnalisation (formalisation), en prenant en compte que le parcours peut être long, très divers et avec de multiples freins et difficultés à résoudre
- Dans l'accompagnement administratif et technique des bénéficiaires tout au long du plan d'entreprise (appels à projets dédiés?)
- Dans une possible mutualisation des équipements pour les petits agriculteurs
- Dans le développement de l'information, la communication et l'accompagnement pour faire émerger des dossiers dans des zones «oubliées» du dispositif et en particulier dans les zones isolées
- Dans l'augmentation du montant de la dotation pour un réel effet levier
- Dans la simplification administrative du dispositif, notamment vis-à-vis de la régularisation sociale et fiscale

### **6.1.7. La gestion durable de la forêt et sa valorisation**

#### **Les points positifs :**

- Réalisation du plan de gestion durable de la forêt
- Réalisation de dessertes pour permettre l'exploitation
- Développement de la production électrique avec du bois-énergie – contribution du PDRG pour aider la filière à répondre à la demande

#### **Les points d'amélioration :**

- La contribution du PDRG au développement de l'exploitation forestière n'a pas été à la hauteur de ce qui était prévu, principalement du fait du manque d'investissement au niveau des sociétés d'exploitation forestière
- Fragilité de l'exploitation
- L'enjeu du développement de l'exploitation forestière doit être mis en relation avec le développement de l'aval et d'une meilleure valorisation du bois d'œuvre, ainsi que d'une plus grande capacité à résister aux aléas climatiques
- Question sur la potentialité de la forêt à fournir la biomasse qui serait nécessaire pour produire plus d'électricité, en prenant en considération la question du coût de l'enlèvement et d'acheminement de cette ressource

#### **Pistes d'amélioration :**

- Dans l'accompagnement du développement d'une filière d'exploitation forestière
- Dans le repérage des petits agriculteurs avant de pouvoir les accompagner
- Dans l'accompagnement de développement de la filière aval
- Dans la capacité de la filière à constituer des réserves stratégiques de bois d'œuvre pour « gommer » les périodes sans exploitation
- Dans l'exploitation et valorisation (biomasse) de la défriche agricole notamment dans le cadre de l'installation
- Dans le développement d'une filière de production de bois énergie : ex. valorisation des différentes sources potentielles de biomasse, sylviculture dans les espaces ouverts pas utilisés par l'agriculture...



### **6.1.8. Le développement des territoires ruraux**

#### **Les points positifs :**

- Taux de réalisation « au maximum » pour les différents travaux 721 à 724

#### **Les points d'amélioration :**

Les travaux VRD sont à appréhender globalement, l'urgence étant traitée en priorité, dans la mesure du possible.

1<sup>er</sup> frein : capacité d'autofinancement pour les investissements

2<sup>ème</sup> frein : capacité technico-administrative à gérer

3<sup>ème</sup> frein : éloignement et accès → coûts, offre prestataires

4<sup>ème</sup> frein : délais qui s'allongent → surcoûts

5<sup>ème</sup> frein : capacité financière pour préfinancer les subventions

- Décote de 25% entre programmé et réalisé et beaucoup de dossiers ne sont pas encore soldés
- Problématique des voiries et dessertes agricoles (TO 431)
- Question de la gestion des déchets qui n'est pas prioritaire dans les communes isolées

#### **Pistes d'amélioration :**

- Dans l'accompagnement technico-administratif – mutualisation de l'expérience
- Dans l'information sur les possibilités d'aide
- Une incitation à la planification et anticipation des besoins notamment pour les voiries et les déchets
- Dans un pilotage budgétaire permettant de prendre en compte
- Les dérapages budgétaires en optimisant la programmation en anticipant la décote dans la réalisation
- Les aléas qui génèrent de nouveaux besoins dans l'urgence
- Dans une incitation à l'innovation permettant de diminuer les coûts d'entretien et des économies d'énergie
- Dans les outils d'ingénierie financière

## 6.2. Les pistes de progrès pour la prochaine programmation

1. En ce qui concerne la mise en œuvre du programme	<p>R 1.1 Anticiper le transfert de gestion des mesures non surfaciques des services de l'État vers les services de la CTG.</p> <p>R 1.2 Simplifier les circuits de gestion</p> <p>R 1.3 Améliorer le système de suivi, d'animation et d'évaluation du FEADER</p> <p>R 1.4 Adopter un plan de communication fléché sur la mobilisation des dispositifs d'aide relevant du FEADER</p> <p>R 1.5 Faire aboutir des outils d'ingénierie financière au profit du développement agricole et rural</p>
2. En ce qui concerne l'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base	<p>R 2.1 Mobiliser le triptyque Formation-Recherche-Développement pour inventer l'agriculture durable de Guyane</p> <p>R 2.2 Développer l'apprentissage collectif dans les filières</p> <p>R 2.3 Favoriser un maillage efficace des opérateurs du développement des compétences agricoles, alimentaires et forestières</p> <p>R 2.4 Coordonner et suivre les parcours de formation-accompagnement</p>
3. En ce qui concerne la modernisation de l'agriculture et de la filière alimentaire	<p>R 3.1 Opérer des ajustements des dispositifs d'aide</p> <p>R 3.2 Développer l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures « investissements » pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » des dispositifs et en particulier dans les zones isolées</p>
4. En ce qui concerne la création d'exploitations	<p>R 4.1 Développer l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures 611 et 631 pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » des dispositifs et en particulier dans les zones isolées</p> <p>R 4.2 Développer un parcours d'installation sur le territoire</p>
5. En ce qui concerne la professionnalisation de la petite agriculture	<p>R 5.1 Adapter le dispositif de la Dotation à la Petite Agriculture</p> <p>R 5.2 Suivre et accompagner les parcours individualisés de professionnalisation</p>
6. En ce qui concerne la gestion durable de la forêt et sa valorisation	<p>R 6.1 Améliorer la mobilisation du bois énergie, notamment pour ce qui concerne la mobilisation du bois de défriche agricole</p> <p>R 6.2 Aider les acteurs à se développer</p>
7. En ce qui concerne le développement des territoires ruraux	<p>R 7.1 Prioriser la rénovation et l'entretien des voiries rurales et agricoles</p> <p>R 7.2 Favoriser la coopération entre les services techniques des collectivités rurales</p>

### 6.2.1. La mise en œuvre du programme

#### ***Recommandation 1.1 : Anticiper le transfert de gestion des mesures non surfaciques des services de l'État vers les services de la CTG***

##### **Le constat**

Par ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022, dans les conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'État et à compter de l'approbation du Programme Stratégique National par la Commission européenne, la gestion des mesures non surfaciques sur la période 2023-2027 est confiée aux autorités régionales.

Dans ce contexte, la Collectivité Territoriale de Guyane va devoir reprendre en instruction, en paiement et en contrôle, les aides qui relevaient des attributions de la DEAAF par convention de délégation de tâches entre la CTG et l'État.

##### **Les enjeux**

Les enjeux sont nombreux :

- Éviter les retards qui ont pu être constatés dans le début de la programmation 2014-2020
- Disposer d'une équipe dédiée à l'instruction des dispositifs d'aide en place au 1<sup>er</sup> janvier 2023
- Disposer d'une équipe en charge de l'accompagnement des porteurs de projets en place au 1<sup>er</sup> janvier 2023
- Disposer d'un outil de gestion opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

##### **Proposition 1.1.1**

###### ***Acteurs concernés***

PAE, DEAAF

###### ***Problématique***

Pouvoir procéder au recrutement au plus tôt pour compléter les équipes une fois le transfert de personnel effectué

###### ***Propositions d'action***

Finaliser dès que possible les négociations relatives au transfert de personnel de la DEAAF à la CTG

###### ***Observation sur la mise en œuvre***

Action en cours

##### **Proposition 1.1.2**

###### ***Acteurs concernés***

PAE

###### ***Problématique***

Disposer d'une équipe d'instructeurs et d'agent d'accompagnement au complet dès le démarrage du programme en 2023

**Propositions d'action**

Lancer les recrutements complémentaires des agents instructeurs et des agents en charge de l'accompagnement des porteurs de projet pour une prise de poste dès que possible.

Anticiper l'organisation des formations nécessaires des nouvelles recrues au troisième trimestre 2022.

**Observation sur la mise en œuvre**

Action en cours

**Proposition 1.1.3**

**Acteurs concernés**

PAE, DEAAF

**Problématique**

Procéder au transfert du savoir-faire dès 2022 alors que les services instructeurs de la DEAAF sont encore actifs.

**Propositions d'action**

Mettre les nouvelles recrues en immersion dans les services de la DEAAF avant le démarrage de la nouvelle période de programmation

**Observation sur la mise en œuvre**

Action restant à organiser

**Recommandation 1.2 : Simplifier les circuits de gestion**

**Le constat**

Dans tous les dispositifs évalués, ont été relevées des durées d'instruction, de conventionnement et de paiement relativement importantes. Ces délais induisent de nombreuses difficultés pour les bénéficiaires.

Si une des clés de la réduction des délais réside pour beaucoup dans la pérennité des recrutements, des améliorations peuvent aussi être réalisées au niveau organisationnel.

**Les enjeux**

- L'enjeu principal est l'amélioration de la mise en œuvre des dispositifs et l'atteinte des cibles fixées dans le programme
- La simplification administrative est un enjeu de taille, autant pour l'administration que pour les bénéficiaires d'aides

**Proposition 1.2.1**

**Acteurs concernés**

PAE, cofinanceurs, CTG et Préfecture

**Problématique**

Accélérer la procédure d'engagement

### **Propositions d'action**

- Au cours des Comités de Programmation, mettre à la signature de manière systématique les notifications d'attribution d'aide pour les dossiers recevant un avis favorable afin de notamment permettre le déblocage des fonds de préfinancement par les banques.
- Envoyer les notifications d'attribution des aides dans délais courts suivant leur signature.
- Faire signer la convention d'attribution d'aide par le bénéficiaire à la CTG dans des délais courts suivant la notification lorsque c'est possible.
- Utiliser les relais locaux de la CTG pour faire signer les conventions d'attribution d'aide par les bénéficiaires dans les territoires isolés (Délégations de la CTG, Gals, chambre d'agriculture...).
- Négocier avec la préfecture et les cofinanceurs un circuit de signature des conventions prioritaire afin d'accélérer la finalisation de la convention.
- Dématérialiser la signature finale de la CTG : signature par parapheur électronique ET/OU délégation de signature au Vice-Président en charge des fonds européens

### **Observation sur la mise en œuvre**

Actions à mettre en œuvre dans le cadre de la nouvelle programmation et en cohérence avec les procédures relatives aux autres fonds relevant de la gestion du PAE.

## **Proposition 1.2.2**

### **Acteurs concernés**

PAE

### **Problématique**

Alléger la procédure administrative de la demande d'aide

### **Propositions d'action**

Dans les appels à projets ou appels à manifestation d'intérêt, systématiser la candidature sous la forme d'un dossier de demande d'aide qui puisse être directement instruit afin d'éviter de demander un dossier de demande d'aide après sélection des candidats admis via un dépôt en ligne unique.

### **Observation sur la mise en œuvre**

Action en cours

## **Recommandation 1.3 : Améliorer le système de suivi, d'animation et d'évaluation du FEADER**

### **Le constat**

Le manque de moyens dédiés au pilotage du FEADER et au suivi évaluation a pu entraîner des manques dans le suivi du programme sur 2014-2020.

Le renforcement via un poste supplémentaire au pilotage est de nature à faire monter en

puissance ce suivi. Il reste que la prise en charge des missions anciennement dévolues à la DEAAF va venir renforcer le besoin de suivi, d'animation et d'évaluation du programme.

### **Les enjeux**

La nouvelle période de programmation 2023-2027 va entraîner une charge de travail supplémentaire pour le Pôle des Affaires Européennes compte tenu de la récupération de la gestion des aides non surfaciques.

Il convient, et cela dès le début de la nouvelle période de programmation de disposer des outils et équipes nécessaires au suivi du programme.

#### **Proposition 1.3.1**

##### ***Acteurs concernés***

Équipe du suivi-évaluation du PAE

##### ***Problématique***

Faire face au surplus d'activité lié à la récupération de l'instruction des dossiers relevant initialement de la compétence de la DEAAF, qui implique un surcroît d'activité de suivi – évaluation du PDRG.

##### ***Propositions d'action***

Renforcer l'équipe du suivi-évaluation d'un demi-ETP pour le suivi spécifique du FEADER

##### ***Observation sur la mise en œuvre***

Action en cours.

#### **Proposition 1.3.2**

##### ***Acteurs concernés***

Les services instructeurs en relation avec l'équipe du suivi-évaluation du PAE

##### ***Problématique***

Améliorer le suivi des bénéficiaires et de manière incidente le suivi-évaluation du PDRG.

##### ***Propositions d'action***

Elaborer un fichier contact bénéficiaires fiable et complet :

Pour ce faire créer une feuille Excel spécifique dans le fichier de suivi des opérations dès le début de l'instruction jusqu'au solde, ou s'assurer de la bonne saisie des informations au niveau de l'outil de gestion de la période 2023-2027 (Contrôle Qualité – Gestion).

##### ***Observation sur la mise en œuvre***

Action en cours.

#### **Proposition 1.3.3**

##### ***Acteurs concernés***

Les services instructeurs en relation avec l'équipe du suivi-évaluation du PAE

**Problématique**

Améliorer le suivi des indicateurs et de manière incidente le suivi-évaluation du PDRG afin de faciliter l'élaboration des rapports annuels.

**Propositions d'action**

Consolider les données de suivi-évaluation (indicateurs) au fil de l'eau :

Pour ce faire créer une feuille Excel spécifique dans le fichier de suivi des opérations dès le début de l'instruction jusqu'au solde ou s'assurer de la bonne saisie des informations au niveau de l'outil de gestion de la période 2023-2027 (Contrôle Qualité – Gestion).

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre pour la programmation 2021-2027.

**Proposition 1.3.4**

**Acteurs concernés**

Les services instructeurs en relation avec l'équipe du suivi-évaluation du PAE

**Problématique**

Valoriser les travaux d'évaluation réalisés tant en interne que via des prestataires externes en suivant la mise en œuvre des recommandations.

**Propositions d'action**

Elaborer un tableau de suivi des recommandations des évaluations :

Ce tableau peut être créé sous Excel et faire figurer une priorisation des recommandations à mettre en œuvre, ainsi qu'un calendrier prévisionnel. Le tableau est mis à jour régulièrement, piloté par l'équipe en charge du Suivi-évaluation et examiné au cours des réunions périodiques dédiées au suivi du plan d'évaluation.

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre pour la programmation 2021-2027.

**Proposition 1.3.5**

**Acteurs concernés**

Le service du contrôle en relation avec l'équipe du suivi-évaluation du PAE

**Problématique**

Améliorer le suivi des contrôles et en particulier la mise en œuvre des suites de ces contrôles.

**Propositions d'action**

Elaborer un fichier de suivi des contrôles nationaux et communautaires qui reprenne à minima :

- Le type de contrôle, l'organe de contrôle
- Les dates clés



- Les conclusions initiales de contrôle, les suites données
- Les conclusions finales du contrôle
- Les suites à donner au niveau du PAE (plan de reprise, modification des procédures, etc.)

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre pour la programmation 2021-2027.

**Recommandation 1.4 : Adopter un plan de communication fléché sur la mobilisation des dispositifs d'aide relevant du FEADER**

**Le constat**

Les fonds européens ont fait l'objet sur la période 2014-2020 d'une campagne de communication sur les fonds européens.

Cependant, aucune action spécifique sur le FEADER n'a été menée au cours de la période, Par ailleurs, tant les visites auprès des bénéficiaires que les enquêtes révèlent un défaut d'information de la part des bénéficiaires potentiels.

Enfin, une partie importante de la cible du FEADER sur le territoire Guyanais n'est pas touchée par les aides mobilisables.

**Les enjeux**

L'enjeu primordial est l'information des bénéficiaires potentiels afin d'élargir la cible des aides du FEADER sur le Territoire et ainsi améliorer l'efficacité des dispositifs d'aide et la couverture alimentaire du territoire.

**Proposition 1.4.1**

**Acteurs concernés**

PAE, Equipe en charge de la communication

**Problématique**

Mieux communiquer et informer de manière ciblée sur le FEADER via une campagne de communication – information dédiée.

**Propositions d'action**

Elaborer une stratégie de communication spécifique sur le FEADER pour la période 2023-2027, éventuellement en recourant à un conseil en communication (prévoir au plus tôt un Appel d'Offre à cet effet).

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre pour la programmation 2021-2027.

**Proposition 1.4.2**

**Acteurs concernés**

PAE et partenaires impliqués dans l'information et l'accompagnement des différentes mesures au niveau des territoires (Chambre d'Agriculture, Délégations territoriales de la CTG, Gals...)

### **Problématique**

Rapprocher l'information, la communication et l'accompagnement des porteurs de projets au plus près des bénéficiaires potentiels.

### **Propositions d'action**

Renforcer l'appui aux porteurs de projet, l'information et la communication sur le FEADER au plus près des bénéficiaires. L'assistance technique pourrait être utilisée afin de mobiliser les relais de la CTG dans les territoires difficiles d'accès (Délégations de la CTG, Gals, chambre d'agriculture...).

Cette recommandation vise à identifier en fonction des particularités de chaque territoire et en particulier dans les zones difficiles d'accès, le partenaire qui pourrait intervenir en complément de ses fonctions, pour accompagner les bénéficiaires potentiels dans l'information et la communication sur les fonds européens, mais aussi dans l'accompagnement de proximité permettant l'émergence des projets et des dossiers de financement.

Cela n'implique pas nécessairement le recrutement de personnel supplémentaire.

Mettre en place un groupe de travail avec l'ensemble des acteurs du territoire pour rapprocher l'appui aux porteurs de projet et l'information sur le FEADER au plus près des bénéficiaires potentiels.

### **Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre pour la programmation 2021-2027.

## ***Recommandation 1.5 : Faire aboutir des outils d'ingénierie financière au profit du développement agricole et rural***

### **Le constat**

La problématique du préfinancement des opérations par les bénéficiaires est encore problématique tant pour les acteurs économiques (agriculteurs, acteurs de l'agroalimentaire) que pour les collectivités.

Les outils existent sur le territoire, mais nécessitent des ajustements afin de pouvoir être mobilisés efficacement par les bénéficiaires potentiels.

Une étude a été menée afin de pouvoir développer des outils d'ingénierie financière financés via le FEDER dans la programmation 2021-2027 et destinés à intervenir y compris auprès des bénéficiaires du FEADER.

### **Les enjeux**

Mettre à disposition des acteurs économiques et des collectivités les outils permettant de faciliter la mobilisation des fonds européens et en particulier du FEADER.

### **Proposition 1.5.1**

#### **Acteurs concernés**

PAE et le pôle économique en charge de la stratégie de financement des entreprises

et de l'ingénierie financière

#### **Problématique**

Comblent les manques relatifs à l'accompagnement financier spécifique aux secteurs agricoles, agroalimentaires et forestiers en mettant en place une réelle politique d'instruments financiers dédiés.

#### **Propositions d'action**

- Adapter les dispositifs FRAR et FPF, conformément à l'évaluation ex ante, afin de les rendre plus facilement mobilisables par les bénéficiaires potentiels :
  - L'augmentation du plafond (actuel de 50 k€) du FRAR et l'extension des bénéficiaires potentiels,
  - La modification du taux d'intérêt du FPF vers un taux zéro.
- Elaborer un plan de communication spécifique aux instruments financiers en faveur des agriculteurs et des acteurs agroalimentaires et forestiers.
- Développer un partenariat avec l'AFD afin de faire connaître l'outil de préfinancement PSEE au profit des collectivités territoriales et autres acteurs éligibles.
- Développer un partenariat avec BPI pour le financement de la trésorerie.

#### **Observation sur la mise en œuvre**

Actions à mettre en œuvre dès la validation politique en cours de la stratégie dédiée aux instruments financiers sur la période de programmation des fonds européens 2023-2027.

## **6.2.2. L'innovation, la coopération et le développement des connaissances de base**

### ***Recommandation 2.1 : Mobiliser le triptyque Recherche-Développement-Formation pour inventer l'agriculture durable de Guyane***

#### **Le constat**

Les formateurs et les techniciens pour former et accompagner techniquement les agriculteurs, que ce soit dans le cadre de l'installation, de la modernisation des exploitations ou encore de la professionnalisation de la petite agriculture ont besoin d'avoir des référentiels technicoéconomiques plus adaptés, et ce dans toutes les filières. De plus le contexte agronomique de la Guyane nécessite d'adapter et faire évoluer les pratiques culturales ou d'élevage tout comme le matériel génétique. Cette nécessité devient particulièrement impérieuse du fait du changement climatique qui commence à avoir un impact sur les cultures, et aussi du changement du contexte économique (coûts des intrants notamment) comme de la demande alimentaire (plus grande autonomie alimentaire en particulier).

#### **Les enjeux**

Pour pouvoir accompagner les agriculteurs dans l'amélioration de la performance technicoéconomique et commerciale de leurs différentes activités agricoles, il est nécessaire que les techniciens des organisations de producteurs puissent mobiliser la recherche

appliquée en coopération avec les centres techniques présents ou non en Guyane, ainsi que les ressources en ingénierie agronomique présentes sur le territoire (organismes de formation agricole ou sociétés de conseil).

Il s'agit d'activer le triptyque Recherche-Développement-Formation dans les différentes spécialités (sous-filières) agricoles au plus près des besoins des agriculteurs.

### **Proposition 2.1.1**

#### **Acteurs concernés**

Le PAE et le service du développement agricole de la CTG.

Les interprofessions et les organisations de producteurs des différentes filières, ainsi que la Chambre d'Agriculture.

#### **Problématique**

Aider les interprofessions à établir un programme d'actions de recherche-développement en coopération avec les centres techniques d'outre-mer ou de métropole et impliquant les organisations de producteurs et les organismes de formation agricole.

Pouvoir financer les actions d'expérimentations (et de démonstration) qui impliquent des agriculteurs, mises en œuvre par les organisations de producteurs (ou les interprofessions), mais aussi les organismes de formation agricole. Ces actions devront comporter une production de fiches pratiques et référentiels technico-économiques ainsi que des modules de formation destinés aux agriculteurs des activités agricoles concernées, actions de formation pouvant s'intégrer dans des parcours de professionnalisation (petite agriculture) ou d'installation ou de modernisation des exploitations.

#### **Propositions d'action**

- Financer l'élaboration par les interprofessions (production végétale, production animale, forêt-bois) la programmation d'un plan de recherche-développement pour la programmation, en s'assurant de la complémentarité avec les actions financées dans RITA ainsi que des financements possibles d'ODEADOM
- Dans le cadre de la mesure équivalente à M16, mettre en place un APP pour des actions de recherche-développement / expérimentations / démonstrations avec comme critères de sélection :
  - Action qui s'inscrit dans un plan R&D de filière
  - Il est prévu la production de fiches pratiques et de référentiels technico-économiques
  - Il est prévu d'articuler avec des actions de formation type TO 121 et TO 122, en intégrant dans les APP de la mesure équivalente à la M1, un critère de sélection favorisant les opérations de formation-action articulées avec les actions de Recherche-Développement
  - L'expérimentation implique des producteurs

Les dossiers peuvent consister en un programme de plusieurs actions se déroulant sur plusieurs années. Prévoir alors les modalités de paiement intermédiaire.

Financer la prestation du centre technique si celle-ci n'est pas déjà subventionnée, ainsi que les frais annexes en matériel et équipement.

**Observation sur la mise en œuvre**

La démarche générale de mise en place d'un programme de R&D pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt est de la compétence de la collectivité territoriale de Guyane en partenariat avec les services de l'État (DEAAF). Compte tenu de la faiblesse des interprofessions et du petit nombre de professionnels en capacité à porter des programmes de R&D, la démarche d'élaboration des plans de R&D puis de la mise en œuvre des actions doit être accompagnée, animée et certainement menée en concertation entre tous les acteurs des filières. Il sera sans doute indispensable qu'une animation spécifique soit mise en place, sur financement de la collectivité territoriale, mais avec un possible cofinancement de l'ODEADOM voire de RITA.

La Chambre d'Agriculture doit également être impliquée, mais l'expérience dans les autres régions ultramarines, montre qu'elle n'est jamais motrice. Toutefois elle peut apporter une contribution décisive en mobilisant le CASDAR pour participer à des projets de R&D des filières, en impliquant ce faisant ses conseillers dans les opérations.

**Recommandation 2.2 : Développer l'apprentissage collectif dans les filières**

**Le constat**

L'innovation technico-économique se passe dans les exploitations, en particulier dans celles qui sont « à la pointe », qui investissent et sont en général motrices dans les organisations de producteurs. Dans le meilleur des cas, les exploitants de ces exploitations innovantes participent aux travaux de recherche appliquée dans lesquels leur organisation de producteurs est impliquée, mais cela reste l'exception et le plus souvent via le technicien et rarement en partageant l'expérience d'évolution des pratiques réalisée dans leurs propres exploitations.

**Les enjeux**

L'enjeu est de partager les expériences de chaque exploitation « à la pointe de la performance technico-économique » et de capitaliser pour faire évoluer les pratiques, en premier lieu au bénéfice des exploitants mutualisant leurs expériences, et en second lieu pour diffuser auprès des autres producteurs de la filière l'enseignement. Il s'agit de développer l'apprentissage collectif des nouvelles pratiques culturales et d'élevage susceptibles d'améliorer la performance technicoéconomique des producteurs participants à l'action. Les participants sont à la fois les producteurs de la connaissance et les récipiendaires de cette connaissance.

**Proposition 2.2.1**

**Acteurs concernés**

Les organisations de producteurs et les organismes de formation porteurs des actions de formation

Le PAE qui émet un APP spécifique sur ce type de formation.

Les interprofessions qui devraient inscrire dans le plan R&D ce type d'action d'apprentissage collectif.

#### **Problématique**

L'apprentissage collectif est une modalité de formation qui nécessite une animation pédagogique particulière ainsi qu'une ingénierie spécifique qui permet de faire le lien entre les travaux de R&D et l'innovation des pratiques agricoles. Ces formations sont également qualifiées de formation-action dans la mesure où elles ont un objectif technico-économique avant d'être un objectif pédagogique.

#### **Propositions d'action**

- Initier un APP sur ce type de formation à destination des organisations de producteurs. Des critères de sélections pourraient privilégier :
  - Les actions répondant à des enjeux du plan de R&D de la filière
  - L'implication d'un organisme de formation
  - La production de fiches techniques permettant la mutualisation des innovations

La mobilisation d'un expert d'un centre technique de Guyane, d'une autre région ultramarine ou de métropole doit être financée.

L'ingénierie doit être financée.

- La formation des techniciens-animateurs/formateurs doit être prise en charge (éventuellement hors PDRG, via OCAPAT par exemple) ; une animation en réseau est également à envisager (*voir proposition 2.3.1*)

#### **Observation sur la mise en œuvre**

Le développement de ce type d'action de formation en apprentissage collectif ne prend sens que si une dynamique de R&D émerge dans les filières avec une ambition d'action sur la durée de la prochaine programmation. (*voir proposition 2.2.1*)

### **Recommandation 2.3 : Favoriser un maillage efficace des opérateurs du développement des compétences agricoles, alimentaires et forestières**

#### **Le constat**

Dans le cadre de la mesure 1, de nombreuses opérations ont été initiées par l'ensemble des organismes de formation agricole et des organisations professionnelles agricoles. Ces opérations ont consisté en de multiples actions de formation ou formation-accompagnement réalisées dans les différents territoires de Guyane.

En ce qui concerne la formation à destination des petits agriculteurs, les retours d'évaluation indiquent que les actions ont une participation satisfaisante, mais qu'en dépit du nombre d'actions proposées, des agriculteurs potentiellement intéressés n'ont pas pu y participer faute d'avoir eu l'information et surtout d'avoir une action suffisamment à proximité.

En ce qui concerne la formation-accompagnement plus technique (TO 122) des agriculteurs installés ou en cours d'installation, il apparaît nettement des manques dans certains secteurs

et certains territoires. Les actions ont été principalement réalisées par les organisations de producteur qui ont pu développer pour leurs adhérents un accompagnement technique, à l'exception notable des serristes, des apiculteurs et de l'agrotransformation à Mana dont la formation-accompagnement technique a pu s'ouvrir à des producteurs débutant l'activité.

Par ailleurs, toutes ces actions ont pu être organisées dans la mesure où les organismes de formation et les organisations professionnelles ont pu embaucher des techniciens-ingénieurs. Or du fait du turnover important et de la précarité des emplois, ces techniciens sont souvent jeunes avec peu d'expérience, et le plus souvent peu au fait des problématiques agronomiques de la Guyane. La qualification et l'engagement des personnes sont indéniables, mais elles peuvent rapidement se trouver isolées et manquer de l'expertise pour apporter des solutions techniques aux multiples problématiques qu'elles peuvent rencontrer sur le terrain.

### Les enjeux

Sans doute en lien avec une meilleure mobilisation du triptyque Recherche-Développement-Formation (R2.1), d'une gestion des parcours de formation-accompagnement (R2.2), afin d'avoir une plus grande efficacité du dispositif de développement des compétences du secteur agricole, il apparaît nécessaire de conforter les compétences des techniciens-formateurs, de favoriser la mutualisation de l'expertise et de l'expérience, de s'assurer de la meilleure couverture de la Guyane dans les différents champs d'expertise (différents types d'élevage, maraîchage pleins champs, maraîchage sous serre, arboriculture, agrotransformation, apiculture...).

#### Proposition 2.3.1.

##### **Acteurs concernés**

Le PAE et le Réseau rural

Le service du développement agricole de la CTG

Les organisations de producteurs, les organismes de formation et la Chambre d'agriculture

##### **Problématique**

Animer le réseau des techniciens-formateurs pour favoriser le retour d'expérience des différentes actions de recherche-développement-formation mises en œuvre par les organisations de producteurs, les organismes de formation et la Chambre d'Agriculture, mais aussi les opportunités de mutualisation de l'expertise technique

##### **Propositions d'action**

- Obliger les porteurs de toutes les actions financées dans le cadre des mesures 1 et 16 , à inscrire (et mettre à jour) les différentes actions programmées dans un calendrier partagé accessible à tous. Cet outil de communication partagée est à disposition du réseau des techniciens-formateurs en charge de faire vivre les plans de Recherche-Développement (ou ce qui en tient lieu) dans les filières en association avec les formateurs-ingénieurs des organismes de formation et de la Chambre qui réalisent les actions du type TO 111 et TO 121.



- Cela peut également être des opérations de formation-action à destination des techniciens et formateurs des organisations professionnelles agricoles et des organismes de formations agricoles qui mettent en œuvre des opérations dans le cadre des Mesures 1 et 16 ; le portage de l'action pourrait alors être assuré par les interprofessions ou la Chambre d'agriculture. L'objectif de ces formations est de capitaliser et mutualiser les connaissances techniques relatives aux différentes productions, de façon à actualiser et enrichir les formations à destination des différents publics (petits agriculteurs, jeunes agriculteurs, exploitants en modernisation, exploitants en perfectionnement...).

*Observation sur la mise en œuvre*

#### **Recommandation 2.4 : Coordonner et suivre les parcours de formation-accompagnement**

##### **Le constat**

Les bénéficiaires des actions de formation sont de fait dans un parcours qui dure plusieurs années, dans le cadre de l'installation ou de la professionnalisation de la petite agriculture ou encore de la modernisation-diversification de leurs exploitations. Durant leur parcours ils peuvent participer à plusieurs actions sans que le chaînage pédagogique ne soit assuré, ou rencontrer des difficultés pour poursuivre leur parcours, difficultés que les formateurs-accompagnateurs pourraient contribuer à résoudre.

##### **Les enjeux**

Assurer le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires (jeunes, petits agriculteurs, agriculteurs installés en perfectionnement) dans leur parcours de formation-accompagnement pouvant mobiliser plusieurs opérations sur plusieurs années.

Pour le pilotage du dispositif de développement des compétences financé par le FEADER, pouvoir suivre les parcours de formation au niveau individuel permettrait de mieux évaluer l'efficacité des opérations financées et de pouvoir ainsi détecter les manques et pouvoir y remédier.

##### **Proposition 2.4.1**

###### ***Acteurs concernés***

Concerne le PAE en collaboration avec le service agriculture de la CTG

###### ***Problématique***

.

###### ***Propositions d'action***

À l'instar de ce qui se fait au niveau des OPCO (Opérateurs de compétences), les participations à des actions financées pourraient s'inscrire dans un Système d'Information. Cette saisie devrait être déconnectée de l'établissement du bilan

de l'opération faite dans le cadre de la demande de paiement, mais être faite au fur et à mesure des réalisations. L'information devrait être accessible aux dispensateurs de la formation-accompagnement, afin de pouvoir faire le chaînage pédagogique de l'action à laquelle s'inscrit un agriculteur avec les actions qu'il a pu suivre dans le passé.

Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent, le suivi personnalisé devrait être renforcé (voir R4.2)

Pour les petits agriculteurs inscrits dans un parcours de professionnalisation, le suivi personnalisé devrait être renforcé (voir R5.2)

**Observation sur la mise en œuvre**

### 6.2.3. La modernisation de l'agriculture et de la filière alimentaire

#### **Recommandation 3.1 : Opérer des ajustements des dispositifs d'aide**

##### **Le constat**

Les visites d'exploitations ainsi que les enquêtes menées auprès des bénéficiaires ont permis de faire remonter des problématiques spécifiques dans la mise en œuvre des dispositifs.

##### **Les enjeux**

L'enjeu est ici d'améliorer la mise en œuvre des types d'opérations 411 et 421.

##### **Proposition 3.1.1**

###### ***Acteurs concernés***

PAE, dans le cadre des travaux de préparation des interventions régionales du PSN.

###### ***Problématique***

Ajuster les dispositifs d'aide pour en permettre une meilleure mise en œuvre sur le prochain cycle de programmation.

###### ***Propositions d'action***

- Envisager l'augmentation du taux d'aide pour les investissements collectifs. En effet, les structures collectives telles les CUMA ont très peu émargé sur la mesure 4 (un seul dossier sur la période). Il apparaît comme opportun de favoriser l'accès collectif à certains investissements afin d'impulser des dynamiques collaboratives sur le territoire guyanais. L'augmentation du taux d'aide peut-être un moyen facilitateur de ces démarches et d'éviter des phénomènes de suréquipement des exploitations.
- Envisager l'augmentation du taux d'aide pour les investissements dans les filières de niche. Les filières de niche, tels le cacao, le miel, la vanille, constituent des vitrines pour l'agriculture guyanaise. Ces démarches en expansion méritent d'être soutenues afin de structurer les exploitations

productrices. L'augmentation du taux d'aide pourrait permettre de mieux soutenir ces exploitations et d'améliorer leur pérennité, mais aussi de développer de nouvelles niches sur le territoire à détecter via un appel à projets dédié.

- Envisager le déplaçonnement du montant du premier dossier 411 pour les dossiers portés par les jeunes agriculteurs (150 k€), pour certains dossiers nécessitant des investissements importants. En élevage par exemple, ce plafond a pu bloquer certains démarrages d'activité dont le coût de lancement reste très élevé.
- Envisager l'adaptation des règles relatives à la présentation des devis sur le territoire guyanais.
  - Ces sujets pourraient être discutés lors des groupes de travail spécifiques à la préparation des interventions régionales du PSN avec les acteurs professionnels du territoire guyanais, afin de tenir compte des spécificités du territoire et des difficultés d'approvisionnement auxquelles il fait face.
- Envisager le portage de l'appui au montage de dossier pour en faciliter l'accès par les demandeurs d'aide. En effet, le financement direct par l'agriculteur n'est pas toujours aisé financièrement, celui-ci devant avancer les 1500 € éligibles dans le cadre de sa demande d'aide. Ceci permettrait d'offrir un service direct aux futurs bénéficiaires et de cadrer par ailleurs le montant de l'accompagnement actuellement plafonné à 1500 €.
  - Cette proposition pourrait être mise en œuvre via la passation d'un marché spécifique par exemple (type boutique de gestion sur le FEAMP).
- Favoriser la mobilisation des dispositifs d'aide par les femmes, par exemple via des appels à projets orientés, des taux d'aide spécifiques, tout en s'assurant de respecter le principe de non-discrimination, après échange avec la Commission européenne et partage d'expérience avec les autres autorités de gestion.
- Développer et systématiser lorsque cela est possible, les appels à projets couplés à des appels à projets d'accompagnement administratif et technique (duplication du schéma AMI Serres) avec des dates de lancement communes.
- Favoriser le portage collectif de dossier par les OPA, associations, lorsque cela est possible, sur la mesure 441 par exemple afin de simplifier l'accès des petites structures, en les inscrivant comme structures éligibles au sein des fiches mesures. En effet, le financement de petits équipements est parfois difficile pour les agriculteurs qui hésitent à monter un dossier FEADER. Certaines structures collectives ayant pour but l'accompagnement de ses adhérents pourraient être considérées comme éligibles et porter des dossiers collectifs à leurs

profits (par exemple l'achat d'un lot de débroussailleuses au profit d'un groupe d'agriculteurs).

- Clarifier les lignes de partage entre les mesures 411, 421 et les mesures portées via le programme LEADER.

Ceci pourra se faire au moment de l'élaboration des mesures régionales du PSN, du lancement de l'appel à projets LEADER et de la validation des stratégies des territoires, en collaboration avec les territoires LEADER sélectionnés

**Observation sur la mise en œuvre**

Actions à mettre en œuvre dans le cadre de la préparation de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

**Recommandation 3.2 : Développer l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures « investissements » pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » des dispositifs et en particulier dans les zones isolées**

**Le constat**

La répartition spatiale des aides à l'investissement dans l'agriculture et l'agroalimentaire est très inégale sur le territoire guyanais.

Ainsi, quatre communes totalisant 16.2 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif (Camopi, Ouanary, Awala – Yalimapo, Grand Santi).

Par ailleurs, ces quatre communes totalisant 3.3 % de la SAU du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif 411 (Camopi, Ouanary, Awala – Yalimapo, Grand Santi).

Les communes de Camopi, Ouanary, Awala – Yalimapo, Grand Santi, totalisent 1% du nombre de déclarations surface.

Les communes de Camopi (174 exploitations) et Grand Santi (755 exploitations) apparaissent comme oubliées du dispositif (absence de dossiers 411 ou 421 et absence de déclarations de surface sur le territoire).

**Les enjeux**

L'enjeu est ici d'améliorer la couverture géographique du territoire et de développer la structuration des exploitations notamment dans les zones isolées afin de notamment améliorer la couverture alimentaire du territoire.

**Proposition 3.2.1**

*Les propositions relatives à l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures « investissements » sont développées en 1.4.2.*

**6.2.4. La création d'exploitations agricoles**

**Recommandation 4.1 : Développer un parcours d'installation sur le territoire**

**Le constat**

Le processus d'installation est très long en Guyane, notamment du fait de la problématique de l'accès au foncier.

La formation et l'encadrement administratif et technique sont quant à eux des facteurs essentiels de la réussite du processus d'installation et de la pérennité des exploitations nouvelles.

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer la pérennité des exploitations à l'issue de la mise en œuvre du plan d'entreprise, il semble que le taux d'échec soit relativement important.

### Les enjeux

L'enjeu est ici d'améliorer l'accompagnement des candidats à l'installation de l'idée à la pérennisation de la structure.

#### Proposition 4.1.1

##### **Acteurs concernés**

PAE, dans le cadre des travaux de préparation des interventions régionales du PSN

##### **Problématique**

Intégrer les candidats dans un réel parcours gage de réussite à long terme du processus d'installation d'exploitations agricoles pérennes.

##### **Propositions d'action**

- Développer un parcours d'installation qui puisse comprendre :
  - L'accompagnement administratif et technique au niveau des territoires pendant le montage de l'installation puis durant la réalisation de l'installation (*couplé avec la formation-accompagnement liée à l'investissement*) (voir R2.3 et R2.4).
  - Un comité de suivi réunissant la Chambre, les filières, les collectivités et l'EPFAG (et/ou SAFER), permettant en particulier de faciliter l'accès au foncier (*à rapprocher de R2.4*).

##### **Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre dans le cadre de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

#### Proposition 4.1.2

##### **Acteurs concernés**

PAE, dans le cadre des travaux de préparation des interventions régionales du PSN

##### **Problématique**

Intégrer les candidats via des voies d'accès alternatives, gage de réussite à long terme du processus d'installation d'exploitations agricoles pérennes.

##### **Propositions d'action**

- Développer des voies d'accès progressives :
  - Initier les exploitations futures dans des espaces tests agricoles en lien éventuellement avec les travaux d'expérimentation et de démonstration réalisés par les filières (*voir R2.1*).

Ce peut être un critère de sélection pour les actions d'expérimentations ou de démonstrations financées dans le cadre de la M16.

Dans cette perspective, il peut être envisager le développement de contrats de travail en alternance au sein des exploitations agricoles et les OPA (éventuellement via un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification GEIQ) qui pourrait permettre à un jeune d'obtenir la certification nécessaire pour s'installer tout l'initiation au contact des producteurs « à la pointe » et de l'organisation de producteurs . Ce peut être également un critère de sélection pour opérations de R&D financées par le FEADER.

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre dans le cadre de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

**Proposition 4.1.3**

**Acteurs concernés**

PAE, dans le cadre des travaux de préparation des interventions régionales du PSN

**Problématique**

Intégrer les candidats dans un réel parcours d'accompagnement au long cours, gage de réussite à long terme du processus d'installation d'exploitations agricoles pérennes.

**Propositions d'action**

- Former-accompagner les installations durant toute la mise en place des projets  
Les interprofessions (ou les OPA directement) réalisent des formations « au fil de l'eau » et personnalisées pour accompagner les producteurs qui s'installent (dans le cadre de la DJA ou non dès lors que producteur est déclaré à l'AMEXA, mais incluant l'installation en double activité). Elle est assurée par le technicien en charge du développement de l'interprofession ou de l'organisation de producteurs, qui par ailleurs peut animer des actions de formation d'apprentissage collectif pour les producteurs en perfectionnement (Mesure 1) ainsi que des actions de R&D (mesure 16). Un critère de sélection de l'action serait de prévoir les modalités de transfert de l'innovation issue des actions R&D et de formation d'apprentissage collectif (de perfectionnement) vers les producteurs en installation.

Un tel dispositif pourrait permettre d'installer des jeunes agriculteurs sur la période du plan d'entreprise avec un accompagnement fort et spécifique au fil de l'eau avec pour conséquence d'établir des structures solides et pérennes à l'issue du PDE.

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre dans le cadre de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

***Recommandation 4.2 : Développer l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures 611 et 631 pour faire émerger des dossiers dans des zones « oubliées » des dispositifs et en particulier dans les zones isolées***

**Le constat**

La répartition spatiale des créations d'exploitations agricoles (DJA et DPA) est très inégale sur le territoire guyanais.

Seules 10 communes émargent au dispositif d'aide à l'installation

Douze communes, totalisant 14.3 % de la SAU du territoire guyanais n'émargent pas au dispositif. Elles représentent 55.4 % du nombre d'exploitations du territoire guyanais.

**Les enjeux :**

L'enjeu est ici d'améliorer la couverture géographique du territoire et de développer la création d'exploitations notamment dans les zones isolées.

**Proposition 4.2.1**

*Les propositions relatives à l'information, la communication et l'accompagnement sur les mesures 611 et 631 sont développées dans la proposition 1.4.2.*

**6.2.5. La professionnalisation de la petite agriculture**

***Recommandation 5.1 : Adapter le Dispositif de la Dotation à la Petite Agriculture***

**Le constat**

Le territoire guyanais est caractérisé par un nombre très important de très petites exploitations qui sont potentiellement bénéficiaires de la DPA.

Sans viser les 6135 exploitations recensées sur le territoire, 831 exploitations déposent une déclaration surface (valeur 2021), quand 200 bénéficient de l'aide à l'investissement et seulement 13 de la Dotation aux Petites Exploitations.

**Les enjeux**

Il y a un enjeu fort à professionnaliser les toutes petites exploitations d'une part, afin de leur permettre de passer d'une activité vivrière à une activité créatrice de revenu ; d'autre part, à équilibrer le territoire en ce qui concerne l'accès aux aides et incidemment, participer au développement de zones isolées peu bénéficiaires des fonds européens et ainsi participer à l'augmentation de la couverture alimentaire du territoire.

**Proposition 5.1.1**

***Acteurs concernés***

PAE en collaboration avec le service agriculture de la CTG

***Problématique***

Adapter la DPA pour mieux accompagner les projets de professionnalisation qui prennent de l'ampleur, tout en augmentant le nombre d'entrants dans le processus de professionnalisation.

***Propositions d'action***



Envisager l'augmentation de la dotation pour un réel saut dans la transformation des petites exploitations ou la création d'une tranche de niveau supplémentaire pour certains petits projets nécessitant un investissement un peu plus important.

Le principe serait de prévoir une majoration de la DPA (peut-être dans le cadre d'une demande de paiement spécifique ouverte lors de l'engagement de l'aide à l'investissement) pour permettre d'avoir un effet levier. Cela peut être lié à des investissements supérieurs à 10 000 € par exemple.

Introduire le principe d'une DPA progressive, donne également la possibilité de démarrer la professionnalisation à un échelon plus modeste, dès lors que l'on baisse le niveau des critères d'éligibilité afin d'augmenter le nombre d'entrants dans le processus de professionnalisation.

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre dans le cadre de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

Cette adaptation de la DPA prend sens dès lors que le dispositif de suivi des parcours de professionnalisation est mis en place (*voir recommandation 5.2*).

**Proposition 5.1.2**

**Acteurs concernés**

PAE en collaboration avec le service agriculture de la CTG

**Problématique**

Permettre de faire le lien entre deux dispositifs qui peuvent être complémentaires au cours d'un parcours de création – installation d'une exploitation agricole pour les prétendants n'ayant pas atteint l'âge limite de 40 ans fixés par la DJA.

**Propositions d'action**

Afin de permettre de faire émarger successivement pour les agriculteurs de moins de 40 ans, de la DPA à la DJA proposant ainsi une installation progressive (*Voir recommandation 4.1*).

**Observation sur la mise en œuvre**

Action à mettre en œuvre dans le cadre de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

Cette adaptation de la DPA prend sens dès lors que le dispositif de suivi des parcours de professionnalisation est mis en place (*voir recommandation 5.2*).

**Proposition 5.1.3**

**Acteurs concernés**

PAE en collaboration avec le service agriculture de la CTG

**Problématique**

Favoriser la mutualisation des investissements pour les bénéficiaires de la DPA.

### ***Propositions d'action***

En rendant les OPA ou associations de petits producteurs éligibles dans l'écriture des fiches action régionalisées du PSN tout en cadrant de manière spécifique les règles d'éligibilité afin d'éviter tout détournement de l'objet de la subvention dans le cadre du TO411. Les associations ou les OPA devenant porteurs d'un projet d'investissement de plusieurs petits agriculteurs/

Pour les petits investissements (moins de 5.000 €) ce type d'investissement pourrait être plus aisément ressortir de Leader. En précisant la ligne de partage, il faudra alors inscrire dans l'APP pour les GALS que ce type d'opération doit être ouverte dans leur programmation.

Ces possibilités d'aider les petits agriculteurs qui se regroupent autour d'un projet d'équipement partagé prennent particulièrement sens s'il est introduit un premier niveau de DPA, qui est en quelque sorte le premier pas dans un parcours de professionnalisation qui pourra prendre plus d'ampleur par la suite (*propositions 5.1.1 et 5.1.2*).

### ***Observation sur la mise en œuvre***

Action à mettre en œuvre dans le cadre de la déclinaison régionale du PSN pour la période 2023-2027.

Cette adaptation de la DPA prend sens dès lors que le dispositif de suivi des parcours de professionnalisation est mis en place (*voir recommandation 5.2*).

## **Recommandation 5.2 : Suivre et accompagner les parcours individualisés de professionnalisation**

### **Le constat**

Les petits agriculteurs quand ils souhaitent développer leur activité agricole dans un cadre plus formel et pouvoir notamment bénéficier des aides publiques, entrent dans un parcours qui n'est pas simple, peut-être long et semé d'embûches qui peuvent les décourager de poursuivre l'effort. Une offre de formation-accompagnement a été mise en place sur l'ensemble du territoire sans pour autant le couvrir parfaitement, d'autant que les actions proposées peuvent ne pas répondre aux besoins individuels. De plus, l'offre n'est pas coordonnée et après la participation à une action, le bénéficiaire se retrouve seul sans pouvoir bénéficier d'un accompagnement sur la durée, alors que son parcours de professionnalisation s'inscrit nécessairement dans une temporalité longue qui va au-delà de l'action à laquelle il a participé.

### **Les enjeux**

Pouvoir accompagner les petits agriculteurs qui s'inscrivent dans un parcours de professionnalisation, dès la première participation, de façon à pouvoir les suivre dans leurs démarches et leur proposer une solution à leurs éventuelles difficultés, en coordonnant les différentes actions de formation-accompagnement déployées sur l'ensemble du territoire de Guyane, mais aussi en faisant le lien avec les différents organismes gestionnaires qui

interviennent dans la régularisation de la situation d'exploitant agricole intégré dans l'économie formelle.

### Proposition 5.2.1

#### **Acteurs concernés**

Concerne le service agriculture de la CTG, la Chambre d'Agriculture et tous les services publics concernés, mais aussi les organismes de formation et les OPA qui mettent en œuvre des actions de formation (TO111 et 121).

#### **Problématique**

Les petits agriculteurs ne sont accompagnés qu'au moment d'élaborer une demande de DPA ou lorsqu'ils suivent une action de formation (TO111 et 121). Le besoin est d'accompagner les petits agriculteurs dès lors qu'ils s'inscrivent à une action, durant tout leur parcours de professionnalisation ce qui permet de les aider à résoudre les difficultés rencontrées au fur et à mesure.

#### **Propositions d'action**

Il s'agit de développer un parcours de professionnalisation suivi et accompagné pour tous les petits agriculteurs intégrant le dispositif en émergeant à l'une des actions les concernant dans les différentes mesures (TO 111, TO 121, TO 631, mais aussi Leader ou même TO411 en projet d'investissement collectif).

Pour ce faire, un dispositif de suivi doit être créé qui réunit tous les opérateurs concernés par la professionnalisation des petits agriculteurs (et mettant en œuvre notamment des actions relevant de la mesure 1), dont l'animation pourrait être confiée à la Chambre d'agriculture dans le cadre de la mesure 16 (ou de l'Assistance technique). Un comité territorial petite agriculture peut alors être créé au niveau des territoires EPCI réunit la Chambre, les filières, les collectivités, la CGSS et un représentant des services d'État voire l'EPFAG (ou SAFER), mais aussi tous les opérateurs réalisant les mesures concernant la petite agriculture.

Ce comité suit le parcours des petits agriculteurs inscrits sur la durée, pour identifier les éventuelles difficultés rencontrées par la personne ainsi que des actions de formation-accompagnement les plus appropriées qu'il pourrait lui être proposé, et à défaut, envisager avec les opérateurs présents, l'éventualité d'une nouvelle action à créer, reconduire ou adapter.

Au niveau de chaque territoire, l'animateur « petite agriculture » (par exemple le conseil de proximité de la Chambre d'Agriculture) est également le référent pour tous les producteurs déjà inscrits ou intéressés pour s'y inscrire, pour apporter l'information nécessaire à la mise en œuvre.

#### **Observation sur la mise en œuvre**

Cette animation peut relever du Réseau rural.

Cela peut être un enjeu de la Collectivité Territoriale qui peut alors confier cette mission à la Chambre d'Agriculture. La Chambre d'Agriculture peut le cas échéant

déposer un projet spécifique Petite Agriculture au CASDAR.

L'ODEADOM pourrait également être sollicité dans la mesure où la professionnalisation de la petite agriculture devient une priorité pour les outre-mer, à l'instar de ce qu'a fait la région ultrapériphérique de Madère.

Les services fiscaux et l'AMEXA doivent être également impliqués. En particulier il peut être envisagé une procédure allégée de régularisation de la situation sociale et fiscale à proposer aux petits agriculteurs initiant une démarche de professionnalisation, comme cela avait fait dans les années 2000, dans le cadre de la lutte contre le travail informel.

La mobilisation des GAL sur le thème de la professionnalisation de la petite agriculture est sans aucun doute souhaitable, en particulier dans les communes isolées où ont émergé divers projets permettant la professionnalisation le plus souvent autour de petits projets collectifs. Dans ces territoires, la collaboration avec la Chambre d'Agriculture et les organismes de formation mettant en œuvre des actions (TO111 et 121) s'impose et peut permettre d'optimiser la permanence sur place de l'information et du conseil. L'animation du comité territorial petite agriculture pourrait même être confiée au GAL.

## 6.2.6. La gestion durable de la forêt et sa valorisation

***Recommandation 6.1 : Améliorer la mobilisation du bois énergie, notamment pour ce qui concerne la mobilisation du bois de défriche agricole***

### Le constat

Le développement de la production électrique à partir de la biomasse et en particulier du bois énergie est souhaitable pour diminuer la consommation d'énergie fossile. Le Programme Régional Forêt Bois a établi que la forêt pourrait être un des pourvoyeurs de cette biomasse, comme un sous-produit de l'exploitation forestière. La production de bois-énergie est prévue dans le plan de gestion, mais elle demeure limitée, notamment du fait de l'arrêt de l'exploitation forestière pendant l'épisode pluvieux qui dure depuis 2020.

La collecte du bois-énergie pose néanmoins question quant à son coût quand l'accès à la ressource est éloigné ou nécessite l'aménagement de desserte pouvant supporter un flux supérieur et plus long que la seule collecte des tiges de bois d'œuvre.

D'autres sources de biomasse sont également à envisager : celle issue de la défriche agricole et celle qui pourrait produire en sylviculture notamment.

### Les enjeux

Développer en parallèle :

- La filière bois-énergie sous-produit de l'exploitation forestière en mesurant les surcoûts générés pour rester rentable, tout en préservant la forêt
- La collecte du bois énergie issue de la défriche agricole notamment dans le cadre de l'installation que le défrichage soit réalisé par l'agriculteur ou une société prestataire
- La collecte et la valorisation de la biomasse produite par les entreprises de paysage et espaces verts (déchets verts, mais aussi bois énergie produit lors de l'entretien des

routes et des couloirs des lignes électriques).

- La filière de production de bois énergie en sylviculture dans les espaces ouverts pas utilisés par l'agriculture.

#### Proposition 6.1.1

##### **Acteurs concernés**

Concerne le PAE en collaboration avec les services agriculture et forêt de la CTG, mais aussi l'ONF et l'Interprofession Bois

##### **Problématique**

L'aide prévue dans le PDRG n'a pas fonctionné faute d'accompagnement des opérateurs et de la création d'une dynamique plus globale de valorisation des déchets verts et de la production électrique à partir de la biomasse et de bois-énergie en aval, ce qui permet aux opérateurs d'envisager à s'équiper pour satisfaire la demande.

##### **Propositions d'action**

Dans la mesure où la demande de bois-énergie se confirme, il doit être envisagé d'aider les exploitants forestiers, mais aussi les entreprises de défrichage ou d'espaces verts, dans le financement d'équipements de défrichage puis de collecte et de transport des déchets verts et bois-énergie.

Pour accompagner cette dynamique de développement de filière bois-énergie, une opération de formation-accompagnement portée par l'interprofession doit être envisagée, éventuellement couplée avec des actions de R&D menées sur le sujet dans le cadre de la coopération (M16), impliquant l'interprofession, un centre technique et des opérateurs collecteurs voire d'autres régions ultramarines (par ex. La Réunion).

##### **Observation sur la mise en œuvre**

Un schéma de gestion et de valorisation de la biomasse est sans doute à envisager, pas seulement au niveau de l'interprofession de la filière bois, mais aussi avec les communautés de communes et la CTG, cette dernière jouant sans doute le rôle de coordinateur général absolument nécessaire.

Un schéma énergie a été récemment élaboré, il s'agit de voir plus précisément avec l'interprofession, l'ONF et les services de la CTG comment décliner de façon plus opérationnelle les actions concernant la forêt et la sylviculture.

#### **Recommandation 6.2 : Aider les acteurs des filières bois d'œuvre à se développer**

##### **Le constat**

L'exploitation forestière souffre du manque d'opérateurs pour exploiter, puis pour scier et ensuite pour valoriser le bois produit.

Elle souffre aussi des périodes trop humides où les zones de coupe ne sont pas accessibles.

La faiblesse du marché et des volumes produits (70 000 m<sup>3</sup> annuels hors année trop pluvieuse alors qu'il pourrait être de 200 000 m<sup>3</sup>), conduit à sous-valoriser le bois produit comme du « tout-venant », les bois les plus précieux étant utilisés comme les autres bois pour la construction, c'est-à-dire avec une valorisation au plus bas.

## Les enjeux

- Le développement d'une filière d'exploitation forestière
- La capacité de la filière à constituer des réserves stratégiques de bois d'œuvre pour « gommer » les périodes sans exploitation (pluvieuses)
- Le développement de la filière aval

### Proposition 6.2.1

#### **Acteurs concernés**

Concerne le PAE en collaboration avec le service agriculture de la CTG

#### **Problématique**

#### **Propositions d'action**

Le PDR prévoyait déjà et il s'agit de pouvoir continuer à :

- Aider les sociétés d'exploitation forestière à s'équiper pour se moderniser dans la poursuite de la mesure 8.
- Aider les scieries à investir pour améliorer leurs performances technico-économiques et éventuellement traiter les bois précieux pour mieux les valoriser – ce type d'opération ne prend sens que s'il existe une dynamique de développement de la filière, en amont et en aval des scieries.
- Aider à l'émergence d'entreprises aval pour utiliser le bois local, par exemple dans la construction de bâtiment en bois (une utilisation au-delà de la charpente ou du coffrage) ou d'équipement divers (exemple de serres en bois).

En sus des types d'opérations déjà prévus, il pourra être envisagé de :

- Aider les scieries à stocker, éventuellement de façon collective, pour avoir une réserve de grumes pour continuer à produire pendant les périodes pluvieuses allongées (une réserve de 80 000 m<sup>3</sup> a été avancée), mais aussi à mieux trier et allouer les bois précieux pour mieux les valoriser.

Pour qu'il y ait plus d'opérateurs prêts à s'engager et investir dans la filière forêt-bois, il convient de :

- Poursuivre le soutien à l'interprofession pour faire vivre et actualiser le plan ou schéma de développement de la filière. Une formation-accompagnement type TO 122 pourrait être envisagée, portée par l'interprofession pour accompagner les différents acteurs dans leurs projets de modernisation et d'innovation.
- Financer des actions de coopération Recherche-développement correspondant à la mesure 16 pour promouvoir les innovations aux différents niveaux de la filière (amont aval), actions portées soit par

l'interprofession soit par des opérateurs regroupés avec un centre technique.

*Observation sur la mise en œuvre*

## 6.2.7. Le développement des territoires ruraux

### ***Recommandation 7.1 : Prioriser la rénovation et l'entretien des voiries rurales et agricoles***

#### **Le constat**

Avoir un réseau de voiries agricoles (dessertes des zones agricoles et accès aux parcelles) de qualité suffisante pour que les exploitants agricoles puissent travailler, et même vivre en famille à proximité de leur exploitation est vital pour le développement de l'agriculture.

L'actuel épisode de pluviométrie excessive qui sévit depuis bientôt 2 ans a considérablement dégradé le réseau. En outre, il demeure de nombreux périmètres agricoles, parfois relativement anciens où la voirie n'a pas été prise en charge par la commune qui est réticente à assumer le coût de l'entretien. La situation peut être aggravée quand le périmètre a subi une urbanisation incontrôlée, parfois illégale.

#### **Les enjeux**

- Une planification des besoins en voiries rurales et dessertes agricoles pour mieux prévoir le budget nécessaire et éventuellement prioriser.
- La recherche de type de voirie et d'infrastructure moins impactant le milieu naturel, d'un entretien et maintenance moins coûteux pouvant être réalisés par les riverains ou les services techniques locaux.
- Aider les communes d'un point de vue technique, mais aussi financier afin qu'elles puissent se lancer dans une planification puis aider à la mise en œuvre du plan d'aménagement de la voirie.

#### **Proposition 7.1.1**

##### ***Acteurs concernés***

Concerne le PAE en collaboration avec le service agriculture et le service de l'aménagement territorial de la CTG

##### ***Problématique***

La réhabilitation et l'entretien des voiries agricoles n'ont été que marginalement aidés dans le cadre du PDRG, à l'exception du financement de la création des dessertes agricoles dans les nouveaux périmètres fonciers. Le premier enjeu est de faire émerger la demande, c'est-à-dire la programmation par les communes de travaux de réhabilitation puis d'entretien de l'ensemble de leur voirie à vocation agricole. Le deuxième enjeu est de les accompagner tant financièrement que techniquement.

##### ***Propositions d'action***

- Introduire au sein de la déclinaison régionale du PSN, la possibilité de financer les plans d'aménagement des voiries rurales et agricoles



(TO 711)

- Dès lors que des collectivités se lancent effectivement dans une démarche de planification de leur voirie, une coordination et un accompagnement des démarches des communes, au niveau de la CTG et des EPCI, deviennent indispensables. Cette coordination permettrait au PAE de mieux anticiper les dépenses.
- Introduire au sein de la déclinaison régionale du PSN, la possibilité de financer les actions de coopération avec les centres techniques nationaux (CEREMA par exemple) pour proposer des modèles d'aménagement de voiries plus durables, plus faciles d'entretien, plus adaptés aux conditions pédoclimatiques de la Guyane. Il s'agit de gagner en efficience pour réduire le coût d'investissement, mais aussi d'entretien.
- Animer le réseau de services techniques des collectivités sur cette question (voir R7.2) pour mutualiser et capitaliser les expériences, voire favoriser actions collectives comme des regroupements d'achats.
- Accompagner les services techniques communaux, mais aussi les associations de producteurs des zones agricoles à s'équiper pour assurer l'entretien respectivement de la voirie rurale pour les uns et des dessertes des parcelles pour les autres.
  - Ouvrir l'éligibilité d'une mesure pour financer les équipements
- Évaluer la possibilité de développer des coûts simplifiés dédiés à la création des voiries rurales en fonction des types de voies créées, intégrant les coûts administratifs (coût par mètre linéaire de voie créée par exemple) afin de simplifier les dispositifs tant pour les opérateurs, que pour les services gestionnaires et de contrôle. Ceci pourrait être réalisé par un acteur indépendant (service de l'État) validant les coûts suivis de manière analytique par les opérateurs éligibles.

**Observation sur la mise en œuvre**

La première condition pour que ces propositions prennent sens, est que les communes rurales, les EPCI et la CTG se saisissent de la problématique, qui est d'autant plus complexe que le territoire est immense, sans oublier la complexité de gestion du foncier agricole qui est intimement liée à la gestion des voiries agricoles.

La deuxième condition est que les fonds structurels européens soient mobilisés pour ce faire. Le FEADER peut sembler être le plus adapté dans la mesure où le développement agricole nécessite que les exploitations agricoles soient accessibles.

### ***Recommandation 7.2 : Favoriser la coopération entre les services techniques des collectivités rurales***

#### **Le constat**

Les communes rurales ont des services techniques très limités avec des difficultés de recrutement et un fort turn-over. Ainsi la gestion et la planification des aménagements sont compliquées d'autant que le personnel technique a peu d'expériences, que cela d'un point de vue administratif, technique ou réglementaire.

#### **Les enjeux**

Il s'agit de faciliter la mutualisation d'expériences entre les services techniques, d'apporter une information technique sur les dispositifs d'aide, en particulier sur le FEADER directement aux personnes en charge des dossiers, et sur les thématiques qui peuvent intéresser plusieurs communes ou EPCI, réaliser des actions de formations-actions en faisant intervenir des experts.

#### **Proposition 7.2.1**

##### ***Acteurs concernés***

Concerne le PAE en collaboration avec le service de l'aménagement territorial de la CTG

##### ***Problématique***

La spécificité territoriale de la Guyane peut être invoquée compte tenu des enjeux d'aménagement des vastes territoires ruraux alors que les collectivités locales sont de petite taille avec des moyens techniques très limités.

##### ***Propositions d'action***

- Introduire au sein de la déclinaison régionale du PSN, la possibilité de financer l'animation du réseau des techniciens et élus directement en charge des aménagements, avec l'organisation régulière de rencontres (présentiel-distanciel) pour informer, former, échanger sur les expériences.

##### ***Observation sur la mise en œuvre***

Cela n'était pas compris dans le PDRG, mais dans la mesure où le FEADER finance des investissements réalisés par les collectivités, pour gagner en efficience, il doit pouvoir être envisagé le financement de l'amélioration des services techniques en charge de réaliser les investissements. S'il n'est pas envisageable que le FEADER contribue au financement, cela pourrait être supporté par un financement national.

Cette proposition ne prend sens que si le PSN prévoit de financer des aménagements réalisés par les collectivités locales.

## 7. Annexes

### 7.1. Synthèse des éléments d'évaluation des RAMO 2017 et 2019

#### Les réponses aux questions évaluatives :

Les développements ci-dessous reprennent d'une part la grille de lecture des questions évaluatives, ainsi que les principales recommandations élaborées au sein de ces deux RAMO, en lien avec les 4 mesures objet de l'évaluation 2022 du PDRG.

#### 1. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex post		
					types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte complémentaire/ Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
DPIa	1	1. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales ?	La question vise à analyser les effets des actions liées au développement de l'innovation, de la coopération et du développement des connaissances. Les mesures concernées sont les mesures 1 'transfert de connaissances et actions d'information', 2 'services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement' pour ce qui concerne le développement des connaissances, ainsi que la mesure 16 et en particulier le PEI pour le volet coopération/innovation.	1.1 Les projets soutenus ont été innovants et ont permis le développement de la base des connaissances dans les zones rurales	Indicateur commun_Indicateur cible T1 DP 1A	Pourcentage de dépenses au titre des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) 1305/2013 en ce qui concerne le montant total des dépenses pour le PDR	Dépenses totales sur les mesures 1 'Transfert de connaissances et actions d'information', 2 'Services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation' et 16 'Coopération' exprimé en pourcentage des dépenses totales prévues sur le PDR	OSIRIS		x	x	x
					Indicateur additionnel Helpdesk	% de dépenses au titre de projets innovants sur l'ensemble des projets soutenus par le programme de développement rural (Helpdesk : % de projets innovants sur le total des projets soutenus par le PDR)	Reformulation de l'indicateur proposé par le HelpDesk (raisonnement en valeur et non en nombre de projets).	OSIRIS	Définition des projets innovants : restriction au périmètre du PEI.	x	x	x
				1.2 Les projets soutenus ont permis le développement de la base de connaissances au travers d'actions de conseil	Indicateur additionnel	Nombre d'actions de conseil soutenues		OSIRIS		x	x	x
					Indicateur commun_Indicateur de réalisation 0.13	Nombre de bénéficiaires des actions de conseil soutenues		OSIRIS		x	x	x
				1.3 Des groupes opérationnels ont été créés dans le cadre du PEI	Indicateur additionnel	Evolution du nombre de bénéficiaires par rapport à la période précédente		OSIRIS / Données de réalisation de la programmation 2007-2013	Mobilisation des données de la période précédente	x	x	
					Information qualitative	Consultation des parties prenantes sur les résultats du dispositif en matière de développement de connaissances au travers des actions de conseil		Enquête auprès des structures de conseil et des bénéficiaires des actions de conseil, études de cas				x
				1.4 Variété des acteurs impliqués dans les groupes opérationnels PEI	Indicateur commun_Indicateur de réalisation 0.16	Nombre et type de partenaires impliqués dans les projets de coopération	Types de partenaires à définir (recherche, organismes socio-pro, exploitants, ...)	Données des autorités de gestion. Enquête auprès des groupes opérationnels PEI.	Limites liées à l'information disponible sur les types de partenariat	x	x	x
					Information qualitative	Analyse des modalités de sélection des projets innovants	Les critères de sélection permettent-ils de sélectionner les projets les plus innovants ?	Autorités de gestion en charge du PEI			x	x
				1.5 Des actions innovantes ont été mises en œuvre et diffusées par les groupes opérationnels PEI	Indicateur commun_Indicateur de réalisation 0.16	Nombre d'opérations mises en œuvre dans le cadre du PEI		OSIRIS		x	x	x
					Indicateur additionnel	Nombre d'opérations ayant débouché sur des actions de diffusion		Enquête auprès des groupes opérationnels PEI. Enquête auprès des autorités de gestion en charge du PEI.			x	x
					Information qualitative	Consultation des parties prenantes sur les résultats du dispositif en termes d'innovation, de démarche partenariale et de diffusion		Enquête auprès des groupes opérationnels PEI, bénéficiaires indirects (exploitants agricoles), études de cas				x

Seule la mesure 1 est concernée par cette question évaluative.

#### Recommandations principales 2016 :

Pas de recommandations spécifiques sur la mesure 1

#### Recommandations principales 2018 :

- Accélérer le paiement des dossiers en attente autant que faire se peut.
- Proposer des outils d'ingénierie financière (fonds d'avance par exemple) pour les structures qui rencontrent des difficultés à réaliser les avances de trésorerie.
- Prolonger les efforts d'animation

#### 2. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout

## au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
					Types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	Libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte complémentaire/ Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
DP1c	3	3. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ?	La question évaluative 3 analyse en particulier les effets de la mesure 1 soutenant les actions de formation dans les secteurs agricoles et forestiers. Il s'agit d'analyser la diffusion des actions de formations en termes de nombres de bénéficiaires et l'effet sur la montée en compétences réelle des acteurs.	3.1 Le nombre de personnes ayant bénéficié d'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie a augmenté	Indicateur commun_Indicateur cible T3 DP 1C (= Indicateur de réalisation 0.12)	Nombre total de participants formés en vertu de l'article 14		OSIRIS		x	x	x
					Indicateur additionnel	Evolution du nombre de bénéficiaires de formation par rapport à la programmation précédente		OSIRIS Données de réalisation de la période 2007-2013	Mobilisation des données de la période précédente		x	x
				3.2 Les actions de formation ont permis une montée en compétences des bénéficiaires	Indicateur additionnel Helpdesk	% de participants ayant reçu des formations diplômantes d'établissements de formation reconnues		Enquête auprès des organismes de formation			x	x
					Information qualitative	Consultation des parties prenantes sur la montée en compétences des bénéficiaires.		Enquête auprès des organismes de formation, enquête bénéficiaires, études de cas				x

Seule la mesure 1 est concernée par cette question évaluative.

### Recommandations principales 2016 :

- Engager une réflexion commune avec les professionnels (EPLEFPA, MFR, OP, etc.) sur les marges de manœuvre existantes pour assouplir les modalités de souscription aux TO de la mesure 1.

### Recommandations principales 2018 :

- Accélérer le paiement des dossiers en attente autant que faire se peut.
- Proposer des outils d'ingénierie financière (fonds d'avance par exemple) pour les structures qui rencontrent des difficultés à réaliser les avances de trésorerie.
- Engager une réflexion commune avec les professionnels (EPLEFPA, MFR, OP, etc.) sur les marges de manœuvre existantes pour assouplir les modalités de souscription aux TO de la mesure 1.
- Prévoir en amont de l'évaluation ex post la mise en place d'une enquête auprès des bénéficiaires des actions de formation et de diffusion des connaissances afin d'évaluer la pertinence, l'efficacité et l'impact des mesures 1 et 2.

### 3. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à l'amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et la diversification agricole ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
					types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte additionnelle/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
DP2a	4	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à l'amélioration des performances économiques, à la restructuration et à la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et la diversification agricole ?	Cette question vise à analyser dans quelle mesure le PDR a permis d'améliorer les performances économiques des exploitations. La performance des exploitations est notamment mesurée par la production par unité de travail annuel (UTA) et le revenu (Résultat Courant Avant Impôts - RCAI) par UTA (prenant en compte l'évolution des charges de l'exploitation, diversification vers des activités non agricoles).	4.1 La production agricole et le revenu par unité de travail annuelle a augmenté dans les exploitations soutenues	Indicateur commun_Indicateur de résultat additionnel R2 2A	Evolution de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien / UTA (unité de travail annuel)		CF. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur additionnel	Evolution du revenu agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien / UTA (unité de travail annuel)	Indicateur équivalent à l'indicateur R2 mais portant sur l'évolution du revenu (et prenant donc en compte les évolutions de coûts de production)	RICA	Identification possible des bénéficiaires d'aides à l'investissement dans le RICA		x	x
					Indicateur commun_Indicateur d'impact I.01	Revenu d'entreprise agricole	Indicateur d'impact	CF Technical Handbook DG Agri	Le Technical Handbook ne propose pas de méthodologie pour l'analyse des effets nets de l'intervention.		x	x
					Indicateur commun_Indicateur d'impact I.02	Revenu des facteurs agricoles	Indicateur d'impact	CF. Technical Handbook DG Agri	Le Technical Handbook ne propose pas de méthodologie pour l'analyse des effets nets de l'intervention.		x	x
					Indicateur commun_Indicateur d'impact I.03	Productivité totale des facteurs dans l'agriculture	Indicateur d'impact	CF. Technical Handbook DG Agri	Le Technical Handbook ne propose pas de méthodologie pour l'analyse des effets nets de l'intervention.		x	x
				4.2 Les exploitations ont été modernisées et / ou restructurées	Indicateur commun_Indicateur de résultat R1 2A	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation	Identification des opérations de restructuration et modernisation	CF. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur additionnel Helpdesk	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements de modernisation	Cet indicateur est basé sur les mesures d'investissement productifs.	OSIRIS. Enquêtes structures Agriste pour les données de contexte (nombre d'exploitations)	Données enquête structures disponibles tous les 3 ans (dernière année disponible : 2013)		x	x
					Indicateur additionnel Helpdesk	Répartition des exploitations bénéficiaires par classe de taille économique.		OSIRIS (données de caractérisation des bénéficiaires). Enquête structures Agriste pour les données de contexte.	Limites portant sur la caractérisation de la taille économique des bénéficiaires dans OSIRIS. Identification possible des bénéficiaires des PDR dans l'enquête structures?		x	x
					Indicateur additionnel	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements liés à la diversification agricole	Identification des opérations liées à la diversification agricole	OSIRIS. Enquêtes structures Agriste pour les données de contexte (nombre d'exploitations)	Données enquête structures disponibles tous les 3 ans (dernière année disponible : 2013)		x	x

Les dispositifs concernés sont ici la mesure 1, TO 411 et TO 432, 6.3.1

### Recommandations principales 2016 :

- Un effort d'animation et de communication doit être fourni sur le TO 6.3.1 compte tenu de l'absence de programmation.
- Développer une méthode de réponse à la question évaluative n°4 qui soit adaptée aux spécificités de la Guyane et aux contraintes inhérentes au calcul de certains indicateurs.

### Recommandations principales 2018 :

- Un besoin de synergie entre les dispositifs proposés au sein de ce DP et les MAEC afin de garantir une meilleure efficacité et efficience des dépenses publiques pour que la chaîne de l'innovation et de la production de connaissance puisse être complétée jusqu'à l'adoption de nouvelles pratiques, la modernisation des exploitations et permettre ainsi une amélioration de leurs performances économiques et environnementales.
- Renforcer l'animation et l'appui au montage des dossiers pour les bénéficiaires en particulier sur les TO des mesures 1, 2, 6, et 16.
- Faciliter la sollicitation à plusieurs TO complémentaires à travers la rédaction d'un seul dossier donnant droit à un package de TO mobilisable ou non par les exploitants en fonctions de leurs stratégies et de leurs besoins.
- Faciliter le renouvellement de certaines demandes de subventions lorsqu'il s'agit de formation, de diffusion d'information ou de connaissance afin de pouvoir toucher un plus large public lorsque les ateliers ou modules de formations répondent aux besoins des bénéficiaires.

- Actualiser régulièrement le référentiel technico-économique avant la mise en œuvre des projets, puis mis à jour auprès des bénéficiaires et d'un échantillon de non-bénéficiaires (comparables aux bénéficiaires avant la mise en œuvre de la mesure) afin de pouvoir mesurer les effets propres. Il s'agit de mettre en place une véritable évaluation d'impacts par une analyse contre-factuelle.

#### 4. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex post		
					types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte additionnelle/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2018	Ex post
DP2b	5	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations ?	Cette question vise à analyser dans quelle mesure le PDR a permis le renouvellement des générations et l'installation de chef d'exploitation formés de manière adéquate.	5.1 Des exploitants formés de manière adaptée sont entrés dans le secteur	Indicateur commun, Indicateur de résultat R3 2B	% d'exploitations agricoles avec un plan de développement d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs, bénéficiant d'un soutien au titre du PDR		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				5.2 La part de jeunes exploitants formés de manière adaptée a augmenté dans le secteur agricole	Indicateur commun, Indicateur de contexte C24	% d'exploitants de moins de 35 ans formés de manière adaptée dans le secteur agricole sur la zone de programmation	Le helpdesk propose, comme source additionnelle, le même indicateur couvrant l'ensemble des exploitations (sans se focaliser sur les moins de 35 ans). Ces deux indicateurs sont compris dans les indicateurs de contexte.	Suivi indicateurs de contexte et données Enquête structures Agreste	Données enquête structures disponibles tous les 3 ans (dernière année disponible : 2013)	x	x	x
				5.3 Stabilité ou croissance de la part des exploitants de moins de 35 ans	Indicateur commun, Indicateur de contexte C23	Pyramide des âges des chefs d'exploitation agricole Evolution du % de chef d'exploitation de moins de 35 ans		Suivi indicateurs de contexte et données Enquête structures Agreste	Données enquête structures disponibles tous les 3 ans (dernière année disponible : 2013)	x	x	x
				5.4 Le PDR a soutenu des installations	Indicateur additionnel	Nombre d'installations soutenues par le PDR dans le total des installations		OSIRIS (Nombre de bénéficiaires de la sous-mesure 6.1 "Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs") Données nationales sur l'installation (MSA,...)		x	x	x
				5.5 Le nombre d'installations compense les départs	Indicateur additionnel	Solde du nombre d'installation par rapport au nombre de départ		AGRESTE Recensement Général Agricole (RGA) / Enquête structures	Données enquête structures disponibles tous les 3 ans (dernière année disponible : 2013). RGA tous les 10 ans.			x

Les dispositifs concernés sont ici la mesure 4 (TO 431) et mesure 6 (TO 611)

#### Recommandations principales 2016 :

- Consolider le suivi réalisé sur le TO 6.1.1 en associant tous les partenaires impliqués : DAAF, ASP pour la préinstruction, Point Accueil Installation, CFE et MSA pour disposer de données quantitatives consolidées et systématiques.
- Recueillir des données qualitatives complémentaires pour évaluer la pérennité des installations agricoles.

#### Recommandations principales 2018 :

- S'appuyer sur le PAI pour renforcer l'animation de la DJA sur la fin de la programmation
- Poursuivre l'accompagnement des collectivités pour les projets de mise en valeur des terres agricoles
- Identifier des solutions de préfinancement pour les candidats à l'installation (prêts bancaires avec garantie AFD, lien avec les aides aux demandeurs d'emploi, etc.)
- Envisager un traitement conjoint des demandes de financement DJA + aide à l'investissement (TO 4.1.1) afin d'alléger la charge administrative pour les bénéficiaires

- Accompagner la montée en compétences des conseillers et favoriser la mobilisation de la mesure 2 de conseil par les bénéficiaires de la DJA.
- Pendant les réunions d'information sur le PDR, prévoir de présenter la DJA en synergie avec d'autres dispositifs d'aide pertinents (TO 4.3.1 et 4.1.1, mesure 2).
- Suivre et accompagner les JA dans le cadre de leur installation afin de contribuer à la pérennité de leur projet
- Consolider le suivi réalisé sur le TO 6.1.1 et les installations hors aides du PDR en associant tous les partenaires impliqués : DAAF, ASP, Point Accueil Installation et Chambre d'agriculture plus largement, CFE et MSA pour disposer de données quantitatives consolidées et systématiques
- Recueillir des données qualitatives complémentaires pour évaluer la pérennité des installations agricoles aidées à travers une « enquête Bénéficiaires »
- Réfléchir de concert à la question du soutien à l'installation agricole dans le cadre de la prochaine programmation (zones à cibler, accompagnement à mettre en place, conditionnalité, etc.)

**5. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?**



DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans le RABO ou en ex post		
					Types Indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	Libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte complémentaire / Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
DP3a	6	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?	Cette question vise à analyser dans quelle mesure le PDR a permis d'améliorer la compétitivité des exploitations qui s'inscrivent dans des démarches du type signes de qualité, circuits courts, OP...  L'interprétation de la hausse de compétitivité s'entend comme : - Une amélioration de la marge des producteurs concernés; - Une augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles concernés; - Plus globalement, une amélioration des résultats économiques des exploitations (évolution favorable du revenu).  Le questionnement peut également se découper suivant les deux sous-questions suivantes:  1- Dans quelle mesure les actions du PDR ont-elles encouragé les producteurs primaires à participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux ou circuits courts ou à des OP ?  2- Dans quelle mesure la conversion des producteurs primaires à ces signes de qualité ou à des circuits courts ou OP, soutenue par le PDR, a-t-elle amélioré la promotion des produits régionaux et de ce fait leur valeur ajoutée?  6.5 La participation des producteurs primaires à des circuits courts, des groupes de producteurs orientés vers la qualité ou à des organisations interprofessionnelles a augmenté  6.6 La participation des producteurs primaires à des circuits courts, des groupes de producteurs orientés vers la qualité ou à des organisations interprofessionnelles a permis d'améliorer la promotion des produits agricoles concernés au niveau régional	6.1 La compétitivité des producteurs primaires soutenus par le PDR s'est améliorée	Indicateur additionnel Helpdesk	Evolution de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien / UTA (unité de travail annuel)	d'indicateur commun_Indicateur de résultat additionnel R2 2A	d'indicateur de résultats	Difficulté à se focaliser sur la mesure 3. Pas d'identification des bénéficiaires de la mesure 3 dans le RICA.		x	x
					Indicateur additionnel	Evolution du résultat économique des entreprises ayant participé à des systèmes de qualité, circuits courts, OP...		Enquête directe bénéficiaires			x	x
				6.2 La part du prix final des produits agricoles conservée par les producteurs primaires a augmenté	Indicateur additionnel Helpdesk	Evolution de la marge et prix perçus par les producteurs primaires	Reformulation de l'indicateur du Helpdesk	Enquête directe bénéficiaires				x
				6.3 La valeur ajoutée des produits agricoles des producteurs primaires s'est accrue	Information qualitative	Différenciation des produits agricoles concernés par des démarches de types SIQO ou promus via des circuits courts, OP...		Enquête consommateurs, ODG				x
				6.4 La mise en œuvre des systèmes de qualité par les producteurs primaires a augmenté (*)	Indicateur additionnel Helpdesk	% de producteurs primaires introduisant des systèmes de qualité, avec l'appui du PDR	(*) les agriculteurs certifiés à des SIQO sont plus nombreux	OSIRIS (Mesure 3.1 Aide à la participation à des systèmes de qualité)		x	x	x
					Indicateur additionnel	Part de marché des produits agricoles sous signe de qualité au niveau régional	Découpage de l'indicateur éventuellement nécessaire par type de signe qualité/apellation	Enquête auprès des Comités de promotion, ODG			x	x
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R4 DP 3A	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien pour la participation à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs	Risque de doublons importants. Si cet indicateur n'est pas redressé dans le cadre du reporting (pas obligatoire dans les guides UE) il conviendra de procéder à un recroisement (via les codes SIRET) dans le cadre des évaluations	Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				6.5 La participation des producteurs primaires à des circuits courts, des groupes de producteurs orientés vers la qualité ou à des organisations interprofessionnelles a augmenté	Indicateur additionnel Helpdesk	Définition des marchés locaux (à l'échelle du PDR, suivant le contexte régional)				x		
					Indicateur additionnel Helpdesk	Définition des circuits d'approvisionnement courts (à l'échelle du PDR, suivant le contexte régional)				x		
					Information qualitative	Rôle des actions de formation/information, des services de conseil et de la coopération dans le changement des pratiques des producteurs primaires vers des SIQO, circuits courts...	Uniquement lorsque des mesures M01, M02 et M16 ont été fléchées par le PDR vers le DP 3A  Indicateurs communs_Indicateurs de réalisation	Enquête bénéficiaires				x
					Indicateur additionnel	Nombre d'actions de communication ou de promotion mises en place par des groupements de producteurs, organisations professionnelles orientés vers la qualité ou les circuits courts	Découpage de l'indicateur éventuellement nécessaire / groupes ou organisation	Enquête auprès des organisations professionnelles				x

Les dispositifs concernés sont ici la mesure 1 (TO 122), mesure 4 (TO 421)

## Recommandations principales 2016 :

Pas de recommandations spécifiques sur cette question évaluative. La nécessité de communiquer sur les actions de coopération est soulignée (promotion locale entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement).

## Recommandations principales 2018 :

- Une animation importante, portée par des acteurs extérieurs pour venir en appui aux filières et aux interprofessions, est nécessaire pour lancer la dynamique. Dans le cas contraire la tendance actuelle de voir quelques rares porteurs de projets solliciter essentiellement les TO 421 et 311 risque de se poursuivre avec une efficacité relativement limitée
- Améliorer l'actualisation et la mise en cohérence entre fichiers de suivi (PAE et services instructeurs) pour faciliter la réalisation des travaux d'évaluations.
- Recourir à une enquête « Bénéficiaires » pour les évaluations suivantes et notamment ex post, qui pourrait être étendue à l'ensemble des bénéficiaires du

PDR, en tenant compte des recommandations suivantes :

- o S'assurer de disposer d'une base de données actualisée des bénéficiaires, en leur rappelant qu'ils sont tenus de transmettre leurs nouvelles coordonnées si celles-ci sont modifiées pendant la période de réalisation de leur projet ;
- o Prévoir un service d'envoi de SMS groupés (gain de temps pour les bénéficiaires ne disposant pas d'une adresse mail valide) ;
- o Utiliser un logiciel spécialisé dans la création et le traitement d'enquêtes pour faciliter la valorisation des résultats (graphiques notamment) ;
- o Communiquer sur les enquêtes pour augmenter le taux de réponse (information amont et relance des bénéficiaires), en s'appuyant sur les partenaires ;
- o Adapter la formulation des questions pour s'assurer qu'elles soient accessibles à la majorité et faciliter le renseignement du questionnaire.

## 6. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de Jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
					Indicateurs - types	Indicateurs - libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte additionnel/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2020	Ex post
DP4a	8	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens ?	La question 8 vise à analyser les effets des interventions du PDR sur la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité et des paysages. Elle se focalisera principalement sur les mesures suivantes: les MAEC (éléments du paysage, réduction des intrants...), le soutien à l'agriculture biologique, l'ICHN (maintien des prairies favorables à la biodiversité et aux paysages...), paiement au titre de Natura 2000, soutien à l'agroforesterie.  Le raisonnement s'effectue en 4 étapes, dont les deux dernières relèvent a priori de l'évaluation ex-post: - identification des mesures à effet fort/faible sur la biodiversité sur base de l'analyse théorique et de la logique d'intervention - Adéquation des réalisations aux enjeux : taux de couvertures des zones à enjeux (Natura 2000, ICHN, HVN...) par les mesures de préservation de la biodiversité et des paysages - Analyse des changements de pratiques imputables à l'intervention - Conclusion sur les effets sur la biodiversité et les paysages	8.1 Les mesures à effets sur la biodiversité ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (Natura 2000, zones soumises à contraintes naturelles, HVN)	Indicateur additionnel	Typologie des mesures à effet sur la biodiversité et les paysages (effet fort/faible)		Analyse théorique sur base de la littérature scientifique / Analyse de la logique d'intervention		x		
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R7	Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R6	Pourcentage de forêts ou d'autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et les paysages		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				8.2 Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à la biodiversité	Indicateur additionnel	Pourcentage des terres agricoles dans les zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la biodiversité et les paysages		ISIS, ODR pour le croisement réalisations / zones à enjeux	Disponibilité des zonages / Possibilité de calcul par ODR de la couverture des zones à enjeux	x	x	x
					Indicateur additionnel	Changement des pratiques des bénéficiaires imputables à l'intervention		Analyse contrefactuelle mobilisant les données RICA pour mesurer les changements de pratiques (prairies, assolement) (En fonction des possibilités de croisement données de réalisation/données RICA). Enquête directe bénéficiaires, études de cas, analyse des facteurs externes	Limites liées au nombre limité de données sur les pratiques agricoles. Possibilité d'appariement entre données bénéficiaires et statistiques publiques. Temporalité dans la publication des données statistiques.		x	
					Indicateur additionnel	Evolution de la biodiversité et des paysages dans les zones à fortes contractualisation		Analyse croisée effets du programme sur les changements de pratiques / analyse théorique de l'effet des pratiques sur la biodiversité (synthèse des indicateurs précédents)  Données sur l'état de la biodiversité dans les zones à forte contractualisation  Etudes de cas, enquête directe bénéficiaires	Temps de latence pour la mesure des effets des mesures sur la biodiversité Robustesse des données disponibles sur l'état de l'environnement Différences dans les échelles d'observation		x	
				8.3 La biodiversité sur les surfaces contractualisées a été restaurée, préservée et améliorée	Indicateur commun_Indicateur d'impact LOB	Indice des populations d'oiseaux en milieu agricole	Indicateur d'impact	Cf Technical Handbook DG Agr	Le Technical Handbook ne propose pas de méthodologie pour l'analyse des effets nets de l'intervention.		x	
					Indicateur commun_Indicateur d'impact LOB	Agriculture à Haute Valeur Naturelle	Indicateur d'impact	Cf Technical Handbook DG Agr	Le Technical Handbook ne propose pas de méthodologie pour l'analyse des effets nets de l'intervention.		x	

Les dispositifs concernés sont ici la mesure 1 (TO 111), mesure 4 (TO 441)

### Recommandations principales 2016 :

Pas de recommandations spécifiques sur cette question évaluative.

## Recommandations principales 2018 :

- Développer l'animation et l'appui des bénéficiaires potentiels dans leur démarche et proposer un appui technique aux agriculteurs afin de les accompagner dans leurs changements de pratiques.
- S'appuyer sur le demi-poste financé dans le cadre du TO 16.5.1 depuis 2017 pour cela, ainsi que sur la chambre et les structures collectives agricoles.
- Affiner l'attribution de certaines opérations aux différents domaines prioritaires. Relier chaque opération aidée à un ou plusieurs DP (contributions prioritaires et secondaires).
- Identifier avec les partenaires des indicateurs permettant de suivre l'évolution de la biodiversité et mesurer les impacts du PDR (par exemple établir une liste ciblée d'espèces patrimoniales et un état 0 de leur présence sur le territoire / dans les sites à enjeux) en lien avec les recommandations émises par l'évaluation de mise en œuvre 2017.
- Réaliser une "enquête Bénéficiaires" dans le cadre de l'évaluation ex post en s'appuyant sur les partenaires et structures collectives pour toucher davantage de bénéficiaires.

## 7. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
					Indicateurs - types	Indicateurs - libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte additionnelle/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
DP4b	9	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides ?	La question 9 vise à analyser les effets de l'intervention sur la restauration, la préservation et l'amélioration de la gestion de l'eau sur l'aspect qualité, et en particulier sur les deux paramètres nitrates et pesticides. Elle se focalisera sur les mesures suivantes : MAEC et mesures de soutien à l'agriculture biologique.	9.1 Les mesures à effets sur la qualité de l'eau ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (DCE, zones vulnérables directive Nitrates)	Indicateur additionnel	Typologie des mesures à effet sur la qualité de l'eau (effet fort/faible)		Analyse théorique sur base de la littérature scientifique / Analyse de la logique d'intervention		x		
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R8	Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R9	Pourcentage de terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur additionnel	Pourcentage des terres agricoles dans les zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion de l'eau		ISIS, ODR pour le croisement réalisations / zones à enjeux	Disponibilité des zonages / Possibilité de calcul par ODR de la couverture des zones à enjeux	x	x	x
				9.2 Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau	Indicateur additionnel	Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention		Analyse contre-factuelle mobilisant l'enquête pratiques culturales pour mesurer les changements de pratiques (Possibilités de croisement données de réalisation/données de l'enquête pratiques culturales). Enquête directe bénéficiaires, études de cas, analyse des facteurs externes	Limites liées au nombre limité de données sur les pratiques agricoles. Possibilité d'appariement entre données bénéficiaires et les statistiques publiques. Temporalité dans la publication des données statistiques.			x
				9.3 La qualité de l'eau sur les surfaces contractualisées s'est améliorée	Indicateur additionnel	Evolution de la qualité de l'eau (Nitrates/phytosanitaires) dans les zones à fortes contractualisations		Analyse croisée effets du programme sur les changements de pratiques / analyse théorique de l'effet des pratiques sur la qualité de l'eau (synthèse des indicateurs précédents)	Temps de latence pour la mesure des effets sur la qualité de l'eau (en particulier pour les masses d'eau souterraines) Différences dans les échelles d'observation (parcelles / masses d'eau)			x
					Indicateur commun_Indicateur d'impact I11	Qualité de l'eau	Indicateur d'impact	Cf Technical Handbook DG Agri	Le Technical Handbook ne propose pas de méthodologie pour l'analyse des effets nets de l'intervention.			x

La mesure concernée est ici la mesure 1 (TO 111)

## Recommandations principales 2016 :

Pas de recommandations spécifiques sur cette question évaluative.

## Recommandations principales 2018 :

- Développer l'animation et l'appui des bénéficiaires potentiels dans leur démarche et proposer un appui technique aux agriculteurs afin de les accompagner dans leurs changements de pratiques.
- S'appuyer sur le demi-poste financé dans le cadre du TO 16.5.1 depuis 2017 pour cela, ainsi que sur la chambre et les structures collectives agricoles.
- Affiner l'attribution de certaines opérations aux différents domaines prioritaires. Relier chaque opération aidée à un ou plusieurs DP (contributions prioritaires et secondaires).

## 8. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols ?

DP	N° QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex post		
					Indicateurs - types	Indicateurs - libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte additionnel/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2018	Ex post
DP4c	10	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols ?	La question 10 vise à analyser les effets de l'intervention sur l'amélioration de la gestion des sols et en particulier la prévention de l'érosion. Les mesures concernées sont principalement les MAEC visant à l'implantation d'éléments du paysage (haies, ...) ou au maintien des prairies, ainsi que les autres mesures favorisant le maintien ou l'amélioration de la matière organique dans les sols. Le raisonnement reprend les 4 étapes décrites précédemment. - Identification des mesures à effet fort/faible sur la gestion des sols sur base de l'analyse théorique et de la logique d'intervention - Adéquation des réalisations aux enjeux : taux de couverture des zones à enjeux (aléa érosif) par les mesures d'amélioration de la gestion des sols - Analyse des changements de pratiques imputables à l'intervention - Conclusion sur les effets sur l'amélioration de la gestion des sols	10.1 Les mesures à effets sur la gestion des sols ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (Aléa érosif, GIS Sol)	Indicateur additionnel	Typologie des mesures à effet sur la gestion des sols (érosion) (effet fort/faible)		Analyse théorique sur base de la littérature scientifique / Analyse de la logique d'intervention		x		
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R8	Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols (érosion)		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur commun_Indicateur de résultat R9	Pourcentage de terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols (érosion)		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				10.2 Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la gestion des sols	Indicateur additionnel	Pourcentage des terres agricoles dans les zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols		TSIS, ODR pour le croisement réalisations / zones à enjeux	Disponibilité des zonages / Possibilité de calcul par ODR de la couverture des zones à enjeux	x	x	x
					Indicateur additionnel	Changement de pratiques des bénéficiaires imputables à l'intervention		Indicateurs précédents (cf. qe biodiversité : maintien des prairies, haies, ...), enquête bénéficiaires, études de cas, analyse des facteurs externes	Limites liées au nombre limité de données sur les pratiques agricoles, en particulier sur les pratiques de gestion des sols.			x
					Indicateur additionnel	Evolution du taux de MO dans les sols et de l'aléa érosif		Analyse croisée effets du programme sur les changements de pratiques / analyse théorique de l'effet des pratiques sur la gestion des sols (synthèse des indicateurs précédents) Données GIS Sol dans les zones à forte contractualisation Etudes de cas, enquête directe bénéficiaires	Fréquence de remise à jour de données GIS Sol et échelle d'observation (Petite Région Agricole)			x

Les mesures concernées sont ici la mesure 1 (TO 111) et la mesure 4 (TO 441)

## Recommandations principales 2016 :

Pas de recommandations spécifiques sur cette question évaluative.

## Recommandations principales 2018 :

- Développer l'animation et l'appui des bénéficiaires potentiels dans leur démarche et proposer un appui technique aux agriculteurs afin de les accompagner dans leurs changements de pratiques.
- S'appuyer sur le demi-poste financé dans le cadre du TO 16.5.1 depuis 2017 pour cela, ainsi que sur la chambre et les structures collectives agricoles.
- Affiner l'attribution de certaines opérations aux différents domaines prioritaires. Relier chaque opération aidée à un ou plusieurs DP (contributions prioritaires et secondaires).

## 9. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie ?

DP	N°QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
					Types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	Libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte complémentaire/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
DP5c	13	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?	La question 13 vise à analyser les effets des mesures facilitant la fourniture et l'utilisation de diverses matières à des fins de bioéconomie.  La bioéconomie est caractérisée par un recours à la biomasse comme matière première pour la fabrication de nombreux produits (énergie, chimie, matériaux, alimentation) et peut ainsi participer à la transition vers une dépendance moindre aux hydrocarbures.  Il conviendra pour répondre à la question 13 de mesurer les volumes de biomasse mobilisés à des fins de bioéconomie.	13.1 L'offre en énergie renouvelable a progressé.	Indicateur commun_Indicateur de résultat additionnel R15	R15: énergie renouvelable produite à partir de projets bénéficiant d'un soutien		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur commun_Indicateur cible T16 DP 5C	T16: total des investissements dans la production d'énergie renouvelable	Fonction du détail du suivi par Osiris	OSIRIS		x	x	x
				13.2 L'utilisation d'énergie renouvelable a progressé.	Indicateur commun_Indicateur de réalisation O.3	O.3 Nombre d'opérations d'investissement dans la production d'énergie renouvelable		OSIRIS		x	x	x
					Indicateur additionnel Helpdesk	Total des investissements soutenus par le PDR pour l'utilisation d'énergie renouvelable		OSIRIS		x	x	x
					Indicateur additionnel Helpdesk	Energie renouvelable utilisée dans les structures soutenues par le PDR		Enquête spécifique auprès des bénéficiaires				x

Les dispositifs concernés sont ici la mesure 4 (TO 431) et la mesure 6 (TO 641)

### Recommandations principales 2016 :

- Prévoir une communication ciblée sur les thématiques des énergies renouvelables dans les secteurs de l'agriculture, la foresterie et l'agroalimentaire.

### Recommandations principales 2018 :

Prévoir un suivi spécifique auprès des porteurs de projets qui ont pour vocation d'améliorer l'offre et l'utilisation des énergies renouvelables.

- Disposer d'un état zéro adapté au démarrage du programme pour analyser les changements observés (en vue de la prochaine programmation)
- Lancer des AAP dédiés à l'animation (TO 16.6.1)

## 10. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

N°QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
				Types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	Libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte complémentaire/Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2019	Ex post
15	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?	La question 15 vise à analyser les effets des actions liées aux mesures soutenant la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie.  Sont particulièrement ciblées par cette question les mesures favorables à la gestion de la forêt, à l'agroforesterie et à certaines utilisations du sol connues pour leur haut niveau de séquestration du carbone (les prairies par exemple).	15.1 Les surfaces agricoles et forestières sous contrat de gestion contribuant à la séquestration du carbone ont progressé.	Indicateur commun_Indicateur de résultat R20	R20/T19/O5: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion qui contribuent à la séquestration ou à la conservation du carbone		Cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				Indicateur commun_Indicateur cible T19 DP 5E							
			15.2 La conservation et la séquestration du carbone en agriculture et dans la foresterie a progressé.	Indicateur commun_Indicateur de contexte C41	C41. Matière organique dans le sol des terres arables	Il s'agit d'un indicateur de contexte pour lequel il conviendra d'apprécier l'évolution dans le temps (début et fin de programmation).					
				Indicateur commun_Indicateur d'impact I.12	Matière organique dans le sol des terres arables	Indicateur d'impact	GIS Sol	Rythme de mise à jour de l'outil	x		x

La mesure concernée est ici la mesure 4 (TO 441)

### Recommandations principales 2016 :

- Prévoir une communication ciblée sur cette thématique pour les agriculteurs/forestiers souhaitant s'engager.
- Prévoir une intervention des partenaires techniques pertinents pour apporter l'expertise nécessaire.

## Recommandations principales 2018 :

- Prévoir un système d'avance pour les exploitants souhaitant s'engager en agroforesterie
- Intégrer au système de suivi des indicateurs permettant d'évaluer le carbone séquestré Intégrer les études en cours au Parc National de Guyane visant à analyser les stocks et flux de carbone des 3,4 millions d'hectares de forêts et l'impact de l'état de conservation du bloc forestier en matière de séquestration de carbone
- Évaluer les gains entre conservations de résidus végétaux en surface du sol lors de la défriche pour le stockage de carbone dans les sols et valorisation énergétique de la biomasse (antagonisme entre valorisation de la biomasse et séquestration du carbone dans le sol)

## 11. Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?

DP	N°QE	QE	Compréhension de la question	Critères de jugement	Indicateurs et outils d'analyse (quantitatifs et qualitatifs)			Précisions méthodologiques (si nécessaire)		Recommandations sur la mobilisation dans les RAMO ou en ex-post		
					Types (indicateurs communs / additionnels, information qualitative)	Libellé	Commentaires	Méthodologie de collecte complémentaire/ Sources	Limites / besoins de contextualisation	2017	2018	Ex post
DP6b	17	Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?	La question 17 cible l'analyse des effets des mesures du PDR favorables au développement local en zone rurale. L'analyse se focalisera en particulier sur la mise en œuvre de Leader.	17.1 Les services et les infrastructures locales se sont développés dans les zones rurales	Indicateur additionnel	Nombre d'équipements des services aux particuliers		INSEE, Base BPE annuelle	Triangulation avec des données qualitatives (données SDAASP et/ou enquêtes sur un échantillon)	x	x	x
					Indicateur additionnel	Nombre d'équipements et de services de santé		INSEE, Base BPE annuelle	Triangulation avec des données qualitatives (données SDAASP et/ou enquêtes sur un échantillon)	x	x	x
				17.2 L'accès aux services et aux infrastructures locales ont progressé dans les zones rurales	Indicateur commun_Indicateur Résultat R23_DP 6B	% de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/ infrastructures		cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				17.3 La population rurale a participé à des actions locales	Indicateur additionnel Helpdesk	% de la population rurale impliquée dans des actions soutenues par le LEADER		Données de réalisation (nature des interventions des GAL)				x
					Information qualitative	Gouvernance des projets soutenus via le PDR, composition des projets collaboratifs, niveau de convergence des intérêts défendus		sociogramme, DL, etc.				x
				17.4 La population rurale a bénéficié d'actions locales.	Information qualitative	Niveau de satisfaction des bénéficiaires au regard de la performance des partenariats locaux formés avec le soutien du PDR		sociogramme, DL, entretiens ciblés, etc.				x
					Information qualitative	Evolution de la satisfaction de la population (cible) vis-à-vis d'un panel d'infrastructures et/ou de services améliorés avec le PDR		Enquête				x
				17.5 Des opportunités d'emploi ont été créées via les Stratégies de Développement Local (SLD)	Indicateur commun_Indicateur Résultat R24_DP 6B	Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien (Leader)		cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
					Indicateur additionnel Helpdesk	Nombre de projets/initiatives soutenus par la Stratégie de Développement Local (SLD)		Données de réalisation GAL				x
					Indicateur additionnel Helpdesk	% des dépenses du PDR associées à la mesure LEADER sur la dépense totale du PDR		Données de réalisation GAL		x	x	x
				17.6 Le territoire rural et la population couverte par les GAL a augmenté	Indicateur commun_Indicateur Résultat R22_DP 6B	% de la population rurale concernée par les stratégies de développement local		cf. méthodologie indicateurs de résultats		x	x	x
				17.7 De nouvelles pratiques et des projets innovants favorables au développement local dans les zones rurales ont émergé via LEADER	Information qualitative	Introduction de nouveaux produits, procédés, organisations ou marchés ; transfert de connaissances ou d'innovations...		Enquête auprès d'un échantillon Etudes de cas				x
					Information qualitative	Partenariats publics-privés établis (composition des GAL); renforcement des actions multisectorielles et des approches dites "bottom-up"		Enquête auprès d'un échantillon Etudes de cas Revue documentaire (évaluation GAL, fiches-actions, SLD...)				x

La mesure concernée est ici la mesure 7 (TO 711, 721, 723, 724, 725 et 726)

## Recommandations principales 2016 :

- Prévoir une réflexion spécifique sur les TO de la mesure 7 et les zones sans programmation avec les services métiers de la CTG, le PAE et les communes/ communautés de communes guyanaises (recueil des besoins, phasage des projets dans le temps, etc.), recommandation déjà en cours.

### **Recommandations principales 2018 :**

- Clarifier la procédure d'actualisation des données de suivi par mesure et de transmission au PAE.
- Prévoir éventuellement des systèmes d'enquête de satisfaction ou de système d'autosuiivi/ évaluation par les bénéficiaires des aides LEADER ou de la mesure 7, orchestrées par l'autorité de gestion et les animateurs de GAL afin de bénéficier d'un retour qualitatif fin sur les actions menées.
- Poursuivre l'effort de communication sur la mesure 7 et d'échanges avec les services techniques des collectivités sur ces sujets pour la fin de la programmation (en particulier avec les communes éloignées)
- Anticiper les problématiques rencontrées pour la prochaine programmation (recensement des besoins non couverts, ciblage des projets éligibles au regard des besoins et des autres sources de financement existantes, réflexion sur l'intérêt d'un fonctionnement par appel à projets voire appel à manifestation d'intérêts, intégration si possible des études préalables aux dépenses éligibles, développement et communication sur l'appui aux collectivités : formations assistance à maîtrise d'ouvrage, sessions d'information dédiées, etc.)

**De manière transversale, l'évaluation de 2016** met en lumière les problèmes liés au démarrage tardif du programme, mais souligne néanmoins un niveau de programmation correct.

Elle souligne par ailleurs la nécessité de renforcer en moyens humains la gestion du FEADER (appui aux porteurs de projets et instruction des dossiers).

Elle pointe par ailleurs la nécessité de formaliser les procédures comme c'est le cas pour le FEDER/FSE.

Elle insiste sur la nécessité d'une animation dynamique du programme en lien avec le réseau rural de Guyane.

Elle note le besoin de mettre en place la stratégie de communication avec des outils adaptés au monde rural.

Elle indique la nécessité de mettre en place des outils de suivi spécifiques tels :

- Indicateurs relatifs aux délais de traitement des dossiers jusqu'au conventionnement et paiement des aides
- Indicateurs liés au nombre de personnes ayant reçu des informations sur le PDRG

**De manière transversale, l'évaluation de 2018** reprend largement les constats de 2016 tout en constatant les améliorations opérées en deux années, notamment en termes de communication adaptée auprès des professionnels, mais aussi de suivi évaluatif.

Elle pointe néanmoins la nécessité d'une stratégie de communication spécifique au FEADER.

Elle reprend par ailleurs la nécessité de mettre en place des outils de suivi spécifiques tels :



- Indicateurs relatifs aux délais de traitement des dossiers jusqu'au conventionnement et paiement des aides
- Indicateurs liés au nombre de personnes ayant reçu des informations sur le PDRG

### **Le cadre de performance à la fin de l'année 2018 (RAMO 2019)**

Suite à l'examen de performance, les priorités 3 et 5 n'ont pas atteint leurs valeurs intermédiaires. Par décision de l'Autorité de gestion, la réserve de performance des priorités 3 et 5 a été réallouée à la priorité 4, aux mesures 10 et 11 considérant la dynamique des contractualisations MAEC et BIO. En effet l'enveloppe initiale avait été sous-estimée et s'avérait insuffisante pour répondre aux besoins de crédit.

Les cibles financières 2023 ont été adaptées en fonction des changements du plan financier suite à la réallocation.

Mesure 16 – DP 3A : - 322 852.35 € soit un nouveau montant de 2 147.65

Mesure 10 – DP 5E : - 81 886.4 1€ soit un nouveau montant de 178 113.59 €

Mesure 10 – DP 4 : + 300 000 € soit un nouveau montant de 1 180 000 €

Mesure 11 – DP 4 : + 104 738,76 € soit un nouveau montant de 1 163 738.76 €

Les 4 mesures évaluées ne sont pas impactées par la réallocation de la réserve de performance.

## 7.2. Les outils d'enquêtes

---

Les enquêtes ont été menées sur cinq dispositifs :

- Le type d'opération 411 : Investissements dans les exploitations agricoles
- Le type d'opération 421 : Investissements agroalimentaires
- Le type d'opération 441 : Investissements non productifs
- Le type d'opération 611 : Dotation Jeunes agriculteurs
- Le type d'opération 631 : Dotation à la petite agriculture

Les cinq questionnaires ont été mis en ligne sur une période de 2 mois.

Ils étaient accessibles aussi bien sur ordinateur que sur smartphone et ont fait l'objet d'une large diffusion de la part du pôle des affaires européennes.

Les évaluateurs ont lancé les enquêtes par sollicitation mail auprès de 60 bénéficiaires ayant une adresse mail qui ont fait l'objet de deux relances au cours du processus. Certains ont été sollicités pour plusieurs mesures dont ils étaient bénéficiaires (1 questionnaire par TO).

Les réponses reçues ont pu être complétées avec les questionnaires renseignés au cours des visites sur place réalisées auprès des bénéficiaires.

Au final, l'enquête a reçu :

- Pour le type d'opération 411 : 62 réponses sur 203 dossiers analysés soit plus de 30 % de réponses validées.
- Pour le type d'opération 421 : 6 réponses sur 27 dossiers analysés soit 22%.
- Pour le type d'opération 441 : 1 réponse sur 24, soit 4%.
- Pour le type d'opération 611 : 28 réponses sur 66 dossiers analysés soit plus de 42 % de réponses validées.
- Pour le type d'opération 631 Une réponse sur 13 dossiers analysés soit 7.6 %.

Seules les réponses au TO 411, 421 et 611 ont fait l'objet d'une analyse qui est reprise dans le corps du rapport pour chaque dispositif.

**Sont présentés ci-dessous les questionnaires d'enquête :**

## a/ Questionnaire TO 411

Bonjour

Merci de bien vouloir répondre au questionnaire adressé aux bénéficiaires de la mesure 411 du FEADER.

La Collectivité Territoriale de Guyane qui gère le programme européen souhaite avoir un retour de satisfaction de façon à améliorer le nouveau programme qui va être mis en place en 2023.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la  **totale confidentialité**  des données collectées.

Merci d'avance pour votre aide.

---

1. Votre nom :  **champ libre**

2. Votre âge : :  **champ libre**

3. Genre :  **M/F**

4. Statut de votre exploitation :  **Exploitation individuelle/EURL/GAEC/Autre**

5. Commune où est située l'exploitation :  **liste des communes**

6. Pour quelle activité avez-vous bénéficié de l'aide ? :  **Volaille, Moutons-Chèvres, Porc, Bovin, Fruits, Légumes, Canne à sucre, Miel, Autre**

7. Pour quel type d'investissement avez-vous été financé?  **Faire une liste de menu déroulant**

- Investissements spécifiques secteur « Fruits, Légumes et Horticulture » :
  - Acquisition de matériels et d'équipements agricoles,
  - Construction, agrandissement, modernisation des bâtiments de stockage
  - Équipements pour la culture sous – abris : ossatures et couvertures, etc.
  - Matériel d'optimisation de la gestion de l'eau : systèmes d'irrigation / infrastructures de drainages, équipement pour le stockage de l'eau et technologie d'évaluation de l'efficience de l'évaluation en eau.
  - Equipement de conditionnement des productions
  - Achat de plants (espèces pérennes et semi-pérennes).
- Investissements spécifiques aux secteurs prioritaires de « productions animales » (bovin, porcin, ovin/caprin, volailles) :
  - Acquisition de matériels agricoles et d'équipements pour la plantation, la culture, le traitement et la récolte des fourrages (y compris logiciels)
  - Équipements spécifiques à la production animale : clôtures, portails, nourrisseurs, abreuvoirs et système de distribution d'eau et de maîtrise de sa consommation
  - Infrastructures de stockage (silos)
  - Bâtiments d'élevage : travaux de construction, d'agrandissement et de modernisation
  - Équipements pour l'amélioration de la gestion et du traitement des effluents d'élevage
  - Investissements réalisés pour des mises aux normes réglementaires dans les

- conditions exposées dans la section conditions d'éligibilité
- Autres investissements liés à l'amélioration de la conduite de l'élevage
- Achat de semences fourragères autorisées (hors espèces annuelles) pour la mise en place de
- nouvelles pâtures.
- Filières de niche (apiculture, vanille, cacao, café, cupuaçu, PAPAM) :
  - Matériels, équipements, infrastructures nécessaires au développement de chaque filière
- Investissements en faveur des économies d'énergie et la production d'énergie renouvelable
  - Matériels visant les économies d'énergie notamment: éclairage spécifique, chauffe-eau solaire, régulation thermique ou isolation
  - Matériels de production d'énergie renouvelable dédiée à l'autoconsommation sur le site de
  - l'exploitation : panneaux photovoltaïques, éolienne individuelle,...
  - Matériels de valorisation sur l'exploitation de la biomasse agricole et des déchets organiques produits sur l'exploitation et auto-consommés.
- Infrastructures et travaux d'aménagement du foncier
  - Travaux d'aménagement foncier pour la mise en valeur de parcelles agricoles individuelles
  - Raccordement au réseau électrique, voiries et travaux d'accès aux bâtiments et parcelles agricoles
- Investissements propres aux Coopératives d'Utilisation de Matériel agricole (CUMA) : Engins utilisés pour la mise en valeur (pelles, bulles, ..)
- Investissements éligibles au pacte biosécurité bien-être animal du plan France Relance

8. Avez-vous terminé de réaliser cet investissement ? **Oui / Non**

9. Avez-vous réalisé votre projet comme prévu ? **Oui / Non**

10. Si non, pour quelle raison ? **champ libre**

11. Quel était le taux d'aide dont vous avez bénéficié, si connu ? **xx %**

12. Considérez-vous que le taux d'aide a été : **Trop élevé/Suffisant/Insuffisant**

13. Avez-vous bénéficié d'un accompagnement pour l'élaboration de votre dossier de demande d'aide ? **Non / par la chambre d'agriculture / par un cabinet privé/ par une autre structure (préciser laquelle)**

14. L'investissement aidé a-t-il permis d'améliorer vos revenus ? **Non / Oui moins de 10% / Oui de 10 à 25% / Oui de 25% à 50% / Oui plus de 50%**

15. L'investissement aidé a-t-il permis d'améliorer vos conditions de travail ? **Oui / Non**

16. L'investissement aidé a-t-il permis de diversifier votre activité agricole ? **Oui / Non**

17. L'investissement aidé vous permet-il d'avoir un impact plus favorable sur l'environnement ? **Oui / Non**

18. Si oui, merci de préciser ? : **champ libre**

19. L'investissement aidé a-t-il permis d'embaucher de personnel ? **Oui / Non**
20. Considérez-vous que le traitement de votre dossier ait été effectué dans un temps : **Rapide / Raisonnable/ Long / Très long**
21. Avez-vous rencontré des difficultés pour constituer la part d'autofinancement du projet ? **Oui / Non**
22. Considérez-vous que vous ayez été assez informé sur les fonds européens ? **Oui / Non**
23. Pour vous que faudrait-il faire pour améliorer le dispositif d'aide à l'investissement agricole ? : **champ libre**
24. Pourriez-vous attribuer une note de satisfaction globale ? **Très insatisfait / Insatisfait / Satisfait / Très satisfait**

---

**Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.**

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la  **totale confidentialité**  des données collectées.

## **b/ Questionnaire TO 421**

Bonjour

Merci de bien vouloir répondre au questionnaire adressé aux bénéficiaires de la mesure 421 du FEADER.

La Collectivité Territoriale de Guyane qui gère le programme européen souhaite avoir un retour de satisfaction de façon à améliorer le nouveau programme qui va être mis en place en 2023.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la  **totale confidentialité**  des données collectées.

Merci d'avance pour votre aide.

---

1. **Votre nom :** **champ libre**
2. **Votre fonction dans l'entreprise :** **champ libre**
3. **Genre :** **M/F**
4. **Statut de l'entreprise bénéficiaire:** **Exploitation agricole/Coopérative/Entreprise de transformation/Entreprise commercialisation/Etablissement public/Autre**
5. **Commune où est située l'entreprise :** **liste des communes**
6. **Quel est votre secteur d'activité ? :** **viande, lait, rhum, fruits et légumes, autre**
7. **Pour quel type d'investissement avez-vous été financé?** **Création d'une ligne de transformation de produits agricoles / amélioration et réorientation de l'activité / amélioration de la qualité des produits / réduction des coûts de production / amélioration des conditions de travail / amélioration de l'environnement naturel / réduction des coûts énergétiques** (choix multiple)
  - Mise en place ou rénovation des outils de transformation et/ou de commercialisation ;
  - Mise en place d'outils pour améliorer la gestion, la logistique et l'efficacité de la production
  - Mise en place d'équipements permettant la structuration des filières et l'accès au marché
  - Acquisition de véhicules spécifiques à la commercialisation
  - Acquisition de véhicules spécifiques à la transformation de produits agricoles
  - Mise au point et la mise en place de nouveaux produits, procédés ou technologies dans le domaine de la transformation et de la commercialisation agricole
  - Mise au point et la mise en place de nouveaux produits, procédés ou technologies dans le domaine de la commercialisation agricole
8. **Avez-vous terminé de réaliser cet investissement ?** **Oui / Non**
9. **Avez-vous réalisé votre projet comme prévu ?** **Oui / Non**
10. **Si non, pour quelle raison ?** **champ libre**
11. **Quel était le taux d'aide dont vous avez bénéficié, si connu ?** **xx %**
12. **Considérez-vous que le taux d'aide ait été :** **Trop élevé/Suffisant/Insuffisant**

13. Avez-vous bénéficié d'un accompagnement pour l'élaboration de votre dossier de demande d'aide ? **Non / par la chambre d'agriculture / par un cabinet privé/ par votre organisation professionnelle / par une autre structure (préciser laquelle)**
14. L'investissement aidé a-t-il permis de :
- d'améliorer le chiffre d'affaires de l'entreprise ? **Oui / Non**
  - améliorer vos conditions de travail ? **Oui / Non**
  - diversifier votre activité ? **Oui / Non**
  - améliorer la qualité des produits commercialisés ? **Oui / Non**
  - avoir un impact plus favorable sur l'environnement ? **Oui / Non**
  - embaucher du personnel ? **Oui / Non**
  - économiser sur le poste énergie ? **Oui / Non**
  - réduire les coûts de production ? **Oui / Non**
15. Considérez-vous que le traitement de votre dossier a été effectué dans un temps : **Rapide / Raisonnable/ Long / Très long**
16. Avez-vous rencontré des difficultés pour constituer la part d'autofinancement du projet ? **Oui / Non**
17. Considérez-vous que vous avez été assez informé sur les fonds européens ? **Oui / Non**
18. Pour vous que faudrait-il faire pour améliorer le dispositif d'aide à l'investissement ? : **champ libre**
19. Pourriez-vous attribuer une note de satisfaction globale ? **Très insatisfait / Insatisfait / Satisfait / Très satisfait**

---

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la totale confidentialité des données collectées.



### c/ Questionnaire TO 441

Bonjour

Merci de bien vouloir répondre au questionnaire adressé aux bénéficiaires de la mesure 441 du FEADER pour l'investissement agricole non productif.

La Collectivité Territoriale de Guyane qui gère le programme européen souhaite avoir un retour de satisfaction de façon à améliorer le nouveau programme qui va être mis en place en 2023.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la  **totale confidentialité**  des données collectées.

Merci d'avance pour votre aide.

1. Votre nom :  **champ libre**
2. Votre âge :  **champ libre**
3. Genre :  **M/F**
4. Statut de votre exploitation :  **Exploitation individuelle/EURL/GAEC/Autre**
5. Commune où est située l'exploitation :  **liste des communes**
6. Pour quelle activité avez-vous bénéficié de l'aide ? :  **Volaille, Moutons-Chèvres, Porc, Bovin, Fruits, Légumes, Canne à sucre, Miel, Autre**
7. Pour quel type d'investissement avez-vous été financé?  **protection de la ressource en eau / protection de la biodiversité/ protection de la qualité des sols / protection des paysages / entretien de haies et ripisylves**
8. Avez-vous terminé de réaliser cet investissement ?  **Oui / Non**
9. Avez-vous réalisé votre projet comme prévu ?  **Oui / Non**
10. Si non, pour quelle raison ?  **champ libre**
11. Quel était le taux d'aide dont vous avez bénéficié, si connu ?  **xx %**
12. Considérez-vous que le taux d'aide ait été :  **Trop élevé/Suffisant/Insuffisant**
13. Avez-vous bénéficié d'un accompagnement pour l'élaboration de votre dossier de demande d'aide ?  **Non / par la chambre d'agriculture / par un cabinet privé/ par une autre structure (préciser laquelle)**
14. L'investissement aidé a-t-il permis de :
  - améliorer vos revenus ?  **Oui / Non**
  - améliorer vos conditions de travail ?  **Oui / Non**
  - réduire l'utilisation de produits phytosanitaires ?  **Oui / Non**
  - aide à mettre en place une mesure agroenvironnementale ?  **Oui / Non**
  - réduire les coûts énergétiques ?  **Oui / Non**
15. Considérez-vous que le traitement de votre dossier a été effectué dans un temps ?  **Rapide / Raisonnable/ Long / Très long**

16. Avez-vous rencontré des difficultés pour constituer la part d'autofinancement du projet ? **Oui / Non**
17. Considérez-vous que vous ayez été assez informé sur les fonds européens ? **Oui / Non**
18. Pour vous que faudrait-il faire pour améliorer le dispositif d'aide à l'investissement agricole ? : **champ libre**
19. Pourriez-vous attribuer une note de satisfaction globale ? **Très insatisfait / Insatisfait / Satisfait / Très satisfait**

---

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la totale confidentialité des données collectées.

## d/ Questionnaire TO 611

Bonjour

Merci de bien vouloir répondre au questionnaire adressé aux bénéficiaires de la mesure 611 du FEADER pour l'installation des jeunes agriculteurs.

La Collectivité Territoriale de Guyane qui gère le programme européen souhaite avoir un retour de satisfaction de façon à améliorer le nouveau programme qui va être mis en place en 2023.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la  **totale confidentialité**  des données collectées.

Merci d'avance pour votre aide.

1. Votre nom :  **champ libre**
2. Votre âge :  **champ libre**
3. Genre :  **M/F**
4. Statut de votre exploitation :  **Exploitation individuelle/EURL/GAEC/Autre**
5. Commune où est située l'exploitation :  **liste des communes**
6. Pour quelle activité avez-vous bénéficié de l'aide ? :  **Volaille, Moutons-Chèvres, Porc, Bovin, Fruits, Légumes, Canne à sucre, Miel, Autre**
7. Pour quel type d'installation avez-vous été aidé ?  **Installation à titre principal / Installation à titre secondaire / Installation dans le cadre d'un dispositif d'installation progressive**
8. Avez-vous terminé votre installation ?  **Oui / Non**
9. Quel était le montant d'aide dont vous avez bénéficié, si connu ?  **xxxxx €**
10. Considérez-vous que le montant d'aide ait été :  **Trop élevé/Suffisant/Insuffisant**
11. Avez-vous bénéficié d'un accompagnement pour l'élaboration de votre dossier de demande d'aide ?  **Non / par la chambre d'agriculture / par un cabinet privé/ par une autre structure (préciser laquelle)**
12. Considérez-vous que le traitement de votre dossier a été effectué dans un temps ?  **Rapide / Raisonnable/ Long / Très long**
13. Avez-vous bénéficié d'une aide à l'investissement ?  **Oui / Non**   
si oui, préciser quel type d'investissement ?  **champ libre**
14. Quelles sont les difficultés rencontrées dans le processus d'installation :    avoir un soutien bancaire pour financer le projet  **Oui / Non**   
préparer le dossier de demande d'aide  **Oui / Non**   
avoir accès au foncier  **Oui / Non**   
borner puis défricher le terrain  **Oui / Non**   
obtenir le matériel et équipement agricole  **Oui / Non**   
obtenir le cheptel  **Oui / Non**   
obtenir le matériel végétal  **Oui / Non**

**résoudre les imprévus techniques de culture ou d'élevage** **Oui / Non**

**commercialiser les produits agricoles** **Oui / Non**

15. Dans le cadre de l'installation, avez été conduit à embaucher ? **non / 1 temps partiel / 1 temps complet / plus**

16. Avez-vous réalisé votre plan d'entreprise comme prévu ? **Oui / Non**

Si non, pour quelle raison ? **champ libre**

17. Pensez-vous pouvoir atteindre à la fin de votre temps d'installation, le niveau de revenu prévu ? **Oui / Non**

18. Considérez-vous que vous ayez été assez informé sur les fonds européens ? **Oui / Non**

19. Pour vous que faudrait-il faire pour améliorer le dispositif d'aide à l'investissement agricole ? : **champ libre**

20. Pourriez-vous attribuer une note de satisfaction globale ? **Très insatisfait / Insatisfait / Satisfait / Très satisfait**

---

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la totale confidentialité des données collectées.

## e/ Questionnaire Mesure 631

Bonjour

Merci de bien vouloir répondre au questionnaire adressé aux bénéficiaires de la mesure 631 du FEADER pour **l'installation des petites exploitations agricoles**.

La **Collectivité Territoriale de Guyane** qui gère le programme européen souhaite avoir un retour de satisfaction de façon à améliorer le nouveau programme qui va être mis en place en 2023.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la  **totale confidentialité**  des données collectées.

Merci d'avance pour votre aide.

1. **Votre nom :**
2. **Votre âge :**
3. **Genre :**
4. **Statut de votre exploitation :**
5. **Commune où est située l'exploitation :**
6. **Pour quelle activité avez-vous bénéficié de l'aide ? :**
7. **Avez-vous terminé votre installation ?**
8. **Quel était le montant d'aide dont vous avez bénéficié, si connu ?**  €
9. **Considérez-vous que le montant d'aide ait été :**
10. **Avez-vous bénéficié d'un accompagnement pour l'élaboration de votre dossier de demande d'aide ?**
11. **Considérez-vous que le traitement de votre dossier a été effectué dans un temps ?**
12. **Avez-vous bénéficié d'une aide à l'investissement ?**   
si oui, préciser quel type d'investissement ?
13. **Quelles sont les difficultés rencontrées dans le processus d'installation :** avoir  
un soutien bancaire pour financer le projet   
préparer le dossier de demande d'aide   
avoir accès au foncier   
borner puis défricher le terrain   
obtenir le matériel et équipement agricole   
obtenir le cheptel   
obtenir le matériel végétal   
résoudre les imprévus techniques de culture ou d'élevage

commercialiser les produits agricoles **Oui / Non**

14. Avez-vous réalisé votre projet d'installation comme prévu ? **Oui / Non**

Si non, pour quelle raison ? **champ libre**

15. Pensez-vous pouvoir atteindre à la fin de votre temps d'installation, le niveau de revenu prévu ? **Oui / Non**

16. Considérez-vous que vous ayez été assez informé sur les fonds européens ? **Oui / Non**

17. Pour vous que faudrait-il faire pour améliorer le dispositif d'aide à l'installation des petites exploitations ? : **champ libre**

18. Pourriez-vous attribuer une note de satisfaction globale ? **Très insatisfait / Insatisfait / Satisfait / Très satisfait**

---

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

Vos réponses seront traitées à des  **fins statistiques**  et de façon  **totalement anonyme** . Nous garantissons la totale confidentialité des données collectées.

### **7.3. Les comptes rendus des ateliers**

---

Trois ateliers thématiques ont été tenus :

- Développement agricole et alimentaire tenu à Mana et à Macouria
- Développement des territoires ruraux tenu à Cayenne

Le document présenté ci-dessous fait la synthèse des échanges menés.

Il a été présenté en COPIL du 20 mai 2022.





Appui à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'évaluations sur la mise en œuvre et les impacts du PDRG, comprenant des enquêtes auprès des bénéficiaires ainsi que des propositions d'amélioration pour l'implémentation du PDRG 2023-2027  
Lot 1 et Lot 2

**ATELIER – Développement agricole et alimentaire**

**Macouria - 17 mai 2022**

**Mana – 18 mai 2022**



## Présentation sommaire de l'atelier

**Cadre : évaluation de la mise en œuvre et des impacts du PDRG 2014-2020**

Visant à faire des propositions d'amélioration pour l'implémentation du PDRG 2023-2027

### Objectif de l'atelier :

- Présenter un 1<sup>er</sup> bilan du PDRG devant les acteurs-partenaires concernés par le PDRG
- Échanger sur les points saillants
- Identifier des pistes d'amélioration pour rendre plus efficace et pertinent le PDRG en vue de la prochaine programmation

### Thèmes de l'atelier « Développement agricole et alimentaire »

- Thème 1 : Bilan évaluatif de l'aide à la modernisation et développement de l'agriculture
- Thème 2 : Bilan évaluatif de l'aide à la modernisation et développement de la transformation agro-alimentaire
- Thème 3 : Bilan évaluatif de l'aide au renouvellement des exploitations
- Thème 4 : Bilan évaluatif de l'aide à la petite agriculture

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

2

## Point d'avancement de l'évaluation

Entretiens de cadrage	Q2 Février	Cotech – COPIL
Analyse documentaire	Février à avril	
Enquête en ligne	Mars	
Enquête territoriale auprès des bénéficiaires	Q1 Avril	Cotech – COPIL
Analyse et réponse aux questions évaluatives	Avril	
Entretiens complémentaires	Avril	
Groupes participatifs de bilan évaluatif	Q1 Mai	Cotech – COPIL
Elaboration des recommandations	Mai	
Rapport évaluatif final	Juin	Cotech – COPIL (distanciel)

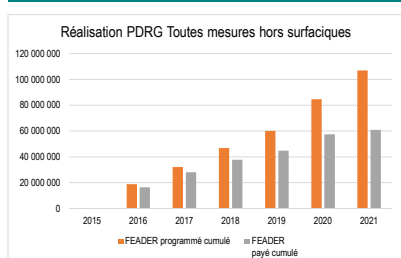


17 et 18 mai 2022

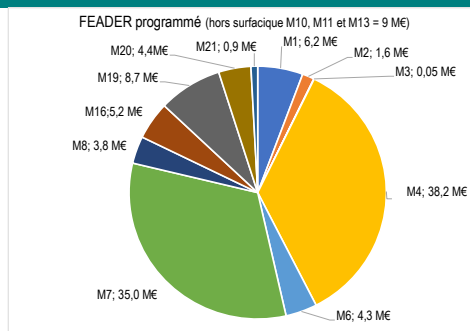
Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

3

## Bilan général de réalisation du PDRG à fin 2021



Année programmation	Nombre dossiers cumulé	Aide publique programmée cumulée	FEADER programmé cumulé	FEADER payé cumulé	Payé % programmé
2015	7	320 500	272 425	193 715	71%
2016	125	25 488 371	18 963 342	16 326 789	87%
2017	240	43 692 380	32 203 643	28 153 175	87%
2018	379	64 146 288	46 718 723	37 681 995	81%
2019	504	81 838 423	60 055 124	44 814 004	75%
2020	999	111 684 437	84 540 078	57 420 885	68%
2021	1138	139 546 388	106 978 742	60 985 186	57%
2022	1156	141 169 097	108 294 243	60 985 186	56%
<b>Total général</b>	<b>1156</b>	<b>141 169 097</b>	<b>108 294 243</b>	<b>60 985 186</b>	<b>56%</b>



Mesures (hors surfac.)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
<b>Total général</b>	<b>142,6 M€</b>	<b>108,3 M€</b>	<b>76%</b>	<b>95,0 M€</b>	<b>67%</b>	<b>61,0 M€</b>	<b>43%</b>

Mesures (hors surfac.)	Aide publique Maquette V13	Aide publique programmée	Programmé % maquette	Aide publique engagée	Engagée % maquette	Aide publique totale payée	Payé % maquette
<b>Total général</b>	<b>167,8 M€</b>	<b>141,2 M€</b>	<b>84%</b>	<b>124,4 M€</b>	<b>74%</b>	<b>79,5 M€</b>	<b>47%</b>

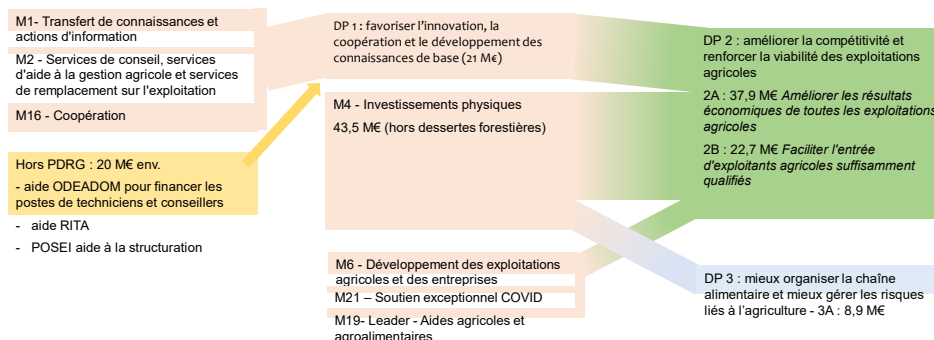
17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

4

## Logique d'intervention

### P2 - améliorer la compétitivité et renforcer la viabilité des exploitations agricoles P3 - mieux organiser la chaîne alimentaire



17 et 18 mai 2022

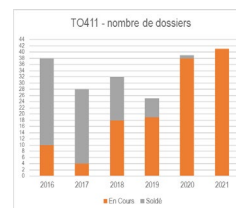
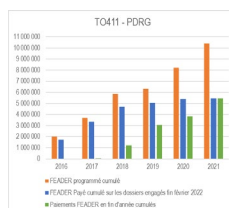
Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

5

## Thème 1 : Bilan évaluatif de l'aide à la modernisation et développement de l'agriculture

### Contribution du TO 411 – bilan des résultats

Indicateurs TO411 2016-2022				
Nom de l'indicateur cible		Valeur cible pour 2021	Valeur actuelle	Pourcentage d'atteinte de la cible
14 pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiaires d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la modernisation des exploitations agricoles (données préliminaires 2021)		6%	5,3	53%
Montants d'exploitations agricoles bénéficiaires d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la modernisation des exploitations agricoles (données préliminaires 2021)		328,00	138,00	53%
Indicateur contextuel relatif à la contribution des bénéficiaires pour la valeur cible				
Données de l'indicateur contextuel		Valeur de l'indicateur de base	Valeur actuelle	Pourcentage d'atteinte de la cible
Capital agricole agricole (données préliminaires 2021)		1 800,00		
Indicateurs contextuels relatifs aux bénéficiaires pour la valeur cible				
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Valeur actuelle	Pourcentage d'atteinte de la cible
M16 : Soutien financier pour les investissements agricoles (M16)	Montants d'exploitations agricoles bénéficiaires des investissements agricoles (M16)	328,00	138,00	42%
	Montants d'exploitations agricoles bénéficiaires des investissements agricoles (M16) - hors aides agricoles (M16)			
	Total des bénéficiaires agricoles (M16)	151 176 985,05	1 671 342,00	1%
	Total des bénéficiaires agricoles (M16) - hors aides agricoles (M16)	141 811 947,07	1 671 342,00	1%
	Total des bénéficiaires agricoles (M16) - hors aides agricoles (M16) - hors aides agricoles (M16)	141 811 947,07	1 671 342,00	1%



Tous dossiers	Dépenses Publiques Totales cumulée	FEADER programmé cumulé	FEADER payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulée	Taux réalisation sur engagement global
2016	2 367 232	2 012 150	1 731 672	86%	0	0%
2017	4 336 539	3 686 061	3 342 072	91%	65 420	2%
2018	6 320 053	5 682 047	4 719 359	83%	1 225 518	21%
2019	8 294 799	6 333 024	5 059 790	80%	3 050 977	48%
2020	10 545 286	8 219 174	5 417 585	66%	3 854 819	47%
2021	13 967 270	10 409 142	5 466 314	53%	5 466 314	53%
<b>TO411</b>	<b>13 667 270</b>	<b>10 409 142</b>	<b>5 466 314</b>	<b>53%</b>	<b>5 466 314</b>	<b>53%</b>

ir - Développement agricole et alimentaire

6

## Thème 1 : Bilan évaluatif de l'aide à la modernisation et développement de l'agriculture

- Contribution de M1, M2 et M16 :
  - La formation-accompagnement M1-M2 pout le côté administratif mais peu ou pas technique
  - Pas de lien avec la R&D M16
  - Notable synergie développée avec la mesure 1 dans le cadre du lancement de l'AMI Serres
- Articulation avec autres dispositifs d'aide
  - Une bonne articulation avec la mesure 6 (DJA)
- Un contexte de crise :
  - Crise sociale de 2017
  - Crise Covid
  - Intempéries
  - Crise Ukrainienne

**Les points positifs :**

- Un taux de satisfaction globale très satisfaisant tant dans l'enquête en ligne que lors des visites d'exploitations (76%)
- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Des délais de traitement en amélioration sur la période
- De bons indicateurs financiers

**Les facteurs d'amélioration :**

- Des délais administratifs qui restent longs
- Des exploitations difficiles à atteindre parmi les 6135 exploitations sur le territoire (831 déposent une déclaration de surface)
- Une répartition territoriale des bénéficiaires sur les grandes zones agricoles guyanaises mais qui oublie les zones moins dynamiques

**Apports de l'atelier :**

**PDAG :**

Délais : besoin d'un délai de 6 mois pour avoir une convention

Problématique du prix du cabinet conseil : ne faut il pas faire un marché spécifique d'accompagnement sur l'AT. Type boutique de gestion

La majorité passent désormais par la défiscalisation

45,9% sur le crédit d'impôts

33 à 35 sur la défiscalisation

Ca fonctionne pour les producteurs qui ont déjà un fonctionnement efficace

**CTG :** problématique des avenants. Maintenant il faut au moins avoir déposé une demande de remboursement sinon on déprogramme

**GDA :**

Absence de structuration des agriculteurs

Il y a un manque d'informations sur les fonds européens, notamment pour l'aide à la défriche

**MFR de Mana :**

La première problématique est la trésorerie

17 et 18 mai 2022

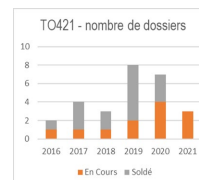
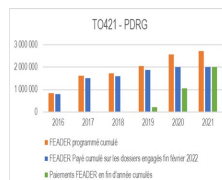
Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

7

## Thème 2 : Bilan évaluatif de l'aide au développement de la transformation agroalimentaire

Contribution du TO 421 – bilan des résultats

Indicateurs de réalisation période 2016-2021					
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Unité	Donnée de base de l'Etat (2016)	Donnée de base de l'Etat (2021)	Donnée de base de l'Etat (2021)
M16 - Mesure de soutien à la transformation agroalimentaire	Nombre de bénéficiaires (en nombre d'exploitations)		0	0	0
M16 - Mesure de soutien à la transformation agroalimentaire	Nombre de bénéficiaires (en nombre d'exploitations)		0	0	0
M16 - Mesure de soutien à la transformation agroalimentaire	Nombre de bénéficiaires (en nombre d'exploitations)		0	0	0
M16 - Mesure de soutien à la transformation agroalimentaire	Nombre de bénéficiaires (en nombre d'exploitations)		0	0	0
M16 - Mesure de soutien à la transformation agroalimentaire	Nombre de bénéficiaires (en nombre d'exploitations)		0	0	0



Tous dossiers	Depenses Publiques Totales cumulees	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paiements FEADER en fin d'année cumulé	Taux réalisation sur engagement global
2016	864 336	836 686	787 446	94%	0	0%
2017	1 698 741	1 613 930	1 518 847	94%	0	0%
2018	2 028 270	1 724 029	1 590 256	92%	27 891	2%
2019	2 408 091	2 046 878	1 879 080	92%	219 787	11%
2020	3 035 551	2 580 218	2 020 854	78%	1 063 461	41%
2021	3 209 054	2 725 154	2 020 854	74%	2 020 854	74%
TO421	3 209 054	2 725 154	2 020 854	74%	2 020 854	74%

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

8

## Thème 2 : Bilan évaluatif de l'aide au développement de la transformation agroalimentaire

- Contribution de M1, M2 et M16 :
  - Quelques actions de formation concerne la transformation (agro-transformation à ferme)
- Articulation avec autres dispositifs d'aide
  - La mesure 421 s'articule avec :
  - La mesure 1 pour ce qui concerne la formation des agriculteurs
  - La mesure 3111 pour l'accompagnement à la participation aux systèmes de qualité
- Un contexte de crise :
  - Crise sociale de 2017
  - Crise Covid
  - Intempéries
  - Crise Ukrainienne

**Les points positifs :**

- Un taux de satisfaction globale très satisfaisant tant dans l'enquête en ligne que lors des visites d'exploitations
- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Des délais de traitement en amélioration sur la période
- La cible de 30 opération en voie d'être atteinte
- Un marché très porteur

**Les facteurs d'amélioration :**

- Des délais administratifs qui restent longs
- Un manque d'ingénierie financière permettant d'amorcer les projets (autofinancement)
- Une complémentarité avec le plan de relance (Etat) qui impacte le taux de réalisation du TO (FEADER) en fin de programmation
- Des voies d'amélioration possibles :
  - dans l'accompagnement des filières ? de la petite transformation ?
  - Complémentarité avec Leader ?
  - dans la simplification des règles liées à la présentation de plusieurs devis ?

**Apports de l'atelier :**

**PAOG :** a accompagné les bénéficiaires de la mesure 421

**ADT :** accompagne sur la commercialisation

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

9

## Thème 3 : Bilan évalatif de l'aide au renouvellement des exploitations

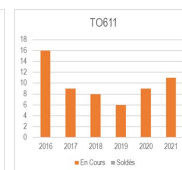
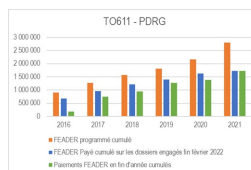
### Contribution du TO 611 – bilan des résultats

Indicateurs cibles 2014-2022					
	Nom de l'indicateur cible	Valeur cible pour 2020	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible	
15. pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/les investissements pour les jeunes agriculteurs réalisés par le PDR (donnée prioritaire 20)		1,87	1,1	60%	
	Nombre d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/les investissements pour les jeunes agriculteurs réalisés par le PDR (donnée prioritaire 20)	100,00	66,00	60%	
	(donnée prioritaire 20)				
Indicateurs de réalisation préfixe 2014-2022					
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financé par Next Generation EU	Valeur atteinte	Pourcentage d'atteinte de la cible
M16 : Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)	Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs (JL)	300,00	-	66,00	60%
	Total des investissements (en €) (publics et privés)	4 211 380,06	-	3 066 080,50	73%
	Total des dépenses publiques (en €) (JL)	4 211 380,06	-	3 066 080,50	73%
	Total des dépenses publiques (en €)	4 211 380,06	-	3 066 080,50	73%
	Total des dépenses publiques (en €)	4 211 380,06	-	3 066 080,50	73%

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

10



Tous dossiers	Depenses Publiques Totales cumulees	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulée	Taux réalisation sur engagement global
2015	320 500	272 425	181 348	67%	0	0%
2016	1 067 600	907 715	676 630	75%	181 348	20%
2017	1 491 900	1 268 115	965 150	76%	747 550	56%
2018	1 853 900	1 575 815	1 211 310	77%	942 030	60%
2019	2 130 539	1 810 958	1 399 424	77%	1 277 950	71%
2020	2 550 389	2 167 830	1 626 697	75%	1 387 049	64%
2021	3 289 134	2 795 763	1 726 179	62%	1 726 179	62%
<b>TO611</b>	<b>3 289 134</b>	<b>2 795 763</b>	<b>1 726 179</b>	<b>62%</b>	<b>1 726 179</b>	<b>62%</b>

## Thème 3 : Bilan évalatif de l'aide au renouvellement des exploitations

- Contribution de M1, M2 et M16 :
  - Pas d'action pour accompagner les jeunes pendant leur installation
  - Pas d'implication des JA dans le développement des nouvelles pratiques (M16)
- Article avec autres dispositifs d'aide
- La mesure 611 s'applique avec :
  - La mesure 411 pour ce qui est l'investissement accompagnant l'installation
  - La mesure 1 pour ce qui concerne la formation des agriculteurs
  - La mesure 431 pour la mise à disposition du foncier agricole
- Un contexte de crise :
  - Crise sociale de 2017
  - Crise Covid
  - Intempéries
  - Crise Ukrainienne

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Dév

### Les points positifs :

- Un taux de satisfaction globale très satisfaisant tant dans l'enquête en ligne que lors des visites d'exploitations (61%)
- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Des délais de traitement en amélioration sur la période
- Une cible financière bien orientée
- Un dispositif qui contribue de manière efficace à l'entrée d'exploitants suffisamment qualifiés, au renouvellement des générations et à l'augmentation de la SAA sur le territoire guyanais

### Les facteurs d'amélioration :

- La cible de 100 opération reste encore à atteindre
- Des délais administratifs qui restent longs
- Une répartition territoriale des bénéficiaires sur les grandes zones agricoles guyanaises mais qui oublie les zones moins dynamiques
- Des voies d'amélioration possibles :
  - dans l'accompagnement des filières ?
  - l'accompagnement des bénéficiaires tout au long du processus d'installation ?
  - le processus d'accès au foncier ?
  - l'application d'un plafond d'investissement différencié en fonction des filières ?

### Apports de l'atelier :

**PAOG :** Il y a une réticence à aller chercher une DJA compte tenu des contraintes. Il manque un accompagnement à la sortie du diplôme pour l'amener à l'installation

Favoriser les espaces test pour favoriser le démarrage d'exploitations avec formation administrative et technique (mesure 167)

**MFR Mana :** Il faut du foncier (2 ans), une formation, faire le dossier, la note technique économique

Nécessité de raccourcir le circuit global d'installation hors circuit fonds européens

Le problème foncier est important

### GDA Mana :

## Thème 4 : Bilan évalatif de l'aide à la petite agriculture

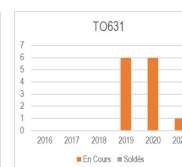
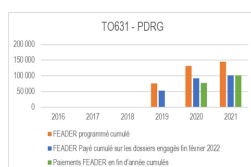
### Contribution du TO 631 – bilan des résultats

Indicateurs cibles 2014-2022					
Nom de l'indicateur cible		Valeur cible pour 2025	Valeur obtenue	Pourcentage d'atteinte de la cible	
14. pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la modernisation (donnée prioritaire 20)	modernisation (donnée prioritaire 20)	6,05	3,2	56%	
	Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la modernisation (donnée prioritaire 20)	900,00	340,00	56%	
	modernisation (donnée prioritaire 20)				
Indicateurs de réalisation préfixe 2014-2022					
Nom de la mesure	Nom de l'indicateur	Valeur	Dont financé par Next Generation EU	Valeur obtenue	Pourcentage d'atteinte de la cible
M16 : Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)	Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises pour le développement de petites exploitations (JL)	60,00	-	33,00	22%
	Total des investissements (en €) (publics et privés)	611 764,71	-	170 000,00	28%
	Total des investissements publics (en €) (JL)	611 764,71	-	170 000,00	28%
	Total des dépenses publiques (en €) (JL)	611 764,71	-	170 000,00	28%

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement agricole et alimentaire

12



Tous dossiers	Depenses Publiques Totales cumulees	FEADER programmé cumulé	FEADER Payé cumulé sur les dossiers engagés fin février 2022	Taux réalisation des dossiers engagés	Paielements FEADER en fin d'année cumulée	Taux réalisation sur engagement global
2016	0	0	0		0	
2017	0	0	0		0	
2018	0	0	0		0	
2019	90 000	78 500	53 550	70%	0	0%
2020	155 000	131 750	92 225	70%	77 350	59%
2021	170 000	144 500	101 150	70%	101 150	70%
<b>TO631</b>	<b>170 000</b>	<b>144 500</b>	<b>101 150</b>	<b>70%</b>	<b>101 150</b>	<b>70%</b>

## Thème 4 : Bilan évaluatif de l'aide à la petite agriculture

- Contribution de M1, M3 et M16 :
  - Beaucoup d'actions de formation collective et individualisée destinée à la petite agriculture, dont les formations liées à la formation obligatoire pour la DPA
  - Peu de résultats en termes de DPA obtenues ou de projets d'investissements (M4)

### Articulation avec autres dispositifs d'aide

- La mesure 631 s'articule avec :
  - La mesure 411 pour ce qui est de l'investissement accompagnant la dotation
  - La mesure 1 pour ce qui concerne la formation des agriculteurs
  - La mesure 431 pour la mise à disposition du foncier agricole

### Un contexte de crise :

- Crise sociale de 2017
- Crise Covid
- Intempéries
- Crise Ukrainienne

### Les points positifs :

- Une dynamique de programmation et de paiement en progression sur la période
- Une bonne articulation avec la mesure investissement (411) pour 8 dossiers sur 13

### Les facteurs d'amélioration :

- Une mesure qui a mis du temps à démarrer
- Une mesure qui nécessite un accompagnement territorial fort – quel acteur le plus approprié
- Un couplage à la mesure formation-accompagnement indispensable, à développer
- La cible de 60 opération encore loin d'être atteinte
- Une cible financière encore loin d'être atteinte
- Des délais administratifs qui restent longs
- Une répartition territoriale des bénéficiaires sur les grandes zones agricoles guyanaises mais qui oublie les zones moins dynamiques
- Des voies d'amélioration possibles :
  - dans l'accompagnement des filières?
  - Dans l'accompagnement administratif et technique des bénéficiaires tout au long du plan d'entreprise?
  - Dans une possible mutualisation des investissements pour les petits agriculteurs?

### Apports de l'atelier :

#### PAOG :

Les formations ont démarré en 2019  
 Trouve le Montant bien calibré  
 La sélection des personnes sélectionnées dans les formations n'était pas bonne (foncier, impôts,...)  
 Manque formation au cours des trois ans du PDE  
 Investissements collectifs : par leader?  
 Manque d'information et de communication sur le dispositif.

### Mobiliser la mesure de formation des conseillers

Il faut des appels à projets à minima sur 3 ans

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement agricole et alimentaire

13

## Travail en sous-groupe ou questions-réponses par thème

### Pour chaque thème

- Etes-vous d'accord avec le bilan évaluatif des résultats du PDRG ? À commenter
- Etes-vous d'accord avec l'identification des points favorables ou défavorables ? À commenter
- Quelles pistes d'amélioration pour la prochaine programmation ? À débattre

17 et 18 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement agricole et alimentaire

14



Appui à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'évaluations sur la mise en œuvre et les impacts du PDRG, comprenant des enquêtes auprès des bénéficiaires ainsi que des propositions d'amélioration pour l'implémentation du PDRG 2023-2027  
Lot 1 et Lot 2

## ATELIER – Développement des territoires ruraux Cayenne – 19 mai 2022

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement des territoires



Média  
.T Page 1  
sur 25

### Présentation sommaire de l'atelier

#### Cadre : évaluation de la mise en œuvre et des impacts du PDRG 2014-2020

Visant à faire des propositions d'amélioration pour l'implémentation du PDRG 2023-2027

#### Objectif de l'atelier :

- Présenter un 1<sup>er</sup> bilan du PDRG devant les acteurs-partenaires concernés par le PDRG
- Échanger sur les points saillants
- Identifier des pistes d'amélioration pour rendre plus efficace et pertinent le PDRG en vue de la prochaine programmation

#### Thèmes de l'atelier « Développement des territoires ruraux »

- Thème 1 : Bilan évaluatif de l'aide aux Infrastructures Voiries, Réseau et Distribution
- Thème 2 : Bilan évaluatif de l'aide à gestion durable de la forêt

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement des territoires ruraux

2

### Point d'avancement de l'évaluation

Entretiens de cadrage	Q2 Février	Cotech – COPIL
Analyse documentaire	Février à avril	
Enquête en ligne	Mars	
Enquête territoriale auprès des bénéficiaires	Q1 Avril	Cotech – COPIL
Analyse et réponse aux questions évaluatives	Avril	
Entretiens complémentaires	Avril	
Groupes participatifs de bilan évaluatif	Q1 Mai	Cotech – COPIL
Elaboration des recommandations	Mai	
Rapport évaluatif final	Juin	Cotech – COPIL (distanciel)

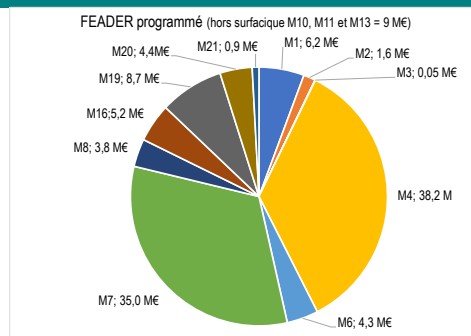
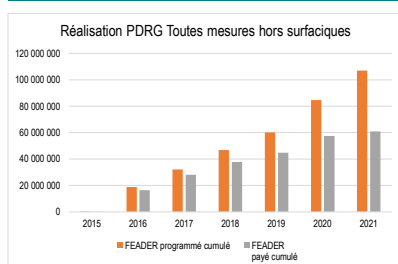


19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier – Développement des territoires ruraux

3

## Bilan général de réalisation du PDRG à fin 2021



Mesures (hors surfac.)	FEADER Maquette V13	FEADER programmé	Programmé % maquette	FEADER engagé	Engagé % maquette	FEADER payé	Payé % maquette
Total général	142,6 M€	108,3 M€	76%	95,0 M€	67%	61,0 M€	43%

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

4

## Logique d'intervention

## P6 - Promouvoir le développement local dans les

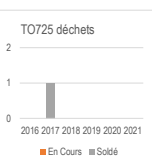
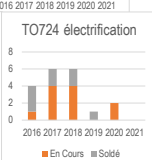
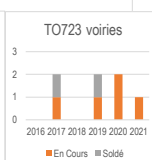
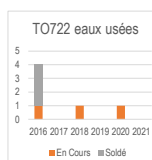
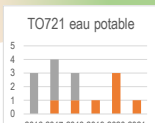
M7 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales  
48,5 M€  
Hors Schémas et plans de gestion forestières (711).

DP 6B : Promouvoir le développement local dans les zones rurales  
62,5 M€

Atteinte des objectifs budgétaires

Vigilance : décote de 25% entre programmé et réalisé  
Et beaucoup de dossiers ne sont pas encore soldés

M19 - Leader hors équipements agricoles et agroalimentaires 14M€ env



	Feader Maquette V13	Fedaer programmé	Taux de programmation	Nombre de bénéficiaires	Nombre de dossiers
Total TO 721-725	27,38 M€	28,17 M€	103%	14	47
TO 721 - eau potable	8,70 M€	8,11 M€	93%	7	15
TO 722 - assainissement	5,00 M€	5,04 M€	101%	3	6
TO 723 - voirie	8,26 M€	10,98 M€	133%	6	7
TO 724 - électrification	4,99 M€	4,01 M€	80%	4	19
TO 725 - déchets	0,43 M€	0,03 M€	7%	4	19

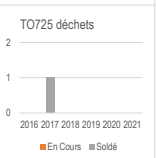
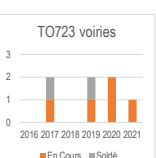
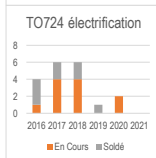
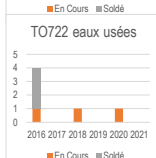
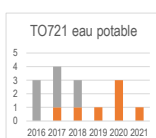
12 communes - 2 CC : souvent pour plusieurs TO

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

5

## Thème 1 : Bilan évaluatif de l'aide aux Infrastructures Voiries, Réseau et Distribution



### Pistes :

- Accompagnement technico-administratif – mutualisation ? – centrale d'achat ?
- Pilotage fin permettant de prendre en compte les dérapages budgétaires
- Réserve financière pour les travaux à faire suite aux calamités (ex. pluies)
- Prime à l'innovation
- Problématique des voiries et dessertes agricoles (TO431)
- Question de la gestion des déchets pas pris en charge par les communes mais les EPCI

Les travaux VRD sont à appréhender globalement, l'urgence étant traitée en priorité, dans la mesure du possible.

- 1<sup>er</sup> frein : le financement  
→ aides Feader-Feder, autres Etat-CTG
- 2<sup>ème</sup> frein : capacité technico-administrative à gérer
- 3<sup>ème</sup> frein : éloignement et accès  
→ coûts, offre prestataires
- 4<sup>ème</sup> frein : délais qui s'allongent  
→ surcoûts
- 5<sup>ème</sup> frein : capacité financière pour préfinancer les subventions

Processus d'aménagement est long :  
établissement d'un schéma puis  
programmation : appel à projet, montage financier, demande d'aide, ordonnancement des travaux, réception et la demande de paiement.  
Avec des aléas : politique, climatique, sanitaire

19 mai 2022

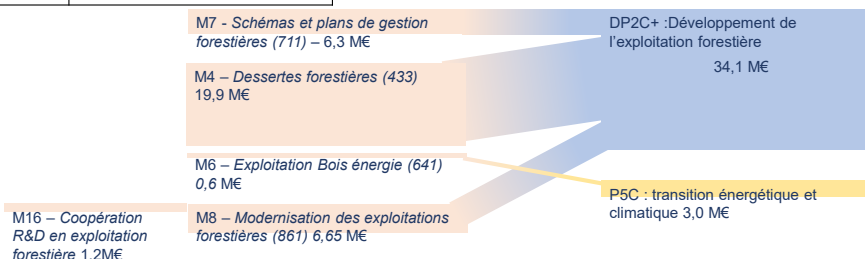
Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

6

## Thème 2 : Bilan évaluatif de l'aide à gestion durable de la forêt

Mesure	Objectif	Programmé fin 2021
M04	19,91 M€	12,7 M€ (TO433)
M07	6,32 M€	5,8 M€ (TO712)
M06	0,6 M€	0,7 M€ (TO641)
M08	6,65 M€	4,7 M€ (TO861)
M16	1,21 M€	0,7 M€ (TO 1621) et 0,3 (TO1671)
Total	34,7 M€	24,6 M€ (soit 70% de réalisation)

Même si il y a une contribution environnementale du PDRG (gestion durable de la forêt, production de bioénergie) l'objectif retenu est essentiellement le développement économique de l'exploitation forestière.



19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

7

## Thème 2 : Bilan évaluatif de l'aide à gestion durable de la forêt

- On ne peut dissocier le financement du plan de gestion de celui des dessertes forestières pour exploiter. Cela porte à près de 20 M€ la contribution du PDRG à la mise à disposition des ressources forestières
- La contribution du PDRG au développement de l'exploitation forestière n'a pas été à la hauteur de ce qui était prévu, principalement du fait du manque d'investissement au niveau des sociétés d'exploitation forestière
- L'enjeu du développement de l'exploitation forestière doit être mis en relation avec le développement de l'aval et d'une meilleure valorisation du bois d'œuvre, ainsi que d'une plus grande capacité à résister aux aléas climatiques
- Question sur la potentialité de la forêt à fournir la biomasse qui serait nécessaire pour produire plus d'électricité, en prenant en considération la question du coût de l'enlèvement et d'acheminement de cette ressource

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

8

## Echanges

### Pour chaque thème

- Etes-vous d'accord avec le bilan évaluatif des résultats du PDRG ? À commenter
- Etes-vous d'accord avec l'identification des points favorables ou défavorables ? À commenter
- Quelles pistes d'amélioration pour la prochaine programmation ? À débattre

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

9



### Apports de l'atelier

- **Le préfinancement :**
- Accompagnement AFD ou caisse des dépôts. Pour le reste les communes n'y ont pas par méconnaissance : **Besoin de communication sur les dispositifs.**
- **La question des voiries :**
- **La question des déchets :**
- **Le besoin d'accompagnement :**
- la capacité administrative manque pour mobiliser les dispositifs
- **La question de la mise en œuvre et des avenants :**
- **PAE :** il y a eu des choix de maquette avec transfert de 7 M pour alimenter la filière agricole

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

10

- **Service Infrastructure CTG :**
- Il n'y a pas de planification des communes; Ils ont valorisé la mobilisation de la 711 pour prévoir les travaux. **A valoriser lors de la prochaine programmation**
- L'accompagnement est un sujet y compris de coordination entre la CTG et le services de l'Etat qui ne se fait pas. C'est un souhait fort des élus de la CTG d'avoir une cellule d'ingénierie dédiée à l'accompagnement des collectivités. Idée de mutualiser la ressource humaine. Ca a été fait par l'OEG pour la gestion de l'eau.
- C'est aussi une façon de ré-équilibrer les projets sur le territoire.
- Sur la saisonnalité, il y a un vrai effet surtout sur les communes du fleuve ou on travaille sur 4 mois..
- Sur la voirie, il y a des travaux structurants à faire.
- On est toujours en urgence sans planification.
- Il y a un sujet sur les exigences techniques des voiries pour avoir une piste qui dure. - innovation
- Sur la gestion des déchets, ça n'est pas une priorité car la voirie prends le dessus
- **Filière Bois :**
- Le bois de défriche agricole est très peu valorisé
- Incitation financière pour réellement valoriser cette défriche – pour orienter les agriculteurs vers une défriche obligatoirement valorisée sinon pas de financement de la défriche.

19 mai 2022

Evaluation du PDR de Guyane – Atelier - Développement des territoires ruraux

11

## 7.4. La liste des documents et sources utilisés

---

### **Etudes et rapports externes**

ASP, Fiches Indicateurs 2014-2020, 2014

ASP, Manuel d'utilisation 2, répertoire des fiches indicateurs, 2014

CCOG, Test pilotes et propositions pour l'intégration de produits locaux en restauration scolaire en Guyane de l'Ouest – Mémoire d'étude, - Pluta-Gillet Chalotte, 2020

IEDOM , Rapport d'activité, 2020

IEDOM, Rapport annuel économique Guyane, 2015 à 2020

IFIVEG, Rapport final des plans de filière 2030, 2021

ODEADOM , Note sur la couverture des besoins alimentaires dans les DROM, Mars 2021

SOMIVAL, Programme Régional Forêt-Bois de Guyane 2019-2029, Mars 2020

AGRESTE, Recensement agricole 2020, premiers enseignements, Décembre 2021

ODEADOM, Rapport annuel d'exécution du programme POSEI France, de 2011 à 2020

MAAF, Guide de réponse aux questions évaluatives communes des Programmes de Développement Rural en France, 2015

MAAF, État des lieux synthétiques des régions ultrapériphériques – document de préparation du PSN 2023-2027, 2021

MAAF, Programme Stratégique National V1, 2021

### **Etudes et rapports du Pôle des Affaires Européennes (CTG):**

Programmes de Développement Rural de Guyane (de V1-2 à V13)

Rapports Annuels de mise en Œuvre du Programme de Développement Rural de Guyane 2014-2020, de 2016 à 2020

Évaluation Ex ante du Programme de Développement Rural de Guyane 2014-2020, BRLi, Novembre 2014

Etude relative à l'accompagnement à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du Programme de Développement Rural de Guyane 2014-2020, BRLi, Novembre 2017

Guide d'évaluation du Programme de Développement Rural de Guyane 2014-2020, BRLi, Novembre 2017

Etude sur le potentiel de développement économique durable de la Guyane, Deloitte Développement Durable, Novembre 2018

Évaluation à mi-parcours du LEADER du Programme de Développement Rural de Guyane 2014-2020, Oréade Brèche, Mai 2019

Diagnostic Territorial Stratégique de Guyane 2019 – Agriculture et Développement Rural, BRLi, Novembre 2019

Diagnostic Stratégique Territorial 2019 – Collectivité Territoriale de Guyane, EY, Février 2020

Évaluation de la communication sur les fonds européens en Guyane, BVA, Juillet 2020

Etude en soutien de l'évaluation *ex ante* relative aux instruments financiers pour la période 2021-2027, EY, Avril 2022

### **Documents internes Pôle des Affaires Européennes (CTG)**

- Convention relative à la mise en œuvre des dispositions du R(UE) 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la Région Guyane
- Convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de Développement Rural à la DAAF pour la période 2014-2020
- Organigramme de la Direction Générale des Territoires et de la Mer
- Organigramme de la Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
- Organigramme nominatif du pôle des Affaires Européennes – Collectivité Territoriale de Guyane
- Document de présentation du comité de suivi Interfonds du 6 décembre 2021
- Document de présentation du Comité d'Orientation Stratégique du 23 Novembre 2021
- Manuel de procédures de gestion et de contrôle du FEADER 2014-2020 – V1.1.
- Maquette FEADER (jusque Version n° 13)
- Tableau de suivi FEADER au 02/05/2022
- Tableau de suivi des créances - 2022
- Tableau de suivi des avances - 2022
- Tableaux de suivi des Appel à Projet et AMI - 2022
- Tableau de suivi des Audits – 2022

## 7.5. La liste des acteurs ayant participé

---

### **Au sein de la Collectivité Territoriale de Guyane :**

Appaou Kristel, chargée de pilotage FEDER - Pôle des Affaires Européennes

Bouvet Hélène, chargée de pilotage FEADER - Pôle des Affaires Européennes

Buzare Loic, chargé de mission Forêt-Bois - Chargé de mission service agriculture – Collectivité Territoriale de Guyane

Clerx-Farnaud Joëlle, directrice Générale Adjointe – Pôle des Affaires Européennes

Clet Kelly, chargée de communication - Pôle des Affaires Européennes

Da Silva Ferreira Déborah, cheffe du Service Instruction FEADER - Pôle des Affaires Européennes

Florent Fabiola, chargée de mission Stratégie de Financement aux entreprises et Ingénierie financière Pôle Economie Développement Numérique et Innovation – Collectivité Territoriale de Guyane

Horn Soria, chargée d'évaluation - Pôle des Affaires Européennes

Larance Georgia, cheffe du Service Communication - Pôle des Affaires Européennes

Lecaille Jérémy, chef du service agricole - services agricoles pôle économique – Collectivité Territoriale de Guyane

Maximin Bénédicte, cheffe du service Bois et Carrières – Collectivité Territoriale de Guyane

Michai Diane, cheffe du Service Qualité et Contrôle

Mirval Maud, directrice du pilotage - Pôle des Affaires Européennes

Othily Yana, cheffe du Service Coordination Interfonds - Pôle des Affaires Européennes

Periacarpin Florian, chargé de mission service agriculture - pôle économique – Collectivité Territoriale de Guyane

Proto Aurélie, chargée de pilotage FEADER - Pôle des Affaires Européennes

Soury Amandine, cheffe du service aménagement du Territoire

Walder Franck, chargé de mission service agriculture - pôle économique – Collectivité Territoriale de Guyane

### **Au sein de la Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt**

Bernazeau Marie, cheffe de l'unité filières agricoles

Briand Patrice, chef de l'unité Exploitations agricoles

de Geyer d'Orth Jean François, adjoint au chef de service économie agricole

Dorville Magguy, cheffe de l'unité coordination et suivi du FEADER

Hardjopawiro Aline, gestionnaire FEADER

Montanboux Nicolas, chef de service économie agricole

Tanasi Anny, adjointe au chef de service économie agricole

**Au sein de la préfecture de Guyane :**

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales, Isabelle Cabassud, chargée de mission  
fonds européens –

**Au sein des autres structures rencontrées :**

AFD Guyane, Vincent Ternisien, Chargé d'affaires Secteur Public – Collectivités locales  
Chambre d'Agriculture de Guyane, Thierry Basso, Directeur  
Crédit Agricole de Guyane, Michaël Cothenet, Chargé d'affaires du Pôle Agriculture  
EPFAG Patrice Pierre, Secrétaire Général  
EPFAG, Denis Girou, Directeur  
ONF, Hervé Quezel, Chef de service opérations  
ONF, Sébastien Mormont, Secrétaire Général

**Liste des bénéficiaires rencontrés :**

AGGLO'GAL	GDA de Mana
AMASEGUY	Ha Yu Tche Joseph
APAPAG	IFIVEG
APOCAG	MFR d'Apatou
APOGU	MFR de l'Est
Beaulieu Anne Fleur	MFR de Mana
Bio-Savane	Mou Tsa Ly
CFFPA, EPLEFPA	ONF
CFPPA Matiti	Parc Amazonien – GAL SUD
Communauté d'Agglomération du Centre Littoral	Patoe Jacqueline
Communauté de Communes de l'Ouest guyanais	Pôle agroalimentaire de l'Ouest guyanais
Commune de Macouria	Rebecca Sodikromo
Commune de Mana	Riou Benoit
Commune de Régina	SAS FMP
Commune de Saint-Georges	SAS La Cabriole
Commune de Sinnamary	Sau Siong
CUMA de Sinnamary	SCEA Benth
Délices de Guyane	SCEBOG
Dumetti Olivier	Siong Mbau
EPFAG	Song
Forestière Amazonia	Ster Hélène
GAL de l'Est	Vang Chao
GAL de l'Ouest	Yang Thay Yang

